Pays de Martigues
Martigues • Port-de-Bouc • Saint-Mitre-les-Remparts

CONTRAT DE VILLE COMMUNAUTAIRE
2015-2020

25 Septembre 2015

Les signataires :



















































Sommaire

1. PRESENTATION DU TERRITOIRE.....11

1.1 Contexte de l'agglomération 11
1.2. Les quartiers réglementaires 14
1.3. Les quartiers de veille active et de veille 26
1.4. Les quartiers vécus 40
1.5. Géographie en matière de renouvellement urbain 41

2. Etat des lieux de la politique de la ville sur le territoire.....48

2.1. Rappel historique 48
2.2. Dispositifs contractuels mis en œuvre sur le territoire 56

3. MODALITES DE MISE ŒUVRE.....57

3.1. Modalités de pilotage 57
3.2. La participation citoyenne 59
3.3. Ingénierie 72

4. DIAGNOSTIC PARTICIPATIF ET ENJEUX PAR PILIER.....74

4.1. Cohésion sociale 74
4.2. Cadre de vie et renouvellement urbain 79
4.3. Développement de l'activité économique et de l'emploi 83
4.4. Identification des enjeux de la CAPM 85

5. ENJEUX ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES.....91

5.1. Axes transversaux 91
5.2. Principaux enjeux et orientations stratégiques 97

6. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET MISE EN ŒUVRE.....102

6.1. Les orientations stratégiques 102
6.2. Les conventions d'application du contrat de ville 160
6.3. Annexe financière 165

7. SUIVI ET EVALUATION.....169

7.1. Suivi des objectifs opérationnels chiffrés 169
7.2. Structure locale d'évaluation 181

ANNEXES

Introduction

Le contrat de ville communautaire 2015-2020 constitue le socle de l'intervention publique de l'Etat dans les quartiers réglementaires. Elaboré à partir d'un diagnostic du territoire, d'objectifs généraux et opérationnels partagés (ateliers, commissions, etc.), il constitue la « feuille de route » de la CAPM et de ses partenaires. Il garantit le cadre mais aussi la continuité de l'action publique pour assurer « l'égalité des territoires, réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et améliorer les conditions de vie de leurs habitants ».

Dans le prolongement des Contrats Urbains de Cohésion Sociale (2007-2009 reconduits jusqu'en 2014), eux-mêmes succédant au contrat de ville 2000-2006, le contrat de ville 2015-2020 est le nouveau cadre contractuel de la politique de la ville en faveur des habitants des quartiers en difficultés.

Issu de la réforme portée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, il entend recentrer la politique de la ville sur une géographie réglementaire resserrée, unique, dans laquelle les moyens d'intervention sont concentrés et articulés à travers la mise en place d'un cadre contractuel rénové. Cette réforme poursuit une double finalité : l'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers réglementaires et la réduction des écarts de développement entre ceux-ci et les autres territoires.

Les nouveaux quartiers réglementaires de la politique de la ville se sont substitués aux anciennes zones urbaines sensibles, zones de redynamisation urbaine et aux quartiers CUCS, disparus au 1er janvier 2015.
La définition des nouveaux quartiers réglementaires de la politique de la ville s'appuie sur deux critères, à savoir un nombre minimal d'habitants et leur niveau de revenus (méthode de carroyage INSEE).

L'objectif est de poursuivre le processus global de reconquête et de recomposition urbaine engagé sur l'ensemble du territoire de la CAPM en matière de renouvellement urbain, d'habitat, d'économie, de culture de cohésion sociale et de prévention de la délinquance qui réconcilie territoire et habitants dans un processus de lutte contre les phénomènes de marginalisation et d'exclusion.

Le contrat de ville constitue le cadre local de la mise en œuvre de la politique de la ville, qui organise l'articulation des compétences de chacun des signataires. Son pilotage stratégique (diagnostic, orientation, animation, coordination) est confié à l'intercommunalité en articulation avec l'ensemble des communes concernées, qui en assurent la mise en œuvre opérationnelle, tout en étant partie prenante de la gouvernance via le caractère concerté de l'élaboration et de la mise en œuvre. La mission de l'Etat, à travers son représentant local, est de participer à la définition de la stratégie à conduire, de mobiliser les politiques relevant de ses compétences.

Le contrat de ville s'inscrit dans un projet de territoire et nécessite une large mobilisation des acteurs locaux :

- L'Etat et ses différents opérateurs ;
- L'ensemble des collectivités territoriales concernées (Commune, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, Département, Région) ;
- Les grands partenaires de la politique de la ville (Caisse des Dépôts et Consignations, organismes HLM, Sociétés d'Economie Mixte, organismes de protection sociale, chambres consulaires, la Caisse d'Allocations Familiales, Autorités Organisatrices des Transports).

Bien que bénéficiant de crédits spécifiques, le contrat de ville mobilise en priorité les politiques et les moyens du Droit Commun de l'Etat, des Collectivités et partenaires. Point d'articulation entre volet social et volet urbain de la politique de la ville, il définit les orientations et le cadre de référence des conventions ANRU pour la réalisation des nouveaux projets de renouvellement urbain.
Le contrat de ville doit prévoir la mise en place d'un dispositif d'évaluation de l'atteinte des objectifs fixés ainsi que la mise en cohérence avec les PLU, PLH, SCoT… dont les orientations devront s'inscrire dans les objectifs de la politique de la ville. Il constituera en outre le volet territorial des Contrats de Plan État-Région (CPER).

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, la politique de la ville concerne principalement les communes de Martigues et de Port-de-Bouc. Divers dispositifs contractuels concernent également Saint-Mitre-les-Remparts et d'autres communes voisines :

- Le Contrat Local de Santé du Pays de Martigues 2014-2016, signé avec l'Etat et l'Agence Régionale de Santé de PACA (contrat cadre signé en décembre 2013). Le Contrat Local de Santé constitue le volet Santé du Contrat de Ville, auquel il est annexé ;
- Le Plan Local de Santé Publique 2010-2014 ;
- La Stratégie Territoriale de Sécurité et Prévention de la Délinquance 2015-2017, qui associe également Châteauneuf les Martigues. Ce dispositif contractuel constitue le volet Sécurité-Prévention de la Délinquance du Contrat de Ville, auquel il est annexé ;
- Le Programme Local de l'Habitat conclu pour la période 2010-2015, qui constitue le volet Habitat-Politiques de peuplement du Contrat de ville auquel il est annexé. ;
- Le Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues ;
- La convention générale de Gestion Urbaine de Proximité de Martigues 2013-2016 ;
- La convention générale de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité de Port-de-Bouc 2013-2016 ;
- La convention emploi sur la Zone Industrialo-Portuaire de Fos-sur-Mer, signée de 17 juillet 2007.

La nouvelle géographie prioritaire concerne aujourd'hui **cinq quartiers réglementaires**, dont trois à Martigues et deux à Port-de-Bouc :

- Mas de Pouane – 1 593 habitants ;
- Canto-Perdrix – 1 860 habitants ;
- Notre Dame des Marins – 1 779 habitants ;
- Les Aigues Douces – 2 640 habitants ;
- Les Comtes - Tassy – 4 150 habitants ;

Une partie des quartiers sortants, non retenus par la géographie prioritaire définie par voie réglementaire, ont été classés en quartiers de veille active, en raison de la situation socio-économique encore fragile des habitants. Ces **trois quartiers de veille active** concernent des quartiers anciennement CUCS et/ou ZUS :

- Amarantes – Milan Sud ;
- Boudème – Bargemont ;
- Paradis Saint-Roch.

Des quartiers de veille ont été également identifiés qui correspondent au Centre ville de Martigues, qui faisait l'objet d'une vigilance particulière depuis le premier contrat de ville 2000-2006, et au centre-ville de Port-de-Bouc. Ces **deux quartiers de veille** nécessitent de maintenir une attention particulière compte tenu notamment du contexte social et économique des habitants, afin de prévenir tout basculement.

La loi a également introduit la notion de quartier vécu. Celui-ci correspond aux usages des habitants et aux lieux qu'ils fréquentent (écoles, équipements sportifs, zones d'activités etc.). Sans délimitation précise des contours, **les quartiers vécus** sont l'aire de rayonnement dans laquelle les habitants du quartier règlementaire et de veille active évoluent pour les besoins de proximité de leur vie quotidienne.

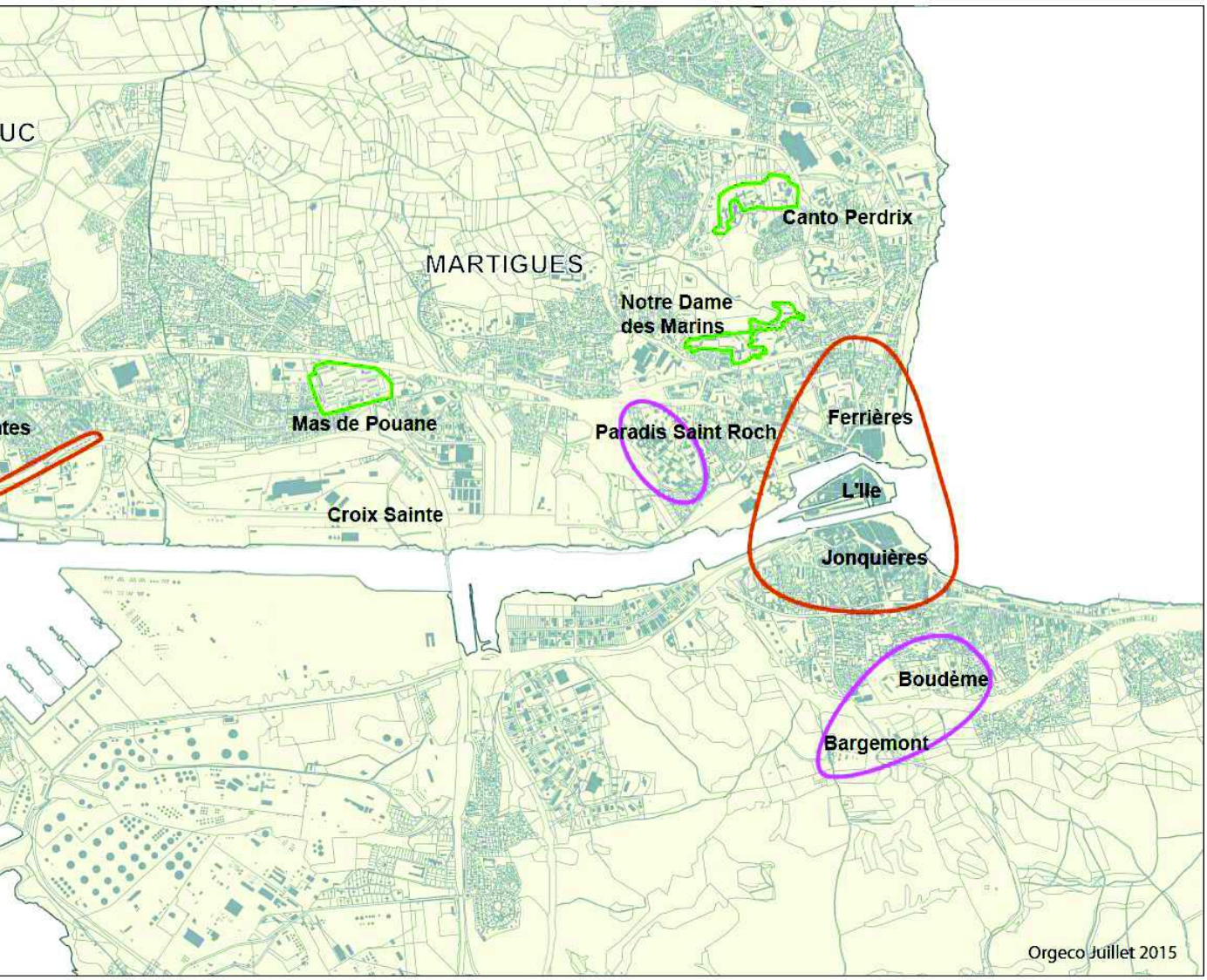
Le projet de territoire sur lequel s'appuie le contrat de ville sera décliné autour des trois piliers prioritaires identifiés par l'Etat que sont :

- La cohésion sociale (action sociale, éducation, santé, culture, sport, prévention de la délinquance) ;
- Le cadre de vie et le renouvellement urbain ;
- Le développement de l'activité économique et de l'emploi.

Il va sans dire que ces problématiques complémentaires s'interpénètrent et doivent être également appréhendées de façon globale et transversale dans le cadre du projet de territoire.

Le présent Contrat de Ville a été construit à partir des travaux issus du Contrat de Préfiguration signé le 16 avril 2015, annexé aux présentes, et dont il constitue le développement.

Nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville



1. PRESENTATION DU TERRITOIRE

1.1 Contexte de l'agglomération

1.1.1. Dynamique de développement de la CAPM

Née du regroupement des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (CAPM) est composée de trois entités urbaines qui se sont construites et développées entre les collines du Massif du Castillon, le littoral méditerranéen et les rives de l'Étang de Berre.

L'histoire de la CAPM est fortement liée à l'industrialisation du Golfe de Fos. Le territoire conserve aujourd'hui une vocation industrielle et productive significative, fragilisée toutefois par l'essoufflement continu de l'activité industrielle constaté au niveau national et plus particulièrement dans les secteurs historiques de la sidérurgie et du raffinage pétrolier.

Les activités économiques industrielles et productives qui y ont été développées ont eu des répercussions importantes sur le cadre de vie des populations. Aussi les communes et la CAPM ont priorisé des politiques et des projets de restauration de la qualité du cadre de vie des habitants comme de valorisation de l'environnement. Désireux d'œuvrer pour le développement et le déploiement de dynamiques socio-économiques positives, les responsables de la CAPM ont engagé des politiques de requalification du cadre de vie, d'accueil démographique et de diversification du tissu économique du territoire.

Il s'est agit notamment de faire évoluer les activités économiques afin de favoriser leur meilleure intégration dans l'environnement humain et naturel, en s'inscrivant dans une perspective de long terme.

Pour se saisir pleinement de l'opportunité de développement que représente le secteur, une large réflexion a été engagée à l'échelle de Martigues et de Port-de-Bouc pour accompagner la revalorisation du foncier économique, développer l'habitat et structurer les transports.

Ainsi, des projets importants ont ainsi été mis en œuvre ou sont en cours. C'est le cas en matière de renouvellement urbain sur Martigues et Port-de-Bouc et pour la réouverture des communes vers la mer et l'Étang de Berre (aménagement des plages, valorisation des activités de pêche, loisirs balnéaires et de plaisance, développement des accès au littoral). Ces dynamiques ont d'ores et déjà contribué à faire évoluer l'image d'un territoire marqué par l'industrie en valorisant les atouts patrimoniaux et naturels de son littoral et son attractivité pour les loisirs et le tourisme.

Contrainte par la mer, l'Etang de Berre et les espaces naturels, l'urbanisation s'est développée progressivement depuis le littoral où l'on retrouve les densités de population les plus importantes, vers l'intérieur des terres. L'ensemble des principaux réseaux de transports, les espaces agricoles, les coupures vertes, les étangs et les villes les plus peuplées de la CAPM se concentrent dans un couloir de moins de 5 km entre l'Étang de Berre et la Crau.

Avec 676 hab. au km^2, la densité[1] moyenne du territoire de la CAPM est ainsi largement supérieure à la moyenne départementale (390 hab./ km^2).

Le territoire est un passage obligé des grandes infrastructures routières qui traversent Martigues et Port de Bouc et convergent au niveau du viaduc de Martigues (A55) avant de franchir le chenal de Caronte, seule liaison du Sud de l'Étang de Berre.

Située sur le couloir stratégique Gênes-Barcelone, la desserte du territoire de la CAPM est assurée depuis le réseau structurant national par les infrastructures suivantes :

- L'A55 qui assure la liaison avec l'agglomération marseillaise et, d'une façon plus générale, le Sud-Est ;

- La RN 568, route à 2x2 voies, qui traverse le territoire d'Est en Ouest, assure l'itinéraire entre Marseille et Nîmes et prend en charge à la fois les flux d'échanges internes au territoire Ouest Etang de Berre et la desserte des quartiers Nord Est de Martigues et de Port de Bouc, mais aussi les flux de desserte de la ZIP de Fos-sur-Mer en direction de l'agglomération marseillaise et du Sud-Est, ainsi que les flux de grand transit Est-Ouest, ;

- L'axe Nord, la RD5 qui relie Martigues à Istres et à l'A7 représente le lien direct entre les deux communes les plus peuplées du SCoT Ouest Etang de Berre.

La desserte du territoire de la CAPM est également assurée par une offre de transports collectifs urbains et supra urbains (lignes départementales) et un réseau de transports collectifs ferroviaire (5 gares SNCF : Fos quartier des Arcades, Port-de-Bouc centre, Croix Sainte, Lavéra, La Couronne).

La CAPM est fragmentée de nombreuses coupures engendrées par la présence d'équipements routiers, ferrés et fluviaux.

A l'exception du centre ville de Martigues, important pôle tertiaire et commerçant, la majorité des pôles générateurs de déplacements sont décentrés des axes principaux, qu'il s'agisse de pôles d'emplois, scolaires ou commerciaux.

[1] Source : Insee 2010

1.1.2. Une fragilisation d'une partie de la population

Le territoire connaît un renouveau démographique, en raison principalement à une augmentation de la natalité. La ville centre, Martigues, connaît toutefois un regain d'attractivité.

Parallèlement le vieillissement de la population s'accélère et s'accompagne d'un renforcement de l'isolement des ménages. Cet isolement ne touche pas uniquement les personnes âgées, mais également les femmes en situation de monoparentalité de plus en plus nombreuses, notamment dans les quartiers de la politique de la ville.

On constate en outre une amélioration du niveau de revenu des ménages qui s'accompagne d'un creusement important des écarts entre les quartiers de la politique de la ville et les reste du territoire.

1.2. Les quartiers réglementaires

Pour chaque quartier réglementaire comme de veille active, une série d'indicateurs issus principalement du recensement de la population de l'Insee (2010), mais également de la Caisse nationale d'assurance maladie (2013) et de la Caisse nationale d'allocations familiales (2013) permet d'en préciser la situation en matière de :

- Précarisation des ménages ;
- Risque d'isolement des ménages ;
- Précarisation de l'emploi ;
- Tissu économique ;
- Accès aux soins et à la santé ;
- Cadre de vie ;
- Fragilisation de la jeunesse ;
- Egalité hommes-femmes.

1.2.1. Mas de Pouane



Mas de Pouane compte près de 1 600 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 750€, soit 22% en dessous du seuil des bas revenus constaté à l'échelle d'Aix-Marseille. Une grande partie des revenus des ménages est ainsi dépendante du versement de prestations sociales.

Situé à mi-distance entre les centres villes de Martigues et de Port-de-Bouc, ce quartier d'habitat social est éloigné des centres urbains, à l'origine d'un sentiment de non intégration à la commune par une partie des habitants, en particulier parmi les jeunes. Malgré un tissu commercial et de services de proximité implanté le long de la route de Port-de-Bouc, Mas de Pouane souffre d'un tissu économique quasi-inexistant.

La population présente plusieurs signes de fragilisation : précarisation de l'emploi, risque d'isolement (personnes seules, monoparentalité), difficulté d'accès aux soins et à la santé, notamment chez les femmes et les jeunes.

Mas de Pouane connaît un rajeunissement important de sa population. Face à ce phénomène, on constate un retard de scolarisation des enfants en préélémentaire, notamment chez les filles. Les difficultés d'accès à la formation et aux études supérieures sont particulièrement prégnantes, en particulier chez les femmes malgré un allongement de la durée des études. Le niveau de qualification de la population reste ainsi bien inférieur, d'autant plus pour les femmes, dont l'accès à l'emploi s'en trouve impacté. Les femmes sont en effet confrontées à de plus grandes difficulté d'insertion sur le marché du travail, dont l'emploi se caractérise à plus grande précarité.

Equipements de santé et sociaux	- Médecins - Dentiste - Infirmier - Centre social - Foyer de personnes âgées Charles Moulet
Equipements sportifs	- Gymnase Henri Tranchier
Equipements scolaires	- Collège Daumier - Ecole maternelle Henri Tranchier - Ecole élémentaire Henri Tranchier
Equipements petite enfance	- Multi accueil collectif avec repas Croix-Sainte
Equipements transports	- Halte ferroviaire de Croix-Sainte

1.2.2. Canto-Perdrix



Canto-Perdrix compte 1 860 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 950€, soit légèrement en dessous du seuil des bas revenus constaté à l'échelle d'Aix-Marseille. Une grande partie des revenus des ménages est ainsi dépendante du versement de prestations sociales.

Séparé du centre ville par la colline Notre-Dame des Marins, les habitants de ce quartier d'habitat social ont un sentiment d'isolement, renforcé par l'absence de liaisons douces avec le reste de la ville et le peu d'offre commerciale et de services au sein même du quartier, malgré la proximité du pôle commercial d'Auchan et d'équipements scolaires et sportifs.

La population présente plusieurs signes de fragilisation : vulnérabilité économique, situation de l'emploi défavorable, fragilisation des familles qui touche plus fortement les femmes en situation de monoparentalité, difficulté d'accès aux soins et à la santé, notamment chez les femmes et les jeunes.

Canto-Perdrix connaît un rajeunissement important de sa population qui rencontre moins de difficultés que dans d'autres quartiers de la politique de la ville. Les enfants bénéficient ainsi d'une bonne scolarisation dès le préélémentaire et sont moins confrontés au décrochage scolaire. Néanmoins, les difficultés d'accès à la formation et aux études supérieures persistent malgré des améliorations et un allongement de la durée des études chez les femmes notamment.

Le niveau de qualification de la population reste ainsi inférieur, d'autant plus pour les femmes, dont l'accès à l'emploi s'en trouve impacté. Les femmes sont en effet confrontées à de plus grandes difficulté d'insertion sur le marché du travail, dont l'emploi se caractérise à plus grande précarité.

LISTE DES ÉQUIPEMENTS

Equipements de santé et sociaux	- Espace multifonction (Espaces Santé Jeunes du Pays Martégal / service du centre hospitalier de Martigues / CLIC) - Centre médico-psycho-pédagogique (CMPP) / Service intersectoriel de psychiatrie infanto-juvénile du Centre hospitalier de Martigues - Centre social Jeanne PISTOUN
Equipements sportifs	- Gymnase R. RIOUAL - Gymnase JULIEN OLIVE

1.2.3. Notre Dame des Marins



Notre-Dame des Marins compte environ 1 800 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 833€, soit 13% en dessous du seuil des bas revenus constaté à l'échelle d'Aix-Marseille. Une grande partie des revenus des ménages est ainsi dépendante du versement de prestations sociales.
Le risque d'isolement des ménages est particulièrement prégnant sur le quartier, auquel s'ajoutent une précarisation de l'emploi et des difficultés d'accès aux soins et à la santé, et un rajeunissement de la population, notamment chez les femmes et les jeunes.

Situé au Nord du centre-ville de Martigues, dont il est séparé par l'avenue Francis Turcan, ce quartier d'habitat social dispose de peu de commerces et services et souffre de l'absence de liaisons piétonne ou cycliste aménagées, permettant de le reconnecter avec le centre ville. La coupure physique représentée par le boulevard urbain qui le ceinture au Sud, est outre source de nuisances et de risques.
Le quartier pâtit également d'un tissu économique peu développé, malgré la création d'une quinzaine d'entreprises en 2013.

Le niveau de qualification de la population est particulièrement bas et une grande partie des jeunes sortis précocement du système scolaire. Cette situation touche plus particulièrement les femmes, dont l'insertion dans l'emploi s'en trouve fortement contraint.

Equipements de santé et sociaux	- Centre hospitalier de Martigues - Centre social
Equipements sportifs	- Gymnase R. RIOUAL - Gymnase JULIEN OLIVE
Equipements scolaires	- Lycée Paul Langevin - Collège Marcel Pagnol - Ecole Di maternelle Lorto - Ecole élémentaire Di Lorto
Equipements petite enfance	- Multi accueil collectif (MAC) sans repas Les Rayettes

1.2.4. Aigues-Douces



Le quartier des Aigues Douces/La Lèque compte plus de 2 600 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 750€, soit 30% en dessous du seuil des bas revenus constaté à l'échelle d'Aix-Marseille. Une grande partie des revenus des ménages est ainsi dépendante du versement de prestations sociales.

Le quartier présente la situation de l'emploi la plus préoccupante, dans un contexte de fragilisation et renforcement de l'isolement des familles, et de dégradation de la situation socio-économique des ménages. En outre le tissu économique reste moins développé que dans la majorité des quartiers réglementaires de la région PACA, mais bénéficie de la proximité du centre ville de Port-de-Bouc. Cette situation géographique de la presqu'île offre également une facilité d'accès aux soins et à la santé à une population particulièrement vulnérable.

Bien que le quartier s'inscrit très nettement dans une dynamique de vieillissement, la question des jeunes est particulièrement préoccupante : défaut de scolarisation des enfants en préélémentaire, aggravation du décrochage scolaire, sortie précoce du système scolaire, niveau de qualification parmi les plus bas du territoire, difficulté d'accès à l'emploi et vulnérabilité en matière de santé.

L'ensemble de ces signes de fragilisation touchent plus fortement encore les femmes.

Equipements de santé et sociaux	- Protection Maternelle et Infantile (PMI) / service du Conseil départemental 13 - Centre de vaccinations / service du Conseil départemental 13 - Centre Médico-Scolaire (médecins et infirmières scolaires) - Pôle maladies chroniques (DIABAIX) - Centre de planification et d'éducation familiale / service du Conseil départemental 13 - Centre médico-psychologique enfants (CMP) / Service intersectoriel de psychiatrie infanto-juvénile du Centre hospitalier Martigues - Espaces Santé Jeunes du Pays Martégal / service du Centre hospitalier de Martigues - Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH) - Centre social Fabien Menot
Equipements culturels	- Théâtre - Médiathèque - Centre d'arts - Conservatoire - Cinéma
Equipements sportifs	- Gymnase A. France - Salle Multi activités des Aigues Douces - Terrains de proximité
Equipements scolaires	- Ecole élémentaire Victor Hugo - Ecole élémentaire Jean Jaurès - Ecole élémentaire Anatole France - Ecole élémentaire Romain Rolland - Ecole maternelle Victor Hugo - Ecole maternelle Marguerite Blouvat
Equipements petite enfance	- Multi Accueil Collectif Odette Menot - Crèche du Sud

.

1.2.5. Les Comtes-Tassy



Le quartier des Comtes-Tassy est le plus peuplé des quartiers réglementaires du territoire, avec plus de 4 000 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 958€, soit légèrement en dessous du seuil des bas revenus constaté à l'échelle d'Aix-Marseille. Une grande partie des revenus des ménages est ainsi dépendante du versement de prestations sociales.

Le quartier bénéficie d'un tissu économique plus dynamique que dans les autres quartiers de la politique de la ville. Ce tissu s'appuie sur un réseau d'une centaine d'entreprises soit une moyenne de 25 entreprises pour 1 000 habitants, avec un taux de création de 32% en 2013.

A l'image des autres quartiers de la politique de la ville, les Comtes présente plusieurs signes de vulnérabilité : augmentation des personnes seules en lien avec le vieillissement prononcé de la population, fragilisation de la structure familiale, précarisation de l'emploi, difficulté d'accès au marché du travail, tout comme aux soins et à la santé, en particulier chez les femmes et les jeunes.

L'amélioration du niveau de qualification de la population et du prolongement des études dans le supérieur permet aux jeunes du quartier une insertion dans l'emploi moins contraintes que dans d'autres quartiers. Pour autant, cette situation profite moins aux femmes dont le niveau de qualification s'est davantage amélioré que celle des hommes.

Il est à noter une spécificité du quartier quant à la scolarisation tardive des garçons, que l'on n'observe nulle part ailleurs sur le territoire.

Equipements de santé et sociaux	- Service de promotion de la santé en faveur des élèves (lycée Jean Moulin) - Service de promotion de la santé en faveur des élèves (collège Paul Eluard) - Service de promotion de la santé en faveur des élèves (collège Frédéric Mistral) - Service de promotion de la santé en faveur des élèves (Lycée Montgrand) - Hôpital de jour CH de Martigues - Centre social Lucia Tichadou - Antenne centre social Lucia Tichadou - Accueil 3ème âge centre social Tichadou - Centre social Nelson Mandela
Equipements culturels et socioculturels	- Espace lecture et ludothèque centre social Lucia Tichadou - Ludothèque centre Social Nelson Mandela - Salle de Musique John Lennon - Conservatoire de musique et de danse
Equipements sportifs	- Stade Vélodrome F. Baudillon - Maison des sportifs Michel Couremetis - Stade Bianco - Gymnase Frédéric Mistral - Dojo - Complexe les Comtes - Gymnase Romain Rolland - Parc des Sports François Billoux - Skate Parc - Base nautique municipale - Stade UNIA - Salle de musculation-boxe centre social Tichadou - Circuit pédagogique de prévention routière - Terrains de proximité
Equipements scolaires	- CFA Rol Tanguy - Lycée Jean Moulin - Lycée Charles Mongrand - Collège Paul Eluard - Collège Frédéric Mistral - Ecole élémentaire Jean Jaurès - Ecole élémentaire Romain Rolland - Ecole maternelle Josette Reibaut - Ecole maternelle Louise Michel - Ecole maternelle Lucia Tichadou

1.3. Les quartiers de veille active et de veille

Les quartiers de veille active et de veille sont des quartiers non retenus par la géographie prioritaire par voie réglementaire mais sur lesquels les acteurs locaux doivent maintenir une attention particulière. Dans le premier cas, Il s'agit des territoires prioritaires des contrats urbains de cohésion sociale sortants de la nouvelle géographie, tandis que dans le second cas, il s'agit de territoires dont la situation sociale, urbaine et économique apparaît suffisamment dégradée pour craindre leur basculement dans la géographie prioritaire.

Le critère retenu pour la définition des quartiers de veille active et de veille correspond au pourcentage de ménages dont les revenus sont inférieurs au seuil des bas revenus.

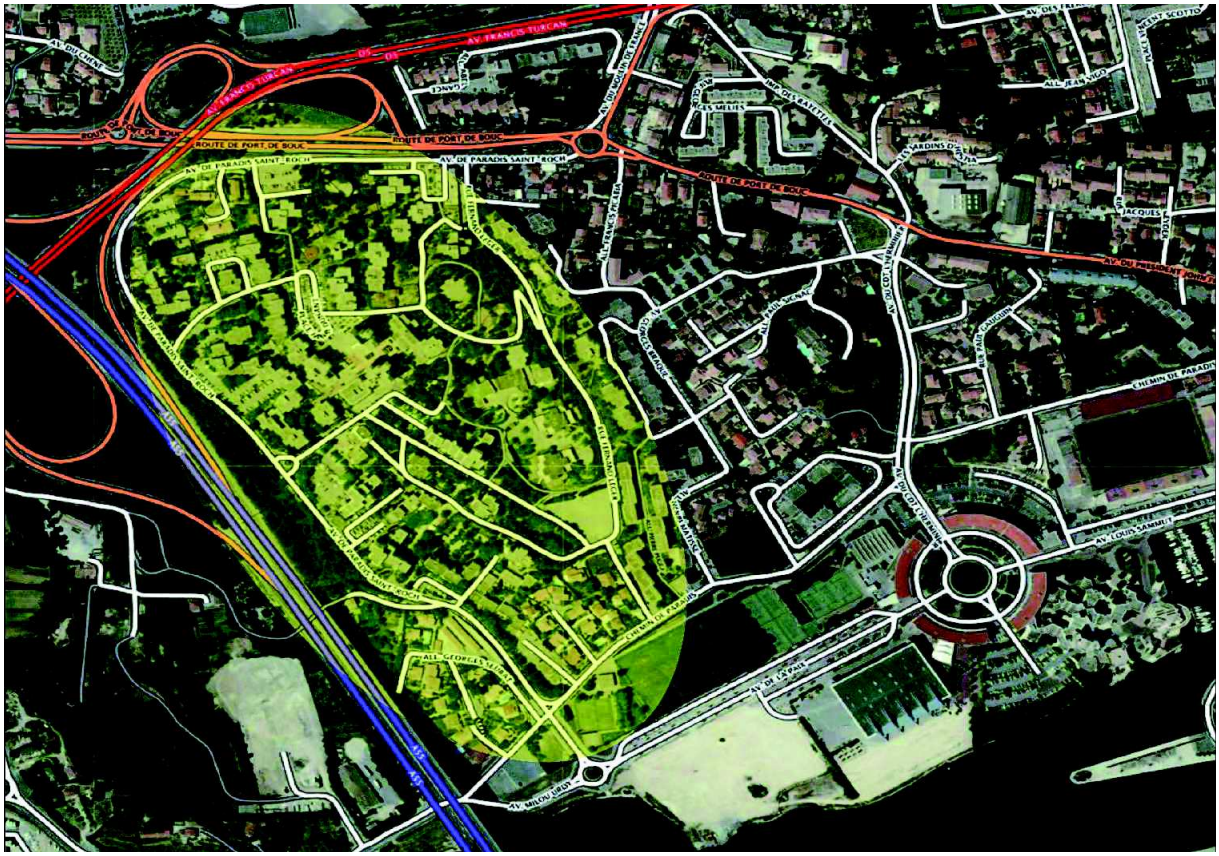
A l'échelle de la CAPM, 22% des ménages ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté.
On peut ainsi considérer qu'un quartier est dit de veille active lorsque plus de 22% des ménages ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. A l'échelle des quartiers réglementaires, ce taux est supérieur à 60%.

Comme pour les quartiers réglementaires, une série d'indicateurs issus principalement du recensement de la population de l'Insee (2010), mais également de la Caisse nationale d'assurance maladie (2013) et de la Caisse nationale d'allocations familiales (2013) a permis de préciser la situation de ces quartiers en matière de :

- Précarisation des ménages ;
- Risque d'isolement des ménages ;
- Précarisation de l'emploi ;
- Tissu économique ;
- Accès aux soins et à la santé ;
- Cadre de vie ;
- Fragilisation de la jeunesse ;
- Egalité hommes-femmes.

Le détail de cette analyse par quartier figure dans le diagnostic du Contrat de Préfiguration du Contrat de Ville communautaire, signé le 16 avril 2015 et annexé au présent Contrat de Ville.

1.3.1. Paradis Saint-Roch (quartier en veille active)



Paradis Saint Roch compte environ 1 900 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 1 098€. Le quartier bénéficie d'une plus grande mixité sociale, pour autant 30% des ménages ont des revenus inférieurs au seuil de bas revenus, pour lesquels le versement de prestations sociales et familiales constitue une part importante de leurs revenus. La population présente en outre plusieurs signes de fragilisation : précarisation de l'emploi, risque d'isolement (personnes seules, monoparentalité), difficulté d'accès aux soins et à la santé, notamment chez les femmes et les jeunes.

Situé à l'Ouest du centre ville de Martigues, le quartier, essentiellement résidentiel, dispose d'un tissu économique très peu développé qui souffre d'une faible visibilité alors même qu'il pourrait profiter de cette proximité du centre ville.

Paradis Saint Roch connaît par ailleurs un rajeunissement important de sa population qui s'accompagne d'une meilleure scolarisation des enfants en préélémentaire que sur le reste du territoire et un meilleur accès aux études supérieures. Le quartier est cependant confronté à un décrochage scolaire important dans l'enseignement secondaire et le niveau de diplômes restent encore bas, induisant des difficultés d'accès à l'emploi pour les jeunes, difficultés qui s'observent également chez les femmes.

Equipements de santé et sociaux	- Service Handicap-Dépendance du Pays de Martigues - Pôle Handicap du Pays de Martigues - Permanence administrative de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) - Service d'Appui au Maintien dans l'Emploi des Travailleurs Handicapés 13 (SAMETH) - Centre social Paradis Saint Roch
Equipements culturels	- Cinéma Jean Renoir
Equipements sportifs	- Gymnase des Salins
Equipements scolaires	- Ecole élémentaire Toulmond - Ecole maternelle Toulmond
Equipements petite enfance	- Jardin d'enfants le Coteau - Multi Accueil Familiaux 1 - Multi Accueil Familiaux 2 - Relais Assistantes Maternelles - Multi accueil collectif sans repas Paradis Saint Roch - Lieu d'accueil Enfants Parents

1.3.2.Boudème et Bargemont (quartier en veille active)



Le quartier compte environ 1 400 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 1 157€ pour Boudème et 823€ pour Bargemont. Environ un tiers des ménages a des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, pour lesquels le versement de prestations sociales et familiales constitue une part importante de ses revenus. Cette proportion grimpe à 80% pour Bargemont.

La population présente plusieurs signes de fragilisation : précarisation de l'emploi, risque d'isolement (personnes seules, monoparentalité), difficulté d'accès à la santé malgré un réseau paramédical développé, un tissu économique quasi inexistant. La question de la captivité des ménages est en outre plus prégnante que dans d'autres quartiers de la politique.
Ces problématiques se posent encore plus parmi les publics jeunes et les femmes dans un contexte de fort rajeunissement de la population et plus particulièrement parmi les femmes.

Ce rajeunissement s'inscrit dans un contexte de renforcement de la monoparentalité et des problématiques sociales éducatives (rajeunissement du décrochage, forte demande d'accompagnement des jeunes, ruptures de communication parents/enfants avec des risques de carence et de violences).
Le retard de qualification de la population du quartier est persistant, avec un impact direct sur le chômage des jeunes.

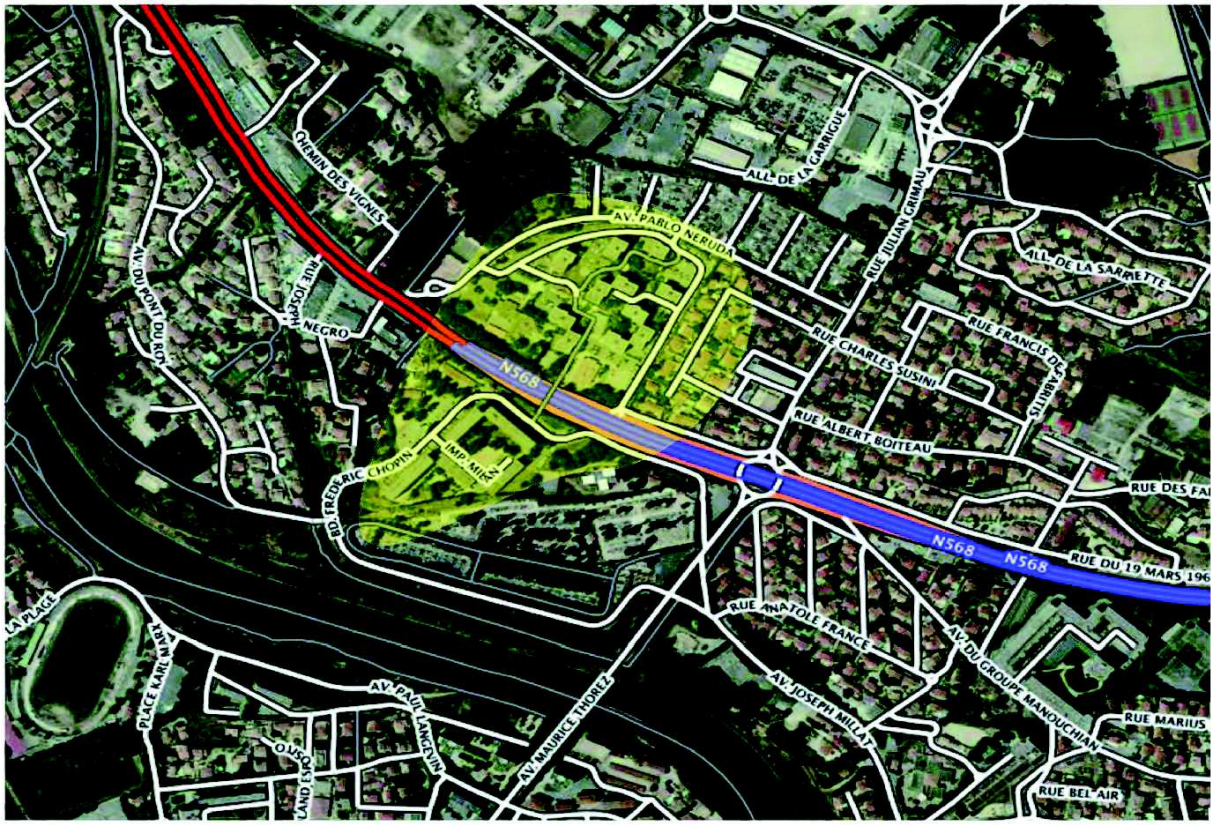
Quartier d'habitat social enclavé au Sud du centre ville de Martigues, Boudème se compose d'un habitat collectif dense construit au début des années 1970. Le quartier, situé en limite de l'A55, est ainsi isolé du reste de la ville et exposé à d'importantes nuisances sonores.

La requalification engagée au début des années 2000 a permis la démolition et la réhabilitation de plusieurs bâtiments, l'amélioration du traitement des espaces extérieurs et la création d'une voie nouvelle. Les travaux d'amélioration des logements et du bâti se sont poursuivis au cours de l'exercice du PLH 2010-2015. La question du désenclavement et de la protection phonique restent cependant toujours à traiter.

LISTE DES ÉQUIPEMENTS

Equipements de santé et sociaux	- Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) / Service intersectoriel de psychiatrie infanto-juvénile du Centre hospitalier de Martigues - Centre médico-psychologique pour adultes (CMP) / Secteur 24 Service Psychiatrie adulte du Centre hospitalier de Martigues - Centre social Bargemont - Centre social Jonquières
Equipements culturels	- Maison des Jeunes et de la Culture
Equipements sportifs	- Gymnase GERARD PHILIPPE
Equipements scolaires	- Collège GERARD PHILIPPE
Equipements petite enfance	- Multi accueil collectif (MAC) avec repas 8 Mai

1.3.3. Les Amarantes – Milan Sud (quartier en veille active)



Le quartier des Amarantes-Milan Sud compte plus de 1 500 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 1 156€. Près d'un tiers des ménages a des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, pour lesquels le versement de prestations sociales et familiales constitue une part importante de ses revenus.

Précédemment classé en zone urbaine sensible pour partie, le quartier est représentatif des grands programmes d'habitats collectifs et sociaux des années 1970, à forte densité. Situé à 2 kms du centre-ville, le quartier souffre d'un sous-équipement en commerces et services de proximité. La RN 568 constitue à ce titre une barrière visuelle et physique indiscutable, qui génère par ailleurs de nombreuses nuisances. Le quartier a bénéficié de la mise en place d'un plan de sauvegarde pour permettre la réalisation d'un programme global de requalification achevé à la fin des années 2000. La population reste toutefois vulnérable, en particulier chez les femmes, et nécessite de pérenniser les efforts réalisés par une vigilance renforcée.

Ainsi une partie importante de la population présente des signes de fragilité économique bien plus prégnante qu'ailleurs sur le territoire. La situation de l'emploi y est également plus précaire et le tissu économique du quartier reste peu développé.

La couverture médicale est prés de deux fois et demi inférieure à la celle de l'intercommunalité, alors que les habitants sont près deux fois plus nombreux à bénéficier de la CMUC.

Confronté à un très fort rajeunissement de sa population, le quartier bénéficie d'une meilleure scolarisation que sur l'ensemble de l'agglomération, avec moins de retard dans la scolarisation des enfants en préélémentaire et un décrochage scolaire limité. Toutefois, les la sortie du système scolaire reste précoce, entraînant une persistance des bas niveaux de qualification et une insertion des jeunes sur le marché du travail plus difficile.

LISTE DES ÉQUIPEMENTS

Equipements de santé et sociaux	- Protection Maternelle et Infantile (PMI) / service du Conseil départemental 13 - Centre médico-psychologique adultes (CMP) / Secteur 25 Service Psychiatrie adulte du Centre hospitalier de Martigues - Ateliers d'accompagnement à la fonction parentale - Centre social Jacques Brel - APORS - Les équipes Saint-Vincent
Equipements culturels et socioculturels	- Espace lecture - Espace lecture centre social Jacques Brel
Equipements sportifs	- Terrains de proximité
Equipements scolaires	- Ecole élémentaire Marcel Pagnol - Ecole maternelle des Arcades - Ecole maternelle Marcel Pagnol

1.3.4. Centre ville de Martigues (quartier en veille)



Le centre-ville de Martigues compte près de 7 700 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 1 343€. La mixité sociale qui bénéficie au quartier ne doit pas masquer les difficultés socio-économiques qui se posent pour une part grandissante de la population. Ainsi 28% des ménages ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, pour lesquels le versement de prestations sociales et familiales constitue une part importante de ses revenus.

Le quartier présente un risque important d'isolement des ménages en raison du vieillissement plus prononcé de ces habitants et d'un renforcement de la monoparentalité. Le centre ancien concentre en outre 10% de la population d'origine étrangère ou immigrée de la CAPM, plus concernée par les difficultés d'insertion sociale et économique, d'accès aux droits, dont l'emploi est souvent moins qualifié et plus exposé aux maladies professionnelles.

Le quartier bénéficie d'une situation de l'emploi plus favorable que sur les autres quartiers de la politique de la ville. Néanmoins les inégalités entre les femmes et hommes en matière d'emploi y sont plus criantes qu'ailleurs, bien qu'elles bénéficient d'une meilleure qualification. Il est à noter une dégradation de leur accès à la formation et aux études supérieures.

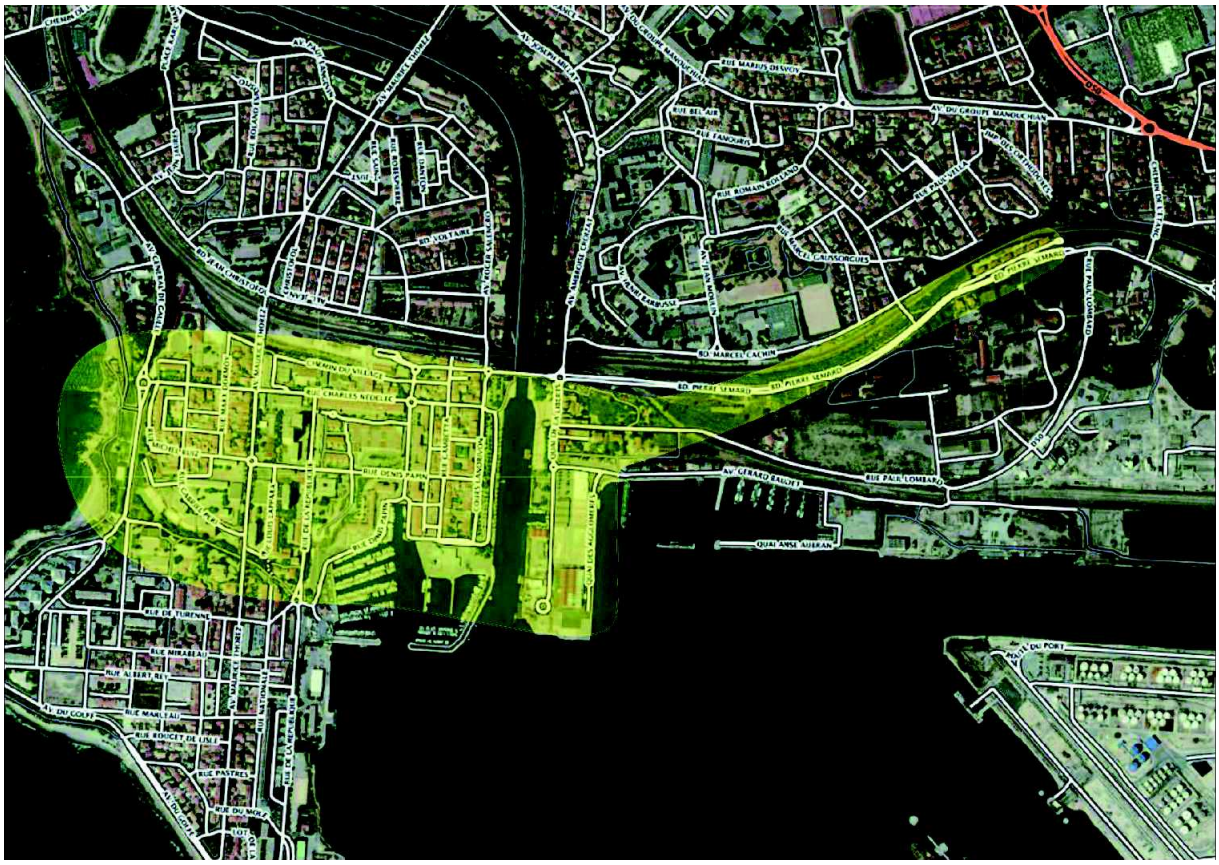
Le caractère central du quartier bénéficie tous autant à l'accès aux services, aux équipements, à la santé qu'au tissu économique qui y est deux fois et demi plus développé que sur l'ensemble de la CAPM. Néanmoins le risque de paupérisation des centres villes est une problématique majeure pour le territoire en raison de l'habitat ancien et de la difficulté à y maintenir un tissu commercial dynamique, face à la concurrence directe des grandes zones commerciales.

Le centre ville de Martigues fait ainsi l'objet d'une requalification urbaine engagée depuis près de 30 ans. Il présente en effet un bâti ancien, dont la vétusté nécessite des travaux de mise à niveau et une vacance qui reste deux fois supérieure à celle de la CAPM.
La Ville met en œuvre une politique d'éradication de l'habitat indigne et développe une offre de logements sociaux.
La relance récente de la promotion privée et la récente requalification des espaces publics sur Jonquières contribuent à la rénovation du centre ancien et à l'amélioration du cadre urbain.

Equipements de santé et sociaux	- Caisse Primaire Assurance Maladie (CPAM) - Protection Maternelle et Infantile (PMI) / service du Conseil départemental 13 - Centre de vaccinations / service du Conseil départemental 13 - Centre Médico-Scolaire (médecins et infirmières scolaires) - Centre de planification et d'Education familiale / service du Conseil départemental13 - Centre d'Information et de Dépistage Anonyme et Gratuit - Centre d' Information, de Dépistage et de Diagnostic des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDAG-CIDDIST) / service du Conseil départemental 13 - Antenne du Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie - Association Méditerranéenne de Prévention et de traitement des Addictions (CSAPA- AMPTA) - Centre médico-psychologique enfants / Service intersectoriel de psychiatrie infanto-juvénile du Centre hospitalier de Martigues - Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) / Service intersectoriel de psychiatrie infanto-juvénile du Centre hospitalier de Martigues - Centre médico-psychologique adultes / Secteur 24 Service Psychiatrie adulte du Centre hospitalier de Martigues - Service Handicap-Dépendance du Pays de Martigues - Pôle Handicap du Pays de Martigues - Centre social Jonquières
Equipements culturels	- Médiathèque Louis Aragon - Théâtre des Salins - Espace Cinéma Prosper GNIDZAZ - Musée Felix Ziem - Maison des Jeunes et de la Culture
Equipements sportifs	- Gymnase Alderic Chave - Piscine municipale
Equipements scolaires	- Collège Henri Wallon - Ecole élémentaire Tourrel Font Sarade - Ecole maternelle Tourrel Font Sarade - Ecole élémentaire Jonquières Aupecle - Ecole maternelle Jonquières Aupecle - Ecole élémentaire Jean Jaurès - Ecole maternelle de Ferrière

Equipements petite enfance	- Multi accueil collectif avec repas la Navale - Multi accueil collectif avec repas 8 mai - Multi accueil collectif avec repas Camille Pelletan - Multi accueil collectif sans repas Amavet - Multi accueil collectif sans repas Ferrières - Jardin d'enfants Aupecle

1.3.5. Centre ville de Port-de-Bouc (quartier en veille)



Le centre-ville de Port-de-Bouc compte près de 3 500 habitants dont le revenu médian net mensuel par unité de consommation est de 1 300€. . On observe une concentration de la pauvreté dans ce quartier avec plus d'un quart des ménages en dessous du seuil de pauvreté, pour lesquels le versement de prestations sociales et familiales constitue une part importante de leurs revenus.

Le quartier présente en outre un risque important d'isolement des ménages en raison du vieillissement plus prononcé de ses habitants et de la présence importante de publics d'origine étrangère ou immigrée, plus concernés par les difficultés d'insertion sociale et économique, d'accès aux droits, dont l'emploi est souvent moins qualifié et plus exposé aux maladies professionnelles.
Malgré un chômage plus prégnant, les habitants du centre ville bénéficient d'une situation de l'emploi plus favorable. La situation géographique du quartier offre en outre à ses habitants une bonne couverture médicale.
Toutefois la situation des jeunes pose question avec un décrochage scolaire élevé et des difficultés d'accès à la formation et à la santé en raison des difficultés économique de leurs familles.

Les femmes davantage confrontées à l'isolement du fait du vieillissement de la population et du renforcement de la monoparentalité, connaissent cependant un accès à l'emploi moins

contraint, une meilleure scolarisation et un niveau de qualification qui progresse plus vite que celui des hommes.
Au début des années 1980, le centre ville de Port-de-Bouc, comme d'autres secteurs du territoire, a été confronté à une dégradation du bâti et des espaces extérieurs et a du faire face à une paupérisation de ses habitants. Cette question reste une problématique majeure pour le territoire en raison de la présence d'un habitat ancien et de la difficulté à y maintenir un tissu commercial dynamique, face à la concurrence directe des grandes zones commerciales.

Aussi, il est conduit depuis plusieurs années une politique d'éradication de l'habitat indigne, qui a contribué à revitaliser le centre ville par une amélioration des logements du parc privé et une réduction de la vacance. Sont menées par ailleurs des actions spécifiques pour l'embellissement des devantures commerciales et un programme FISAC.
Malgré les efforts déployés, le quartier souffre d'un manque de dynamisme économique, notamment au regard du centre ville de Martigues. La vacance tant dans les logements que dans les locaux commerciaux reste néanmoins élevée.

Equipements de santé et sociaux	- Maison des services au public : - Caisse Primaire Assurance Maladie (CPAM) - Protection Maternelle et Infantile (PMI) / service du Conseil départemental 13 - Centre de vaccinations / service du Conseil départemental 13 - Pôle maladies chroniques (DIABAIX) - Centre de planification et d'éducation familiale / service du Conseil départemental13 - Centre médico-psychologique enfants / Service intersectoriel de psychiatrie infanto-juvénile du Centre hospitalier Martigues - Espaces Santé Jeunes du Pays Martégal / service du Centre hospitalier de Martigues - Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH) - Centre Local d'Information et de Coordination gérontologique (CLIC) Martigues Port-de-Bouc - Centre Médical Mutualiste M.BORIO - Centre Médical « La Respélido » - Centre de Consultations Médicales de l'Hôpital de Martigues - Centre social Fabien Menot
Equipements socio-culturels	- Théâtre - Médiathèque - Conservatoire - Cinéma Le Méliès - Centre des Arts plastiques F. LEGER - Centre de loisirs municipal Lucie Aubrac
Equipements sportifs	- Gymnase Anatole France - Dojo
Equipements scolaires	- Lycée Charles Mongrand - Collège Paul Eluard - Collège Frédéric Mistral - Ecole Jean Jaurès - Ecole Anatole France - Ecole Romain Rolland

1.4. Les quartiers vécus

Dans le cadre de la réflexion globale du projet de territoire et du nouveau contrat de ville, une réflexion préalable a été menée sur les périmètres des quartiers vécus en cohérence avec les autres dispositifs. Une méthodologie a été proposée quant à la constitution des périmètres des quartiers vécus, en cohérence avec les autres dispositifs mis en œuvre dans le cadre de la politique de la ville.

Le quartier vécu correspond aux usages des habitants et aux lieux qu'ils fréquentent (écoles, équipements sportifs, zones d'activités etc.). Les quartiers vécus sont l'aire de vie dans laquelle les habitants du quartier règlementaire et de veille active évoluent selon leurs besoins quotidiens.

Identifier ce territoire vécu a conduit à repérer les institutions, les infrastructures, les équipements et plus largement les politiques publiques, dont les habitants des quartiers réglementaires, de veille active, est situé à proximité sont usagers. Ce quartier vécu est constitutif de mixité et de cohésion sociale sur le territoire.

La notion de quartier vécu ne conduit donc pas à la délimitation d'un contour précis, car il s'agit de pouvoir déployer des moyens renforcés sur un périmètre élargi du quartier réglementaire ou de veille active. Le quartier vécu permet ainsi de compléter l'éligibilité aux crédits spécifiques liée au quartier réglementaire, par l'éligibilité liée à la population du quartier au bénéfice de laquelle des actions sont portées par les politiques publiques.

Les équipements, infrastructures et institutions pris en compte sont les suivants :

- Equipements scolaires ;
- Etablissements petite enfance ;
- Equipement de santé ;
- Equipements culturels ;
- Equipements sportifs ;
- Infrastructures de transports ;
- Services publics.

La liste de ces équipements et services publics est jointe à l'analyse des quartiers précédente, aux chapitres 1.2 et 1.3.

1.5. Géographie en matière de renouvellement urbain

1.5.1. Démarche

La loi d'orientation et programmation pour la ville et la rénovation urbaine a lancé le NPNRU sur la période 2015-2020, dont l'objectif est la requalification des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le respect du cadre fixé par les contrats de ville.

Le NPNRU vise à offrir un environnement de qualité aux habitants mais aussi à identifier les potentiels de développements des quartiers, pour réussir leur intégration dans l'agglomération.

En cohérence avec la démarche générale de concentration des moyens de la politique de la ville, ce nouveau programme vise en priorité les quartiers présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants. Sur ces quartiers, les projets de renouvellement urbain constituent l'un des leviers pour répondre aux objectifs stratégiques du contrat de ville, en articulation avec les autres politiques communautaires.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale fixe 6 objectifs incontournables des projets NPNRU :

- Augmenter la diversité de l'habitat : construire des logements privés dans les quartiers, en particulier dans les territoires où l'offre est insuffisante ;
- Adapter la densité du quartier à son environnement et aux fonctions urbaines visées ;
- Favoriser la mixité fonctionnelle, le développement du commerce de proximité et consolider le potentiel de développement économique ;
- Renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants ;
- Viser l'efficacité énergétique et contribuer au respect de l'environnement ;
- Concevoir des aménagements urbains et des programmes immobiliers de qualité prenant en compte les usages, les enjeux de gestion et de sureté, et anticipant les évolutions et mutations futures.

Le contrat de ville de la CAPM identifie les quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain et présente la stratégie d'intervention relative au devenir de ces quartiers qui oriente la définition des projets de renouvellement urbain.

Trois quartiers ont été retenus, dont un d'intérêt national (Les Aigues Douces – La Lèque) et deux d'intérêt régional (Les Comtes et Mas de Pouane).

Les deux autres quartiers réglementaires, Notre-Dame des Marins et Canto-Perdrix présentent également des enjeux en matière de renouvellement urbain.

1.5.2. Quartiers retenus dans le cadre du NPNRU

1.5.2.1. Aigues Douces / La Lèque

- ***Diagnostic et dysfonctionnement***

Le quartier Aigues Douces – La Lèque est implanté sur le site la Presqu'île de Port-de-Bouc au Sud Est de Port Renaissance.

Construites respectivement en 1964 et 1973, les opérations de la Lèque et des Aigues Douces sont propriétés de 13 Habitat.

La Lèque, composée d'une barre unique et d'une tour construite en lieu et place de l'usine de Pétrole, abrite 166 logements. Implantées sur le site de l'usine de Saint Gobain, les Aigues Douces constituent un ensemble de 500 logements répartis en 14 immeubles de tours et de barres variant de 4 à 15 étages.

Entre les deux opérations se trouvent les anciens logements des Chantiers et Ateliers de Provence, de type « coron », propriété de SAMOPOR puis de Logirem dont 270 ont été démolis entre 1988 et 1991 et 30 reconstruits pour un total actuel de 60 logements. Une maison de retraite de 60 lits complète l'ensemble qui constitue la trame orthogonale de la Presqu'île de Port de Bouc.

Le quartier des Aigues Douces a fait l'objet d'une réhabilitation importante dans le cadre du programme « Banlieue 89 ».

Le quartier est marqué par un certain nombre de dysfonctionnements :

- L'orientation des bâtiments conçue pour abriter les entrées d'immeubles des vents dominants referme la cité sur elle-même en la coupant du rivage et de la promenade du bord de mer : le quartier est fermé par rapport au littoral ;
- L'implantation des bâtiments à côté du plan orthogonal reliant la cité à la ville fait ressortir l'échelle des bâtiments et une forme urbaine qui se distingue de son environnement proche. Le quartier est ainsi marqué par une discrimination spatiale, liée à sa morphologie urbaine décousue qui crée un sentiment d'impasse. Le difficile franchissement du front bâti participe au renforcement d'un socle urbain peu attractif et isolé ;
- L'habitat est globalement dégradé. Le quartier est composé de bâtiments anciens, très sollicités par l'air marin et le vent, dont les performances énergétiques sont très médiocres. Les parties communes et les espaces publics sont très dégradés. Il existe également des problèmes de normes, de sécurité liée au chauffage, de fuites d'eau dans le socle. Le quartier connaît aussi des dysfonctionnements de stationnement (les espaces de stationnement proposés ne donnent pas accès aux halls d'entrés).

1.5.2.2. Tassy / Les Comtes

- ***Diagnostic et dysfonctionnement***

Le quartier Tassy/Les Comtes est situé au Nord du centre ville de Port de Bouc et de Port Renaissance.

La topographie du lieu contraint la trame viaire : le site est cerné au Sud par le réseau ferroviaire et au Nord par le Canal d'Arles à Port de Bouc. Il constitue une sorte d'îlot relié au centre ville par l'avenue Maurice Thorez, voie principale rejoignant le front de mer depuis la RN568.

Du fait de ses ruptures morphologiques, le quartier Tassy-Les Comtes se compose de plusieurs unités urbaines : Tassy Ouest, Tassy Est et les Comtes.

Le quartier Tassy s'est développé dans la période après guerre à proximité de la cité Saint-Gobain (anciennes maisons ouvrières), et par la suite de part et d'autre de l'Avenue Maurice Thorez avec la construction des logements locatifs sociaux. Le quartier des Comtes est composé de logements collectifs dans un ensemble de bâtiments allant de 2 à 10 étages, qui ont été mis en location en 1970.

Les équipements sociaux et scolaires (crèche, maternelle, primaire, collèges et lycée) sont fortement présents dans ce secteur (6 établissements scolaires et 2 centres sociaux).
Le périmètre regroupe différents propriétaires fonciers :

- Les bailleurs sociaux : 13 Habitat sur les unités urbaines Tassy, Logirem et Adoma sur l'unité urbaine Les Comtes ;
- La Ville de Port de Bouc sur Tassy ;
- Des propriétaires privés : soit de maisons individuelles bâties le long du canal, soit de logements en copropriété ;
- Le Réseau Ferré de France, propriétaire de terrains non bâtis le long de la voie ferrée.

Le parc social représente sur le quartier un ensemble de 666 logements. Le quartier des Comtes rassemble 501 logements initiés par les opérateurs sociaux et 165 chambres en foyer (bâtiment collectif composé de chambres meublées et d'espaces collectifs).

Le parc de logements est ancien, variant de 1933 à 1986. Les interventions qui se sont succédées au cours du temps sur le quartier des Comtes, ont permis de traiter un certain nombre de problèmes liés à cette ancienneté des constructions par l'amélioration du confort des bâtiments, ou la rénovation des équipements (volets, cheminée, toiture, ...).

Cependant, certaines améliorations sont encore d'actualité pour certains bâtiments tandis que pour d'autres l'architecture et l'implantation des bâtiments sont des éléments amplificateurs de repli ou de stratégie de fermeture et de protection.

Ainsi, le quartier est marqué par un certain nombre de dysfonctionnements :

- Le quartier de Tassy est mal connecté au centre ville (2 ponts et 1 passage sous voie ferrée), la liaison aux espaces naturels est également difficile. La morphologie est bipolaire, avec deux entités Est et Ouest dans lesquelles la répartition des équipements est inégale. De plus, la cité Bellevue située à l'Ouest est repliée sur elle-même et constitue un verrou aux mobilités. De manière générale le bâti est

dégradé, ancien, inadapté et mal intégré à la trame urbaine. Les qualités énergétiques sont également médiocres ;

- Le quartier des Comtes a une entrée Ouest masquée, véhiculant une image négative. Il se compose de grands espaces collectifs et d'un cœur d'ilot enclavé. Les espaces communs manquent d'organisation (stationnement, circulation piétonne, jardin,…) et les activités intérieures de proximités sont en perte de dynamique. Les espaces immédiats sont détériorés (parc urbain, commerces défaillants, habitat dégradé). Parallèlement les accès au centre ville se font par des passages étroits et dissuasifs.
- Le secteur Tassy – Les Comtes est également fortement impacté par la présence de la RN568 et de la voie ferrée qui génèrent des nuisances sonores et olfactives.

1.5.2.3. Mas de Pouane

❖ ***Diagnostic et dysfonctionnements***

Situé entre la RN 568 et la route de Port-de-Bouc, Mas de Pouane est pour l'essentiel une cité HLM datant des années 60. Elle offre un habitat collectif longtemps obsolète qui a fait l'objet d'une remise à niveau importante, entre 1999 et 2012, tant du point de vue du bâti que des espaces extérieurs.

Aujourd'hui, Le quartier bénéficie d'une desserte satisfaisante en transport urbain qui pénètre le cœur du quartier. La proximité d'un arrêt SNCF sur la ligne reliant Lavéra/Port de Bouc et la proximité directe avec la RN 568 et la route de Port de Bouc pourraient constituer un avantage pour l'ensemble du quartier.

En revanche, ce quartier subit la forte circulation de la RN 568 et de la voie ferrée, en termes de nuisances sonores et olfactives, avec la circulation de trains lourds contenant les produits pétroliers et chimiques.

Le quartier bénéficie d'une activité commerciale de proximité située de part et d'autre de la Route de Port-de-Bouc : une pharmacie, un bar/restaurant, une salle des fêtes et mariages.

La zone d'activités de Croix-Sainte, qui regroupe un centre commercial de moyenne importance, des hôtels et des commerces, est située en proximité immédiate du quartier.

Il bénéficie d'une présence de services publics importante :

- Maison de Quartier ;
- Crèche Multi-Accueil ;
- Foyer pour personnes âgées ;
- Ecoles maternelle, primaire et collège ;
- Services médicaux (médecin, dentiste, kinésithérapeute, infirmière).

Le parc de logements comprend 600 logements locatifs sociaux répartis sur 2 programmes :

- SEMIVIM : 160 logements - bâtiments A à G
- 13 HABITAT : 442 logements - bâtiments 1 à 50

Le quartier a bénéficié de la mise en œuvre de la troisième phase d'aménagement des espaces publics en front de quartier lequel a participé à un décloisonnement Sud du quartier.

Ceci dit, le quartier reste marqué par plusieurs dysfonctionnements :

- Le quartier porte des traces d'aménagements partiels, sommaires, hétérogènes qui se sont accumulés pendant une vingtaine d'année sans logique ou stratégie d'intervention réelle. Les espaces extérieurs et la voirie sont mal définis, ils ont bénéficié de peu d'intervention publique ;
- La forme urbaine inadaptée, la faible qualité du bâti son vieillissement et son obsolescence, les difficultés de maillage et la mauvaise articulation des fonctions urbaines élémentaires sont autant de dysfonctionnements qui marquent le quartier.

1.5.3. Autres quartiers à enjeu en matière de renouvellement urbain

1.5.3.1. Notre Dame des Marins

- ***Diagnostic et dysfonctionnement***

Ce quartier d'habitat social (immeubles de 13 HABITAT Sud construits au début des années 1970) situé au nord du Centre Ville est caractérisé par un habitat collectif dense. Le quartier est exposé plein sud et bénéficie de la proximité d'espaces naturels de qualité. Notre Dame des Marins est séparé du centre ville par l'Avenue Francis Turcan.

Dans les années 1990, les travaux de rénovation du quartier ont été engagés tant du point de vue du cadre de vie que de la valorisation des espaces publics. Un important travail de restructuration des bâtiments J, K et L a permis de mettre un terme a une situation de squat permanent de ces bâtiments vides à plus de 70 %.

A compter des années 2000, la rénovation du quartier s'est poursuivie, notamment par des interventions fortes sur les espaces extérieurs et le traitement du parvis de l'école. Elle intègre, aujourd'hui, la restructuration de l'entrée du quartier, l'aménagement de la place centrale et le désenclavement de la cité par la suppression du mur de clôture entre le quartier et l'avenue Francis Turcan.

Concomitamment à ces restructurations d'importance, le travail partenarial avec le bailleur a permis de remédier sensiblement aux divers dysfonctionnements de gestion au quotidien.

D'une manière générale, la population dispose de faibles revenus et la situation de certains ménages nécessite un accompagnement adapté.

Si globalement, les dysfonctionnements tendent à se réduire, améliorant l'image du quartier, celui-ci demeure sensible et l'équilibre social reste précaire.

Le parc de logements est principalement composé de logements en gestion : 725 dont 696 occupés et 29 chambres de célibataire vacantes depuis l'origine (logements célibataires et autres destinés aux associations).

Ainsi, le quartier est marqué par un certain nombre de dysfonctionnements :

- Concernant la mobilité et les déplacements, les liaisons piétonnes ou cyclistes sont mal empruntées. Le quartier n'offre pas de bonnes conditions de stationnement résidentiel, au vue de l'accroissement du nombre de voitures par ménage ;
- Les nuisances et risques générés par l'Avenue Francis Turcan (bruit, sécurité routière) accentuent sa mise à l'écart de la ville, malgré une bonne visibilité des immeubles dans le paysage et sa proximité au centre ancien ;

- Le bâti est vieillissant et présente des formes d'obsolescences malgré d'importantes réhabilitations (coursives dégradées, placards techniques vandalisés et dangereux, sécurité incendie, difficulté d'orientation,…). Les parties collectives des différents immeubles présentent des dysfonctionnements majeurs pour le quartier ;
- Les taux de rotation tendent à croître et de plus en plus de ménages souhaitent quitter le quartier. Le parc de logement perd de son attractivité.

1.5.3.2. Canto Perdrix

❖ ***Diagnostic et dysfonctionnements***

Extrêmement vaste, le quartier comprend plusieurs ensembles d'habitat : Les 4 Vents, les Trois Tours, le Colimaçon, Canto Perdrix et les Ombrées.

La création de la ZAC de Canto Perdrix a été décidée en 1973 ; les premiers immeubles ont vu le jour trois ans plus tard.

Il s'agissait de répondre aux besoins de logement et d'inscrire à long terme un développement harmonieux au Nord de la Ville. L'objectif était de proposer des logements diversifiés en location et acquisition, intégrant ainsi le principe de mixité sociale. L'implantation a suivi le relief des collines et les espaces naturels ont été préservés et intégrés aux zones d'habitation.

Le quartier est aéré avec des voies internes, des espaces de stationnement en périphérie, des équipements (école, structure multi accueil, maison de quartier, terrains d'évolution, stade synthétique).

Des copropriétés sont présentes sur le quartier et le développement pavillonnaire qui caractérise les quartiers Nord de la commune se poursuit.

Aujourd'hui, compte tenu du développement urbain, le quartier est complètement intégré à la ville, à proximité, de nouveaux logements collectifs ont vu le jour et un établissement EHPAD est en cours de réalisation. Le pôle commercial continue de se développer.

Deux lignes de bus desservent le quartier avec des tarifications attractives.

Du point de vue de l'habitat social, le quartier regroupe 1 213 logements, avec une population qui dispose de revenus modestes voire précaires et un taux de population jeune (moins de 24 ans) qui avoisine les 40 %.

Le parc est composé de 1 772 logements répartir comme suit :

- **Le parc LOGIREM** comprend 437 logements sur 3 programmes
  - En 1976 : **Canto-Perdrix** : 204 logements immeubles habitat collectif
  - En 1983 : **Le Colimaçon** : 124 logements d'habitat collectif
  - En 1992/1996 : **Les Ombrées** : 109 logements anciennement SAMOPOR.

Ces deux derniers programmes sont, dans leur conception, moins denses et se situent à la périphérie du quartier.

- **Le parc NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (NLP)** 1977 comprend 532 logements d'habitat collectif.
- **Le parc SEMIVIM**
  - En 1974 : le bâtiment des 4 vents comprend 241 logements
  - 562 logements en copropriété :
    - 80 en diffus
    - 165 : les Trois tours – 1972
    - 212 : Trident/Mistral (Zone 4 Vents) – 1974
    - 105 : La Pastorale (Zone Canto-Perdrix) – 1977

Ainsi, le quartier est marqué par un certain nombre de dysfonctionnements :

- En interne, la trame viaire reste à améliorer. Le parti pris, architectural et d'aménagement initial, était de localiser les espaces de stationnement en périphérie et de créer des voies de dessertes internes. Aujourd'hui la capacité de stationnement et l'éloignement des habitations sont jugés problématiques par les habitants ;
- Les deux entités principales, les 4 Vents et Canto Perdrix, construites à flanc de colline, présentent des déclivités importantes et des améliorations doivent être apportées en termes d'accessibilité et de circulation PMR. Des liaisons entre les différentes entités du quartier et vers le petit centre commercial au pied de la copropriété des Trois Tours existent, mais sont peu visibles. L'accessibilité aux immeubles est parfois limitée ;
- Une tendance à la dépréciation de l'image du site se confirme. La mobilité s'accroit sur ce parc. Le quartier connaît régulièrement des problèmes d'incivilité, de dégradations et de squats de halls d'entrées (notamment sur le parc NLP et SEMIVIM) qui nécessitent de la part des acteurs un effort permanent de proximité et de réactivité.

2. État des lieux de la politique de la ville sur le territoire

2.1. Rappel historique

2.1.1. L'évolution du cadre contractuel

Le territoire de la CAPM est engagé, depuis plus de dix ans pour Martigues et dès les années 1980 pour Port-de-Bouc, dans la Politique de la Ville. Un premier contrat de ville intercommunal avait été signé pour la période 2000-2006, dont les actions se sont poursuivies dans le cadre d'une nouvelle démarche contractuelle avec l'Etat et les partenaires : les Contrats urbains de cohésion sociale 2007-2009, reconduits jusqu'en 2013.

Le contrat de ville 2000-2006 regroupait les deux communes de Martigues et Port-de-Bouc et a représenté à ce titre une étape importante dans la construction d'un projet de développement cohérent sur le futur territoire intercommunal. Ce contrat se déclinait à deux échelles :

- Un contrat cadre intercommunal définissant les objectifs et programmes d'actions au niveau de l'agglomération ;

- Une déclinaison territoriale différenciée sur chaque commune.

Conçu dans une démarche démocratique et citoyenne, le contrat de ville associait les habitants des quartiers à travers le développement :

- des conseils de quartiers (Martigues) / conseils collectifs d'environnement social (Port-de-Bouc), dont le rôle est d'associer les habitants aux projets de développement de leur quartier (partage des informations, compréhension des enjeux et des moyens disponibles, participation à la définition des travaux de proximité et des projets améliorant le cadre de vie, suivi de la mise en œuvre) ;

- des centre sociaux et maisons de quartiers, dont le rôle est essentiel pour la vie sociale des quartiers, la mixité sociale et intergénérationnelle, l'insertion des populations défavorisées, la prévention, la coordination des acteurs de terrain et l'accompagnement des projets.

En 2007, les CUCS ont remplacé le contrat de ville. Dans ce nouveau contexte, les deux communes ont fait le choix d'une contractualisation propre à chacun de leur territoire. La participation active des habitants à la conception et à la mise en œuvre de cette politique s'est inscrite dans le prolongement des dispositions mises en place dans le cadre du contrat de ville.

2.1.2. Partenariats, dispositifs de pilotage et évolutions institutionnelles

Objectifs du contrat de ville 2000-2006 et des CUCS 2007-2013

Le contrat de ville 2000-2006 ambitionnait de :

- réduire les déséquilibres emplois-habitat par des actions structurantes sur le plan économique et urbain (contournement A55, RD50, requalification de la RN568, valorisation du Chenal de Caronte, amélioration des transports collectifs) ;

- réduire les phénomènes de ségrégation sur le plan social, par une amélioration du cadre de vie, de la tranquillité et des services dans les quartiers d'habitat social ;

- offrir localement des possibilités nouvelles d'insertion sociale et professionnelle, et de promotion résidentielle aux différentes étapes de la vie ;

- offrir une meilleure accessibilité aux multiples opportunités du bassin d'habitat et de l'aire métropolitaine marseillaise en favorisant la mobilité par les transports collectifs (urbains, interurbains et ferroviaires).

Les CUCS de Martigues et Port-de-Bouc se sont inscrits dans la plupart des objectifs du précédent contrat de ville :

- Anticiper les mutations du secteur économique en accompagnement des nouveaux dispositifs et filières de formation en cohérence avec les besoins du bassin d'emploi ;

- Poursuivre le soutien aux commerces et services de proximité dans les quartiers en développant une offre de locaux pour ces activités de proximité et en accompagnant également le développement des micros entreprises ;

- Accentuer la lutte contre les discriminations et l'exclusion par l'amélioration de l'accueil et de l'accompagnement individualisé des publics en difficultés (accès à l'emploi et insertion sociale), la formation des acteurs locaux sur les dispositifs d'insertion par l'économie, la structuration et la diversification de l'offre de formation professionnelle continue, la promotion de la vie sociale ;

- Réduire les inégalités sociales et territoriales concernant l'accès aux soins et aux droits (éducation à la santé et l'hygiène de vie, information des publics et localisation des publics spécifiques) ;

- Améliorer le parcours résidentiel des ménages par la relance d'une production diversifiée de logements, l'amélioration et l'adaptation du parc de logements, la poursuite et d'approfondissement de la gestion urbaine et sociale de proximité ;

- Lutter contre la délinquance par l'amélioration du cadre de vie (tranquillité publique, sécurisation des espaces publics), la mise en place de dispositifs de prévention (récidive, sécurité routière, conduites addictives), l'aide aux victimes et le soutien à la fonction parentale ;

- Promouvoir la réussite éducative par le recul de l'échec scolaire et de l'illettrisme, l'amélioration de la formation, l'implication des familles, la promotion de la culture, la mise en œuvre du PRE (Programme de Réussite Educative) sur Port-de-Bouc.

Les CUCS rappelaient la nécessité d'une mobilisation des partenariats et d'une amélioration de la coordination entre les différents dispositifs et les thématiques entre elles.

La mise en place d'outils d'observation et de connaissance sur l'ensemble du territoire de la CAPM doit permettre l'évaluation en continu des actions et de veiller au respect des objectifs du Contrat de ville comme des CUCS

ion sociale

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
our harmoniser l'action sociale sur roit des populations immigrées ucatifs riat entre les temps éducatifs xtrascolaires) des familles ntres sociaux	- Ciblage des jeunes en décrochage ou en risque de décrochage (réussite éducative) - Lutte contre l'isolement, l'exclusion (lutte contre l'illettrisme et maitrise de la langue française) - Accompagnement éducatif, prévention de la rupture scolaire et lutte contre l'échec scolaire - Soutien à la parentalité et la médiation familiale - Démocratisation de la culture (développement des pratiques artistiques, mise en œuvre de projets participatifs, réinvestissement des quartiers réglementaires par les équipements culturels) - Développement de l'accès au sport et aux loisirs - Mobilisation des jeunes dans la conception et la réalisation de projets - Développement de la vie sociale du quartier

n et de l'accès à la santé

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
Santé Ville ; e Santé Publique en 2006 vention des toxicomanies et de atoire communal de la santé de ommunautaire	- Information des publics et coordination des services et structures de santé ; - Facilitation des recours aux bilans de santé gratuits ; - Ciblage et accompagnement des publics spécifiques (précarité, handicap, dépendance, etc.) ; - Actions sur les comportements individuels et collectifs (éducation sur la santé et l'hygiène de vie, sensibilisation IVG et contraception, prévention des addictions et du VIH) - Prévention de la souffrance psychique et mentale et développement de l'offre d'écoute - Accompagnement des victimes de maladies professionnelles et amélioration de la prise en compte de la santé au travail - Participation à l'information sur les risques de pollution atmosphérique sur le territoire

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
s pour la petite et moyenne stice et du droit) at en matière de prévention et de ation des informations vention des toxicomanies et de s de sécurité, de tranquillité et de dans les quartiers e citoyenneté, en particulier dans les abitants ec les habitants sur les projets de eur cadre de vie avec les bailleurs nt et de gestion adaptée pour	- Renforcement des actions de médiation sociale - Amélioration de la tranquillité publique - Amélioration de l'accès aux droits par la mise en place de consultations juridiques gratuites - Lutte contre les violences, notamment envers les femmes - Aide aux victimes - Développement de l'éducation routière - Développement de projets de proximité avec la participation des habitants - Mise en place d'espaces de paroles, d'ateliers culturels, d'animations de proximité - Accompagnement éducatif pour les jeunes - Partage, prévention et citoyenneté - Amélioration de la gestion urbaine de proximité - Mise en œuvre de chantiers éducatifs et participatifs - Soutien à la parentalité

	- Action favorisant la socialisation et l'intégration

adre de vie

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
réhabilitation et requalification uartiers	- Poursuite des travaux d'amélioration de l'habitat dans l'ensemble du parc de logements
dans le parc locatif	- Lutte contre l'habitat indigne dans le parc privé
nts sur les projets de quartier	- Signature de nouvelles conventions GUSP en 2013
rieurs	- Concertation avec les habitants sur les projets de quartier
n œuvre d'une gestion urbaine de	
demandeurs de logement	
de la demande de logement sur	

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
mploi pour l'Insertion et l'Emploi t entre les acteurs de l'emploi et sures d'accueil et actions villes (FISAC) d'initiative locale aux créateurs ur services de proximité	- Accompagnement des salariés vers l'emploi - Accompagnement des mutations économiques - Accompagnement du développement des micros entreprises - Soutien du commerce et les services de proximité dans les quartiers - Développement d'une offre de locaux pour des activités de proximité - Développer une offre d'accueil pour des activités sur les zones dédiées - Mise en place des outils d'observation et de connaissance - Amélioration de l'accès à l'emploi des publics en difficulté (mobilité, réduction du déficit qualification…) - Former les acteurs locaux sur les dispositifs d'insertion par l'économie, de lutte contre les discriminations

2.2. Dispositifs contractuels mis en œuvre sur le territoire

- Schéma Départemental de service aux familles
- Contrat Local de Santé du Pays de Martigues 2014-2016
- Plan Local de Santé Publique 2010-2014
- Contrat Enfance Jeunesse signé respectivement entre les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts et la CAF
- Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité
- Réseau Education Prioritaire
- Programme de Réussite Educative
- Lire et grandir
- La Stratégie Territoriale de Sécurité et Prévention de la Délinquance 2015-2017
- Fonds interministériel de la prévention de la délinquance
- Programme Local de l'Habitat conclu pour la période 2010-2015
- Convention générale de Gestion Urbaine de Proximité de Martigues 2013-2016
- Convention générale de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité de Port-de-Bouc 2013-2016
- Convention cadre des Centres sociaux avec la commune de Port-de-Bouc
- Equipe Résorption de l'habitat indigne
- Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues
- Emplois aidés
- Contrat Adultes relais
- Emplois d'avenir
- Dispositif Garantie jeune
- CCAPEX labellisées

3. MODALITES DE MISE ŒUVRE

3.1. Modalités de pilotage

3.1.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage et d'évaluation regroupe les représentants des signataires du Contrat de ville. Il est présidé par le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et le Préfet délégué à l'Egalité des Chances et se compose de :

- L'Etat
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues
- Des Villes de Martigues et Port-de-Bouc
- La Région Provence Alpes Côte d'Azur
- Du Département des Bouches du Rhône
- Le SMGETU
- La Caisse des Dépôts et Consignations
- La CCIMP
- La CMA
- Des bailleurs sociaux
- L'Association Régionale HLM PACA et Corse
- La Caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône
- Le Procureur de la République
- Le Recteur d'Académie
- L'Agence Régionale de Santé
- Pôle Emploi
- Le Théâtre des Salins
- Des représentants de Conseils citoyens

Il assure le pilotage politique et la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de la démarche et a pour missions :

- D'orienter, mobiliser et organiser la mise en œuvre du Contrat de ville ;
- De veiller à la cohérence de la politique menée ;
- De contrôler le respect des objectifs et des engagements des partenaires.

Il se réunit au moins deux fois par an afin :

- De valider les bilans annuels et les évaluations ;
- D'arrêter le programme annuel d'actions ;
- De procéder aux arbitrages budgétaires.

La préparation des réunions du Comité de Pilotage est assurée conjointement par l'équipe du Sous-préfet d'arrondissement et la direction de l'Equipe Opérationnelle.

3.1.2. Le comité technique

Le Comité technique est composé de :

- La direction de projet ;
- Les représentants techniques des partenaires.

En appui du Comité de pilotage, le Comité technique est chargé de la maîtrise d'œuvre générale du Contrat de Ville, de son animation, de sa coordination et du suivi des actions. Il a pour mission de préparer les réunions du Comité de pilotage et se réunit autant que de besoin. Il associe autant que nécessaire les référents de l'équipe opérationnelle.

3.1.3. Le comité d'évaluation

Le Comité d'évaluation est composé de :

- L'Équipe Opérationnelle CAPM ;
- La Déléguée du Préfet ;
- Les représentants techniques des partenaires ;
- Les Représentants des Conseils Citoyens.

Il a pour mission de procéder à l'évaluation de tout ou partie des actions menées dans le cadre du Contrat de Ville, à partir des critères d'évaluation définis ci-après, lesquels pourront

être adaptés en fonction des thématiques et des actions évaluées.

3.2. La participation citoyenne

3.2.1. Les conseils citoyens

Les conseils citoyens sont encadrés par :

- La loi du 21 février 2014 : Loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine
- Le cadre de référence des Conseils Citoyens du Ministère des Droits des Femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.

La législation prévoit :

- Une mise en place obligatoire dans tous les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (Article 7 de la loi) ;
- Une participation active des habitants à :
  - la mise en œuvre du pilotage des différentes instances des Contrats de Ville ;
  - la participation aux opérations de renouvellement urbain ;
- Dix principes : Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité, Neutralité, Pluralité, Parité, Proximité, Indépendance, Souplesse ;
- Un principe de mise en place : De manière pragmatique sur les bases des dispositifs participatifs existants ;
- Une composition plurielle : 2 collèges, habitants et représentants associatifs ou acteurs locaux ;
- Un principe de désignation des habitants : Tirage au sort ou volontariat ;
- Une mise en œuvre obligatoire d'un règlement intérieur du Conseil Citoyens.

Le Conseil Citoyen remplit plusieurs fonctions :

- Participer aux différentes instances de fonctionnement du Contrat de Ville ;
- Analyser les besoins exprimés par les habitants ;
- Faire la point sur les différents projets intéressants le quartier ;
- Participer aux différents comités techniques et comités de pilotage du Contrat de Ville ;

- Permettre l'accès à l'ensemble des documents de programmation du Contrat de Ville.

Sur le territoire de la CAPM, les Conseils citoyens s'inscrivent dans la pratique de démocratie participative que Martigues et Port de Bouc développent sur le territoire communautaire depuis de nombreuses années.

Cette politique de gestion urbaine de proximité, fondée sur la promotion de la démocratie participative et la citoyenneté sur l'ensemble des quartiers du territoire, favorise et encourage la participation des habitants à la vie de leur quartier et de leur ville qui contribue à établir dans un objectif de co-construction un diagnostic des dysfonctionnements et des priorités avec l'habitant.
La concertation avec les habitants s'est appuyée sur les conseils de quartiers à Martigues ou les collectifs d'environnement social à Port-de-Bouc qui réunissent régulièrement l'ensemble des partenaires pour communiquer avec les habitants sur les actions et projets développés sur le quartier. L'objectif y est d'impliquer, d'associer, de concerter et de prendre en compte les demandes et suggestions des habitants de manière transversale.
Les Conseils citoyens permettent dans les quartiers règlementaires de poursuivre cette pratique de démocratie participative à toutes les étapes de la démarche contractuelle et sur tous les volets du contrat de ville.

Des réunions publiques auront lieu dans le courant du mois de septembre 2015, au sein des quartiers réglementaires afin de présenter le Contrat de Ville aux habitants.

3.2.2. Etat des lieux de la démocratie participative sur le territoire

Sur les communes de Martigues et de Port-de-Bouc, les politiques de démocratie participative sont vieilles de plus de 30 ans. Elles prônent dans le fonctionnement des différents services publics assurés par les Villes des principes de proximité entre élus, habitants et services.

Cette orientation politique forte repose sur :

- Des pratiques concrètes :
    - L'existence de Conseils de Quartier à Martigues (23 conseils) et de Collectifs d'environnements sociaux à Port-de-Bouc (4 collectifs) ;
    - La mise en œuvre particulière de ces Conseils et Collectifs sur les grands quartiers de logements sociaux ;
    - La mise en œuvre d'une ingénierie particulière de gestion urbaine de proximité sur les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (Conventions de Gestion Urbaine de Proximité à Martigues et Convention de Gestion Urbaine et Sociale à Port-de-Bouc).

- Des procédures de développement social et urbaines particulières :
    - La démarche des projets de quartier (initiée depuis 1999) ;
    - Les contrats de ville successifs (depuis 1999) ;

- **Une structuration adéquate des services publics municipaux** en reflet de ces politiques de démocratie locale et participative qui s'est traduite :

    - A Martigues, par :
        - la création de la Direction de l'Habitat et de la Démocratie Participative regroupant les services Logement, Centres Sociaux, Développement des Quartiers, Vie Associative et service Jeunesse ;
        - la structuration du travail transversal entre le service Développement des Quartiers et les Maisons de Quartier

    - à Port-de-Bouc par :
        - le renforcement depuis 2011 du service Citoyenneté composé aujourd'hui de 3 agents ;
        - la structuration en 2012 d'un poste de gestion urbaine et sociale de proximité qui travaille en articulation avec le service citoyenneté ;
        - l'ouverture récemment d'une maison du citoyen qui lui offre plus de visibilité et permet un accueil et un échange continu avec la population ;
        - La mobilisation d'une diversité de professionnels sur les questions de la concertation et la construction de divers projets de démocratie locale et de citoyenneté, qui sont transversales à toutes les thématiques et actions municipales (Chargée de projet en politique de la ville, Urbaniste communale, Animateurs jeunesse, Acteurs culturels, Acteurs sociaux, Acteurs éducatifs…)

La pertinence de l'ensemble de ces outils et actions a été largement démontrée dans la mobilisation des habitants. Ils offrent en effet une expression directe aux habitants et ont permis des avancées significatives sur des aménagements de proximité en faveur de tous (création d'espaces de vie, embellissement, amélioration du civisme, réflexions citoyennes…). La mise en œuvre incontournable des Conseils Citoyens sur les quartiers réglementaires de la Politique de la Ville (Mas de Pouane, Notre Dame des Marins, Canto-Perdrix, les Aigues Douces, Les Comtes) ne pourra ainsi se faire qu'en tenant compte et en prolongation de cet existant.

La mise en œuvre de ces Conseils Citoyens ne pourra advenir qu'à l'issue d'une phase de co-construction nécessairement expérimentale. Il sera procédé à une mise en œuvre progressive en agglomérant autour du concept de Conseils Citoyens les pratiques, méthodes et partenariats déjà existants et qu'il convient de sauvegarder dès lors qu'ils ont fait preuve de leur efficacité.
En effet il a été constaté une atteinte partielle que les objectifs attendus en matière d'une Co-construction solidaire et respectueuse de la ville, n'ont été que partiellement atteints en raison notamment de la crise du bénévolat et la citoyenneté, du repli sur soi, d'une augmentation de l'individualisme qui constituent autant de freins à cette prise en compte commune. C'est pourquoi, le contrat de ville souhaite amplifier ses actions et prolonger les dispositifs mis en place par des rencontres toujours plus en proximité avec la population et conformément aux orientations de la politique de la ville mettre en place des conseils citoyens.

Une participation renforcée des habitants des quartiers à la politique de la ville permettrait de :

- Ajuster leur connaissance des quartiers et des besoins de leur population ;
- Améliorer la prise en compte les besoins des citoyens pour construire avec eux des projets en adéquation avec les aspirations des habitants des quartiers ;
- Renforcer une dynamique utile à la cohésion sociale ;
- Réguler les tensions et éviter les incivilités ;
- Contribuer à l'amélioration de leur cadre de vie ;
- Elargir les sujets de débat ;
- Redonner confiance aux citoyens dans la « chose publique » et donner l'envie d'une implication plus grande et de prises de responsabilité citoyenne ;
- Renforcer leur pouvoir d'agir, d'être force de proposition et/ou de réaliser des actions qui répondent plus facilement aux besoins d'autres habitants du quartier ;
- Rendre l'action publique et les enjeux de la politique de la ville plus lisible ;
- Lutter contre le repli sur soi et créer davantage de lien social.

3.2.3. Une mise en place progressive des Conseils citoyens

3.2.3.1. Une inscription dans la continuité des dispositifs existants

- **Martigues : la constitution préalable de Commissions de quartier**

Il s'agit d'un groupe stable de personnes, représentatif d'un quartier et associant habitants, associations concernées, techniciens et élus du quartier. Dans ce groupe stable, les habitants doivent être prioritaires.

Ces Commissions de quartier seront associées et participeront :

- aux réunions intéressant le quartier ;
- aux réunions thématiques intéressant le quartier, plusieurs quartiers, l'ensemble des quartiers de la Ville ;
- à l'ensemble des groupes de travail ou d'animation mis en œuvre dans le cadre des GUP;
- aux réunions techniques concernant les projets d'aménagement ou de réhabilitation afférents au quartier.
- aux RTP ;
- aux préparations des Conseils de Quartier ;
- aux Conseils de Quartier ;
- aux temps forts du quartier (Carnaval, Fête de Quartier, Fête de Noël…)

Ces commissions comprendront 15 à 20 personnes maximum et seront composées d'un collège habitants (10 personnes) et d'un collège institutions (entre 6 et 10 personnes).

Collège habitants :

- Dans un cadre associatif (CNL, APE, autres) : 5
- Dans un cadre individuel (habitant relais, habitant engagé, Conseil de Maison, Conseil de Quartier) : 5

Collège institutions :

- Maison de Quartier : 1
- Service DQ : 1
- Institution scolaire : 2 à 3
- Bailleurs : 1 à 2
- Élus : 1 à 2

Ces Commissions de Quartier constitueront, à terme, une structure stable de représentation assez fine de l'ensemble des quartiers de Martigues, soit environ 20 personnes x 23

Conseils de Quartier = 460 personnes.

En ce qui concerne les 3 quartiers réglementaires de la politique de la ville, c'est cette Commission de Quartier (20 personnes) qui constituera la structure embryonnaire du Conseil Citoyens à construire.
Soit, à moyen terme et pour les 3 quartiers, un groupe stable de 60 personnes représentatives de ces quartiers.

❖ Port-de-Bouc : la structuration préalable des Collectifs d'environnement sociaux

Le collectif d'environnement social est un groupe existant et stable, composé de personnes, représentatives d'un quartier et associant habitants, associations, techniciens, élus du quartier sur lequel nous souhaitons nous appuyer comme moteur pour créer les conseils citoyens, à savoir des instances ad'hoc de suivi du contrat de ville.
L'étape est nécessaire pour assurer une continuité dans chaque quartier de la ville (territoire plus large que les QPV) et pour qu'à terme les 2 instances puissent travailler ensemble, dans un souci de cohérence.

Pour ce faire, nous souhaitons dans un premier temps, structurer et renforcer ces groupes existants, étape préparatoire à la création des conseils citoyens.

Il nous faudra :

- ⇨ Réaffirmer le pilotage des collectifs d'environnement sociaux par les centres sociaux. La Ville continuera d'apporter sont soutien logistique et par sa présence d'apporter une écoute attentive des besoins portés par les habitants et donc leur prise en compte ;
- ⇨ Augmenter la représentativité citoyenne et partenariale de chaque quartier inhérent au secteur d'intervention du centre social en précisant la composition de ces collectifs et la place donnée aux habitants et au milieu associatif ;
- ⇨ Renforcer la participation des habitants des quartiers réglementaires en procédant à un tirage au sort.

  Exemple de composition attendue des collectifs d'environnement sociaux :
  - Habitants : 1 à 2 par lotissement, cité HLM ou copropriété (entre 15 et 20 par quartier)
  - Elus municipaux : 2
  - Membres du Conseil d'administration du centre social : 2
  - Direction du centre social : 1
  - Chargé de la Politique de la ville : 1
  - Coordonnateur GUSP : 1
  - Service municipal de la citoyenneté : 1
  - Représentants CNL ou associations des locataires
  - Associations des copropriétaires
  - Association des commerçants et artisans : 1
  - Association des jeunes si existante (ou représentants des jeunes) : 1
  - Associations de quartiers,
  - Services sociaux

- Techniciens des services de la Ville (éducation, Logement, coordination culturelle, Police municipale),
- Techniciens de la CAPM (Collecte, …)

⇨ Harmoniser et compléter des outils communs aux 4 collectifs d'environnement sociaux (organisation, communication, production, suivi)
⇨ Varier les horaires des réunions des collectifs pour intégrer de nouveaux habitants.

Une fois restructurés, ces collectifs poursuivront le travail engagé depuis plusieurs années, à savoir :
- Consolider les relations de proximité avec tous les habitants des quartiers,
- Améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers,
- Proposer des actions relevant du mieux vivre ensemble et du lien social.

Parallèlement, cette restructuration nous permettra de recruter le collège associatif/partenaires au sein des collectifs d'environnement sociaux et de lancer une grande campagne de communication afin de faire appel au volontariat parmi tous les habitants et d'engager la démarche de tirage au sort des habitants des quartiers réglementaires.
Afin d'élargir le nombre d'habitants volontaires des QPV, un « espace citoyen mobile » porté par le service citoyenneté, à travers une démarche « d'aller vers » les populations, aura pour objectif de sensibiliser à la démarche.

Un tirage au sort aura lieu en croisant les différentes listes qui pourraient être disponibles. Cette démarche sera affinée avec les membres des collectifs d'environnement sociaux afin de les associer pleinement et de les rendre acteurs et pilotes des futurs conseils citoyens.
Des contacts seront pris avec les bailleurs sociaux afin de définir avec eux la méthodologie la plus adaptée à un tirage au sort le plus représentatif possible.

Une démarche spécifique sera enclenchée en direction de tous les acteurs économiques des quartiers afin de leur proposer de participer à la démarche.

Lorsque les conseils d'environnement sociaux seront renforcés et redynamisés, ils pourront piloter la mise en œuvre des conseils citoyens composés des membres qui le souhaiteraient, du collège associatif/partenaires et du collège habitants composé des personnes tirées au sort et volontaires.

3 Conseils citoyens seront créés, sur les 2 quartiers en QPV (Aigues-Douces/La Lèque, Tassy, Les comtes) et regrouperont un collège associatifs/partenaires (10 représentants) et un collège habitants des QPV (10 représentants).

Une attention particulière sera portée au quartier des Amarantes, en veille active compte tenu des indicateurs démontrant la fragilité du quartier ainsi que des enjeux de développement présents sur le secteur (requalification de la RN…). Il ne s'agira pas de créer un conseil citoyen car il n'y a pas lieu de suivre le contrat de ville et les actions spécifiques des quartiers réglementaires. En revanche, il s'agira d'appliquer la même démarche de renforcement du conseil d'environnement social.

3.2.3.2. Modalités de mise en œuvre

La loi du 24 février 2014 crée les conseils citoyens, qui comporteront un collège «habitants», celui-ci devant constituer à minima 50% des membres du conseil citoyen. Afin de garantir la représentation de l'ensemble de la population au sein d'un collège habitants, la méthode de tirage au sort a été prévue par la loi.
Précisée par le Cadre de Référence des conseils citoyens, le collège des habitants devra respecter l'égalité homme/femme et être représentatif des différentes composantes de la population des quartiers, et notamment favoriser la place des jeunes et leur participation à la vie démocratique.

Un tirage au sort aura lieu en croisant les différentes listes qui pourraient être disponibles. La difficulté est de déterminer à partir de quelle liste sera effectué le tirage au sort, et la place des candidatures volontaires. Le ministère de la ville identifie ainsi plusieurs sources mobilisables, mais qui présentent pour certaines d'entre elles des limites dans l'utilisation qui peut en être faite, notamment au titre de la CNIL :

- Le répertoire d'immeubles localisé (RIL) utilisé par l'Insee dans le cadre du recensement : Après consultation de l'INSEE, il s'avère que son utilisation ne sera pas possible ;

- Les fichiers EDF : ne sont pas communicables (source : Direction juridique EDF) ;

- Le fichier de taxe d'habitation détenu pas l'administration fiscale mais dont l'usage est délicat dans la mesure où il comporte des informations personnes sur le détail de la base d'imposition, les cotisations, les dégrèvements ;

- Les fichiers des organismes HLM : ne permettront pas d'avoir une liste exhaustive des personnes habitants le quartier, dans la mesure où les quartiers ne sont pas composés exclusivement de logements locatifs sociaux, et où seul le détenteur du bail peut être connu ;

- Les listes électorales : avec cependant le problème de l'absence dans ces listes des habitants de nationalités étrangères et des personnes de nationalité française qui n'y sont pas inscrits ;

- Les fichiers du réseau d'eau quand il est en régie municipale ou intercommunale.

Afin de palier ces difficultés, le cadre de référence du ministère de la ville préconise cependant qu'une partie du tirage au sort se base sur une liste composée de volontaires identifiés suite à un appel à candidatures largement diffusé. Cette liste permet de dépasser les limites des listes précédentes, en permettant à des habitants qui n'y figurent pas de candidater.

Cette démarche sera affinée avec les membres des Conseils de quartier afin de les associer pleinement et de les rendre acteurs et pilotes des futurs conseils citoyens, car cela suppose alors un gros travail de médiation, d'explication et de mobilisation en amont pour encourager des candidatures issus des fractions de la population qui ne participent pas habituellement à ce type de démarche.
Les moyens d'interpellation des candidats potentiels sont, au vu des pratiques repérées, outre le travail de mobilisation par les agents de proximité:

- Site internet de la collectivité ;

- Journal de la collectivité ;

- Urne et bulletin de candidature à disposition lors de rencontres organisées pour informer sur la constitution des conseils citoyens et collecter des éléments de diagnostic

Des contacts seront pris par ailleurs avec les bailleurs sociaux afin de définir avec eux la méthodologie la plus adaptée à un tirage au sort le plus représentatif possible.
Une démarche spécifique sera enclenchée en direction de tous les acteurs économiques des quartiers afin de leur proposer de participer à la démarche.

❖ **Martigues**

La mise en forme et l'élaboration des Conseils Citoyens peuvent adopter des formes et des pratiques variées selon les territoires mais la méthode employée devra toutefois répondre à un certain nombre de critères :

- Coproduction obligatoire entre les services des Villes et les Centres sociaux et Maisons de Quartier ;

- Fonctionnement compatible avec le fonctionnement des Conseils de Quartier ;

- Fonctionnement compatible avec le fonctionnement et la souveraineté du Conseil de Maison ou des Commissions Sociales quand elles existent ;

- Organisation commune d'un calendrier prévisionnel d'activités du Conseil Citoyen regroupant les actions ou les pratiques décrites précédemment.

On aura soin de solliciter le Conseil Citoyen sur les thèmes ou les actions où l'expression des habitants ou leur réflexion commune a véritablement capacité à modifier les pratiques ou la nature des projets à mettre en œuvre et intéressant le quartier ou sa population.

Enfin, l'autonomisation progressive du Conseil Citoyens nécessitera éventuellement une professionnalisation ou une formation de ses membres, la mise en œuvre de dispositifs de recherche/actions, l'intervention de spécialistes de développement social urbain ou d'autres prestataires de services.

Ces actions devront être imaginées dans le temps. Elles pourront et devront faire l'objet de montages de dossiers de financement recevables dans le cadre du Contrat de Ville.

❖ Port de Bouc

La mise en forme et l'élaboration des Conseils Citoyens peuvent adopter des formes et des pratiques variées selon les territoires mais la méthode employée devra toutefois répondre à un certain nombre de critères :

- Pilotés par les comités d'environnement sociaux
- Compatibilité entre le calendrier prévisionnel d'activités du Conseil Citoyen et celui du Contrat de Ville.

On aura soin de solliciter le Conseil Citoyen sur les thèmes ou les actions où l'expression des habitants ou leur réflexion commune a véritablement capacité à modifier les pratiques ou la nature des projets à mettre en œuvre et intéressant le quartier ou sa population.

Enfin, pour que les participants aux Conseils citoyens puissent être en mesure de mettre en œuvre les missions qui leur sont dévolues, un programme de formation et un accompagnement pourront leur être proposés.

Actions complémentaires qui faciliteront la mise en place des conseils citoyens

Cette organisation veut fortifier la démarche communale et impulser une dynamique qui sollicite les habitants pour leur participation à des conseils citoyens dans les territoires concernés et qui leur démontre l'utilité de leur implication. La collectivité réfléchit à la mise en place de ces conseils, de leur articulation et de leur adaptation avec les collectifs d'environnement sociaux et les instances locales.
Animer, aller vers, rencontrer, proposer, construire…… cette impulsion doit favoriser et multiplier la participation des citoyens au service de l'intérêt général des habitants, du quartier, de la ville, de la vie. Les portes de la citoyenneté sont ouvertes à toutes et tous.

Programme d'actions visant à renforcer la participation des habitants :

- La mise en place de permanences d'élus dédiés à chaque quartier, un numéro vert, l'ouverture d'espaces citoyens en renforcement de la politique d'information et de communication ;
- Le renforcement des visites de quartier en les planifiant sur l'année, afin de permettre des jours et des horaires plus adaptés à la disponibilité des habitants et afin de s'assurer d'une réponse plus rapide des demandes ;
- L'amélioration de la visibilité de la visite de quartier (pieds d'immeubles, délimitation plus fine des espaces, disposition de tables et de chaises) ;
- Faire tourner l'équipe citoyenneté chaque semaine dans des lieux différents, avec « un espace citoyen mobile » qui appelle les habitants à participer et à intervenir dans la construction de projets et qui présente ceux en cours (petits et grands). Un espace citoyen, où l'ensemble des projets est soumis en permanence au contrôle des habitants. Un espace citoyen qui informe également sur les dispositifs et actions dans lesquelles ils peuvent trouver leur place ;
- La création d'une « Agora d'été », où chacun puisse s'exprimer, parler avec les élus,

les techniciens, le mouvement associatif, les bailleurs, les centres sociaux… Conclure par un échange festif, de type voisinades, théâtre en plein air, théâtre forum, ballet, exposition des talents de quartiers, des groupes de musiques du quartier…

Conformément à leur philosophie en la matière, les Villes de Martigues et Port-de-Bouc souhaitent que le développement de dispositifs spécifiques de proximité ou de participation puisse rapidement devenir une modalité d'expression et de fonctionnement des services publics municipaux pour l'ensemble du territoire.

3.2.3.3. Calendrier

❖ **Martigues**

➢ **Premier trimestre 2015**

- Lancement de la méthode

- Réunion avec acteurs et services concernés :
  - Présentation du cadre général
  - Présentation des Commissions de Quartier
  - Présentation des Conseils Citoyens dans le cadre des Contrats de Ville
  - Présentation de la note méthodologique

- Organisation technique du Corpus préalable à la formation de la Commission de Quartier : détermination collective du Corpus

➢ **Deuxième trimestre 2015**

- Pré-définition des 3 Conseils Citoyens pressentis ;

- Présentation de la méthode en Comité Technique et Pilotage du Contrat de Ville et du lien structurel entre Commissions de Quartier et Conseils Citoyens ;

- Présentation de la méthode dans le cadre des Conseils de Quartier afin de les informer de la mise en œuvre des Commissions de Quartier ;

- Organisation des temps forts et réunion du Conseil Citoyens : calendrier prévisionnel 2015/2016 élaboré à partir de :
  - Réunions publiques propres au fonctionnement classique des Conseils de Quartier et des principes de la GUP ;
  - Réunions propres au fonctionnement du Contrat de Ville et à la mise en œuvre des projets ;
  - Réunions propres à la gouvernance du Contrat de Ville ;
  - Réunions propres aux actions menées sur le quartier et regardant le Conseil

Citoyen.

➢ **Troisième trimestre 2015**

- Démarrage du fonctionnement des Commissions de Quartier/Conseils Citoyens

- 1ère réunion : organisation des débats portant sur l'expression des besoins, la connaissance des dossiers intéressant le quartier, les souhaits exprimés par les habitants sur d'éventuelles actions à mener.

➢ **Quatrième trimestre 2015**

- Réunion du Conseil Citoyens : préfiguration des programmes d'actions 2016 des Contrats de Ville et des projets de quartier en lien avec :
    - L'équipe de la Maison de Quartier ;
    - Les porteurs d'actions intervenant sur le quartier.

➢ **Premier trimestre 2016**

- Réunion Conseil Citoyens sur les différents dossiers ou projets fonctionnement/investissement intéressant le quartier (à voir avec le Comité Technique Contrat de Ville) ;

- Participation des Conseils Citoyens aux Comités Techniques et de Pilotage du Contrat de Ville (à voir avec le Comité Technique Contrat de Ville).

❖ **Port de Bouc**

➢ **Premier trimestre 2015**

- Lancement de la méthode,
- Réunion de l'équipe opérationnelle :
    - Présentation du cadre général ;
    - Présentation des Conseils Citoyens dans le cadre des Contrats de Ville ;
    - Préconisations sur la structuration des Collectifs d'environnement sociaux.

➢ **Deuxième trimestre 2015**

- Elaboration de la note d'opportunité à intégrer au document du Contrat de ville,
- Pré-définition des 3 Conseils Citoyens ;
- Présentation de la méthode en Comité Technique et Pilotage du Contrat de

Ville et du lien structurel entre Collectifs d'environnement sociaux et Conseils Citoyens ;

- Présentation de la méthode aux Centres sociaux et création d'un outil de communication en direction des habitants, des partenaires associatifs et des collectifs d'environnements sociaux.

➢ **Troisième trimestre 2015**

- Elaboration du calendrier prévisionnel 2015/2016 :
    - Réunion publique de présentation du dispositif de participation citoyenne aux habitants (Service citoyenneté, Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, Collectifs d'environnement sociaux, Conseils citoyens, Maison du projet, l'espace citoyen mobile, …) et ouverture de la campagne de pré-inscription Collège habitants des Conseils citoyens ;
    - Présentation du dispositif de participation citoyenne aux membres des Collectifs d'environnement sociaux (préinscription Collège partenaires associatifs des Conseils citoyens) ;
    - Planification des réunions des Collectifs d'environnement sociaux et des Conseils Citoyens.
- Démarrage du fonctionnement des Collectifs d'environnement sociaux restructurés,
- Préparation des 3 ateliers du citoyen (processus sur le pouvoir d'agir des habitants des QPV) méthode déjà expérimentée sur Port-de-Bouc qui permet de créer les conditions de la participation des habitants à l'action publique, recentrage sur les QPV et les actions à mener en lien avec le diagnostic quartier.
- Proposition de formations en direction des participants aux Conseils citoyens.

➢ **Quatrième trimestre 2015**

- Publication des listes de participants aux Conseils citoyens et mise en place des premières réunions (échanges sur le diagnostic du quartier, appropriation de la démarche Contrat de ville, propositions et pistes d'actions) ;
- Organisation des 3 Ateliers du citoyen dans les Centres sociaux ;
- Lancement de l'appel à projet et rencontres avec les porteurs de projet (sous la forme d'échanges).

➢ **Premier trimestre 2016**

- Réunion des Conseils Citoyens sur les différents dossiers ou projets fonctionnement/investissement intéressant le quartier (à voir avec le Comité Technique Contrat de Ville) ;
- Participation des Conseils Citoyens aux Comités Techniques et de Pilotage du Contrat de Ville (à voir avec le Comité Technique Contrat de Ville) ;
- Mise en place des premières formations.

3.3. Ingénierie

3.3.1. Equipe opérationnelle CAPM

Placée sous l'autorité de la Direction Générale des Services de la CAPM, l'équipe opérationnelle du Contrat de Ville se compose de :

- Direction « Politique de la Ville » de la CAPM : Directeur Général Adjoint des Services et Directrice Politique de la Ville ;
- Le DGS de la Ville de Martigues ;
- Le DGS de la Ville de Port-de-Bouc, représenté par sa DGS Adjoint et la Responsable de la Mission Ville.

❖ Référents Cohésion Sociale :

- Référent « Santé » : Directrice du Service Santé de la CAPM ;
- Référents « Social » :
  - Directeur du CIAS/SIVU ;
  - les Responsables des pôles de Martigues et de Port-de-Bouc
- Référents « Réussite éducative » :
  - le Responsable du PRE de Port-de-Bouc ;
  - La Directrice du Service Education-Enfance de la Ville de Martigues
- Référents « Sport-Culture-Socio-éducatif » :
  - Le Responsable du Service des sports Ville de Martigues ;
  - Le Responsable du PAJ de Port-de-Bouc ;
  - La Directrice de la Coordination Culturelle de Port-de-Bouc ;
  - La Directrice du Service Culture de Martigues, ou sa représentante ;
  - La Directrice du Service Citoyenneté de Port-de-Bouc.
- Référents Stratégie territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance :
  - Le Responsable du CISPD/Responsable du Service Prévention de la ville de Martigues ;
  - Le DGS de Port-de-Bouc ou son représentant.

❖ Référents « Cadre de Vie, Accompagnement des habitants dans le logement et Renouvellement Urbain » :

- Le Directeur du Service DHDP de la Ville de Martigues ;
- La Responsable du Service Architecture/Renouvellement Urbain de Port-de-Bouc ;
- La Responsable de la GUSP de Port-de-Bouc.

❖ Référents « Développement Économique, Formation, Insertion et Emploi »:

- La Responsable du Service Développement Économique de la CAPM
- La Directrice du Service Formation- Insertion de la CAPM

Cette Équipe Opérationnelle pourra se décliner de manière particulière, et élargie en tant que de besoin à d'autres services et/ou partenaires, aux niveaux communaux afin d'assurer une meilleure proximité de terrain. L'Équipe Opérationnelle CAPM veillera particulièrement à la transversalité et à la cohérence d'ensemble de ces dispositifs.

L'équipe opérationnelle a pour mission :

- La mise en œuvre des actions territoriales et thématiques développées sur le territoire ;

- La coordination régulière d'ensemble en assurant la relation au « terrain » ;

- Le montage des actions avec les partenaires concernés et les porteurs de projets ;

- La mise en œuvre de l'évaluation du Contrat de Ville ;

- Le secrétariat du comité de pilotage et d'évaluation et des comités techniques.

4. DIAGNOSTIC PARTICIPATIF ET ENJEUX PAR PILIER

4.1. Cohésion sociale

La CAPM connait une précarisation croissante de ses habitants qui rencontrent de plus en plus de difficultés pour accéder aux services publics dans un contexte de désengagement de l'Etat sur le droit commun. A cela s'ajoute un renforcement des personnes seules et des familles monoparentales qui fait craindre une augmentation du risque de rupture du lien social.

4.1.1. Des difficultés d'accès à la santé pour une population fragilisée (Cf. CLS et PLSP en annexe)

4.1.1.1. Des inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux soins

En partenariat avec le Conseil départemental et l'Agence Régionale de Santé, la collectivité s'est fortement engagée ces dernières années dans le rattrapage de l'offre d'équipements de santé et médico-sociaux sur le territoire. L'implantation d'un centre hospitalier à Martigues constitue un atout majeur en ce qu'il offre notamment un accès aux différentes spécialités médicales. Un projet de Centre de santé / service de consultations médicales ambulatoires pratiquant le tiers-payant est par ailleurs en projet sur la commune de Port-de-Bouc, qui viendrait renforcer l'accessibilité des personnes les plus en difficulté à la santé.

Le territoire bénéficie en outre d'un Atelier santé ville depuis 2003 et de la mise en œuvre d'un Plan local de santé publique depuis 2005, s'appuyant sur un riche partenariat, et d'un Contrat local de Santé pour la période 2014-2016.

Toutefois, l'accès à la santé reste inégalitaire entraînant un renoncement aux soins des publics précaires dont la santé est plus fragile. Plusieurs freins dans l'accès aux soins sont identifiés, d'ordre financier, culturel, administratif, psychologique ou géographique. Le territoire se souffre d'un manque d'attractivité pour la médecine générale conjugué à un vieillissement des praticiens, ainsi qu'une sous représentation de certaines spécialités médicales et paramédicales en ville.

Plusieurs problématiques lourdes de santé sont recensées, telles que la santé des jeunes en relation notamment avec la pauvreté infantile, la santé au travail en relation avec l'histoire industrielle du territoire, et l'accélération du vieillissement de la population.

4.1.1.2. Des problématiques de santé lourdes liées à la structure socio-économique du territoire

L'inscription du territoire dans un bassin industriel n'est pas sans conséquence sur le développement de maladies professionnelles et sur les problématiques d'environnement et de pollution. La santé au travail constitue un véritable problème de santé publique, à l'origine d'une mortalité prématurée et d'une morbidité plus élevées qu'ailleurs, bien qu'une baisse soit amorcée. La population immigrée et/ou faiblement qualifiée est plus impactée par les maladies professionnelles et nécessite ainsi un accompagnement plus important dans ses démarches. Aussi les acteurs locaux sont-ils fortement engagés autour des maladies professionnelles et de leur impact auprès des familles.

La fragilisation des ménages et les difficultés socio-économiques des publics s'accompagnent d'une plus grande vulnérabilité psychologique et mentale. L'offre spécialisée dans la souffrance psychique (prévention des personnes en souffrance, développement de l'offre d'écoute) a beaucoup développée mais reste incomplète en matière de santé mentale et un cloisonnement entre la santé mentale, le social et l'éducatif persiste. Les services de santé font état d'un manque de moyens pour répondre à la demande croissante, en particulier en psychiatrie, et en traitement de la souffrance psychique, ainsi qu'une inadaptation de l'offre de services de Tutelles.

4.1.1.3. Un territoire fortement concerné par la problématique de la perte d'autonomie

Pour faire face à l'accélération du vieillissement de la population, à mettre en regard avec l'histoire industrielle du territoire, les pouvoirs publics se sont attachés à développer les dispositifs de prise en charge des personnes âgées et des actions favorisant le maintien à domicile. Le territoire bénéficie ainsi de la présence d'un pôle Info séniors 13, d'un réseau de santé gérontologique et du dispositif MAIA. Un projet de places d'accueil de jour supplémentaires Alzheimer est actuellement en cours et permettra de doubler la capacité actuelle.

Si la capacité d'hébergement des personnes âgées s'est également améliorée ces dernières années, elle reste pour sa part encore insuffisante et se caractérise par une inadéquation entre l'offre nouvelle et la capacité financière des ménages.

Concernant les personnes en situation de handicap, la CAPM enregistre un taux de supérieur à la moyenne départementale. L'offre d'hébergement pour personnes handicapées adultes et enfants est très insuffisante. Malgré il est à noter la présence sur le territoire d'une antenne de la Maison Départementale des Personnes Handicapées et de plusieurs structures/associations intervenant auprès des personnes handicapées sont implantés sur le territoire.

4.1.2. Action éducative

4.1.2.1. Des parcours scolaires déterminés par la structure économique du territoire et l'origine sociale des élèves

La réussite éducative est l'une des problématiques transversales à l'ensemble du territoire. Les partenaires institutionnels, les services des villes, les acteurs associatifs, sont ainsi fortement impliqués au côté des établissements scolaires, des enfants, des jeunes et des familles. Un projet éducatif territorial est en œuvre sur les communes de Martigues et Port-de-Bouc et cette dernière bénéficiait jusqu'à présent d'un projet de réussite éducative, qui a démontré l'intérêt d'une prise en charge précoce des difficultés des élèves. Ces instances de coordination contribuent à renforcer la réussite éducative et la lutte contre l'échec scolaire.

Néanmoins, les inégalités sociales en matière de réussite scolaire se sont renforcées, plus qu'ailleurs. L'impact de l'origine sociale et de la précarité des familles sur les résultats des élèves est croissant. Se pose ainsi la question de l'échec scolaire, avec des difficultés importantes dès l'entrée en 6ème, qui se renforcent tout au long du parcours scolaire de l'élève, et un risque de décrochage scolaire de plus en plus précoce.

Dans certains quartiers de la politique de la ville, on observe en outre une tendance des familles à retarder la scolarisation des enfants en maternelle, ce qui n'est pas sans conséquence sur la suite de leur parcours scolaire. Les établissements rencontrent des difficultés d'accueil des moins de 2 ans par manque de places, de moyens, dans un contexte d'augmentation des effectifs scolaires en primaire qui ont nécessité l'ouverture de plusieurs classes à la rentrée de septembre 2014.

L'offre de formation limitée sur le territoire conforte également une orientation rapide, voire par défaut, vers des filières courtes professionnalisantes. Il est à noter toutefois que les établissements d'enseignement sont inscrits dans une dynamique de développement de formations : lycées d'enseignements professionnels, CFA et institut de soudure.

La déscolarisation rapide des filles et leur difficultés pour accéder aux études constitue un autre phénomène qui s'accentue ces dernières années.

4.1.2.2. La culture comme vecteur de lien social

Les opérateurs de la culture, notamment dans le cadre de Marseille Provence capitale Européenne de la Culture 2013, s'efforcent des dernières années de diversifier et de renforcer leur programmation, dans un souci de démocratisation de l'offre culturelle. La fréquentation des équipements culturels est ainsi en hausse, et les partenariats renforçant notamment l'accès du jeune public à la culture sont en augmentation. En outre, il y a la volonté d'inscrire la culture dans les quartiers à travers la mobilisation des habitants autour de projets collectifs et d'arts de la rue.

Cette offre reste encore insuffisamment construite avec les habitants et les difficultés à mobiliser le jeune public hors des temps scolaires persistent, d'autant que le partenariat noué avec l'éducation nationale autour de projets pédagogiques tend à s'altérer. Par ailleurs on constate un manque de propositions culturelles pendant les vacances scolaires et la période estivale, auquel s'ajoute un développement insuffisant des NTIC.

La question de la mixité dans la participation des habitants aux activités culturelles se pose également, avec une plus grande participation des femmes.

Ainsi les difficultés d'accès à l'offre culturelle persistent pour une grande partie de la population.

4.1.2.3. Un développement de la pratique sportive dès le plus jeune âge

Le territoire de la CAPM bénéficie d'un niveau d'équipements sportifs satisfaisant et d'une volonté de longue date de la collectivité à promouvoir la pratique sportive, en particulier chez les enfants et les jeunes. L'offre de pratique socio-éducative et de porteurs d'actions dans le domaine de l'éducation populaire est ainsi particulièrement diversifiée. Les quartiers bénéficient en outre de l'organisation de pratiques sportives régulières, d'animations sportives hors périodes scolaires, pratique sportive de proximité menée par les services et les associations. Des dispositifs spécifiques sont mis en place en direction des jeunes en difficulté pour leur offrir un accès au sport.

Les acteurs observent cependant une baisse de la pratique sportive depuis 5/6 ans du public « jeunes », qui s'expliquent en partie par un coût d'inscription en club trop important pour les familles en précarité et une insuffisance d'aide financière. La baisse des subventions de droit commun constitue à ce titre un réel frein pour la mise en place d'activités socio-éducatives et sportives de proximité.

La question de la mixité est également très prégnante que ce soit parmi les licenciés des associations sportives des établissements scolaires ou dans l'offre sportive proposée dans le cadre des dispositifs de la politique de la ville.

4.1.3. Civisme et tranquillité

4.1.3.1. Une amélioration de l'accès au droit – Prévention de la délinquance / sécurité

Le territoire de la CAPM est couvert par un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et une Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance pour la période 2015-2017. Il bénéficie en outre de plusieurs équipements existants ou en projets (commissariats de police, Maison du Droit et de la Justice, Pôle judiciaire). La mise à disposition des locaux et les moyens humains par la CAPM à la MJD, est particulièrement marquant de sont implication progressive sur ces questions.

La CAPM connaît une réduction du nombre de faits de délinquance constatés et bénéficie de et d'un Comité Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Néanmoins le territoire est confronté à une diminution des effectifs de la Police nationale et du personnel de la Maison du Droit et de la Justice. Par ailleurs les statistiques officielles ne permettent pas une appréhension globale de la réalité de la délinquance. Les signalements de vandalisme dans certains quartiers sont récurrents et les trafics sont en recrudescence dont les réseaux sont développés à l'échelle du territoire intercommunal. Le sentiment d'insécurité est ainsi persistant parmi la population.

4.1.3.2. Une pratique exercée de la démocratie participative vecteur de cohésion sociale

L'éducation à la citoyenneté et la médiation sociale développée depuis longtemps dans les quartiers permettent de prévenir la délinquance. Le territoire bénéficie d'une pratique ancienne et exercée de la démocratie participative et de la concertation avec les habitants des quartiers, notamment autour des projets de revalorisation du cadre de vie, dans le cadre des contrats de GUSP à Port-de-Bouc et de GUP à Martigues renouvelés en 2013.

Néanmoins le modèle actuel ne permet pas d'élargir les publics participants à la concertation et souffre d'un manque de mobilisation des bailleurs sociaux dans l'accompagnement social des quartiers. Les dispositifs ne sont pas toujours bien identifiés par les habitants. La participation aux conseils de quartier est souvent réduite à un public « habituel ». Les bailleurs sociaux ne sont pas suffisamment mobilisés dans l'accompagnement social des quartiers.

4.2. Cadre de vie et renouvellement urbain

4.2.1. SCOT et PLU

Le SCOT Ouest Etang de Berre fixe les orientations de développement du territoire suivants :

- Un territoire accueillant et solidaire
- Un territoire valorisant ses atouts économiques et stratégiques
- Le droit à la mobilité pour tous
- Un territoire valorisant sa situation et ses sites
- Pour un territoire se structurant à partir de son patrimoine agri-environnemental

En application de ces orientations, les projets de PLU de Martigues et de Port-de-Bouc proposent un certain nombre d'orientations de développement qui participent à la structuration du territoire communal et plus largement à l'organisation du territoire intercommunal de la CAPM.
Parmi ces orientations de développement, quatre thématiques entre directement en cohérence avec le contrat de ville communautaire :

- La cohésion et la mixité sociale
- Le redéploiement économique
- Le renouvellement urbain
- La requalification des espaces communaux et intercommunaux

4.2.2. Les projets de développement et d'aménagement

Le territoire de la CAPM connaît aujourd'hui de fortes perspectives de développement économique et démographique. Afin de déployer ses dynamiques, un projet de territoire a été défini à l'échelle communautaire qui lie le développement économique à l'emploi et l'accueil démographique à l'amélioration du cadre de vie.

En cohérence avec ce positionnement et les orientations de développement des communes, la CAPM porte des projets de développement et d'aménagement permettant de répondre aux mieux aux besoins du territoire.

Parmi eux :

- **Des projets de développement de filières**
  - Installation d'une filière dédiée à la déconstruction navale sur la commune de Port-de-Bouc dans le secteur du Chenal de Caronte ;
  - Accompagnement de la filière cosmétologie en émergence localisée au Nord de la zone des Etangs, à Saint Mitre les Remparts ;
  - Accompagnement de la filière cinéma en émergence sur la partie Nord du Chenal de Caronte, le long du boulevard Maritime.

- **Des projets d'amélioration et de développement des mobilités**
  - Pôle d'échanges multimodal du Pays de Martigues à Croix-Sainte
  - Pôle d'échanges du quartier de l'Hôtel de Ville à Martigues
  - le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Port-de-Bouc / Martigues
  - Les lignes maritimes sur l'Etang de Berre
  - Le contournement de Martigues / Port de Bouc et la requalification de la RN 568 : qualification du foncier existant.

- **Des projets d'amélioration du cadre de vie et de reconversion industrielle**
  - Préservation de la région de Saint Blaise et des Etangs – Forêt de Castillon ;
  - La reconquête de friches industrielles : le projet concerne la commune de Port de Bouc, sur l'ancien site industriel « Azur Chimie » et sur le site dit « de la vieille montagne» ;
  - La reconversion des locaux industriels inoccupés à Croix Sainte et à Grand'Colle.

4.2.3. Une stratégie urbaine dynamique : renouvellement urbain et recomposition pour améliorer la qualité de vie

Le projet de renouvellement urbain s'inscrit dans une politique d'ensemble de développement urbain dans ses orientations sociales, économiques et urbaines et s'inscrit dans une volonté d'organiser un développement équilibré et durable de l'ensemble du territoire.

Il prend en compte différentes échelles et différentes temporalités :

- Le projet d'aménagement et de développement durable de la CAPM ;
- Le projet d'ensemble des villes de Martigues et Port-de-Bouc ;
- Le projet à l'échelle des quartiers

Le renouvellement urbain est ainsi en lien très étroit avec les projets permettant de recoudre le tissu urbain, d'ouvrir les quartiers sur le territoire communautaire, et de revalorisation des espaces résidentiels et économiques pour permettre à chaque quartier d'être pleinement intégré au territoire communautaire.
L'objectif vise à recomposer le tissu urbain afin de rétablir les continuités au sein du territoire et restituer un cadre de vie apaisé avec la requalification de la RN568.

Plusieurs projets urbains sont inscrits dans les documents d'urbanisme de Martigues et de Port-de-Bouc, dont l'aménagement intéresse plus ou moins directement le développement des quartiers de la politique de la ville.

4.2.4. Le développement d'une offre de logements diversifiée à poursuivre

Le territoire connaît depuis 2010 une reprise de la construction neuve de logements (+2,4% par an), qui s'accompagne d'une diversification des produits et profite tant à la promotion immobilière privée que sociale. Toutefois ce dynamisme ne suffit pas à débloquer les parcours résidentiels, notamment à la sortie du parc locatif social. Le taux de vacance faible, tant dans le parc privé que le parc social, est un bon indicateur de la pression qui persiste sur le territoire.

Dans le même temps et malgré un parc locatif social important, la demande locative sociale reste forte et constante. Elle se caractérise par une fragilisation de plus en plus prégnante des ménages demandeurs et des délais d'attente pour l'attribution d'un logement parmi les plus longs du département, dans un contexte de déficit des solutions de logements temporaires et d'hébergement d'urgence.

Face à l'augmentation des impayés de loyer et de l'endettement des ménages, les collectivités ont développé plusieurs dispositifs de prévention des expulsions, portés par les services sociaux, en partenariat avec les bailleurs et les associations. La mise en œuvre de ces dispositifs a, certes, permis de faire baisser le nombre d'expulsions effectives, mais ne doit pas masquer une dégradation des conditions de maintien dans le logement, entraînant une augmentation des aides au logement, bénéficiant en priorité à des ménages de plus en plus isolé.
En outre, les politiques d'insertion par le logement souffrent d'un moindre investissement de la collectivité, contrairement aux politiques d'insertion socioprofessionnelle qui manquent de coordination.

Par ailleurs, le parc de logement, notamment dans le parc public, est vieillissant, voire parfois obsolète, et ce malgré une première vague de réhabilitations / restructurations.
Quant aux interventions sur le parc privé, celles-ci restent concentrées sur les centres anciens, qui ont fait l'objet d'opérations de rénovation et d'embellissement. Hors plusieurs copropriétés situées en dehors des périmètres d'intervention de l'action publique présentent des signes de fragilité, qu'il est à ce jour difficile d'appréhender en raison du manque de connaissances des besoins et de l'occupation.

❑

4.2.5. Un renforcement de l'offre de transports urbains et interurbaine

La fusion des réseaux de Transports en commun à l'échelle du SCoT en 2011, suivie d'une seconde restructuration en 2014, ont permis de renforcer l'offre de transports urbains. Cette réorganisation a contribué d'une part à l'amélioration de la desserte de l'ensemble du territoire, mais également à réduire les inégalités sociales dans l'accès à la mobilité, par la préfiguration d'une ligne de BHNS (Bus à Haut Niveaux de Services) desservant plusieurs quartiers réglementaires de la politique de la ville.

La fréquentation des transports urbains enregistre ainsi une hausse significative, qu'il convient toutefois de nuancer, puisqu'elle est constituée pour l'essentiel de publics captifs (scolaires, inactifs).

Parallèlement plusieurs projets de développement de l'intermodalité et le renforcement de la coordination entre les différentes autorités organisatrices de transport intervenant sur l'aire métropolitaine permettent d'amorcer le désenclavement du territoire.

Néanmoins l'usage de la voiture reste prépondérant dans les déplacements quotidiens et la desserte est toujours très insuffisante dans les zones d'activités économiques.

Par ailleurs, le territoire qui est traversé par de grands axes routiers permettant notamment de rejoindre la ZIP de Fos, fait face à une augmentation des flux de transit de PL sur certains axes, à l'origine d'un phénomène de saturation.

4.3. Développement de l'activité économique et de l'emploi

4.3.1. La nécessité d'un renouvellement économique pour préparer l'après pétrole

Historiquement, le territoire s'inscrit dans un bassin d'emploi industriel (pétrochimie, sidérurgie) à faible niveau de qualification, qui rencontre actuellement des difficultés à recruter une main d'œuvre qualifiée car le secteur est moins attractif. L'évolution des filières de la pétrochimie et de la sidérurgie nécessite d'anticiper et d'accompagner les mutations économiques vers de nouvelles filières d'activités en devenir avec le développement d'emplois à plus haute valeur ajoutée.

Le territoire bénéficie d'ores et déjà de zones d'activités économiques dynamiques et créatrices d'emplois, sur lesquelles des potentialités de développement de nouvelles filières économiques ont été identifiées (cinéma, cosmétologie, déconstruction navale). Dans un contexte de raréfaction du foncier à vocation économique, les friches industrielles qui composent une partie des ces zones, sont autant d'atouts de développement pour l'activité économique de la CAPM, pour l'instant en attente.

Par ailleurs, le territoire compte plusieurs secteurs créateurs d'emplois, comme l'artisanat, notamment de production industrielle, le commerce et les services aux entreprises.

4.3.2. Une situation de l'emploi plus précaire et plus inégalitaire entre les quartiers et les publics

Le pays de Martigues bénéficie d'un rapport entre emploi et habitat équilibré. Le chômage y est moins fort que sur le reste des Bouches-du-Rhône et connaît une amélioration importante parmi le public jeune. L'emploi reste cependant précaire (temps partiels, CDD…) et les discriminations persistent, notamment envers les femmes et les seniors, dont le taux de chômage ne cesse de progresser et qui bénéficient de moins d'accompagnement. Même s'il constitue toujours un des principaux employeurs sur le territoire, l'emploi salarié dans l'industrie ne cesse de reculer.

Face à cette précarisation des publics face à l'emploi, la collectivité a particulièrement investi en matière d'insertion par l'activité économique, avec la création d'une Maison de l'emploi et de la formation « visible » et reconnue. Bien qu'implantée à Martigues, ses missions ont été décentralisées à la Maison des Services au Public de Port de Bouc. Les dispositifs pour la formation et l'insertion professionnelle, qu'elle propose sont multiples et sa fréquentation

augmente en continu. Le territoire bénéficie en outre de la présence d'une association « Initiative en Pays de Martigues », dont la mission est d'accompagner à la création et la reprise d'entreprises.

Néanmoins plusieurs carences sont constatées :

- un manque de visibilité des parcours des publics d'un dispositif à l'autre ;
- Des difficultés d'orientation des publics sur les différents dispositifs ;
- une démobilisation des publics jeunes ;
- une « exclusion » des plus de 55 ans ;
- une centralisation de l'offre et une absence d'intervention en proximité dans les quartiers.

A cela s'ajoute une augmentation des contraintes institutionnelles et un renforcement de la commande publique de l'Etat, dans un contexte de baisse des subventions allouées par les différentes collectivités (notamment du FSE) à ces dispositifs, entraînant de graves difficultés.

Enfin concernant l'activité économique en centre-ville plusieurs obstacles à leur redynamisation ont été relevés, notamment une inadaptation des locaux commerciaux et un vieillissement des commerçants. Les deux centres-villes de Port-de-Bouc et Martigues sont couverts par un FISAC.

4.3.3. Un niveau de qualification en progression mais une offre de formation retreinte

L'amélioration du niveau de formation est moins rapide que sur les territoires voisins, ce qui constitue un handicap tant pour pourvoir les besoins d'emploi actuels qu'à venir. L'accessibilité aux pôles de formation régionaux reste encore trop limitée de même que l'offre de formation disponible sur le territoire (formations courtes et professionnalisantes ne correspondant pas toujours aux besoins des entreprises). Cette absence de mise en cohérence entre les grands donneurs d'ordres économiques et les acteurs institutionnels locaux, tant sur les questions de l'emploi que de la formation, constitue un véritable frein pour le développement économique de la communauté d'agglomération.

4.4. Identification des enjeux de la CAPM

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et sa circulaire du 30 juillet 2014 portant sur l'élaboration des contrats de ville ont proposé une nouvelle architecture de la politique de la ville pour la période de 2015 à 2020.

Les Contrats de Ville sont le cadre de la politique de la ville conduite par l'État, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif d'assurer « l'égalité des territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants ».

Visant à réduire l'inégalité des territoires et celle de ses habitants, la politique de la ville se propose de :

- Lutter contre les inégalités de tous ordres, les concentrations de pauvreté et les fractures économiques, sociales, numériques et territoriales ;

- Garantir aux habitants des quartiers défavorisés l'égalité réelle d'accès aux droits, à l'éducation, à la culture, aux services et aux équipements publics ;

- Agir pour le développement économique, la création d'entreprises et l'accès à l'emploi par les politiques de formation et d'insertion professionnelles ;

- Agir pour l'amélioration de l'habitat ;

- Développer la prévention, promouvoir l'éducation à la santé et favoriser l'accès aux soins ;

- Garantir la tranquillité des habitants par les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance ;

- Favoriser la pleine intégration des quartiers dans leur unité urbaine, en accentuant notamment leur accessibilité aux transports en commun, leur mixité fonctionnelle et urbaine et la mixité de leur composition sociale ; elle veille à ce titre à la revitalisation et la diversification de l'offre commerciale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

- Promouvoir le développement équilibré des territoires, la ville durable, le droit à un environnement saint et de qualité et la lutte contre la précarité énergétique ;

- Reconnaître et valoriser l'histoire, le patrimoine et la mémoire des quartiers ;

- Concourir à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la politique d'intégration et à la lutte contre les discriminations dont sont victimes les habitants des quartiers défavorisés, notamment celles liées au lieu de résidence et à l'origine réelle ou supposée.

4.4.1. Cohésion sociale

4.4.1.1. Action sociale

Face à la précarisation économique croissante d'une partie de la population et de la fragilisation sociale des ménages et des familles, la CAPM doit répondre aux enjeux suivants :

- Lutter contre les mécanismes d'exclusion ;
- Viser une égalité des droits ;
- Permettre l'accès aux droits.

Les politiques sociales doivent être ainsi renforcées en direction des publics fragilisés notamment des femmes en situation de monoparentalité, des jeunes et des personnes âgées. Elles doivent permettre de :

- Conforter les politiques de droit commun mises en place dans le cadre de l'amélioration du lien social entre habitants dans le quartier et dans la ville.

Le logement, constituant souvent le dernier rempart contre l'exclusion sociale, il est également primordial de :

- Accompagner les habitants dans l'accès ou le maintien dans un logement adapté ;
- Prévenir les situations d'endettement locatif.

4.4.1.2. Santé

Le territoire fait face à plusieurs problématiques de santé spécifiques, qui s'expliquent par la structure socio-économique de sa population, par sa démographie et par son insertion dans un bassin d'emploi historiquement dominé par l'industrie. Les enjeux en matière d'accès à la santé et plus généralement aux soins sont multiples :

- Favoriser l'accès aux soins et aux droits de santé ;
- Penser autrement l'offre de soins de premier recours ;
- Agir sur les comportements individuels et collectifs (Hygiène de vie, IVG/Contraception, Prévention des addictions, Prévention VIH/IST, Santé des enfants et des adolescents) ;
- Soutenir les personnes en souffrance psychique et les victimes de maladies professionnelles ;

- Développer la connaissance, réduire les risques et prendre en charge les pathologies liées au travail et à la qualité de l'air ;

- Rattraper le retard et organiser l'offre de prise en charge des personnes âgées et en situation de handicap ;

- Améliorer la connaissance et le suivi des besoins et ressources en matière de santé.

4.4.1.3. Action éducative, culturelle et sportive

L'enjeu de toute action éducative est de réduire des écarts en matière de réussite éducative des enfants et des jeunes, et de leur permettre un égal accès à la culture et à la pratique du sport.

Le volet Education du Contrat de Ville doit être mis en cohérence avec la refondation de l'éducation prioritaire sur le territoire. Il poursuit les objectifs suivants :

- Favoriser l'épanouissement des enfants et jeunes des quartiers ;

- Contribuer à la réussite scolaire ;

- Soutenir l'action éducative des parents des enfants et des jeunes des quartiers.

Le sport et la culture sont des vecteurs importants d'inclusion sociale. Ces deux domaines participent à une plus grande mixité sociale et urbaine. Offrir aux populations des quartiers un accès égal aux équipements, aux manifestations et à la pratique en matière sportive et culturelle, c'est participer également à leur intégration ou réintégration dans la cité. Il s'agit ainsi de :

- Faciliter l'accès au sport et à la culture des habitants ;

- Réduire les inégalités tant en matière d'accès que de diversité des sports et d'actions culturelles.

Dans le cadre de la mobilisation des établissements culturels, pour aller à la rencontre des publics les plus éloignés de la culture, l'établissement culturel du Théâtre des Salins participera aux actions de démocratisation et d'accès de tous les publics à la culture sur l'ensemble du territoire du Contrat de Ville. Il assurera ainsi la valorisation des pratiques artistiques et culturelles collectives.

4.4.1.4. Citoyenneté

Travailler sur la citoyenneté, c'est donner une place dans la cité aux populations des quartiers qui en sont souvent éloignés. L'accompagnement de ces publics vers le civisme permettra d'intégrer ces populations aux décisions publiques les intéressant.

Le volet Citoyenneté devra être en cohérence avec la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance nouvellement définie afin de :

- Favoriser la participation citoyenne des habitants ;
- Impliquer les habitants dans les actions intéressant leur vie quotidienne.

4.4.1.5. Prévention de la délinquance

La Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance constituera par ailleurs le volet Prévention de la Délinquance du Contrat de Ville. Cette thématique s'articulera autour de l'Accès aux Droits et de la Prévention de la Délinquance :

- Développer l'accès aux droits et l'aide aux victimes ;
- Développer la prévention de la récidive ;
- Poursuivre la lutte contre les conduites addictives ;
- Améliorer la tranquillité publique.

4.4.2. Cadre de vie et renouvellement urbain

4.4.2.1. Habitat, logement

La démarche du Contrat de Ville dans la Politique de la Ville s'inscrit dans la continuité des conventions de Gestion Urbaine de Proximité mises en œuvre entre 2009 et 2011 dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale. La ville de Martigues proposait aux partenaires des CUCS et aux bailleurs sociaux, le principe d'une reconduction des conventions de gestion urbaine de proximité, pour la période 2013-2016. Les conventions territoriales sur Port de Bouc sont valides jusqu'au 31 décembre 2016.

Cette thématique s'articulera également avec le Programme Local de l'Habitat autour des enjeux suivants :

- Permettre l'accès à tous à un logement et agir sur les politiques de peuplement ;
- Améliorer le cadre de vie et la qualité des logements, lutter contre l'habitat indigne ;
- Renouveler les modes de participation des habitants ;
- Améliorer ou mettre en place les modes de gestion adaptée.

4.4.2.2. Urbanisme

Le nouveau programme national de renouvellement urbain constitue le volet urbain du contrat de ville. Il s'agit de poursuivre les efforts en matière de rénovation urbaine afin de

recomposer le tissu urbain, de rétablir les continuités au sein du territoire et de restituer un cadre de vie apaisé aux habitants.
L'articulation avec le volet humain est indispensable pour améliorer durablement les conditions d'existence des habitants des quartiers, permettre le développement des quartiers, favoriser l'ouverture et les connexions des quartiers avec le reste du territoire, poursuivre la restructuration urbaine et réinscrire les quartiers dans la ville.

À l'échelle de la CAPM, le renouvellement urbain s'inscrit dans une volonté d'organiser un développement équilibré et durable de l'ensemble du territoire. Son action vise ainsi à :

- Accompagner et maîtriser le développement urbain à l'œuvre sur la CAPM et notamment entre Martigues et Port-de-Bouc

- Favoriser et structurer l'accessibilité et les mobilités à l'intérieur des quartiers, entre les quartiers et entre les villes de Martigues et Port-de-Bouc

- Assurer la cohérence avec la desserte en transports publics

- Renforcer la qualité urbaine et la mixité sociale dans les quartiers prioritaires : réaménagement des quartiers engagés dans le projet urbain global, réhabilitation du parc locatif social, opérations de recomposition urbaine, lutte contre l'habitat indigne,

- Aménager les espaces extérieurs et améliorer l'offre en équipement

- Créer les conditions d'un redéploiement économique endogène et diversifié

- Révéler et valoriser la qualité des paysages et le cadre de vie

- Mettre en valeur le patrimoine

- Réinvestir les friches industrielles, agricoles, …

4.4.2.3. Transports, déplacements

Le développement d'une offre de transports urbains et interurbains adaptée est indispensable à la réduction des discriminations sociales et économiques, afin de désenclaver les quartiers et renforcer l'accessibilité aux services publics, aux équipements, à l'emploi et à la formation :

- Améliorer la desserte des quartiers en transports urbains ;

- Poursuivre la connexion du territoire avec les pôles d'emplois et de formation métropolitains.

4.4.3. Développement économique, formation, insertion et emploi

4.4.3.1. Développement économique

Promouvoir les acteurs économiques, l'initiative privée et l'attractivité du territoire pour les entreprises conduiront à préparer le territoire dans sa transformation pour l'avenir. Les publics des quartiers prioritaires doivent également être bénéficiaires de toutes les actions visant cette thématique :

- Soutenir et favoriser le développement de l'activité économique et l'aide à la création d'entreprise dans les quartiers prioritaires ou par des publics des quartiers prioritaires.

4.4.3.2. Formation et insertion professionnelle

Dans un contexte de précarisation de l'emploi, d'inégalités persistantes dans l'accès à l'emploi et d'un niveau de formation insuffisant, améliorer la formation des habitants, c'est leur donner plus de chance de réussir leur intégration sociale. Faciliter l'accès à l'emploi par la levée des freins de tous ordres contribue à la remise à l'emploi des publics les plus en difficultés. Les enjeux pour le territoire sont multiples :

- Accompagner dans l'emploi les publics éligibles, par l'accès aux contrats aidés, aux emplois d'avenir, aux dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes, notamment le public non qualifié, les décrocheurs scolaires, par l'amélioration de l'offre d'insertion professionnelle sur le territoire ;
- Faciliter l'insertion dans l'emploi par la mobilisation des politiques de l'emploi en faveur des publics issus des quartiers réglementaires ;
- Créer les conditions de sécurisation des parcours ;
- Renforcer la politique d'accompagnement et d'accès à l'emploi et à la formation des personnes les plus en difficultés en prenant en compte leurs difficultés de mobilité et d'autres freins à l'emploi (garde d'enfants …).

5. ENJEUX ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES

5.1. Axes transversaux

Pour rappel, l'architecture retenue pour la présentation du contrat de ville répond aux orientations nationales en se structurant autour des 3 piliers (Cohésion sociale, Cadre de vie et renouvellement urbain, Emploi et développement économique) évoqués par le Premier ministre lesquels regroupent un ensemble de thématiques, elles-mêmes traversées par trois axes transversaux qui font l'objet d'une attention particulière :

- La jeunesse
- La lutte contre les discriminations et l'égalité entre les femmes et les hommes
- Valeurs de la République et Citoyenneté

Le détour par l'histoire du territoire (cf.contexte de l'agglomération) et par ce qui fait sens pour les habitants dans leur intimité, est un levier pour comprendre ce qui se joue dans les rapports sociaux actuels et dans le vivre ensemble dans les quartiers de la politique de la ville. Aussi, le contrat de ville de la CAPM inclut également une réflexion transversale sur la question de l'histoire et la mémoire des quartiers populaires.
Ces axes transversaux devront irriguer l'ensemble des actions des appels à projets, et figureront parmi les critères d'évaluation retenus.

5.1.1. Lutte contre les discriminations/Egalité Femmes-Hommes

La réduction des inégalités qui frappent les habitants des quartiers constitue la raison d'être de la politique de la ville et la lutte contre les discriminations, son outil incontournable.

Le Comité interministériel des villes du 19 février 2013 a refondé la politique de la ville en renforçant l'action publique en matière de lutte contre les discriminations. Désormais, la lutte contre les discriminations est une priorité transversale pour les contrats de ville. Il s'agit de réaliser, dans une approche intégrée, un Plan territorial de lutte contre les discriminations (PTLCD) inscrit dans le contrat de ville.

L'objectif du Plan territorial de lutte contre les discriminations est de garantir l'égalité de traitement de tous les habitants par une démarche de prévention et de réduction des risques de discrimination.

5.1.1.1. Orientations stratégiques

1. Développer l'intercommunalité : élaborer un Plan territorial de lutte contre les discriminations intercommunales, pour la période 2015-2020, alimenté par un diagnostic territorial. Il fera l'objet d'un avenant au contrat de ville lorsqu'il sera finalisé, ce qui permettra

d'approfondir notamment la question de l'intégration du thème de la citoyenneté et des valeurs de la République.

2. Mettre en place une approche intégrée : il s'agit de mobiliser, former et sensibiliser le réseau territorial et les acteurs de la politique de la ville à la prévention des discriminations dans le cadre d'une approche intégrée. Il s'agit d'atteindre l'égalité réelle de traitement dans tous les domaines de l'action publique : logement, éducation, santé, action sociale, emploi, sports, culture, médias...

3. Faire connaître les discriminations : au grand public à la fois pour les sensibiliser à l'importance de les éliminer pour contribuer à une société plus juste et harmonieuse, les informer de l'aspect délictueux des discriminations qui contreviennent au principe républicain de l'égalité et constituent un obstacle au développement durable de la société,

4. Favoriser l'égalité : il sera porté une attention particulière à la question de l'égalité femmes – hommes qui est un facteur important de discriminations entre les sexes et pour laquelle, les collectivités publiques, entreprises, associations ont de nouvelles obligations à respecter (loi du 4 août 2014) et notamment aux violences faites aux femmes.

5.1.1.2. Objectifs opérationnels

1. Constituer les instances de travail qui décideront des orientations, de la mise en œuvre et de l'évaluation du PTLCD à savoir, 3 collèges :

- un comité de pilotage constitué du Directeur régional jeunesse et sports et cohésion sociale, du sous-préfet, du défenseur des droits, du Président de l'agglomération et des 3 maires, adjointes au maire à l'égalité et aux discriminations des villes, du Procureur, du DGS, du DGA politique de la ville, directrice politique de la ville, chargée de mission discriminations,

- un comité technique avec la déléguée du préfet, le défenseur des droits local, la chargée de mission départementale aux droits des femmes, des techniciens des trois villes dans les domaines de l'emploi, formation, économie, logement, santé, action sociale et de l'équipe projet politique de la ville,

- un comité d'usagers adossé au conseil citoyen (cellule d'écoute territoriale) avec des représentants d'associations concernées par les discriminations, points d'accès aux droits, missions locales, représentants du droit des femmes.

2. Mener un diagnostic territorial : une demande de financement a été déposée auprès de l'État (DRJSCS-CGET) afin de mener un diagnostic territorial des discriminations qui permette un état des lieux de la question des discriminations sur le territoire de la Capm, l'analyse des besoins, enjeux et l'élaboration d'un plan d'action.

3. Former, informer et sensibiliser:

- prévenir les discriminations par des formations pour les professionnels, à caractère généraliste pour former un groupe de référents sur la question des discriminations dans les différents secteurs, et à caractère spécialisé sur les questions d'emploi, de logement, de santé etc. Des formations ont été demandées à la DRJSCS et au CGET pour 2015 et 2016 dans le cadre d'appels d'offres nationaux.

- Informer et sensibiliser à la prévention des discriminations les professionnels de l'action publique, la société civile (associations, entreprises), les médias (radio, télé, magazine) et le grand public.

5.1.1.3. Plan d'actions

1. Mettre en œuvre le plan intercommunal de lutte pour 2015
Déposé auprès de la DRJSCS, il prépare les fondations du PTLCD par une démarche intercommunale avec des moyens humains renforcés. Il s'agit de poursuivre les actions engagées par chacune des villes, de les élargir en leur donnant une plus grande visibilité au sein du contrat de ville, d'actions spécifiques sur l'égalité auprès des collèges, d'un temps fort intercommunal et d'une sensibilisation du secteur économique.

2. Adopter la Charte européenne pour l'égalité femmes-hommes
Ce document manifeste la volonté des collectivités locales de favoriser l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Son adoption par la CAPM et les villes permettra de donner un signal fort de leur détermination sur cette question. Elle décline des orientations et actions à mettre en œuvre sur le territoire. Elle permet de préparer l'application de la loi du 4 août 2014 sur l'égalité, la mise en œuvre de critères générés de l'action publique et des rapports de situations comparées.

3. Favoriser un plan média
Afin d'informer le grand public de leurs droits à l'égalité réelle et prévenir les discriminations, il conviendra d'imaginer un dispositif spécifique d'animation de cette question, y compris au travers d'outils tels que le site internet de la CAPM.

4. Inscrire la lutte contre les discriminations comme critère d'évaluation des actions politique de la ville :

- A la fois grille de lecture des actions et levier pour former les acteurs de la politique de la ville, la question des discriminations doit devenir centrale et transversale.

- Pour cela des formations-actions vont démarrer dès 2015 sur les discriminations liées à l'origine, sous forme de sensibilisation pour un groupe intersectoriel afin de disposer de relais dans les différents champs d'action de la collectivité, par une formation-action dans le domaine de la santé, de l'accès aux soins et de l'action sociale.

Ce critère d'évaluation permettra une lecture transversale de la question des discriminations, une analyse de situation et la prise de décision sur l'évolution à donner au Plan territorial de lutte contre les discriminations.

5.1.2. La Jeunesse

Conformément à la circulaire n°5279/SG du 30 juillet 2014, le contrat de ville se construit autour de trois piliers : cohésion sociale, cadre de vie et renouvellement urbain, développement de l'activité économique et de l'emploi. La jeunesse doit faire l'objet d'une attention particulière pour chacun de ces piliers.

Le contrat de ville doit appréhender les différentes problématiques de la jeunesse, généralement traitées de façon sectorielle selon une logique de **parcours** tout au long de la durée du contrat.
Cette approche facilite la mobilisation du droit commun dans le cadre d'une offre pluri-professionnelle, en coordonnant et articulant davantage les dispositifs existants.
Les jeunes bénéficieront ainsi d'une offre évolutive et individualisée afin de disposer de mesures s'intégrant dans un parcours plus complet.

En ce qui concerne le public cible, il est pertinent d'aller au-delà de la tranche d'âge 15/24 ans et de l'élargir aux enfants et aux adolescents, notamment afin de pouvoir trouver des points de rencontre avec les politiques de jeunesse mises en œuvre par les collectivités territoriales, à toute échelle territoriale. Cet élargissement du public cible facilite également le traitement, par anticipation, et la résolution des problèmes qui peuvent être rencontrés entre 15 et 24 ans : la question du décrochage scolaire et de ses conséquences en est une illustration car sa détection se fait en amont, en primaire, et qu'il nécessite la prise en compte de facteurs autres que scolaires.

Le volet jeunesse du contrat de ville doit prendre en compte les plans territoriaux existants en faveur de la jeunesse, associant les services de l'Etat et des collectivités territoriales, afin de rationaliser et rendre plus cohérente la mobilisation des différents acteurs. Les différents contrats territoriaux pour la jeunesse liant les départements et les intercommunalités peuvent par exemple constituer des outils dotés d'une approche transversale et territoriale utile à la mise en œuvre des contrats de ville.

Conformément aux circulaires du Premier ministre des 2 août, 25 septembre, 15 novembre 2013 (26 novembre pour les Outre-Mer) et 31 juillet 2014, le contrat de ville s'articule avec les objectifs du **contrat de plan Etat–région 2015/2020.** Il contient obligatoirement un volet territorial prenant en compte les spécificités des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Or, en matière de jeunesse, principalement en lien avec la formation et l'emploi, relevant des compétences de la région, ces contrats pourront améliorer et soutenir les dispositifs favorisant l'accès à l'emploi pour les jeunes, accompagner l'accès aux

qualifications et aux formations et promouvoir, plus généralement, des continuums entre insertion, formation et emploi.

5.1.2.1. L'information des jeunes

L'accès à l'information et la capacité à l'analyser et l'utiliser sont de plus en plus importantes pour les jeunes. Le travail d'information à destination de la jeunesse peut les aider à réaliser leurs aspirations et peut promouvoir leur participation comme membres actifs dans la société. L'information doit être dispensée de manière à élargir les choix offerts aux jeunes et promouvoir leur autonomie. Cette information existe, elle est disponible, mais elle n'est pas suffisamment coordonnée, connue et accessible aux jeunes.
Nous veillerons à ce que la question de l'information faite aux jeunes soit abordée dans le cadre de la mise en place du contrat de ville. L'amélioration de l'offre d'information généraliste portée par les administrations (Etat et collectivités) constitue un enjeu d'importance, surtout auprès des jeunes les plus défavorisés. Dans le cadre du contrat de ville, une cartographie des ressources existantes sur le territoire du contrat en matière de lieu d'accueil et d'information des jeunes (ex. Point Information Jeunesse) a été établie dans la partie « Diagnostic du Contrat de Préfiguration ». Un travail de création de lieux, de mutualisation ou de mise en réseau, pourra également être envisagé.

Sur des thématiques particulières (éducation, santé, emploi, etc.), l'amélioration de l'offre d'information à l'attention de la jeunesse des quartiers est tout aussi importante et doit naturellement s'effectuer en articulation avec ce qui est déjà mis en œuvre en termes d'information généraliste. Il s'agit également de pouvoir s'appuyer sur des démarches existantes sur le territoire du contrat ou de combiner l'action de l'État et des collectivités territoriales.
Il importe que chaque jeune puisse trouver en un même lieu des informations relatives à l'emploi, à la mobilité, la formation, aux aides sociales, à la santé etc.

5.1.2.2. La mobilité

La mobilité des jeunes constitue un axe essentiel dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de ville. Il s'agit d'un enjeu particulièrement important dans le cadre de la lutte contre les inégalités sociales. La mobilité doit s'entendre dans les différentes acceptions : sociale, géographique, européenne et internationale. La mobilité doit en effet se rapporter non seulement à la mixité sociale au sein des territoires (mixité à travers le sport, un projet, une activité), mais également, à la mobilité des jeunes en dehors leur « territoire» du sens le plus étroit (activités ou projets permettant le décloisonnement des quartiers), comme au sens le plus large (région), à l'échelle nationale comme européenne et internationale.
Toute ouverture vers l'extérieur doit être recherchée à travers cet axe et faire de la mobilité des jeunes issus des quartiers politique de la ville une priorité.

5.1.2.3. La co-construction avec les jeunes

Le développement de la **co-construction** du contrat de ville avec la jeunesse représente un enjeu important, en adéquation avec les orientations du comité interministériel de la jeunesse. Il est important que les jeunes soient parties prenantes dans le processus de

décision des actions qui leur seront destinées. A l'occasion de l'élaboration du diagnostic, mais également, à chaque étape de déploiement d'actions à destination spécifique de la jeunesse, nous veillerons à associer les jeunes selon une configuration adaptée.
Au sein du conseil citoyen doit être réservé une place particulière aux jeunes. De manière plus générale, la participation de la jeunesse pourra également être recherchée dans des enceintes spécifiques, en fonction des dispositifs préexistants. Il importe en effet de se saisir de l'existant pour que les paroles des jeunes puissent servir y compris dans le contrat de ville.

5.1.3. Valeurs de la Républiques et Laïcité

Conformément aux décisions du Comité Inter ministériel du 6 mars 2015, la thématique « Valeurs de la République et Citoyenneté» constitue le 4ème pilier des Contrats de Ville.

Compte tenu de l'importance et de la portée de ce pilier, il est proposé que cette thématique soit abordée de manière transversale afin qu'elle imprègne l'ensemble des enjeux, objectifs opérationnels et actions du Contrat de ville en se fondant sur les conclusions du Comité Inter ministériel du 6 mars 2015 joint en annexe aux présentes.

Cette thématique fera l'objet d'une attention particulière dans les attendus des Appels à Projets, et figurera au nombre des critères d'évaluation.

5.2. Principaux enjeux et orientations stratégiques

5.2.1. Cohésion Sociale

L'enjeu principal du **Pilier Cohésion sociale** est de réduire la pauvreté, tisser le lien social, favoriser l'égalité des chances, pour les habitants des territoires réglementaires, en portant une attention particulière aux familles monoparentales, aux jeunes et en visant la citoyenneté et l'égalité réelle d'accès aux droits pour tous et femmes-hommes. Les enjeux présentés ci-après, travaillés et mis en partage avec l'ensemble des partenaires concernés par chacune des thématiques dans le cadre d'orientations stratégiques, seront plus précisément déclinés par quartier dans le cadre des Plans d'Actions Territoriaux (PAT).

- **Volet Action sociale**

Enjeux stratégique 1 : Permettre plus d'accès aux droits et au droit commun pour tous et viser une égalité des droits

- Diminuer le nombre de non recours aux droits

Enjeux stratégique 2 : Lutter contre les mécanismes d'exclusion

- Encourager les pratiques de solidarité, les démarches participatives, l'apprentissage des savoirs, savoir-faire, savoir-être et de l'estime de soi
- Affiner l'analyse des besoins sociaux du territoire pour une plus grande pertinence des réponses apportées

- **Volet Santé et accès aux soins**

Enjeux stratégique 3 : Permettre un égal accès à la santé

- Penser autrement l'offre de soins de premier recours (CLS)
- Améliorer l'accès aux soins de santé (PLSP)

Enjeux stratégique 4 : Répondre aux problématiques de santé spécifiques au territoire

- Rattraper le retard et organiser l'offre de prise en charge des personnes âgées et des personnes en situation de handicap (CLS)
- Développer la connaissance, réduire les risques et prendre en charge les pathologies liées au travail et à la qualité de l'air (CLS)
- Agir sur les comportements individuels et collectifs (PLSP)
- Accompagner les personnes en souffrance psychique et promouvoir la santé mentale

❖ **Volet Action éducative**

Enjeux stratégique 5 : Réduire les écarts de réussite éducative et scolaire entre les enfants et les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville et le reste du territoire

- Intensifier les actions pour la réussite scolaire et éducative
- Soutenir l'action éducative des parents, des enfants et des jeunes
- Améliorer l'articulation des actions des différents partenaires pour permettre leur complémentarité et leur cohérence

Enjeux stratégique 6 : Permettre aux populations des quartiers un égal accès à la culture

- Améliorer l'inscription territoriale de l'offre culturelle
- Encourager la diversification des actions culturelles
- Favoriser la construction d'une identité collective et solidaire

Enjeux stratégique 7 : Permettre aux populations des quartiers un égal accès aux activités sportives et socioéducatives

- Réduire les inégalités d'accès aux activités sportives et socioéducatives

❖ **Volet Citoyenneté et prévention de la délinquance**

Enjeux stratégique 8 : Développer l'accès au droit, l'aide aux victimes et la médiation (STSPD)

- Poursuivre et développer les actions/pratiques pour l'accès au droit de tous

Enjeux stratégique 9 : Citoyenneté et prévention en direction des jeunes (STSPD)

- Développer des actions d'éducation au droit et de prévention
- Favoriser les actions d'éducation à la citoyenneté

5.2.2. Cadre de vie et renouvellement urbain

L'enjeu principal de ce **pilier Cadre de vie et renouvellement urbain** est d'améliorer de façon significative la vie quotidienne des habitants des territoires de la politique de la ville en particulier ceux qui résident dans le logement social, en intégrant les questions d'habitat et de mobilité. En référence au SCoT et aux documents stratégiques qui en découlent, au regard des éléments de constats, des enjeux prioritaires ont été identifiés comme majeurs pour chacune des thématiques de ce pilier. Ces enjeux sont déclinés en orientations stratégiques qui seront plus précisément définis par quartier dans le cadre des Plans d'Actions Territoriaux (PAT) qui seront élaborés dès 2015. Ces PAT seront notamment construits à partir d'une lecture spatiale du quartier (relations inter-quartiers, dynamiques de développement, atouts économiques, services de proximité, etc.).

- **Volet habitat, cadre de vie**

Enjeux stratégique 10 : Espaces publics : dispositifs de prévention, de dissuasion et de sécurisation (STSPD)

- Améliorer la tranquillité et la sécurité dans les quartiers d'habitat social et les espaces publics

Enjeux stratégique 11 : Prévention de la délinquance et de la récidive (STSPD)

- Prévenir la récidive et responsabiliser les auteurs de faits délictueux

Enjeux stratégique 12 : Rééquilibrer l'offre de logements dans les différents quartiers

- Fluidifier les parcours résidentiels des ménages
- Favoriser la mixité sociale dans les quartiers
- Accompagner les habitants dans l'accès ou le maintien dans un logement adapté

Enjeux stratégique 13 : Renforcer la qualité urbaine dans les quartiers de la politique de la ville

- Améliorer la qualité des logements
- Améliorer la qualité du cadre de vie
- Inscrire les quartiers dans une gestion urbaine durable

❖ **Volet Renouvellement urbain**

Enjeux stratégique 14 : Accompagner et maîtriser le développement urbain à l'œuvre sur la CAPM

- Aigues Douces – La Lèque (quartier NPNRU)
- Tassy - Les Comtes (quartier NPNRU)
- M*as de Pouane (quartier NPNRU)*
- Notre Dame des Marins (QPV hors PRU)
- Canto-Perdrix (QPV hors PRU)

❖ **Volet Transports et mobilités**

Enjeux stratégique 15 : Favoriser et développer l'offre de mobilité

- Structurer l'accessibilité et les mobilités à l'intérieur des quartiers, entre les quartiers et entre les villes de Martigues et Port-de-Bouc
- Poursuivre la connexion du territoire avec les pôles d'emplois et de formation du territoire métropolitain

5.2.3. Développement de l'activité économique et de l'emploi

Le pilier **Développement de l'activité économique et de l'emploi** reprend la thématique accès à l'emploi, formation, insertion professionnelle, développement économique, commerce. L'enjeu principal de ce pilier est de réduire les écarts de taux d'emploi entre les territoires prioritaires et l'agglomération, de soutenir la création d'activité et le développement du tissu économique des quartiers afin que leurs habitants bénéficient comme les autres des dynamiques de développement de leur agglomération. En ce sens, le lien fait avec le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, même s'il n'a pas pour vocation directe le développement économique et commercial des quartiers, trouve toute sa pertinence.

- **Volet développement économique**

Enjeux stratégique 16 : Appuyer le développement économique dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

- Encourager la création d'entreprises dans les quartiers prioritaires ou par des publics des quartiers prioritaires

Enjeux stratégique 17 : Renforcer l'attractivité économique du territoire

- Anticiper les pertes d'emploi dans l'industrie classique
- Adapter l'offre de formation aux besoins des entreprises actuelles et à venir

- **Volet insertion socioprofessionnelle**

Enjeux stratégique 18 : Renforcer la politique d'accompagnement et d'accès à l'emploi et à la formation des personnes les plus en difficulté

- Accompagner dans l'emploi les publics issus des quartiers

6. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET MISE EN ŒUVRE

6.1. Les orientations stratégiques

Cohésion sociale

Enjeu stratégique 1 : Permettre plus d'accès aux droits et au droit commun pour tous et viser une égalité des droits

Orientation stratégique 1.1 Diminuer le nombre de non recours aux droits

Attendus	Il s'agit de rétablir l'égalité d'accès aux services publics en ciblant plus particulièrement les publics les plus en difficultés, celles-ci pouvant se cumuler. L'enjeu est de prévenir le risque de rupture sociale, plus susceptible de concerner ces publics fragilisés, dont la situation sociale, économique, familiale ou de santé nécessite justement que leur soit accordée une attention toute particulière. Les partenaires du contrat de ville souhaitent ainsi faciliter et adapter l'accessibilité aux droits et au droit commun de ces publics, en travaillant à la fois sur la proximité des services publics et sur l'organisation du parcours des publics à partir d'un point d'entrée unique.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 1.1.1. Améliorer l'accueil, l'information et l'orientation des personnes fragiles et publics en grande précarité ➢ Renforcement de l'articulation des dispositifs sociaux	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Etat, CAF, CARSAT, CICAS, CIAS/SIVU, MDPH* *Publics cibles : Habitants des quartiers prioritaires, Organismes sociaux, Associations*
	Objectif opérationnel 1.1.2. Développer les accueils de proximité ➢ Décentralisation des permanences des services publics	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Etat, CAF, CARSAT, CICAS, CIAS/SIVU, MDPH, Centres sociaux/Maisons de quartier* *Publics cibles : Habitants des quartiers prioritaires, Services publics*
	Objectif opérationnel 1.1.3. Favoriser la mise en réseau des opérateurs de l'action sociale à partir des « guichets uniques » existants ➢ Elaboration d'une charte d'accueil ➢ Réalisation de conventions portant sur l'établissement de liaisons fonctionnelles plus denses et plus efficaces entre institutions, associations et organismes gestionnaires	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Etat, CAF, CARSAT, CICAS, CIAS/SIVU, MDPH* *Publics cibles : Organismes sociaux, Associations*

Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
	X			X

<table>
<tr><th colspan="5">Orientation stratégique 2.1 Encourager les pratiques de solidarité, les démarches participatives et l'apprentissage des savoirs, savoir-faire, savoir-être, et de l'estime de soi</th></tr>
<tr><td>Attendus</td><td colspan="4">Dans un contexte de développement de la précarité, de mutation des modèles familiaux, les situations d'isolement et de solitude se renforcent, liées également à une évolution sociétale générale « d'individualisme » et de perte de lien social. Afin de lutter contre cette rupture de lien social et les mécanismes d'exclusion, il s'agit de mettre en place et soutenir dans les quartiers de la politique de la ville des pratiques de solidarité, de l'apprentissage des savoirs et de démarches participatives.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Cadre d'action</td><td colspan="2">Objectif opérationnel 2.1.1. Lutter contre l'isolement et renforcer le lien social
➢ Organisation d'actions en direction des personnes en risque d'isolement, intergénérationnelles et parents/enfants
➢ Renforcement de l'accès aux droits des publics par la mise en place d'une offre de services adaptée
➢ Coordination des services sociaux existants pour la mise en place d'un travail social collectif</td><td colspan="2">Pilotage : CAPM, Villes

Partenaires : Conseil régional, Conseil départemental, CAF, CIAS/SIVU, Associations, Centres sociaux/Maisons de quartier

Publics cibles : Ménages isolés (familles monoparentales, personnes âgées), personnes étrangères, opérateurs sociaux</td></tr>
<tr><td colspan="2">Objectif opérationnel 2.1.2. Favoriser l'insertion sociale des publics adultes
➢ Développement d'actions pour la prévention de l'illettrisme et l'alphabétisation
➢ Développement d'actions d'insertion par la santé, le logement, le sports, la culture, etc.</td><td colspan="2">Pilotage : CAPM, Villes

Partenaires : Conseil régional, Conseil départemental, CAF, CIAS/SIVU, Associations, centres sociaux/maisons de quartier

Publics cibles : Ménages isolés (familles monoparentales, personnes âgées), personnes étrangères, opérateurs sociaux</td></tr>
<tr><td>transversauxAxes</td><td>Lutte contre les discriminations

X</td><td>Egalité femme/homme

X</td><td>Jeunesse

X</td><td>Valeurs de la République et Citoyenneté</td></tr>
</table>

Orientation stratégique 2.2 Affiner l'analyse des besoins sociaux du territoire pour une plus grande pertinence des réponses apportées				
Attendus	L'action sociale nécessite que ses acteurs aient une connaissance fine des besoins des différents publics sur le territoire, tout autant que des actions qu'ils portent et développent. Le renforcement des situations de précarité et d'appauvrissement de la population indiquent un besoin d'ajustement des politiques publiques qui ne peut se faire sans une analyse fine des publics et de l'action publique. Il s'agit ainsi de permettre à la CAPM de se doter d'un outil d'observation et d'évaluation continue de l'action sociale à l'échelle intercommunale.			
Cadre d'action	Objectif 2.2.1. Evaluer en continue l'action sociale à l'échelle communautaire ➢ Création d'un outil d'observation ➢ Mise à disposition par la CAF de données chiffrées	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Conseil régional, Conseil départemental, CAF, CIAS/SIVU, Associations, Centres sociaux/Maisons de quartier* *Publics cibles : Ménages isolés (familles monoparentales, personnes âgées), personnes étrangères, opérateurs sociaux*		
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cohésion sociale ***Enjeu stratégique 2 : Lutter contre les mécanismes d'exclusion***

Orientation stratégique 3.1 Penser autrement l'offre de soins de premier recours (CLS)				
Attendus	Dans un contexte de fragilisation de l'offre de soins de premier recours et de besoins croissants sur le territoire en particulier dans les quartiers de la politique de la ville, il s'agit de prévenir un risque de dégradation de l'accès aux soins en améliorant à l'échelle des quartiers l'accessibilité aux soins, la lisibilité de l'offre de santé, la « densité » médicale des professionnels de santé notamment par des dispositifs assurant une « promotion » du territoire.			
Cadre d'action	Objectif 3.1.1. Améliorer l'accessibilité financière, géographique et culturelle aux soins ➢ Amélioration du système d'information relatif aux droits d'accès à la santé ➢ Augmentation du nombre de cabinets médicaux proposant systématiquement le tiers-payant sur la part obligatoire dans l'attente de la généralisation du tiers payant intégral ➢ Amélioration de la desserte en transports en commun vers la médecine de ville ➢ Lister et rendre accessible les informations en matière de traduction		*Pilotage : CAPM, CPCAM 13, Atelier Santé Ville, SMGETU* *Partenaires : Médecins généralistes et leurs syndicats, CPACAM 13, CIAS/SIVU, CARSAT, CHM/PASS, associations d'insertion, CAPM, CAF, Mutuelle Pays Martégal, ADEVIMAP, CHSCT des entreprises, SMGETU, ARS, association inter service migrant* *Publics cibles : Médecins généralistes, professionnels de santé, patients, usagers des quartiers prioritaires, personnes étrangères*	
	Objectif 3.1.2. Rendre plus attractif le territoire ➢ Facilitation de l'installation des médecins en sortie d'études sur le territoire dans la recherche d'un local ou d'un terrain ➢ Favorisation de l'accès des médecins au dispositif PTMG (Praticien Territorial de Médecine Générale) par la diffusion d'informations		*Pilotage : CAPM* *Partenaires : Villes, CAPM, ARS, ilots de formation, association des internes en médecine, président CME, URPS, APORS* *Publics cibles : Médecins, Médecins « primo-installant »*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté

Orientation stratégique 3.2 Améliorer l'accès aux soins de santé (PLSP)		
Attendus	Face à la persistance d'un accès aux soins inégalitaire allant jusqu'au renoncement des publics précaires dont la santé est fragile, de problématiques lourdes notamment de santé des jeunes, il s'agit d'améliorer la couverture santé, le suivi médical en agissant sur un renforcement des démarches d'ouverture des droits, une information de proximité et un accompagnement de la personne sur des questions de santé difficiles à travailler car elles touchent à l'intime tout en associant les professionnels eux-mêmes pouvant être vecteurs de mobilisation et d'information.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 3.2.1. Réduire le nombre de personnes non couvertes par une complémentaire santé ➢ Information, en proximité, sur les aides à la complémentaire santé ➢ Recensement et connaissance des personnes, en particulier jeunes, non couvertes par les aides	*Pilotage : CAPM* *Partenaires : CACPAM 13, Mutuelle du Pays Martégal, CIAS/SIVU, professionnels de santé* *Publics cibles : patients, usagers des quartiers politique de la ville, professionnels de santé*
	Objectif opérationnel 3.2.2. Accompagner les publics en précarité dans leur suivi médical ➢ Augmentation des moyens en accompagnement individuel ➢ Développement de la coordination entre les différents acteurs ➢ Accompagnement des usagers victimes de refus de soins dans la démarche de signalement ➢ Prise en compte de la problématique santé dans les accompagnements sociaux individuels et/ou collectifs	*Pilotage : CAPM* *Partenaires : Médecins, professionnels de santé et paramédicaux, CPACAM 13, CARSAT, CIAS/SIVU, centres sociaux/maisons de quartier, CAPM, centre hospitalier de Martigues* *Publics cibles : usagers des quartiers politique de la ville*
	Objectif opérationnel 3.2.3. Faciliter les recours aux bilans de santé gratuits ➢ Facilitation du recours aux bilans de santé complets (CESAM, décentralisation des prises en charge sur les équipements locaux) ➢ Facilitation du recours aux bilans dentaires	*Pilotage : CAPM* *Partenaires : Médecins, dentistes, professionnels de santé et paramédicaux, CPACAM 13, CARSAT, CIAS/SIVU, centres sociaux/maisons de quartier, CAPM, centre hospitalier de Martigues* *Publics cibles : usagers des quartiers politique de la ville, jeunes*

	Objectif opérationnel 3.2.4. Faciliter l'accès aux soins dentaires pour les bénéficiaires de la CMU-C et plus largement les publics à faibles revenus ➢ Mobilisation des dentistes libéraux pour un accès aux soins facilité ➢ Installation d'un fauteuil dentaire hospitalier		*Pilotage : CAPM* *Partenaires : dentistes, centre hospitalier de Martigues* *Publics cibles : bénéficiaires de la CMU-C, usagers des quartiers politique de la ville, jeunes*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse X	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cohésion sociale	***Enjeu stratégique 4 : Répondre aux problématiques de santé spécifiques au territoire***

Orientation stratégique 4.1 : Rattraper le retard et organiser l'offre de prise en charge des personnes âgées et des personnes en situation de handicap (CLS)		
Attendus	La CAPM doit faire face au vieillissement de sa population, qui devrait s'accélérer dans les prochaines années, et qui touche plus particulièrement certains quartiers de la politique de la ville (Port de Bouc). Au vu du faible taux d'équipement, qui n'est pas toujours adapté à la situation économique des familles, il s'agit d'engager le rattrapage de ce retard ainsi qu'une organisation cohérente des équipements s'appuyant sur des actions susceptibles de renforcer les coopérations et la coordination des acteurs au plus près des besoins des populations des quartiers.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 4.1.1. Prendre en compte les inégalités économiques et territoriales en équipements et services ➢ Encouragement à la mise à disposition des lits pour le répit pour les aidants et les personnes en situation d'urgence en vue de favoriser le maintien à domicile ➢ Augmentation du nombre d'heures d'aides ménagères en fonction des besoins du public	*Pilotage : CHM* *Partenaires : EHPAD du territoire, Conseil départemental, CIAS/SIVU (dispositif CLIC), Pôle handicap dépendance CAPM, ARS* *Publics cibles : Personnes âgées*
	Objectif opérationnel 4.1.2. Adapter l'accessibilité économique des équipements en place en fonction des besoins ➢ Information sur les places d'aide sociale en EHPAD et foyers logement et maintenir une veille sur les besoins du territoire ➢ Adaptation des chambres et amélioration de l'accessibilité aux chambres en résidence sociale pour les personnes migrantes vieillissantes en perte d'autonomie ➢ Duplication de l'expérience d'aide à domicile mutualisée en résidence sociale	*Pilotage : CAPM, ADOMA/ALOTRA* *Partenaires : Etablissements existants et futurs, Conseil départemental, CLIC, bailleurs, CAPM, ARS, HAD, SSIAD, infirmiers libéraux, CPCAM, acteurs sur le territoire* *Publics cibles : Personnes âgées, personnes migrantes vieillissantes en perte d'autonomie, personnes âgées en résidence sociale*

	Objectif opérationnel 4.1.3. Moderniser et diversifier l'offre en faveur des personnes âgées et en situation de handicap ➢ Poursuite du rattrapage des équipements pour personnes âgées et personnes handicapées ➢ Soutien à la création de logements communautaires diversifiés		*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : ISATIS, UNAFAM, AFTC, Conseil départemental, UDAF* *Publics cibles : Personnes âgées et handicapées*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cohésion sociale ***Enjeu stratégique 4 : Répondre aux problématiques de santé spécifiques au territoire***

Orientation stratégique 4.2 : Développer la connaissance, réduire les risques et prendre en charge les pathologies liées au travail et à la qualité de l'air (CLS)		
Attendus	Le territoire de la CAPM s'inscrit dans un bassin d'emploi historiquement industriel, qui a contribué à l'essor des communes de Martigues et de Port-de-Bouc. Les nombreux salariés de l'industrie du Golfe de Fos, qui habitent dans les quartiers de la politique de la ville, sont des publics davantage victimes des maladies professionnelles, lesquelles nécessitent un accompagnement particulier. Les questions environnementales, en interaction avec la santé sur le territoire de la CAPM, sont également à prendre en compte de façon plus interactive (qualité de l'air, lutte contre les nuisances sonores, etc.). Ainsi, il est primordial de concevoir un dispositif permettant à la fois de développer les connaissances, de prévenir les risques et d'assurer la bonne prise en charge des pathologies liées au travail et à la qualité environnementale.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 4.2.1. Mieux connaître pour mieux agir ➢ Actualisation régulière du cadastre des postes de travail à risques avérés ➢ Recensement des actions de prévention des risques de maladies professionnelles pour les partager	*Pilotage : APCME* *Partenaires : CAPM, DIRECCTE, ARS, ADEVIMAP, Institut éco-citoyen, CHSCT, CARSAT* *Publics cibles : Médecins, médecins du travail, entreprises, collectivités, salariés, associations de malades*

	Objectif opérationnel 4.2.2. Faire connaître pour mieux prévenir ➢ Participation à la création d'un forum maladies et risques professionnels (information, prévention, orientation) ➢ Soutien du réseau local d'aide et de soutien des victimes de maladies professionnelles		*Pilotage : CAPM, UT 13 DIRECCTE* *Partenaires : ADEVIMAP, ADEVA, CAPER, APCME, Service vie associative, Unité gestion risques professionnels CACPAM, Médecins et médecins du travail, CARSAT, ARS, entreprises, pompiers/préventionnistes, CHSCT des différentes entreprises, associations de malades, lycées professionnels* *Publics cibles : Population de l'Etang de Berre*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cohésion sociale ***Enjeu stratégique 4 : Répondre aux problématiques de santé spécifiques au territoire***

Orientation stratégique 4.3 : Agir sur les comportements individuels et collectifs (PLSP)				
Attendus	Les conditions de vie et les comportements individuels jouent un rôle prépondérant dans la construction des inégalités sociales de santé. Ce sont les interactions complexes entre plusieurs facteurs d'ordre socio-économique, en interdépendance avec l'environnement physique et le comportement individuel, qui déterminent l'état de santé des publics. Du fait de leurs difficultés sociales, économiques, d'emploi, de maîtrise de la langue, mais également de certaines barrières culturelles à dépasser, les habitants des quartiers de la politique de la ville nécessitent ainsi une plus grande attention sur ces questions, par le ciblage d'actions dans les domaines de l'hygiène de vie, de l'IVG/contraception, des violences conjugales, de la prévention des addictions, de la prévention VIH/IST.			
Cadre d'action	Objectif opérationnel 4.3.1.Développer des actions dans les domaines de l'hygiène de vie, IVG/contraception, violences conjugales, prévention des addictions, prévention VIH/IST ➢ Hygiène de vie ➢ IVG/contraception ➢ Violences conjugales ➢ Prévention des addictions ➢ Prévention VIH/IST		*Pilotage : CAPM* *Partenaires : Villes, Conseil départemental, Conseil régional, ARS, CACPAM, Centre hospitalier de Martigues, centres sociaux/maisons de quartier* *Publics cibles : Population, acteurs sociaux et médico-sociaux, professionnels et associations de santé*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme **X**	Jeunesse **X**	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cohésion sociale	***Enjeu stratégique 4 : Répondre aux problématiques de santé spécifiques au territoire***

Orientation stratégique 4.4 : Accompagner les personnes en souffrance psychique et promouvoir la santé mentale		
Attendus	Les acteurs du territoire partagent le sentiment que les problématiques d'ordre psychique sont de plus en plus nombreuses parmi les populations suivies notamment chez les plus précaires. Accompagner les personnes en souffrance, sensibiliser les habitants et les professionnels participent du vivre ensemble sur les territoires de la politique de la ville.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 4.4.1. Soutenir les personnes en souffrance (PLSP) ➢ Développement et coordination de l'offre d'écoute ➢ Développement d'actions culturelles et sociales favorisant le lien et l'estime de soi en veillant plus particulièrement aux parents en souffrance psychique ➢ Maintien et mise en relation des permanences d'accueil et d'écoute existantes avec les dispositifs d'accueil et d'insertion	*Pilotage : CLSM* *Partenaires : CAPM, Centre hospitalier de Martigues associations de malades, médecins psychiatres, Conseil départemental, centres sociaux/maisons de quartier, CIAS/SIVU* *Publics cibles : patients, acteurs sociaux et médico-sociaux, professionnels et associations de santé*
	Objectif opérationnel 4.4.2. Soutenir les intervenants sur le terrain (PLSP) ➢ Sensibilisation aux différentes formes de pathologies psychiques ➢ Développement d'une offre de supervision ou d'analyse de la pratique ➢ Approche intersectorielle et coordonnée de la prise en charge des publics en souffrance psychique et/ou psycho-sociale pour éviter la rupture de parcours	*Pilotage : CLSM* *Partenaires : CAPM, Centre hospitalier de Martigues, médecins psychiatres, Conseil départemental, association pour la promotion et l'organisation du réseau de santé, CIAS/SIVU* *Publics cibles : Population, acteurs sociaux et médico-sociaux, professionnels et associations de santé*
	Objectif opérationnel 4.4.3. Diffuser l'information sur le CLSM (CLS) ➢ Communication et information sur le CLSM et les actions qu'il porte ➢ Accompagnement des travaux du CLSM	*Pilotage : APORS, CAPM* *Partenaires : Médecins, psychiatres et pédopsychiatres, associations de malades et familles* *Publics cibles : Population, Professionnels de santé*

Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
	X		X	

Cohésion sociale

Enjeu stratégique 5 : Réduire les écarts de réussite éducative et scolaire entre les enfants et les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville et le reste du territoire

Orientation stratégique 5.1 : Intensifier les actions pour la réussite scolaire et éducative		
Attendus	Dans les quartiers, certains enfants/ jeunes connaissent des ruptures et décrochages dans leur parcours qui peuvent les inscrire dans des spirales d'échec et d'exclusion. Il s'agit ainsi de déployer un ensemble d'actions développant la continuité éducative dans le cadre d'une approche globale de la petite enfance à la majorité en agissant sur la continuité éducative, la complémentarité et la continuité des offres. Ces actions seront conduites de manière collective dans le cadre du droit commun ou individuelle dans le cadre du Programme de Réussite Educative, qui concerne la seule commune de Port-de-Bouc.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 5.1.1. Prendre en compte les enfants et les jeunes dont le lien avec l'école est en passe de se distendre ➢ Développement d'actions d'accompagnement à la scolarité ➢ Développement d'actions de prévention des exclusions dans les collèges et lycées ➢ Développement des dispositifs de remobilisation des élèves hors de l'école (CLAS, PRE, REAAP, Lire et grandir…)	*Pilotage : CAPM, Villes, IEN/DASEN* *Partenaires : Education nationale, Conseil régional/SPRO, CAF, Villes responsables d'établissements, coordonnateur REP, centres sociaux/maisons de quartiers, ADDAP 13,* *Publics cibles : décrocheurs, jeunes de 11 à 18 ans non scolarisés, enfants de moins de 2 à 5 ans enseignants, familles*

	Objectif opérationnel 5.1.2. Prendre en compte le « plus grand nombre », les enfants fragiles ayant besoin d'un simple étayage dans le but de soutenir et d'encourager leur « accrochage scolaire » ➢ Poursuite du Programme de Réussite Éducative de Port-de-Bouc ➢ Renforcement des actions d'accompagnement aux savoirs de base et à la citoyenneté ➢ Favorisation des initiatives de découverte et d'initiation socio-éducatives ➢ Ouverture de classes pour l'accueil des enfants de moins de 3 ans dans les quartiers de la politique de la ville ➢ Développement d'actions pour la scolarisation des enfants dès la maternelle	*Pilotage : Villes* *Partenaires : Education nationale, responsables d'établissements, coordonnateur REP, centres sociaux/maisons de quartiers, CAF* *Publics cibles : Elèves, acteurs intervenant dans le champ de l'accompagnement à la scolarité et à l'éducation*
	Objectif opérationnel 5.1.3. Prendre en compte les jeunes dont le lien avec l'école s'est rompu ➢ Développement du partenariat associatif à la mise en œuvre de mesures de responsabilisation dans les établissements du 2nd degré ➢ Accompagnement de l'Education Nationale dans la mise en place d'actions donnant une dimension éducative aux mesures d'exclusion temporaire prononcées.	*Pilotage : Education Nationale* *Partenaires : Etablissement du 2nd Degré du territoire, CAPM et Villes, Maisons de Quartier, Centres Sociaux, ADDAP 13, Associations* *Publics cibles : décrocheurs, élèves dirigés vers une mesure de responsabilisation, élèves exclus temporairement*

	Objectif opérationnel 5.1.4. Développer, diversifier et adapter l'offre d'enseignement ➢ Accompagnement du développement des filières et de l'accès à l'enseignement général comme à l'enseignement professionnel		*Pilotage : IEN/DASEN* *Partenaires : Education nationale, responsables d'établissements, mission locale, maison de l'emploi et de la formation* *Publics cibles : élèves de l'enseignement secondaire, familles, enseignants*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme **X**	Jeunesse **X**	Valeurs de la République et Citoyenneté **X**

Cohésion sociale	***Enjeu stratégique 5 : Réduire les écarts de réussite éducative et scolaire entre les enfants et les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville et le reste du territoire***

Orientation stratégique 5.2 : Soutenir l'action éducative des parents		
Attendus	L'impact de l'origine sociale des familles sur la réussite scolaire des élèves est particulièrement prégnant sur le territoire de la CAPM. Sa réduction est une des conditions pour assurer une plus grande égalité des chances à l'école. Cela implique de soutenir davantage le rôle éducatif des parents et des familles dans les quartiers de la politique de la ville dont le quotidien est difficile et compliqué. Face à des fonctionnements de l'école parfois complexes, c'est également « aller vers », favoriser les rencontres et les échanges entre les parents, les parents et les professionnels de l'éducation dans les quartiers. L'objectif est également de permettre un meilleur suivi de la scolarité des élèves dont les parents rencontrent des difficultés. C'est un axe transversal du contrat de ville, que l'on retrouve dans l'accès aux droits et l'insertion socioprofessionnelle. Mais il revêt dans le cas présent un aspect tout à fait particulier, dans la mesure où il traite plus spécifiquement de la problématique langagière des parents. Leur maîtrise de la langue française constitue une condition essentielle à la réussite éducative et scolaire de leurs enfants, en ce qu'elle leur permet d'assurer un meilleur accompagnement de leur scolarité, tant à la maison dans le suivi des devoirs que dans les échanges avec l'équipe éducative.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 5.2.1. Favoriser le rapprochement Parents/Équipes éducatives ➢ Renforcement des temps d'échanges entre les équipes éducatives et les familles	*Pilotage : Education nationale, Villes* *Partenaires : responsables d'établissements, coordonnateur REP, centres sociaux/maisons de quartiers, associations, CAF* *Publics cibles : familles, élèves, enseignants*
	Objectif opérationnel 5.2.2. Favoriser la participation active des parents à la réussite éducative et scolaire de leurs enfants ➢ Développement de l'appui à la fonction parentale ➢ Développement d'actions permettant de sensibiliser les parents à la scolarisation de leurs enfants	*Pilotage : Education nationale, Villes* *Partenaires : responsables d'établissements, CAF, coordonnateur REP, centres sociaux/maisons de quartiers, associations, réseau parents 13* *Publics cibles : familles, élèves, enseignants*
	Objectif opérationnel 5.2.3. Promouvoir l'apprentissage et la maîtrise de la langue ➢ Renforcement des actions sociolinguistiques au sein des établissements scolaires pour les parents rencontrant des difficultés langagières	*Pilotage : Villes* *Partenaires : responsables d'établissements, centres sociaux/maisons de quartiers, maison de l'emploi et de la formation, associations* *Publics cibles : parents d'élèves en situation d'illettrisme ou de difficultés liées à la maîtrise de la langue*

Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse **X**	Valeurs de la République et Citoyenneté **X**

Cohésion sociale

Enjeu stratégique 5 : Réduire les écarts de réussite éducative et scolaire entre les enfants et les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville et le reste du territoire

Orientation stratégique 5.3 : Améliorer l'articulation des actions des différents partenaires pour permettre leur complémentarité et leur cohérence

Attendus	La réussite scolaire et éducative des élèves des quartiers de la politique de la ville ne peut se faire sans la mise en œuvre d'une articulation de l'ensemble des stratégies et actions conduites par les différents acteurs intervenant dans ce champ. Il s'agit d'en renforcer la complémentarité et ainsi l'efficacité et la lisibilité des actions tout autant pour les acteurs de l'action éducative que pour les parents d'élèves.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 5.3.1. Favoriser le rapprochement entre l'école et les autres secteurs et acteurs associatifs ➢ Création d'une instance de coordination entre l'école et d'autres secteurs (santé, culture, milieu associatif…)	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Education nationale, Conseil départemental, Conseil régional, responsables d'établissements, coordonnateur REP, centres sociaux/maisons de quartiers, opérateurs de la prévention, de la culture, du sport, professionnels de la santé, associations intervenant dans le domaine socioéducatif, CAF* *Publics cibles : ensemble des acteurs intervenant dans le champ de l'éducation*

Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse **X**	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cohésion sociale ***Enjeu stratégique 6 : Permettre aux populations des quartiers un égal accès à la culture***

Orientation stratégique 6.1 : Améliorer l'inscription territoriale de l'offre culturelle		
Attendus	L'égalité d'accès à la culture est un droit garanti par la Constitution de 1946, au même titre que l'enseignement. La culture est par ailleurs un vecteur de lien social indéniable en ce qu'elle constitue un levier contre l'exclusion et contre les discriminations. Ces dernière années, la démocratisation de l'offre culturelle sur le territoire a permis de faire entrer la culture dans les quartiers et de mobiliser leurs habitants, par la réalisation de plusieurs projets culturels. Toutefois cette offre, en direction spécifiquement des quartiers, reste encore trop succincte et insuffisamment construite avec les habitants, trop souvent réduits au rôle de « spectateurs » des actions culturelles qui leur sont proposées par les opérateurs de la culture. L'enjeu est ainsi de rendre les habitants acteurs de l'offre culturelle, ce qui nécessite de travailler en amont sur la formation et l'éducation culturelles, auprès des publics jeunes et adultes. Dans le cadre du Contrat de ville, le Théâtre des Salins interviendra en faveur de l'accès des publics prioritaires, de la mise en œuvre d'actions dans les territoires et d'actions de médiation, en liaison avec les structures d'éducation populaire et les associations culturelles des quartiers. Les politiques d'accès des publics prioritaires à la culture, l'art, la création feront l'objet, le cas échéant, d'actions concrètes conclues entre l'établissement précité et l'Académie Aix-Marseille de l'Education Nationale.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 6.1.1. Sensibiliser les habitants des quartiers aux domaines de la culture et favoriser l'expression de leurs envies ➢ Développement de formations à la culture ➢ Co-construction de projets culturels avec les habitants des quartiers pour des pratiques collectives	*Pilotage : Villes, DRAC* *Partenaires : CAPM, Conseil régional, Théâtre des Salins, centres sociaux/maisons de quartiers, opérateurs de la culture, CAF, professionnels* *Publics cibles : habitants des quartiers, associations*
	Objectif opérationnel 6.1.2. Développer l'éducation artistique et culturelle ➢ Territorialisation de la convention interministérielle au travers d'une convention intercommunale, développant les activités culturelles dans le temps scolaire, y compris dans les TAPS	*Pilotage : CAPM, Villes, DRAC* *Partenaires : Conseil régional, Conseil départemental, Théâtre des Salins, éducation nationale, centres sociaux/maisons de quartiers, CAF* *Publics cibles : élèves*

	Objectif opérationnel 6.1.3. Développer des partenariats entre structures culturelles, sociales et éducatives ➢ Projets collectifs, d'insertion, de sensibilisation à la santé, de cadre de vie, de citoyenneté et lutte contre les discriminations, artistiques et culturelles, etc.		*Pilotage Villes, DRAC* *Partenaires : CAPM, Conseil régional, Conseil départemental, Théâtre des Salins, éducation nationale, opérateurs de la santé, CAF, centres sociaux/maisons de quartier, associations* *Publics cibles : associations*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme **X**	Jeunesse **X**	Valeurs de la République et Citoyenneté **X**

Enjeu stratégique 6 : Permettre aux populations des quartiers un égal accès à la culture

Orientation stratégique 6.2 : Encourager la diversification des actions culturelles

Attendus

L'offre culturelle sur le territoire de la CAPM est abondante et a fait l'objet d'un effort de démocratisation important pour s'ouvrir à l'ensemble des publics, comme en témoigne notamment la hausse de fréquentation des équipements culturels, et le succès à l'occasion de MP 2013 marquée par une bonne participation des habitants y compris dans les quartiers. La collectivité souhaite pérenniser ces effets.
Néanmoins une partie des publics en restent éloignée, en particulier les jeunes de 16 à 25 ans.

Cadre d'action

Objectif opérationnel 6.2.1. Poursuivre l'inscription de la culture dans le développement du numérique ➢ Promotion des nouveaux outils et supports dans le champ culturel et artistique	*Pilotage : Villes, DRAC* *Partenaires : CAPM, Conseil régional, Conseil départemental, Education nationale, opérateurs de la culture, centres sociaux/maisons de quartier, associations* *Publics cibles : habitants des quartiers*
Objectif opérationnel 6.2.2. Reconnaître et valoriser la Culture dans toute sa diversité ➢ Encourager et soutenir les pratiques amateurs, les cultures vivantes et les cultures urbaines	*Pilotage : Villes, DRAC* *Partenaires : CAPM, Conseil régional, Conseil départemental, Education nationale opérateurs de la culture, centres sociaux/maisons de quartier, associations* *Publics cibles : habitants des quartiers*
Objectif opérationnel 6.2.3. Ancrer les acteurs de la Culture dans les quartiers de la politique de la ville ➢ Encouragement et développement des résidences artistiques et culturelles dans les quartiers de la politique de la ville	*Pilotage : Villes, DRAC* *Partenaires : CAPM, Conseil régional, Conseil départemental, opérateurs de la culture, centres sociaux/maisons de quartier, associations, professionnels* *Publics cibles : habitants des quartiers*

Axes transversaux

Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
X	X	X	

Cohésion sociale ***Enjeu stratégique 6 : Permettre aux populations des quartiers un égal accès à la culture***

Orientation stratégique 6.3 : Favoriser la construction d'une identité collective et solidaire				
Attendus	Le partage des valeurs et des symboles d'une identité commune est un vecteur fort d'intégration des habitants. La culture constitue un support avéré à la construction cette identité, qui doit permettre de rassembler tous les habitants du territoire. La mémoire collective des habitants de la CAPM s'est construite autour de l'histoire industrielle du territoire, qui a contribué au fil du temps à le remodeler et dont les paysages en portent aujourd'hui encore les traces (friches, bâti…) malgré les fermetures récentes de plusieurs sites.			
Cadre d'action	Objectif opérationnel 6.3.1. Elaborer un projet culturel du territoire intercommunal ➢ Engagement d'une réflexion sur le projet culturel de territoire intercommunal		*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : DRAC, Conseil régional, opérateurs de la culture, centres sociaux/maisons de quartier, associations* *Publics cibles : acteurs de la culture, habitants*	
	Objectif opérationnel 6.3.2. Préservation et promotion de la mémoire collective et du patrimoine en lien notamment avec la rénovation urbaine ➢ Développement d'actions visant à renforcer le travail sur la mémoire collective et le patrimoine ➢ Développement d'actions autour des monuments industriels et des friches à reconvertir		*Pilotage : Villes* *Partenaires : DRAC, CAPM, Conseil régional, Conseil départemental, opérateurs de la culture, centres sociaux/maisons de quartier, associations* *Publics cibles : habitants des quartiers*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté **X**

Cohésion sociale ***Enjeu stratégique 7 : Permettre aux populations des quartiers un égal accès aux activités sportives et socioéducatives***

Orientation stratégique 7.1 : Réduire les inégalités d'accès aux activités sportives et socioéducatives

Attendus

Le sport recouvre plusieurs enjeux à la fois éducatifs, sociaux et de santé. Il constitue en effet un facteur d'insertion et d'intégration sociale reconnu par les acteurs de la politique de la ville. Les activités sportives et socioéducatives sont ainsi des supports essentiels de la vie sociale et participent à l'épanouissement et à l'engagement des publics dans leur environnement (quartier, ville…). La pratique sportive encadrée constitue un apport en termes de sociabilité, de construction de la personnalité et de consolidation d'une éthique personnelle et collective, qu'il est important de promouvoir auprès des publics jeunes.

L'objectif est de développer les activités physiques et sportives pour les publics qui en sont les plus éloignés et qui connaissent des difficultés d'accès pour des raisons économiques, sociales, culturelles, géographiques ou physiques et, en particulier, les jeunes issus des quartiers de la politique de la ville, et en mettant l'accent sur la situation des jeunes filles et des femmes, et les valeurs de la République.

La pratique sportive représente également un enjeu dans la lutte contre les discriminations en matière de santé (prévention de l'obésité et de certaines maladies comme les maladies cardiovasculaires, lutte contre la sédentarisation croissante) comme matière d'égalité femme-homme.

Cadre d'action

Objectif opérationnel 7.1.1. Adapter et développer l'offre d'activités sportives et socioéducatives ➢ Favorisation de la mixité dans l'offre d'activités proposées ➢ Développement l'offre d'activités sur des temps élargis, adaptés au temps libre des publics	*Pilotage : Villes* *Partenaires : Conseil régional, associations et clubs sportifs, centres sociaux et maisons de quartiers, CAPM* *Publics cibles : les publics, qui pour des raisons socioculturelles ou socio-économiques, n'accèdent pas aux activités sportives et socioéducatives, et les publics en risque d'isolement ou de marginalisation,*
Objectif opérationnel 7.1.2. Promouvoir la pratique des activités sportives et socioéducatives ➢ Favorisation des temps de rencontre avec les familles, sur des temps de loisirs de leurs enfants ➢ Pérennisation des actions engagées dans le domaine des actions socioéducatives et sportives notamment dans une optique de découverte de la pratique sportive ➢ Développement de la cohérence et le partenariat entre acteurs (coordination d'actions, mutualisation de moyens, formations…)	*Pilotage : Villes* *Partenaires : associations et clubs sportifs, centres sociaux et maisons de quartiers, CAPM* *Publics cibles : habitants des quartiers*

Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme **X**	Jeunesse **X**	Valeurs de la République et Citoyenneté **X**

Cohésion sociale ***Enjeu stratégique 8 : Développer l'accès au droit, l'aide aux victimes et la médiation (STSPD)***

Orientation stratégique 8.1 : Poursuivre et développer les actions/pratiques pour l'accès au droit de tous

Attendus

Le Pays de Martigues, avec les trois structures présentes sur son territoire (Tribunal d'Instance, Conseil des Prud'hommes et Maison de Justice et du Droit) et le volume des affaires qui y sont traitées, se place au troisième rang sur le plan départemental après Marseille et Aix-en-Provence.
Dans cette optique, la construction du futur Pôle Judiciaire, regroupant ces trois entités, a été lancée en septembre 2014 par la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, en partenariat avec le Ministère de la Justice.
Cet équipement, qui sera opérationnel en 2017, constituera une structure judiciaire majeure du département en même temps qu'un service de premier plan pour la population en termes d'accès au Droit et d'aide aux victimes.
En outre, le partenariat ancien et particulièrement actif avec le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence et ses chefs de juridiction constitue un élément majeur de la politique de sécurité et de prévention de la délinquance du Pays de Martigues.
Par ailleurs, depuis 2006, la Région et le Ministère de la Justice sont signataires d'une Convention de partenariat renouvelée sur la période 2013-2016. Cette convention poursuit l'objectif d'une plus grande solidarité entre les personnes et les territoires et conduit à retenir deux priorités : d'une part couvrir de manière plus satisfaisante les besoins des territoires et d'autre part, maintenir l'effort sur des zones urbaines qui cumulent des difficultés socio-économiques et dont les habitants subissent les effets des mécanismes d'exclusion et de discrimination. Cette convention identifie notamment l'axe prioritaire suivant :

- Garantir l'accès aux droits et à la justice en s'appuyant notamment sur les Conseils Départementaux d'Accès aux Droits, instances de référence en matière d'initiatives d'accès aux droits des personnes les plus en difficultés. Ces initiatives peuvent être également portées par des associations compétentes et spécialisées. Ce partenariat peut aussi prendre la forme d'un soutien aux Maisons de Justice et de Droit, aux points d'accès aux droits et contribuer à leur implantation dans des territoires dépourvus de lieux d'accueils permanents.
  Le Ministère de la Justice et la Région soutiennent également à travers leur partenariat des actions d'aide aux victimes, de médiation familiale et le lutte contre les violences intra familiale.

Ainsi, l'accès au droit et à la médiation peuvent se développer au sein de l'outil privilégié qu'est la Maison de Justice et du Droit, mais se décline également au sein d'autres structures de proximité.
Enfin, l'accueil et la prise en charge des victimes ont toujours été, et demeurent, un objectif structurant et important de la Stratégie Territoriale. En effet, depuis une vingtaine d'années, ont été expérimentés sur le territoire des dispositifs qui ont ensuite été pérennisés, comme l'intervenant social à l'Hôtel de Police (association APERS), ou l'Unité Médico-Judiciaire pour mineurs victimes au sein du Centre Hospitalier.
Cet enjeu a vocation à se décliner de façon particulièrement ciblée sur les quartiers réglementaires.

Cadre d'action	Objectif opérationnel 8.1.1. Développement de l'information sur l'étendue des droits et obligations, notamment auprès des publics les plus fragiles ➢ Mise en œuvre au sein de la Maison de Justice et du Droit et d'autres structures de proximité du territoire, des permanences de consultations juridiques, de conciliateur de Justice, du délégué du défenseur des droits, de conciliation familiale et autres consultations d'Accès au Droit	*Pilotage : TGI d'Aix en Provence* *Partenaires : CDAD 13, Conciliateur de Justice, Délégué du Défenseur des Droits, Ordre des Avocats au Barreau d'Aix-en-Provence, Conseil régional, Chambre Départementale des Notaires, CAFC, La Récampado, Professionnels et Associations Spécialisées, CAPM, Villes* *Publics cibles : tout public*
	Objectif opérationnel 8.1.2. Permettre aux intervenants concernés de se connaitre et d'échanger sur leurs pratiques dans le respect de la déontologie de chacun ➢ Constitution d'un groupe de travail et de lien entre les différents acteurs de la régulation des conflits	*Pilotage : Référent Prévention des Villes* *Partenaires : Conciliateur de Justice, Bailleurs Sociaux, Services Sociaux, CAPM, Villes, ADDAP 13, ADELIES* *Publics cibles : Acteurs engagés dans la Médiation et la Régulation des Conflits*

	Objectif opérationnel 8.1.3. Développer l'aide aux victimes de violences au sein du couple ➢ Mise en œuvre du Protocole de prise en charge des victimes et de traitement des auteurs de violence au sein du couple ➢ Mise en œuvre de permanences spécialisées pour les femmes victimes ➢ Développement, avec les acteurs du territoire, d'actions de formation et de sensibilisation des professionnels concernés		*Pilotage : Parquet d'Aix-en-Provence* *Partenaires : APERS, SOS Femmes, CAF, La Récampado, CAPM, Villes, Services Sociaux du Conseil départemental, Conseil régional, Professionnels du secteur Santé, Barreau d'Aix-en-Provence* *Publics cibles : Victimes*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme **X**	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté **X**

Cohésion sociale	***Enjeu stratégique 9 : Citoyenneté et prévention en direction des jeunes (STSPD)***

Orientation stratégique 9.1 : Développer des actions d'éducation au droit et de prévention		
Attendus	Cet axe structurant de la Stratégie permet de développer un partenariat plus construit et plus efficace entre l'Education Nationale et les autres partenaires institutionnels du CISPD, comme la Justice, la Communauté d'Agglomération, les Villes, la Police Nationale, ... Ainsi, l'investissement des différents acteurs, notamment du Parquet, auprès des élèves constitue un atout et donne encore plus de sens aux actions d'éducation au Droit et à la citoyenneté, de compréhension des institutions et de connaissance du droit en général et du droit pénal en particulier. De même, la poursuite de la mise en œuvre d'actions de prévention des addictions ou de prévention routière demeure importante au sein des établissements ou des structures sociales.	
Cadre d'action	Objectif opérationnel 9.1.1. Renforcer les actions de prévention et d'éducation au droit ➢ Développement de la connaissance active des institutions et de la loi afin d'être pleinement citoyen ➢ Engagement d'une réflexion sur le rôle de l'Education Nationale dans la lutte contre les ruptures et les leviers d'action à activer ➢ Proposition aux établissements, selon leur niveau, d'actions de connaissance des institutions et du fonctionnement de la démocratie (rencontres, visites, …) ➢ Favorisation des actions de partenariat entre la Justice, l'Education Nationale et les Collectivités Locales ➢ Promotion d'actions d'éducation au Droit et à la Citoyenneté auprès des écoles, des collèges et des lycées et des structures de proximité dans le cadre d'un continuum éducatif	*Pilotage : Parquet d'Aix-en-Provence, Education Nationale, Equipe de Coordination du CISPD, Villes* *Partenaires : Ecoles, Collèges, Lycées, Conseil Régional, Conseil départemental, CAPM, ADEJ, Associations, Clubs Sportifs, centres sociaux/maisons de quartier...* *Publics cibles : Public jeune*

	Objectif opérationnel 9.1.2. Sensibiliser le public jeune, les familles et les adultes à la prévention des addictions ➢ Conduire des actions de sensibilisation en direction des jeunes pour prévenir les comportements addictifs (toxicomanie, alcool, jeux,…) dans un cadre scolaire et hors scolaire ➢ Sensibilisation et soutien aux parents et à la famille dans leur capacité éducative face à cette problématique ➢ Information et formation des professionnels en relation avec le public cible (équipes éducatives, éducateurs, …) dans leur pratique quotidienne : formations intertructurelles et pluridisciplinaires.	*Pilotage : Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) Ouest Etang de Berre.* *Partenaires : Education Nationale, ARS, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation,* *Conseil régional, Conseil départemental, CAPM, Villes, Atelier Santé Ville, AMPTA, ANPAA, Associations Spécialisées associations, centres sociaux/maisons de quartier* *Publics cibles : Public Jeune, Equipes Educatives, Professionnels.*

transversauxAxes	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
	X		**X**	**X**

Cohésion sociale | ***Enjeu stratégique 9 : Citoyenneté et prévention en direction des jeunes (STSPD)***

Orientation stratégique 9.2 : favoriser les actions d'éducation à la citoyenneté

Attendus

La priorité est aussi donnée aux actions d'animation et de médiation de proximité, que ce soit aux abords des établissements ou au sein des quartiers, afin de permettre une présence au plus près des terrains où se situent les conflits d'usages et les tensions quotidiennes.

Cadre d'action

Objectif opérationnel 9.2.1. Développer la prévention et la médiation de proximité ➢ Développement d'une présence de proximité dans des lieux déterminés : périmètre des entrées et des sorties des collèges du territoire ou Centre-ville ➢ Prévention des incivilités et participation au maintien de la tranquillité publique par la présence et le dialogue ➢ Repérage des dysfonctionnements et des besoins émergents, et le cas échéant, déclenchement des interventions appropriées	*Pilotage : Villes, CAPM* *Partenaires : ADELIES, Education Nationale, Conseil départemental, associations, centres sociaux/maisons de quartier* *Publics cibles : Collégiens, lycéens et tout public*
Objectif opérationnel 9.2.2. Développement des animations et actions de proximité dans les quartiers ➢ Proposition des animations de proximité aux jeunes occupant l'espace public hors des temps d'activités traditionnelles et d'animation globale ➢ Développement d'une démarche citoyenne en favorisant la participation des associations locales et des habitants à la réalisation des animations ➢ Mise en œuvre des chantiers éducatifs rémunérés pour les jeunes afin de créer une passerelle pour accéder aux dispositifs de droit commun de l'insertion professionnelle, et permettre de renouer du lien social sur le quartier	*Pilotage : CAPM, Equipe de Coordination du CISPD, Villes* *Partenaires : ADDAP 13, Maisons de Quartier et Centres Sociaux, Bailleurs Sociaux, associations, Conseil régional, Etat* *Publics cibles : Public jeune et habitants des quartiers*

Axes transversaux

Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
		X	**X**

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 10 : Espaces publics : dispositifs de prévention, de dissuasion et de sécurisation (STSPD)***

Orientation stratégique 10.1 : Améliorer la tranquillité et la sécurité dans les quartiers d'habitat social et les espaces publics

Attendus

La population, et par là-même les pouvoirs publics, portent une attention particulièrement soutenue à la sécurité et à la tranquillité au sein des espaces publics. Les forces de la Justice et de la Police Nationale en articulation avec les Police Municipales, par le biais de convention de coordination, œuvrent au quotidien afin de lutter contre la délinquance.

Toutefois, si l'appréciation des habitants est grandement impactée par les faits de délinquance eux-mêmes, elle l'est également par les comportements incivils. En effet, ceux-ci, même de faible gravité dans l'échelle de la violence, sont parfois mal ressentis par la population et induisent un sentiment d'insécurité.

Il convient, dès lors, d'être capable d'analyser objectivement l'ensemble de ces faits, de les prévenir par des mesures de prévention situationnelles ou de collaboration partenariale et de conduire l'action publique pour les diminuer afin de contribuer à la tranquillité et au mieux-être des habitants.

Dans cette optique, au sein des quartiers d'Habitat Social, il est nécessaire de développer et de coordonner les signalements et les réponses multiples et complémentaires des acteurs concernés.

En outre, devant leur impact grandissant, il convient de réfléchir à une coopération partenariale dans la lutte contre les trafics et leurs conséquences au sein des quartiers.

Enfin, il sera question aussi de développer les actions de prévention ciblée et de renforcer les coopérations avec les acteurs économiques exposés à la délinquance dans le cadre de leur activité.

Cadre d'action

Objectif opérationnel 10.1.1. Mettre en place d'un dispositif de signalement et de traitement des infractions dans les quartiers d'habitat social ➢ Mise en œuvre d'un dispositif de signalement des infractions et de leur suivi ➢ Développement du travail partenarial par des rencontres régulières et l'élaboration ou la mise à jour de documents de référence Développement d'un outil d'analyse (type observatoire) permettant d'effectuer un bilan régulier	*Pilotage : CAPM, CISPD* *Partenaires : Parquet d'Aix-en-Provence, Police Nationale, Villes, Bailleurs Sociaux, centres sociaux/maisons de quartier* *Publics cibles : Habitants des quartiers et Personnel des Bailleurs Sociaux*

	Objectif opérationnel 10.1.2. Améliorer la tranquillité et la prévention de la délinquance au sein des espaces publics ➢ Structuration des initiatives locales et les mettre en cohérence au travers de l'élaboration des Schémas Locaux de Tranquillité Publique ➢ Mutualisation des pratiques en matière de vidéo protection ➢ Amélioration des échanges d'informations en créant un réseau de partenaires avec les transports en commun du territoire	*Pilotage : Equipe de Coordination du CISPD.* *Partenaires : Parquet d'Aix-en-Provence, Police Nationale, Villes, CAPM, Conseil régional, Conseil départemental, Bailleurs sociaux, Maisons de Quartier et Centres Sociaux, ADDAP 13, SMGETU, Sociétés de Transport Scolaires.* *Publics cibles : Elèves, voyageurs, professionnels concernés*
	Objectif opérationnel 10.1.3. développer le partenariat et la lutte contre les trafics et les addictions ➢ Développement du partenariat opérationnel dans la lutte contre les trafics et leurs conséquences au sein des quartiers ➢ Mise en œuvre des actions de lutte contre les addictions	*Pilotage : Equipe de Coordination du CISPD.* *Partenaires : Parquet d'Aix-en-Provence, Police Nationale, CAPM, Ville, Bailleurs Sociaux, Maisons de Quartier et Centres Sociaux, Mission Locale, ADDAP 13, AMPT, associations* *Publics cibles : Habitants des quartiers, professionnels et intervenants des secteurs concernés.*
	Objectif opérationnel 10.1.4. Lutter contre toutes les formes d'atteinte ou de menace en direction des entreprises du BTP et sous-traitants dans l'exercice de leur activité ➢ Facilitation de la procédure de plainte pour les entreprises concernées ➢ Sensibilisation des entreprises du BTP et leurs sous-traitants vis-à-vis des mesures de prévention à prendre pour lutter contre la délinquance (application du Protocole de Sécurisation des Chantiers avec le BTP 13) ➢ Rencontre annuelle afin d'établir un bilan et favoriser la coordination du partenariat	*Pilotage : Police Nationale, CAPM, Villes* *Partenaires : Polices Municipales, BTP 13* *Publics cibles : Entreprises du BTP et sous-traitants*

Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
				X

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 11 : Prévention de la délinquance et de la récidive (STSPD)***

Orientation stratégique 11.1 : Prévenir la récidive et responsabiliser les auteurs de faits délictueux

Attendus

Les mesures de réparation et de travail d'intérêt général répondent à une démarche axée sur la prévention de la récidive et la responsabilisation des auteurs de faits délictueux.
L'accueil de ces auteurs, au sein des services communautaires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et des services municipaux des Villes du CISPD, a été initié, par la signature d'un protocole cadre en 2005 (au sein du Contrat Local de Sécurité). Ainsi pour l'année 2014, environ 900 heures d'accueil ont été mis en œuvre sur le territoire.
Depuis 2006, la Région et le Ministère de la Justice sont signataires d'une Convention de partenariat renouvelée sur la période 2013-2016. Cette convention poursuit l'objectif d'une plus grande solidarité entre les personnes et les territoires et conduit à retenir deux priorités : d'une part couvrir de manière plus satisfaisante les besoins des territoires et d'autre part, maintenir l'effort sur des zones urbaines qui cumulent des difficultés socio-économiques et dont les habitants subissent les effets des mécanismes d'exclusion et de discrimination. Cette convention identifie notamment les axes prioritaires suivants :

- Soutenir les parcours d'insertion sociale, scolaire et professionnelles des jeunes acteurs ou victimes de violences ou d'actes de délinquance. A ce titre le partenariat développe des actions visant l'intégration scolaire, la formation et l'insertion professionnelle (ETAPS PJJ) ainsi que la prévention de la récidive et l'alternative à l'incarcération des mineurs.
- Lutter contre la récidive et favoriser la réinsertion des personnes placées sous-main de justice. A cet effet l'Etat et la Région entendent soutenir le soutien aux dispositifs permettant l'alternative à l'incarcération et les aménagements de la peine de prison, ceux qui concourent au retour à l'emploi et à l'accompagnement des parcours de formation et de validation en détention ainsi que l'appui aux actions d'insertion et de maintien des liens familiaux développées en direction des publics incarcérés.

Aujourd'hui, il s'agit de développer les capacités d'accueil des services et de les diversifier en désignant, au sein de ceux-ci, des agents référents.
En outre, il est opportun également de valoriser cette action et ces services au sein des collectivités.

Cadre d'actions		
	Objectif opérationnel 11.1.1. Développer les mesures de réparation (mineurs) et travaux d'intérêt général (mineurs et majeurs) ➢ Contribution à l'exécution effective des mesures de réparation imposées aux mineurs au titre d'alternatives aux poursuites ➢ Développement et diversification des travaux d'intérêt général prononcés à titre de peine en direction de mineurs ou de majeurs	*Pilotage : TGI d'Aix-en-Provence, CAPM* *Partenaires : Magistrats du ressort du TGI d'Aix en Provence, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, APERS, Conseil régional, Villes* *Publics cibles : Majeurs ou mineurs condamnés à un TIG ou mineurs effectuant une mesure de réparation, Services d'Accueil Municipaux ou Communautaires*

	Objectif opérationnel 11.1.2. Favoriser les actions d'accueil et d'insertion socioprofessionnelle des personnes sous main de justice ➢ Favorisation de l'accès à l'emploi de personnes sous-main de justice au sein de structures associatives ➢ Développement de la qualification des personnes pour faciliter leur réinsertion future dans le monde du travail ➢ Mise en place d'un groupe de travail avec la CAPM, la Mission locale et le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) concernant l'articulation entre les dispositifs spécifiques d'insertion pour les jeunes majeurs suivis par le SPIP		*Pilotage : TGI d'Aix-en-Provence, CAPM* *Partenaires : Magistrats du ressort du TGI d'Aix en Provence, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, APERS, Conseil régional, Villes* *Publics cibles : Majeurs ou mineurs condamnés à un TIG ou mineurs effectuant une mesure de réparation, Services d'Accueil Municipaux ou Communautaires*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse **X**	Valeurs de la République et Citoyenneté **X**

Cadre de vie et renouvellement urbain ***Enjeu stratégique 12 : Rééquilibrer l'offre de logements dans les différents quartiers***

Orientation stratégique 12.1 : Fluidifier les parcours résidentiels des ménages

Attendus

Malgré un parc locatif social important, la demande reste constante et les délais d'attente pour l'attribution d'un logement ne cessent de s'allonger. Il est ainsi nécessaire de poursuivre la reprise de la construction neuve de logements pour fluidifier les parcours résidentiels des ménages.

Toutefois l'intensification de la production de logement social ne peut résoudre à elle seule la question de l''accès au logement des ménages. Il s'agit de travailler sur les parcours résidentiels des ménages, à l'intérieur même du parc social, mais aussi vers le parc privé, en locatif comme en accession, et de développer une offre de produits adaptés aux besoins des différents publics.

Le PLH arrivant à échéance fin 2015, le prochain PLH devra tenir compte de cette orientation.

Cadre d'actions

Objectif opérationnel 12.1.1. Poursuivre la production de logements ➢ Développement d'une offre de logements intermédiaires (accession sociale à la propriétéPLI…), dans les quartiers de la politique de la ville et dans un rayon de 300 m autour ➢ Priorisation des aides à la pierre en faveur de la production de logements intermédiaires…) ➢ Reconstitution de l'offre nouvelle de logements démolis	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Etat, bailleurs sociaux, promoteurs immobiliers, ANRU* *Publics cibles : locataires du parc social, dont ceux auxquels est appliqué un SLS, primo-accédants*
Objectif opérationnel 12.1.2. Diversifier l'offre nouvelle de logements ➢ Adaptation de l'offre de logements aux besoins des différents publics (PMR, personnes âgées, …)	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Etat, bailleurs sociaux, promoteurs immobiliers* *Publics cibles : personnes âgées, personnes handicapées, jeunes, personnes seules, familles nombreuses*
Objectif opérationnel 12.1.3. Accompagner le parcours résidentiel des locataires du parc social ➢ Favorisation des modes de gestion de proximité adaptée (suivi des demandes de logements, de mutations, etc.)	*Pilotage : Bailleurs sociaux* *Partenaires : CAPM, Villes, CIAS/SIVU, Conseil départemental, assistantes sociales* *Publics cibles : locataires du parc social*

Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse **X**	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 12 : Rééquilibrer l'offre de logements dans les différents quartiers***

Orientation stratégique 12.2 : Favoriser la mixité sociale dans les quartiers				
Attendus	L'enjeu est de favoriser les équilibres sociaux de peuplement par quartier et à l'échelle du territoire intercommunal. Il s'agit tout à la fois de traiter de la question de l'occupation sociale mais également de l'adéquation entre la taille des ménages et la typologie des logements occupés.			
Cadre d'actions	Objectif opérationnel 12.2.1. Agir sur les politiques de peuplement ➢ Organisation de la conférence intercommunale du logement ➢ Mise en œuvre du plan partenarial de gestion ➢ Application des dispositions relatives au numéro unique et au suivi de la demande de logement ➢ Elaboration des conventions prévues sur l'attribution et les mutations de logements CAPM, Villes, Bailleurs et Etat		*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Etat, bailleurs sociaux* *Publics cibles : locataires du parc social*	
transversauxAxes	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 12 : Rééquilibrer l'offre de logements dans les différents quartiers***

Orientation stratégique 12.3 : Accompagner les habitants dans l'accès ou le maintien dans un logement adapté				
Attendus	Rétablir l'égalité d'accès au logement pour tous est une priorité dans un contexte de précarisation et de fragilisation des ménages, d'autant plus prégnante parmi les ménages exclus du logement. Il s'agit ainsi de traiter de la question de l'insertion sociale par le logement des publics les plus en difficultés, en lien avec les autres politiques publiques portées par la collectivité en notamment en matière d'insertion par l'emploi du point de vue de l'offre disponible en matière d'hébergement et de logement comme de l'accompagnement social et éducatif des ménages. Le Programme Local de l'Habitat arrivant à échéance fin 2015, le prochain PLH devra tenir compte de cette orientation.			
Cadre d'actions	Objectif opérationnel 12.3.1. Accompagner les ménages en difficulté dans leur accès au logement ➢ Amélioration de l'accès à l'information et aux droits en matière de logement ➢ Assistance dans le cadre des démarches de demande d'un logement	*Pilotage : Bailleurs, Villes* *Partenaires : CAPM, CIAS/SIVU, CAF, ADIL 13* *Publics cibles : ménages demandeurs d'un logement, publics exclus du logement*		
	Objectif opérationnel 12.3.2. Favoriser le maintien des ménages en difficulté dans le logement ➢ Prévention des situations lourdes d'endettement (prévention des impayés, accompagnement éducatif budgétaire…)	*Pilotage : Bailleurs, Villes* *Partenaires : CAPM, CIAS/SIVU, CAF, Conseil départemental, CCAPEX, ADIL13* *Publics cibles : ménages en impayés de loyer, en surendettement*		
	Objectif opérationnel 12.3.3. Développer des solutions d'hébergement d'urgence ➢ Création de places d'hébergement d'urgence et de logements temporaires supplémentaires sur le territoire ➢ Création des conditions de coordination des acteurs agissant dans ce domaine	*Pilotage : CAPM* *Partenaires : Etat, ADOMA, ALOTRA, APPART, Villes, CAF, associations pour l'insertion, centres sociaux et maisons de quartiers, Conseil régional, Conseil départemental* *Publics cibles : publics exclus du logement, acteurs intervenant dans le champ*		
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 13 : Renforcer la qualité urbaine dans les quartiers de la politique de la ville***

Orientation stratégique 13.1 : Améliorer la qualité des logements				
Attendus	L'amélioration de l'image des quartiers, peu valorisante et dégradée, qu'elle renvoie aussi bien à l'ensemble des habitants du territoire qu'à ses propres habitants est un enjeu, dans lequel la CAPM et les Villes inscrivent leurs politiques depuis de nombreuses années. Le parc de logements existant est vieillissant, en particulier dans le logement collectif, voire obsolète. Il s'agit de poursuivre et intensifier les opérations de requalification sur bâti : réhabilitation des logements, travaux performance énergétique, dispositif RHI…) Cet axe concerne aussi le parc social que le parc privé, et notamment en ce qui concerne les copropriétés dégradées qui nécessitent une réflexion approfondie de la part des partenaires. Le Programme Local de l'Habitat arrivant à échéance fin 2015, le prochain PLH devra tenir compte de cette orientation.			
Cadre d'actions	Objectif opérationnel 13.1.1. Poursuivre et intensifier les interventions dans le parc de logements privés et sociaux existants ➢ Poursuite des réhabilitations de logements ➢ Définition avec les bailleurs d'une priorisation de leurs actions sur le patrimoine des quartiers de la politique de la ville dans le cadre du pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne ➢ Lutte contre la précarité énergétique ➢ Poursuite des dispositifs d'Eradication de l'Habitat Indigne et mutualisation		*Pilotage : CAPM, Villes, Bailleurs* *Partenaires : ADIL13, Etat, CAF* *Publics cibles : habitants des quartiers et centres-villes*	
	Objectif opérationnel 13.1.2. Engager une réflexion sur les copropriétés en difficulté et contribuer à leur réhabilitation ➢ Réalisation d'une étude permettant d'identifier les copropriétés dégradées et de définir une stratégie d'intervention ➢ Mobilisation d'outils adaptés, de type les OPAH copropriétés dégradées		*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : ADIL13, Etat, syndicats de copropriété, CAF* *Publics cibles : habitants des copropriétés*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 13 : Renforcer la qualité urbaine dans les quartiers de la politique de la ville***

Orientation stratégique 13.2 : Améliorer la qualité du cadre de vie				
Attendus	L'amélioration de l'image des quartiers passe également par un meilleur fonctionnement des quartiers et la requalification du cadre de vie des habitants. Il s'agit d'intervenir sur les espaces extérieurs en bordure des quartiers (dégradations aménagements urbains…). L'objectif est de mettre en lien l'urbain et le social en travaillant sur la composition des espaces en tenant compte des pratiques et usages développés par les habitants et les usagers du quartier. Ces actions s'inscrivent en complément des projets de réhabilitation ou de construction, notamment dans le cadre du NPNRU.			
Cadre d'actions	Objectif opérationnel 13.2.1. Poursuivre la valorisation des centres villes ➢ Amélioration de l'offre de locaux d'activités et de services de proximité		*Pilotage : CAPM* *Partenaires : Villes, CCIMP, CDC, EPARECA, CMA, acteurs économiques* *Publics cibles : habitants et commerçants*	
	Objectif opérationnel 13.2.2. Favoriser la résidentialisation des quartiers ➢ Requalification des abords et des espaces extérieurs des immeubles ➢ Appropriation des espaces publics partagés		*Pilotage : Bailleurs, Villes* *Partenaires : CAPM, associations de locataires, centres sociaux, maisons de quartiers, conseils citoyens* *Publics cibles : habitants des quartiers*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 13 : Renforcer la qualité urbaine dans les quartiers de la politique de la ville***

Orientation stratégique 13.3 : Inscrire les quartiers dans une gestion urbaine durable		
Attendus	Le travail d'amélioration du cadre de vie des quartiers est mené en concertation avec les habitants depuis longtemps, notamment dans le cadre des dispositifs GUSP et GUP, dont l'objectif est de favoriser la participation des habitants à la vie de leur quartier et de leur ville. Cette implication des habitants dans leur environnement est une des conditions d'une appropriation respectueuse de leur cadre de vie. Ce travail doit être poursuivi et approfondi, de manière à préserver et renforcer voire restaurer le lien social avec et entre les habitants.	
Cadre d'actions	Objectif opérationnel 13.3.1. Gestion Urbaine de Proximité / Gestion Urbaine et Sociale de Proximité ➢ Poursuite et renforcement des dispositifs GUP et GUSP ➢ Articulation et mise en cohérence avec les actions des bailleurs (convention sur l'abattement de la TFPB)	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Etat/DDTM, Bailleurs, associations de locataires, centres sociaux/maisons de quartiers, conseils citoyens* *Publics cibles : habitants des quartiers de la politique de la ville*
	Objectif opérationnel 13.3.2. Favoriser la réalisation d'opérations exemplaires d'aménagement durable ➢ Développement de démarches de type éco quartier, éco cité	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : DREAL, DDTM, Bailleurs, promoteurs immobiliers, conseils citoyens, associations, centres sociaux/maisons de quartier* *Publics cibles : habitants des quartiers de la politique de la ville*
	Objectif opérationnel 13.3.3. Favoriser l'implication des habitants dans les actions les intéressant et valorisant leur cadre de vie ➢ Faire participer les habitants à la construction des dispositifs locaux ou d'actions visant à améliorer leur cadre de vie ➢ Soutien à la mise en place d'actions citoyennes impliquant des habitants eux-mêmes porteurs de ces initiatives	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : Bailleurs, associations de locataires, centres sociaux/maisons de quartiers, conseils citoyens, associations* *Publics cibles : habitants des quartiers de la politique de la ville*

Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté **X**

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 14 : Accompagner et maîtriser le développement urbain à l'œuvre sur la CAPM***

La recomposition du tissu urbain intercommunal et la création de connexions entre quartiers et avec les pôles de centralité vient compléter l'enjeu de renforcement de la qualité urbaine des quartiers. Elles touchent plus globalement les mutations et transformations structurelles des quartiers (expressions du NPNRU).

La réalisation du contournement autoroutier et la requalification de la RN568 est à ce titre un élément majeur dans la rénovation urbaine des quartiers, de même que la création des pôles d'échanges multimodaux, en particulier celui de Croix Sainte. Ces projets, inscrits dans le projet de territoire de la CAPM, favoriseront l'intégration urbaine des quartiers qui profiteront des effets induits par la requalification de la RN568 et de l'amélioration de leur desserte en TC.

Le protocole de préfiguration intercommunal des trois NPNRU (Aigues Douces/La Lèque, Tassy/Les Comtes et Mas de Pouane) sera annexé au Contrat de Ville. Il viendra préciser et compléter les actions présentées ci-après, qui ne constituent à ce stade qu'.une situation d'étape

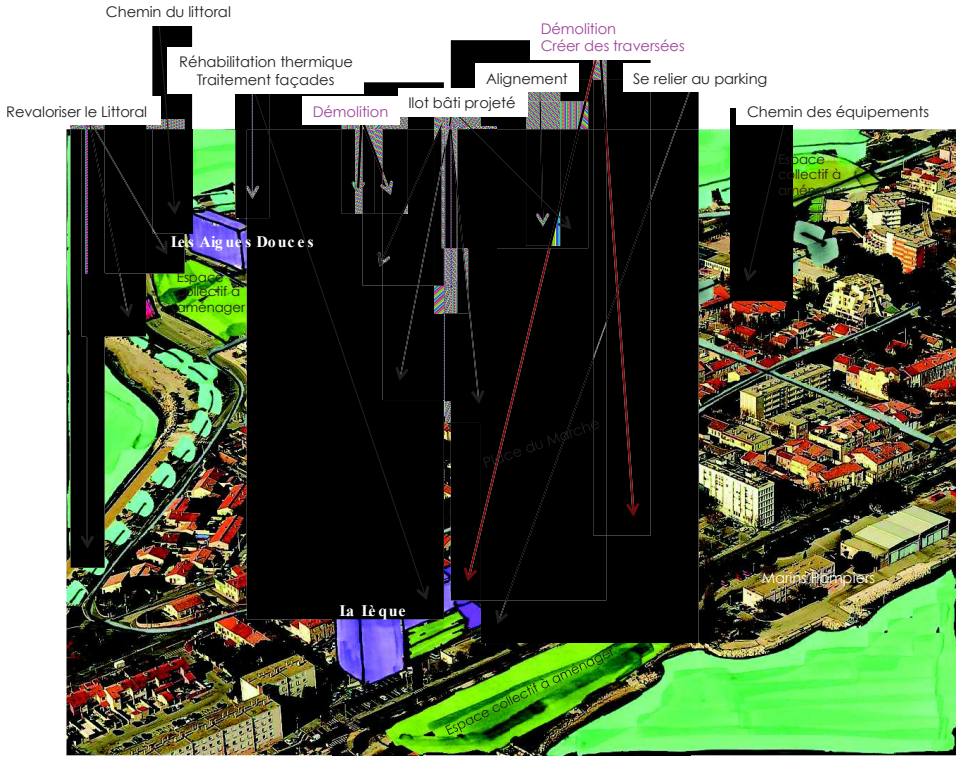
Orientation stratégique 14.1 : *Aigues Douces – La Lèque (quartier NPNRU)*

Attendus

Le renouvellement urbain du quartier Aigues Douces – La Lèque constitue pour la ville de Port de Bouc, un des éléments clés de la requalification de la Presqu'île dans une stratégie globale de développement de l'ensemble du territoire communal et de requalification du littoral.

- L'intégration du quartier au centre ville dont il constitue le prolongement naturel en travaillant sur l'amélioration des franchissements et la continuité de la trame urbaine
- L'introduction, dans le renouvellement urbain, d'une dimension économique prenant appui sur les aouts du site et sa proximité avec le littoral, redynamiser et apporter de la mixité sur le quartier en valorisant son positionnement entre mer et cœur de ville
- L'amélioration du cadre de vie des habitants des Aigues Douces – La Lèque
- La mise en place d'une OPAH – énergétique

Carte – projet de NPNRU sur le secteur Aigues-Douces La Lèque



<table>
<tr><td rowspan="3">Cadre d'actions</td><td>Objectif opérationnel 14.1.1. Travailler sur l'ouverture du quartier

➢ Recomposition urbaine des Aigues Douces via un programme de démolition / construction d'îlot bâti pour permettre les alignements sur rue (Turenne, Rey, Renaud, Vauban) et réintégrer le quartier à la trame urbaine
➢ Création de traversées de part et d'autre du bâtiment de la Lèque pour faciliter le franchissement du front bâti, améliorer l'accès au parking et ouvrir le quartier sur le littoral
➢ Création d'un signal en front de mer (tour énergétique, …)
➢ Réaménagement des espaces collectifs
➢ Développement des mobilités douces inter-quartier</td><td>Pilotage : Sera déterminé dans le protocole de préfiguration NPNRU

Partenaires : CAPM, Ville, Conseil départemental, Conseil régional, bailleurs, acteurs économiques, SMEGTU, centres sociaux

Publics cibles : habitants des quartiers et acteurs économiques</td></tr>
<tr><td>Objectif opérationnel 14.1.2. Poursuivre la valorisation du front de mer

➢ Aménagement d'espaces collectifs sur la façade maritime
➢ Prolongement du chemin du littoral
➢ Déplacements des équipements de sécurité de Port pour faciliter l'accès à la mer</td><td>Pilotage : Sera déterminé dans le protocole de préfiguration NPNRU

Partenaires : CAPM, Ville, Conseil départemental, Conseil régional, bailleurs, acteurs économiques, SMEGTU

Publics cibles : habitants des quartiers</td></tr>
<tr><td>Objectif opérationnel 14.1.2. Améliorer le parc social

➢ Réhabilitation thermique des bâtiments, développement des énergies renouvelables et mise en place d'un réseau collectif de chauffage urbain
➢ Traitement des façades
➢ Requalification des espaces extérieurs
➢ Amélioration de la gestion des parties communes extérieures</td><td>Pilotage : Sera déterminé dans le protocole de préfiguration NPNRU

Partenaires : CAPM, bailleurs, Ville, Conseil départemental, Conseil régional

Publics cibles : habitants des quartiers</td></tr>
</table>

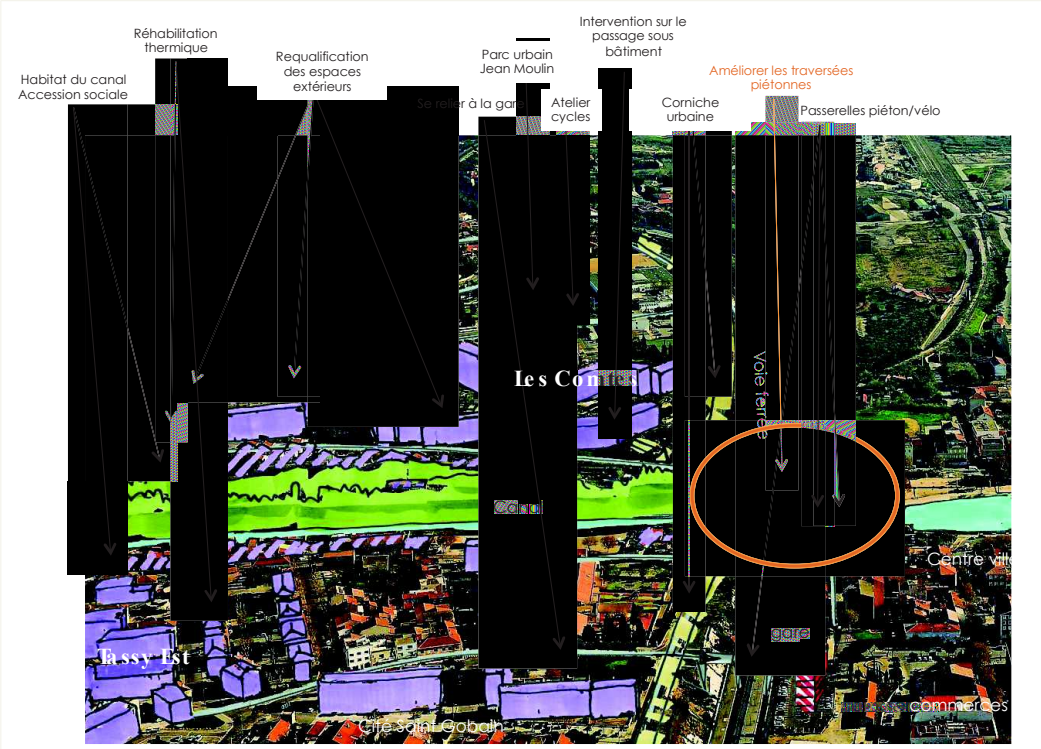
<table>
<tr><td rowspan="2">Axes transversaux</td><td>Lutte contre les discriminations</td><td>Egalité femme/homme</td><td>Jeunesse</td><td>Valeurs de la République et Citoyenneté</td></tr>
<tr><td>X</td><td></td><td></td><td></td></tr>
</table>

Orientation stratégique 14.2 : *Tassy - Les Comtes (quartier NPNRU)*

Attendus

- Améliorer le cadre de vie des habitants : gestion des espaces verts, gestion et recyclage des déchets et encombrants
- Rénover le bâti :
  - Intervention lourde : il s'agit de démolir et/ou de reconstruire sur place ou ailleurs dans la ville ;
  - Intervention de requalification du bâti qui concerne trois domaines : le thermique, la sécurité et l'accessibilité des logements ou des bâtiments
  - Intervention urbaine qui vise à redonner une qualité à l'espace collectif au sein du projet urbain à l'échelle de la ville.
- Relier le quartier à la ville de Port de Bouc et son littoral, améliorer les circulations entre les quartiers, la ville de Port-de-Bouc et le littoral.
- Créer des dynamiques économiques et sociales, conforter et renforcer les commerces de proximité
- Rendre le quartier attractif pour l'ensemble de la population : faciliter les traversées, favoriser l'ouverture d'équipements ouverts à tous
- Ouvrir les quartiers à l'ensemble de la population

Carte – projet de NPNRU sur le secteur Tassy Est et Tassy Ouest
(source : ville de Port-de-Bouc)



<table>
<tr><td rowspan="3">Cadre d'actions</td><td>Objectif opérationnel 14.2.1. Améliorer le parc de logements
➢ Réflexion démolition/restructuration du parc social (MOE)
➢ Requalification du bâti (thermique, sécurité et accessibilité)
➢ Résorption de l'habitat indigne et réhabilitation du parc privé (habitat du canal)
➢ Requalification des espaces extérieurs (jardins paysagers, connexion avec les quartiers, etc.)
➢ Amélioration de la gestion des parties communes extérieures</td><td>Pilotage : Sera déterminé dans le protocole de préfiguration NPNRU

Partenaires : CAPM, 13 Habitat, Logirem, Ville, Conseil départemental, Conseil régional, CAF

Publics cibles : habitants du quartier</td></tr>
<tr><td>Objectif opérationnel 14.2.2. Travailler sur l'ouverture du quartier
➢ Recomposition urbaine et réintégration du quartier dans la trame urbaine : amélioration des liaisons piéton et vélo, etc
➢ Intervention sur la traversée de bâtiment aux Comtes pour ouvrir le quartier
➢ Réaménagement des espaces collectifs
➢ Développement des mobilités douces inter-quartier</td><td>Pilotage : Sera déterminé dans le protocole de préfiguration NPNRU

Partenaires : CAPM, Ville, 13 Habitat, Logirem, Conseil départemental, Conseil régional, acteurs économiques, SMEGTU, centres sociaux

Publics cibles : habitants du quartier</td></tr>
<tr><td>Objectif opérationnel 14.2.3. Créer des dynamiques économiques
➢ Renforcement des commerces de proximité
➢ Mise en relation du développement économique du quartier avec le secteur de Caronte et les services plaisance/tourisme de Port Renaissance</td><td>Pilotage : Sera déterminé dans le protocole de préfiguration NPNRU

Partenaires : CAPM, Ville, SNCF, GPMM, acteurs économiques, Conseil départemental, Conseil régional

Publics cibles : habitants du quartier</td></tr>
</table>

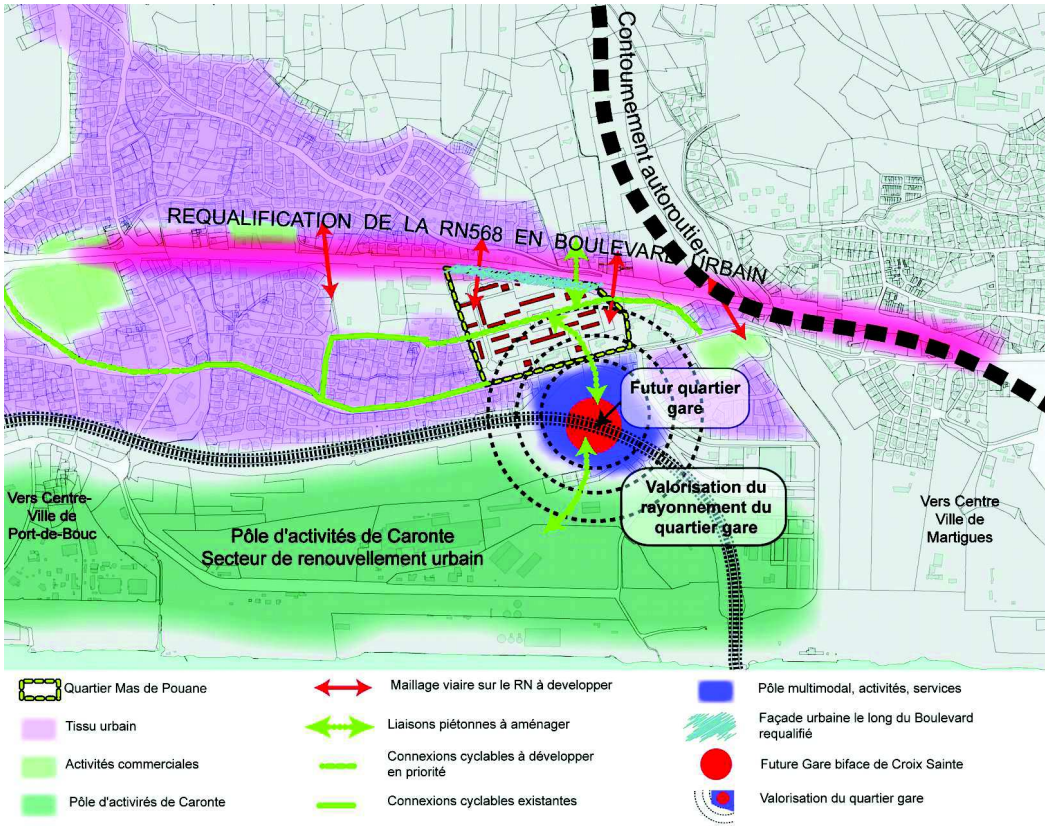
Axes transversaux				
	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
	X			**X**

Orientation stratégique 14.3 : Mas de Pouane (quartier NPNRU)

Attendus

Le désenclavement du quartier et son ouverture sur la Ville constituent un enjeu urbain important. L'un des points d'appui à un nouvel essor du quartier est la proximité du pôle d'échanges de Croix-Sainte en relation avec Caronte et la RN568 qui devient à terme un boulevard urbain
Le travail sur l'aménagement des espaces publics et le projet de la requalification de la RN 568 contribueront à l'ouverture du quartier sur le tissu urbanisé environnemental.

La requalification du « cœur » de quartier est aujourd'hui un enjeu important tant pour continuer à décloisonner les espaces que pour travailler la cohérence d'ensemble du quartier. L'aspect extérieur du bâti, et notamment des façades ne répondent plus à la qualité architecturale et thermique attendue et les aménagements réalisés ces dernières années sur les espaces extérieurs jurent par leur aspect très hétéroclite (traitements successifs des espaces centraux et vétusté des voiries et cheminements). Cette intervention permettra de valoriser le parc social afin d'en maintenir son attractivité et de pérenniser la mixité des habitants.



<table>
<tr><td rowspan="3">Cadre d'actions</td><td>Objectif opérationnel 14.3.1. Améliorer le parc de logements et le cadre de vie des habitants
➢ Traitement architectural des façades en relation avec une réhabilitation thermique du bâti
➢ Traitement des parties communes des logements
➢ Poursuite de la résidentialisation et de l'aménagement des espaces extérieurs du quartier
➢ Amélioration de la propreté urbaine et de l'entretien des espaces extérieurs, notamment par un traitement des encombrants
➢ Redéfinition des fonctionnalités (espaces verts, aires de jeux, espaces publics, etc.) pour favoriser leur appropriation par la population</td><td>Pilotage : Sera déterminé dans le protocole de préfiguration NPNRU

Partenaires : CAPM, 13 Habitat, SEMIVIM, ville, ASL, Conseil départemental, Conseil régional

Publics cibles : habitants du quartier</td></tr>
<tr><td>Objectif opérationnel 14.3.2. Travailler sur l'ouverture du quartier
➢ Aménagement de la façade « Nord » au droit de la RN568, dans la perspective de sa requalification, pour rétablir les liens Nord-Sud avec les quartiers en vis-à-vis, pour utiliser le foncier libéré à proximité de la RN568
➢ Réaménagement des espaces collectifs
➢ Développement des mobilités alternatives inter-quartiers par la création de cheminements Nord-Sud et internes au quartier</td><td>Pilotage : Sera déterminé dans le protocole de préfiguration NPNRU

Partenaires : CAPM, Ville Conseil départemental, Conseil régional, bailleurs, acteurs économiques, SMEGTU, maison de quartier

Publics cibles : habitants du quartier</td></tr>
<tr><td>Objectif opérationnel 14.3.3. Favoriser la mixité fonctionnelle et une dynamique économique
➢ Restructuration des commerces et du pôle de services dans le cadre de l'aménagement de la « façade » Sud du quartier
➢ Réaménagement du pôle scolaire et de ses espaces publics pour ouvrir les équipements sur le quartier
➢ Aménagement des liaisons viaires et piétonnes avec le futur pôle multimodal de Croix Sainte et le secteur de Caronte, afin de développer des activités économiques</td><td>Pilotage : Sera déterminé dans le protocole de préfiguration NPNRU

Partenaires : CAPM, Ville, SNCF, GPMM, SMGETU, acteurs économiques, Conseil départemental, Conseil régional, CCIMP

Publics cibles : habitants du quartier</td></tr>
<tr><td>Axes transversaux</td><td colspan="3"><table>
<tr><td>Lutte contre les discriminations</td><td>Egalité femme/homme</td><td>Jeunesse</td><td>Valeurs de la République et Citoyenneté</td></tr>
<tr><td>X</td><td></td><td>X</td><td>X</td></tr>
</table></td></tr>
</table>

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 14 : Accompagner et maîtriser le développement urbain à l'œuvre sur la CAPM***

Orientation stratégique 14.4 : *Notre Dame des Marins (QPV hors PRU)*		
Attendus	Le désenclavement de la cité et l'amélioration du bâti constituent deux enjeux majeurs du renouvellement urbain de Notre Dame des Marins. Le boulevard Francis Turcan, rocade de 2 x 2 voies supportant un flux journalier de 25 000 véhicules, ceinture le quartier au sud et constitue en cela une césure urbaine importante, contribuant à l'enclavement de la cité. Bien que classé patrimoine du XX^{ème} siècle pour son architecture singulière et remarquable tout autant que la qualité reconnue des appartements, le bâti présente d'importants signes de vieillissement, en particulier de ses façades, qui nécessitent une programmation d'envergure. De même, la modernisation des parties communes doit être également envisagée, ainsi qu'une amélioration de la gestion des espaces extérieurs et des voiries internes et des réseaux enterrés.	
Cadre d'actions	Objectif opérationnel 14.4.1. Moderniser les parties communes ➢ Mission de programmation et étude de réhabilitation et de restructuration des parties communes de l'ensemble des immeubles du patrimoine 13 HABITAT ➢ Poursuite réhabilitation des halls d'entrées des immeubles (entrées du bâtiment Goélette)	*Pilotage : 13 HABITAT* *Partenaires : Ville* *Publics cibles : 732 ménages de la cité Notre Dame des Marins, Ménages du bâtiment Goélette*
	Objectif opérationnel 14.4.2. Favoriser la mixité fonctionnelle ➢ Relocalisation du restaurant scolaire et relocalisation du centre social dans les locaux libérés	*Pilotage : Ville* *Partenaires : sans objet* *Publics cibles : habitants du quartier*
	Objectif opérationnel 14.4.3. Désenclaver le quartier ➢ Traitement des problématiques de stationnement et de circulation dans un souci de reconnexion avec le reste du tissu urbain et dans la perspective de la requalification du boulevard Francis Turcan	*Pilotage : 13 HABITAT* *Partenaires : Ville, Conseil départemental* *Publics cibles : 732 ménages de la cité Notre Dame des Marins*

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Objectif opérationnel 14.4.4. Voirie : entretien et gestion
➢ Réfection des réseaux de voirie secondaire et parkings en pieds d'immeubles
➢ Gestion défensive des zones de sécurité et des zones piétonnes</td><td colspan="2">Pilotage : 13 HABITAT

Partenaires : Ville

Publics cibles : 732 ménages de la cité Notre Dame des Marins</td></tr>
<tr><td>Axes transversaux</td><td>Lutte contre les discriminations

X</td><td>Egalité femme/homme</td><td>Jeunesse</td><td>Valeurs de la République et Citoyenneté</td></tr>
</table>

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 14 : Accompagner et maîtriser le développement urbain à l'œuvre sur la CAPM***

Orientation stratégique 14.5 : *Canto-Perdrix (QPV hors PRU)*

Attendus

Les enjeux du renouvellement urbain du quartier sont multiples et concernent principalement les problématiques de circulation/stationnement, accessibilité aux personnes à mobilité réduite et de dégradation du bâti et du cadre de vie.

En interne, la trame viaire reste à améliorer. Le parti pris, architectural et d'aménagement initial, était de localiser les espaces de stationnement en périphérie et de créer des voies de dessertes internes. Aujourd'hui la capacité de stationnement et l'éloignement des habitations sont jugés problématiques par les habitants.

Les deux entités principales, les 4 Vents et Canto Perdrix, construites à flanc de colline, présentent des déclivités importantes et des améliorations doivent être apportées en termes d'accessibilité et de circulation PMR. Des liaisons entre les différentes entités du quartier et vers le petit centre commercial au pied de la copropriété des Trois Tours existent, mais sont peu visibles. L'accessibilité aux immeubles est parfois limitée ;

Une tendance à la dépréciation de l'image du site se confirme. La mobilité s'accroit sur ce parc. Le quartier connaît régulièrement des problèmes d'incivilité, de dégradations et de squats de halls d'entrées (notamment sur le parc NLP et SEMIVIM) qui nécessitent de la part des acteurs un effort permanent de proximité et de réactivité.

Cadre d'actions

Objectif opérationnel 14.5.1. Revaloriser le parc social ➢ Rénovation du bâti ➢ Isolement thermique, étanchéité et performance énergétique des bâtiments ➢ Mise en sécurité ➢ Traitement systématique des appartements infiltrés, règlement des désordres techniques à l'origine des infiltrations (sur les patrimoines SEMIVIM et Nouveau Logis Provençal) ➢ Neutralisation des logements infiltrés qui n'ont pas été remis aux normes dans l'attente des travaux d'isolation thermique	*Pilotage : NLP, SEMIVIM et LOGIREM* *Partenaires : Ville, Etat, Collectivités territoriales* *Publics cibles : Habitants des parcs sociaux concernés*

	Objectif opérationnel 14.5.2. Favoriser la mixité sociale et fluidification des parcours résidentiels ➢ Favorisation et sécurisation de l'accession à la propriété ➢ Organisation des parcours résidentiels, prise en compte des demandes spécifiques de mutation ➢ Organisation des politiques de peuplement concertées (établissement d'un diagnostic partagé sur les demandes de mutations)	*Pilotage : Ville* *Partenaires : NLP, SEMIVIM et LOGIREM* *Publics cibles : habitants du quartier*

	Objectif opérationnel 14.5.3. Améliorer la trame viaire ➢ Renforcer la circulation piétonne ➢ Améliorer l'accessibilité PMR des immeubles ➢ Mise en œuvre du programme de réhabilitation des cheminements et des placettes sur les patrimoines de NLP et LOGIREM		*Pilotage : Ville, ASL* *Partenaires : NLP, SEMIVIM et LOGIREM* *Publics cibles : habitants du quartier*	
	Objectif opérationnel 14.5.4. Favoriser l'appropriation des espaces extérieurs par la population ➢ Redéfinir les fonctionnalités (espaces verts, aires de jeux, loisirs, détente, espaces publics, etc.)		*Pilotage : ASL, Ville* *Partenaires : NLP, SEMIVIM et LOGIREM* *Publics cibles : habitants du quartier*	
Axes transversaux	Lutte contre les discriminations **X**	Egalité femme/homme	Jeunesse **X**	Valeurs de la République et Citoyenneté **X**

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 15 : Favoriser et développer l'offre de mobilité***

Orientation stratégique 15.1 : Structurer l'accessibilité et les mobilités à l'intérieur des quartiers, entre les quartiers et entre les villes de Martigues et Port-de-Bouc

Attendus

Bien que la question de la mobilité dépasse le cadre même du contrat de ville, elle n'en constitue pas moins une des conditions du désenclavement des quartiers et de l'accès pour ses habitants aux services publics et aux équipements (culturels, sportifs, de santé, scolaires …). Le territoire bénéficie aujourd'hui d'une desserte en transports collectifs urbains renforcés. Il s'agit ainsi de poursuivre son déploiement en direction des quartiers de la politique de la ville, en s'appuyant sur le Plan de Déplacements Urbains en cours d'élaboration, dont le programme d'actions portera une attention plus particulière sur ces quartiers.

Par ailleurs, la question du désenclavement des quartiers de la politique de la ville est récurrente dans l'ensemble des projets de renouvellement urbain qui les concernent. Il s'agit de travailler sur les connexions entre quartiers, de redéfinir les logiques de déplacements et les fonctions de chaque espace à l'intérieur même du quartier afin d'offrir aux habitants un cadre de vie de qualité.

Cadre d'actions

Objectif opérationnel 15.1.1. Renforcer et diversifier l'offre de mobilité et de transports aux différentes échelles du territoire ➢ Bus à Haut Niveau de Service ➢ Amélioration de la desserte TC et/ou PDE des zones d'activités en adéquation avec les horaires des salariés	*Pilotage : CAPM, SMGETU* *Partenaires : Villes, entreprises des zones d'activités* *Publics cibles : habitants des quartiers de la politique de la ville, salariés des zones d'activités*
Objectif opérationnel 15.1.2. Favoriser le désenclavement des quartiers ➢ Repenser les logiques de circulation interquartiers et dans les quartiers (modes doux, cheminements piétons) ➢ Rationalisation et développement de l'offre de stationnement	*Pilotage : CAPM, Villes* *Partenaires : bailleurs sociaux* *Publics cibles : habitants des quartiers de la politique de la ville*

Axes transversaux

Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
X			**X**

Cadre de vie et renouvellement urbain	***Enjeu stratégique 15 : Favoriser et développer l'offre de mobilité***

Orientation stratégique 15.2 : Poursuivre la connexion du territoire avec les pôles d'emplois et de formation du territoire métropolitain

Attendus

La mobilité constitue également un levier d'actions primordial pour l'accès des publics les plus en difficulté à l'emploi et à la formation. Ce droit à la mobilité est d'autant plus important pour ces publics, qui ne disposent pas toujours d'un moyen de déplacement propre.
Il s'agit ainsi de poursuivre le développement du réseau de transports collectifs urbains interne au territoire ouest étang de Berre, tout en favorisant les connexions avec les réseaux de transports irriguant plus largement le territoire métropolitain, et ses pôles de formation et d'emploi.

Cadre d'actions

Objectif opérationnel 15.2.1. Consolidation des connexions avec les principales AOT départementales et régionales ➢ Développement de l'information et la communication sur les horaires et la tarification	*Pilotage : SMGETU* *Partenaires : Conseil départemental, Conseil régional, SNCF, Car Treize, CAPM, Villes* *Publics cibles : tout public, plus particulièrement les personnes en recherche d'emploi, les jeunes et les étudiants*
Objectif opérationnel 15.2.2. Favoriser la desserte des quartiers de la politique de la ville par les transports interurbains et métropolitains ➢ Soutien à la création du pôle d'échanges multimodal de Croix Sainte ➢ Création du Pôle d'échanges du quartier de l'Hôtel de Ville à Martigues ➢ Réalisation de la complémentarité entre la gare de Port de Bouc et les projets de gares sur Martigues	*Pilotage : SMGETU* *Partenaires : DDTM, SNCF, RFF, Conseil départemental, Conseil régional, CAPM, Villes* *Publics cibles : tout public et notamment les habitants des quartiers, dont celui de Mas de Pouane en particulier*

Axes transversaux

Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
X		X	X

Développement de l'activité économique et de l'emploi

Enjeu stratégique 16 : Appuyer le développement économique dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

Orientation stratégique 16.1 : Encourager la création d'entreprises dans les quartiers prioritaires ou par des publics des quartiers prioritaires

Attendus

Le champ du développement économique représente un volet essentiel du contrat de ville, tant il constitue un levier incontournable du développement des quartiers, par la création et/ou le maintien d'un tissu commercial et économique de proximité et le développement de l'emploi. En outre, les commerce et services de proximité contribuent fortement à développer la vie sociale du quartier, et participent de l'offre de service globale proposée aux habitants.

Il convient à la fois d'intervenir sur l'implantation des activités et sur les publics en renforçant l'offre de locaux disponibles dans les quartiers et confortant les dispositifs d'accompagnement des publics des quartiers dans leur projet de création d'entreprises. Les freins à la création d'activité sont nombreux : barrière administrative, sociales, économiques, qu'il est nécessaire de prendre en compte.
Cette offre d'accompagnement à la création d'activités et d'entreprises, doit être basée prioritairement sur la détection et l'accompagnement de projets conçus au sein des quartiers par leurs habitants, mais n'hésitant pas non plus à proposer une implantation dans le quartier à des projets nés ailleurs, mais pouvant y trouver des conditions propices de réalisation.

Le développement de l'économie sociale et solidaire constitue en cela une piste d'intervention intéressante car porteuse d'innovation sociale avec un potentiel de création d'emplois.

Cadre d'actions

Objectif opérationnel 16.1.1. Amélioration de l'offre de locaux d'activités économiques dans les quartiers prioritaires ➢ Recensement et qualification des locaux susceptibles d'être affectés à de l'activité économique de proximité dans les quartiers de la politique de la ville	*Pilotage : CAPM service développement économique* *Partenaires : Villes, CDC, CRMA PACA* *Publics cibles : acteurs de l'économique et de l'entreprise des quartiers*
Objectif opérationnel 16.1.2. Accompagnement des publics dans leur projet de création d'entreprises ➢ Création d'un dispositif « Cité Lab » Renforcement de la cohérence entre les acteurs de la création d'entreprises et ceux de la formation ➢ Développement d'actions de sensibilisation et d'information sur la création d'entreprises dans les QPV ➢ Renforcement de la cohérence entre dispositifs existants (NACRE, plateforme IPM) ➢ Renforcement de la cohérence entre les acteurs de la création d'entreprises et ceux de la formation	*Pilotage : CAPM service développement économique* *Partenaires : CCIMP, CMA, CDC, IPM, groupements d'employeurs, acteurs de la formation et de l'entreprise, membres du SPE, centres sociaux/maisons de quartier* *Publics cibles : habitants des quartiers de la politique de la ville, notamment les jeunes et les femmes*

	Objectif opérationnel 16.1.3. Promouvoir l'entreprenariat social et l'innovation sociale dans les quartiers de la politique de la ville ➢ Développement des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ➢ Développement des interventions de sensibilisation à l'ESS dans les lycées ➢ Soutien à l'accès des jeunes des quartiers prioritaires aux emplois de l'économie sociale et solidaire	*Pilotage : CAPM service développement économique, Villes* *Partenaires : Conseil régional membres du SPE, CCIMP, IPM, Maison de l'emploi et de la formation, Mission locale, AJES, PAJ, centres sociaux/maisons de quartiers, CRESS* *Publics cibles : habitants des quartiers de la politique de la ville, notamment les jeunes et des femmes*
	Objectif opérationnel 16.1.4. Favoriser la redynamisation du tissu économique de proximité dans les quartiers de la politique de la ville et notamment en centre-ville ➢ Renforcement de la mobilisation des dispositifs existants (FISAC…) ➢ Poursuite de l'amélioration des devantures des locaux commerciaux et à leur mise en sécurité	*Pilotage : CAPM service développement économique* *Partenaires : Villes, Conseil régional, CMA PACA, CCIMP* *Publics cibles : acteurs économiques des quartiers*

Axes transversaux	Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
	X	**X**	**X**	

Développement de l'activité économique et de l'emploi

Enjeu stratégique 17 : Renforcer la politique d'accompagnement et d'accès à l'emploi et à la formation des personnes les plus en difficulté

Orientation stratégique 17.1 : Accompagner dans l'emploi les publics issus des quartiers

Attendus

L'objectif est d'améliorer l'accompagnement des publics dans leur parcours vers l'emploi, afin de leur garantir à terme une insertion durable sur le marché du travail.

Cadre d'actions

Objectif opérationnel 17.1.1. Poursuivre l'amélioration du niveau de qualification notamment en proximité dans les quartiers ➢ Amélioration la mobilité des publics des quartiers vers les pôles de formation sur le territoire	*Pilotage : SMGETU* *Partenaires : CAPM, Villes, Maison de l'emploi et de la formation, mission locale, Conseil départemental, Conseil régional, SNCF, Car Treize, Pôle Emploi* *Publics cibles : demandeurs d'emplois issus des quartiers de la politique de la ville*
Objectif opérationnel 17.1.2. Développer les parcours d'insertion sociale et professionnelle ➢ Création des conditions de sécurisation et d'adaptation des parcours d'insertion professionnelle ➢ Développement les clauses d'insertion sociale dans les Marchés Publics de travaux se déroulant dans les quartiers de la politique de la ville pour les publics qui y résident ➢ Amélioration des conditions d'accès aux divers modes de garde et de création de modes de garde adaptés	*Pilotage : Villes* *Partenaires : CCIMP, Maison de l'emploi et de la formation, mission locale, CIAS/SIVU, Conseil départemental, Conseil régional, Pôle emploi, membres du SPE, AJES, PAJ, Centres sociaux/maisons de quartier, CAF* *Publics cibles : publics en insertion socioprofessionnelle, habitants des quartiers de la politique de la ville*

transversauxAxes

Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
X	X	X	

Développement de l'activité économique et de l'emploi

Enjeu stratégique 18 : Renforcer l'attractivité économique du territoire

Orientation stratégique 18.1 : Anticiper les pertes d'emploi dans l'industrie classique

Attendus

Bien que dépassant le périmètre des quartiers de la politique de la ville, la question du rayonnement et de l'attractivité économique du territoire à l'échelle métropolitaine les touche directement. Dominée par l'industrie, l'économie du territoire ouest étang de Berre constitue en effet un bassin d'emploi historique pour les habitants de ces quartiers. Il est ainsi primordial de les inscrire dans le développement des filières économiques porteuses du territoire, existantes ou en devenir.

Le développement économique des quartiers et de l'accès à l'emploi de leurs habitants ne peut ainsi être dissocié du développement global du territoire et doit s'inscrire dans le cadre de la dynamique économique à l'échelle de la CAPM, du SCoT et de l'aire métropolitaine.

Cadre d'actions

Objectif opérationnel 18.1.1. Mettre en œuvre une veille de l'état de l'emploi dans l'industrie classique ➢ Création d'un observatoire multi-partenarial de l'emploi dans l'industrie classique	*Pilotage : CAPM* *Partenaires : Grands donneurs d'ordres du territoire, Etat, Villes, Pôle emploi, Maison de l'emploi et de la formation, Conseil départemental, Conseil régional, membres du SPE, CCIMP, CDC* *Publics cibles : salariés dans l'industrie classique*
Objectif opérationnel 18.1.2. Développer de nouvelles filières d'activités économiques ➢ Favoriser l'émergence de nouvelles filières économiques	*Pilotage : CAPM* *Partenaires : Grands donneurs d'ordres du territoire, Etat, Villes, membres du SPE, Pôle emploi, Maison de l'emploi et de la formation, Conseil départemental, Conseil régional, CCIMP, CDC, CMA PACA* *Publics cibles : acteurs de l'économique*

Axes transversaux

Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté

Développement de l'activité économique et de l'emploi | ***Enjeu stratégique 18 : Renforcer l'attractivité économique du territoire***

Orientation stratégique 18.2 : Adapter l'offre de formation aux besoins des entreprises actuelles et à venir

Attendus

Les acteurs économiques, comme de l'insertion professionnelle s'accordent sur les difficultés de mise en cohérence des formations et des besoins des entreprises, du fait d'une méconnaissance des débouchées dans certains secteurs sur le territoire plus porteurs que d'autres, et de certains métiers, en particulier dans l'industrie classique, moins attractifs auprès des jeunes.
L'orientation des jeunes des quartiers est en outre pénalisée par des difficultés dans la constitution d'un réseau d'employeurs, qui constitue véritablement un frein dans leur accès à l'emploi ou ne serait-ce qu'à l'obtention d'un stage ou d'une formation en alternance.
Les passerelles entre l'école et l'entreprise restent ainsi difficiles, et contribue aux mécanismes de reproduction sociale à l'œuvre et largement constatés dans l'orientation scolaire et professionnelle des jeunes, en particulier issus des quartiers de la politique de la ville.
La mise en réseau de l'ensemble des partenaires intervenant sur ces questions doit permettre de répondre à cet enjeu.

Cadre d'actions

Objectif opérationnel 18.2.1. Structuration d'un réseau d'échanges entre les entreprises, les structures liées à l'emploi, les organismes de formation et les collectivités

- Création d'une instance d'échanges et des rencontres avec les entreprises, Pôle Emploi, les Collectivités et les acteurs de l'insertion et de la formation
- Accompagnement et mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux de l'emploi et de la formation autour d'actions collectives visant à la diversification de l'activité économique et à l'évolution du système d'orientation professionnelle

Pilotage : CAPM

Partenaires : Grands donneurs d'ordres du territoire, Etat, Villes, CCIMP, Pôle emploi, Maison de l'emploi et de la formation, Conseil départemental, Conseil régional, membres du SPE, SPEP Fos Etang de Berre Salon

Publics cibles : acteurs économiques

transversauxAxes

Lutte contre les discriminations	Egalité femme/homme	Jeunesse	Valeurs de la République et Citoyenneté
X			

6.2. Les conventions d'application du contrat de ville

Le Ministre délégué à la Ville a signé en 2013, douze conventions interministérielles triennales d'objectifs, de méthode et de moyens en faveur des quartiers populaires. Celles-ci visent à territorialiser les politiques sectorielles pour concentrer les moyens de droit commun dans les quartiers réglementaires.

Il a également signé des conventions cadre avec l'Association des Maires de France, l'Association des Maires des Grandes Villes de France, l'Assemblée des Communautés de France, l'Assemblée des Départements de France et l'Assemblée des Régions de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville.

Les conventions de la Caisse des Dépôts, de la Formation des Villes Moyennes, Villes et Banlieues de France.

L'Etat et la Caisse nationale d'allocation familiale (C.A.F) et Pôle Emploi

Chacune de ces conventions fixe des orientations et des objectifs opérationnels afin d'assurer dans le cadre d'une large mobilisation des acteurs et partenaires la meilleure implication des politiques publiques sectorielles inscrivant dans le cadre du contrat les engagements concernant les politiques de droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales ainsi que la mobilisation des instruments spécifiques dans le cadre d'un portage intercommunal CAPM.

Il a également été signé des conventions cadre avec l'Association des Maires de France, l'Assemblée des Communautés de France, l'Assemblée des Départements de France et l'Assemblée des Régions de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville.

L'Etat et la Caisse nationale d'allocation familiale ont signé une convention d'objectifs et de gestion 2013-2017, le 16 juillet 2013, ainsi qu'une convention de partenariat en date du 18 juin 2015 annexée aux présentes.

La Région a défini les principes et les finalités de son engagement dans le cadre de la nouvelle démarche de contractualisation en faveur des territoires urbains les plus en difficultés contrats de ville 2015-2020, et l'intégration de cet engagement au futur Contrat de Plan Etat Région (CPER) lors de la délibération du 12 décembre 2014.

Comme prévu par les dispositions de l'article 8 de la loi du 21 février 2014, une convention intercommunale sera signée entre monsieur le Préfet, la CAPM, les Villes de Martigues et de Port-de-Bouc, le Conseil départemental, les bailleurs sociaux, les réservataires et les associations de locataires. Cette convention s'appuiera sur le contrat de ville et fixera les objectifs partagés en termes d'attributions de logements, de mutations, d'accompagnement social, de localisation du relogement des publics prioritaires.

(Voir en annexe conventions et délibérations)

En sus de la convention CAPM/Villes/Bailleurs sociaux, portant sur les attributions et mutations de logements sur l'ensemble du territoire communautaire, les questions du logement social ont fait l'objet de 3 décrets publiés au JO du 13 mai 2015, pris en application de la loi ALUR.

❖ ***Les conventions relatives à la gestion des logements sociaux***

Comme prévu par les dispositions de l'article 8 de la loi du 21 février 2014, une convention intercommunale sera signée entre monsieur le Préfet, la CAPM, les Villes de Martigues et de Port-de-Bouc, le Conseil départemental, les bailleurs sociaux, les réservataires et les associations de locataires. Cette convention s'appuiera sur le contrat de ville et fixera les objectifs partagés en termes d'attributions de logements, de mutations, d'accompagnement social, de localisation du relogement des publics prioritaires.

(Voir en annexe conventions et délibérations)

1.

2.

En sus de la convention CAPM/Villes/Bailleurs sociaux, portant sur les attributions et mutations de logements sur l'ensemble du territoire communautaire, les questions du logement social ont fait l'objet de 3 décrets publiés au JO du 13 mai 2015, pris en application de la loi ALUR.

1- Le décret « relatif au contenu, aux modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs »

Il concerne directement les collectivités locales. Dune durée de 6 ans, le plan partenarial est élaboré en y associant les communes membres, par les EPCI à titre obligatoire lorsqu'ils sont dotés d'un programme local de l'habitat (PLH) approuvé, la mise en œuvre du plan fait l'objet de conventions signées entre l'EPCI et les organismes bailleur, l'Etat, les autres réservataires de logements sociaux et, le cas échéant, d'autres personnes morales intéressées.
Le plan partenarial de gestion de la demande de logement social doit comporter :

- Les modalités locales d'enregistrement de la demande de logement social et la répartition territoriale des guichets d'enregistrement ;

- Le délai maximal dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu ;

- Des indications sur le dispositif de gestion partagée de la demande de logement social (ses fonctions, son pilotage, son calendrier…) ;

- Les modalités de la qualification de l'offre de logements sociaux du territoire (les indicateurs utilisés, l'échelle géographique…) ;

- Les indicateurs permettant d'estimer le délai d'attente moyen par typologie de logement et par secteur géographique ;

- Des indications sur le service d'information et d'accueil du demandeur ;

- La liste des situations des demandeurs de logements sociaux qui justifient un examen particulier et des indications sur l'instance chargée de les examiner ;

- Les moyens favorisant les mutations au sein du parc social ;

- Les conditions de réalisation des diagnostics sociaux et les conditions de mobilisation des dispositifs d'accompagnement social.

2- Le second décret du 12 mai, « relatif au mode de gestion partagée de la demande de logement social et à l'information du demandeur »

Il précise le contenu et le fonctionnement de ce dispositif qui doit faire l'objet d'une convention entre les acteurs concernés : les EPCI dotés d'un PLH approuvé, les réservataires, les bailleurs sociaux et les organismes (ou services) chargés de l'information des demandeurs ou de l'enregistrement des demandes. Il indique que cette convention, élaborée au niveau intercommunal.

Le décret liste les informations que doit comporter le dispositif de gestion partagé des dossiers pour déterminer le caractère prioritaire d'une demande, identifier les demandeurs dont l'attente a atteint ou dépassé le délai fixé par la préfet, ou encore appliquer le barème de la cotation de la demande si l'EPCI a décidé de mettre en place un tel système.

Mais aussi, pour chaque dossier de demande :

- la décision de la commission d'attribution (avec le rang du demandeur en cas d'attribution sous réserve de refus du ou des candidats précédents et les motifs de la décision en cas d'attribution sous condition suspensive et en cas de non-attribution)

- en cas de décisions d'attribution, la description précise du logement proposé et, le cas échéant le fait que le logement lui est proposé au titre du Dalo (Droit au logement opposable) ;

- les conséquences de son éventuel refus de l'offre de logement « notamment lorsque le logement a été proposé au titre du Dalo »…

En outre ce décret définit les types de décision pouvant être pris par la commission d'attribution (attribution du logement proposé à un candidat, attribution du logement proposé en classant les candidats par ordre de priorité, attribution du logement proposé à un candidat sous condition suspensive, non attribution au candidat du logement proposé…)

3- Le troisième décret du 12 mai, « portant diverses dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation en matière de demande de logement social »

Il offre « la possibilité aux réservataires de logements sociaux de gérer de manière directe ou déléguée leur contingent de logements réservés » et modifie « les dispositions de l'article R.441-9 du code de la construction et de l'habitation afin que les politiques d'attribution des bailleurs sociaux soient conformes aux dispositions législatives ainsi qu'aux documents locaux relatifs aux attributions (orientations fixées par la conférence

intercommunale mentionnée à l'article L.441-1-5 du code de la construction et de l'habitation et par le plan de partenarial de gestion de la demande de logement social) qui devront au même titre que le règlement des commissions d'attribution, être rendus publics ».

Par ailleurs, le territoire de la CAPM, au titre du NPNRU, comprend un quartier (La Lèque/Les Aigues Douces) inscrit en opération d'intérêt national, et 2 quartiers (Les Comtes et Mas de Pouane) inscrits en opération d'intérêt régional.

La mise en œuvre de ces opérations nécessitera sa prise en compte particulière dans le cadre de l'élaboration des conventions précitées. Celles-ci seront élaborées suivant le calendrier prévisionnel suivant :

- Septembre 2015 : réunion des représentants de l'Etat, de la CAPM, des Villes et des bailleurs et organismes réservataires pour la constitution d'un groupe de travail technique ;

- Novembre 2015 : présentation au COPIL du Contrat de ville des orientations et préconisations du projet d'accord-cadre et validation ;

- Décembre 2015 : signature de l'accord-cadre qui sera annexé au Contrat de ville.

❖ ***Les conventions relatives aux exonérations de la taxe foncière sur le foncier bâti (TFPB)***

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de février 2014 et la loi de finances 2015 ont confirmé le maintien de l'abattement de 30% sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficient les bailleurs sociaux pour les logements situés en quartier prioritaire de la politique de la ville, en contrepartie de la mise en œuvre d'actions contribuant à améliorer la qualité de services aux locataires. Après le régime transitoire défini pour l'année 2015 , l'abattement de la TFPB est subordonné à la signature du contrat de ville par les organismes HLM, et à la transmission annuelle aux signataires du contrat de ville des documents justifiant du montant et du suivi des actions entreprises en contrepartie de l'abattement, à compter de 2016 et jusqu'en 2020.

Une charte, annexée aux présentes, établissant un "cadre national d'utilisation de l'abattement de taxe foncière des propriétés bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour la qualité de vie urbaine a été signée le 29 avril 2015 entre l'État, le mouvement HLM et 4 associations d'élus locaux visant à renforcer la nécessaire territorialisation des actions menées en contrepartie de l'abattement et l'articulation de la mesure avec les démarches de gestion urbaine de proximité (GUP) portées par les collectivités sur les mêmes périmètres.

Ce cadre national doit être décliné localement sous forme de "conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB", conventions qui doivent elles-mêmes être déclinées par quartier et par organisme HLM, et constituer une annexe à chaque contrat de ville. L'inscription de ces conventions dans les contrats de ville avait été actée lors du comité interministériel des villes du 19 février 2013 puis confirmée dans

la loi de finances. Chaque convention sera cosignée par l'organisme HLM, l'Etat et la collectivité (commune ou EPCI) concernée.
Les actions engagées par les organismes HLM doivent pouvoir être détaillées et chiffrées. Les bailleurs doivent ainsi être en mesure d'identifier les initiatives spécifiques mises en œuvre et de mesurer le différentiel entre le coût de ces actions et le coût d'une gestion de droit commun dans le parc social hors quartiers prioritaires (comparer, par exemple, le coût annuel moyen du gardiennage ou de la maintenance hors quartiers prioritaires et le coût envisagé en quartier prioritaire).
La convention fixera un "programme d'actions" qui devra faire l'objet de "points d'étape réguliers" associant la collectivité ainsi que des représentants des locataires et incluant des enquêtes de satisfaction, des tableaux de bord de suivi… Un suivi et une évaluation sont également prévus à l'échelle nationale puisque l'USH devra réaliser un bilan triennal du dispositif.

Engagements des Conseils Généraux :

- Revisiter leurs outils de contractualisation avec les échelons infra-communaux et à les articuler avec les futurs contrats de ville.

Les signataires s'engagent à décliner localement les conventions nationales précitées et à les adapter aux besoins particuliers du territoire.

6.3. Annexe financière

La mobilisation du droit commun constitue un axe majeur de la mise en œuvre des contrats de ville, comme le prévoient les articles 1 et 6 de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbain et le précise la circulaire ministérielle sur les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville du 15 octobre 2014

Encadrées par la circulaire du 30 novembre 2012, 12 conventions nationales d'objectifs interministérielles permettent de préciser les engagements pris au bénéfice des quartiers prioritaires par chaque pôle ministériel, en termes d'objectifs opérationnels, de moyens mobilisés, d'adaptation qualitative des actions conduites et de méthode. Les modalités de leur déclinaison territoriale et de leur suivi ont été précisées dans la circulaire du Premier ministre n°5706/SG du 26 mars 2014 qui s'est traduit par un important travail d'inventaire du droit commun sur les territoires.

La question de la déclinaison opérationnelle des conventions nationales au sein de chaque contrat de ville constitue le cœur du dispositif ; cette mobilisation du droit commun au plan local doit répondre aux enjeux qui ont été identifiés et validés dans le cadre du diagnostic territorial du contrat de ville de la CAPM.

De surcroit, dans un objectif de justice sociale et territoriale des crédits d'intervention du ministère en charge de la politique de la ville sont sanctuarisés (338 millions d'€/an) dans le budget triennal 2015-2017, dont 76 millions d'euros alloués pour la réussite éducative (PRE) et 74 millions d'euros pour les 4 200 postes d'adultes-relais ; l'essentiel étant au bénéfice des 7000 associations de la politique de la ville.

Il est en outre prévu par exemple :

En soutien au logement

Une extension de la TVA à 5,5% pour l'accession sociale à la propriété aux 1 300 quartiers réglementaires de la politique de la ville et à la bande des 300 mètres alentour, ainsi que le prévoit le PLF 2015 pour un coût de 110 millions d'euros en 2015. Pour mémoire, auparavant, cette mesure ne s'appliquait que dans les quartiers ANRU.

Une extension aux 1300 nouveaux quartiers réglementaires en 2015, de l'abattement de taxe foncière des propriétés bâties (TFPB) de 30% pour les logements, dispositif qui auparavant ne concernait que les Zones Urbaines Sensibles (750 ZUS), "Cette mesure sera surtout inscrite dans les contrats de ville au service des habitants ; les bailleurs sociaux s'engageront en contrepartie sur des niveaux de service renforcés pour favoriser le mieux-vivre collectif".

Une mobilisation des crédits de droit commun de l'Etat des autres programmes ministériels (emplois d'avenir, déploiement de la garantie jeunes, postes d'enseignants,

articulation avec les zonages éducation prioritaire et les zones de sécurité prioritaire, 75% du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD), 1/3 des 450 millions de crédits pour des projets de désenclavement des quartiers - 3ème appel à projet TCSP-,…)

Une mobilisation des crédits de droit commun des collectivités : 10% à minima des fonds européens FSE/FEDER gérés par les régions et les départements seront consacrés aux quartiers réglementaires, soit environ 1,5 Mds sur la période 2015-2020.

En soutien au développement économique

La Caisse des dépôts, l'ANRU et l'EPARECA sont prêts investir dans le développement d'une offre immobilière diversifiée et adaptée aux TPE et PME des quartiers. Ainsi, au-delà des 5 milliards d'euros de subventions qui seront accordées par l'ANRU dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU), plusieurs dispositifs de soutien à l'entreprenariat dans les quartiers sont prévus en partenariat avec la Caisse des dépôts et la Banque publique d'investissement (BPI). Ainsi, « L'Etat avec le programme des investissements d'avenir et la Caisse des dépôts consacreront sur 2015-2020 une enveloppe de 600 millions d'euros pour lever des investissements privés et co-investir dans des projets structurants, comme des pépinières d'entreprises ou des maisons de santé ».

Une refonte des Zones Franches Urbaines en « Territoires entrepreneurs » dans lesquels les entreprises y bénéficieront d'exonérations d'impôt sur les bénéfices jusqu'à un plafond de 50 000 €, majoré de 5 000 € par nouveau salarié embauché domicilié dans un quartier prioritaire (mesure PLFR). Ceci à condition que cela bénéficie à l'emploi local : clause d'embauche de 50% : 1 emploi sur 2 doit revenir à un habitant du quartier.

Un soutien aux commerces de proximité par une exonération d'impôts locaux – TPFB et cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – pour les commerces dans l'ensemble des 1 500 quartiers réglementaires (mesure PLFR).

En soutien au renouvellement urbain

Dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) qui constitue le volet renouvellement urbain du contrat de ville, un budget de 5 milliards d'euros (loi février 2014).

Un renforcement de la péréquation : + 180 millions d'euros DSU (PLF 2015), portant à 1,730 Milliards d'euros, la Dotation de Solidarité urbaine (DSU); mais aussi le Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) : + 210 millions d'euros

Un soutien à l'investissement local : 100 millions d'euros de dotation de développement urbain (DDU - PLF 2015).

Les différentes collectivités territoriales et leurs groupements, les autres partenaires du contrat de ville formaliseront autant que possible leurs engagements de façon pluriannuelle.

Le 12 décembre 2014 le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a approuvé une délibération relative à l' « Engagement régional pour la Cohésion urbaine et l'égalité des territoires ».
Conformément à la loi du 21 février 2014 de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine, cette délibération précise les orientations et priorités de l'intervention régionale autour des 3 piliers- Cohésion sociale, Renouvellement Urbain-Cadre de Vie et Emploi-Développement Economique- qui structurent la nouvelle génération de Contrats de ville 2015-2020.
Au-delà des quartiers relevant de la géographie prioritaire définie par l'Etat, l'Institution régionale entend assurer la poursuite des politiques régionales d'égalité territoriale au bénéfice des quartiers qui sont sortis de la géographie prioritaire et des territoires périurbains et ruraux qui rencontrent des problématiques particulières en matière de cohésion sociale (cf. délibération annexée au Contrat de préfiguration du contrat de ville communautaire 2015-2020).

Le Département des Bouches-du-Rhône mobilisera ses compétences d'attribution en matière d'action sociale et médico-sociale, d'insertion sociale et professionnelle et de prévention spécialisée.

Cette mobilisation s'effectuera dans le respect :

- des grandes orientations présidant à la mise en œuvre de ces interventions axées sur la prévention sociale et médico-sociale, l'aide à l'autonomie et à l'insertion des personnes en difficultés et la prise en charge individuelle des personnes ayant perdu leur autonomie ou dépendantes,
- du règlement départemental d'aide sociale,
- de l'organisation territoriale et des moyens humains dédiés à celles-ci (Maisons Départementales de la Solidarité de territoire, Maisons Départementales de la Solidarité de proximité, Pôles d'insertion, Pôles inspecteurs Enfance-Famille, les Centres de Planification et d'Education Familiale, le Centre de lutte anti tuberculeuse, les CIDAG-CIDDIST, les Centres Médico Psycho Pédagogique…),
- des moyens financiers y étant annuellement consacrés.

Le Département développe en outre une politique facultative visant à favoriser

1. la jeunesse et son accès à :
- l'éducation dans le domaine de l'aide à la parentalité, de la lutte contre le décrochage et l'accompagnement scolaire, et de l'accompagnement à l'orientation professionnelle
- la culture, aux sports et aux loisirs.

2. La création et le développement d'actions innovantes en matière d'insertion sociale et professionnelle
3. l'habitat et le cadre de vie en faveur des habitants des quartiers prioritaires en vue d'assurer leur formation au regard de leurs droits et obligations, leur accès au droit, et leur participation aux projets d'amélioration de leurs habitat et cadre de vie.

Cet engagement volontaire sera valorisé dans le cadre des nouveaux contrats de ville dans le respect des orientations présentées ci-dessus et sous réserve des crédits inscrits annuellement au Budget Départemental.

En matière de rénovation urbaine, le Département des Bouches-du-Rhône sera amené à déterminer le détail de sa participation aux différents projets par une délibération ultérieure, sur la base de la connaissance du détail des actions projetées, de leurs coûts respectifs et de l'engagement financier des autres partenaires.

PACTE FINANCIER ET FISCAL DE SOLIDARITE

Conformément à l'article 12 de la loi no 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, un Pacte Financier et Fiscal doit être conclu entre la CAPM et les Villes de Martigues et Port-de-Bouc dans les formes et conditions suivantes :

« Lorsqu'il s'agit d'une communauté urbaine, d'une métropole ou de la métropole de Lyon ou lorsque l'établissement public de coopération intercommunale est signataire d'un contrat de ville tel que défini à l'article 6 de la loi no 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, il définit les objectifs de péréquation et de renforcement des solidarités financière et fiscale entre ses communes membres sur la durée du contrat de ville. L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre s'engage, lors de la signature du contrat de ville, à élaborer, en concertation avec ses communes membres, un pacte financier et fiscal de solidarité visant à réduire les disparités de charges et de recettes entre ces dernières. Ce pacte tient compte des efforts de mutualisation des recettes et des charges déjà engagés ou envisagés à l'occasion des transferts de compétences, des règles d'évolution des attributions de compensation, des politiques communautaires poursuivies au moyen des fonds de concours ou de la dotation de solidarité communautaire ainsi que des critères retenus par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre pour répartir, le cas échéant, les prélèvements ou reversements au titre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales. A défaut d'avoir élaboré un tel pacte ou de s'engager à l'élaborer dans la première année de mise en œuvre du contrat de ville, l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est tenu d'instituer, dans le cadre d'un contrat de ville, une dotation de solidarité communautaire, dont le montant est réparti en fonction de critères de péréquation concourant à la réduction des disparités de ressources et de charges entre les communes. »

Pour l'exercice 2015, la CAPM a inscrit dans son budget une somme de 490.000 € au titre du financement des actions mises en œuvre dans le cadre de l'appel à projets 2015, en lieu et place des Communes de Martigues et Port-de-Bouc, ainsi qu'une dotation forfaitaire, versée aux Communes de Martigues et Port-de-Bouc d'un montant annuel de 948.376 € à minima.

Cette dotation forfaitaire de solidarité est représentative :

- de l'aide à l'amélioration du cadre de vie des habitants des Quartiers Prioritaires
- de la part des charges des services communaux concourant à la mise en œuvre du Contrat de Ville et des opérations de Renouvellement Urbain.

Ce financement est pris en charge par la CAPM sans impacter les montants des Attributions de compensations versées à ces Collectivités. Cette dotation forfaitaire pourra être actualisée en tant que de besoin, sans toutefois pouvoir être inférieure au montant minimal indiqué ci-dessus.

7. SUIVI ET EVALUATION

7.1. Suivi des objectifs opérationnels chiffrés

L'évaluation qui s'effectue en continue pendant toute la durée du Contrat de ville est un enjeu et un axe prioritaire du Contrat de ville. Une série d'indicateurs de suivi – évaluation a été établie, qui pourra être amendée tout au long de la mise en œuvre du Contrat de ville. Ces indicateurs seront renseignés par les différents acteurs et centralisés par la direction de l'équipe opérationnelle. Ils permettront d'actualiser l'état des lieux-diagnostic dressé dans le Contrat de préfiguration du Contrat de ville signé en avril 2015, et ainsi de suivre l'évolution du niveau de fragilité des ménages.

r	Indicateur	But à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
ur	Nb de travailleurs sociaux intervenant sur le territoire (par organismes)	Augmentation		X	X	CIAS/SIVU
on	Part des allocataires CAF à bas revenus	Baisse		X	X	CAF
	Part des allocataires CAF fragiles	Baisse		X	X	CAF
	Part des ménages isolés parmi les allocataires CAF	Baisse		X	X	CAF
	Part des allocataires RSA			X	X	CAF
	Nb de droits ouverts au RSA			X	X	CAF
es	Nb de places en structure d'hébergement d'urgence et en logement temporaire		X	X	X	Villes
	Nb de mesures ASELL pour l'accès au logement			X	X	CAF
	Taux de bénéficiaires du FSL			X	X	CAF
ent	Nb d'assignations pour impayés de loyer			X	X	CIAS/SIVU
	Nb d'expulsions effectives			X	X	CIAS/SIVU
	Nb de mesures ASELL dans le cadre de la prévention des expulsions locatives			X	X	CIAS/SIVU

r	Indicateur	But à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
es	Taux de fréquentation de la Maison de l'emploi et de la formation	Augmentation		X	X	CAPM
	Nb de contrats aidés	Augmentation		X	X	
	Nb de bénéficiaires des différents dispositifs d'accompagnement proposés par la Maison de l'Emploi et de la Formation	Augmentation	X	X	X	CAPM
	Nb de bénéficiaires des dispositifs d'accompagnement à la création d'entreprise	Augmentation	X	X	X	CAPM
ux	Taux de couverture par les médecins généralistes	Augmentation	X	X	X	Obs. Santé CAPM/Insee
	Taux de couverture par les médecins spécialistes	Augmentation	X	X	X	Obs. Santé CAPM/Insee
	Taux de couverture par les professionnels paramédicaux	Augmentation	X	X	X	Obs. Santé CAPM/Insee
	Nb de lieux de promotion de la santé par type	Augmentation				CAPM
	Taux de couverture de la CMU-C (selon l'âge et le sexe)		X	X	X	Insee
u	Taux de mortalité prématurée	Baisse			X	ARS
re	Taux de morbidité	Baisse			X	ARS
	Délai d'attente pour l'obtention d'un rendez-vous dans un dispositif d'accueil et d'écoute en matière de souffrance psychique	Baisse		X	X	Obs. Santé CAPM

	Indicateur	But à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
d	Nb de places d'hébergement pour personnes âgées	Augmentation		X	X	Obs. Santé CAPM/Villes
en	Nb de places d'hébergement pour personnes souffrant de handicap (adultes et enfants)	Augmentation		X	X	Obs. Santé CAPM/Villes
	Taux de personnes percevant l'AAH			X	X	CAF
	Nb d'Assistants de Vie Scolaire	Augmentation		X	X	Obs. Santé CAPM/
ts	Part des élèves scolarisés en éducation prioritaire			X	X	Académie
	Part des élèves issus des quartiers réglementaires et de veille active			X	X	Académie
	Part des élèves issus des catégories sociales les plus défavorisées			X	X	Académie
	Taux d'élèves boursiers			X	X	Académie
	Ecart entre taux de réussite au DNB et taux de réussite des PCS défavorisées	Baisse		X	X	Académie
	Taux de réussite au BAC selon les filières	Augmentation		X	X	Académie
	Taux d'accès au baccalauréat selon les filières	Augmentation		X	X	Académie
	Proportion de bacheliers parmi les sortants selon les filières	Augmentation		X	X	Académie

	Indicateur	But à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
	Part des enfants de moins de 3 ans scolarisés (selon le sexe)	Augmentation	X	X	X	Villes
	Nb de places créées pour l'accueil des enfants de moins de 3 ans en maternelle	Augmentation	X	X	X	Villes
	Part des élèves en retard à l'entrée en 6ème	Baisse		X	X	Académie
	Part des élèves en retard à l'entrée en 2nde selon l'orientation (Général, technique, professionnel)	Baisse		X	X	Académie
	Part des élèves en situation de décrochage scolaire/déscolarisation (selon l'âge et le sexe)	Baisse		X	X	Etablissement
	Nb de licenciés des clubs de sports et associations sportives (âge et sexe)	Augmentation		X	X	Villes
	Taux de fréquentation des équipements culturels (âge et sexe)	Augmentation		X	X	Villes
la ve	Nb d'habitants participant aux instances de concertation du quartier	Augmentation	X	X	X	Villes
	Nb de participants aux actions de sensibilisation à la citoyenneté	Augmentation	X	X	X	Villes
	Nb de participants aux manifestations de type printemps des jeunes / salon des jeunes	Augmentation	X	X	X	Villes
	Taux de participation aux élections	Augmentation	X	X	X	Villes

	Indicateur	But à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
	Effectifs de la police nationale	Augmentation		X	X	CISPD
	Nb de plaintes et mains courantes déposées selon le type de délinquance	Baisse		X	X	CISPD
	Nb de faits signalés par les bailleurs sociaux	Baisse	X	X	X	Bailleurs
	Taux d'élucidation	Augmentation		X	X	CISPD
	Nb de personnes concernées par des mesures de réparation et travaux d'intérêt général			X	X	CISPD
	Nb d'actions de réinsertion pour les personnes sous main de justice	Augmentation		X	X	CISPD
	Taux de fréquentation de la MDJ selon le type d'activités judiciaires ou d'information/orientation (dont consultations professionnels du droit et aide aux victimes)	Augmentation		X	X	CISPD
	Effectifs de la MDJ	Augmentation		X	X	CISPD

r	Indicateur	But à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
	Nb de logements produits par typologie (accession libre ou sociale, logement social)	Augmentation	X	X	X	Villes
	Nb de demandes pour un logement locatif social			X	X	Villes
	Nb d'attributions de logements locatifs sociaux			X	X	Villes
	Nb de demandes non satisfaites pour l'attribution d'un logement locatif social			X	X	Villes
	Part des délais d'attente pour l'attribution d'un logement locatif social anormalement long (>30 mois)			X	X	Villes/CAPM
	Nb de ménages isolés parmi les demandeurs (dont familles monoparentales)			X	X	Villes
	Nb de demandeurs en situation d'emploi précaire ou de chômage			X	X	Villes
	Taux de rotation dans le parc social	Augmentation	X	X	X	Villes/bailleurs
	Nb de ménages bénéficiaires des aides au logement (parcs social et privé)		X	X	X	CAF/bailleurs

r	Indicateur	But à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
re	Surfaces de voirie et espaces extérieurs traités, nature et montant des travaux	Augmentation	X	X	X	Villes
	Nature et montant des travaux de proximité	Augmentation	X	X	X	Villes
	Nb d'immeubles ayant bénéficié de travaux sur façades (ravalement, isolation)	Augmentation	X	X	X	Villes
	Nb d'immeubles et logements locatifs sociaux ayant bénéficié de travaux, nature et montant des travaux	Augmentation	X	X	X	Villes/bailleurs
	Nb d'immeubles et logements privés ayant bénéficié de travaux, nature et montant des travaux	Augmentation	X	X	X	Villes/Syndics
	Nb de logements et immeubles insalubres	Augmentation	X	X	X	Villes/bailleurs
fs e ts	Part des modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle dans les modes de déplacement des actifs occupés pour se rendre sur le lieu de travail	Augmentation		X	X	Insee
	Lieu de travail des actifs occupés			X	X	Insee

r	Indicateur	But à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
s	Nb de kms de transports urbains supplémentaires	Augmentation	X	X	X	SMGETU
	Taux de fréquentation des transports urbains dont part des actifs	Augmentation		X	X	SMGETU
	Taux de fréquentation du réseau de TC à l'échelle métropolitaine (routier et ferrée)	Augmentation			X	Cars Treize, SNCF
	Cadencement, offre journalière et amplitudes horaires des TC interurbains	Augmentation			X	Cars Treize, SNCF

r	Indicateur	But à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
	Nb d'entreprises des zones d'activités par filière, dont nouvelles filières	Augmentation		X	X	CAPM
	Nb d'emplois des zones d'activités par filière, dont nouvelles filières	Augmentation		X	X	CAPM
	Indicateur de concentration de l'emploi	Stabilité / augmentation		X	X	Insee
	Surface de foncier économique disponible	Augmentation		X	X	CAPM
ee e	Part des friches industrielles dans le foncier économique disponible	Baisse		X	X	CAPM
au	Taux d'emploi des 15-64 ans (selon l'âge et le sexe)	Augmentation	X	X	X	Insee
	Indice de chômage de catégorie A (selon l'âge et le sexe)	Baisse	X	X	X	Insee
	Part des salariées occupant un emploi à temps partiel (selon le sexe)	Baisse	X	X	X	Insee
	Part des emplois précaires (selon le sexe)	Baisse	X	X	X	Insee
	Part des actifs occupés ouvriers-employés		X	X	X	Insee
s	Part des femmes parmi les salariés occupant un emploi à temps partiel	Baisse	X	X	X	Insee
	Part des femmes parmi les chômeurs	Baisse	X	X	X	Insee
	Taux d'activités des femmes avec enfants selon l'âge des enfants	Augmentation		X	X	CAF

	Indicateur	Objectif à atteindre	Echelle			Source
			Quartier	Commune	CAPM	
	Nb de projets de reprises ou de création d'entreprises soutenus par la plateforme « IPM »	Augmentation		X	X	CAPM
	Nb de projets accompagnés par IPM dans le cadre du dispositif NACRE	Augmentation		X	X	CAPM
eau	Taux de non diplômés (selon le sexe)	Baisse	X	X	X	Insee
	Taux de diplômés de niveau Bac+3 et plus (selon le sexe)	Augmentation	X	X	X	Insee
	Taux de scolarisation des 15-17 ans (selon le sexe)	Augmentation	X	X	X	Insee
	Taux de non scolarisation des 18-24 ans (selon le sexe)	Augmentation	X	X	X	Insee

7.2. Structure locale d'évaluation

Le référentiel est présenté par champs et domaines d'évaluation :
– Indicateurs d'actions ;
– Indicateurs de moyens ;
– Indicateurs d'effets
Un chargé de mission mettra en place un logiciel d'analyse du référentiel.

Le comité d'évaluation se chargera d'arrêter, dans la liste suivante, les critères les plus pertinents, selon les thématiques, pour l'évaluation de chaque action. Ces critères figureront dans l'appel à projet annuel.

7.2.1. Indicateurs d'actions

Dans ce champ, aucun indicateur n'est proposé dans les dossiers d'appel à projet. Il appartiendra aux opérateurs d'en proposer, sachant que la préconisation les invite à construire des indicateurs qui rendent compte du contenu de l'action (ce qu'ils font concrètement avec les usagers).
Ces indicateurs vont être très différents d'un projet à l'autre et il n'est pas possible d'en proposer un canevas standardisé.
Ces indicateurs seront destinés à apprécier l'impact direct que l'action joue dans les objectifs de la politique de la ville. Les porteurs doivent donc formuler des indicateurs en adéquation avec les objectifs de leurs actions et du contrat de ville.
A titre d'exemples :
– Nombre « d'exercices » proposés aux usagers
– Mises en situation de création par l'usager
– Invitations des usagers à proposer des déclinaisons de l'action
– Invitations des usagers à évaluer l'action
– Nombre d'usagers rencontrés individuellement.

7.2.2. Indicateurs de moyens

Ressources humaines internes à l'opérateur et gestionnaire de l'activité

- Effectifs participants à l'action

Effectifs participants à l'action	
Bénévoles	
Vacataires	
Contrats aidés	
CDI	
CDD	

- Formation des effectifs

Nb de personnes formées dans la structure	

- Modification de l'action

Y-a-t-il eu des changements dans l'action par rapport à ce qui était prévu au départ ?

Nature des changements	OUI	NON	Si OUI, motif des changements
Fréquence			
Horaire			
Lieu			

- Existence de comptes-rendus de séances par les intervenants

Des comptes-rendus de séances sont produits	Toujours	Parfois	Jamais

- Recueil de la satisfaction des usagers

	OUI	NON
Production d'un outil de recueil de la satisfaction des usagers		
Production d'un outil d'auto évaluation des usagers		

- Production des supports de communication

Nature des supports	OUI	NON
Plaquette de présentation de l'action		
Production d'affiches et de tracts		
Visites chez l'habitant		
Journal de l'opérateur		
Site internet		
Emission dans les médias		

- Freins à l'action, difficultés rencontrées

Question ouverte : Enoncé des difficultés et fréquence :

Nature des difficultés	Toujours	Régulièrement	De temps en temps

Aspects financiers

- Répartition des financements de l'action

Part des financements en %	En contrat de ville	Hors contrat de ville

- Structure des coûts de l'action

	Part des coûts en personnel
Frais de personnel	
Locaux	
Matériel d'activité	
Ensemble des autres postes	

Existence du partenariat et implication des partenaires

- Volume du partenariat

	Volume du partenariat
Nombre de partenaires	
Nombre de rencontres	

- Fréquence

Nombre de partenaires Rencontrés par fréquence	semaine	mois	trimestre	semestre	année	ponctuel

- Type de partenaires

	Type de partenaires
Nombre de partenaires issus du même champ d'intervention	
Nombre de partenaires issus d'autres champs d'intervention	

- Objet du partenariat

Nombre de partenaires concernés par :	
Aide au montage de projet	
Conseils/échanges en cours d'action	
Intervention auprès du public	
Mise à disposition de personnel	
Mise à disposition de locaux ou matériels	
Participation à la régulation, au bilan (réunions)	
Autre	

- Situations de crise

Nombre de situations de crises	
Autorégulées	
Non régulées	

- Travail en réseau

Nombre de réseaux auxquels participe l'opérateur	

- Connexions au-delà du territoire

L'action a des connexions au-delà du territoire du Contrat de Ville	OUI	NON

Effets du partenariat

- Elaboration commune de projet

Nombre de projets concernés	

- Reprise de l'action

L'action a été reprise par un partenaire, dans le cadre	OUI	NON
Du contrat de ville		
Du droit commun		

Partie libre : indicateurs à ajouter si nécessaire

7.2.3. Indicateurs d'effets

Fréquentation de l'activité par les usagers

- Volume de la participation

Nombre d'inscrits	
Nombre de participants	
Nombre de parents ayant participé	
Nombre de groupes ayant participé	
Nombre de séances	
Nombre moyen de participants par séance	

Nombre d'inscrits par tranches d'âge	< 16 ans	16 à 25 ans	26 à 59 ans	60 ans et +
Hommes				
Femmes				

Nombre d'inscrits de moins de 16 ans par tranches d'âge	< 6 ans	6 à 11 ans	12 à 15 ans
Garçons			
Filles			

- Diversité des communautés culturelles

NB : Cet indicateur devra être apprécié par le Comité de pilotage, afin de préserver sa pertinence au regard de l'objectif de mixité du contrat de ville et des principes de déontologie et de droit qui président à de telles investigations.

	Diversité des communautés culturelles
Nombre de communautés représentées dans l'action	

- Mixité hommes/femmes

Proportion de participants en %	Hommes	Femmes

- Mixité géographique

Proportion de participants en %, issus de	Quartier réglementaire	Quartier de veille active	Reste territoire CAPM

- Mixité sociale

Statut social des participants	
Salarié / libéral	
Chômeurs	
Bénéficiaires de minimas sociaux	
Retraités / inactifs	

Répartition des participants par PCS (professions et catégories sociales, Insee)	%
Agriculteurs exploitants	
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	
Cadres et professions intellectuelles supérieures	
Professions intermédiaires	
Employés	
Ouvriers	
Retraités	
Autre personnes sans activité professionnelle	

NB : les chômeurs à la recherche d'un emploi doivent être inscrits dans leur PCS d'origine.

Répartition des participants par niveau de formation	%
I et II (bac+3 ; bac+4 ; bac+5)	
III (bac+2 ; BTS ; DUT)	
IV (bac, bac professionnel, brevet professionnel, brevet de technicien)	
V (BEP-CAP)	
V bis (sortie 3ème générale)	
VI (non diplômés)	

- Mixité générationnelle

L'action met en présence des :	
Enfants et adolescents	
Enfants et adultes (hors personnes âgées)	
Enfants et personnes âgées	
Adolescents et adultes (hors personnes âgées)	
Adolescents et personnes âgées	
Adultes (hors personnes âgées) et personnes âgées	
Uniquement des enfants	
Uniquement des adolescents	
Uniquement des adultes (hors personnes âgées)	
Uniquement des personnes âgées	

- Mixité liée au handicap

Proportion de participants handicapés	Hommes	Femmes

Implication des usagers

Nature de l'implication	OUI	Si OUI, combien ?	NON
Participation à la préparation de l'action			
Participation à la réflexion sur l'action			
Participation à l'évaluation sur l'action			
Propositions de projets nouveaux			
Participation et animation de débats			
Investissements des grands vers les plus jeunes			
Investissement individuel et collectif dans la réalisation du produit prévu dans l'action			
Participation aux instances de démocratie interne à l'opérateur			

Comportement des usagers

- Situation de crise

Nombre de situations de crise	
Autorégulées	
Non régulées	
Nécessitant l'intervention d'un animateur de l'action	
Nécessitant une intervention extérieure	

- Evolution des comportements individuels

	Tendance majoritaire de l'évolution		
Nature de comportement	positive	Sans effet	Négative
Coopération entre usagers			
Communication entre usagers			
Transmission des connaissances à d'autres usagers			
Respect des règles, des horaires			
Relation avec des intervenants			
Autonomie dans l'activité			
Mobilité spatiale			
Relation garçons/filles			
Intégration de nouveaux groupes, intervenants ou fonctionnements			
Respect des civilités			
Appropriation de l'équipement, de l'environnement d'exercice de l'activité			

Acquisition de connaissances ou techniques par les usagers

- Evolution des acquisitions

	Tendance majoritaire de l'évolution		
Nature des acquisitions	positive	Sans effet	Négative
Connaissances scolaires (histoire, géographie, mathématiques, français…)			
Compétences techniques			
Connaissance des institutions (administratives, civiles, juridiques)			
Intégration des techniques, des savoir-faire			

Productions de l'activité et prolongements

- Propension des usagers à investir les activités de droit commun

	Propension des usagers
Nombre de personnes s'insérant dans des dispositifs de droit commun	

- Evolution des appréciations des usagers

	Tendance majoritaire de l'évolution		
Nature des appréciations	positive	Sans effet	Négative
Perceptions des usagers sur leur environnement			
Volonté des usagers de reconduire l'action			
Expression de la satisfaction des usagers			
Intégration des techniques, des savoir-faire			

- Extension de l'action

Action étendue à :	**OUI**	**NON**
D'autres territoires		
D'autres publics		

- Impact médiatique

Publication d'informations par les médias	**OUI**	**NON**
Presse locale		
Presse nationale		
Journal de quartier		
Radio ou télévision locales		

- Diffusions de produits de l'action

Produits diffusés	OUI	NON
Dans le quartier réglementaire ou de veille active		
Dans d'autres quartiers réglementaires ou de veille active		
Dans le reste de la CAPM		
Hors agglomération (département, région, France, Europe)		
Auprès d'autres porteurs de projet du Contrat de ville		
Auprès des techniciens représentant les différents partenaires financiers		
Auprès des partenaires représentant les différents partenaires financiers		

- Recueil des réactions du public à la diffusion des produits

Recueil formalisé des réactions	OUI	NON

- Réactions connues du public (au moment de l'évaluation) à la diffusion des produits

Appréciation du public	Tendance majoritaire de l'évolution		
	positive	Indifférente	Négative

- Echanges réalisés

Nature des échanges réalisés	OUI	NON
Avec d'autres actions de l'agglomération		
Avec d'autres villes proposant le même type d'action		

- Effets inattendus

Nature des effets (à préciser)	positifs	négatifs

- Appréciation de l'atteinte des objectifs de l'action

Objectifs opérationnels	Atteinte totale	partielle	nulle

- Partie libre : indicateurs à ajouter si nécessaire

Fait à Martigues, le

Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet des Bouches-du- Rhône

Le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

La Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues

Le Maire de la Ville de Martigues

Le Maire de la Ville de Port-de-Bouc

Le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale des Bouches-du-Rhône

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur
ou son représentant

La Directrice Interrégionale Méditerranée de la Caisse des Dépôts et Consignations
ou son représentant

Le Directeur Territorial de Pôle Emploi Bouches-du-Rhône
ou son représentant

L'Administrateur Provisoire de la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône

Le Procureur de la République

Le Président du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains Ouest Étang-de-Berre

Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence
ou son représentant

Le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône
ou son représentant

Le Président de l'Association Régionale HLM P.A.C.A et Corse
ou son représentant

Le Président de LOGIREM
ou son représentant

Le Président de 13 Habitat
ou son représentant

Le Directeur de la Société d'Économie Mixte Immobilière de la Ville de Martigues

Le Directeur Général du Nouveau Logis Provençal

Le Directeur de la S.A HLM DOMICIL
ou son représentant

Le Directeur d'Établissement Méditerranée ADOMA

Le Président du Directoire d'ICF Habitat Sud-Est Méditerranée

Le Président du Théâtre des Salins

Glossaire

AAH : Allocations aux Adultes Handicapés

ADCF : Assemblée des Communauté de France

ADDAP 13 : Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention

ADEJ : Accès au Droit des Enfants et des Jeunes

ADEVIMAP : Association de Défense des Victimes des Maladies Professionnelles

ADIL 13 : Agence Départementale d'Information sur le Logement

AFD : Association Française des Diabétiques

AFPJR : Association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes en Recherche d'Insertion

AFTC : Association des Familles de Traumatisés Crâniens et de cérébro-lésés

ALOTRA : Association pour le Logement des Travailleurs

ALUR : Accès au Logement et un Urbanisme Rénové

AMF : Association des Maires de France

AMPTA : Association Méditerranéenne de Prévention et de traitement des Addictions

ANAH : Agence Nationale de l'Habitat

ANPAA : Association National de Prévention en Alcoologie et Addictologie

ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

AOP : Autorités Organisatrices des Transports

APCME : Association pour la Prise en Charge et l'éradication des Maladies Eliminables liées à l'Environnement

APE : Association Parents d'Elèves

APERS : Association de Prévention et Réinsertion Sociale

ARS : Agence Régional de Santé

ASL : Association Syndicat Libre

BEPC : Brevet d'Etudes du Premier Cycle

BHNS : Bus à Haut Niveau de Service

BPI : Banque publique d'investissement

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

BTS : Brevet de Technicien Supérieur

CAF : Caisse d'Allocations Familiales

CAFC : Centre Associatif Familles en Crise

CAMSP : Centre d'Action Médico-Sociale Précoce

CAP : Certificat d'Aptitude Professionnelle

CAPER : Comité Amiante Prévenir et Réparer des Anciens d'Eternit

CAPM : Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues

CARSAT : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail

CCAPEX : Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions

CCIMP : Chambres des Commerces et de l'Industrie Marseille Provence

CDAD 13 : Conseil Départemental de l'Accès au Droit

CDC : Caisse des Dépôts et Consignations

CDD : Contrat à Durée Déterminé

CDI : Contrat à Durée Indéterminé

CESAM : Comité pour la Santé des Migrants

CFA : Centre de Formation Apprentis

CFE : Cotisation Foncière des Entreprises

CGET : Commissariat Général à l'Egalité des Territoires

CHM : Centre Hospitalier de Martigues

CHSCT : Comité d' comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

CIAS/SIVU : Centre Intercommunal Communal d'Action Sociale

CICAS : Centre d'Information Conseil et Accueil des Salariés

CIDAG : Centre d'Information et de Dépistage Anonyme et Gratuit –

CIDDIST : Centre d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des Infections Sexuellement Transmissibles

CISPD : Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

CLAS : Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité

CLAT : Centre de Lutte Anti tuberculose

CLIC : Centre Local d'Information et de Coordination gérontologique

CLS : Contrat Local de Santé

CLSM : Comité Local de Santé Mentale

CMA : Chambre des Métiers et de l'Artisanat

CME : Commission Médicale d'Etablissement

CMP : Centre Médico-Pédagogique

CMPP : Centre Médico-Psycho-Pédagogique

CMUC : Couverture Maladie Universelle Complémentaire

CNAF : Caisse Nationale d'Allocations Familiales

CNL : Confédération Nationale du Logement

des Bouches du Rhône

CPAM : Caisse Primaire Assurance Maladie

CPCA : Conférence Permanente des Coordinations Associatives

CPCAM : Caisse Primaire Centrale Assurance Maladie

CPER : Contrat de Plan Etat Région

CSAPA : Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

CUCS : Contrats Urbains de Cohésion Sociale

DALO : Droit Au Logement Opposable

DASEN : Directeur Académique des Services de l'Education Nationale

DDTM : Direction Départemental des Territoires et de la Mer

DDU : Dotation de Développement Urbain

DGA : Direction Générale de l'Armement

DGS : Direction Générale de la Santé

DHDP : Direction de l'Habitat et de la Démocratie de Proximité

DIRECCTE : Direction Régionale des Entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'Emploi

DMJEC : Délégué ministériel à la jeunesse et à l'égalité des chances

DQ : Développement des Quartiers

DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles

DREAL : Direction Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement

DRJSCS : Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale

DROS PACA : Dispositif Régional d'Observation Sociale de la Région Provence Alpes Côte d'Azur

DSU : Dotation de Solidarité Urbaine

DUT : Diplôme Universitaire de Technologie

EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

EMMA Equipe Mobile d'Accueil et d'Accompagnement

EPARECA : Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

ESS : Economie Sociale et Solidaire

FEDER : Fond Européen de Développement Régional

FIPD : Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance

FISAC : Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce Intercommunales et communales

FNATH : Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés

FPH : Fonction Publique Hospitalière

FPIC : Fonds de péréquation des ressources

FSE : Fond Social Européen

GPMM : grand Port Maritime de Marseille

GUSP : Gestion Urbaine et Sociale de Proximité

GUP : Gestion Urbaine de Proximité

HAD : Hospitalisation A Domicile

HEDA : Handicap Entreprise Défi Action

HLM : Habitation à Loyer Modéré

IAE : Insertion par l'Activité Economique

IEN : Inspecteur de l'Education Nationale

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

IPM : Initiative Pays de Martigues

ISATIS : Association pour l'Intégration, le Soutien, l'Accompagnement au Travail et l'Insertion Sociale

ITI : Initiative Territoriale Intégrée

IVG : Interruption Volontaire de Grossesse

MAC : Multi Accueil Collectif

MAIA : Méthode pour l'Autonomie et l'Intégration des services d'aides et de soins pour le grand âge

MDJ : Maison des Jeunes

MDPH : Maison Départementale des Personnes Handicapées

MJD : Maison de Justice et du Droit

MOE : Maîtrise d'œuvre

MP : Marseille Provence

NACRE : Nouvel Accompagnement pour la Création et la Reprise d'Entreprise

NLP : Nouveau Logis Provençal

NPNRU : Nouveau Programme de Renouvellement Urbain

NTIC : Nouvelles Technologies d'Information et de Communication

OPAH RU : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain

OPS : servie Observatoire Promotion de la Santé

PACA : Provence-Alpes-Cotes-d'Azur

PASS : Permanence d'Accès aux Soins de Santé

PAT : Plans d'Actions Territoriaux

PL : Poids Lourd

PLFR : Projet de Loi de Finances Rectificative

PLH : Programme Local de l'habitat

PLIE : Plan Local de l'Insertion et de l'Emploi

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PLSP : Plan Local de Santé Publique

PME : Petite Moyenne Entreprise

PMI : Protection Maternelle Infantile

PMR : Personne à Mobilité Réduite

PNRQAD : Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés

PO : Programme Opérationnel

PPRT : Plan de Prévention des Risques Technologiques

PRE : Projet de Réussite Educative

PRU : Projet Renouvellement Urbain

PTCE : Pôle Territoriaux de Coopération Economique

PTLCD : Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations

PTMG : Praticien Territorial de Médecine Générale

QPV : Quartier Politique de la Ville

RASED : Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté

REAAP : Raison d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents

REP : Réseau d'Education Prioritaire

RFF : Réseau Ferré de France

RHI : Résorption Habitat Indigne

RLJC : Réservistes Locaux à la Jeunesse et à la Citoyenneté

RSA : Revenu de Solidarité Active

RTP : Réunion Technique Préparatoire aux conseils de quartiers

SAMETH : Service d'Appui au Maintien dans l'Emploi des Travailleurs Handicapés 13

SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale

SEMIVIM : Société d'Economie Mixte Immobilière de la Ville de Martigues

SIAE : Structures d'Insertion par l'Activité Economique

SLS : Supplément de Loyer de Solidarité

SMGETU : Syndicat mixte des transports urbains Ouest étang de Berre

SNCF : Société Nationale des Chemins de Fer Français

SPIP : Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation

SSIAD : Service de Soins Infirmiers à Domicile

STSPD : Stratégie Territoriale de Sécurité de Prévention de la Délinquance

TCSP : Transports Collectifs en Site Propre

TFPB : Taxe Foncière des Propriétés Bâties

TGI : Tribunal de Grande Instance

TPE : Très Petite Entreprise

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

UC : Unité de Consommation

UDAF : Union Départementale des Associations familiales

UNAFAM : Union Nationale des Amis et Familles des Malades Psychiques

URPS : Union Régionale des Professionnels de Santé

USH : Union Sociale pour l'Habitat

VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine

ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

ZIP : Zone Industrialo-portuaire

ZUS : Zone Urbaine Sensible

CONTRAT DE VILLE COMMUNAUTAIRE

2015-2020

Annexes

25 Septembre 2015

Les signataires :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ville de Martigues

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Conseil Général des Bouches du Rhône

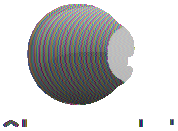
académie Aix-Marseille

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE



ALLOCATIONS FAMILIALES

Caf des Bouches-du-Rhône

Liste des annexes

- Contrat de Préfiguration du Contrat de ville communautaire, signé le 16 avril 2015
- Annexe financière du Contrat de Ville (à finaliser en fonction des apports de chacun des partenaires)
- Pacte fiscal et financier
- Equipe Opérationnelle
- Dossier de presse du comité interministériel du 06 mars 2015 « Egalité et citoyenneté : la République en actes »
- Délibération du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 17 juillet 2015 relative au nouveau cadre d'intervention du Département en matière de politique de la ville
- Engagements du Conseil départemental des Bouches du Rhône
- Charte d'engagement de la Caisse d'Allocation Familiales des Bouches du Rhône
- Engagements de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence
- Contribution de Pôle Emploi de Martigues
- Décret du 12 mai 2015 relatif au contenu, aux modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs
- Décret du 12 mai 2015 relatif au mode de gestion partagée de la demande de logement social et à l'information du demandeur
- Décret du 12 mai 2015 portant diverses dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation en matière de demande de logement social
- Programme local de l'habitat 2010-2015

Seront annexés par voie d'avenant :

- Protocole de préfiguration ANRU
- Conventions relatives à l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties
- Conventions relatives à la gestion des logements sociaux

****

Pays de Martigues
Martigues • Port-de-Bouc • saint-Mitre-les-Remparts

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ville de Martigues

Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

CONTRAT DE VILLE COMMUNAUTAIRE

2015-2020

Contrat de préfiguration

Mars 2015

Sommaire

Première partie Actualisation Du Diagnostic 11

1. LE CONTEXTE DE L'AGGLOMERATION 13

1.1 Dynamique de développement de la CAPM.....13
1.2. Une fragilisation d'une partie de la population 20
1.3. Cohésion sociale 28
1.4. Cadre de vie et renouvellement urbain 68
1.5. Développement de l'activité économique et de l'emploi 103

2. LA NOUVELLE GEOGRAPHIE PRIORITAIRE 118

2.1. Rappel historique de la politique de la ville 118
2.2. Les quartiers de veille.....128
2.3. Les quartiers réglementaires.....157
2.4. Les quartiers vécus.....183
2.5. Géographie en matière de renouvellement urbain -.....195

Deuxième partie Orientations du projet de territoire..... 207

3. IDENTIFICATION DES ENJEUX DE LA CAPM 209

3.1. Cohésion sociale 210
3.2. Cadre de vie et renouvellement urbain 213
3.3. Développement économique, formation, insertion et emploi.....214

4. AXES STRATEGIQUES (objectifs, principes d'action) 216

4.1. Cohésion sociale 216
4.2. Cadre de vie et renouvellement urbain 224
4.3. Développement économique, formation, insertion et emploi.....226

Troisième partie Modalités de mise en œuvre 227

5. PILOTAGE..... 229

5.1. Comité de pilotage et d'évaluation.....229
5.2. Comité technique 230
5.3. Conseils citoyens 230
5.4. Equipe opérationnelle.....243
5.5. Moyens financiers.....244

6. EVALUATION..... 247

7. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES 251

7.1. Cohésion sociale, accès au droit 251
7.2. Action éducative 257
7.3. Citoyenneté et prévention de la délinquance 263
7.4. Cadre de vie et renouvellement urbain 271
7.5. Développement économique 275
7.6. La mise en œuvre des contrats de ville 281

Annexes..... 291

Introduction

Ce contrat de préfiguration constitue le socle du contrat de ville communautaire 2015-2020 de la CAPM et notamment de l'intervention publique de l'Etat dans les quartiers réglementaires. Elaboré à partir d'un diagnostic du territoire, d'objectifs généraux et opérationnels partagés (ateliers, commissions, etc), il constitue la « feuille de route » de la CAPM et de ses partenaires. Il garantit le cadre mais aussi la continuité de l'action publique pour assurer « l'égalité des territoires, réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et améliorer les conditions de vie de leurs habitants ».
Il sera au final enrichi des éléments qui seront mis à disposition par l'Etat, dans les semaines à venir : décrets, circulaires, données statistiques dédiées, etc.

Dans le prolongement des Contrats Urbains de Cohésion Sociale (2007-2009 reconduits jusqu'en 2014), eux-mêmes succédant au Contrat de ville 2000-2006, le Contrat de ville 2015-2020 est le nouveau cadre contractuel de la politique de la ville en faveur des habitants des quartiers en difficultés.

Issu de la réforme, portée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, il entend recentrer la politique de la ville sur une géographie réglementaire resserrée unique où les moyens d'intervention y sont concentrés et articulés à travers la mise en place d'un cadre contractuel rénové. Cette réforme poursuit une double finalité : l'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers réglementaires et la réduction des écarts de développement entre ceux-ci et les autres territoires.

Les nouveaux quartiers réglementaires de la politique de la ville ont vocation à se substituer aux actuelles zones urbaines sensibles, zones de redynamisation urbaine et aux quartiers CUCS, amenés à disparaître au 1er janvier 2015.
La définition des nouveaux quartiers réglementaires de la politique de la ville s'appuie sur deux critères, à savoir un nombre minimal d'habitants et leurs niveaux de revenus (méthode de carroyage INSEE).

L'objectif est de poursuivre le processus global de reconquête et de recomposition urbaine engagé sur l'ensemble du territoire de la CAPM en matière de renouvellement urbain, d'habitat, d'économie, de culture de cohésion sociale et de prévention de la délinquance qui réconcilie territoire et habitants dans un processus de lutte contre les phénomènes de marginalisation et d'exclusion.

Le contrat de ville constitue le cadre local de la mise en œuvre de la politique de la ville, qui organise l'articulation des compétences de chacun des signataires. Son pilotage stratégique (diagnostic, orientation, animation, coordination) est confié à l'intercommunalité en articulation avec l'ensemble des communes concernées, qui en assurent la mise en œuvre opérationnelle, tout en étant partie prenante de la gouvernance via le caractère concerté de l'élaboration et de la mise en œuvre. La mission de l'Etat, à travers son représentant local, est de participer à la définition de la stratégie à conduire, de mobiliser les politiques relevant de ses compétences.

Le contrat de ville s'inscrit dans un projet de territoire et nécessite une large mobilisation des acteurs locaux :

- L'Etat et ses différents opérateurs ;
- L'ensemble des collectivités territoriales concernées (Commune, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, Département, Région) ;
- Les grands partenaires de la politique de la ville (Caisse des Dépôts et Consignations, organismes HLM, Sociétés d'Economie Mixte, organismes de protection sociale, chambres consulaires, la Caisse d'Allocations Familiales, Autorités Organisatrices des Transports).

Bien que bénéficiant de crédits spécifiques, le contrat de ville mobilise en priorité les politiques et moyens du Droit Commun de l'Etat, des Collectivités et partenaires. Point d'articulation entre volet social et volet urbain de la politique de la ville, il définit les orientations et le cadre de référence des conventions ANRU pour la réalisation des nouveaux projets de renouvellement urbain.
Le contrat de ville doit prévoir la mise en place d'un dispositif d'évaluation de l'atteinte des objectifs fixés ainsi que la mise en cohérence avec les PLU, PLH, SCoT… dont les orientations devront s'inscrire dans les objectifs de la politique de la ville. Il constituera en outre le volet territorial des Contrats de Plan État-Région (CPER).

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, la politique de la ville concerne principalement les communes de Martigues et de Port-de-Bouc. Divers dispositifs contractuels concernent également Saint-Mitre-les-Remparts et d'autres communes voisines :

- Le Contrat Local de Santé du Pays de Martigues 2014-2016, signé avec l'Etat et l'Agence Régionale de Santé de PACA (contrat cadre signé en décembre 2013). Le Contrat Local de Santé constitue le volet Santé du Contrat de Ville, auquel il est annexé.
- Le Plan Local de Santé Publique 2010-2014.
- La Stratégie Territoriale de Sécurité et Prévention de la Délinquance 2015-2017, qui associe également Châteauneuf les Martigues. Ce dispositif contractuel constitue le volet Sécurité-Prévention de la Délinquance du Contrat de Ville, auquel il est annexé.
- Le Programme Local de l'Habitat conclu pour la période 2010-2015 ; qui constitue le volet Habitat-Politiques de peuplement du Contrat de ville auquel il est annexé.
- Le Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues ;
- La convention générale de Gestion Urbaine de Proximité de Martigues 2013-2016 ;
- La convention générale de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité de Port-de-Bouc 2013-2016 ;
- La convention emploi sur la Zone Industrialo-Portuaire de Fos-sur-Mer, signée de 17 juillet 2007.

La nouvelle géographie prioritaire, en date du 17 juin 2014, tend à évoluer et concerne aujourd'hui **cinq quartiers réglementaires**, dont trois à Martigues et deux à Port-de-Bouc :

- Mas de Pouane ; 1593 habitants
- Canto-Perdrix ; 1860 habitants
- Notre Dame des Marins ; 1779 habitants
- Les Aigues Douces; 2640 habitants
- Les Comtes ; 4150 habitants

Des quartiers de veille ont été identifiés. Ces **quatre quartiers** correspondent à des quartiers sortants non retenus par la géographie prioritaire définie par voie réglementaire, mais sur lesquels il est nécessaire de maintenir une attention particulière compte tenu notamment du contexte social et économique des habitants. Ils concernent des quartiers anciennement CUCS et/ou ZUS ainsi que le Centre ville de Martigues qui faisait l'objet d'une vigilance particulière depuis le premier contrat de ville 2000-2006. Il s'agit des quartiers suivants :

- Amarantes – Milan Sud ;
- Boudème – Bargemont ;
- Paradis Saint-Roch ;
- Centre-ville de Martigues ;
- Centre ville de Port-de-Bouc.

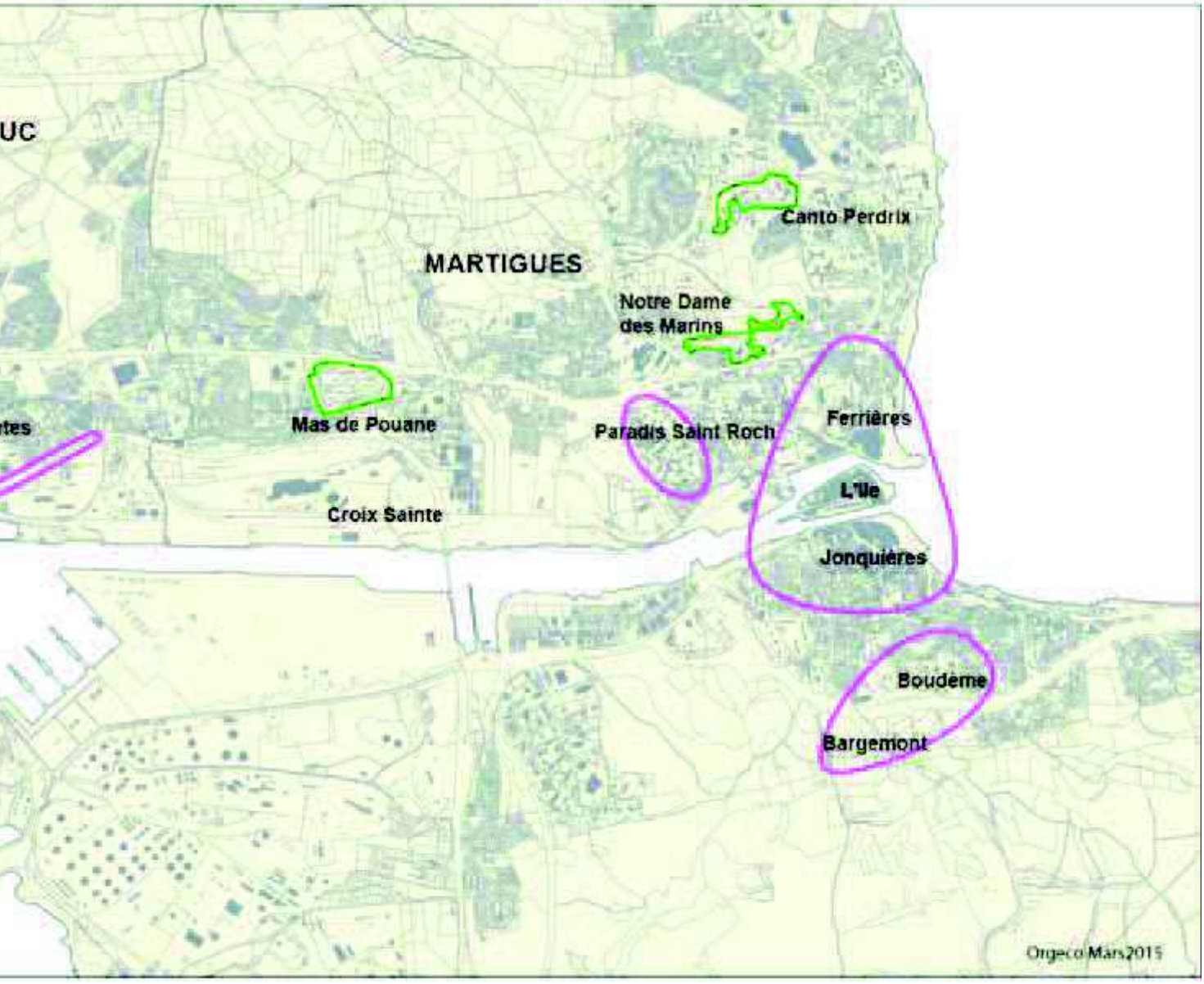
La loi a également introduit la notion de quartier vécu. Celui-ci correspond aux usages des habitants et aux lieux qu'ils fréquentent (écoles, équipements sportifs, zones d'activités etc.). Sans délimitation précise des contours, **les quartiers vécus** sont l'aire de rayonnement dans laquelle les habitants du quartier règlementaire et de veille active évoluent dans le cadre des besoins de proximité de leur vie quotidienne.

Le projet de territoire sur lequel s'appuie le contrat de ville sera décliné autour des trois piliers prioritaires identifiés par l'Etat que sont :

- La cohésion sociale (action sociale, éducation, santé, culture, sport, prévention de la délinquance) ;
- Le cadre de vie et le renouvellement urbain ;
- Le développement de l'activité économique et de l'emploi.

Il va sans dire que ces problématiques complémentaires s'interpénètrent et doivent être également appréhendées de façon globale et transversale dans le cadre du projet de territoire.

Nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville



PREMIERE PARTIE

ACTUALISATION DU DIAGNOSTIC

1. LE CONTEXTE DE L'AGGLOMERATION

1.1 Dynamique de développement de la CAPM

1.1.1. Histoire

Née du regroupement des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (CAPM) est composée de trois entités urbaines qui se sont construites et développées entre les collines du Massif du Castillon, le littoral méditerranéen et les rives de l'Étang de Berre.

L'histoire de la CAPM est fortement liée à la proximité avec la mer et avec l'étang de Berre, à la fois source de développement et éléments structurants d'un cadre de vie remarquable.

L'abri du golfe de Fos et de l'Étang de Berre offre au territoire de la CAPM une situation privilégiée qui bénéficie au développement du trafic maritime notamment des pétroliers et bateaux de transport de matières premières. Dans les années 30, le territoire devient dans la même dynamique que le littoral Ouest Etang de Berre, un lieu d'implantation propice des sites pétrochimiques.

Avec le projet de développement de la ZIP de Fos-sur-Mer, la population du territoire augmente progressivement, mais les acteurs locaux ne connaissent pas le regain d'activités économiques attendu. Les activités situées le long du canal de Caronte quittent pour certaines le site au profit de la ZIP ou sa proximité.

L'industrie, notamment pétrochimique et l'économie maritime ont présenté pendant longtemps le principal et très majoritaire moteur économique du territoire. Premier employeur, ce secteur a participé à l'attractivité démographique de la CAPM à l'implantation d'équipements structurants et au développement d'une économie résidentielle constituée d'un tissu de petites et moyennes entreprises. Des petites activités agricoles et de pêche sont également présentent malgré un déclin progressif.

Le territoire s'est organisé autour de 3 pôles urbains :

Martigues, ville centre de la CAPM est sillonnée par les canaux reliant l'étang de Berre à la mer Méditerranée.

Crée en 1581 de la réunion de trois bourgs formés durant le Moyen Âge à la jonction de l'Étang de Berre et de l'Étang de Caronte, Martigues est tout au long du 17ème siècle une cité prospère à forte vocation maritime. A l'entrée de l'Étang de Berre, la ville est devenue un point de convergence d'un important réseau de voies commerciales et l'avant port de marchands italiens d'Avignon. Son port rivalise avec le port de Marseille en plein déclin. De cette intense vie maritime, Martigues a héritée une trame urbaine linéaire reliant le cœur de ville aux axes de communication dominants.

Après une baisse progressive de l'activité navale au cours des 18ème et 19ème siècles, Martigues connaît un redéveloppement avec l'aménagement du canal d'Arles à Marseille par Martigues et l'Etang de Berre.

Entre la fin du 19ème et le 20ème siècle, Martigues connaît les débuts de la formation du complexe chimique de l'Étang de Berre et de l'industrialisation de la commune et de ses environs.

Située en bord de mer entre Fos-sur-Mer et Martigues, Port de Bouc s'est développée autour des activités maritimes

D'histoire plus récente, la commune de Port-de-Bouc est officiellement reconnue en 1866. Au 18ème siècle, un port de commerce se développement en parallèle d'activités industrielles du type salins, usine à plomb et sècherie de morues. Bâtie autour des Chantiers et Ateliers de Provence spécialisés dans la construction de paquebots et de cargos, à partir du 19ème siècle l'histoire et le développement de Port-de-Bouc sont indissociables de cette activité. Premier employeur de la commune, les chantiers navals ont été un important vecteur d'intégration des populations d'origines très diverses immigrées à Port-de-Bouc. En même temps que Martigues, la ville accueille des usines qui fabriquent des produits chimiques (Saint Gobain, Kuhlman). Après la fermeture de premières activités industrielles, la fermeture des chantiers de Provence initie une perte de dynamisme pour la commune de Port-de-Bouc. La ville doit alors faire face à la perte brutale de deux tiers des recettes fiscales et de plus de 2 000 emplois. Grâce au travail de requalification urbaine entrepris ces dernières décennies, la ville de Port-de-Bouc possède aujourd'hui de nombreux atouts pour redynamiser son développement socio-économique.

Sur la côte Ouest de l'Étang de Berre, Saint Mitre les Remparts est une commune résidentielle attractive

Perchée sur les hauteurs de l'Etang de Berre, la fondation de Saint Mitre est datée du 14ème siècle. Fortifiée à partir du 15ème siècle, la ville a pendant longtemps tiré ses richesses de la culture du blé, de la vigne et principalement de l'olivier et de la commercialisation de l'huile d'olive, du sel et du vermillon.

La prospérité de la ville culmine au 17ème siècle, période où le bourg s'étend avec la constitution de nouveaux quartiers qui constitueront les faubourgs à l'extérieur des remparts.

Le 18ème siècle marque la fin de cette période alors que les cultures d'oliviers sont affectées par le gel et que la peste frappe le territoire. La naissance de l'ère industrielle participe à accentuer la dégradation de la situation économique de Saint Mitre qui perd progressivement sa population.

C'est à partir des années 1950-1960 que le village se redéveloppe sous l'impulsion des implantations industrielles de Fos-sur-Mer et le développement de la pétrochimie. Un nouvel essor pour Saint Mitre qui voit depuis 1965 sa population s'accroître régulièrement, pour atteindre plus de 5 300 habitants.

1.1.2. Situation actuelle

Le territoire conserve aujourd'hui une vocation industrielle et productive significative, fragilisée toutefois par l'essoufflement continu de l'activité industrielle constaté au niveau

national (le secteur industriel français a perdu de 40% de ses emplois entre 1970 et 2009), et plus particulièrement dans les secteurs historiques de la sidérurgie et du raffinage pétrolier.

Toutefois, après une légère baisse de sa population entre 1990 et 1999 (-0,1%), la CAPM a retrouvé un taux de croissance positif (+0,5% sur la période 1999-2010), signe d'un regain d'attractivité.

Longtemps perçu par l'unique entrée de l'industrie, le territoire de la CAPM est à la fois un territoire écologiquement riche et varié et un territoire habité qui compte aujourd'hui plus de 70 000 habitants.

Les activités économiques industrielles et productives qui y ont été développées ont eu des répercussions importantes sur le cadre de vie des populations. Aussi les communes et la CAPM ont priorisé des politiques et projets de restauration de la qualité du cadre de vie des habitants et de valorisation de l'environnement. Désireux d'œuvrer pour le développement et le déploiement des dynamiques socio-économiques positives, les responsables de la CAPM ont engagé des politiques de requalification du cadre de vie, d'accueil démographique et de diversification du tissu économique du territoire.

Il s'est agit notamment de faire évoluer les activités économiques pour favoriser leur meilleure intégration dans leur environnement humain et naturel, ainsi que la prise en compte du long terme.

Les activités économiques industrielles et productives qui y ont été développées ont eu des répercussions importantes sur le cadre de vie des populations. Aussi les communes et la CAPM ont priorisé des politiques et projets de restauration de la qualité du cadre de vie des habitants et de valorisation de l'environnement. Désireux d'œuvrer pour le développement et le déploiement des dynamiques socio-économiques positives, les responsables de la CAPM ont engagé des politiques de requalification du cadre de vie, d'accueil démographique et de diversification du tissu économique du territoire.

Il s'est agit notamment de faire évoluer les activités économiques pour favoriser leur meilleure intégration dans leur environnement humain et naturel, ainsi que la prise en compte du long terme.

Outre les polarités économiques existantes, plusieurs projets à venir sont porteurs de la dynamique économique future tels que le développement de nouvelles filières économiques (déconstruction navale, cosmétologie, cinéma) et l'extension de zones d'activités (pôles commerciaux d'Auchan et Figuerolles,les Etangs, la Grand Colle).

.Le nord du chenal de Caronte constitue également un territoire à enjeux pour le développement démographique et économique et de la CAPM. Il a toujours été partie prenante du développement historique du territoire et bénéficie d'une situation maritime et d'une desserte en infrastructures routières comme ferroviaires qui constituent de véritables atouts.

Les friches industrielles, la liaison avec le futur nœud de transport de Croix-Sainte et la proximité des centralités urbaines de Martigues et de Port-de-Bouc (habitat, services commerces, équipements,…) positionnement ce territoire au cœur d'enjeux stratégiques et fonciers importants pour le futur économique de la CAPM.

Pour se saisir pleinement de l'opportunité de développement que représente ce secteur, une réflexion large a été engagée à l'échelle de Martigues et de Port-de-Bouc pour accompagner la revalorisation du foncier économique, développer l'habitat et structurer les transports.

Ainsi, des projets importants ont ainsi été mis en œuvre ou sont en cours. C'est le cas en matière de renouvellement urbain sur Martigues et Port-de-Bouc et pour la réouverture des communes vers la mer et l'Étang de Berre (aménagement des plages, valorisation des activités de pêche, loisirs balnéaires et de plaisance, redéveloppement des accès au littoral). Ces dynamiques ont d'ores et déjà contribué à faire évoluer l'image d'un territoire marqué par l'industrie en valorisant les atouts patrimoniaux et naturels de son littoral et son attractivité pour les loisirs et le tourisme.

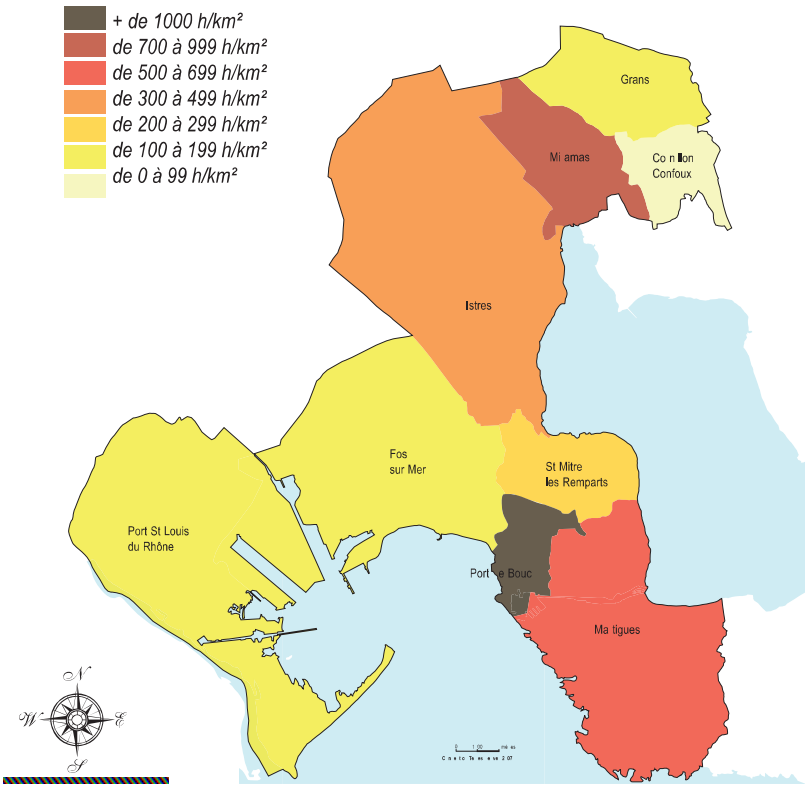
1.1.3. Organisation spatiale

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues représente un bassin de vie de prés de 70 000 habitants sur un territoire de 104 km^2 répartis de la manière suivante :

- 47 544 habitants pour Martigues soit 68% de la population de la CAPM ;
- 17 216 habitants pour Port de Bouc, soit 24% de la population de la CAPM ;
- 5 428 habitants sur Saint Mitre les Remparts, soit 8% de la population de la CAPM.

Contrainte entre la mer et l'Etang de Berre et les espaces naturels, l'urbanisation s'est développée progressivement depuis le littoral où l'on retrouve les densités de population les plus importantes, vers l'intérieur des terres. L'ensemble des principaux réseaux de transports, les espaces agricoles, les coupures vertes, les étangs et les villes les plus peuplées de la CAPM se concentrant dans un couloir de moins de 5 km entre l'Étang de Berre et la Crau. Avec 676 hab. au km^2, la densité[1] moyenne du territoire de la CAPM est ainsi forte par rapport à la moyenne départementale (390 hab./ km^2).

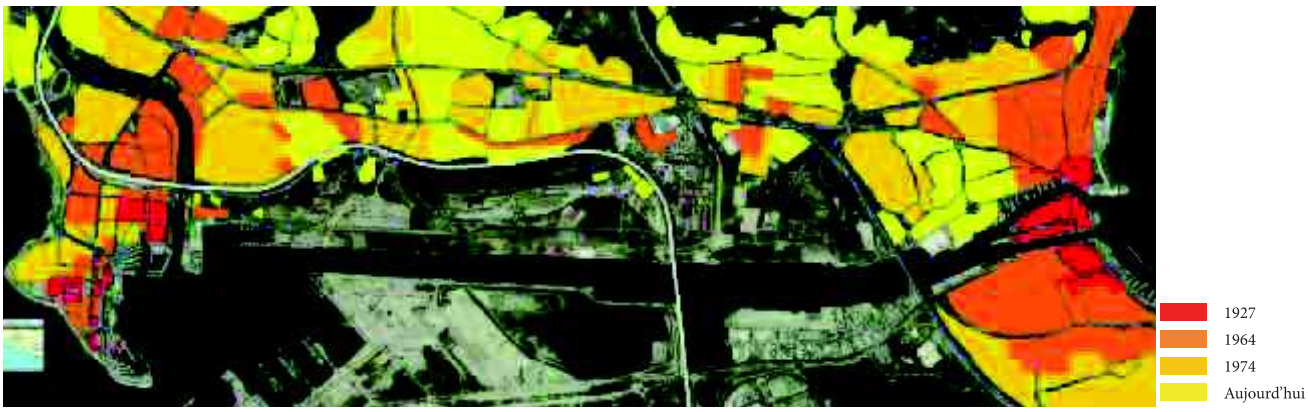
Densité moyenne sur le territoire du SCoT OEB



(source : SCoT OEB, diagnostic)

[1] Source : Insee 2010

Carte de l'évolution urbaine de 1927 à 2011 entre Martigues et Port-de-Bouc



(source : présentation littoral ENSP)

Le territoire est un passage obligé des grandes infrastructures routières qui traversent Martigues et Port de Bouc et convergent au niveau du viaduc de Martigues (A55) avant de franchir le chenal de Caronte, seule liaison au Sud de l'Étang de Berre.

Situé sur le couloir stratégique Gênes-Barcelone, la desserte du territoire de la CAPM est assurée depuis le réseau structurant national par les infrastructures suivantes :

- L'A55 qui assure la liaison avec l'agglomération marseillaise et, d'une façon plus générale, le Sud-Est,

- La RN 568, route à 2x2 voies, qui traverse le territoire d'Est en Ouest. Tronçon de l'itinéraire entre Marseille et Nîmes cette route prend en charge à la fois les flux d'échanges internes au territoire Ouest Etang de Berre et de desserte des quartiers Nord Est de Martigues et de Port de Bouc, les flux de desserte de la ZIP de Fos-sur-Mer en direction de l'agglomération marseillaise et le Sud-Est, et les flux de grand transit Est-Ouest,

- L'axe Nord, avec la RD5 qui relie Martigues à Istres et l'A7. Elle représente le lien direct entre les deux communes les plus peuplées du SCoT Ouest Etang de Berre.

La desserte du territoire de la CAPM est également permise par une offre de transports collectifs urbains et non urbains (lignes départementales) et un réseau de transports collectifs ferroviaire (5 gares SNCF : Fos quartier des Arcades, Port-de-Bouc centre, Croix Sainte, Lavéra, La Couronne).

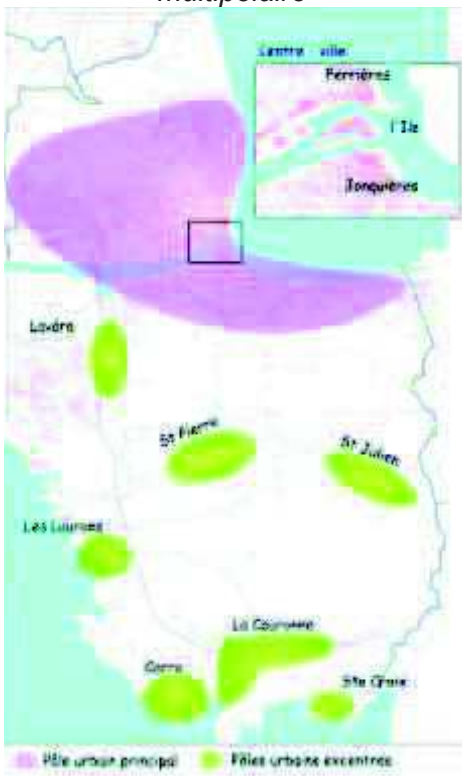
Le territoire de la CAPM est fragmenté par de nombreuses coupures engendrées par la présence d'équipements routiers, ferrés et fluviaux.

A l'exception du centre ville de Martigues, important pôle tertiaire et commerçant, la majorité des pôles générateurs de déplacements sont décentrés des axes principaux, qu'il s'agisse de pôles d'emplois, scolaires ou commerciaux.

A l'intérieur de la CAPM, l'organisation de chaque commune présente des spécificités.

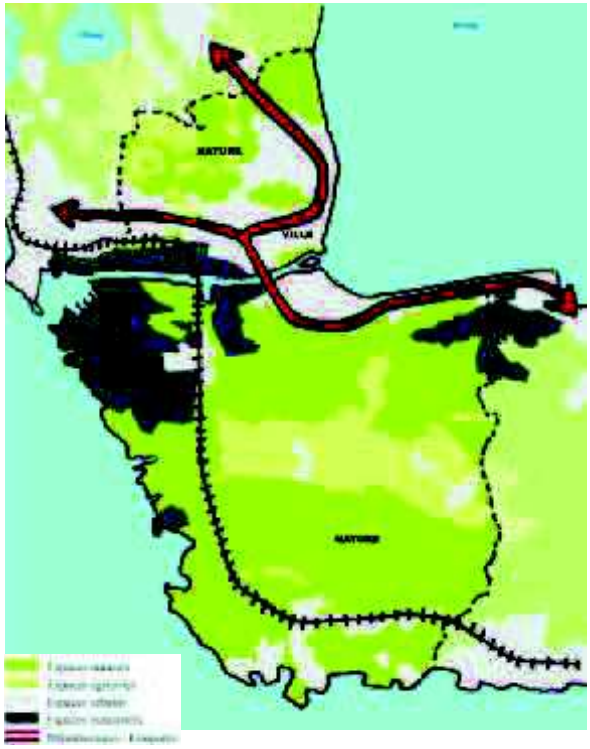
Contrainte par le chenal de Caronte qui scinde la commune en deux, l'urbanisation de Martigues s'est développée en différentes entités.
Autour du centre ville constitué de trois quartiers - l'Île, Jonquières et Ferrières - la ville s'est développée en rameaux le long des axes de desserte secondaires pour former le principal pôle urbain.
Au Sud du chenal de Caronte une « multipolarité villageoise » s'est constituée de pôles secondaires ayant souvent une identité propre (station balnéaire, village, lotissement, …)

Martigues une centralité forte et multipolaire



(source : PDU CAPM – diagnostic)

Occupation des sols et coupures physiques



(source : contournement de Martigues Port-de-Bouc, dossier de concertation)

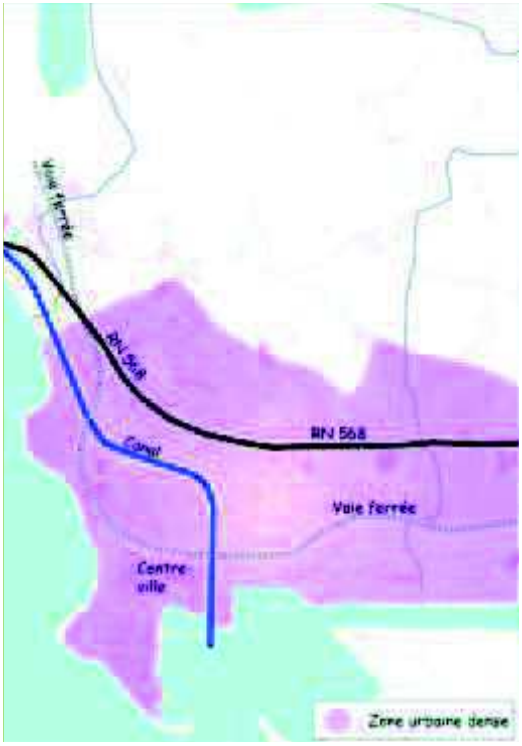
Ville de bord de mer, entre le massif de Castillon (véritable poumon de la commune) au Nord et les 8,5 km de littoral du golfe de Fos au Sud-Est, la commune de Port de Bouc a un territoire de petite taille (11,5 km^2) et une forte densité.

La commune est très contrainte par les activités et infrastructures qui ont asservi certains de ses espaces littoraux, une partie de son centre ville ainsi que son sous-sol. La ville polycentrique est marquée par 3 coupures :

- La RN568, axe irrigant le pôle de Lavera et l'entrée Est de l'A55 et supportant un trafic journalier de 50 000 véhicules par jour (Trafic Moyen Journalier Annuel, comptage de 2008) en traversée de Port-de-Bouc ;
- La voie ferrée ;
- Le canal qui sépare l'hypercentre de Port de Bouc du reste de la commune.

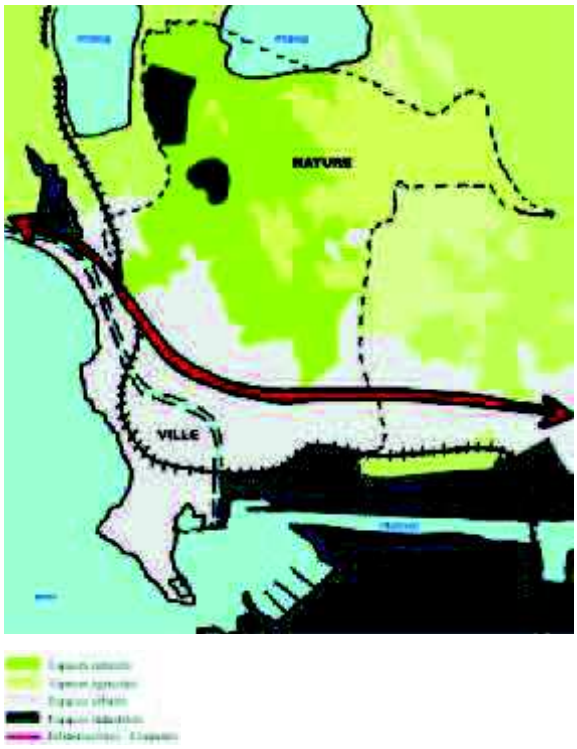
La présence de pipelines dans le sous-sol de bord de mer et le du PPRT contraingnent les aménagements.

Port-de-Bouc : une urbanisation dense et de fortes coupures



(source : PDU CAPM – diagnostic)

Occupation des sols et coupures physiques



(source : contournement de Martigues Port-de-Bouc, dossier de concertation)

Saint Mitre les Remparts : un espace urbain isolé (source : PDU CAPM – diagnostic)



Située au Nord de la CAPM la commune de Saint Mitre les Remparts est une commune résidentielle.

Contrainte au Sud par la RD5 et les espaces naturels, la commune s'est développée au Nord :

- Autour du centre ancien principal pôle urbain de la commune
- Et le long des rives de l'Étang de Berre entre Varage et Massane

1.2. Une fragilisation d'une partie de la population

1.2.1. Un renouveau démographique engagé mais un vieillissement de la population qui s'accélère

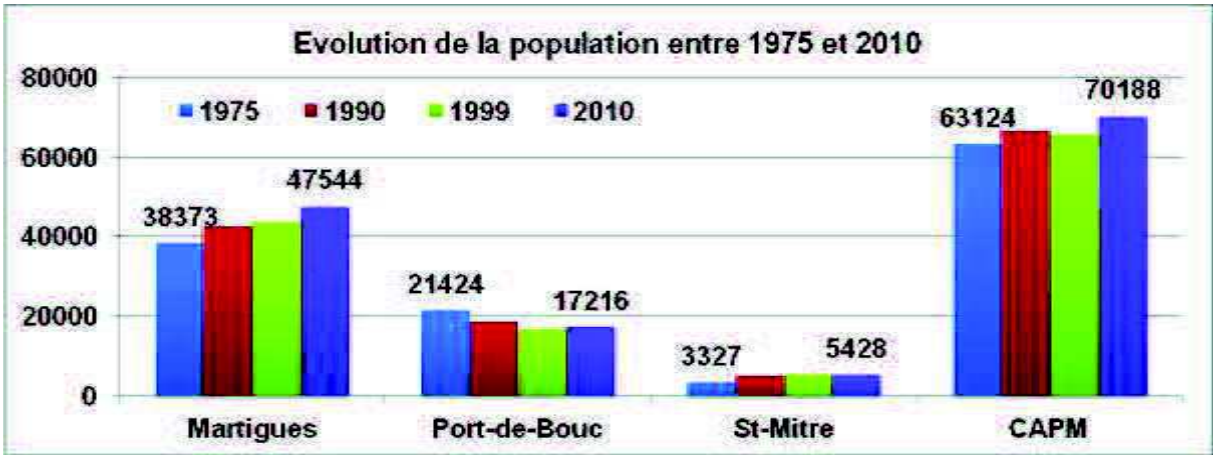
Après une décennie de recul démographique (-966 habitants entre 1990 et 1999), la CAPM connaît depuis 2000 un renouveau démographique, qui se caractérise par un solde naturel positif constant depuis le milieu des années 1970. Le territoire s'inscrit dans la tendance observée à l'échelle de l'unité urbaine d'Aix-Marseille, soit une croissance de leurs populations de 0,6% par an, due essentiellement à une forte natalité.

En revanche, les deux territoires rencontrent des difficultés à attirer et fixer de nouveaux ménages. Martigues fait toutefois figure d'exception avec un solde migratoire en progression (+0,4% sur la période 1999-2010 contre -0,3% sur a période 1990-1999) et équivalent à son solde naturel en 2010.
Par ailleurs, la perte de population sur Port-de-Bouc engagée depuis 1975 connaît sur la dernière décennie un net ralentissement (-0,4% par an contre -1,5% par an entre 1990 et 1999), compensée par son solde naturel légèrement plus élevé (+0,5%).

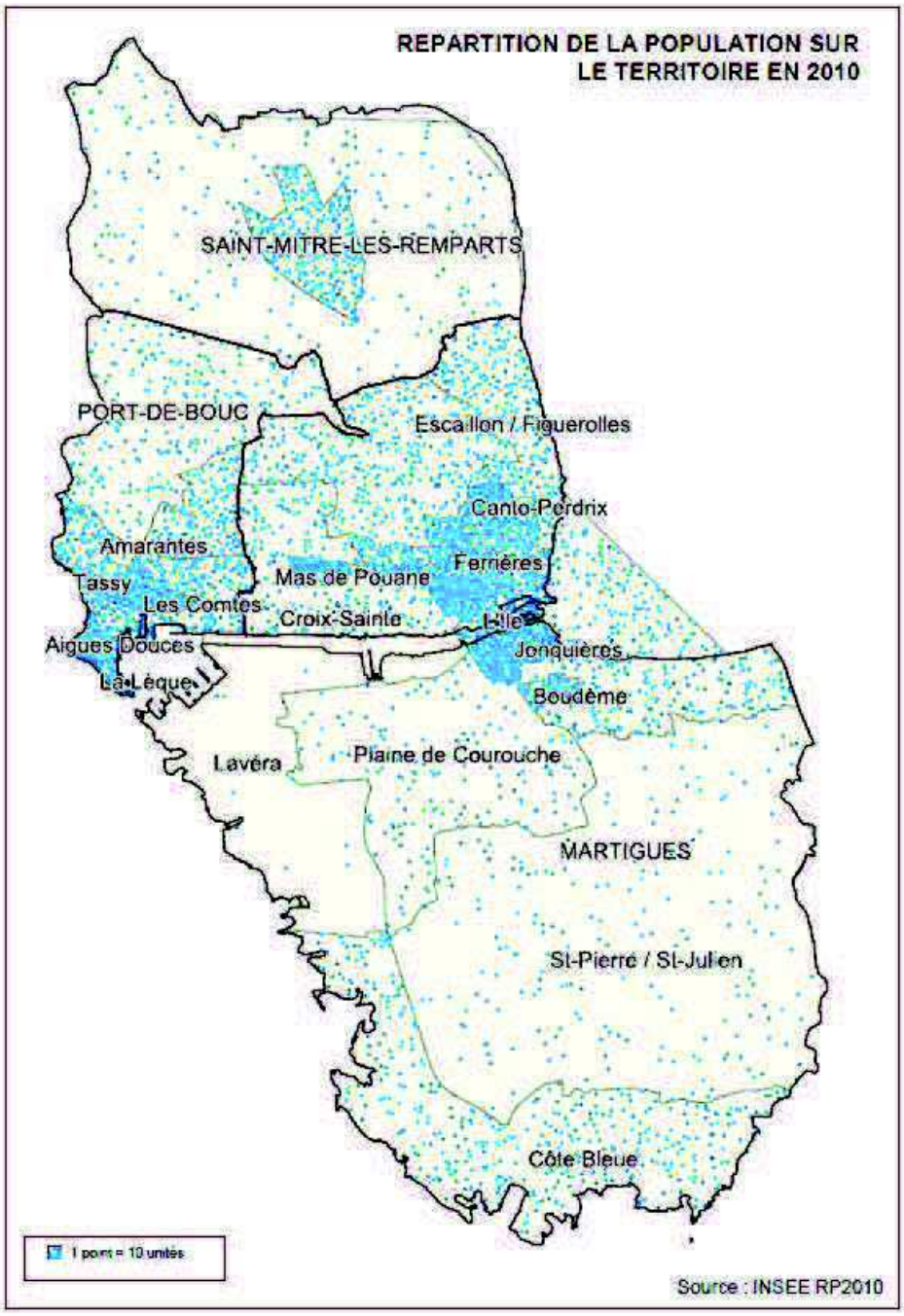
Evolution démographique de la population entre 1975 et 2010 (source INSEE RP2010)

		1975-1990	1990-1999	1999-2010
Martigues	TCAM[2]	+0,7%	+0,2%	+0,8%
	dû solde naturel	*+0,5%*	*+0,5%*	*+0,4%*
	dû solde migratoire	*-0,2%*	*-0,3%*	*+0,4%*
Port-de-Bouc	TCAM	-0,9%	-1,3%	+0,1%
	dû solde naturel	*+0,5%*	*+0,5%*	*+0,5%*
	dû solde migratoire	*-1,8%*	*-1,5%*	*-0,4%*
St-Mitre les Remparts	TCAM	+2,9%	+0,7%	-0,1%
	dû solde naturel	*+0,6%*	*+0,6%*	*+0,4%*
	dû solde migratoire	*+2,5%*	*+0,1%*	*-0,5%*
CAPM	**TCAM**	**+0,4%**	**-0,2%**	**+0,6%**
	dû solde naturel	***+0,5%***	***+0,5%***	***+0,4%***
	dû solde migratoire	***+0,2%***	***-0,6%***	***+0,2%***
Unité urbaine Marseille-Aix	TCAM	+0,3%	+0,4%	+0,6%
	dû solde naturel	*+0,4%*	*+0,3%*	*+0,5%*
	dû solde migratoire	*-0,1%*	*+0,0%*	*+0,1%*

[2] TCAM : Taux d'accroissement moyen annuel



Source INSEE RP2010



La population de la CAPM tend à vieillir d'où l'importance du maintien des jeunes et des jeunes ménages sur le territoire. Les 18-39 ans représentent environ 26% de la population contre 29 % pour l'ensemble de l'unité urbaine et les plus de 40-64 ans et les 65 ans et plus représentent respectivement près de 34% et 19% de la population pour près de 32% et 17% pour l'unité urbaine.

Port-de-Bouc se distingue avec une part des moins de 18 ans et des 65 ans et plus importante par rapport aux catégories en âge de travailler (18-64 ans), d'où un indicateur de dépendance économique nettement supérieur de l'ordre de 0,74, contre 0,67 pour la CAPM et 0,63 pour Aix-Marseille.
Toutefois la population active (15-64 ans) a diminué de 2,2% depuis 1999 (-7,2% à Martigues, +11,8% à Port-de-Bouc, +5,6% à Saint-Mitre-les-Remparts) mais moins qu'à l'échelle départementale (-8,9%).

Répartition de la population par tranches d'âges en 2010 (source INSEE RP2010)

	0-17 ans	18-39 ans	40-64 ans	65 ans et plus	Indice de jeunesse[3]	Indicateur de dépendance économique[4]
Martigues	21,1%	26,1%	34,3%	18,5%	1,1	0,66
Port-de-Bouc	22,1%	24,6%	32,8%	20,4%	1,1	0,74
St-Mitre-les-Remparts	20,7%	25,2%	36,6%	17,5%	1.2	0,62
CAPM	**21,3%**	**25,7%**	**34,1%**	**18,9%**	**1,1**	**0,67**
Unité urbaine Marseille-Aix	21,6%	29,1%	32,2%	17,2%	1,3	0,63

Répartition de la population par tranches d'âges et par sexe en 2010 (source INSEE RP2010)

	Hommes				**Femmes**			
	0-17 ans	18-39 ans	40-64 ans	65 ans et plus	0-17 ans	18-39 ans	40-64 ans	65 ans et plus
Martigues	21,9%	26,9%	34,5%	16,7%	20,3%	25,3%	34,3%	20,2%
Port-de-Bouc	22,6%	24,8%	32,0%	20,6%	20,7%	24,8%	34,7%	19,8%
St-Mitre-les-Remparts	21,6%	24,3%	35,8%	18,3%	21,0%	23,4%	38,0%	17,7%
CAPM	**22,0%**	**26,2%**	**34,0%**	**17,8%**	**20,7%**	**24,9%**	**34,4%**	**20,0%**
Unité urbaine Marseille - Aix	23,1%	29,9%	32,1%	14,9%	20,2%	28,3%	32,2%	19,2%

Sur l'ensemble du territoire de la CAPM, on observe que les femmes sont légèrement plus représentées que les hommes (51% contre 49%). Cette surreprésentation se fait notamment sentir chez les 65 ans et plus et s'accentue chez les plus de 75 ans (3,6% d'hommes contre 5,1% de femmes). Ce phénomène est notamment du à une espérance de vie plus élevée de la population féminine. Cette proportion est toutefois inférieure à celle observée sur l'unité urbaine.

[3] Indice de jeunesse = part des moins de 18 ans rapportée à celle des 65 ans et plus
[4] Indicateur de dépendance économique = part des jeunes (moins 18 ans) et des seniors (65 ans et plus) rapportée à celle des personnes en âge de travailler (18-64 ans)

Répartition de la population de plus de 75 ans par sexe en 2010 (source INSEE RP2010)

	Hommes de 75 ans et plus	Femmes de 75 ans et plus
Martigues	3,6%	5,4%
Port-de-Bouc	3,8%	5,0%
St-Mitre-les-Remparts	2,9%	2,7%
CAPM	**3,6%**	**5,1%**
Unité Urbaine Marseille-Aix	7,0%	10,8%

Bien que la part des populations immigrées et étrangères soit légèrement inférieure à la moyenne de l'unité urbaine (respectivement 9,8% et 5,4% contre 10,6% et 6,1%), la situation est fortement contrastée au sein de la communauté d'agglomération. Près d'1 habitant sur 5 de Port-de-Bouc est immigré ou d'origine étrangère, contre 6,4% à Saint-Mitre-les-Remparts et 14,7% à Martigues.
Ceci induit notamment des problématiques de maîtrise de la langue et d'insertion sociale et professionnelle.

Part des populations d'origine étrangères ou immigrées[1] par sexe en 2010 (source INSEE RP2010)

	Part des populations immigrées (%)			Part des populations étrangères (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Martigues	5,1%	4,4%	9,4%	3,3%	2,0%	5,3%
Port-de-Bouc	6,8%	5,7%	12,5%	4,3%	2,5%	6,8%
Saint-Mitre-les-Remparts	2,0%	2,2%	4,3%	0,9%	1,2%	2,1%
CAPM	**5,3%**	**4,5%**	**9,8%**	**3,3%**	**2,1%**	**5,4%**
Unité Urbaine Marseille-Aix	5,2%	5,5%	10,6%	3,2%	2,9%	6,1%

L'analyse par sexe des populations immigrées ou étrangères fait apparaître une répartition inégale entre les hommes et les femmes. Sur l'ensemble du territoire de la CAPM, on constate une part plus importante des hommes immigrés ou étrangers (respectivement 5,3% et 3,3% contre 4,5% et 2,1% pour les femmes) en relation avec l'offre d'emploi du bassin économique.
Au sein des communes cette situation est parfois plus marquée notamment sur la commune de Port-de-Bouc qui compte une population d'hommes immigrés et étrangers supérieure d'un point à la moyenne de la Communauté d'agglomération.
La part des femmes étrangères dans la population est moins importante que celle des hommes, à l'exception de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

1.2.2. Une augmentation de l'isolement des ménages

La composition des ménages résidant sur le territoire de la CAPM se distingue de l'unité urbaine par une plus forte proportion des familles (avec ou sans enfant) au sein des ménages soit un peu plus des deux tiers, avec néanmoins une moindre proportion des familles nombreuses (7,5% contre 9,6% pour Aix-Marseille). Les cas de ruptures familiales sont également moins fréquents : 14,3% des familles sont monoparentales contre 19,1% pour Aix-Marseille.

Toutefois ces constats ne sont pas homogènes selon les communes qui présentent chacune leurs spécificités. Saint-Mitre-les-Remparts compte davantage de familles, soit les trois quarts de ses ménages. Port-de-Bouc compte également une part importante de familles, mais qui présentent des signes de fragilité (19,4% de familles monoparentales et 9,9% de familles nombreuses). Martigues se caractérise par la proportion de ménages isolés la plus forte du territoire, soit 1 sur 3.

Composition des ménages en 2010 (source INSEE RP2010)

	Part des ménages composés de :		Parmi les familles, part des familles :	
	Personnes seules	Familles	Monoparentales	Nombreuses
Martigues	32,4%	65,4%	16,4%	8,1%
Port-de-Bouc	27,6%	69,2%	19,4%	9,9%
St-Mitre-les-Remparts	23,1%	75,7%	9,2%	6,1%
CAPM	**30,5%**	**67,1%**	**14,3%**	**7,5%**
Unité urbaine Marseille-Aix	35,6%	61,2%	19,1%	9,6%

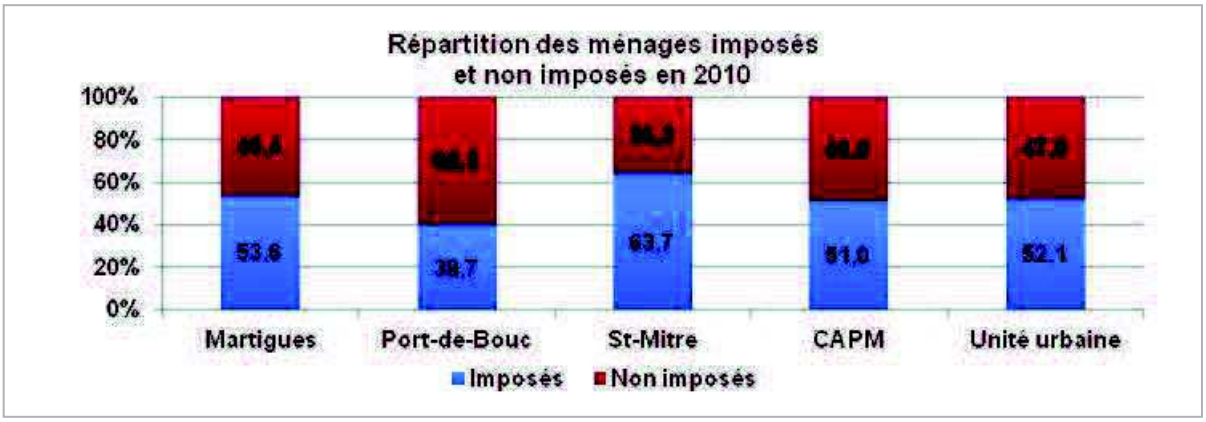
Répartition par sexe des ménages composés d'une seule personne et des familles monoparentales en 2010 (source INSEE RP2010)

	Ménages composés d'un homme seul (%)	Ménages composés d'une femme seule (%)	Homme seul avec enfants (%)	Femme seule avec enfant (%)
Martigues	41,4%	58,6%	16,1%	83,9%
Port-de-Bouc	39,9%	60,1%	12,2%	87,8%
St-Mitre-les-Remparts	35,5%	64,5%	20,6%	79,4%
CAPM	**40,7%**	**59,3%**	**15,2%**	**84,8%**
Unité urbaine Marseille-Aix-	40,2%	59,8%	13,4%	86,6%

Sur l'ensemble du territoire de la CAPM, les femmes vivant seules représentent la majorité des ménages d'une personne (59,3% contre 40.7%). Cette répartition correspond à la moyenne de l'unité urbaine. Au sein des communes, on observe des répartitions plus contrastées notamment sur Saint-Mitre-les-Remparts qui compte une part des femmes seules supérieure à la moyenne (64,5%).
Concernant les familles monoparentales, on constate une surreprésentation des familles composées d'une femme seule avec enfants (84,8% contre 15,2%). Concernant les ménages composés d'un homme seul avec enfants, leur proportion est supérieure à celle observé au sein de l'unité urbaine, notamment sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts où plus de 20% des familles monoparentales ont pour chef de famille un homme.

1.2.3. Une amélioration du niveau de revenu des ménages mais un creusement important des écarts de revenus

Près d'un ménage sur deux n'est pas imposable, taux légèrement supérieur à la moyenne constatée à l'échelle de l'unité urbaine. Cette proportion grimpe à 3 ménages sur 5 à Port-de-Bouc.



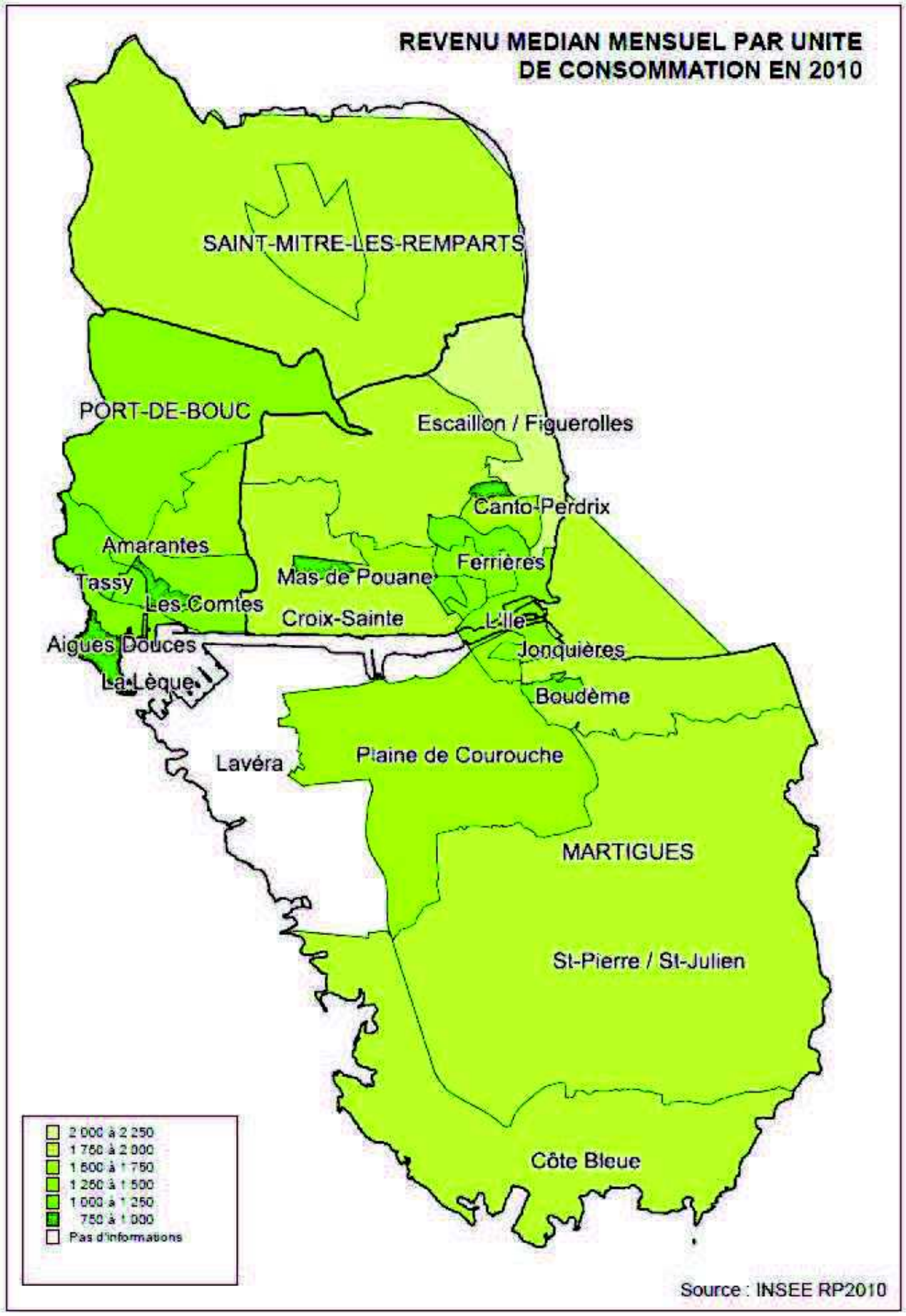
Entre 2006 et 2010, le niveau de revenu des ménages s'est amélioré globalement sur l'ensemble du territoire. Le revenu fiscal médian par unité de consommation a augmenté de 7,7% à Saint-Mitre les Remparts, de 10,5% à Martigues et de 12,4% à Port-de-Bouc. Bien que le niveau de revenu soit plus homogène sur la CAPM qu'à l'échelle de l'unité urbaine, on observe toutefois un creusement des écarts de revenus au sein de la population, marqué par une augmentation du rapport interdécile à Martigues et Port-de-Bouc.
Ainsi en 2010, les 10% des ménages les plus défavorisés de la communauté d'agglomération avaient un revenu fiscal médian par UC[5] inférieur à 600 €/mois, tandis que les 10% des ménages les plus favorisés avaient un revenu fiscal médian par UC supérieur à 3 100 €/mois.

Evolution du niveau de revenu des ménages entre 2006 et 2010 (source INSEE RP2010)

	Revenu fiscal médian mensuel par UC		Rapport interdécile		Montant médian du 1er décile du revenu fiscal par UC en 2010	Montant médian du 9ème décile du revenu fiscal par UC en 2010
	2006	2010	2006	2010		
Martigues	1 440€	1 591€	5,44	5,74	529 €	3 015€
Port-de-Bouc	1 088€	1 223€	6,92	7,47	344€	2 408€
St-Mitre-les-Remparts	1 763€	1 899€	4,65	4,35	817€	3 513€
CAPM	**n.d.**	**1 522€**	**n.d.**	**6,07**	**563€**	**3 192€**
Unité urbaine Marseille-Aix	n.d.	1 493€	n.d.	9,00	350€	3 146€

Source INSEE RP2010

5 Le revenu fiscal ne tient pas compte du RSA qui n'est pas fiscalisé.
Unité de consommation : système de pondération permettant de tenir compte de la taille et de la composition des ménages.


REVENU MEDIAN MENSUEL PAR UNITE DE CONSOMMATION EN 2010
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS
PORT-DE-BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Amarantes
Ferrières
Tassy
Mas-de-Pouane
Les-Comtes
Croix-Sainte
L'Ile
Aigues-Douces
Jonquières
La Lèque
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES
St-Pierre / St-Julien
Côte Bleue
2 000 à 2 250
1 750 à 2 000
1 500 à 1 750
1 250 à 1 500
1 000 à 1 250
750 à 1 000
Pas d'informations
Source : INSEE RP2010

Atouts du territoire :

- **Une reprise de la croissance démographique (solde naturel positif)**
- **Un regain d'attractivité de la ville centre Martigues**
- **Une amélioration, en moyenne, du niveau de revenu des ménages**

Faiblesses du territoire :

- **Une accélération du vieillissement de la population**
- **Une augmentation de l'isolement des ménages**
- **Un creusement des écarts de revenus entre les habitants et entre les quartiers**

1.3. Cohésion sociale

1.3.1. Action sociale

1.3.1.1.Une précarisation de la population dans un contexte de disparition des services publics de proximité

Tandis que la CAPM fait face à une précarisation croissante de sa population qui rencontre de plus en plus de difficultés à s'insérer socialement et professionnellement, et notamment pour les ménages les plus fragiles et les jeunes, l'accès aux services publics de l'Etat ou de la Sécurité Sociale est fortement contraint par une démobilisation des accueils CAF, CARSAT, CPAM et le renvoi vers des traitements informatiques des dossiers.

47% de la population est couverte par les prestations sociales et familiales de la CAF, jusqu'à 61% à Port-de-Bouc. Ainsi le territoire compte, parmi l'ensemble des allocataires CAF, un ménage sur deux sous le seuil des bas revenus (revenus inférieur à 60% du revenu médian), et près de 13% de ménages fragiles (revenus supérieur au seuil des bas revenus grâce aux prestations sociales). La situation est encore plus aggravée sur Port-de-Bouc où deux tiers des allocataires sont en dessous du seuil des bas revenus contre moins d'un sur deux en moyenne sur l'ensemble des Bouches du Rhône.)

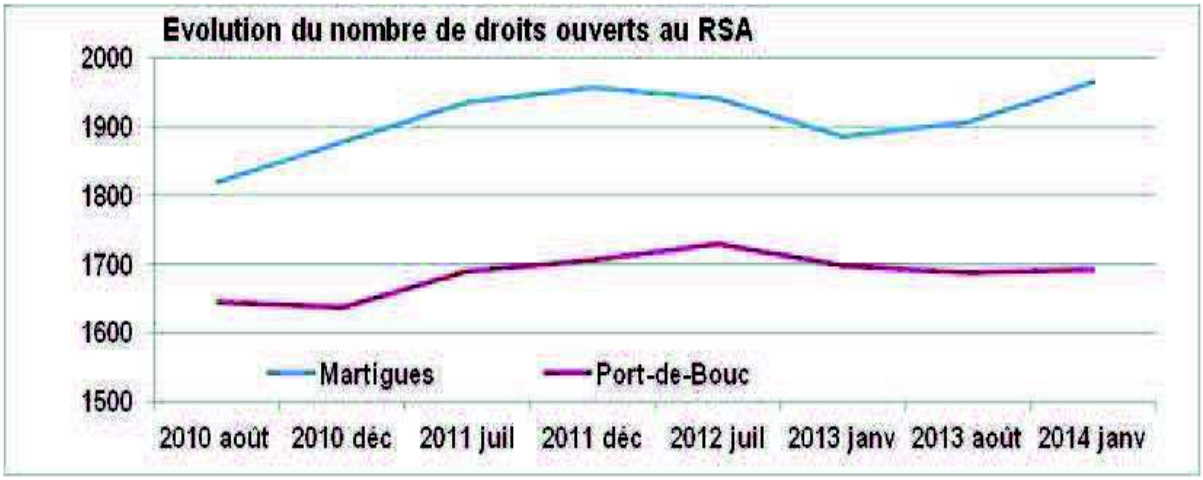
Taux de couverture CAF et part des allocataires à bas revenus ou fragiles (source CAF des Bouches-du-Rhône, 2014)

	Martigues	Port-de-Bouc	Saint-Mitre-les-Remparts	**CAPM**	Bouches du Rhône
Allocataires CAF[6]	7 498	3 873	718	**12 089**	326 741
Personnes couvertes	*20 260*	*10 449*	*2 168*	***32 877***	*896 993*
Allocataires à bas revenus	44,7%	64,4%	31,6%	**50,2%**	48,4%
Personnes couvertes	*37,9%*	*59,1%*	*21,9%*	***43,6%***	*40,8%*
Allocataires fragiles	14,0%	10,6%	10,3%	**12,7%**	12,2%
Personnes couvertes	*12,9%*	*11,0%*	*9,1%*	***12,0%***	*11,2%*

En outre, le canton de Martigues-Ouest est parmi les cantons de la région, celui qui enregistre la part de population vivant dans un foyer allocataire du RSA la plus importante. Les bénéficiaires du RSA représentent 8,5% la population âgée de 20 à 64 ans à Martigues, 22,1%[7] à Port-de-Bouc et 4,7% à Saint-Mitre-les-Remparts. Ainsi ce sont 14,4% des habitants de la CAPM qui sont couverts par le RSA en 2014, soit un taux supérieur de 4,1 points par rapport à la moyenne départementale.

[6] Hors étudiants, personnes de plus de 65 ans, allocataires des régimes particuliers et bénéficiaires d'AAH en maison d'accueil spécialisée.
[7] A relativiser avec les 670 BRSA inscrits à l'AREAT (2012) : soit plutôt environ 13%.

Sur la période 2010-2014, le nombre de droits ouverts au RSA a par ailleurs augmenté de 5% sur l'ensemble du territoire, en particulier sur Martigues (+8%), où la hausse s'est accentuée sur l'année 2013 (+4,2%).



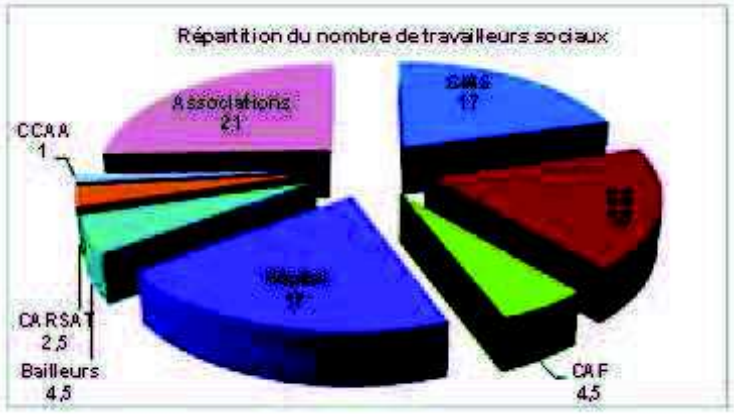
Source CAF des Bouches-du-Rhône, 2014

Le dispositif du RSA touche en priorité la tranche d'âge des 25-34 ans. Plus de deux bénéficiaires sur trois perçoivent le RSA depuis au moins trois ans. Les publics sans qualification sont en augmentation et cumulent plusieurs freins à leur insertion sociale et professionnelle : précarité économique, problèmes de santé et patho-psychologiques, problèmes de mobilité, physique et psychologique.
Bien que la proportion de familles soit plus élevée parmi les allocataires du RSA sur la CAPM que dans les Bouches-du-Rhône, les ménages isolés représentent néanmoins 4 allocataires sur 5, avec une forte représentation des familles monoparentales (41,3% des allocataires).

L'élargissement des publics touchés par la pauvreté, consécutif à la crise économique de ces dernières années et à celle des années 70 a conduit à une multiplication des problématiques de fracture sociale : précarité énergétique, surendettement, accès ou maintien dans le logement, ruptures de ressources pour cause de droits suspendus, chômage des jeunes. Ceci s'accompagne d'une croissance des cas d'isolement, et notamment de la monoparentalité.
Il est à noter que les familles monoparentales sont par ailleurs fortement représentées parmi les allocataires CAF à bas revenus (55,7% contre 52,7% pour le département) et parmi les allocataires fragiles (56,9% contre 54,7% pour le département).

Cette diminution des moyens du Droit commun de l'Etat n'est pas sans effet sur les ménages et leur prise en charge. En effet, ces ménages déjà fragilisés dans leurs démarches administratives ont à supporter des délais anormalement longs pouvant conduire à des ruptures ou pertes de droit. On assiste en conséquence à un report des publics sur le Pôle social du CIAS et à une prise de relais de fait de la collectivité afin d'assurer leur prise en charge pendant les périodes de rupture de droits.
De fait, l'accompagnement social des publics en difficulté est assuré principalement par les travailleurs sociaux des associations, du CIAS du Pays de Martigues, de l'hôpital de Martigues et du Conseil Général.

Face au risque de rupture du lien social, de plus en plus prégnant, la collectivité a renforcé son action dans l'accompagnement et la réception des publics afin de pallier la fermeture des accueils institutionnels.
La collectivité s'implique notamment sur les questions d'accès au logement, de formation et d'insertion professionnelle, en direction des publics restés en marge des parcours classiques.



Source CIAS, 2014

Atouts du territoire :

- **Une implication des Villes, de la CAPM et du milieu associatif dans l'accueil et l'accompagnement des publics en difficultés**

Faiblesses du territoire :

- **Une précarisation croissante des publics pouvant cumuler plusieurs difficultés économiques, professionnelles, sociales, de santé physique et/ou mentale, mobilité**
- **Une diminution de l'engagement l'Etat sur le droit commun avec des difficultés d'accessibilité aux services publics et aux droits**
- **Une augmentation du risque de rupture du lien social**

1.3.1.2.Une dégradation de l'accès et du maintien dans le logement des publics défavorisés

Le territoire est confronté à un déficit de places d'accueil en structure d'hébergement d'urgence et de logement temporaire, de type CHRS notamment (centre d'hébergement et de réinsertion sociale). La législation prévoit une obligation d'une place par tranche de 1 000 habitants soit 70 places pour ce qui concerne la CAPM (loi de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion du 25 mars 2009). Cette absence d'offre sur le territoire implique un report sur les hôtels.

Dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD), 148 mesures d'Accompagnement Social Educatif Lié au Logement (ASELL) sont dénombrées sur la CAPM[8], dont 88 généralistes (majoritairement pour l'accès à un logement), 40 de courte durée et 20 renforcées dans le cadre de la prévention des expulsions locatives.
Il s'agit d'un public adulte (36-50 ans) bénéficiaire du RSA socle, isolé ou constitué de familles monoparentales et rencontrant des difficulté à se loger (hébergement, logement temporaire ou sans domicile).

Dans un contexte de crise économique, le CIAS observe une progression de l'endettement des ménages, qu'ils soient modestes ou non, et de plus en plus de publics en activité professionnelle. L'augmentation des impayés de loyer fait suite à la chute ou la perte de ressources ne permettant plus de faire face aux charges courantes, dans lesquelles le loyer pèse de plus en plus lourd.

La précarisation de l'emploi impacte directement et durablement l'accès et le maintien dans le logement. Face au durcissement des conditions d'accès au parc locatif privé, le parc social n'est pas en mesure d'absorber toute la demande de logement, et ce, malgré l'existence d'un parc social important (28,4% *selon l'INSEE 2010*) et, malgré la reprise récente du rythme de construction neuve.

La question de la sortie du parc social et plus globalement du parcours résidentiel des ménages nécessite d'être posée en parallèle de l'offre de construction neuve, notamment pour les ménages dont les revenus sont supérieurs aux plafonds de revenus du logement social.

La mise en œuvre de dispositifs de prévention des expulsions locatives et de prévention des impayés de loyers sur le territoire permet de mener un travail partenarial en amont avec les bailleurs et les associations et ainsi de réduire les expulsions effectives. Ainsi les assignations pour impayés de loyer ont baissé à Martigues (147 en 2012 soit -9% par rapport à 2005) comme à Port-de-Bouc (31 en 2013, soit -40% par rapport à 2011), le concours de la force publique ayant été accordé dans 16% des cas à Martigues, jusqu'à un tiers à Port de Bouc.

[8] Ne sont comptabilisés que les chiffres de l'association APPART, de l'APDL et des équipes St-Vincent qui interviennent exclusivement sur le territoire de la CAPM, à l'exception des équipes St-Vincent qui couvrent également Fos-sur-Mer.

Pour autant cela ne doit pas masquer une explosion des situations d'impayés et une augmentation des autorisations de recours à la force publique, qui interrogent sur l'efficacité du droit commun et des dispositifs existants.

Atouts du territoire :

- **Une baisse des expulsions par la mise en œuvre de dispositifs de prévention portés par les services sociaux, en partenariat avec les bailleurs et les associations**

Faiblesses du territoire :

- **Un déficit de solutions d'hébergement d'urgence et de logements temporaires**
- **Une augmentation de l'endettement des ménages et des impayés de loyers**
- **Un investissement moindre de la collectivité sur l'insertion par le logement**
- **Une coordination à améliorer entre insertion par le logement et insertion socioprofessionnelle**

1.3.1.3.Un investissement important dans l'accompagnement à la formation et l'insertion socioprofessionnelle

Face aux difficultés d'accès à l'emploi rencontrées par une part croissante de la population, notamment des jeunes et tout particulièrement des publics sortis du système scolaire sans diplôme, la CAPM s'est dotée d'une Maison de l'Emploi et de la Formation. Celle-ci intervient uniquement sur le soutien à la formation des publics en difficulté d'insertion professionnelle (non sur la formation initiale) et dispose à cet effet de différents outils.

Sa fréquentation est en hausse de 20% sur la dernière mandature (plus de 34 000 actes d'accueil dénombrés en 2012), ce qui témoigne, d'une part, des difficultés sociales et de la précarisation croissante des publics vis-à-vis du marché de l'emploi, et d'autre part, de la visibilité de la structure à la fois pour le public et les partenaires.

Dispositifs	Objectifs	Bénéficiaires en 2012	Evolution 2008-2012
Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)	- Aide à la construction de parcours personnalisés vers l'emploi - Relations avec les entreprises - Aides individuelles à la formation, à la mobilité…	491	+28,9%
Cyber-base emploi/documentation		7 820	+27,7%
Association pour l'insertion et l'emploi du pays martégal (Mission locale)	- A destination des jeunes de 16 à 25 ans - Orientation vers l'emploi et la formation en tenant compte du logement, de la santé, de la mobilité, de la vie quotidienne	2 829	+44%
Association pour le développement local du pays martégal	- A destination des bénéficiaires du RSA - Accompagnement individualisé en matière d'emploi notamment auprès des personnes en difficulté majeure d'accès ou de maintien dans le logement - Actions collectives dynamisantes s'adressant à des publics en démarche d'insertion sociale et professionnelle d'insertion sociale	9 603	+7,9%
Association point formation	- Orientation - Accompagnement au projet - Savoirs de base - Education permanente - Compétences clés - Métiers du sport - Bilans de compétences - Parcours de formation individualisé	1 237	+6,3%

Association les Chantiers du Pays Martégal	- Encadrement technique - Accompagnement à la formation et socioprofessionnel par la mise en situation de travail dans les domaines de la restauration rapide, du BTP et des espaces verts et forestiers	158	+12,9%
Dispositif Diplôme accès études universitaires (niveau bac)	- Accès à l'enseignement supérieur - Possibilité de participer aux concours de catégorie B - Taux moyen de réussite de 60,1%.	163 inscrits entre 2008 et 2013 (au 30/09)	

Source Maison de l'Emploi et de la Formation, 2014

Une exclusion de certains publics, tel que les seniors, est entraînée de fait par les critères de sélection, qui sont imposés à l'entrée dans les dispositifs. Aucun dispositif spécifique n'existe actuellement sur le territoire pour les plus de 55 ans, issus des secteurs du BTP et de l'industrie, alors que leur nombre est en augmentation parmi les bénéficiaires du PLIE, et que leur retour à l'emploi est plus difficile.
Cette sélection est également à l'origine d'un phénomène d'auto-exclusion de certains publics qui renvoie à la question de l'éligibilité aux prestations sociales, critère indispensable pour être pris en charge dans certains dispositifs mais qui peut disparaître selon l'évolution du parcours individuel (ex : chantier d'insertion, risque de perte du RSA car perception d'un revenu).

Si la participation des publics aux dispositifs qui leur sont proposés est globalement en augmentation depuis 2008, on constate cependant une légère baisse ces dernières années. Les associations rencontrent de plus en plus de difficultés à orienter en interne les publics sur les dispositifs de la Maison de l'Emploi et de la Formation.

En outre le cadre de la commande publique fluctuante de l'Etat, entraîne des problèmes de communication avec les partenaires et d'adaptation avec les spécificités des territoires.

A titre d'exemple le dispositif des emplois d'avenir a bien fonctionné en partenariat avec Pôle Emploi (partage des objectifs, pas de mise en concurrence des dispositifs), tandis que celui du contrat de génération ne parvient pas à se développer.

La difficulté des associations vient également de la raréfaction des moyens financiers, de l'insécurité financière notamment sur les crédits du FSE et de la démobilisation des publics sur l'offre de services, en particulier les plus jeunes, ce qui entraîne une augmentation des places vacantes, notamment dans les programmes de formation. Cette démobilisation peut s'expliquer par une orientation par défaut de certains publics, du fait de l'absence de dispositifs correspondant pleinement à leurs besoins, de leur passage d'un dispositif à un autre, de leurs difficultés de mobilité et du manque d'articulation des dispositifs avec les temps de vie.

Actuellement la Maison de l'Emploi et de la Formation ne dispose pas de visibilité sur les parcours des publics, alors même que les contraintes institutionnelles se renforcent imposant notamment une obligation de résultats qui nécessiterait de pouvoir, entre autre, préciser les accès effectifs à l'emploi.

Atouts du territoire :

- **Un investissement important de la collectivité en matière d'insertion par l'activité économique**
- **Une Maison de l'emploi et de la formation « visible » et reconnue implantée à Martigues, dont les missions ont été décentralisées à la Maison des Services au Public de Port de Bouc**
- **Des dispositifs pour la formation et l'insertion professionnelle multiples dont la fréquentation augmente**

Faiblesses du territoire :

- **Précarisation croissante des publics face à l'emploi**
- **Un manque de visibilité des parcours des publics d'un dispositif à l'autre**
- **Une augmentation des contraintes institutionnelles dans un contexte de renforcement de la commande publique de l'Etat**
- **Une baisse des subventions allouées par les différentes collectivités (notamment du FSE) qui entraine de graves difficultés**
- **Des difficultés d'orientation des publics sur les différents dispositifs**
- **Une démobilisation des publics jeunes et une « exclusion » des plus de 55 ans et des seniors**
- **Une carence de dispositifs pour les plus de 55 ans**
- **Une centralisation de l'offre et pas d'intervention en proximité dans les quartiers (aller vers)**
- **Aller vers les publics en difficultés dans les quartiers, en s'appuyant sur les structures de proximité**
- **Soutenir des démarches innovantes d'amélioration de l'offre IAE (insertion par l'activité économique) s'inscrivant dans un projet d'ensemble et impliquant des acteurs locaux**

1.3.2. Des difficultés d'accès à la santé pour une population fragilisée (Cf. CLS en annexe)

Le Pays de Martigues souffre d'inégalités de santé par rapport au reste du territoire régional ; en témoigne l'espérance de vie dont la progression est moins rapide. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce constat, en particulier la précarisation des publics et l'offre médicale insuffisante, mais également les risques professionnels et la pollution de l'air, dus à la forte industrialisation du bassin économique.

1.3.2.1.Des inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux soins

L'accès aux soins est conditionné par le niveau de revenu des ménages, très inégal selon les communes et les quartiers (près de 700€ d'écart entre le revenu médian mensuel par unité de consommation à Saint-Mitre-les-Remparts et à Port-de-Bouc). L'augmentation continue du reste à charge (21% des dépenses courantes de santé) conduit de plus en plus de ménages à renoncer à se soigner.
Cette situation induit une impossibilité pour les publics en difficulté économique d'avoir une prise en charge globale de leur santé, ni même une approche préventive, alors que leur précarité est source de fragilité et de vulnérabilité pour leur santé physique et psychique. Un adulte de 25 à 59 ans sur dix bénéficie de la CMUC soit un enfant sur cinq couvert. Ces taux sont nettement supérieurs sur Port-de-Bouc, qui connaît par ailleurs l'indice de pauvreté infantile le plus élevé de la région (62,9% contre 28,5% en PACA et 22% en France métropolitaine – source DROS PACA).

Taux de couverture de la CMU-C (source INSEE RP2010)

	0-17 ans	25-59 ans
Martigues	16,5%	8,9%
Port-de-Bouc	29,2%	15,6%
Saint-Mitre-les-Remparts	n.d.	n.d.
CAPM	**20,0%**	**10,5%**
Unité urbaine Marseille - Aix-en-Provence	24,8%	13,1%

Les freins dans l'accès aux soins peuvent être également d'ordre culturel (illettrisme, barrière de la langue…) administratif (difficultés à réaliser les démarches…), psychologique (isolement…), ou géographique (transports…). De leur côté les professionnels de santé n'ont pas toujours conscience de ces mécanismes à l'œuvre et méconnaissent ces publics en difficultés.

La question de la santé et de l'accès aux soins des jeunes, notamment issus des quartiers réglementaires de la politique de la ville, se pose clairement. En outre la mise en relation entre le public concerné et les dispositifs existants est difficile pour diverses raisons qui ne

concernent pas uniquement l'insuffisance des ressources financières, mais également l'état psychique de l'individu (défiance, peur, dévalorisation de soi)[9].

Cette précarisation des publics s'accompagne en outre d'un défaut d'attractivité du territoire pour la médecine généraliste, les jeunes médecins privilégiant les bassins marseillais et aixois. La CAPM est ainsi confrontée à un vieillissement des omnipraticiens, non remplacés lors de leur départ en retraite, auquel s'ajoute une réduction de l'offre de médecins généralistes dans les centres de santé mutualistes. Plus d'un tiers des médecins libéraux a plus de 60 ans, avec un risque de non renouvellement important (moins de 79 omnipraticiens pour 100 000 habitants à l'horizon 2016 soit -20% par rapport à la moyenne nationale actuelle). Par ailleurs plus du quart des médecins généralistes du territoire a une forte activité, supérieure de 20% à l'activité nationale par cabinet (source ARS).

L'offre de médecins généralistes et de professionnels paramédicaux libéraux est inférieure à la moyenne constatée sur l'ensemble de l'unité urbaine Aix-Marseille et reste concentrée dans les centres-villes. La situation est particulièrement critique sur Port-de-Bouc où la démographie médicale est très largement inférieure à celle du département.

Taux de couverture par les professionnels de santé (Source Insee RP 2010 / Service Observatoire et promotion de la santé CAPM 2014 / Sirsé 2013)

	Nb de médecins généralistes libéraux et centres mutualistes pour 100 000 hbts	Nb de professionnels paramédicaux libéraux pour 100 000 hbts
Martigues	95	491
Port-de-Bouc	97	553
Saint-Mitre-les-Remparts	72	487
CAPM	**94**	**506**
Unité urbaine Marseille - Aix-en-Provence	129	476

C'est pourquoi la présence du centre hospitalier à Martigues est primordiale pour l'égalité d'accès aux soins, notamment pour l'accès aux médecines spécialisées, sans permettre pour autant de compenser la difficulté. En effet, certaines spécialités médicales et paramédicales étant sous-représentées en ville, comparativement à la densité régionale, en particulier les psychiatres, les chirurgiens dentistes, les ophtalmologistes, les gynécologues, et les kinésithérapeutes.

[9] En 2013, parmi les 65 jeunes pris en charge par l'ADAPP et présentant un problème de santé, plus de la moitié restée sans solution.

Recensement des professionnels médicaux et paramédicaux sur la CAPM (source Service Observatoire et promotion de la santé CAPM 2014 d'après les données Sirsé 2013)

	Martigues	Port-de-Bouc	Saint-Mitre-les-Remparts	CAPM
Médecins spécialistes de ville (exercice libéral)	**16**	**8**	-	**24**
- Nombre de gynécologues	1	2	-	3
- Nombre d'ophtalmologues	2	1	-	3
- Nombre de pneumologues	1	-	-	1
- Nombre d'ORL	3	3	-	6
- Nombre de cardiologues	7	2	-	9
- Nombre de psychiatres	2	-	-	2
Autres professionnels médicaux et paramédicaux de ville (exercice libéral)	**237**	**97**	**27**	**361**
- Nombre de dentistes	33	7	2	42
- Nombre de pharmacies	16	9	2	27
- Nombre de laboratoires d'analyse	6	1	1	8
- Nombre d'infirmiers libéraux	108	61	14	183
- Nombre de kinésithérapeutes	58	13	4	75
- Nombre d'orthophonistes	12	5	3	20
- Nombre de sages-femmes	4	1	1	6

Le partenariat engagé avec l'A.R.S. et le Conseil Général a permis ces dernières années de rattraper le retard en matière d'équipement médico-social par la création de places supplémentaires en maisons de retraite, de services de proximité pour les personnes handicapées (permanences de la MDPH), de même que le renforcement des services hospitaliers, notamment en psychiatrie et en soins palliatifs, et l'ouverture prochaine d'un nouvel établissement hospitalier (privé) répondant à un besoin important en soins de suite et de réadaptation (100 lits). Ce rattrapage est à poursuivre, certains équipements de santé ou établissements médicaux-sociaux faisant toujours défaut, en particulier un institut de rééducation.

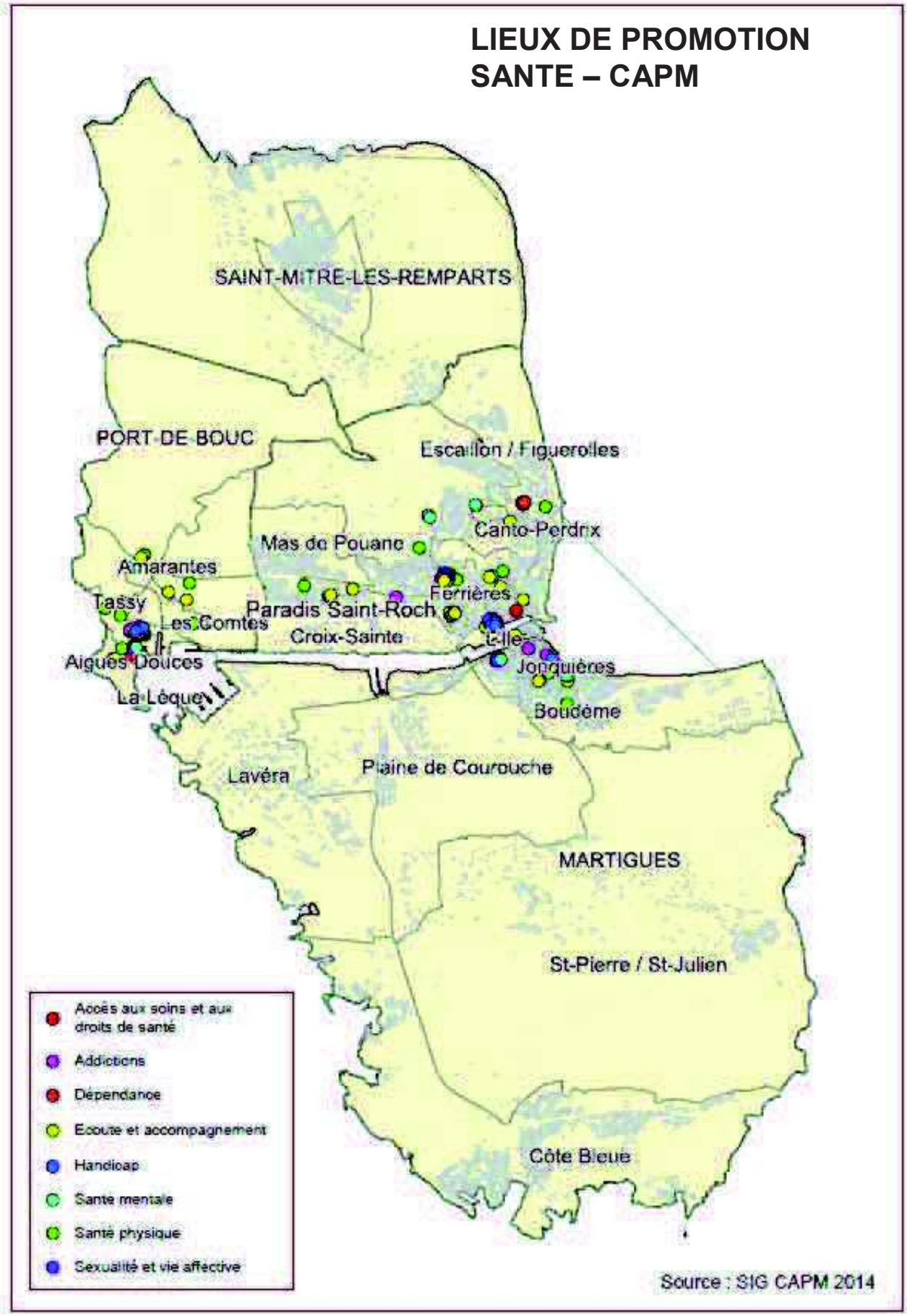


L'hôpital de Martigues élabore actuellement un projet de service de consultations médicales ambulatoires à Port-de-Bouc qui aura une double vocation, médicale et sociale. Ce projet constitue à la fois un enjeu majeur pour le renouvellement des pratiquants, pour la mise en place d'une offre d'accueil moins sectorisée et dans le sens d'une meilleure coordination entre les différentes spécialités médicales. Cela permettrait également un meilleur service à l'usager et une meilleure appréhension des parcours de soins.

Source Service Observatoire et promotion de la santé, CAPM, 2014

Ce projet a par ailleurs l'ambition de promouvoir une médecine globale (actions de prévention, de promotion de la santé, éducation sanitaire et thérapeutique, formation) et de

développer la démocratie sanitaire par une meilleure intégration des collectivités locales et des usagers dans la définition de la politique sanitaire de la structure.



Atouts du territoire :

- **Implantation d'un centre hospitalier à Martigues avec accès aux différentes spécialités médicales**
- **Un Atelier santé ville depuis 2003 et la mise en œuvre d'un Plan local de santé publique depuis 2005 s'appuyant sur un riche partenariat**
- **Une action engagée pour le rattrapage de l'offre d'équipements de santé et médico-sociaux (partenariats avec Conseil Général et Agence Régionale de Santé)**
- **Un projet de Centre de santé / service de consultations médicales ambulatoires pratiquant le tiers-payant**
- **Une bonne implantation des infirmiers libéraux**

Faiblesses du territoire :

- **Un accès aux soins inégalitaire entraînant un renoncement aux soins des publics précaires dont la santé est plus fragile**
- **Plusieurs freins dans l'accès aux soins : financiers, culturels, administratifs, psychologiques, géographiques**
- **Une problématique lourde de la santé des jeunes en relation notamment avec la pauvreté infantile**
- **Un défaut d'attractivité des territoires pour la médecine générale conjuguée à un vieillissement des praticiens**
- **Une sous représentation de certaines spécialités médicales et paramédicales en ville**
- **Une intervention des infirmiers libéraux sur d'autres territoires que celui de la CAPM**

1.3.2.2.Des problématiques de santé lourdes liées à la structure socio-économique du territoire

- La santé au travail : un problème de santé publique

Bien qu'en baisse de 4% par rapport aux années 2000, le taux de mortalité prématurée sur Martigues diminue bien moins que ses voisins et que la moyenne nationale. Les problèmes environnementaux (qualité de l'air, pollution, etc.) doivent être considérés à leur juste valeur dans le cadre de la mortalité prématurée. En effet, Martigues et Port-de-Bouc montre une morbidité de plus de 20% supérieure à la moyenne régionale.

La cellule régionale de l'Institut de Veille Sanitaire conduit depuis une dizaine d'années des travaux sur le pourtour de l'Etang de Berre. Les résultats de ces recherches ont pu établir un lien entre la pollution de l'air et l'hospitalisation notamment pour l'infarctus du myocarde et des cas de leucémies aigües. L'ARS, d'après les données recueillies auprès des caisses d'assurance Maladie, observe une morbidité de plus de 15% supérieure à la moyenne régionale, sur la plupart des communes du pourtour de l'Etang de Berre. Dans le cas de Martigues/Port-de-Bouc ce taux est de 20% supérieur à la moyenne régionale.

Les maladies professionnelles constituent, à ce titre, un véritable problème de santé publique avec de multiples implications (médicale, sociale, professionnelle, psychologique, économique, politique).

Les villes de Martigues et de Port-de-Bouc ont une longue expérience d'engagement volontariste autour des maladies professionnelles (bassin industriel) sur lesquelles s'impliquent, en appui des collectivités, les syndicats et le milieu associatif.

Les besoins sur le territoire restent néanmoins importants au niveau de la coordination médicale et de l'accompagnement administratif, social et psychologique des victimes de maladies professionnelles. Les travailleurs immigrés et les publics de faible niveau scolaire, particulièrement exposés à ce risque, nécessitent un accompagnement renforcé dans leurs démarches de reconnaissance en maladie professionnelle.

- Une vulnérabilité psychologique et mentale liée aux difficultés socio-économiques des publics

Malgré un renforcement de l'offre spécialisée en matière de traitement de la souffrance psychique et d'un développement des réseaux de santé, celle-ci reste incomplète et continue à pâtir d'un cloisonnement entre les secteurs d'intervention relevant de la santé, du social et de l'éducatif. Par ailleurs les différents services manquent de moyens pour répondre aux besoins en augmentation, ce qui entraîne des délais d'attente de six à douze mois par exemple pour un premier rendez-vous au Centre Médico-Psycho-Pédagogique.

Les dispositifs d'accueil et d'écoute existants nécessitent une poursuite de l'information auprès des publics et de lisibilité. La situation socio-économique difficile d'une partie de la population, qui cumule les souffrances (difficultés d'accès aux soins, absence de connaissance des ressources, isolement, solitude) exige une écoute, des conseils en matière de santé et un développement d'interventions en milieu scolaire.

Concernant la psychiatrie, le manque de moyens humains et matériels entraîne des délais d'attente importants et ne permet pas de répondre aux besoins. L'absence de service de Tutelles sur le territoire jusqu'au milieu des années 2000 avait aggravé la prise en charge des personnes en précarité. Depuis 2007, l'Union départementale des Associations familiales s'est installée à Martigues, puis en 2009 la Société d'hygiène mentale a également créé une antenne à Martigues. Cet élargissement de l'offre reste cependant méconnu et nécessite d'être renforcé.
En effet, plusieurs situations critiques ont été repérées concernant principalement personnes maniaco-dépressives, les personnes âgées alcooliques ou présentant une pathologie mentale, les malades psychotiques, les malades Alzheimer.

Atouts du territoire

- **Une baisse de la mortalité prématurée amorcée**
- **Un engagement important des acteurs locaux autour des maladies professionnelles et de leur impact auprès des familles**
- **Un développement de l'offre spécialisée dans la souffrance psychique (prévention des personnes en souffrance, développement de l'offre d'écoute)**

Faiblesses du territoire :

- **Un bassin industriel impactant très fortement la santé au travail et la santé environnementale (pollution)**
- **Des taux de mortalité prématurée et de morbidité plus importants qu'ailleurs**
- **Une population immigrée et/ou faiblement qualifiée plus impactée par les maladies professionnelles qui nécessite un accompagnement plus important dans leurs démarches**
- **Une offre incomplète en matière de santé mentale et un cloisonnement entre la santé mentale, le social et l'éducatif**
- **Un manque de moyens des services de santé pour répondre à la demande croissante, en particulier en psychiatrie, et en traitement de la souffrance psychique**
- **Une inadaptation de l'offre de services de Tutelles**

1.3.2.3.Un territoire fortement concerné par la problématique de la perte d'autonomie

- Une amélioration de la prise en charge des personnes âgées à poursuivre

Les mouvements migratoires liés à l'industrialisation du Golfe de Fos, à l'origine de la forte croissance démographique du territoire dans les années 1960-1970, ont un impact direct sur la structure démographique de la population. Avec un taux de personnes en âge d'être à la retraite supérieur au niveau départemental et national et près d'un habitant sur dix âgé d'au moins 75 ans, le pays de Martigues doit faire face au vieillissement de sa population.

L'augmentation du nombre des plus de 60 ans et des plus de 80 ans devrait se poursuivre et se renforcer. A l'horizon des trente prochaines années, l'arrivée aux grands âges des générations nées entre 1945 et 1975 représentera un phénomène démographique majeur, auquel la collectivité doit se préparer. On estime, en effet à l'échelle régionale, que le ratio de dépendance économique passera de 0,95 en 2008 à 1,21 en 2040.

Les impacts sur les politiques publiques sont multiples et touchent tout à la fois les infrastructures de transport, le logement, l'offre et l'accès aux équipements et services et la prise en charge de la dépendance pour les très grands âges.

En matière d'équipements pour personnes âgées, le territoire dispose d'un Pôle info seniors 13 (anciennement Centre Local d'Information et de Coordination gérontologique de niveau 3), d'un réseau de santé gérontologique et du dispositif MAIA (Méthode pour l'autonomie et l'intégration des services d'aides et de soins pour le grand âge). Des efforts importants ont été faits en matière de places en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D) et en foyers-logements qui ont permis de renforcer la capacité d'accueil des personnes âgées (sur Martigues les Maisonnées, Val Soleil, le Mas de la Côte Bleue et habilitation prévue en 2015 de l'établissement « Entraide » Les Oliviers et à Saint-Mitre-les-Remparts les Restanques livré en 2014).
Néanmoins le taux d'accueil des personnes âgées de plus de 75 ans sur le territoire reste inférieur à celui observé pour l'ensemble de la région PACA : 63 places pour 1 000 habitants, contre 98 au niveau régional. On constate en outre une inadéquation entre les tarifs élevés de ces nouvelles places et les revenus des ménages.
Le nombre de places d'accueil de jour Alzheimer est actuellement de 8 pour le centre hospitalier de Martigues et 10 en attente de financement sur le Mas de la Côte Bleue à Martigues

Parallèlement la collectivité a soutenu le développement des actions de maintien à domicile, en aidant à la fois, les structures privées (non lucratives et lucratives) par l'intermédiaire du réseau gérontologique et du Pôle Info Seniors 13, mais surtout en développant un service public de maintien à domicile (aide-ménagères, portages de repas, visites à domicile).
712 personnes ont pu bénéficier de l'aide au maintien à domicile en 2013, ce qui a représenté 99 286 heures. D'ici 2018, 1 117 personnes pourraient en bénéficier (+57%) soit 149 068 heures (+50%).

	Nb lits EHPAD	Nb lits en foyers logement	Nb de lits habilités aide sociale en EHPAD
Martigues	319	20	76
Port-de-Bouc	66	0	15
Saint-Mitre-les-Remparts	60 (ouverture 07/2014)	20 (ouverture 07/2014)	0
CAPM	**445**	**40**	**121**

Capacité d'hébergement pour personnes âgées en 2014 (Source Service Observatoire et promotion de la santé, CAPM, 2014)

- ❖ Une prise en charge des personnes handicapées à renforcer notamment en matière d'offre d'hébergement

945 allocataires d'une allocation aux adultes handicapés (AAH) sont recensés sur les trois communes, ce qui représente un taux légèrement supérieur à la moyenne départementale.

Bénéficiaires de l'AAH au 31-12-2013 (source CIAS du Pays de Martigues)

	Martigues	Port-de-Bouc	St-Mitre-les-R.	**CAPM**	BdR
Nb allocataires AAH	589	310	46	**945**	28 435
Nb personnes couvertes AAH	901	497	56	**1 454**	41 948

La CAPM compte sur son territoire onze structures ou associations intervenant dans l'accueil ou l'accompagnement du handicap. Elle bénéficie notamment de la présence sur Martigues d'une antenne de la Maison Départementale et des Personnes Handicapées (MDPH) appelée pôle handicap du pays de Martigues et de ses partenaires, dont le service Handicap a traité en 2013 près de 600 dossiers, émanant principalement de la commune centre (85%).

Toutefois l'offre d'hébergement des personnes handicapées reste très insuffisante, avec pour les adultes seulement 5 places pour 10 000 habitants, contre 12 au niveau national, et pour les enfants 1,6 place pour 1 000 habitants, contre 4,3 au niveau national et 4 au niveau régional.
On recense sur Martigues un établissement pour adultes (ADRET) disposant de 40 lits, un institut médico-éducatif pour enfants et jeunes adultes à Istres, un foyer d'hébergement le Mas des Aigues Belles à Entressen et une Maison d'accueil spécialisée à Fos/Mer.

Concernant la scolarisation, 98 enfants handicapés bénéficient d'une prise en charge (67 à Martigues, 25 à Port-de-Bouc et 6 à Saint-Mitre-les-Remparts) sur l'année scolaire 2013/2014. L'encadrement est assuré par 49 assistants de vie scolaire, dont 13 municipaux (Ville de Martigues).

L'état des lieux a permis de mettre en évidence les inégalités sociales et géographiques persistantes en matière de santé comme d'accès aux soins, des difficultés de renouvellement des praticiens en médecine générale et de la sous-représentation des spécialités médicales et paramédicales en ville constatées à l'échelle de la CAPM. Sur la base de ce diagnostic, des premières orientations ont été dégagées.

Atouts du territoire :

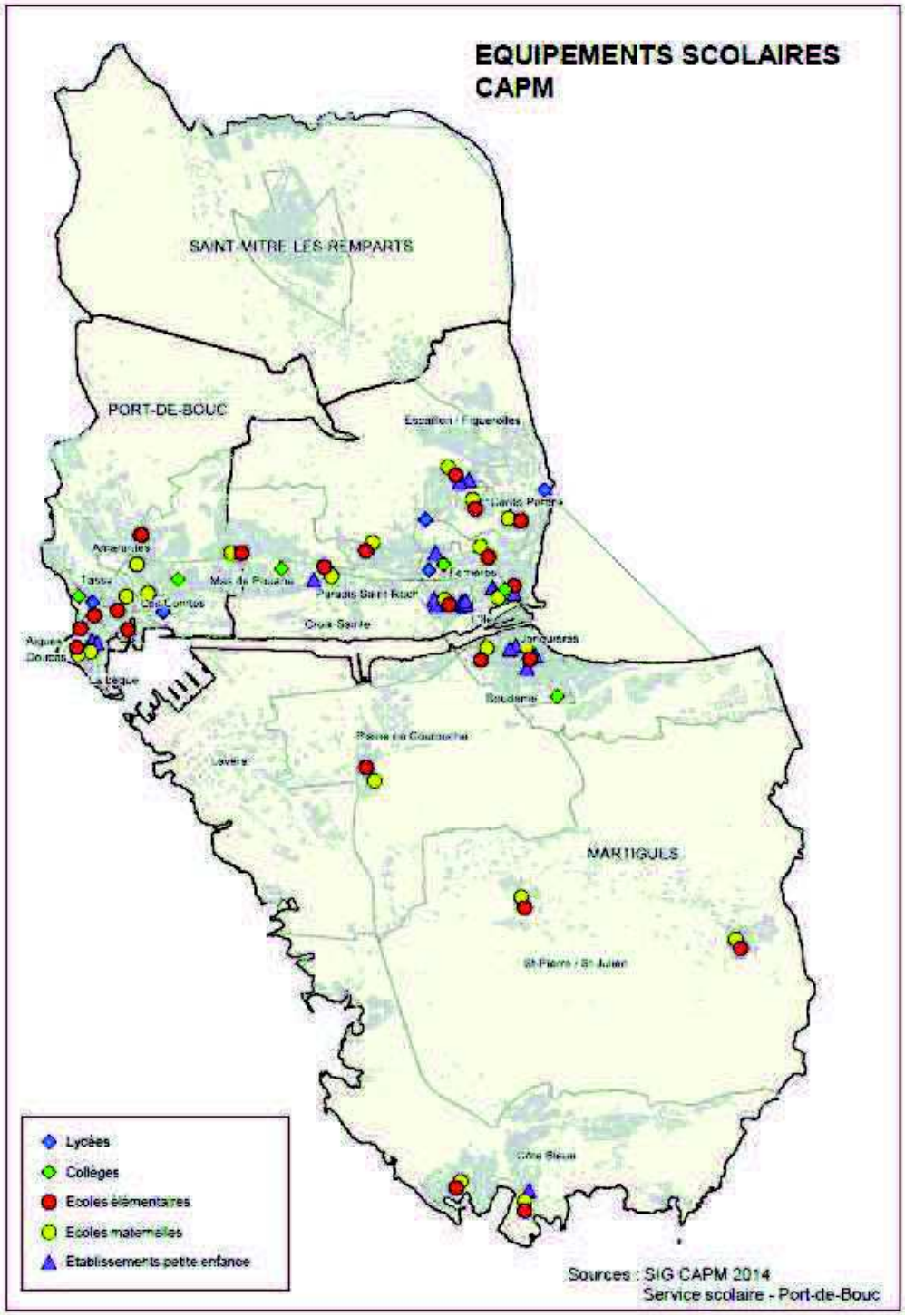
- **La présence d'un pôle Info séniors 13, d'un réseau de santé gérontologique et du dispositif MAIA**
- **Une augmentation de la capacité d'hébergement pour personnes âgées**
- **Un projet de places d'accueil de jour supplémentaires Alzheimer (doublement capacité actuelle)**
- **Le développement d'actions favorisant le maintien à domicile**
- **La présence d'une antenne de la Maison Départementale des Personnes Handicapées et de plusieurs structures/associations intervenant auprès des personnes handicapées**

Faiblesses du territoire :

- **Une accélération du vieillissement de la population en relation avec l'histoire industrielle du territoire**
- **Un taux de personnes handicapées supérieur à la moyenne départementale**
- **Une offre d'hébergement notamment adapté pour les personnes âgées insuffisante et une inadéquation entre l'offre nouvelle et la capacité financière des ménages**
- **Une offre d'hébergement pour personnes handicapées adultes et enfants insuffisante**

1.3.3. Action éducative

1.3.3.1.Des parcours scolaires déterminés par la structure économique du territoire et l'origine sociale des élèves



❖ Un rajeunissement des élèves en maternelle

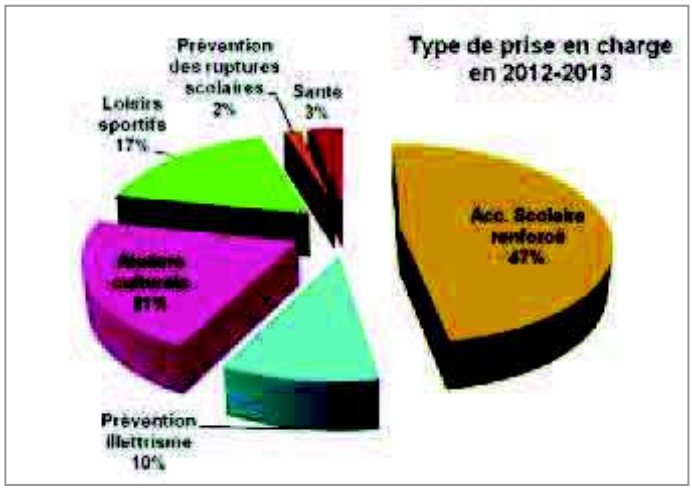
L'observation de l'évolution des effectifs scolaires en primaire révèlent un rajeunissement récent de la population. Depuis 2008, le nombre d'élèves en maternelle a augmenté de 9,9% tandis qu'il restait stable en élémentaire.
Les chiffres du dernier recensement indiquent néanmoins une baisse de la scolarisation en maternelle à Port de Bouc (-3 points par rapport à 1999), tandis qu'elle reste stable sur les deux autres communes du territoire. Les associations observent en effet dans les quartiers réglementaires une scolarisation des élèves plus tardive, à l'entrée en cours préparatoire, dont les impacts sont très importants sur la suite de leur parcours scolaire (difficultés d'apprentissage, décrochage, sortie sans diplôme).

En 2010, 73% des 2-5 ans et 99% des 6-10 ans sont scolarisés sur la CAPM ; ces taux sont dans la moyenne départementale.

Evolution des effectifs scolaires en primaire (source Villes de Martigues et Port-de-Bouc, 2014)

		2008	2013	Evolution
Martigues	Maternelle	1 601	1 709	+6,7%
	Elémentaire	2 759	2 722	-1,3%
Port-de-Bouc	Maternelle	790	919	+16,3%
	Elémentaire	958	971	+1,4%
Total	**Maternelle**	**2 391**	**2 628**	**+9,9%**
	Elémentaire	**3 717**	**3 726**	**+0,2%**

Les prévisions de l'Inspection Académique indiquent l'ouverture de trois classes en élémentaire (la Couronne, Desnos et Tourrel) à Martigues, dont deux à surveiller, et de deux classes d'éducation prioritaire (Marcel Pagnol et Romain Rolland) à Port -de-Bouc, dont une à surveiller. Aucune fermeture de classes n'est prévue.



La quasi totalité des écoles primaires de Port-de-Bouc participe au Projet de réussite éducative (PRE).
Bien que celui-ci concerne également les deux collèges de la ville, les 6-10 ans y représentent le public principal (70%), orientés, dans quatre cas sur cinq, par l'Education nationale.
Le programme intervient plus particulièrement sur l'accompagnement scolaire renforcé et associe les familles aux actions.

L'orientation précoce des élèves en difficultés vers le PRE permet une amélioration de leurs résultats scolaires et leur comportement. On observe en revanche une stagnation plus importante voire une dégradation des situations parmi les collégiens pris en charge jusque dans leurs rapports à la famille.

❖ Une non-scolarisation des enfants de 2-5 ans importante

	Population non scolarisée âgée de 2-5 ans	Garçons non scolarisés âgés de 2-5 ans	Filles non scolarisées âgées de 2-5 ans	Population non scolarisée âgée de 2-5 ans	Garçons non scolarisés âgés de 2-5 ans	Filles non scolarisées âgées de 2-5 ans
Martigues	604	318	286	27,6%	28,3%	26,9%
Port-de-Bouc	227	138	89	25,6%	32,9%	19,1%
Saint-Mitre-les-Remparts	72	44	28	32,2%	33,4%	30,5%
CAPM	**903**	**500**	**403**	**27,4%**	**29,9%**	**24,9%**

Sur l'ensemble du territoire de la CAPM on observe que plus de 27% des enfants âgés de 2 à 5 ans ne sont pas scolarisés. Cette proportion est plus importante chez les garçons que chez les filles dont les proportions s'élèvent respectivement à 29,9% et 24,9%.

Au niveau de chaque commune, pour Saint-Mitre-les-Remparts on observe un fort taux de non-scolarisation, sur Port-de-Bouc, on observe un contraste important entre les garçons et les filles quant à la scolarisation ; en effet, prés d'un tiers des garçons de 2-5 ans ne sont pas scolarisés contre 19,1% des filles.

❖ Des difficultés scolaires à l'entrée au collège qui se renforcent jusqu'au brevet

Le territoire compte quatre collèges à Martigues et deux à Port-de-Bouc. Les deux collèges de Port-de-Bouc bénéficient de la politique d'éducation prioritaire mise en œuvre par le Ministère de l'Education Nationale. Frédéric Mistral et Paul Eluard relèvent respectivement des réseaux RAR (Réseau Ambition Réussite) et RRS (Réseau Réussite Scolaire).

Le niveau d'attractivité de l'ensemble des collèges du territoire, mesuré à partir des demandes de départs des enseignants titulaires, s'améliore mais reste nettement inférieur à la situation observée sur l'Académie Aix-Marseille et sur l'ensemble du territoire métropolitain (22,5% sur CAPM, 16,9% sur l'académie et 16,3% pour la France). Les collèges Frédéric Mistral (37,5%), Marcel Pagnol (31,0%) et Honoré Daumier (25,0%) sont les plus concernés par les demandes de mutations des enseignants.

A la rentrée 2013, les six établissements confondus ont accueilli 2 644 élèves, soit 1,2% de moins par rapport à 2009. Les baisses d'effectifs concernent principalement deux établissements : Marcel Pagnol (-12,4%) et Frédéric Mistral (-19,1%), tandis que les collèges Gérard Philippe et Honoré Daumier enregistrent une hausse respective de 9,6% et 7,0%.
Cette réduction des effectifs a entraîné entre 2008 et 2012 une légère baisse du nombre moyen d'élèves par classes, qui sont par ailleurs dans la moyenne de l'académie et du département.

Globalement, les élèves présentent des difficultés scolaires supérieures aux moyennes constatées à l'échelle de l'académie, du département et de la France. Cela se traduit par un

taux d'élèves en retard d'une année à l'entrée en 6ème supérieure de 5,5 à 6,3 points aux territoires pris en référence, soit près d'un enfant sur cinq (17,4%).

Niveau des élèves à leur entrée en 6ème (source Académie Aix-Marseille, 2013)

	Élèves en avance	Elèves à l'heure	Elèves en retard d'1 an	Elèves en retard de 2 ans
Marcel Pagnol (Martigues)	3,1%	78,1%	18,8%	0,0%
Gérard Philippe (Martigues)	3,4%	85,5%	11,1%	0,0%
Henri Wallon (Martigues)	0,8%	79,7%	19,5%	0,0%
Honoré Daumier (Martigues)	0,7%	80,0%	18,6%	0,7%
Frédéric Mistral (Port-de-Bouc)	1,4%	75,7%	22,9%	0,0%
Paul Eluard (Port-de-Bouc)	3,5%	83,2%	13,3%	0,0%
CAPM	**2,2%**	**80,2%**	**17,6%**	**0,1%**
Académie	3,5%	84,3%	11,9%	0,3%
Département	3,6%	84,2%	11,8%	0,4%
France	3,0%	85,5%	11,1%	0,3%

Concernant le Brevet des Collèges, les résultats des élèves au contrôle continu en 2012 étaient inférieurs de 0,7 point à celui de l'académie et de 1 point à celui de la France, soit 11,9/20. Ces résultats sont relativement homogènes sur l'ensemble de la CAPM (entre 11,5/20 et 12,6/20) à l'exception de Paul Eluard, dont les résultats dépassent tout juste la moyenne (10,4/20).
Par ailleurs, l'écart entre le taux de réussite au brevet et le taux de réussite des élèves issus des catégories sociales défavorisées a augmenté de 2,1 points entre 2007 et 2012, tandis qu'il tendait à se réduire au niveau départemental (-1,1 point). Il reste néanmoins dans la moyenne départementale et académique, mais bien supérieur à la moyenne nationale (11,4% contre 8,9%).

On constate ces dernières années une augmentation du risque de décrochage scolaire dès les premières années de collège. Deux niveaux de problématiques ont été identifiés :

- Celle du suivi des cours, sans risque apparent ou immédiat de désaffiliation, avec possibilité de mise en place d'une démarche préventive au sein des établissements ou des structures associatives ;

- Celle du maintien dans le système scolaire qui se manifeste par un absentéisme fort et récurrent, indiquant un risque important de décrochage sans prise en charge de la part des institutions ni des collectivités.

Par ailleurs, on observe dans certains quartiers de Port-de-Bouc une déscolarisation plus rapide des filles et un accès à la formation compromis.

La prévention de la rupture scolaire, notamment à travers la lutte contre l'échec scolaire, l'accompagnement éducatif et la parentalité constituent ainsi les principaux axes d'intervention développés par les collectivités et les associations.

Enfin à l'issue de la 3ème, le parcours scolaire des élèves se caractérise par une orientation importante vers les filières professionnelles : 2nde professionnelle (26,8% en 2013) et CAP qui enregistre une augmentation de près de 50% en cinq ans. À l'inverse, la filière générale

et technologique semble perdre de son attractivité : seul un élève de 3ème sur deux passe en 2nde générale contre près des deux tiers à l'échelle départementale et nationale.

Evolution des parcours scolaires à l'issue de la 3ème (source Académie Aix-Marseille, 2013)

	Passage CAP 2013	*Evol 2008-2013*	Passage 2nde GT 2013	*Evol 2008-2013*	Passage 2nde Pro 2013	*Evol 2008-2013*
Marcel Pagnol (Martigues)	2,7%	*-7,4%*	50,7%	*-2,4%*	37,0%	*+36,5%*
Gérard Philippe (Martigues)	2,5%	*+52,0%*	58,8%	*+2,0%*	21,0%	*+4,8%*
Henri Wallon (Martigues)	10,4%	*+90,4%*	60,8%	*-15,1%*	23,2%	*+44,0%*
Honoré Daumier (Martigues)	5,7%	*+38,6%*	65,0%	*+9,7%*	21,1%	*-32,7%*
Frédéric Mistral (Port-de-Bouc)	16,7%	*+32,3%*	37,2%	*-10,8%*	32,1%	*+18,4%*
Paul Eluard (Port-de-Bouc)	12,4%	*+52,4%*	51,3%	*+24,2%*	26,5%	*-21,5%*
CAPM	**8,4%**	***+48,8%***	**54,0%**	***+1,7%***	**26,8%**	***+11,2%***
Académie	6,7%	*+32,8%*	59,9%	*+9,3%*	18,7%	*-12,8%*
Département	6,8%	*+29,4%*	61,3%	*+10,4%*	18,9%	*-13,8%*
France	4,1%	*+17,1%*	62,2%	*+9,6%*	20,1%	*-8,5%*

- Une orientation plus précoce vers des formations professionnelles

La CAPM compte cinq lycées, dont deux sur Martigues proposent à la fois des filières générales, technologiques et professionnelles. Les trois autres lycées, dont deux situés à Port-de-Bouc, sont exclusivement professionnels et classés en RRS. Ces établissements connaissent une baisse de leur attractivité marquée par un renforcement des demandes de départs d'enseignants titulaires, plus particulièrement sur Paul Langevin.

A la rentrée 2013, les filières générales et technologiques ont accueilli 1 833 élèves de second cycle, soit 4,8% de plus par rapport à 2009 et les filières professionnelles 1 219 élèves soit une augmentation de 2,7%. Cette augmentation profite principalement aux lycées Jean Lurçat (+10% toutes filières confondues) et Jean Moulin (+11%).
A l'inverse des collèges, le nombre moyen d'élèves par classes s'en trouve également augmenté de trois élèves, soit 23 élèves par classe contre 20 à 21 au niveau des territoires de référence.
En enseignement général et technologique, près de 9 élèves sur 10 sont à l'heure, contre environ 84% à l'échelle académique et départementale et 85 % à l'échelle nationale. Les élèves en retard sont par ailleurs moins nombreux.
En enseignement professionnel, la part des élèves en retard est plus importante, de l'ordre de 44,5%, principalement sur Lurçat 62,5%. En revanche le taux d'élèves à l'heure est supérieur à la moyenne départementale et nationale.

Niveau des élèves à leur entrée en 2nde générale et technologique (source Académie Aix-Marseille, 2013)

	Elèves en avance	Elèves à l'heure	Elèves en retard d'1 an	Elèves en retard de 2 ans
Paul Langevin (Martigues)	4,2%	87,8%	7,7%	0,3%
Jean Lurçat (Martigues)	3,1%	89,5%	6,6%	0,8%
CAPM	**3,7%**	**88,6%**	**7,2%**	**0,5%**
Académie	5,6%	83,4%	10,1%	0,8%
Département	5,8%	83,1%	10,2%	0,9%
France	5,1%	84,8%	9,3%	0,9%

Niveau des élèves à leur entrée en 2nde professionnelle (source Académie Aix-Marseille, 2013)

	Elèves en avance	Elèves à l'heure	Elèves en retard d'1 an	Elèves en retard de 2 ans
Paul Langevin (Martigues)	0,0%	65,9%	34,1%	0,0%
Jean Lurçat (Martigues)	0,0%	37,5%	62,5%	0,0%
Brise Lames (Martigues)	0,0%	55,3%	42,1%	2,6%
Charles Montgrand (Port-de-Bouc)	0,0%	57,0%	39,5%	3,5%
Jean Moulin (Port-de-Bouc)	0,0%	60,8%	36,5%	2,7%
CAPM	**0,0%**	**55,5%**	**42,1%**	**2,4%**
Académie	0,4%	52,0%	42,5%	5,1%
Département	0,4%	51,2%	43,1%	5,3%
France	0,3%	52,8%	42,1%	4,8%

Le taux de réussite au BAC en enseignement général (91%) se situe dans la moyenne académique et nationale (92%) mais enregistre une légère baisse (-1 point) en 2012 par rapport à l'année précédente. En revanche le nombre de bacheliers à l'issue d'un cursus professionnel (69% en 2012) est inférieur de 10 points aux des moyennes observées à l'échelle de l'académie et de la France, mais progresse de 2 points en un an.

Une baisse des effectifs en BTS est observable en particulier sur Jean Lurçat. Le taux de réussite élèves en BTS est plus faible qu'au niveau national, jusqu'à 20 point d'écarts sur Langevin.

Atouts du territoire :

- **Une qualité de réponse aux besoins en matière de garde d'enfants**
- **Une augmentation des effectifs scolaires en primaire avec des projets d'ouvertures de classes pour l'année 2014-2015**
- **Un projet de réussite éducative à Port-de-Bouc qui démontre l'intérêt d'une prise en charge précoce des difficultés des élèves**
- **Un projet éducatif territorial en œuvre sur Martigues et Port-de-Bouc**
- **Une amélioration de l'attractivité en collège**
- **Les partenaires, institutionnels, les services des villes, les acteurs associatifs, fortement impliqués au côté des établissements scolaires, des enfants, des jeunes et des familles**
- **Des instances de coordination qui contribuent à renforcer la réussite éducative et la lutte contre l'échec scolaire**
- **Des établissements d'enseignement inscrits dans une dynamique de développement de formations : lycées d'enseignements professionnels, CFA et institut de soudure**

Faiblesses du territoire :

- **Une scolarisation tardive des enfants dans certains quartiers réglementaires de la politique de la ville, avec des impacts notables sur les apprentissages et la suite des parcours scolaires (pré-élémentaire, secondaire,…)**
- **Des difficultés scolaires dès l'entrée dans l'enseignement secondaire qui se poursuivent jusqu'au baccalauréat**
- **Un renforcement des inégalités sociales en matière de réussite scolaire avec un impact croissant de l'origine sociale et de la précarité** des **familles sur les résultats des élèves**
- **Une augmentation des ruptures scolaires qui ont lieu de plus en plus tôt**
- **Un problème de déscolarisation précoce des filles et d'accès à la formation des filles dans certains quartiers réglementaires**
- **Une orientation plus précoce vers les filières courtes en relation avec la structure économique du territoire et l'offre de formation disponible à dominante professionnelle (absence de lycée d'enseignement général sur Port de Bouc)**
- **Une difficulté d'accueil des moins de 2 ans par manque de places, de moyens**

1.3.3.2.La culture comme vecteur de lien social

La culture a toujours eu sa place dans les axes de la politique de la ville, soit en tant que thématique à part entière, soit en tant qu'élément transversal à plusieurs thématiques. Il ne s'agit pas pour autant de distinguer au sein de la culture une culture spécifique aux quartiers réglementaires.
Ainsi le public des actions culturelles inscrites en politique de la ville sur le territoire de la CAPM est en moyenne composé d'habitants des quartiers réglementaires dans le but de favoriser la mixité sociale et culturelle.

Si le développement de moyens de sensibilisation, de démocratisation artistique et culturelle était l'un des objectifs affichés du contrat de ville 2000-2006, la culture n'apparaissait plus comme une thématique prioritaire de la politique de la ville, depuis la création des CUCS en 2007.

- ❖ La démocratisation d'une offre culturelle importante et diversifiée

La CAPM bénéficie d'une offre culturelle satisfaisante en termes d'équipements, de manifestations/évènements et d'actions conduites en direction des habitants. Le territoire compte ainsi un musée, deux théâtres, deux écoles de danse et de musique, deux médiathèques, deux cinémas d'arts et d'essai et un cinéma multiplexe, un espace cinéma, une galerie de l'Histoire et un centre d'arts plastiques.
Toutefois, la question de la capacité d'accueil se pose pour plusieurs équipements. Si pour certains, les agrandissements nécessaires ont été réalisés, permettant le développement de l'offre culturelle et le renforcement de la fréquentation, la question reste entière pour d'autres, notamment pour le musée Ziem et le Conservatoire de Danse de Port-de-Bouc.

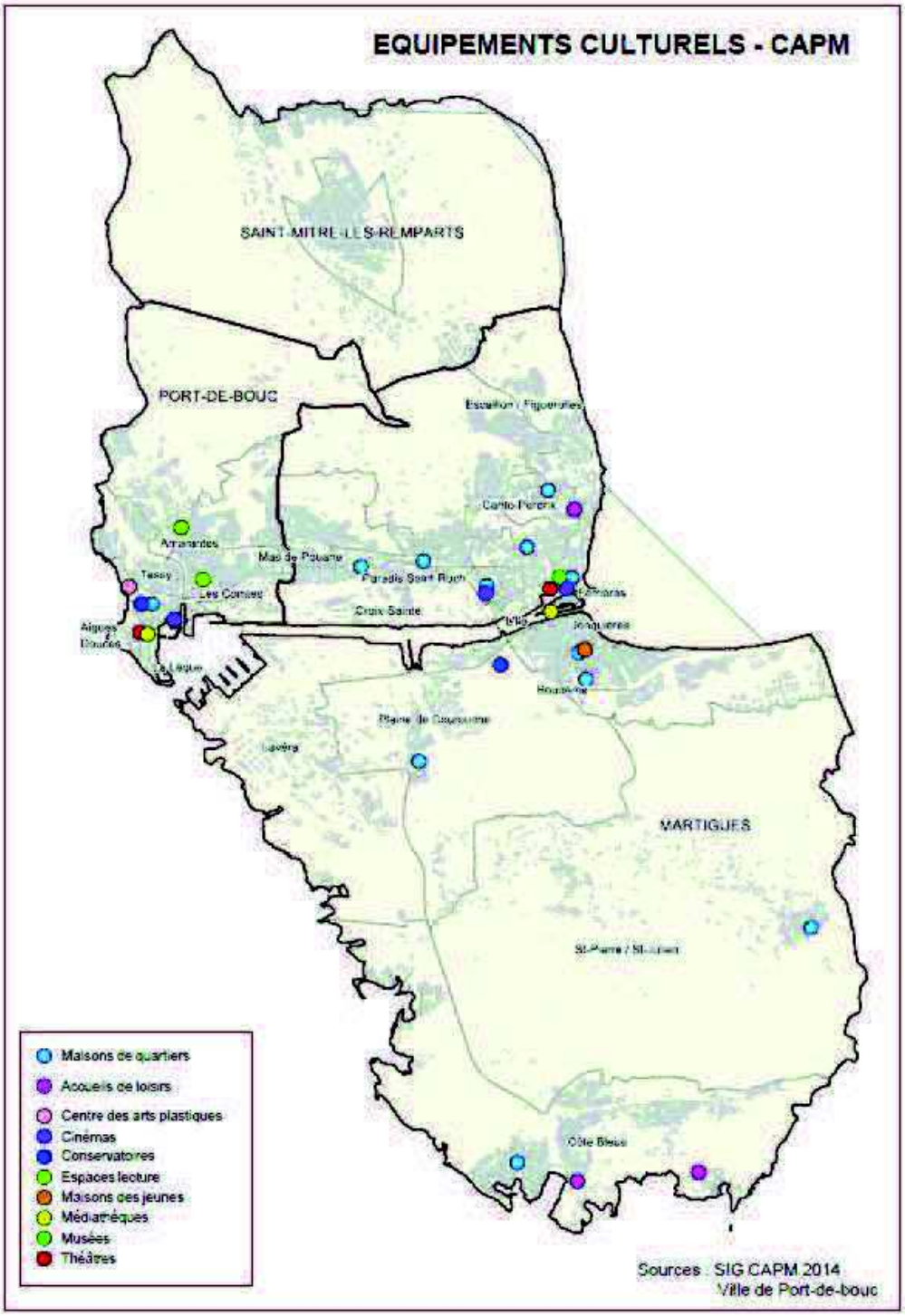
La collectivité s'est fixée comme objectif de démocratiser la culture en favorisant :

- la diversification de l'offre culturelle ;
- l'accès à la culture et l'élargissement des publics ;
- le développement de l'éducation artistique et culturelle ;
- l'accompagnement des pratiques amateurs ;
- la valorisation du patrimoine et de la diversité culturelle.

Dans cette optique, de nombreux partenariats sont organisés entre les services communaux, les opérateurs culturels et l'Education Nationale notamment. Les centres sociaux et maisons de quartiers participent également à cette démocratisation par le développement des pratiques artistiques et la mise en œuvre de projets participatifs.
En effet, on observe un réinvestissement des quartiers réglementaires de la politique de la ville par les équipements culturels. Cela se traduit par l'organisation d'actions « hors les murs » afin d'aller à la rencontre des publics en difficulté sur leurs lieux de vie et proposer des projets artistiques implantés dans les quartiers, en collaboration avec les maisons de quartiers et les centres sociaux. Le développement du partenariat avec les centres sociaux

et les maisons de quartiers est essentiel pour atteindre les publics des quartiers réglementaires. Une réflexion autour de du développement d'une convention est en cors à Port-de-Bouc.

Néanmoins, on constate une rareté des actions en période de vacances scolaires, notamment en période estivale alors que le public privé de vacances est le plus disponible. Par ailleurs, l'investissement dans les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) reste à poursuivre, de même que l'accompagnement des nouvelles formes d'expression et des cultures urbaines. L'offre culturelle n'est pas suffisamment construite avec les publics ciblés.



❖ Une mobilisation des habitants dans des projets culturels collectifs

Les services municipaux et les différents opérateurs culturels observent une hausse globale de fréquentation de leurs équipements. Des partenariats se développent, en particulier avec l'Education Nationale et le Ministère de la culture sur l'éducation artistique et culturelle. La mise en place dans les établissements scolaires d'interventions d'artistes et de professionnels de la culture, d'accueil de classes, l'organisation d'ateliers, de journées de sensibilisation, de stages de découverte, s'inscrivant dans des projets éducatifs, ont permis d'améliorer la fréquentation des publics scolaires.

La collaboration autour du jeune public constitue ainsi une priorité, dès le plus jeune âge avec le développement d'actions de sensibilisation au projet artistique et à la créativité, en collaboration avec les services de la petite enfance.
Néanmoins, il s'agit le plus souvent de publics captifs, les actions se déroulant dans le cadre scolaire ou périscolaire. Par la suite, les acteurs de la culture rencontrent de plus en plus de difficultés à mobiliser les jeunes et à les faire participer à la vie culturelle locale, en raison du manque d'actions autour des pratiques amateurs, des cultures urbaines et des NTIC.

La mixité des publics reste une préoccupation. En effet il est constaté que la représentation des femmes est majoritaire dans les actions proposées.

Les collectivités affichent leur volonté de construire les projets culturels avec les habitants et les incite à être acteurs de projets, à travers le développement de pratiques culturelles, l'appropriation et la mise en valeur du patrimoine, et les arts de la rue (carnaval, projet participatif de l'Odyssée…). Ce type de manifestations culturelles offre à la population la possibilité de participer à un évènement artistique et d'en co-construire le projet avec des artistes.
Cela permet la découverte de plusieurs domaines artistiques tout en créant du lien social entre les habitants, les générations, les structures et les professionnels. Cette émulation à l'échelle des quartiers mais aussi de l'ensemble du territoire permet aux habitants de s'inscrire dans un projet collectif.

A ce titre, la mobilisation des publics dans les actions proposées dans le cadre de l'opération Marseille-Provence 2013 a conforté l'accès à la culture de la population en général, et plus spécifiquement des habitants des quartiers. Le Conseil Général indique ainsi dans son bilan une bonne participation des habitants des quartiers aux actions culturelles, avec un déplacement de ces publics sur le territoire de MP2013.

Atouts du territoire :

- **Une offre culturelle importante et diversifiée qui se démocratise**
- **Une hausse de la fréquentation des équipements culturels**
- **Une augmentation des partenariats renforçant notamment l'accès du jeune public à la culture**
- **Une inscription de la culture dans les quartiers avec mobilisation des habitants autour de projets collectifs et d'arts de la rue**

Faiblesses du territoire :

- **Une offre culturelle à déployer en direction des quartiers encore insuffisamment construite avec les habitants**
- **Une difficulté à mobiliser le jeune public hors des temps scolaires et plus spécifiquement les jeunes adultes**
- **Une difficulté d'accès à l'offre culturelle persistante pour une grande partie de la population**
- **Un manque de propositions culturelles pendant les vacances scolaires et la période estivale**
- **Un développement insuffisant des NTIC**

1.3.3.3.Un développement de la pratique sportive dès le plus jeune âge

Le territoire de la CAPM bénéficie d'un taux d'équipements sportifs par habitant près de deux fois supérieur à la moyenne de l'unité urbaine Marseille-Aix, soit 1,54‰ contre 0,82‰. On dénombre pou l'essentiel neuf parcs des sports ou complexes sportifs, comprenant des stades, gymnases, terrains de tennis, etc., une piscine municipale à Martigues, deux bases nautiques et une base aviron, des plateaux d'évolution, des stades et gymnases multisports. Leur répartition sur le territoire permet d'irriguer l'ensemble des quartiers et notamment les quartiers réglementaires de la politique de la ville.

Ces équipements et les nombreuses associations sportives, qui couvrent le territoire, ont permis le développement de la pratique sportive dans l'ensemble de la population (près de 14 000 licenciés en 2014). On constate néanmoins une diminution à Martigues entre 2007 et 2011, au profit de pratiques sportives libres.

Evolution du nombre de licenciés dans les clubs de sports et association sportives (source services des sports de Martigues et Port-de-Bouc, 2014)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evol. 2007/2014
Port-de-Bouc	2 549	2 295	2 785	2 634	2 906	3 017	3 008	3 106	+2,9%
Martigues	11 194	10 700	10 160	9 970	9 450	9 950	10 550	10 877	-0,4%
Total	**13 743**	**12 995**	**12 945**	**12 604**	**12 356**	**12 967**	**13 558**	**13983**	**+0,3%**

L'accès au sport et aux loisirs pour les enfants et les jeunes constitue l'une des priorités de la collectivité. La mise en place d'initiations sportives, en particulier à Martigues, auxquelles participent 6% de publics port-de-boucains, permet dès le plus jeune âge une découverte de la pratique sportive essentielle pour la sensibilisation des enfants à la pratique du sport. Ces cours sont relayés pendant les vacances scolaires par des animations gratuites qui contribuent à favoriser l'accès au sport et aux loisirs.

Si la fréquentation des CIS à Martigues est en constante augmentation tout au long de la décennie 2000 (+3,2% en moyenne par an), celle-ci enregistre une baisse de 1,6% par an depuis cinq ans (1397 enfants inscrits en 1999/2000 ; 1911 enfants inscrits en 2008/2009 et 1735 enfants inscrits en 2013/2014).
La pratique sportive chez les adolescents dans le cadre des associations sportives des collèges et lycées de Martigues enregistre également une baisse de 1,2% par an depuis 2009, en particulier parmi les filles (-4,2%), alors qu'elles ne représentent déjà qu'un tiers des inscrits.
Pour l'année 2013/2014, on observe par ailleurs à Martigues, une chute d'environ 20% de la participation aux animations sportives organisées dans les quartiers à l'occasion des vacances scolaires (hors période estivale) par rapport aux deux dernières scolaires.

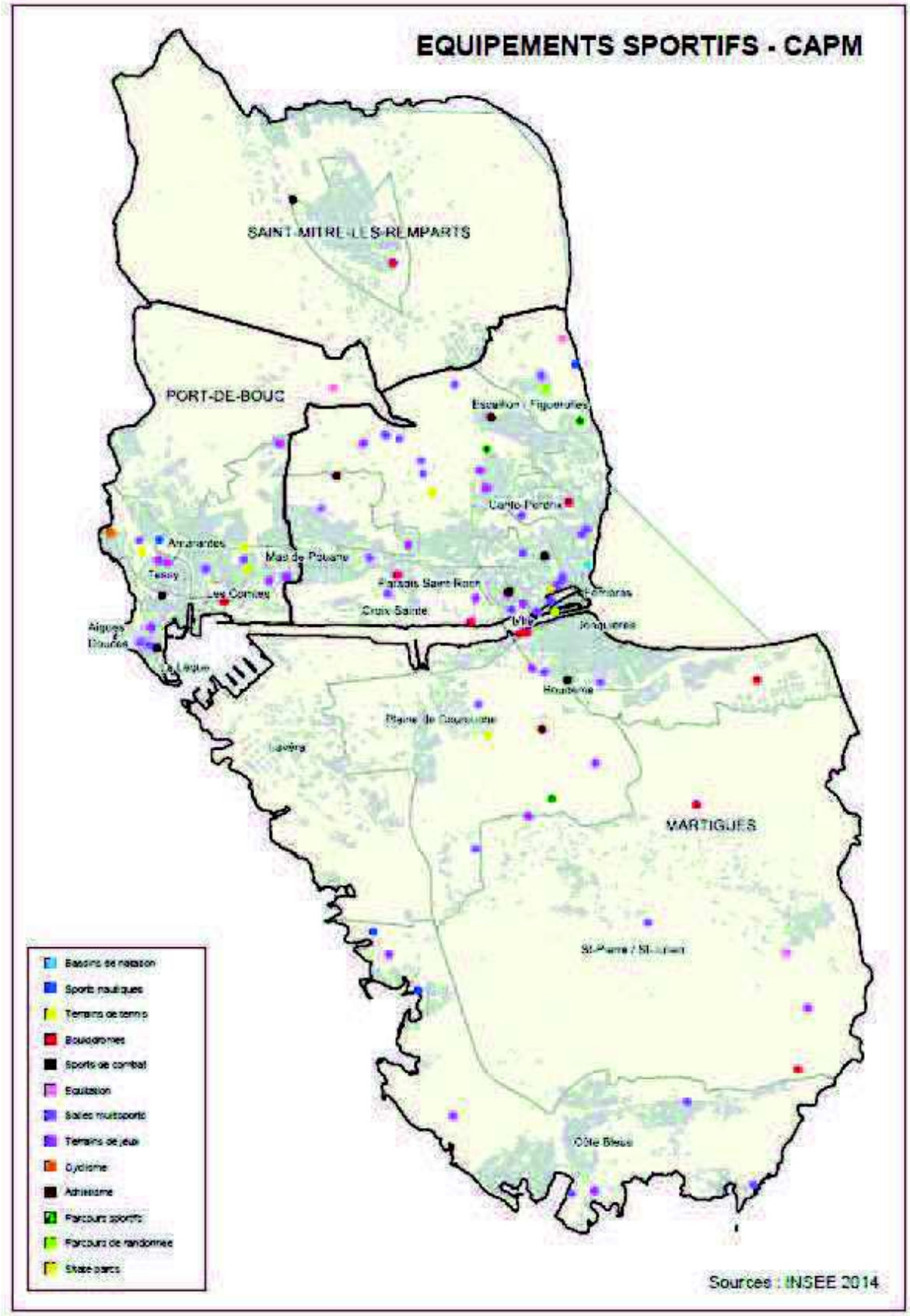
Dans le cadre de la politique de la ville, les deux communes ont en outre mis en place des dispositifs spécifiques pour le développement de la pratique sportive auprès des jeunes de quartiers. L'objectif est de développer l'accès au sport et aux loisirs à destination d'un public

jeune en difficultés qui n'a pas accès à une activité sportive ou qui ne fréquente pas une structure de loisirs.
Ces dispositifs s'inscrivent plus largement dans la réussite éducative de ces jeunes et visent à favoriser leur insertion sociale afin d'éviter leur marginalisation et l'échec scolaire.

A Port-de-Bouc, cette politique est développée dans le cadre du PRE et bénéficie à une vingtaine d'enfants et de jeunes chaque année, lesquels découvrent la pratique sportive, avec un impact positif notamment sur le respect du cadre de vie. Des séjours éducatifs sont également organisés sur cinq jours proposant un programme mixte entre soutien scolaire et activités/loisirs.

A Martigues la mise en place de structures alternatives de proximité dans les quartiers de Mas de Pouane, Notre Dame des Marins et Boudème, permet d'impliquer des jeunes entre dans la conception et la réalisation de projet et de développer la vie sociale du quartier. En 2013, 155 jeunes ont participé de manière régulière aux activités proposées, avec une amélioration du comportement.

Malgré les impacts positifs de ces dispositifs, la diminution des moyens humains et techniques limite les capacités d'accueil ainsi que la recherche par les pratiquants d'innovation dans l'offre sportive et ne permet pas de créer des liens entre les dispositifs mis en place pour l'initiation sportive des publics en difficulté dans les quartiers et les clubs et associations sportives.
La discrimination envers les filles apparaît une nouvelle fois dans l'offre sportive développée en direction des jeunes des quartiers (futsal exclusivement proposé).


EQUIPEMENTS SPORTIFS - CAPM
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS
PORT-DE-BOUC
MARTIGUES
Bassins de natation
Sports nautiques
Terrains de tennis
Boulodromes
Sports de combat
Equitation
Salles multisports
Terrains de jeux
Cyclisme
Athlétisme
Parcours sportifs
Parcours de randonnée
Skate parcs
Sources : INSEE 2014

Atouts du territoire :

- **Un niveau d'équipements sportifs satisfaisant**
- **Une volonté de longue date de promotion de la pratique sportive, en particulier chez les enfants et les jeunes**
- **Une diversité de l'offre de pratique socio-éducative et de porteurs d'actions dans le domaine de l'éducation populaire**
- **L'organisation de pratiques sportives dans les quartiers : animations sportives hors périodes scolaires, pratique sportive de proximité menées par les services et les associations**
- **Mise en place de dispositifs spécifiques pour offrir un accès au sport aux jeunes en difficulté**

Faiblesses du territoire :

- **Une baisse de la pratique sportive depuis 5/6 ans du public « jeunes »**
- **Un manque de mixité parmi les licenciés des associations sportives des établissements scolaires et dans l'offre sportive proposée dans le cadre des dispositifs de la politique de la ville**
- **Un coût d'inscription en club trop important pour les familles en précarité et une insuffisance d'aide financière**
- **Une baisse des subventions de droit commun pour la mise en place d'activités socio-éducatives et sportives de proximité**

1.3.4. Civisme et tranquillité

1.3.4.1.Une amélioration de l'accès au droit – Prévention de la délinquance / sécurité

- ❖ Une baisse de la délinquance à relativiser

Un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) a été créé en 2004, qui couvre aujourd'hui le territoire de la CAPM et de la commune de Châteauneuf-les-Martigues. Il a pour objectif de dresser un état des lieux de la délinquance et d'affiner la stratégie mise en place sur le territoire pour y remédier autour de cinq thématiques : accès au droit et aide aux victimes, citoyenneté et prévention de la délinquance des jeunes, prévention de la récidive, lutte contre les addictions et création d'un dispositif de prévention, dissuasion et sécurisation.

La pérennisation des actions de prévention, la mise en place du CISPD et la signature de la Stratégie Territoriale de Sécurité ont permis de garder une qualité de vie sur l'ensemble du territoire de la commune.

Toutefois, comme dans d'autres domaines évoqués précédemment, on constate un désengagement de l'État en matière de sécurité sur le territoire de la CAPM qui se traduit notamment par des postes non pourvus au sein de la Police Nationale. Face à ce constat, la mobilisation des acteurs locaux en proximité a été renforcée par la collectivité même si un travail de cohérence globale reste à faire.
Ainsi, on note pour les effectifs de Police Municipale :

- Martigues : 43 policiers municipaux et 5 ASVP ;
- Port-de-Bouc : 12 policiers municipaux ;
- Saint-Mitre-les-Remparts : 4 policiers municipaux.

Pour la mise en place des caméras de vidéo protection :

- Martigues : 20 caméras et 7 opérateurs de vidéo protection (visionnage en journée) ;
- Saint-Mitre-les-Remparts : 18 caméras d'enregistrement.

Depuis la mise en place du CISPD, l'incivilité sur l'agglomération est en recul, malgré un manque de moyens et d'effectifs de la police locale. Par ailleurs, les Indicateurs de pilotage de services indiquent entre 2011 et 2014 une baisse 19,20 % de la « délinquance de proximité » :

- vols par effraction : - 30,05 % ;
- vols avec violences : - 39,33 % ;

- atteintes volontaires à l'intégrité physique : -18,77 %, plus particulièrement sur entre 2013 et 2014.

Ainsi, concernant la délinquance de voie publique sont constatés, en 2014, en moyenne pour 1 000 habitants 33 faits à Martigues, 30 faits à Port-de-Bouc et 19 faits à Saint-Mitre-les-Remparts ...

Ces résultats, meilleurs que sur les territoires voisins, nécessitent cependant d'être nuancés. En effet seuls sont comptabilisés les faits recensés par la police nationale. Une partie des faits de délinquance échappent au recensement officiel dans la mesure où les victimes ne portent pas plainte systématiquement.

Par ailleurs, il est signalé une recrudescence de la délinquance dans certains quartiers, notamment d'habitat social, qui se traduit d'une part par des actes de vandalisme et des dégradations, d'autre part par un développement « au grand jour » des trafics et de l'économie souterraine. Ce phénomène, organisé à l'échelle du territoire de la CAPM, nourrit un sentiment d'insécurité persistant chez les habitants des quartiers et les personnels de terrain des bailleurs sociaux. Elle nuit également à l'image de ces quartiers et à leur attractivité.

Au début des années 2000, un travail avait pourtant été engagé avec les bailleurs sociaux autour de la mise en place d'un dispositif de signalement et de traitement des faits d'incivilité, d'insécurité ou de vandalisme perpétrés dans les quartiers relevant de la politique de la ville. Cela avait ainsi permis la réalisation d'un guide à destination des personnels de proximité, resté sans suite.

❖ Une augmentation de la fréquentation de la Maison de la Justice et du Droit

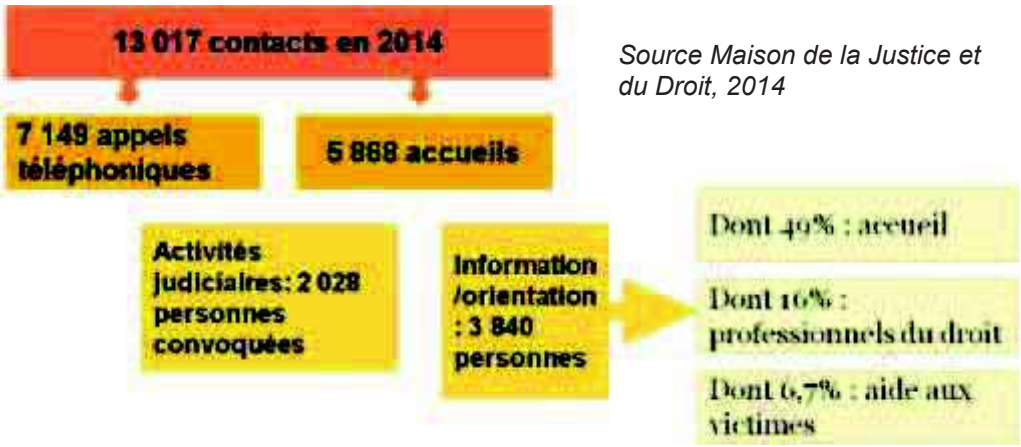
Martigues compte parmi les cinq communes du département à disposer d'une Maison de la Justice et du Droit (MJD). Elle constitue un lieu privilégié de la conciliation et de la médiation judiciaire dans la lutte contre la petite et moyenne délinquance. Trois missions sont assignées aux MJD : médiation pénale, information des citoyens et aide aux victimes.

Ainsi la MJD de Martigues, située à Paradis-Saint Roch, assure des accueils spécialisés relatifs au droit du travail, au droit de la famille et dans l'aide aux victimes. Elle propose des consultations gratuites avec des professionnels du droit, des associations (aides aux victimes, défense des locataires, prévention…) et en matière de conciliation/médiation par l'intermédiaire d'un délégué du Défenseur de droits et d'un conciliateur (un conciliateur supplémentaire est en cours de recrutement).

Elle assure également des activités judiciaires, car elle dispose d'un service de probation et d'insertion des peines et d'un service de protection judiciaire de la jeunesse. Elle compte à cet effet un délégué du procureur (rappel à la loi), un juge d'application des peines et un juge pour enfant.
La MJD bénéficie d'une greffière à mi-temps et de la mise à disposition par la CAPM de deux agents d'accueil dont un à mi-temps. Cet investissement de la collectivité passe également

par la mise à disposition de locaux qui offre à la MJD les conditions d'un fonctionnement efficace et un accès aux droits reconnu par le public.

La MJD a enregistré en 2014 plus de 13017 contacts, dont 45% d'accueils effectifs (12299 en 2013), une fréquentation importante qui est en augmentation de 6 % par rapport à 2013.
Bien que deux personnes sur trois soient originaires de la CAPM, l'aire d'influence de la MJD dépasse celle du territoire et touche notamment les communes du pourtour de l'Etang de Berre et du San Ouest Provence.



Source Maison de la Justice et du Droit, 2014

Fréquentation des permanences pour la consultation de spécialistes du droit en 2013 et 2014 :

Nombre moyen de personnes par permanence (source CISPD, 2014)

	2013	2014
Avocats généralistes	6,6	6,73
Avocats droit du travail	5,5	5,5
Avocat droit de la famille et de l'enfant	7,4	7,20
Notaires	6,2	5,67
Consultations avocat hors de La MJD à Martigues	8,8	5,45
Consultations avocat hors de La MJD à Port-de-Bouc	5,5	5,80

La CAPM a relancé son projet de création d'un pôle judiciaire qui regroupera la MJD et les tribunaux d'instance et des Prud'hommes, constituant un lieu privilégié pour la lutte contre la délinquance.
Si la CAPM doit en assurer la majeure partie du financement, tout en espérant une aide financière de la part du Conseil général et du Conseil régional, l'Etat a confirmé, début 2014, son intention d'en financer une partie, à hauteur de 15% du montant des travaux, qui pourraient débuter dès la fin de l'année.

Atouts du territoire :

- **Un territoire couvert par un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et qui bénéficie de la présence d'une Maison de la Justice et du Droit**
- **Une implication progressive de la collectivité sur la sécurité et mise à disposition de la MJD de locaux et moyens humains**
- **Des faits de délinquance constatés en baisse et une situation délinquantielle plus favorable que sur les territoires voisins**
- **Un projet de création de Pôle judiciaire relancé**

Faiblesses du territoire :

- **Des postes non pourvus à la Police Nationale, et au niveau de la Justice un mi-temps de greffier à la Maison de la Justice et du Droit**
- **Une appréhension limitée de la réalité de la délinquance**
- **Un signalement de vandalisme dans certains quartiers**
- **Une recrudescence des trafics qui s'appuient sur des réseaux développés à l'échelle du territoire intercommunal**
- **Un sentiment d'insécurité persistant**

1.3.4.2.Une pratique exercée de la démocratie participative vecteur de cohésion sociale

Martigues et Port de Bouc développent depuis de nombreuses années une politique de gestion urbaine de proximité, fondée sur la promotion de la démocratie participative et la citoyenneté. L'objectif est de :

- favoriser et encourager la participation des habitants à la vie de leur quartier et de leur ville ;

- d'établir un diagnostic des dysfonctionnements et des priorités partagé entre l'habitant, le bailleur social et la ville ;

- de co-construire un projet de quartier.

La concertation avec les habitants s'appuie en particulier sur la mise en place des conseils de quartiers (Martigues) ou des collectifs d'environnement social (Port-de-Bouc) qui réunissent régulièrement l'ensemble des partenaires pour communiquer avec les habitants sur les actions et projets développés sur le quartier. L'objectif est d'associer, de concerter et de prendre en compte les demandes et suggestions des habitants.
Les communes développent en parallèle de nouvelles formes de participation et de sensibilisation des populations des quartiers, telles que les assises de la GUSP (gestion urbaine et sociale de proximité) organisées par la commune de Port-de-Bouc fin 2012 qui a permis de mobiliser les habitants et les professionnels.

Plusieurs expériences ont par ailleurs été développées pour renforcer l'association des habitants des quartiers telles que la mise en place de chantiers éducatifs à Boudème, la coproduction de projets collectifs autour de l'amélioration des espaces extérieurs et de la propreté à Mas de Pouane, la mobilisation d'habitants relais (référents par immeuble ou unité d'habitation) et rencontres avec les commerçants à Paradis Saint Roch.

La question de la médiation sociale repose également sur la mise œuvre par les bailleurs sociaux d'une gestion locative adaptée, notamment dans leur relation avec leurs locataires (mise en place d'antennes de proximité, accueil et maintien des personnes vieillissantes). Il s'agit également de la mise en place de dispositifs favorisant l'insertion sociale par le logement (développement du bail glissant et des mesures de suivi personnalisé pour les publics en difficulté (ASELL), prévention des impayés de loyer, mise en œuvre des plans de concertation locative). Cette gestion locative adaptée s'applique en outre en matière de la politique de peuplement (favoriser la mixité sociale, préserver les équilibres sociaux).

Dans le cadre des contrats de GUP et GUSP, les deux communes ont porté différents types d'actions, principalement en matière :

- d'amélioration du cadre de vie dans le parc locatif social (aide à l'entretien des espaces extérieurs, aux petits travaux dans les quartiers, restructuration et aménagement des espaces extérieurs, programmes d'amélioration du cadre bâti proposés par les bailleurs, mise en œuvre des conventions de gestion des aires de jeux existantes dans le parc social) ;

- de soutien à la vie associative ;

- de création d'un dispositif de logement temporaire avec l'association Appart « un bail pour tous » en 2009 ;

- de sécurité et tranquillité publiques (signalement ses infractions pénales sur les quartiers d'habitat social, enlèvement rapide et systématique des voitures épaves…).

Atouts du territoire :

- ❑ **Une pratique ancienne et exercée de la démocratie participative et de la concertation avec les habitants des quartiers**
- ❑ **Un territoire couvert par un contrat de GUSP (Port-de-Bouc) et un contrat de GUP (Martigues) renouvelés en 2013**
- ❑ **La mise en œuvre d'une gestion locative adaptée par les bailleurs sociaux**
- ❑ **Un accompagnement des projets associatifs sur la revalorisation du cadre de vie**

Faiblesses du territoire :

- ❑ **Problème d'identification des dispositifs par les habitants**
- ❑ **Une participation aux conseils de quartier souvent réduite à un public « habituel »**
- ❑ **Un manque de mobilisation des bailleurs sociaux dans l'accompagnement social des quartiers**

1.3.4.3.La prise en compte des jeunes citoyens

La citoyenneté et la prévention de la délinquance des jeunes constituent l'une des priorités de la Stratégie territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Elle associe plusieurs acteurs du territoire (Justice, Education nationale Préfecture, collectivités, centres sociaux et maisons de quartiers, associations) autour de cinq axes de travail :

- L'éducation au droit et à la citoyenneté des jeunes (concours citoyenneté, animations citoyennes au Salon des Jeunes…) ;

- La prévention des ruptures scolaires et le suivi des décrocheurs (accompagnement scolaire, actions de remobilisation scolaire, mise en place de classes relais…) ;

- La médiation sociale et l'animation de proximité (chantiers éducatifs, recrutement d'agents de prévention et de proximité, présence de médiateurs aux abords des collèges) ;

- Le dispositif Espace Territorial d'Accès aux Premiers Savoirs (actions Convention Justice-Région avec l'Association Point Formation du Pays Martégal) ;

- L'éducation à la prévention routière.

Le partenariat avec certains acteurs apparaît toutefois de plus en plus délicat, notamment avec les établissements d'enseignement secondaire, qui présentent la double difficulté de pouvoir mobiliser les publics et d'obtenir l'adhésion du corps enseignant et de l'encadrement. Les objectifs de résultats qui leur sont imposés, incitent ces derniers à se recentrer sur leur mission première et ne leur permet plus de répondre aux sollicitations multiples des services municipaux et des associations.

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de poser la question de la mobilisation des jeunes en dehors du cadre scolaire et de la concurrence entre les projets portés par les différents dispositifs. Les centres sociaux rencontrent eux-mêmes de plus en plus de difficultés à mobiliser le jeune public, le décrochage apparaissant de plus en plus tôt, vers 13-14 ans.

En revanche les manifestations organisées à l'occasion du salon des jeunes à Martigues et du printemps des jeunes à Port-de-Bouc, permettent une large mobilisation de cette tranche d'âge. Ces manifestations constituent pour les jeunes un lieu d'accès aux droits à l'information, mais également un lieu de cohésion sociale par le biais d'ateliers artistiques et culturels, par la promotion des cultures urbaines et des nouvelles technologies.

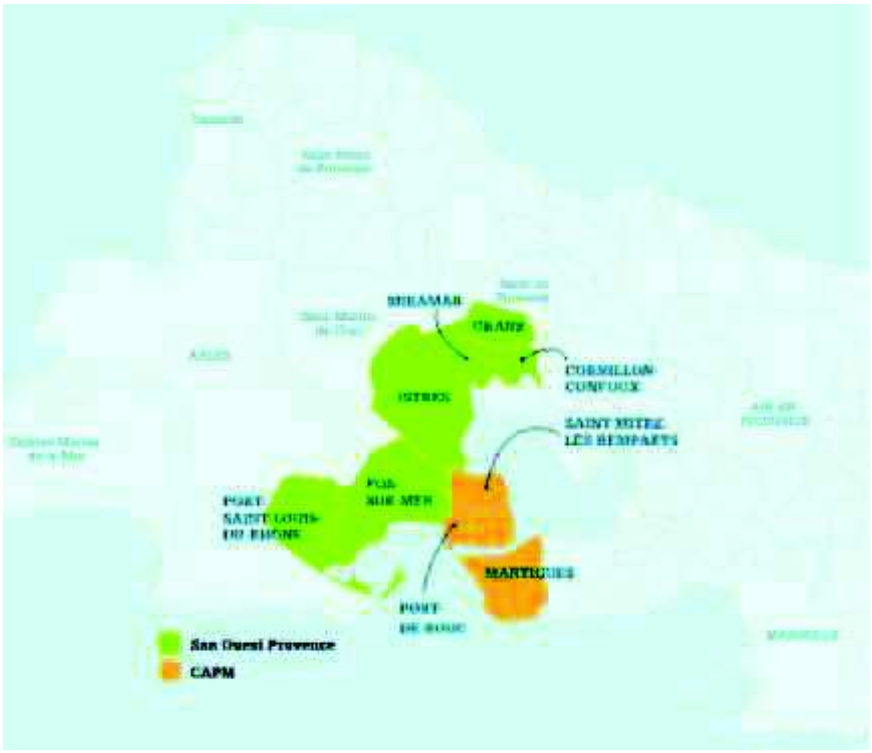
1.4. Cadre de vie et renouvellement urbain

Après un développement conditionné par les logiques industrielles, les communes de la CAPM recherchent aujourd'hui les voies d'un développement durable plus endogène. Cette démarche se traduit notamment au niveau des réflexions engagées aux échelles communales (PLU) mais aussi intercommunale (SCoT). La stratégie de valorisation du cadre de vie et la politique de renouvellement urbain s'inscrivent dans cette démarche.

1.4.1. Orientations de développement du territoire de la CAPM et SCoT Ouest Étang de Berre

En 2004, la CAPM s'associe avec le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence (SAN) au sein d'un Syndicat Mixte chargé de l'élaboration et du suivi du Schéma de Cohérence Territoire de l'Ouest Étang de Berre, qui forme un bassin de vie de 170 000 habitants. Troisième territoire économique du département, le SCoT Ouest Etang de Berre concentre 17% des emplois industriels des Bouches-du-Rhône.

Territoire du SCoT Ouest Etang de Berre



(source Schéma départemental de coopération intercommunal du 22 avril 2011, p.19)

Au sein de l'Ouest Étang de Berre, la CAPM, qui abrite la 1ere et la 4eme ville du SCoT en nombre d'habitants, occupe un positionnement stratégique de l'Ouest Étang de Berre et au cœur de l'aire métropolitaine. Caractérisé par une grande complémentarité de ses espaces et une forte spécialisation de ses fonctions urbaines (industrie lourde, habitat, services, commerces et tourisme) le Pays de Martigues correspond à un important bassin de vie qui offre des espaces résidentiels diversifiés. Un important processus de requalification sociale et urbaine a été engagé depuis plusieurs années par les municipalités du Pays de Martigues pour favoriser un développement harmonieux, conjuguant développement humain et

économique.

Forte d'une activité industrielle principalement axée autour des activités de raffinage du pétrole et de la pétrochimie qui ont impulsé le développement de PME/PMI dans de nombreux secteurs de l'industrie et des services et grâce à son réseau de communication très diversifié, la CAPM est également un pôle économique stratégique pour l'Ouest de l'Étang de Berre d'une part, et d'autre part sur la façade méditerranéenne du Sud de l'Europe.

Le Pays de Martigues abrite également une activité commerciale dynamique dont la zone de chalandise s'étend sur l'ensemble du territoire du SCoT Ouest Étang de Berre. Avec 972m^2 de surface commerciale pour 1 000 habitants contre 758 pour le SAN, la CAPM est un territoire commercialement attractif.

Grâce a un contexte méditerranéen favorable, le territoire se positionne dans une dynamique de développement du tourisme favorisée par la présence d'un important linéaire côtier prolongeant la côte bleue et d'espaces naturels remarquables. La CAPM abrite en effet sur les communes de Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts un des derniers grands espaces naturels à l'Ouest de l'Etang de Berre, représentatif d'un patrimoine naturel et culturel exceptionnel : le territoire de la Région des étangs de Saint-Blaise et la Forêt de Castillon, soit près de 1 000 hectares. Le territoire comprend également le site archéologique de Saint-Blaise, sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, classé monument historique et dont les abords relèvent d'un site inscrit. Ce site présente un intérêt archéologique, historique et paysager majeur Il accueille aujourd'hui près de 12 000 visiteurs par an.

Aujourd'hui, le territoire de la CAPM amorce un redéveloppement sur la base de ses forces endogènes. Grâce aux efforts persistants des responsables locaux, intercommunaux et partenaires, le territoire communautaire connaît des implantations et dynamiques de développement socio-économique nouvelles qui incitent les responsables locaux et intercommunaux à poursuivre leurs politiques d'accueil démographique, de requalification des espaces urbains et naturels.

L'ambition partagée par les responsables de la CAPM est de favoriser un développement équilibré de leur territoire pour accueillir habitants, entreprises et visiteurs de passage dans des espaces de vie et espaces naturels de qualité. Il s'agit d'une part d'accompagner l'implantation et le maintien de population en offrant un ensemble de services, infrastructures et d'équipements répondant aux besoins des habitants et au développement de l'emploi, et d'autre part, d'œuvrer pour le déploiement des activités économiques productives et présentielles au sein du territoire.

Dans cette perspective, la CAPM s'inscrit pleinement dans les cinq enjeux majeurs définis dans le SCoT de l'Ouest Étang de Berre et qui guide l'évolution du territoire sur les décennies à venir. Ces enjeux entrent, pour certains d'entre eux, en cohérence directe avec le contrat de ville communautaire. Ils affichent un cadre de développement auquel la CAPM souhaite participer.

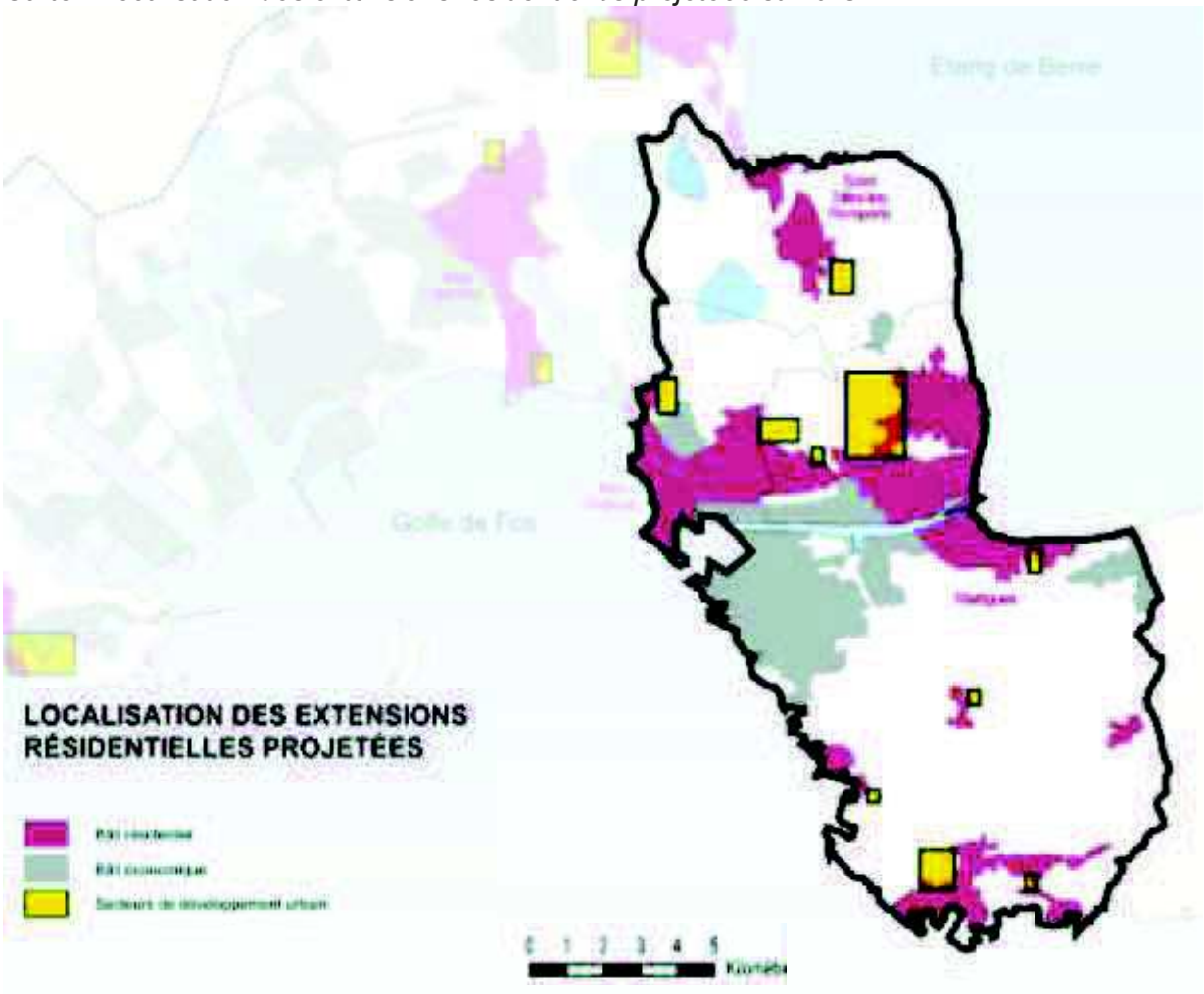
→ Un territoire accueillant et solidaire

Le SCoT de l'OEB propose d'anticiper des dynamiques démographiques dans une optique de maîtrise de la croissance afin d'offrir de la qualité de vie aux habitants du territoire.

À l'échelle du SCoT, les orientations prises par la CAPM visent à renforcer le positionnement de Martigues et de Port-de-Bouc en tant que capitale et quatrième commune démographique de l'Ouest Étang de Berre.

Dans cette perspective, la CAPM souhaite conforter le rôle de Martigues en tant que pôle structurant à fort potentiel de développement, ainsi que Port de Bouc en tant que pôle d'équilibre à potentiel de développement intermédiaire. Il s'agit de développer les capacités d'accueil démographique sur les secteurs de développement urbain identifiés et de conforter la vocation résidentielle des secteurs d'habitat existants via notamment une gestion durable du foncier, la structuration d'une armature commerciale et tertiaire sur le territoire et une offre adaptée de services et d'équipements.

Carte - Localisation des extensions résidentielles projetées sur la CAPM



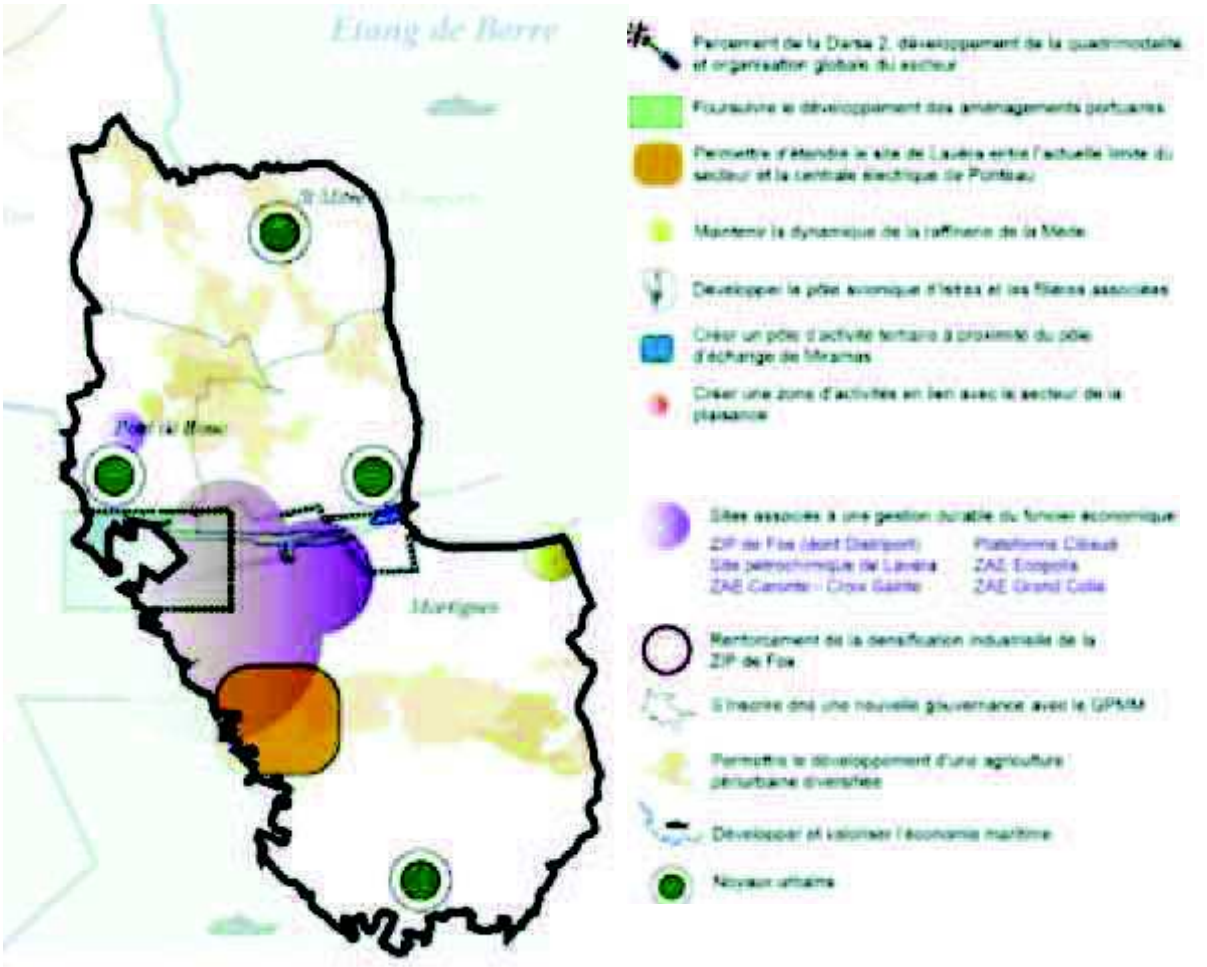
(source : SCOT OEB – PADD)

→ Un territoire valorisant ses atouts économiques et stratégiques

La valorisation des atouts économiques et stratégiques du territoire nécessite la mise en place de conditions de lisibilité économiques. Cet enjeu s'insère dans un contexte portuaire qui porte une influence forte sur l'économie.

A la différence du SAN Ouest Provence qui comprend notamment la ZIP de Fos sur mer, Miramas et Port Saint Louis du Rhône, la CAPM ne dispose pas de vastes possibilités foncières de développement économique. Dans ce contexte, le développement économique passe d'une part par la revalorisation du foncier économique existant pour conforter la vocation industrielle du territoire et d'autre part par le développement de l'économie présentielle en lien avec l'accueil démographique.

Carte - Pour un territoire valorisant ses atouts économiques et stratégiques – zoom CAPM



(source : SCOT OEB – PADD)

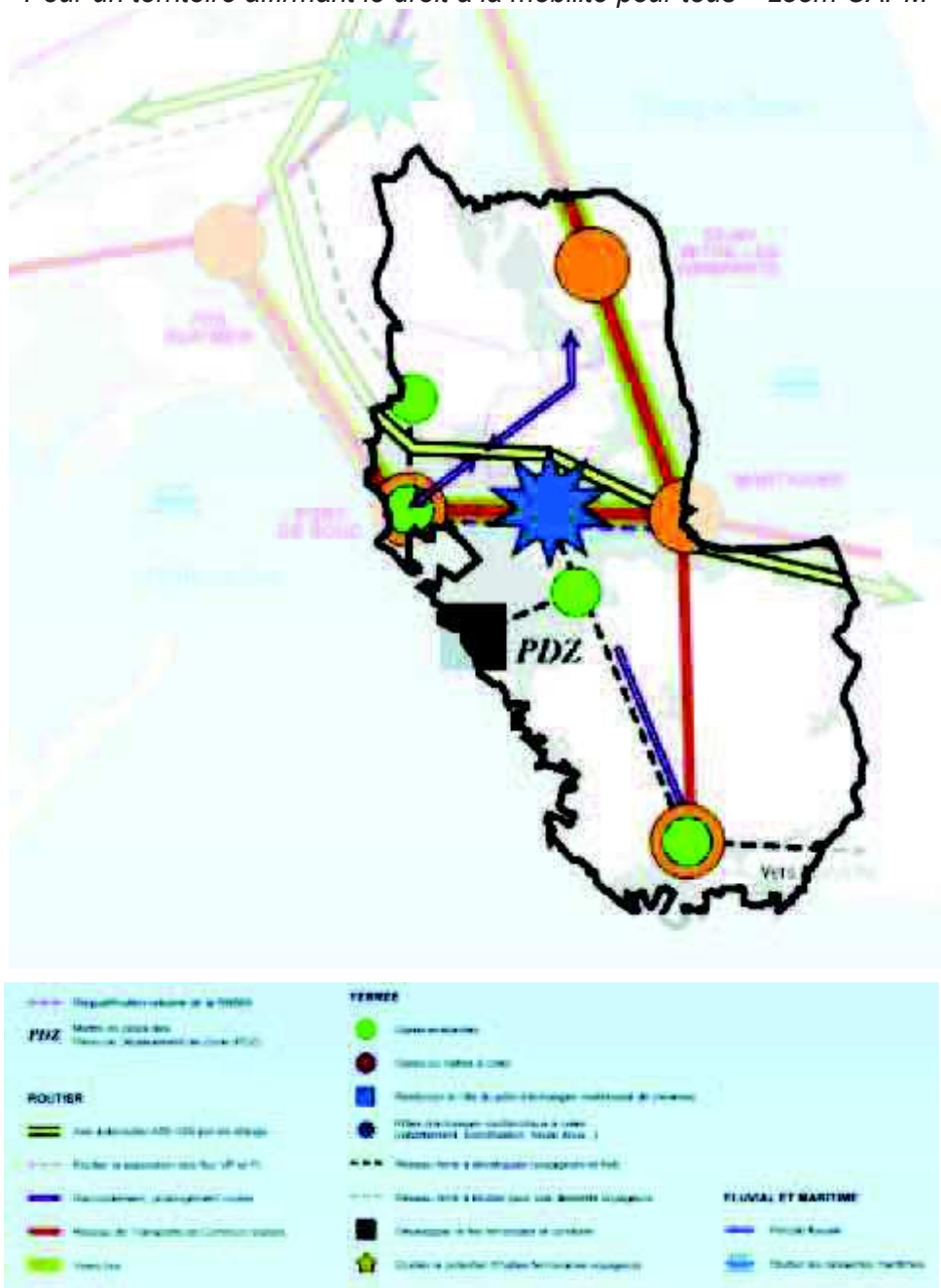
La valorisation des atouts économiques et stratégiques de la CAPM passe donc avant tout par :

- La revalorisation et le réinvestissement de deux espaces économiques à forts enjeux du Lavera et du Chenal de Caronte. Ces deux espaces possèdent des atouts que la CAPM prévoit de valoriser par le renouvellement des friches ;
- La mise en valeur de la ZAC des Etangs comme pôle économique du territoire.
- Le travail sur les polarités économiques des centres villes, notamment en améliorant la qualité de l'offre commerciale et en développant les services ;
- La valorisation de l'économie maritime
- Le développement d'un activité agricole diversifiée

→ Le droit à la mobilité pour tous

La mobilité est un enjeu fort de développement qui accompagne l'amélioration de la qualité de vie. Il s'agit avant tout de répondre à des enjeux à la fois sécuritaires, économiques mais également à une volonté de développer une offre inscrite dans une démarche de développement durable. Répondre aux problématiques posées à l'échelle du territoire permettrait aujourd'hui d'accompagner l'essor économique annoncé autour des pôles de dynamisme du territoire mais également de rattraper un retard en matière de desserte en particulier sur le territoire industriel.

Pour un territoire affirmant le droit à la mobilité pour tous – zoom CAPM



(source : SCOT OEB – PADD)

Au sein du SCoT Ouest Étang de Berre, les enjeux de la mobilité s'illustrent sur le territoire de la CAPM au travers de deux grands objectifs :

- L'amélioration des infrastructures routières et du trafic routier généré par la ZIP de Fos sur Mer : le développement de la ZIP et de ses activités génère un accroissement massif des trafics routiers et donc de multiples nuisances. Le contournement autoroutier en projet devrait permettre de répondre en partie aux enjeux de mobilité, d'éviter les zones urbaines et de libérer le littoral tout en requalifiant la RN 568 ;
- L'amélioration de l'offre en transports en commun :

  Elle s'illustre déjà sur les territoires de la CAPM et du SAN Ouest Provence par la fusion des deux autorités organisatrices de transport. La création du réseau Ulysse illustre bien la coopération entre la CAPM et le SAN Ouest Provence pour le droit à la mobilité pour tous, avec une amélioration des services, du cadencement, de la desserte et des relations avec les autres réseaux de transport ;

  Le projet de Pôle Multimodal situé sur le territoire de la CAPM à Croix-Sainte bénéficie à la desserte de l'ensemble de l'OEB. La proximité des axes autoroutiers, des réseaux de bus, de transports maritimes et de la voie ferrée combiné à la possibilité de réaliser des parcs relais, font de Croix Sainte un futur pôle stratégique d'entrée et de sortie de l'OEB vers le territoire métropolitain.

→ Un territoire valorisant sa situation et ses sites

Cet axe aborde la mise en valeur de la situation du patrimoine naturel du territoire avec notamment la prise en compte de l'environnement dans l'activité industrielle et des activités du GPMM, la mise en place de plans d'action et de gestion et d'une couronne verte.

Au sein du SCoT Ouest Etang de Berre, la CAPM se positionne aussi bien sur le tourisme portuaire (pavillons bleus, développement de l'accueil portuaire, mise en valeur des traditions maritimes) que le tourisme vert, tourisme culturel (tourisme gastronomique, archéologique, festif, ...), ou industriel avec la création d'un musée de l'industrie sur les anciennes friches qui permettrait de concilier au mieux chaque aspect de l'identité du territoire sans en nier aucun.

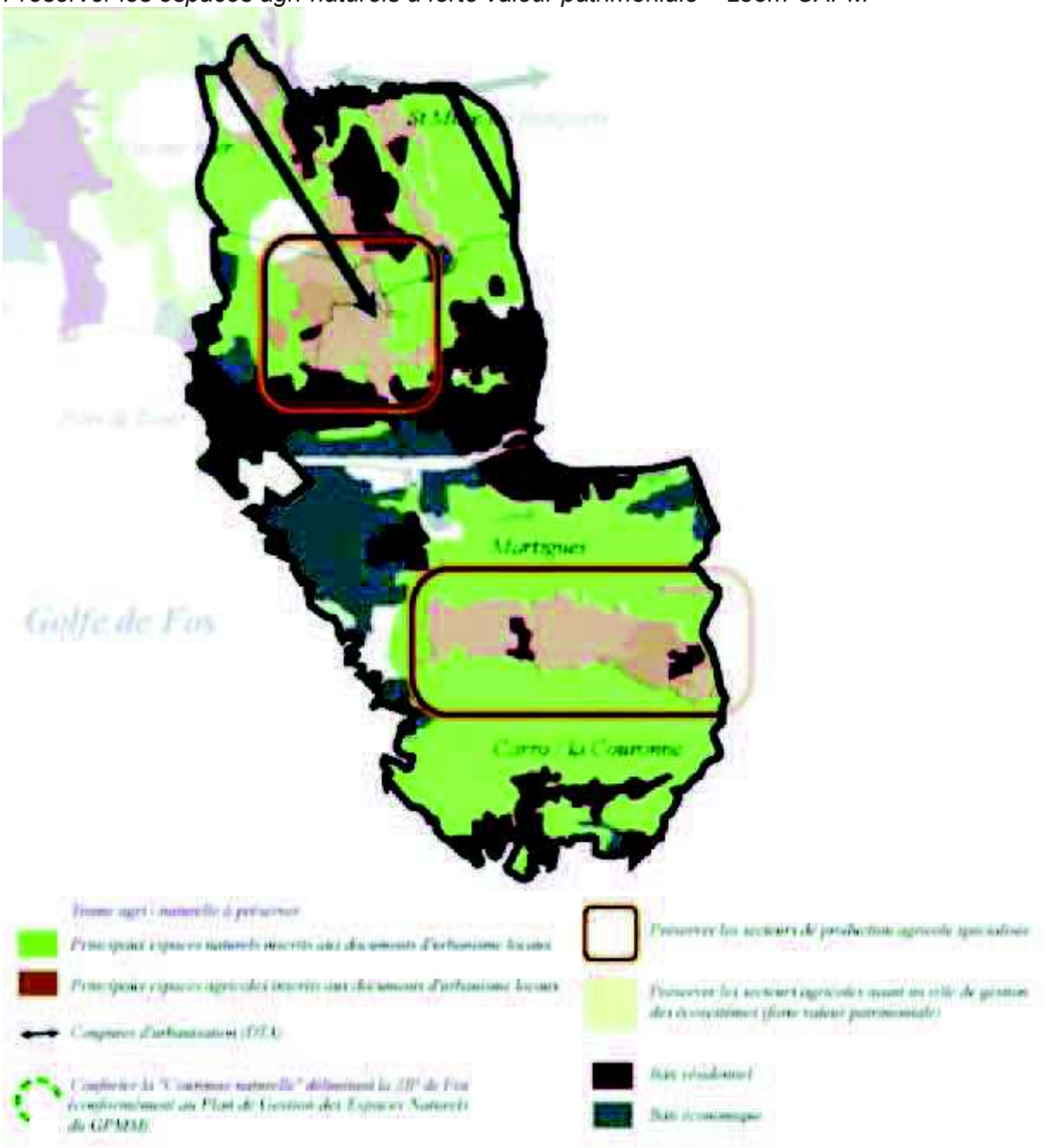
Cette démarche s'accompagne d'une volonté de développement de l'offre d'hébergement, et des opérations d'information et de communication. (Guide bleu, guide vert, site internet,...).

→ Pour un territoire se structurant à partir de son patrimoine agri-environnemental

Cet enjeu fait écho à la prise en compte des enjeux de développement durable et de préservation des espaces agri-naturel.
Les espaces agricoles et naturels jouent un rôle déterminant non seulement dans la structuration du territoire mais aussi en termes d'économie et d'attractivité.

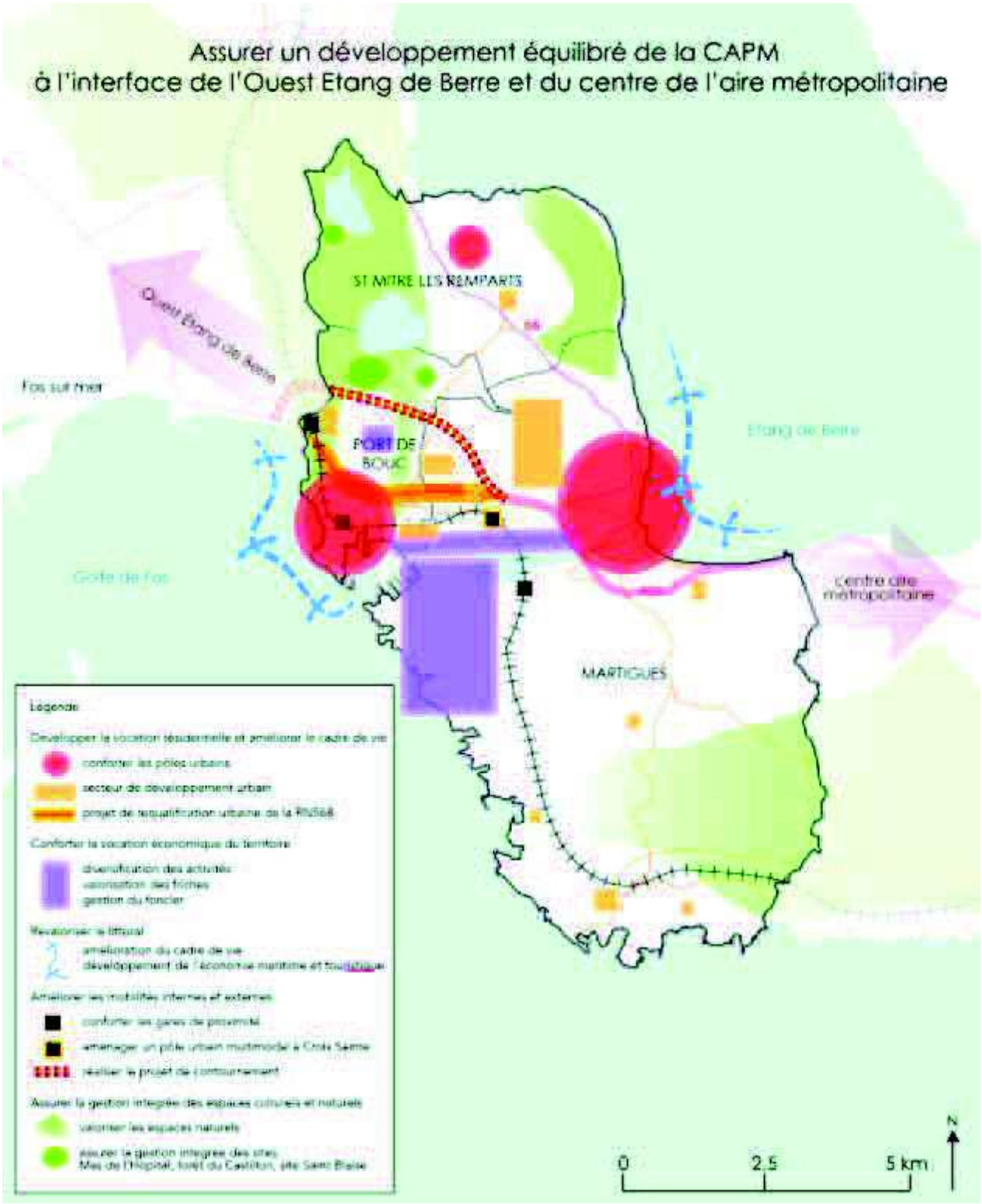
Le développement de la CAPM s'inscrit dans cette volonté forte de conserver et valoriser les terres agricoles. La prise en compte de cet enjeu s'illustre par exemple dans le projet du Mas de l'Hôpital avec la revalorisation de l'exploitation agricole de la vigne. Parallèlement, la préservation des espaces naturels comme la Côte Bleue qui garde une dominante naturelle très marquée est un axe fort pour la CAPM concernant cet enjeu intercommunal. Cette côte préservée étant un atout touristique indéniable.

Préserver les espaces agri-naturels à forte valeur patrimoniale – zoom CAPM



(source : SCOT OEB – PADD)

Au sein de l'Ouest Étang de Berre, la CAPM joue ainsi le rôle de pôle urbain et économique majeur. Son positionnement au sein du grand térritoire et les orientations qu'elle porte participent pleinement à structurer son développement futur en cohérence avec la réalité de son bassin de vie et à améliorer son cadre de vie pour demeurer un territoire attractif.



(source : Nicaya Conseil depuis le SCoT Ouest Etang de Berre)

La participation de la CAPM au sein du SCoT permet également de définir avec le SAN une stratégie commune de développement et de renouvellement qui s'illustre notamment autour des collaborations suivantes :

- Les études et actions de la CAPM et du SAN Ouest Provence autour de pistes nouvelles de l'industrie de demain, afin de redynamiser cette économie (notamment autour du Chenal de Carronte)
- La requalification de la RN 568, du schéma viaire et le nouveau visage des espaces qu'elle traverse
- Le projet de Pôle d'Echanges Multimodal à Croix Sainte et sont rôle de porte d'entrée et de sortie du territoire de l'OEB en lien avec le territoire métropolitain
- La gestion intégrée de l'ensemble des espaces naturels

1.4.2. Objectifs de développement du territoire au travers des PLU

Les projets de PLU de Martigues et de Port-de-Bouc proposent un certain nombre d'orientations de développement qui participent à la structuration du territoire communal et plus largement à l'organisation du territoire intercommunal de la CAPM.
Parmi ces orientations de développement, quatre thématiques entre directement en cohérence avec le contrat de ville communautaire :

La cohésion et la mixité sociale

Les communes de Martigues et de Port-de-Bouc ont pour objectif de renforcer la cohésion et l'équilibre de leur territoire notamment en travaillant sur la diversification de l'offre de logements, en œuvrant sur la recomposition urbaine et en accompagnant l'urbanisation sur des zones spécifiques.

Dans cette perspective, des orientations sont prises pour favoriser la réhabilitation du parc locatif social, la production de l'offre d'habitat (social, locatif et privé), la requalification des quartiers d'habitat collectifs ainsi que l'amélioration du parc privé ancien des centres villes. Les communes cherchent également à travailler la revalorisation du cadre résidentiel en améliorant, à côté de la qualité des logements, la desserte et l'offre de stationnement, la requalification des espaces publics et des équipements de proximité ainsi que le développement des transports collectifs.

En œuvrant ainsi pour assurer la mixité de l'offre de l'habitat et améliorer la qualité du cadre de vie des zones habitées et des zones d'urbanisations projetées, Martigues et Port-de-Bouc visent à favoriser le maintien de la population sur le territoire de l'agglomération et l'attraction de nouvelles populations en adaptant le parc de logements et le cadre résidentiel aux besoins des habitants.

Le redéploiement économique

A l'image de l'importance de la CAPM au sein l'activité industrielle de l'Ouest Etang-de-Berre, le redéploiement économique tient une place importante et stratégique dans les politiques de développement communales et intercommunales.
On retrouve ainsi dans les PLU des deux communes des orientations ayant pour objectif de renforcer les différents secteurs d'activités pour déployer les dynamiques économiques et favoriser l'accès à l'emploi pour l'ensemble des habitants du territoire de la CAPM.

Martigues et de Port-de-Bouc visent ainsi à valoriser le potentiel économique des activités existantes et à diversifier leur économie en développant de nouvelles filières à partir de leurs atouts et notamment de la proximité avec la mer et l'Étang de Berre.

- Sur la base de leurs compétences spécifiques en termes d'activités industrielles, Martigues et Port-de-Bouc entendent affirmer la place prépondérante de leur territoire et de la CAPM au sein de l'Ouest Étang-de-Berre, dans ce secteur et ses activités de sous-traitance (ingénierie, maintenance, services aux industries,…).

- A côté de l'activité industrielle, les deux communes souhaitent aussi valoriser et pérenniser l'existence d'un tissu de PMI-PME diversifié intervenant dans les domaines du commerce, des services et services à l'industrie, et de l'artisanat, ainsi que le maintient des espaces agricoles, composante forte du territoire.

- Dans leur stratégie économique, les communes de Martigues et de Port-de-Bouc attribuent également une place importante au développement de l'économie des loisirs et du tourisme. Autour de la présence de la mer, de l'Étang de Berre et des espaces naturels protégés et de la valorisation du patrimoine local, Martigues

souhaite renforcer son positionnement de station balnéaire / station tourisme et Port-de-Bouc travailler au développement d'un tourisme familial.

- À travers l'action communale et intercommunale, les deux communes cherchent également à créer les conditions d'un redéploiement de l'activité économique et de l'emploi dans le Nord du chenal de Caronte notamment via la requalification des friches industrielles, ainsi qu'au déploiement de l'activité maritime.

Le renouvellement urbain

Martigues et Port-de-Bouc sont engagées dans un processus de renouvellement urbain basé sur une vision stratégique de restructuration urbaine à l'échelle des communes et de l'agglomération.
A côté de la poursuite et de l'intensification des programmes de réhabilitation des quartiers, les orientations posées dans les documents d'urbanisme visent ainsi à renforcer la qualité et la connexion des espaces urbains, et à compléter les équipements et services à la population.
Le désenclavement des quartiers et les enjeux de mobilité inter-quartier, inter-urbaine et avec l'extérieur de l'agglomération sont également traités. À l'échelle communale et communautaire, le processus de renouvellement urbain est ainsi pensé en tenant compte des évolutions induites par les grands projets routiers de transit et de desserte locale (A55, requalification de la RN568, Boulevard Martime de Martigues, …) ainsi que les mutations attendues sur le chenal de Caronte entre Martigues et Port-de-Bouc.

Pour accompagner la politique de renouvellement urbain, les communes affiche la volonté d'aménager les espaces publics afin de contribuer à l'embellissement du cadre de vie urbain et créer des espaces d'échanges et de sociabilité.

La requalification des espaces communaux et intercommunaux

Les PLU de Martigues et de Port-de-Bouc se font écho quant à la nécessité de requalifier l'espace intercommunal. Ce besoin fait face au double constat d'une urbanisation continue, construite par le développement conjoint des deux communes, et de la coupure urbaine induite par la RN 568 qui a contribué à écarteler des faubourgs de Martigues et de Port-de-Bouc.

Dans une volonté intercommunale de couture des espaces fracturés, le projet de requalification de la RN 568 ainsi que le potentiel d'aménagement et de développement du chenal de Caronte sont stratégiques pour le territoire.

Les orientations partagées à l'échelle communautaire quant à la requalification de l'espace intercommunal sont les suivantes :

- Prolonger l'A55 et participer à la requalification de la RN 568 et à la restructuration urbaine intercommunale par la réhabilitation des quartiers d'habitat aujourd'hui démembrés.
- Requalifier les friches industrielles de Caronte
- Anticiper la gare future de Croix-Sainte et son pôle intercommunal d'échanges
- Aménager le boulevard maritime, liaison privilégiée des centres de Martigues et de Port-de-Bouc

Le traitement de la qualité paysagère des espaces urbains et naturels est également traité et notamment la valorisation du territoire communautaire par la remise en valeur d'espaces verts de détente et de loisirs au Nord du territoire, sur le littoral et les rives de l'Étang de Berre, à proximité des zones d'habitat ainsi que le long des berges du canal de Caronte.

La volonté de penser la cohérence de l'aménagement du territoire à l'échelle de la CAPM émerge des orientations de planification des PLU de Port-de-Bouc et de Martigues. Dans cette perspective, le contrat de ville communautaire constitue la mise en œuvre d'un travail commun et participe l'engagement des orientations en matière de renouvellement urbain.

1.4.3. Les projets de développement et d'aménagement

Le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues connaît aujourd'hui de fortes perspectives de développement économique et démographique. Afin de déployer ses dynamiques, un projet de territoire a été défini à l'échelle communautaire qui lie le développement économique à l'emploi et l'accueil démographique à l'amélioration du cadre de vie.

En cohérence avec ce positionnement et les orientations de développement des communes, la CAPM porte des projets de développement et d'aménagement permettant de répondre aux mieux aux besoins du territoire.

Parmi eux :

- **Des projets de développement de filières**
  - Installation d'une filière dédiée à la déconstruction navale sur la commune de Port-de-Bouc dans le secteur du Chenal de Caronte : l'enjeu du projet est d'accompagner l'installation d'activités économiques en permettant un développement exemplaire du territoire, répondant aux enjeux de contrôle de l'étalement urbain, de mixité harmonieuse entre l'urbain et l'économique, dans le respect des règlementations de sécurité inhérentes au PPRT. La typologie du secteur en fait un lieu privilégié pour l'implantation d'activités de déconstruction navale et de désamiantage.
  - Accompagnement de la filière cosmétologie en émergence localisée au Nord de la zone des Etangs, à Saint Mitre les Remparts, avec des potentialités de développement en lisière de la zone agricole.
  - Accompagnement de la filière cinéma en émergence sur la partie Nord du Chenal de Caronte, le long du boulevard Maritime. Ce projet s'inscrit dans le même contexte que le projet de filière cosmétologie, à savoir la nécessité de diversification économique, vis-à-vis du pôle économique de Lavéra.

- **Des projets d'amélioration et de développement des mobilités**
  - Pôle d'échange multimodal du Pays de Martigues à Croix-Sainte : le projet consiste en la création d'un espace d'articulation des réseaux afin de faciliter les pratiques intermodales entre différents modes de transport à l'intérieur et vers l'extérieur du territoire. En facilitant des liaisons multimodales entre Port-de-Bouc, Martigues et Saint-Mitre les remparts et la connexion ferroviaire de la zone de Caronte, le projet répond à un besoin de structuration des mobilités sur le territoire en accompagnement de la dynamique d'urbanisation.
  - Les lignes maritimes sur l'Etang de Berre : le projet de lignes maritimes sur l'Etang de Berre, porté par le SMGETU, Syndicat Mixte des Transports constitué par le SAN Ouest Provence et la CAPM, s'inscrit dans la mise en œuvre d'un système global de transports collectifs sur le territoire métropolitain qui doit permettre à terme d'assurer de meilleures liaisons entre les différents pôles urbains et économiques des rives de l'Étang de Berre. Par ailleurs, ce projet

s'inscrit dans une stratégie globale d'évolution et de développement de l'Etang de Berre, y compris au niveau touristique, initiée par l'Etat au travers de la démarche des Ateliers du territoire.

- Le contournement de Martigues / Port de Bouc et la requalification de la RN 568.
  Le contournement de Martigues/Port-de-Bouc consiste à aménager en tracé neuf d'environ 7 km de route express à 2x2 voies avec la mise en place d'un échangeur complet sur la commune de Martigues, en complément de l'échangeur existant qui sera adapté. La réalisation de ce projet, permettra de délester la RN 568 du trafic de transit et ainsi, de transformer cet axe en boulevard urbain, support d'un axe fort de transports en commun et pivot d'un réaménagement global des secteurs adjacents (renouvellement urbain, développement économique, espaces et équipements publics…).
  Le contournement doit répondre à 4 objectifs : améliorer le cadre de vie des riverains de la RN568, améliorer la sécurité des usagers, améliorer le desserte des bassins ouest du Grand Port Maritime de Marseille et contribuer au développement socio-économique local.
  La requalification de la RN 568 fait actuellement l'objet d'une définition de schéma directeur de requalification, avec les objectifs suivants : recomposer et recoudre le tissu urbain, refonder les déplacements locaux en favorisant les modes doux et les transports collectifs, reconquérir les espaces adjacents à l'actuelle RN 568, produire du foncier pour le développement économique, et qualifier le foncier existant.

- **Des projets d'amélioration du cadre de vie et de reconversion industrielle**
  - Préservation de la région de Saint Blaise et des Etangs – Forêt de Castillon.
    Un schéma directeur a été engagé en 2009 pour assurer la mise en valeur touristique, paysagère, archéologique, culturelle du site de Saint-Blaise et de ses vestiges archéologiques et pour permettre l'accueil du public dans de bonnes conditions. Aujourd'hui, la CAPM s'engage dans un important programme de valorisation du site qui porte entre autres sur son agrandissement, la construction d'un bâtiment d'accueil, la mise en place d'une signalétique pédagogique pour les visiteurs et la restauration de vestiges archéologiques. Le territoire recèle également le Mas de l'Hôpital, mas du XVIII siècle situé dans la zone agricole de Plan Fossan. Il a été acquis par la CAPM via la SAFER en 2009 afin de maintenir l'activité viticole existante sur site depuis plus d'un siècle. Le Mas de l'Hôpital fait depuis l'objet de projets pour la sauvegarde et la réhabilitation du bâtiment, le développement des usages liés à l'agriculture et la valorisation de l'environnement et du paysage.
  - La reconquête de friches industrielles : le projet concerne la commune de Port de Bouc, sur l'ancien site industriel « Azur Chimie » et sur le site dit « de la vieille montagne». La CAPM est confrontée à une pénurie de foncier. Ses zones d'activités industrielles, commerciales ou mixtes sont entièrement commercialisées ou en fin de commercialisation. Il devient donc de plus en plus difficile de répondre aux demandes d'implantation des porteurs de projets. La reconquête des friches industrielles doit alors permettre au territoire de développer une palette d'offre (terrains à bâtir, ateliers, pépinières, bureaux à la vente ou à la location), de traiter la pollution des sols, et d'accompagner la

requalification paysagère et la mise en valeur le patrimoine industrielle (château Vidal).

- La reconversion des locaux industriels inoccupés à Croix Sainte et à Grand'Colle. Le projet concerne le cœur de la zone d'activité Ecopolis Croix Sainte / Caronte, de la RN 568 vers le Boulevard Maritime, le long du Chenal de Caronte. Sur la base des études prospectives menées entre 2012 et 2013 par le SCoT Ouest Etang de Berre, la CAPM projette l'émergence de nouvelles filières au sein de ces locaux.

  Sont également concernés les locaux industriels inoccupés à Grand'Colle : en 2010, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues a acquis d'anciens ateliers qu'elle souhaite réhabiliter afin de répondre en partie aux besoins en immobilier d'entreprise.

1.4.4. Une stratégie urbaine dynamique : renouvellement urbain et recomposition pour améliorer la qualité de vie

Le projet de renouvellement urbain s'inscrit dans une politique d'ensemble de développement urbain dans ses orientations sociales, économiques et urbaines et s'inscrit dans une volonté d'organiser un développement équilibré et durable de l'ensemble du territoire.

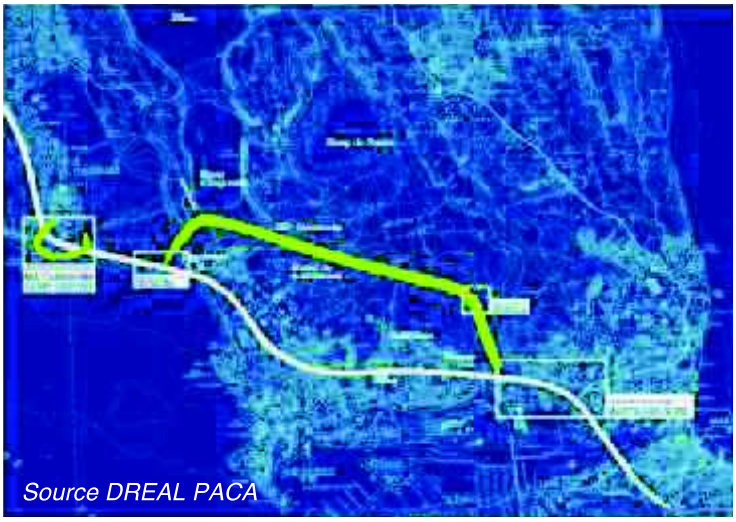
Il prend en compte différentes échelles et différentes temporalités :

- Le projet d'aménagement et de développement durable de la CAPM
- Le projet d'ensemble des villes de Martigues et Port-de-Bouc
- Le projet à l'échelle des quartiers

Le renouvellement urbain est ainsi en lien très étroit avec les projets permettant de recoudre le tissu urbain, d'ouvrir les quartiers sur le territoire communautaire, et de revalorisation des espaces résidentiels et économiques pour permettre à chaque quartier d'être pleinement intégré au territoire communautaire.
L'objectif vise à recomposer le tissu urbain afin de rétablir les continuités au sein du territoire et restituer un cadre de vie apaisé avec la requalification de la RN568.

Plusieurs projets urbains sont inscrits dans les documents d'urbanisme de Martigues et de Port-de-Bouc, dont l'aménagement intéresse plus ou moins directement le développement des quartiers de la politique de la ville.

Le projet de contournement autoroutier de l'A55



La mise en service du contournement autoroutier de Martigues-Port-de-Bouc est prévue pour 2018. Inscrit dans les objectifs du premier Contrat de ville 2000-2006, Il doit permettre la requalification de la RN 568, l'amélioration de la desserte des bassins Ouest de GPMM depuis l'agglomération marseillaise et le développement socio-économique local en confortant les projets économiques portés par les collectivités (tourisme, zones d'activités…). Le projet prévoit la création d'un échangeur complet au niveau du Réveilla et la création du barreau RD 50 pour le connecter au réseau local.

En connexion avec le contournement autoroutier, la requalification de la RN 568, délestée du trafic de transit, a pour objectifs d'améliorer le cadre de vie des riverains ainsi que la sécurité des usagers sur la section concernée. Il s'agit de :

- Reconquérir les espaces adjacents à l'actuelle RN 568 par la transformation de voiries urbaines en boulevards urbains ;
- recomposer et recoudre le tissu urbain en créant une liaison Nord/Sud entre les quartiers de Port-de-Bouc et Martigues ;
- Refonder les déplacements locaux en favorisant les modes doux et les transports collectifs en proposant une offre alternative à la voiture individuelle (transports collectifs, modes de déplacement doux) et pivot d'un réaménagement global des secteurs adjacents (renouvellement urbain, développement économique, espaces et équipements publics…).
- Poursuivre la réalisation de dispositifs anti-bruit (murs, etc.) à proximité des infrastructures autoroutières et routières.

Rappel trafic et transit :

Situé au cœur du Golfe de Fos-Lavéra, le territoire de la CAPM absorbe par ailleurs des flux de transit de poids lourds importants et en augmentation (flux de transit Est-Ouest vers l'Italie et l'Espagne et Nord-Sud vers la vallée du Rhône).

Sont ainsi dénombrés 2 300 PL par jour pour ce qui concerne Distriport et le Parc de la Feuillane et 1 400 PL par jour pour le terminal conteneur de Fos 2XL. L'activité des conteneurs du Grand Port de Marseille Métropole (GPMM) sur les bassins Ouest génère 81% de trafic poids lourds sur le territoire de l'Ouest Etang de Berre et 36% de l'ensemble des autres trafics.

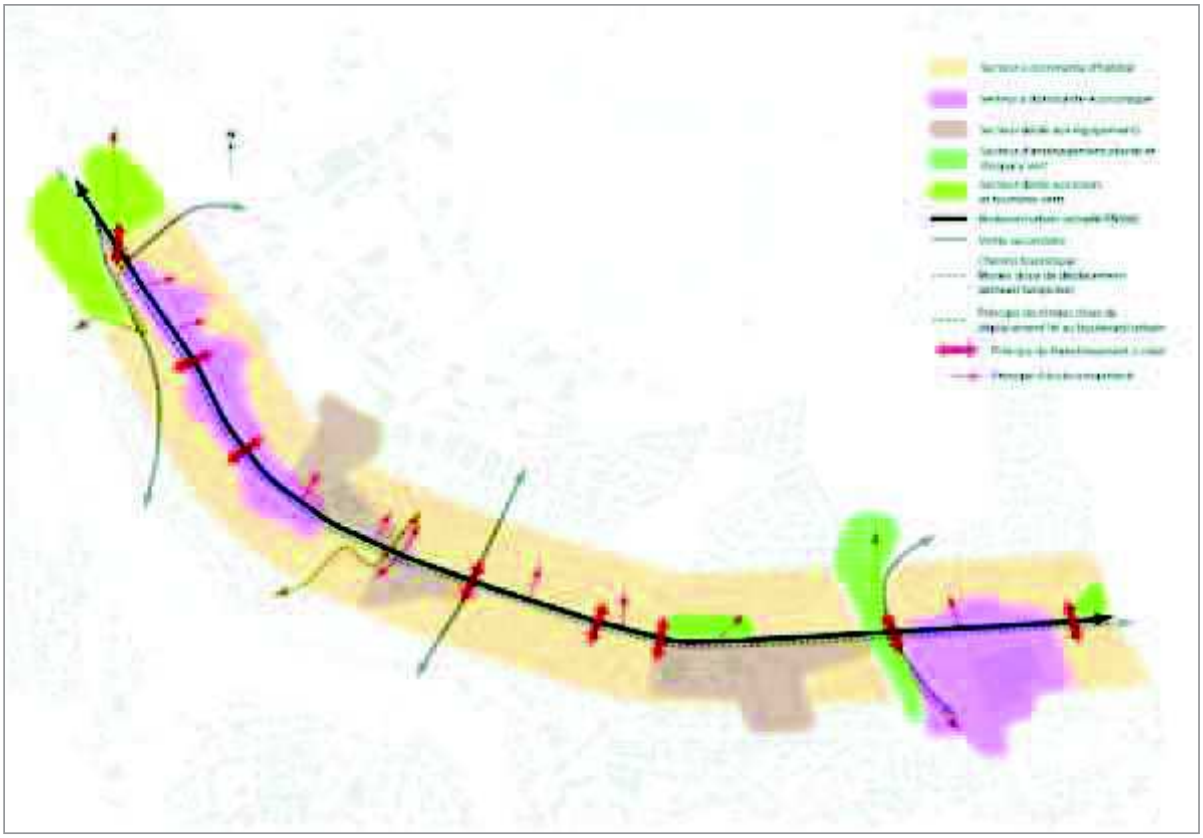
Le développement programmé de plates formes logistiques et de pôles conteneurs sur les terrains du GPMM risque de doubler le trafic sur des axes déjà saturés, en particulier la RN 568, la RD 268 et la RN 1569).

En 2012, le trafic sur la RN 568 représente près de 50 000 véhicules/jour TMJA (trafic moyen journalier annuel) dont 60% de trafic de transit er 10% de trafic de poids lourds. Bien que GPMM (Grand Port Maritime de Marseille) se soit engagé dans une démarche de report modal à long terme (voie ferrée et fluviale pour transport de marchandises), le trafic poids lourds devrait être multiplié par 3,5 à l'horizon 2030 compte tenu des développements attendus de la ZIP (Zone Industrialo-portuaire) de Fos et la structure du réseau routier.

Dans ce contexte d'augmentation des flux, le contournement autoroutier est un enjeu primordial.

Il s'agit de réintégrer ce secteur, d'environ 125 hectares, dans la ville en rétablissant les continuités Nord–Sud entre les quartiers, en facilitant l'accès aux centres villes de Port-de-Bouc et de Martigues, et en améliorant le cadre de vie et la qualité de vie des habitants. La reconstruction du tissu urbain doit permettre de réhabiliter et de relier dans un continuum cohérent des quartiers d'habitat actuellement en « rupture urbaine », fragmentés tels que Mas de Pouane, les Amarantes, les Horizons de la Mer.
Un schéma directeur en cours d'élaboration sous maître d'ouvrage de la CAPM formalisera les orientations précises en matière d'urbanisme, de déplacement, de voirie, de stationnement, de transport en commun, d'habitat, d'équipement, de commerce, d'activité économique, d'environnement…
L'urbanisation du secteur est conditionnée par la réalisation du contournement autoroutier et le remodelage de la RN568 en boulevard urbain, dont il est prévu de traiter l'ensemble des abords et des nouvelles entrées de ville. Le secteur accueillera à terme de l'habitat, des équipements, des services et des espaces publics en relation avec les quartiers proches et leurs équipements.

Le projet s'inscrit dans un processus de renforcement de la qualité urbaine, comme de redéploiement de l'habitat et de l'activité économique au sein de la CAPM.



Orientation d'aménagement du boulevard urbain (source : PLU de Port-de-Bouc, 2013)

Une recomposition urbaine de l'ensemble de la presqu'île de la Lèque et du centre-ville de Port-de-Bouc

Orientation d'aménagement du Centre ville (source : PLU de Port-de-Bouc, 2013)

La presqu'île de la Lèque constitue une partie du territoire où de nombreuses opérations de réhabilitation, démolitions/reconstructions et d'actions de renouvellement urbain ont été menées de longue date. Ce secteur de 65 hectares est concerné par le CUCS et par la géographie prioritaire avec notamment les Aigues Douces- la Lèque.

Historiquement composée d'une trame urbaine orthogonale autour de laquelle s'alignait un habitat de type ouvrier à côté du site des chantiers navals, la Presqu'île de Port-de-Bouc est constituée d'entités urbaines différentes depuis l'aménagement du quartier d'habitat collectif des Aigues-Douces et de l'ensemble de La Lèque.

Isolés du reste de la ville par une trame urbaine décousue et des typologies bâti disproportionnées avec l'échelle urbaine environnante (juxtaposition de grands collectifs à côté de maisons de ville), le quartier des Aigues-Douces et La Léque se trouvent sur le littoral. Ils font aujourd'hui l'objet de dysfonctionnements importants qui induisent des conditions de vie difficiles pour les résidents : bâti ancien dégradé, performances énergétiques très médiocres, espaces communs non adaptés aux évolutions des pratiques, …

En 2007, la ville de Port de Bouc déjà engagée dans des dispositifs antérieurs de la Politique de la Ville, a lancé une pré-étude ANRU sur la Presqu'île et le centre ville. Le diagnostic réalisé confirme le potentiel du secteur et l'intérêt d'intervenir sur les voiries, l'espace public, et le bâti en vue d'amorcer un processus de requalification de l'ensemble de la Presqu'île.

Il s'agit notamment de requalifier suffisamment le quartier pour améliorer le cadre de vie des résidents actuels, accueillir une nouvelle mixité sociale et pour valoriser les qualités du site littoral afin d'y développer des activités économiques, résidentielles et liées au tourisme et loisirs.

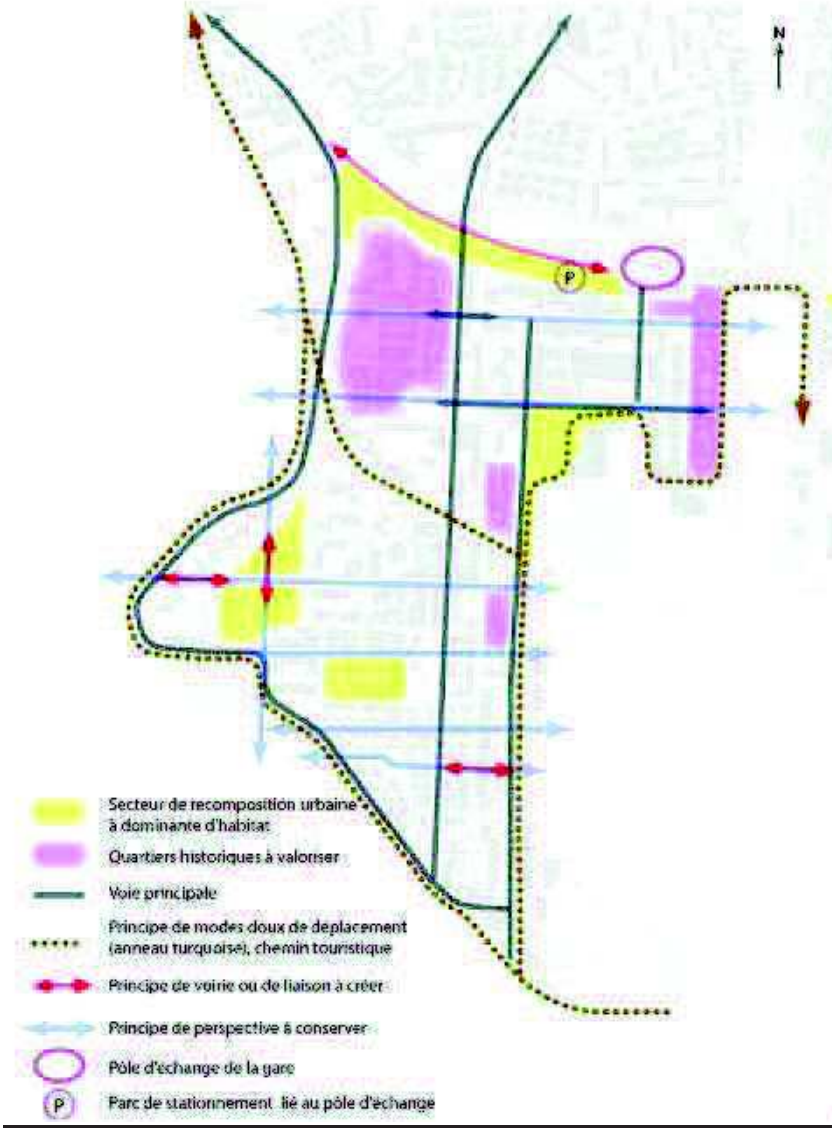
Le projet de renouvellement urbain de la Presqu'île est pensé selon une double entrée depuis la requalification des quartiers jusqu'à la recomposition du secteur sud de la ville de Port de Bouc. Il a pour objectifs de :

- Travailler sur la recomposition de la trame urbaine traditionnelle pour reconstituer des îlots aux fronts bâtis alignés, reconnecter les quartiers avec le centre-ville et inclure les bâtiments dans un tissu urbain commun : alignement sur rue Turenne, Rey Renaud et Vauban, poursuite des voies jusqu'à la mer, résidentialisation des immeubles existants, …
- Améliorer le cadre de vie via la création de nouveaux réseaux de transports doux, la mise en valeur des atouts culturels et la présence de nombreux équipements (centre social, théâtre, médiathèque, …), l'amélioration de la gestion de proximité
- Reconnecter la ville avec la mer en facilitant l'accès au littoral et en travaillant sa mise en valeur : aménagement du parc paysager de la plage de la Presqu'île, aménagement du sentier littoral

- Redynamiser et apporter de la mixité sur le quartier des Aigues Douces et de la Lèque en profitant de leur positionnement entre mer et ville
- Poursuivre la réhabilitation du parc locatif social : réhabilitation des façades, réhabilitation thermique

La recomposition urbaine de ce secteur s'inscrit dans un processus de renforcement de la centralité et de la qualité urbaine par la reconquête et la valorisation du centre urbain (diversification de l'offre d'habitat, intervention parc ancien, nouvelles opérations sur les terrains en friches ou libres). Le projet doit également participer au redéploiement de l'activité économique dans le domaine du commerce comme des loisirs et du tourisme, et à l'aménagement de l'espace public et du littoral et la mise en valeur du patrimoine maritime.

Requalification des espaces publics de la Presqu'île



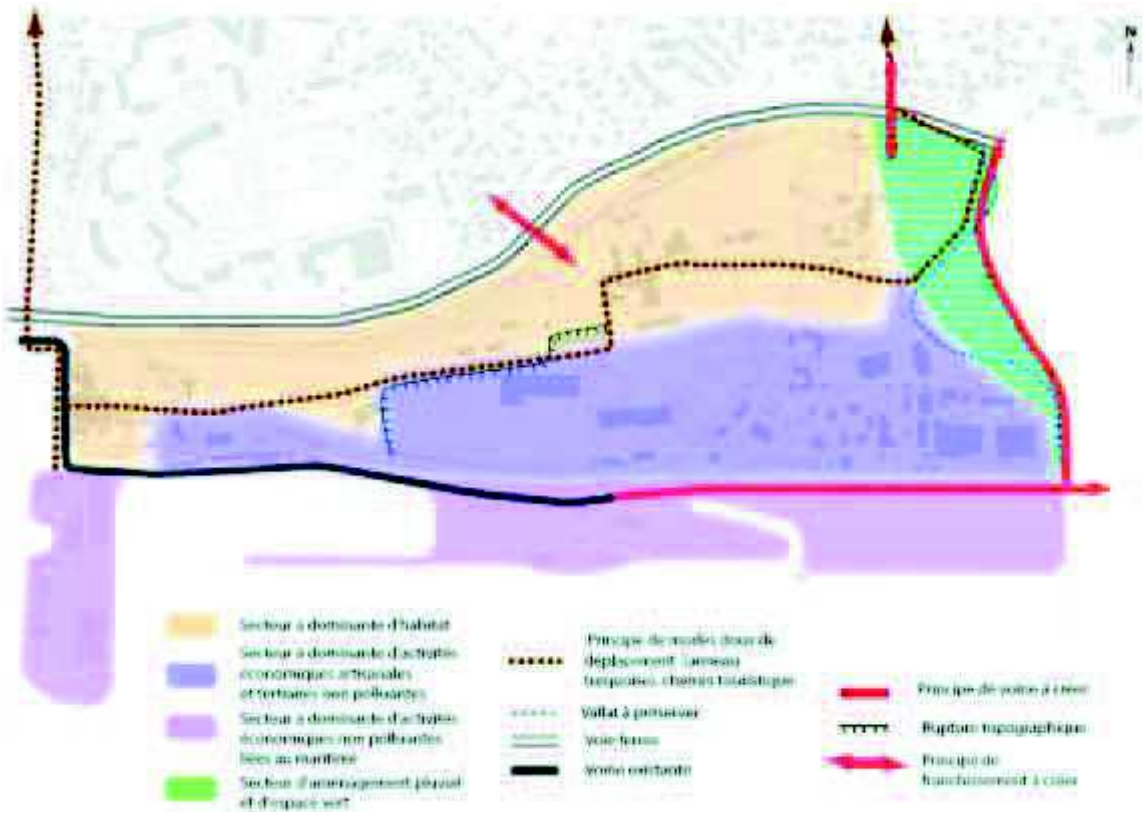
Orientation d'aménagement du centre ville (PLU de Port de Bouc, 2013)

La valorisation de la rive Nord du chenal de Caronte

Situé à l'Est du centre ville de Port-de-Bouc et au Sud du quartier réglementaire des Comtes, ce secteur de 60 hectares est également limitrophe de Martigues. Le projet doit participer de l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement urbain, par la mise en place d'une stratégie de reconquête des friches industrielles et réhabilitation des sols, pour la création de logements et d'activités économiques artisanales, tertiaires, liées au maritime.

L'aménagement de ce secteur s'inscrit en effet, d'une part, dans le cadre du développement de l'habitat en continuité du centre ville et des quartiers existants, et d'autre part, dans la stratégie de développement économique communautaire avec le souci d'une prise en compte de l'environnement et du développement durable.

La CAPM projette par ailleurs la création d'un Pôle d'Echanges autour de la gare SNCF de Croix Sainte.



Orientation d'aménagement du Chenal de Caronte (source : PLU de Port-de-Bouc, 2013)

L'aménagement du boulevard maritime

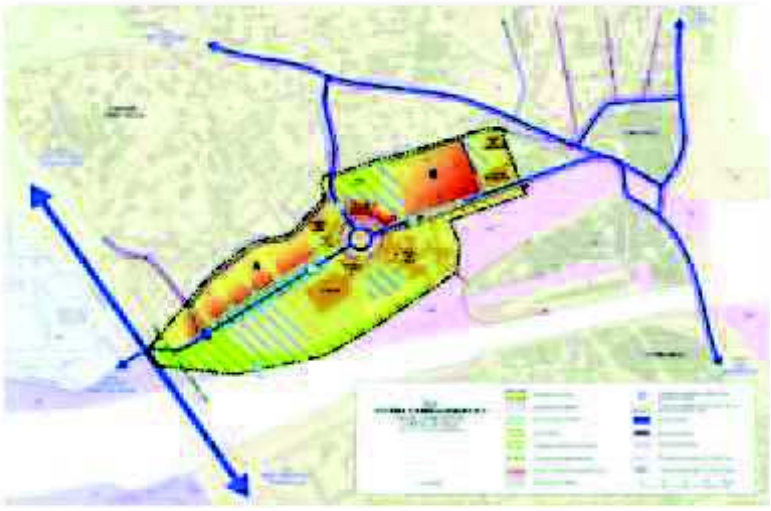
Situé entre les deux viaducs du chenal de Caronte, l'aménagement du boulevard maritime entre Martigues et Port-de-Bouc prévoit la création d'une armature urbaine et paysagère. Ce secteur à enjeux constitue également une interface avec les activités portuaires. Son aménagement permettra de rétablir les échanges et les continuités Nord-Sud entre les quartiers, Est-Ouest entre les centres-villes. Ce boulevard aura son rôle à jouer dans la hiérarchisation des dessertes, comme dans l'offre de déplacement.

Actuellement la requalification de la voie est effectuée au fur et à mesure de la réalisation ou de la programmation d'équipements publics et de l'accueil des entreprises sur les terrains du Grand Port Maritime de Marseille.

La poursuite de l'aménagement du quartier de l'Hôtel de Ville de Martigues

Situé dans la continuité du boulevard maritime, au Sud du quartier de Paradis Saint-Roch, sorti de la nouvelle géographie de la politique de la ville, ce secteur accueille aujourd'hui des équipements administratifs. Le développement attendu du quartier doit permettre d'affirmer la centralité autour des grands équipements existants, tout en répondant aux besoins en termes d'habitat et de diversité des fonctions.

Le projet prévoit la réalisation d'environ 500 logements, la création d'un pôle judiciaire, d'un pôle famille et d'un pôle finances publiques. La CAPM projette parallèlement de créer un Pôle d'Echanges en déplaçant la gare routière actuellement située sur la Place des Aires.



Orientation d'aménagement du Chenal de Caronte (source : PLU annulé de Martigues, 2010)

Le développement de l'habitat dans les quartiers du centre ville élargi s'inscrit dans un objectif global de renforcement de la cohésion territoriale qui intègre les centres anciens comme les différentes opérations de la seconde moitié du XX^{ème} siècle.
Le projet poursuit l'urbanisation des quartiers Ouest en tenant compte du projet de contournement autoroutier de l'A55, de la requalification de la RN568 comme des mutations attendues du Nord du Chenal de Caronte.

Deux principaux projets d'extension urbaine à dominante d'habitat

Situé au Nord sur le territoire de la CAPM, la ZAC (Zone d'Aménagement Concertée) de la route Blanche à Martigues (74 hectares) et les Hauts de Saint-Jean à Port-de-Bouc (70 hectares) constituent les deux principales réserves foncières à vocation habitat sur le territoire de la CAPM. Ces deux projets s'inscrivent dans un contexte de demande soutenue en logement et de nécessaire rattrapage de la production de logements.

La collectivité entend poursuivre l'effort engagé dans la mise en œuvre d'une mixité sociale comme des formes urbaines, en cherchant à diversifier l'offre de « produits » d'habitat. Il s'agit à la fois de permettre un rééquilibrage du parc de logements et une fluidification des parcours résidentiels des ménages.
Il est prévu à terme la livraison, par tranches successives, d'environ 1 600 logements pour la Route Blanche et de près de 700 logements pour les Hauts de Saint-Jean.

Concernant les Hauts de Saint-Jean, 206 logements ont été livrés et 180 sont en cours de construction. Composé de logements individuels et collectifs, cet ensemble de nouveaux logements s'accompagnera d'un pôle de vie avec un collège au cœur d'espaces naturels protégés. Ces projets de construction concernent essentiellement des jeunes couples ou des familles avec enfants, contribuant ainsi au renouvellement de la population et à son rajeunissement.

Atouts du territoire :

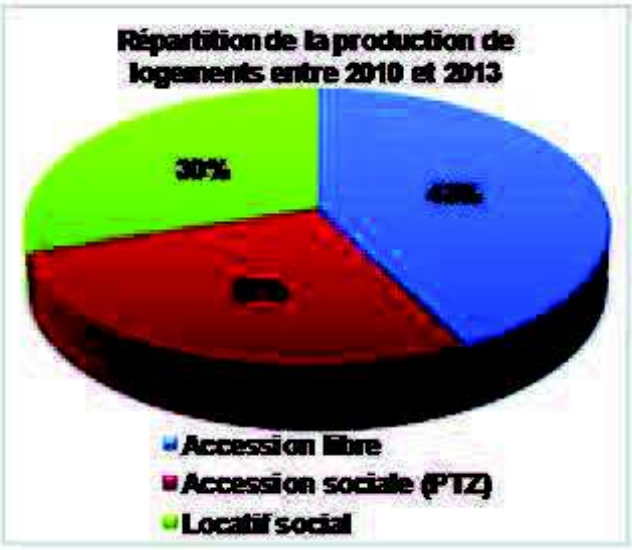
- **Un positionnement stratégique au sein du SCoT Ouest Étang de Berre**
- **Le projet de contournement autoroutier de l'A55 et la requalification de la RN568**
- **Le développement à venir du Nord du chenal Caronte de centre à centre qui permet de relier Martigues et Port-de-Bouc**
- **Des réserves foncières conséquentes pour le développement de l'habitat**
- **Une requalification/revalorisation des centres villes engagée**
- **Un projet de renouvellement urbain sur la Presqu'île de la Lèque et de requalification de l'ensemble des berges Nord de Port-de-Bouc**

Faiblesses du territoire :

- **Des coupures d'urbanisation fortes**
- **Un manque de liaisons entre les quartiers Nord et Sud et avec les centres villes**
- **Un manque de connexion entre les centres-villes**
- **Un espace communautaire encore marqué par une forte empreinte industrielle**

1.4.5. Le développement d'une offre de logements diversifiée à poursuivre

Un rattrapage de l'offre de logements amorcé mais un parc social vieillissant

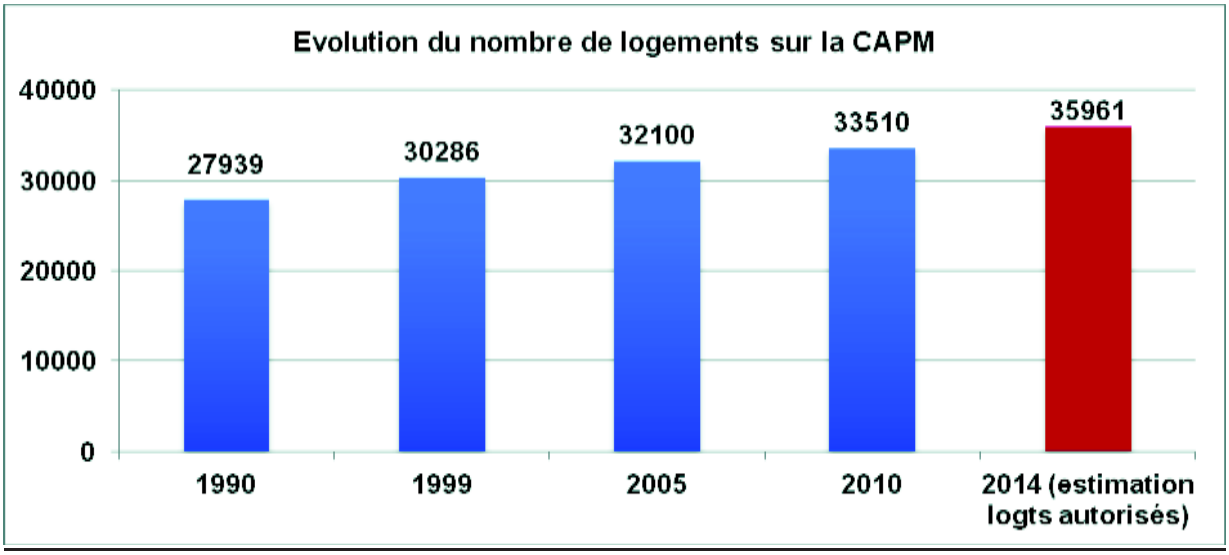


Source bilan du PLH 2014

On constate une reprise de la construction neuve depuis 2010 avec 2 451 logements autorisés (614 logements par an contre un objectif de 400 logements fixés par le PLH). 30% sont des logements locatifs sociaux (185 logements par an contre un objectif de 130 logements fixés par le PLH), parmi lesquels un sur deux a déjà été livré au 1er janvier 2014 (36% PLAI, 55% PLUS, 9% PLS).

L'accession sociale à la propriété concerne 27% de la production (671 PTZ distribués entre 2010 et 2012).

Le rythme de production annuel entre 2010 et 2013 est ainsi estimé à 2,4% contre 0,9% entre 2005 et 2010. Il permet ainsi de rattraper une partie du retard accumulé au cours des deux précédents PLH et d'amorcer une détente du marché immobilier.



Source bilan du PLH 2014

Evolution de la vacance entre 1999 et 2010 (source INSEE RP2010)

	1999	2010
Martigues	7,8%	4,7%
Port-de-Bouc	7,9%	6,9%
Saint-Mitre-les-Remparts	3,7%	6,3%
CAPM	**7,5%**	**5,3%**
Unité urbaine Marseille - Aix-en-Provence	7,2%	6,6%

Néanmoins la réduction de la vacance dans les années 2000 (5% en 2010) et l'état de la demande locative sociale forte et constante témoignent d'une tension du marché qu'il conviendrait de pouvoir actualiser en tenant compte de la production récente de logements. C'est sur Martigues que la situation de la vacance est la plus prégnante.

Avec plus de 9 300 logements locatifs sociaux, la CAPM bénéficie d'une offre importante, inégalement répartie sur le territoire (64% à Martigues, 35% à Port-de-Bouc et 1% à Saint-Mitre-les-Remparts).
Ce patrimoine, essentiellement collectif, est cependant vieillissant, malgré une première vague de réhabilitations et une reprise de la production neuve.
84% des logements ont été construits entre 1946 et 1990, contre 72% pour l'ensemble du parc social départemental, dont le renouvellement est plus engagé (22% du parc départemental a été produit après 1990, contre 10% pour CAPM). L'obsolescence d'une partie du parc social CAPM nécessite d'engager une réflexion sur les formes d'habiter voire la restructuration de certains patrimoines.

Des parcours résidentiels interrompus et une demande locative sociale qui reste forte

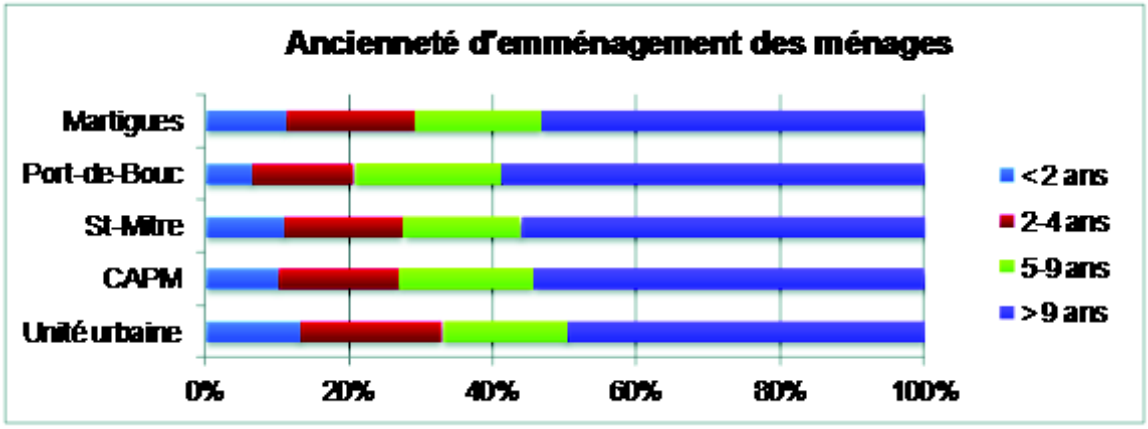
Si l'on examine la structure du parc de logements, la CAPM compte près d'un ménage sur deux propriétaires de son logement, contre 58,2% au niveau national (Insee, 2012).

La part des locataires du parc social représente en revanche le double de la moyenne nationale (28% contre 14%). Cette situation s'explique dans la structure même du parc de logements, la collectivité ayant fait le choix de longue date de favoriser la construction de logements accessibles pour tous sur son territoire.

Evolution du statut des ménages dans leur logement (source INSEE RP2010)

	Propriétaires	TCAM 1999-2010	Locataires parc privé et logés à titre gratuits	TCAM 1999-2010	Locataires HLM	TCAM 1999-2010
Martigues	48,9%	+1,7%	24,5%	-0,3%	26,6%	0,8%
Port-de-Bouc	42,8%	+1,0%	15,5%	-2,6%	41,7%	+1,0%
Saint-Mitre-les-Remparts	74,4%	+1,0%	21,9%	-1,1%	3,6%	+1,1%
CAPM	**49,4%**	**+1,5%**	**22,2%**	**-0,8%**	**28,4%**	**+0,8%**
Unité urbaine Marseille - Aix-en-Provence	48,8%	n.d.	35,1%	n.d.	16,1%	n.d.

Le taux de rotation des ménages dans le parc est plus faible sur la CAPM qu'à l'échelle d'Aix-Marseille, avec un emménagement des ménages plus ancien, en raison du vieillissement de la population et de la faible production de logements dans les années 2000. A Port-de-Bouc, près de trois ménages sur cinq a emménagé dans son logement depuis plus de 9 ans, contre 6% depuis moins de deux ans (respectivement 49% et 13% à l'échelle de l'unité urbaine).



Source INSEE RP2010

La demande de logements reste pour autant importante. Fin 2013, 3 816 demandes locatives sociales étaient recensées actives sur la CAPM, soit 5,8% de la demande départementale, alors que le territoire ne représente que 3,6% de la population départementale.
La demande locative sociale est principalement localisée sur la commune de Martigues (79%), où se concentre l'essentiel de la production neuve récente.

Néanmoins cette production ne permet pas d'absorber toute la demande, le délai d'attente pour l'attribution d'un logement étant plus long que sur l'ensemble des Bouches-du-Rhône, avec 25% de délais anormalement longs (au-delà de 30 mois) contre 16% à l'échelle départementale. A l'inverse 44% des dossiers ont moins d'un an contre 52% à l'échelle départementale.

Il est à noter que les ménages qui déposent une demande de logement présentent par ailleurs des signes de fragilité plus importants que les ménages déjà locataires dans le parc social.
Les ménages isolés (personnes seules et familles monoparentales) représentent près des deux tiers des demandeurs et deux ménages sur cinq sont en emploi précaire (CDD, intérim, stage…) ou au chômage.

Composition des ménages (sources INSEE RP2010 et bilan PLH 2014)

	Population totale CAPM (2010)	Population parc social CAPM (2012)	**Demandeurs logement social CAPM (2013)**
Personnes seules	31%	32%	**40%**
Familles monoparentales	14%	18%	**23%**
Emploi précaire	15%	13%	**12%**
Chômage	14%	9%	**28%**

Les principaux motifs de la demande concernant l'accès au logement sont l'absence de logement (20%), la taille du logement (18%) et le coût du logement trop élevé (14%).

Bien que la situation de l'emploi des locataires du parc social se soit améliorée, un ménage sur deux a des revenus inférieurs à 60% des plafonds de revenus pour accéder au logement social et jusqu'à deux ménages sur trois à Port-de-Bouc (1 102€ nets mensuels pour une personne seule, 1 769€ nets mensuels pour un couple avec enfant).

Néanmoins, près d'un ménage sur cinq dépasse les plafonds de revenus, en particulier sur Martigues (1 836€ nets mensuels pour une personne seule, 2 949€ nets mensuels pour un couple avec un enfant). Cela est certes le signe d'une mixité sociale dans les quartiers mais cela interroge sur le parcours résidentiels à venir de ces ménages à venir et leur possible sortie du parc locatif social.
La demande forte et persistante de logements sociaux, et cela malgré une offre très importante, interroge également sur le blocage des parcours résidentiels et la capacité des ménages à pouvoir se loger en dehors du parc locatif social.

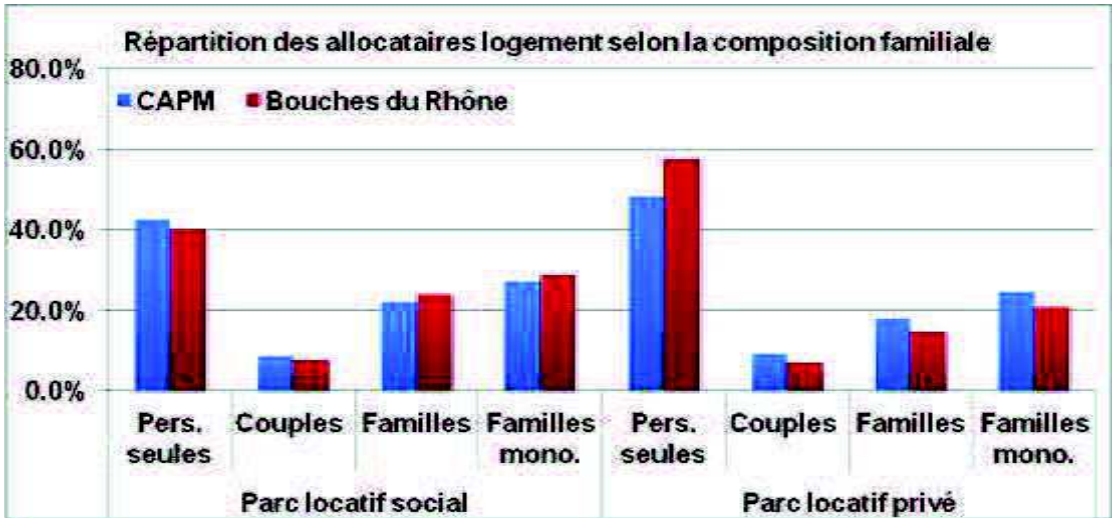
Des aides au logement qui bénéficient prioritairement aux ménages isolés

Les aides au logement sur la CAPM, à l'inverse des Bouches du Rhône, concernent majoritairement les ménages résidant dans le parc locatif social (54,8%) contre moins d'un tiers dans le parc locatif privé (30,6%). En outre, un ménage sur deux réside en établissements (foyer logement, résidences pour personnes âgées ou personnes handicapées), taux supérieur à la moyenne départementale.

Taux de couverture des allocations logements (CAF des Bouches-du-Rhône, 2013)

	Part des ménages bénéficiaires d'une allocation logement		Part des ménages bénéficiaires d'une allocation logement	
	Ménages	Personnes couvertes	Parc locatif privé	Parc locatif social
Martigues	11,1%	23,1%	39,2%	51,0%
Port-de-Bouc	14,6%	32,2%	52,3%	54,4%
Saint-Mitre-les-Remparts	4,7%	10,3%	43,4%	43,8%
CAPM	**11,4%**	**24,3%**	**41,7%**	**52,1%**
Bouches du Rhône	11,3%	23,6%	47,4%	56,5%

Quel que soit le territoire et le parc de logement, les ménages isolés (personnes seules et familles monoparentales) représentent le principal public bénéficiaire des aides au logement. On observe toutefois, dans le parc social, un équilibre entre les ménages avec enfants et les personnes seules que l'on ne retrouve pas dans le parc privé où la proportion des personnes seules est bien plus importante, notamment dans les Bouches du Rhône, alors que sur la

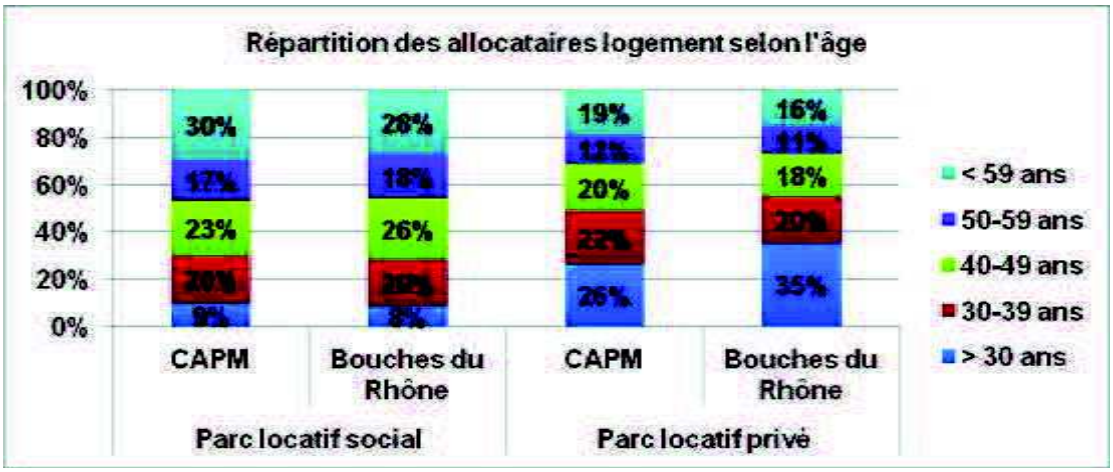


Source CAF des Bouches-du-Rhône, 2013

CAPM les familles restent plus représentées.

Si la composition familiale des ménages est donc relativement homogène entre les deux parcs locatifs privé et social, la distinction tient plus aux tranches d'âges concernées.

Tandis que dans le parc social les publics sont vieillissants (près d'un bénéficiaire sur deux âgés de plus 50 ans), dans le parc privé, les publics sont plus jeunes (un quart sur CAPM et un tiers dans les Bouches-du-Rhône ont moins de 30 ans).



Source CAF des Bouches-du-Rhône, 2013

L'Eradication de l'habitat indigne

Les communes de Port-de-Bouc et Martigues sont chacune signataire d'une convention de lutte contre l'habitat indigne avec la Préfecture de la région PACA, l'ARS, l'ADIL 13 et la CAF des Bouches-du-Rhône. Ces conventions, signées respectivement en 2011 et 2012, permettent notamment d'intervenir sur le parc privé, qui assure 40 % de l'offre locative sur le territoire. Il constitue également le moyen d'accès privilégié des jeunes ménages à un logement autonome et le logement majoritaire des ménages mobiles actifs. Il joue donc un rôle important dans une dynamique de développement économique.

Ces conventions ont pour objet de renforcer et de développer l'action de lutte contre l'habitat indigne, déjà amorcée sur Martigues au travers de l'opération « Martigues en couleurs » et d'une politique d'acquisition foncière.
Pour cela, 4 objectifs principaux sont visés :

- Résorber les logements et immeubles insalubres et non décents pour supprimer les risques pour la santé et la sécurité des occupants
- Faire réaliser par les propriétaires les travaux de sortie d'insalubrité, d'exposition au plomb et de sortie de péril des logements ou immeubles,
- Encourager une réhabilitation de qualité des logements et immeubles concernés par une remise aux normes de décence,
- Aider au relogement en urgence des familles en situation de danger, de manière temporaire ou durable.

Ces dispositifs de lutte contre l'habitat indigne permettent également une intervention des pouvoirs publics dans le parc social. Ainsi sur Port de bouc, plus de la moitié des dossiers a concerné des logements sociaux, dans les deux quartiers réglementaires de la politique de la ville de la commune.

Parallèlement, la ville de Port-de-Bouc a lancé une opération de résorption de l'habitat indigne sur les berges du Canal d'Arles à Bouc. Il s'agit d'éradiquer l'habitat insalubre d'un bidonville et de requalifier les espaces publics.

Atouts du territoire :

- **Une reprise de la construction neuve de logements (+2,4% par depuis 2010)**
- **Une diversification de l'offre nouvelle de logements**
- **Un parc locatif social important**
- **Des travaux d'amélioration dans le parc privé et le parc social**

Faiblesses du territoire :

- **Des parcours résidentiels bloqués, notamment à la sortie du parc locatif social**
- **Une demande locative sociale forte et constante**
- **Des ménages demandeurs de logement particulièrement fragilisés**
- **Des délais d'attente plus longs pour l'attribution d'un logement**
- **Un patrimoine social vieillissant et pour partie obsolète**
- **Un taux de vacance faible**

1.4.6. Un renforcement de l'offre de transports urbains et interurbains

Le Pays de Martigues représente le territoire des Bouches du Rhône où le taux d'utilisation de la voiture individuelle pour les déplacements quotidiens est la plus importante (74% selon l'enquête ménages-déplacements de 2009, soit une augmentation de 14% en 12 ans, alors qu'il baisse sur le reste du département et à l'échelle nationale). Dans le même temps les déplacements en transports en commun ont diminué de 13%.
86% des actifs en emploi se rendent sur leur lieu de travail en voiture, seulement 11% en modes doux de déplacement, contre respectivement 74% et 17% pour Aix-Marseille.

Modes de déplacement des actifs occupés pour se rendre sur leur lieu de travail (source INSEE RP2010)

	Marche	2 roues	voiture	TC
Martigues	6%	2%	85%	5%
Port-de-Bouc	7%	1%	85%	5%
Saint-Mitre-les-Remparts	3%	3%	91%	2%
CAPM	**6%**	**2%**	**86%**	**5%**
Unité urbaine Marseille - Aix-en-Provence	8%	4%	74%	9%

Près de 9 déplacements quotidiens du territoire sur 10 sont générés à l'intérieur du territoire même, indice d'une superposition des bassins de vie et d'emploi. 46% des actifs en emploi travaillent dans leur commune de résidence contre 41% à l'échelle de l'unité urbaine.

Lieux de travail des actifs occupés (source INSEE RP2010)

	commune de résidence	reste du département	hors du département
Martigues	53%	45,4%	3,2%
Port-de-Bouc	36%	62,0%	3,0%
Saint-Mitre-les-Remparts	18%	85,8%	2,5%
CAPM	**46%**	**52,1%**	**3,1%**
Unité urbaine Marseille - Aix-en-Provence	41%	47,5%	8,6%

Une réorganisation de l'offre de transport urbaine pour faire face aux discriminations sociales et économiques

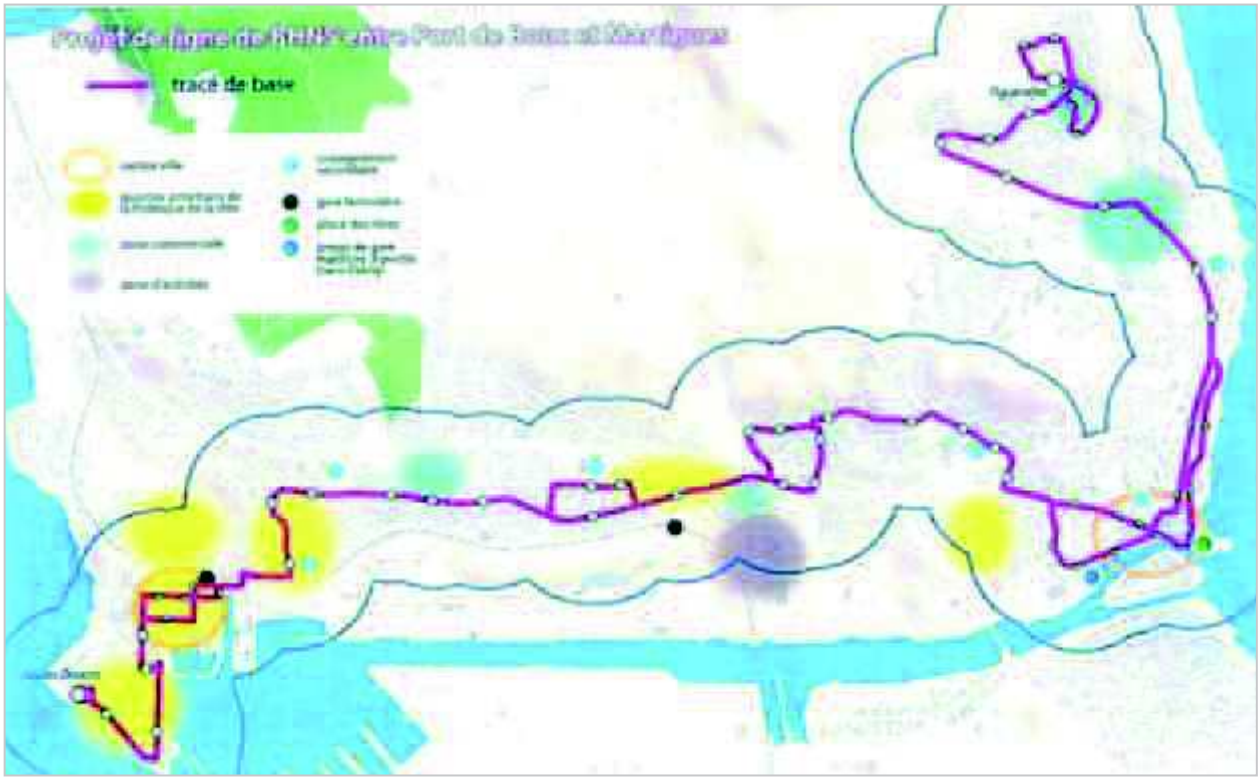
Les transports urbains de la CAPM et du SAN Ouest Provence ont été fusionnés en 2011 dans le cadre du Syndicat mixte de gestion et d'études des transports urbains (Réseau Ulysse). Un premier bilan a été tiré en 2013 faisant état d'un réseau peu attractif en termes de fréquence et d'offre kilométrique, induisant une fréquentation assez limitée. Le réseau apparaît en effet nettement en deçà des réseaux urbains de taille équivalente. Toutefois les chiffres indiquent une augmentation de la fréquentation des usagers à mesure de la

progression de l'offre kilométrique des lignes régulières, indiquant un potentiel de développement.

En effet la fréquentation sur l'ensemble du réseau augmente de 10% en moyenne par an depuis 2011 (2 569 278 voyageurs en 2013). Sur le territoire de la CAPM, l'augmentation est de 21% sur la période de janvier à avril 2014, par rapport à la même période en 2013. La ligne 22 (précédemment lignes 22 et 27) desservant les quartiers réglementaires de Martigues et Port-de-Bouc, enregistre sur cette même période une augmentation de 43%. Bien que les voyageurs restent majoritairement composés de publics captifs des transports collectifs (47% de scolaires et étudiants, 9% de demandeurs d'emploi), les actifs représentent en 2013 un voyageur sur cinq.

Une restructuration du réseau a ainsi été lancée en 2014, afin notamment d'intensifier les dessertes et les fréquences de relations entre les deux grandes villes du territoire (Martigues et Istres) et en direction des quartiers excentrés, et de développer le réseau sur les grands axes de circulation, vers Fos-sur-Mer et Miramas. L'objectif est d'augmenter l'offre kilométrique de 95% d'ici 2018 par rapport à 2012 (soit 4,19 Mm commerciaux par an).

Dans le cadre de cette réorganisation de l'offre de transports urbains, une ligne « armature » (L22) a été créée entre Martigues et Port de Bouc, en adéquation avec le développement urbain entre les Aigues Douces et Figuerolles. Elle permet de connecter de nombreux quartiers de la Politique de la Ville (Mas de Pouane, Aigues Douces…), dont elle assure la desserte vers les équipements et services de proximité (administrations, centres commerciaux, établissements scolaires, hôpital).
L'objectif est de pouvoir répondre aux besoins de populations fortement issues des quartiers réglementaires particulièrement fragiles face au coût de l'automobile et du carburant.
Aussi, il est prévu un renforcement du cadencement et de l'offre journalière, ainsi qu'une augmentation de l'amplitude horaire. Le gain de temps attendu sur la ligne complète est de trois quarts d'heure.




Réseau de transport urbain et interurbain de la CAPM
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS
PORT-DE-BOUC
MARTIGUES
Gares SNCF
1 : Gare de Fos-sur-Mer
2 : Gare de Port-de-Bouc
3 : Gare de Croix Sainte
4 : Gare de Lavera
5 : Gare de la Couronne - Carro
6 : Gare de Sausset Les Pins
Lignes ULYSSE
Lignes CARTREIZE
Source : SIG CAPM 2014

Un désenclavement du territoire amorcé

Du fait de sa position géographique enclavée entre l'étang de Berre et la plaine de la Crau, le territoire de la CAPM a longtemps souffert d'un manque de connexions avec le reste du département et plus généralement de la région. Ce constat établi dès le premier contrat de ville 2000-2006, résultait d'une articulation insuffisante entre les différentes autorités organisatrices des transports intervenant sur ces territoires.

Face à ce constat général à l'échelle des Bouches-du-Rhône, il a été créé, en 2009, le Syndicat Mixte des Transports départemental (SMT13) qui réunit Marseille Provence Métropole, l'Agglopole Provence, le Pays d'Aix, le Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Pays d'Arles, le SMGETU Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports (Pays de Martigues et Ouest Provence) et le Conseil Général. Cette création a permis de renforcer la coordination des différents services de transport par la mise en place d'un système d'information multimodale à l'intention des usagers. Une coordination des tarifications et l'unification des titres de transports ont été recherchés avec la mise en place d'un système billettique commun à ses membres.

Le Conseil Général et SMGETU ont signé dans ce cadre une convention de coopération spécifique inter-AOT (Autorités Organisatrices des Transports) pour l'organisation et le financement croisés de certains services interurbains et la mise en œuvre de dispositifs favorisant l'intermodalité (correspondance gratuite vers le réseau urbain, acceptation des titres ULYSSE sur les lignes interurbaines à l'intérieur du territoire du SMGETU...).

Il est à noter qu'il existe des conventions avec la Région, autorité organisatrice des transports ferroviaires régionaux (TER), sur la mise en œuvre d'une tarification combinée TER + réseau urbain.
Par ailleurs le trafic ferroviaire sur la ligne Marseille-Miramas via la Côte Bleue a été renforcé de 9,5% entre 2011 et 2012. Néanmoins la baisse de qualité du service (suppression de trains, retards) a entraîné en 2013 une baisse tendancielle de la fréquentation de 5%.

Toutefois, les habitants du territoire du SMGETU représentent une part peu importante encore très peu des usagers du TER (Transport Express Régional) et des bus départementaux « Car Treize », ce qui nécessite de poursuivre la coordination entre AOT.

Parallèlement, la CAPM développe des projets intermodaux en s'appuyant sur la proximité des pôles d'échanges, des gares ferroviaires et routières, existants ou programmés (Gare SNCF de Port de Bouc, Gare SNCF de Croix Sainte, Gare routière de l'Hôtel de Ville de Martigues), autour desquels il est prévu de renforcer l'urbanisation, en favorisant ainsi une plus grande mixité fonctionnelle et sociale.

Le développement de l'intermodalité

La communauté d'agglomération est concernée par plusieurs projets s'inscrivant dans le développement de la chaîne de transport et de la mobilité. Ils touchent tout à la fois le transport routier, ferré et maritime.
Concernant l'offre de Transports en commun, il est prévue de transformer, d'ici 2018, la ligne 22 en ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), présenté par le Syndicat Mixte des

Transports du Pays de Martigues et de Ouest Provence dans le cadre de l'Appel à Projets "Transports collectifs et mobilité durable".

En articulation avec celui-ci, la halte ferroviaire de Croix Sainte, qui assure actuellement 21 services quotidiens, fait l'objet d'un projet de création de pôle multimodal. Il ne s'agit pas seulement de créer un espace d'articulation permettant d'organiser les dessertes de transports en commun et de faciliter les pratiques intermodales entre les différents modes de transport, mais de créer une véritable entrée et sortie du territoire, qui manque à ce jour.

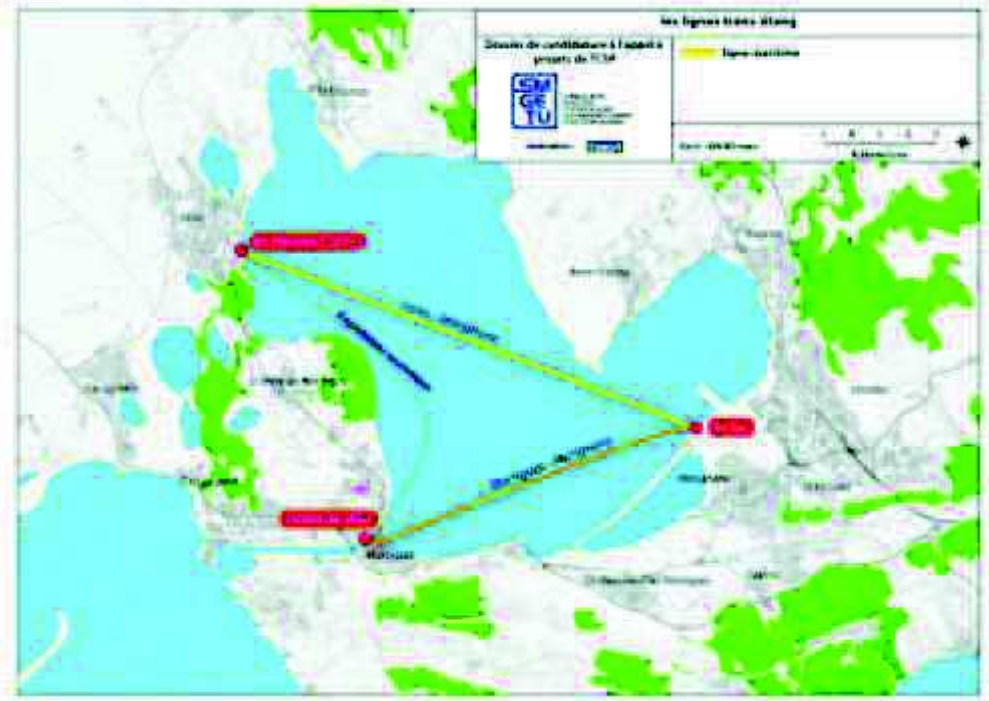
En raison de son positionnement stratégique au sein de la CAPM, le secteur de Croix Sainte offre de très importantes potentialités sur le long terme et notamment pour accompagner l'urbanisation de long de l'axe urbain Martigues – Port de Bouc, faciliter les liaisons avec Saint-Mitre-les-Remparts et assurer la proximité du pôle de développement économique de la zone de Caronte. Le secteur offre également des capacités d'urbanisation satisfaisantes pour y réaliser un centre d'affaire de dimension communautaire.

Davantage orientée vers le transport de marchandises, la gare de Lavéra devrait continuer à assurer en heures de pointe la desserte de voyageurs du site pétrochimique pour les trajets domicile-travail (existence de Plans de Déplacements Entreprises).

Une politique en faveur du développement de l'usage du vélo dans le cadre des déplacements de proximité est également portée avec l'aménagement de pistes cyclables, l'accompagnement à la création de lieux dédiés à la réparation ouvert à tous, et l'engagement de réflexions pour favoriser l'intermodalité vélo / train.

Enfin, un projet de navette Trans-Etangs est à l'étude, dont deux lignes concernent le territoire martégal :

- Une ligne Martigues-Port Saint Louis du Rhône, intégrée au réseau de bus urbains et qui pourrait s'inscrire dans le cadre de la réflexion de PDIE globaux et par zone, dans la ZIP de Fos, à Ecopolis à Martigues, et connecté au futur pôle d'échanges de Croix Sainte ;
- Martigues-Marignane : à vocation touristique, avec une correspondance envisagée avec l'aéroport.



Source : SMGETU Ouest Etang de Berre, 2013

En complément des réseaux routiers et ferrés qui ceinturent l'Etang, ces nouvelles lignes, en correspondance avec les différents réseaux urbains de transports collectifs notamment les lignes à vocation de « Haut Niveau de Service », ont pour objectif d'offrir plus de souplesse dans les déplacements de part et d'autre de l'Etang.

Un manque de desserte des zones d'activités et industrielles

Les zones d'activités et industrielles souffrent d'un manque de desserte par le réseau de transports publics, conjugué à l'absence de plan de déplacement interentreprises.

Atouts du territoire :

- **Une fusion des réseaux de Transports en commun à l'échelle du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) en 2011 suivie d'une seconde restructuration du réseau en 2014, qui ont permis un renforcement de l'offre de transports urbains**
- **Une réduction des inégalités sociales dans l'accès à la mobilité par la préfiguration d'une ligne de BHNS (Bus à Haut Niveaux de Services) desservant plusieurs quartiers réglementaires de la politique de la ville**
- **Une hausse de la fréquentation du réseau urbain**
- **Un développement de l'intermodalité**
- **Un renforcement de la coordination entre les différentes AOT (autorités organisatrices de transport) intervenant sur l'aire métropolitaine**

Faiblesses du territoire :

- **Un usage prépondérant de la voiture individuelle dans les déplacements quotidiens**
- **Une fréquentation des Transports en commun encore insuffisante et des publics essentiellement captifs (scolaires, inactifs)**
- **Une absence de desserte des zones d'activités économiques**
- **Une augmentation des flux de transit de PL avec saturation de certains axes**

1.5. Développement de l'activité économique et de l'emploi

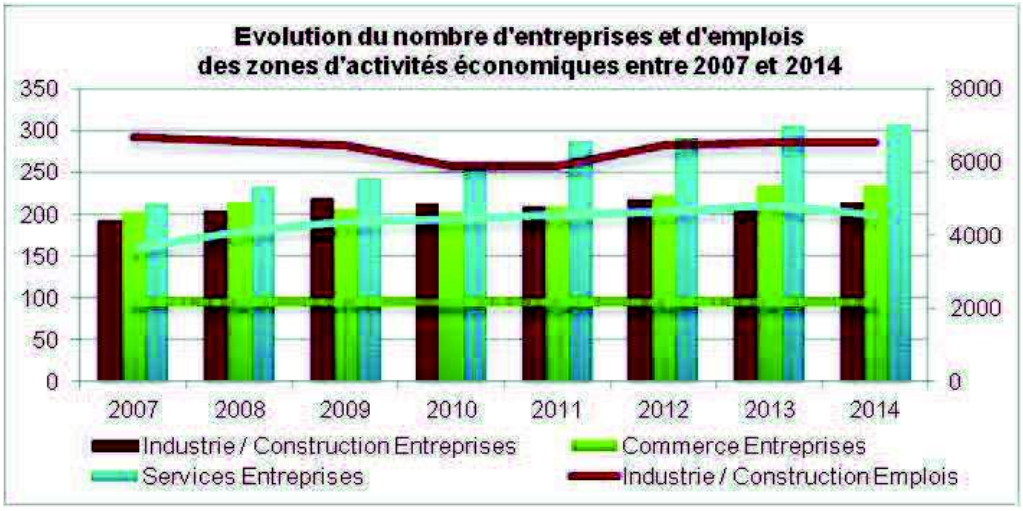
1.5.1. La nécessité d'un renouvellement économique pour préparer l'après pétrole

Un bassin économique dominé historiquement par l'industrie

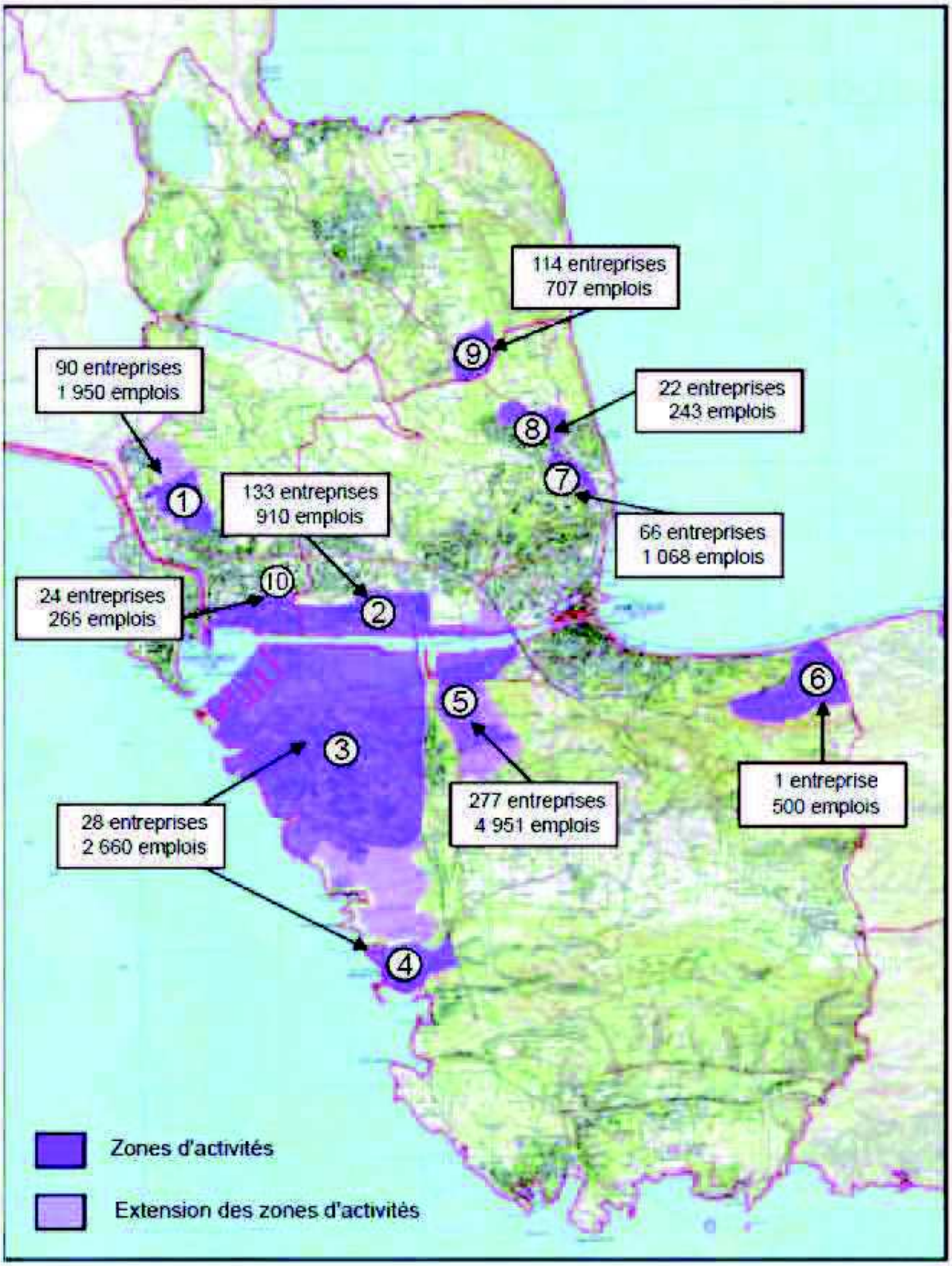
Situé au cœur d'un des plus importants complexes industriels et chimiques d'Europe, le Pays de Martigues bénéficie d'une bonne implantation de l'industrie classique (sidérurgie, raffinage, pétrochimie) qui a permis le développement d'un secteur tertiaire industriel dynamique (logistique, maintenance). La proximité du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) offre, en outre, au territoire une ouverture sur les trafics mondiaux.

Le territoire de la CAPM compte 10 zones d'activités économiques réparties principalement sur Martigues et Port-de-Bouc.
En 2014, les zones d'activités comptent 755 entreprises soit une augmentation de 24% depuis 2007. Elles emploient 13 255 salariés, soit une augmentation de 6% par rapport à 2007. Ainsi, 1 entreprise du territoire sur 5 est installée dans ces zones d'activités et 50% des emplois proviennent de ces zones.

Le secteur des services connaît depuis 2007 une forte progression, marquée par une augmentation de 44% du nombre d'entreprises et la création de 25% d'emplois supplémentaires. Les services représentent aujourd'hui deux entreprises sur cinq et un tiers des salariés dans les ZAE (Zones d'Activités Economiques) avec une taille moyenne d'entreprise de 16 personnes.
Le poids de l'industrie et de la construction reste toujours prégnant soit une entreprise sur quatre et un salarié sur deux des zones d'activités économiques avec une taille moyenne d'entreprise de 32 personnes.
Enfin bien qu'il représente un tiers des entreprises installées dans les zones d'activités économiques, le commerce n'emploie que 16 % des salariés y travaillant (9 personnes en moyenne).



Source : Développement économique, CAPM, 2014



1 Zone Industrielle La Grand'Colle 2 Ecopolis Croix-Sainte/Caronte -Technopolis - Anse Aubran
3 Ecopolis Lavéra 4 Ponteau 5 Ecopolis Martigues - Sud 6 Raffinerie Total
7 Pôle Commercial Auchan 8 Zones d'Activités de l'Escaillon et de Figuerolles
9 Zones d'Activités des Etangs 10 Pôle Commercial Carrefour

Source : Développement économique, CAPM, 2014

Plusieurs freins au développement économique du territoire apparaissent et sont principalement liés :

- à l'absence de vision économique partagée entre tous les acteurs, et notamment les grands donneurs d'ordre, dont les centres de décisions sont souvent éloignés ;

- à la désaffection pour les métiers industriels, à l'origine d'une pénurie de main d'œuvre locale qualifiée ;

- à des accès routiers et ferroviaires qui ne permettent pas de répondre au développement souhaité du territoire.

Par ailleurs, le positionnement des activités sur des industries basse à moyenne technologie constitue un facteur de fragilité pour le territoire, du fait d'un risque de délocalisation des activités.

La CAPM est confrontée en outre à une pénurie de foncier. Ses zones d'activités industrielles, commerciales ou mixtes sont entièrement commercialisées ou en fin de commercialisation. Il devient donc de plus en plus difficile de répondre aux demandes d'implantation des porteurs de projets et ce, quels que soient le secteur d'activité, la taille de l'entreprise, la nature du besoin ou encore le statut d'occupation. Il s'agit donc de redéployer sur le territoire une palette d'offre : terrains à bâtir, ateliers, pépinières, bureaux à la vente ou à la location.

Les potentiels de développement des zones d'activités économiques

La quasi-totalité des zones d'activités fait l'objet de projets de développement, d'extension ou de reconversion vers de nouvelles filières économiques :

- La Grand'Colle : cette zone en situation de vulnérabilité subit des restructurations économiques importantes. La CAPM envisage son réaménagement, étude de positionnement à l'appui. Dans une perspective de réponse aux besoins d'immobilier d'entreprise, 2 000 m² d'anciens ateliers ont été acquis. Une pépinière d'entreprises pourrait y être accueillie ;

- Technopolis : Il est envisagé de développer de nouvelles filières, tournées vers les métiers de la mer et du cinéma après le déplacement des activités actuelles.
  Le développement d'une filière cinéma nécessite d'engager une réflexion sur les besoins engendrés en matière de métiers de la fabrication, métiers des services à la personne, transport, déplacements, signalétique, hôtellerie, restauration ;

- Ecopolis Croix Sainte-Nord Chenal de Caronte et boulevard Maritime : cette zone en situation de vulnérabilité subit des restructurations économiques importantes. Le Grand Port Maritime de Marseille souhaite développer de nouveaux projets sur ses 4 hectares de terrain, en donnant la priorité aux projets de l'intercommunalité. Dans le cadre de la reconquête des friches industrielles, la Ville de Port-de-Bouc a acquis les sites de la Vieille Montagne (6 hectares) et d'Azur Chimie (11 hectares) situés à proximité de l'Anse Aubran. La Ville de Martigues a acquis de son côté 5 000 m² de friches industrielles ;

- Ecopolis Martigues Sud : sa situation privilégiée, à proximité des activités pétrochimiques et de raffinage, présente un potentiel d'aménagement de 2,5 hectares au Sud, dans un contexte de rareté des terrains à la commercialisation parallèlement à une demande croissante d'implantation de sous-traitants ;

- Pôle commercial Auchan : un projet de réaménagement et d'agrandissement est en cours d'élaboration, comportant une diversification de l'offre commerciale ;

- Les Etangs : cette zone est en fin de commercialisation. Un appel à projet a été lancé en 2013 pour l'aménagement d'un lot central d'un hectare qui pourrait accueillir six à huit enseignes supplémentaires. Une densification commerciale de la zone n'étant pas pertinente, au regard des projets en prévision ou en cours de réalisation de « M2 commerciaux » à 50 kms alentours, une réflexion est menée sur le développement d'une filière cosmétologie.

- L'Escaillon-Figuerolles : il reste sur cette zone deux hectares et demi de terrains à commercialiser qui pourraient notamment accueillir de l'hôtellerie dont l'offre est actuellement insuffisante pour répondre aux besoins de la ville, en particulier au regard de l'émergence de nouvelles filières demandeuses d'équipements hôteliers (tourisme d'affaire).

Le développement de plusieurs filières économiques sont ainsi en projet (source fiches CPER):
- Cosmétologie ;
- Cinéma ;
- Déconstruction navale.

De récentes études sur le potentiel de développement économique du territoire, confirmées par les professionnels du secteur de la cosmétologie ont démontré l'intérêt de développer une offre foncière dédiée à cette filière à l'Ouest du département des Bouches-du-Rhône. Le projet consiste dans un premier temps à localiser des laboratoires sur le territoire de la CAPM. Des cultures d'arômes pourraient être développées en amont, en dédiant des terres agricoles ou en proposant des partenariats avec le monde agricole local. En aval, il est envisageable de rajouter une dimension commerciale et touristique à l'activité.
Le projet serait implanté au Nord du territoire de la CAPM au cœur du Parc des Etangs. Le projet devrait s'implanter sur 2,5 ha en lisière de la zone agricole.
A ce stade, il est nécessaire de prendre en compte les besoins des professionnels de la filière en termes d'implantation et de besoins techniques et financiers (il s'agirait d'une délocalisation d'entreprises).

L'implantation d'une filière Cinéma est projetée sur la partie nord du Chenal de Caronte, le long du Boulevard Maritime qui relie Martigues à Port-de-Bouc au sein d'un site privé Technopolis, composé de 20 000 m^2 d'entrepôts et bureaux réhabilités sur 22 hectares de terrains. L'ensemble des entrepôts et des extérieurs pourraient être mobilisés pour le développement de cette filière.
Ce projet nécessite en amont de définir les besoins engendrés par la filière : métiers de la fabrication, métiers des services à la personne, transport, déplacements, signalétique, hôtellerie, restauration. L'objectif est de faire de ce secteur d'activités un moteur pour le

développement économique du territoire, tant en termes d'emplois directs et indirects qu'en terme de formation notamment sur la question des métiers du cinéma.

L'accompagnement à l'installation d'une filière dédiée à la construction navale et de désamiantage est envisagé sur l'ancien site industriel « Azur Chimie » d'une superficie de 11 hectares, au Nord du Chenal de Caronte à Port de Bouc. Le site est à ce jour entièrement démantelé et les terrains ont été acquis par la Ville. La réalisation d'un plan de gestion de dépollution des deux friches industrielles a été lancée en 2014.
L'objectif serait de mettre en place une véritable filière partant de la démolition à la valorisation des déchets, en passant par le traitement des métaux. Cette filière économique permettrait également d'établir des passerelles avec l'offre de formation présente sur le territoire.

Atouts du territoire :

- **Une situation au cœur du Golfe de Fos avec une implantation historique de l'industrie classique**
- **Des zones d'activités économiques dynamiques et créatrices d'emplois**
- **Des potentialités de développement de nouvelles filières économiques**
- **Des friches industrielles, foncier économique potentiel**
- **Une association « Initiative en Pays de Martigues » pour l'accompagnement à la création et la reprise d'entreprises**

Faiblesses du territoire :

- **Un besoin de mise en cohérence entre grands donneurs d'ordres et acteurs institutionnels locaux**
- **Une pénurie de main d'œuvre locale qualifiée (désaffection pour les métiers industriels)**
- **Des accès routiers et ferrés à améliorer**
- **Une reconversion de friches industrielles en attente**

1.5.2. Une situation de l'emploi plus précaire et plus inégalitaire entre les quartiers et les publics

Un territoire qui résiste mieux au chômage mais un emploi plus fragile

Le Pays de Martigues bénéficie d'un rapport équilibré entre emploi et habitat (indicateur de concentration de l'emploi[10] de 97,9) de même que sur le territoire plus élargi du Scot Ouest Etang de Berre, puisque 3 actifs occupés sur 5, habitant au sein de la CAPM, travaillent dans l'une des 9 communes du périmètre SCoT.

On observe néanmoins sur la CAPM, entre 1999 et 2010, une hausse plus rapide du nombre d'actifs ayant un emploi que des emplois eux-mêmes (respectivement 11,8% et 9,7%). La situation est par ailleurs très différente selon les communes. Port de Bouc perd ainsi 406 emplois (-8,3%) compensés par le développement de l'emploi à Saint-Mitre les Remparts (+456 emplois soit +63,8%).

Evolution du niveau de l'emploi sur le territoire entre 1999 et 2010 (source INSEE RP2010)

	Taux d'emploi 15-64 ans[11]	Indicateur de concentration de l'emploi	
		1999	2010
Martigues	61,6%	108,4	105,8
Port-de-Bouc	46,9%	99,1	90,1
Saint-Mitre-les-Remparts	64,7%	34,0	50,7
CAPM	**58,4%**	**99,7%**	**97,9**
Unité urbaine Marseille - Aix-en-Provence	57,9%	n.d.	110,1

La situation de l'emploi est toutefois plus précaire sur la CAPM qu'à l'échelle de l'unité urbaine. L'emploi y est moins qualifié avec 53,9% d'ouvriers et d'employés parmi les actifs occupés contre 47,4%. Un salarié sur cinq est concerné par le temps partiel et le taux de chômage des demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite est de 6 à 8% (hors Saint-Mitre) contre 4,5% à l'échelle de l'unité urbaine.

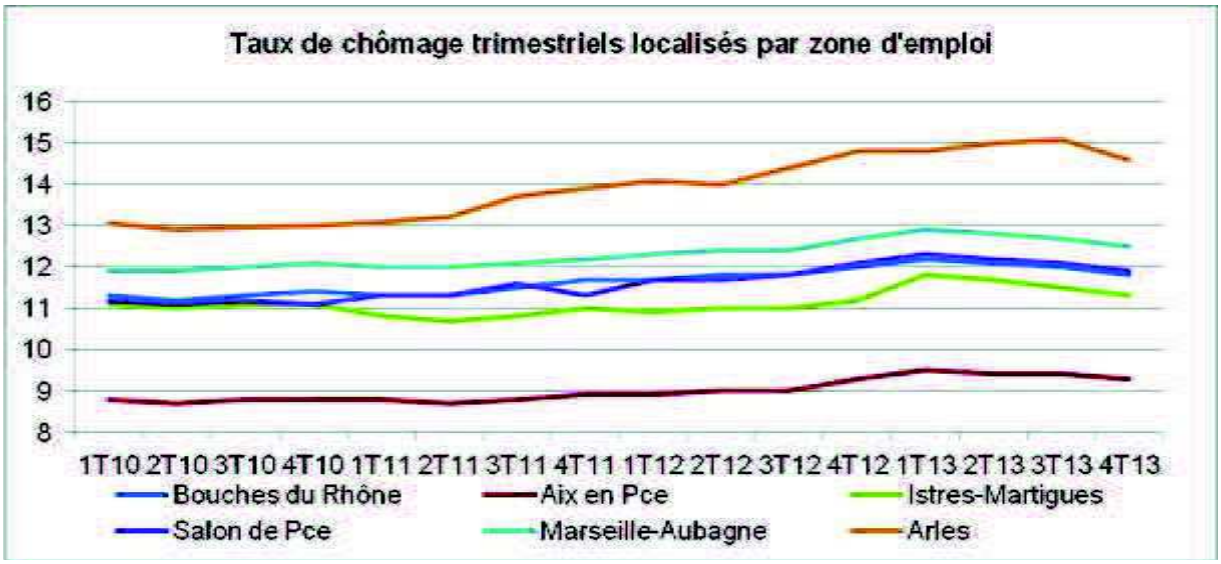
[10] Rapport entre le nombre d'emplois présents sur le territoire et le nombre de résidents y ayant un emploi ; quand le nombre d'emplois présents sur le territoire est inférieur au nombre de résidents, le territoire est qualifié de résidentiel.

[11] Le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

Situation de l'emploi salarié en 2010 (source INSEE RP2010)

	Part des salariés occupant un emploi à temps partiel	Indice de chômage des demandeurs d'emplois ayant exercé une activité réduite (pôle emploi)	Part des actifs occupés ouvriers - employés
Martigues	19,0%	6,1%	52,8%
Port-de-Bouc	19,2%	7,9%	63,3%
Saint-Mitre-les-Remparts	18,1%	n.d.	42,8%
CAPM	**18,9%**	**n.d.**	**53,9%**
Unité urbaine Marseille - Aix	18,2%	4,5%	47,4%

Les derniers chiffres fournis par Pôle Emploi indiquent que l'arrondissement d'Istres-Martigues, dont dépend le territoire de la CAPM, semble un peu mieux résister au chômage que le reste des Bouches-du-Rhône (-0,5 point au 4ème trimestre 2013), dans une région où le taux de chômage reste nettement supérieur à la moyenne nationale (+2 points). Toutefois, fin 2013, le territoire comptait 19 107 demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité, un chiffre en augmentation de 5% sur un an.



Source Pôle Emploi (données corrigées des variations saisonnières), 2014

La situation des demandeurs d'emploi est par ailleurs inégale entre les jeunes (-2,2% par rapport à fin 2012) et les seniors (+8,7% par rapport à fin 2012), la durée de chômage restant toutefois le principal facteur discriminant au retour à l'emploi. Ainsi le nombre des chômeurs de longue durée (ayant ou non exercé une activité réduite) a augmenté de près de 8% en un an, principalement parmi les seniors (+13,1%), pour s'établir à la fin 2013 à 11 751.

Une persistance des inégalités hommes-femmes dans l'accès à l'emploi

Malgré une amélioration de leur niveau de qualification, l'accès des femmes à l'emploi reste plus difficile qu'à l'échelle de l'unité urbaine. Ainsi, à peine plus d'une femme en âge de travailler sur deux occupe un emploi.
La maternité reste un frein à l'emploi pour de nombreuses femmes du territoire en particulier sur Port-de-Bouc où seul un tiers des mères dont les enfants sont âgés de moins de 6 ans est actif.

Taux d'activités des femmes avec enfants (source CEJ Martigues et Port-de-Bouc d'après les données CAF 2012)

	Femmes actives avec enfants âgés de 0 à 2 ans	Femmes actives avec enfants âgés de 3 à 5 ans	Femmes actives avec enfants âgés de 6 à 17 ans
Martigues	53%	53%	66%
Port-de-Bouc	32%	34%	44%
Bouches du Rhône	56%	58%	66%

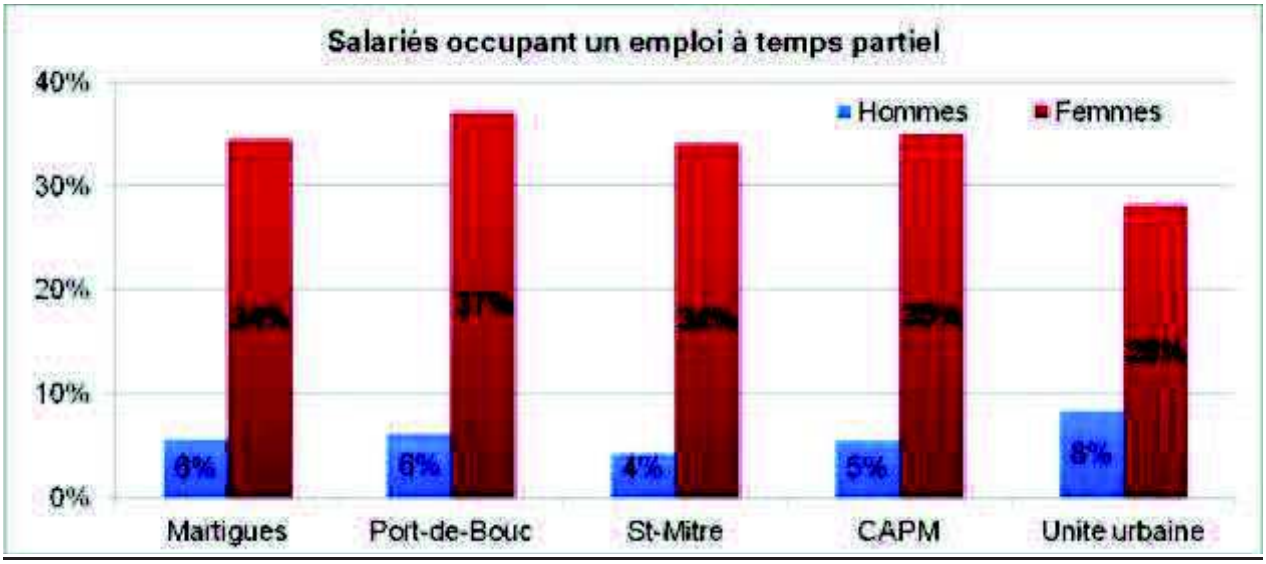
L'emploi des femmes est par ailleurs plus précaire (17% contre 13,3% des hommes) et plus d'un tiers d'entre elles travaillent à temps partiel (34,9% contre 5,4% des hommes).
Elles sont également davantage touchées par le chômage que les hommes (respectivement 17,1% et 11,9%) et représentent 55,3% des demandeurs d'emploi. Le public masculin est moins touché, en raison d'une économie principalement industrielle.

Bien que l'on observe les mêmes inégalités sur l'ensemble du territoire d'Aix-Marseille, les écarts entre hommes et femmes ont tendance à s'y réduire, contrairement à CAPM.

Situation de l'emploi des femmes en 2010 (source INSEE RP2010)

	Taux d'emploi 15-64 ans[12]		Actifs occupant un emploi précaire (CDD, intérim, stage)		Taux de chômage (sens RP INSEE)		Part des femmes parmi les chômeurs
	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	
Martigues	67,4%	55,9%	13,2%	18,0%	11,2%	15,7%	55,4%
Port-de-Bouc	57,7%	37,1%	14,2%	14,8%	16,6%	24,6%	53,8%
Saint-Mitre-les-Remparts	71,5%	58,0%	10,9%	13,2%	6,5%	11,7%	61,2%
CAPM	**65,5%**	**51,4%**	**13,3%**	**17,0%**	**11,9%**	**17,1%**	**55,3%**
Unité urbaine Marseille - Aix-en-Provence	62,1%	54,0%	12,4%	13,9%	14,0%	15,6%	51,2%

[12] Part des actifs exerçant un emploi



Source INSEE RP2010

Un recul de l'emploi salarié privé industriel à compenser

A l'échelle du territoire SCoT, l'emploi salarié privé est fortement concentré dans l'industrie et les services à l'industrie. L'augmentation des effectifs salariés dans ce secteur connaît cependant un ralentissement depuis 2012, mais reste supérieure à celle de la région et de la France. Les perspectives d'emplois pour le secteur industriel d'ici 2016 sont néanmoins pessimistes avec une perte prévisionnelle de 11,5% des emplois (sources : Unistatis et Oxford Economics, retraitement agence KATALYSE), en particulier dans la métallurgie et le raffinage. En revanche les services aux entreprises pourraient être créateurs d'emplois devant le commerce et la construction.

L'artisanat de production industrielle est un secteur qui recrute notamment des jeunes en apprentissage mais qui souffre d'un manque d'attractivité.

Le commerce et l'artisanat sont également créateurs d'emplois et facteurs de développement économique et d'amélioration du lien social, de même que la filière hôtelière en extension, mais qui rencontre des problèmes de recrutement en raison des conditions de travail, des salaires et du manque de perspectives en termes de carrière.
L'implantation des filières cosmétologique, cinématographique et de déconstruction navale contribuera également à développer l'emploi sur le territoire, d'autant plus que des liens avec l'offre de formation locale auront été noués.

Le territoire bénéficie de la proximité d'une des quatre plateformes mises en place par Pôle Emploi développant une méthode de recrutement par simulation, qui ne tient ni compte de l'expérience ni du niveau de diplôme des candidats. Située sur Istres, cette plateforme permet des recrutements de masse, notamment à Miramas ou St Martin de Crau, et peut également intervenir sur le territoire de la CAPM.

Dans un contexte où de grands projets sont annoncés sur la zone commerciale d'Auchan, avec de nouvelles enseignes, les activités de centre-ville constituent un enjeu primordial pour le développement des services de proximité à la population et le maintien du lien social.

Les obstacles à la redynamisation des centres-villes sont néanmoins multiples, tant du point de vue sociodémographique que du point de vue des locaux commerciaux. Le vieillissement des commerçants pose la question de la reprise des commerces et d'un risque de fragilisation du tissu économique en centre ville (manque d'expérience des repreneurs, difficultés à recourir à l'emprunt).
Concernant les plateaux commerciaux, ceux-ci sont relativement vieux et proposent de petites surfaces, mal adaptées aux critères d'activité commerciale notamment pour les franchisés. Les loyers sont par ailleurs anormalement élevés.
Le FISAC est dans sa 3ème phase à Port-de-Bouc. La Ville de Martigues est en attente d'une réponse de la part de l'Etat pour démarrer sa 1ère phase.

Le soutien à l'entreprenariat

Le territoire de la CAPM compte une plateforme « Initiative Pays de Martigues », qui constitue le principal dispositif d'aide à la création et à la reprise d'entreprises s'adressant à des personnes sans emploi, par l'octroi d'un prêt à taux zéro et par un accompagnement et un parrainage. Depuis sa création en 1998, IPM a soutenu 250 projets dont 80% de créations et 20% de reprises.

Depuis 2009, IPM est également gestionnaire du dispositif d'Etat NACRE qui s'adresse aux publics inscrits au Pôle Emploi. 66 projets ont ainsi été financés et sont accompagnés par la plateforme.

Le public accompagné par IPM est constitué de plus de 70% de demandeurs d'emploi et de près de 20% de bénéficiaires du RSA. 41 % des porteurs de projet ont une qualification de niveau V, 21 % de niveau III et 20 % de niveau IV.

En amont de la création d'entreprise, la CAPM a pour projet de développer le dispositif CitésLab. Ce dispositif gratuit s'adresse aux habitants des quartiers de la politique de la ville qui rencontrent plus de difficultés à effectuer des démarches eux-mêmes, à se à se rendre dans les informations collectives et les permanences organisées dans les locaux publics. Ce dispositif a pour mission d'accompagner ces publics dans toutes les étapes de la création d'entreprise en les aidant à définir un projet, à rechercher des financements, à remplir les formalités administratives et en les orientant vers les partenaires du réseau des acteurs de la création d'entreprises.

Il s'agit d'un service de proximité qui contribue à rendre lisible et transparent le parcours du créateur d'entreprise. Il permet de détecter des projets chez des personnes qui n'auraient pas fait les démarches seules, voire n'auraient jamais envisagé d'entrer dans un parcours de création. Lors d'entretiens individuels, le chef de projet CitéLab a une mission d'accompagnement dans toutes les étapes de la création depuis l'étude de l'idée, en passant par la recherche de financement, jusqu'aux formalités administratives.

Implanté dans un quartier prioritaire, CitéLab peut s'insérer dans une chaîne de valeur dont l'aboutissement pourrait être l'entrée en pépinière ou dans des locaux situés au sein de ces quartiers.

Atouts du territoire :

- **Un rapport équilibré entre emploi et habitat**
- **Un chômage moins fort que sur le reste des Bouches-du-Rhône**
- **Une amélioration du chômage des jeunes**
- **Des secteurs créateurs d'emplois : artisanat, notamment de production industrielle, commerces, services aux entreprises**
- **L'implantation de la plateforme IPM pour le soutien à l'entreprenariat**

Faiblesses du territoire :

- **Un emploi plus précaire (temps partiels, emplois moins qualifiés)**
- **Une discrimination de certains publics à l'emploi, en particulier les femmes, mais aussi les seniors et les chômeurs de longue durée**
- **Un recul de l'emploi salarié dans l'industrie**
- **Une offre d'emploi trop « émiettée » ne permettant pas des recrutements de masse**
- **Des obstacles à la redynamisation des centres-villes**

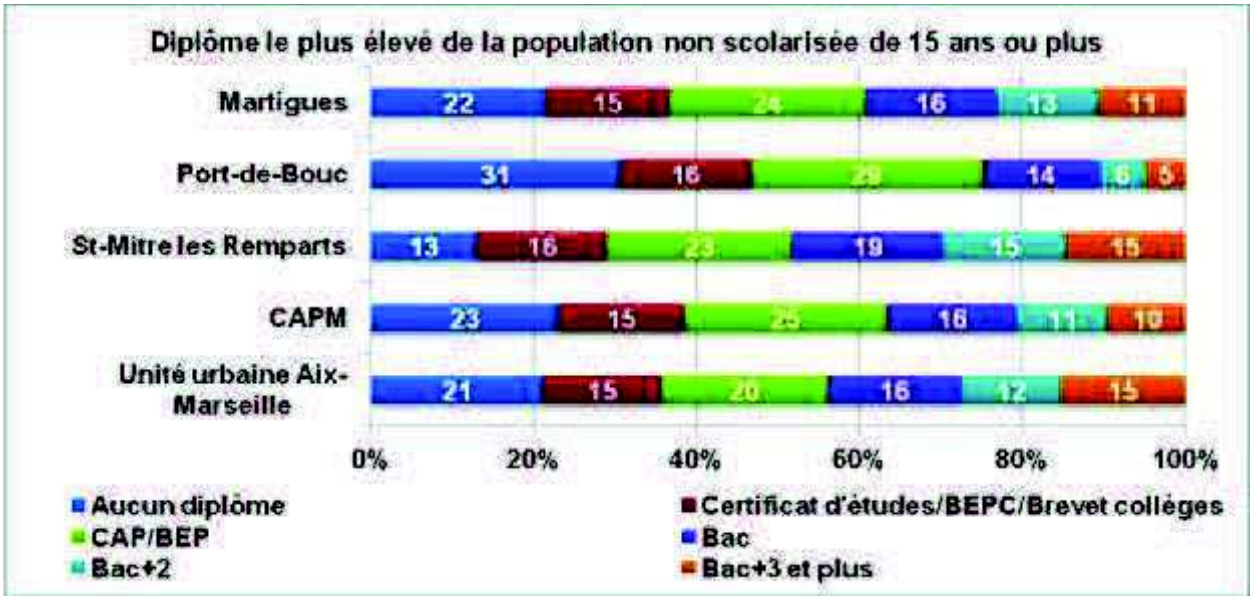
1.5.3. Un niveau de qualification en progression mais une offre de formation retreinte

Une amélioration du niveau de qualification à poursuivre

Le niveau de qualification de la population s'est amélioré depuis 1999 avec une baisse du nombre des non diplômés et des titulaires du certificat d'études, du BEPC ou du brevet des collèges (-9 points environ). Si la hausse du nombre de diplômés concernent principalement les formations courtes professionnalisantes (CAP/BEP/Bac) à Port-de-Bouc, elles concernent davantage le niveau bac mais aussi l'enseignement supérieur en particulier les filières courtes à Martigues.

Malgré cette amélioration, le niveau de qualification de la population reste inférieur à celui observé à l'échelle de l'unité urbaine. Près des deux tiers des personnes âgées de plus de 15 ans et non scolarisées ont un niveau de diplôme inférieur au bac ou aucun diplôme (jusqu'à 76% à Port-de-Bouc) contre 56%. A l'inverse seulement une personne sur cinq est diplômée de l'enseignement supérieur contre plus d'un quart pour Aix-Marseille.

Concernant la répartition homme/femme par niveau de qualification, nous observons que cette dernière est sensiblement identique avec cependant une part plus importante des femmes disposant d'un diplôme inférieur ou égal au brevet des collèges par rapport aux hommes.



Source INSEE RP2010

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus par sexe (source INSEE RP2010)

	Hommes						Femmes					
	Aucun diplôme	**Certificat d'études/ BEPC/ Brevet des collèges**	**CAP/BEP**	**BAC**	**BAC+2**	**BAC+3 et plus**	**Aucun diplôme**	**Certificat d'études/ BEPC/ Brevet des collèges**	**CAP/ BEP**	**BAC**	**BAC +2**	**BAC+3 et plus**
Martigues	22,3	12,5	27,1	15,6	11,4	11,1	20,6	17,7	21,3	16,7	13,4	10,3
Port-de-Bouc	30,5	13,9	32,4	13,6	5,1	4,5	30,5	17,7	25,3	15,1	6,4	5,0
St-Mitre-les-Remparts	13,7	17,1	24,7	15,8	13,9	14,7	14,1	18,4	20,0	18,8	14,7	14,0
CAPM	**23,6**	**13,2**	**28,2**	**15,1**	**10,1**	**9,8**	**22,5**	**17,8**	**22,1**	**16,4**	**11,8**	**9,3**
Unité Urbaine Marseille-Aix	20,9	12,9	23,2	15,9	10,5	16,6	21,3	16,1	17,9	16,7	13,7	14,2

Le taux de scolarisation des 15-17ans est sur la CAPM (hormis Port-de-Bouc) supérieur de +3,3 points à la moyenne de l'unité urbaine
Cependant le taux de non scolarisation des 18-24 ans est très nettement défavorable supérieur de 20 points à celui de l'unité urbaine.

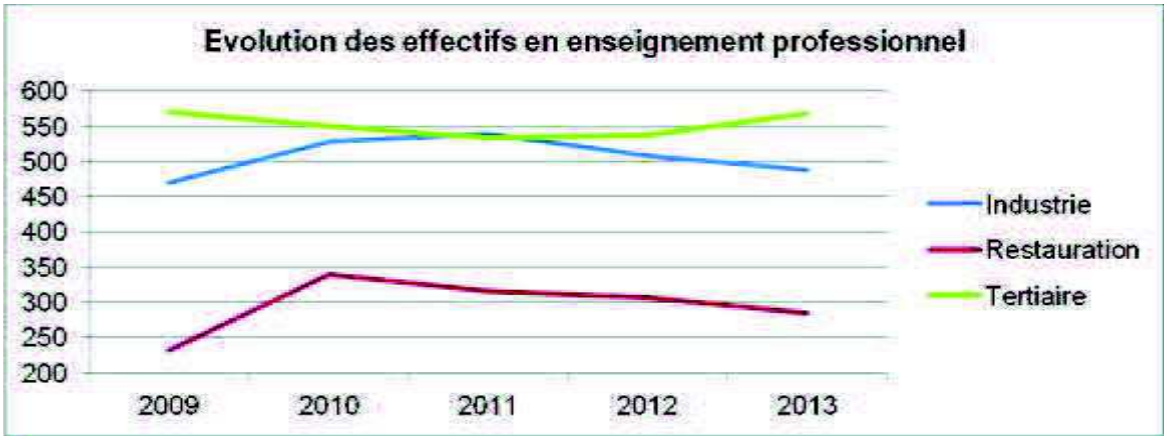
Niveau de déscolarisation des 15-24 ans par sexe en 2010 (source INSEE RP2010)

	Hommes non scolarisés âgés de 15-17 ans	Femmes non scolarisées âgées de 15-17 ans	Hommes non scolarisés âgés de 18-24 ans	Femmes non scolarisées âgées de 18-24 ans
Martigues	5,1%	2,5%	45,7%	42,1%
Port-de-Bouc	8,5%	7,0%	59,2%	56,5%
Saint-Mitre-les-Remparts	8,4%	2,5%	52,5%	55,0%
CAPM	**6,3%**	**3,7%**	**60,6%**	**58,5%**

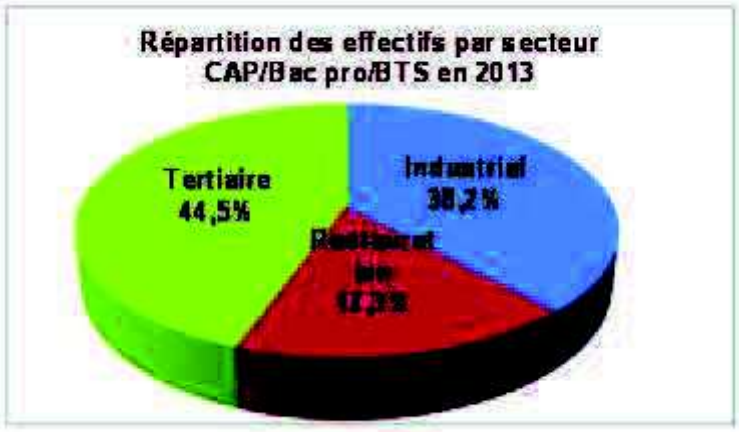
La part des femmes non scolarisée de 15-17 ans est près de 2 fois plus importante sur la commune de Port-de-Bouc que sur le territoire de la communauté d'agglomération.

Une offre de formation liée à la structure socio-économique « historique » du territoire

Les constats, concernant le niveau de qualification peuvent être mis en relation avec l'offre de formation initiale présente sur le territoire. En effet la CAPM compte un lycée d'enseignement général et technologique, un lycée polyvalent d'enseignement général, technologique et professionnel et quatre lycées exclusivement d'enseignement professionnel. Ils proposent des formations diplômantes du niveau CAP à BAC dans les secteurs de l'industrie (maintenance véhicule automobile, maintenance des équipements industriels, électronique énergétique, chaudronnerie industrielle, systèmes électroniques numériques…), de la restauration et du tertiaire (sanitaires et social, commerce, gestion administration, comptabilité…). Les formations tertiaires enregistrent une augmentation de leurs effectifs, tandis que celles de la restauration et de l'industrie perdent de leur attractivité (respectivement -7,6% et -16,5% entre 2010 et 2013).



Source Académie Aix-Marseille, 2014



Les deux lycées proposant d'une part un cursus général ou technologique offrent également une formation de type Bac+2 en BTS dans les secteurs de l'industrie (conception et réalisation systèmes automatiques, industrialisation de produits mécaniques, informatiques et réseaux, constructions métalliques) et du tertiaire (management des unités commerciales, gestion, administration). 54% des élèves de BTS sont inscrits dans une formation tertiaire, contre 46% en enseignement industriel. Il n'existe par ailleurs aucun BTS dans la restauration ni l'hôtellerie.

L'offre de formation après le BAC est ainsi limitée aux études courtes. L'enseignement supérieur, en particulier les cursus universitaires, est concentré sur les pôles de Marseille et Aix-en-Provence. L'accès aux études supérieures implique ainsi une mobilité qui a un coût soit pour la location d'un logement étudiant ou pour les déplacements quotidiens.
Actuellement l'offre de transports départementale n'est pas suffisamment développée et peu fréquentée, les temps de trajets restant dissuasifs. En effet les habitants de la CAPM ne représentent que 5% des usagers des cars Treize du Conseil Général.

Atouts du territoire :

- **Un niveau de formation en progression, privilégiant les filières courtes**
- **Une offre de formations professionnelles disponible sur le territoire**
- **Une Maison de l'emploi et de la formation « visible » et reconnue implantée à Martigues, dont les missions ont été décentralisées à la Maison des Services au Public de Port de Bouc**

Faiblesses du territoire :

- **Un niveau de qualification qui reste inférieur à la moyenne de l'unité urbaine**
- **Une déscolarisation des jeunes plus rapide**
- **Une offre de formation initiale restreinte (filières courtes professionnelles)**
- **Un accès difficile aux grands pôles de formation de l'aire métropolitaine**
- **Une offre d'enseignement général inégalement répartie**

2. LA NOUVELLE GEOGRAPHIE PRIORITAIRE

2.1. Rappel historique de la politique de la ville

2.1.1. L'évolution du cadre contractuel

Le territoire de la CAPM est engagé, depuis plus de dix ans pour Martigues et dès les années 1980 pour Port-de-Bouc, dans la Politique de la Ville. Un premier contrat de ville intercommunal avait été signé pour la période 2000-2006, dont les actions se sont poursuivies dans le cadre d'une nouvelle démarche contractuelle avec l'Etat et les partenaires : les Contrats urbains de cohésion sociale 2007-2009, reconduits jusqu'en 2013.

Le contrat de ville 2000-2006 regroupait les deux communes de Martigues et Port-de-Bouc et a représenté à ce titre une étape importante dans la construction d'un projet de développement cohérent sur le futur territoire intercommunal. Ce contrat se déclinait à deux échelles :

- Un contrat cadre intercommunal définissant les objectifs et programmes d'actions au niveau de l'agglomération ;

- Une déclinaison territoriale différenciée sur chaque commune.

Conçu dans une démarche démocratique et citoyenne, le contrat de ville associait les habitants des quartiers à travers le développement :

- des conseils de quartiers (Martigues) / conseils collectifs d'environnement social (Port-de-Bouc), dont le rôle est d'associer les habitants aux projets de développement de leur quartier (partage des informations, compréhension des enjeux et des moyens disponibles, participation à la définition des travaux de proximité et des projets améliorant le cadre de vie, suivi de la mise en œuvre) ;

- des centre sociaux et maisons de quartiers, dont le rôle est essentiel pour la vie sociale des quartiers, la mixité sociale et intergénérationnelle, l'insertion des populations défavorisées, la prévention, la coordination des acteurs de terrain et l'accompagnement des projets.

En 2007, les CUCS ont remplacé le contrat de ville. Dans ce nouveau contexte, les deux communes ont fait le choix d'une contractualisation propre à chacun de leur territoire. La participation active des habitants à la conception et à la mise en œuvre de cette politique s'est inscrite dans le prolongement des dispositions mises en place dans le cadre du contrat de ville.

2.1.2. Partenariats, dispositifs de pilotage et évolutions institutionnelles

Objectifs du contrat de ville 2000-2006 et des CUCS 2007-2013

Le contrat de ville 2000-2006 ambitionnait de :

- réduire les déséquilibres emplois-habitat par des actions structurantes sur le plan économique et urbain (contournement A55, RD50, requalification de la RN568, valorisation du Chenal de Caronte, amélioration des transports collectifs) ;

- réduire les phénomènes de ségrégation sur le plan social, par une amélioration du cadre de vie, de la tranquillité et des services dans les quartiers d'habitat social ;

- offrir localement des possibilités nouvelles d'insertion sociale et professionnelle, et de promotion résidentielle aux différentes étapes de la vie ;

- offrir une meilleure accessibilité aux multiples opportunités du bassin d'habitat et de l'aire métropolitaine marseillaise en favorisant la mobilité par les transports collectifs (urbains, interurbains et ferroviaires).

Les CUCS de Martigues et Port-de-Bouc se sont inscrits dans la plupart des objectifs du précédent contrat de ville :

- Anticiper les mutations du secteur économique en accompagnement des nouveaux dispositifs et filières de formation en cohérence avec les besoins du bassin d'emploi ;

- Poursuivre le soutien aux commerces et services de proximité dans les quartiers en développant une offre de locaux pour ces activités de proximité et en accompagnant également le développement des micros entreprises ;

- Accentuer la lutte contre les discriminations et l'exclusion par l'amélioration de l'accueil et de l'accompagnement individualisé des publics en difficultés (accès à l'emploi et insertion sociale), la formation des acteurs locaux sur les dispositifs d'insertion par l'économie, la structuration et la diversification de l'offre de formation professionnelle continue, la promotion de la vie sociale ;

- Réduire les inégalités sociales et territoriales concernant l'accès aux soins et aux droits (éducation à la santé et l'hygiène de vie, information des publics et localisation des publics spécifiques)

- Améliorer le parcours résidentiel des ménages par la relance d'une production diversifiée de logements, l'amélioration et l'adaptation du parc de logements, la poursuite et d'approfondissement de la gestion urbaine et sociale de proximité ;

- Lutter contre la délinquance par l'amélioration du cadre de vie (tranquillité publique, sécurisation des espaces publics), la mise en place de dispositifs de prévention (récidive, sécurité routière, conduites addictives), l'aide aux victimes et le soutien à la fonction parentale ;

- Promouvoir la réussite éducative par le recul de l'échec scolaire et de l'illettrisme, l'amélioration de la formation, l'implication des familles, la promotion de la culture, la mise en œuvre du PRE (Programme de Réussite Educative) sur Port-de-Bouc.

Les CUCS rappelaient la nécessité d'une mobilisation des partenariats et d'une amélioration de la coordination entre les différents dispositifs et les thématiques entre elles.

La mise en place d'outils d'observation et de connaissance sur l'ensemble du territoire de la CAPM devait permettre l'évaluation en continu des actions et veiller au respect des objectifs du Contrat de ville comme des CUCS.

ion sociale

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
harmoniser l'action sociale sur roit des populations immigrées ucatifs riat entre les temps éducatifs xtrascolaires) des familles ntres sociaux	- Ciblage des jeunes en décrochage ou en risque de décrochage (réussite éducative) - Lutte contre l'isolement, l'exclusion (lutte contre l'illettrisme et maitrise de la langue française) - Accompagnement éducatif, prévention de la rupture scolaire et lutte contre l'échec scolaire - Soutien à la parentalité et la médiation familiale - Démocratisation de la culture (développement des pratiques artistiques, mise en œuvre de projets participatifs, réinvestissement des quartiers réglementaires par les équipements culturels) - Développement de l'accès au sport et aux loisirs - Mobilisation des jeunes dans la conception et la réalisation de projets - Développement de la vie sociale du quartier

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
Santé Ville ; e Santé Publique en 2006 vention des toxicomanies et de atoire communal de la santé de ommunautaire	- Information des publics et coordination des services et structures de santé ; - Facilitation des recours aux bilans de santé gratuits ; - Ciblage et accompagnement des publics spécifiques (précarité, handicap, dépendance, etc.) ; - Actions sur les comportements individuels et collectifs (éducation sur la santé et l'hygiène de vie, sensibilisation IVG et contraception, prévention des addictions et du VIH) - Prévention de la souffrance psychique et mentale et développement de l'offre d'écoute - Accompagnement des victimes de maladies professionnelles et amélioration de la prise en compte de la santé au travail - Participation à l'information sur les risques de pollution atmosphérique sur le territoire

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
s pour la petite et moyenne stice et du droit) iat en matière de prévention et de ation des informations vention des toxicomanies et de s de sécurité, de tranquillité et de dans les quartiers e citoyenneté, en particulier dans les abitants ec les habitants sur les projets de eur cadre de vie avec les bailleurs nt et de gestion adaptée pour	- Renforcement des actions de médiation sociale - Amélioration de la tranquillité publique - Amélioration de l'accès aux droits par la mise en place de consultations juridiques gratuites - Lutte contre les violences, notamment envers les femmes - Aide aux victimes - Développement de l'éducation routière - Développement de projets de proximité avec la participation des habitants - Mise en place d'espaces de paroles, d'ateliers culturels, d'animations de proximité - Accompagnement éducatif pour les jeunes - Partage, prévention et citoyenneté - Amélioration de la gestion urbaine de proximité - Mise en œuvre de chantiers éducatifs et participatifs - Soutien à la parentalité - Action favorisant la socialisation et l'intégration

adre de vie

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
abilitation et requalification urbaine	- Poursuite des travaux d'amélioration de l'habitat dans l'ensemble du parc de logements
dans le parc locatif	- Lutte contre l'habitat indigne dans le parc privé
nts sur les projets de quartier	- Signature de nouvelles conventions GUSP en 2013
rieurs	- Concertation avec les habitants sur les projets de quartier
n œuvre d'une gestion urbaine de	
demandeurs de logement	
de la demande de logement sur	

	Contrat urbain de cohésion sociale 2007-2013
mploi our l'Insertion et l'Emploi t entre les acteurs de l'emploi et sures d'accueil et actions villes (FISAC) d'initiative locale aux créateurs ur services de proximité	- Accompagnement des salariés vers l'emploi - Accompagnement des mutations économiques - Accompagnement du développement des micros entreprises - Soutien du commerce et les services de proximité dans les quartiers - Développement d'une offre de locaux pour des activités de proximité - Développer une offre d'accueil pour des activités sur les zones dédiées - Mise en place des outils d'observation et de connaissance - Amélioration de l'accès à l'emploi des publics en difficulté (mobilité, réduction du déficit qualification…) - Former les acteurs locaux sur les dispositifs d'insertion par l'économie, de lutte contre les discriminations

2.1.4. La mise en œuvre des contrats de ville

(Culture, Education, Emploi, Justice, Sport…)

Le Ministre délégué à la Ville a signé en 2013, douze conventions interministérielles triennales d'objectifs, de méthode et de moyens en faveur des quartiers populaires. Celles-ci visent à territorialiser les politiques sectorielles pour concentrer les moyens de droit commun dans les quartiers réglementaires.

Il a également signé des conventions cadre avec l'Association des Maires de France, l'Association des Maires des Grandes Villes de France, l'Assemblée des Communautés de France, l'Assemblée des Départements de France et l'Assemblée des Régions de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville.

Les conventions de la Caisse des Dépôts, de la Formation des Villes Moyennes, Villes et Banlieues de France.

L'Etat et la Caisse nationale d'allocation familiale (C.A.F) et Pôle Emploi

Chacune de ces conventions fixe des orientations et des objectifs opérationnels afin d'assurer dans le cadre d'une large mobilisation des acteurs et partenaires la meilleure implication des politiques publiques sectorielles inscrivant dans le cadre du contrat les engagements concernant les politiques de droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales ainsi que la mobilisation des instruments spécifiques dans le cadre d'un portage intercommunal CAPM.

2.2. Les quartiers de veille

Le critère retenu pour la définition des quartiers de veille active se base sur le carroyage de l'Insee. Il correspond au pourcentage de ménages dont les revenus sont inférieurs au seuil des bas revenus. Les quartiers de veille active sont des quartiers non retenus par la géographie prioritaire par voie réglementaire mais sur lesquels les acteurs locaux doivent maintenir une attention particulière.
Il s'agit des territoires prioritaires des contrats urbains de cohésion sociale sortants de la nouvelle géographie mais également des territoires dont la situation sociale, urbaine et économique apparaît suffisamment dégradée pour craindre leur basculement dans la géographie prioritaire.

A l'échelle de la CAPM, 22% des ménages ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté.
On peut ainsi considérer qu'un quartier est dit de veille active lorsque plus de 22% des ménages ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. A l'échelle des quartiers réglementaires, ce taux est supérieur à 60%.

Pour chaque quartier réglementaire comme de veille active, une série d'indicateurs issus principalement du recensement de la population de l'Insee (2010), mais également de la Caisse nationale d'assurance maladie (2013) et de la Caisse nationale d'allocations familiales (2013) permet d'en préciser la situation en matière de :

- Précarisation des ménages ;
- Risque d'isolement des ménages ;
- Précarisation de l'emploi ;
- Tissu économique ;
- Accès aux soins et à la santé ;
- Cadre de vie ;
- Fragilisation de la jeunesse ;
- Egalité hommes-femmes.

Ces données sont disponibles à l'échelle des Iris, dont le périmètre peut être plus large que celui du quartier.

Lorsque le quartier observé est « noyé » dans un Iris très grand, l'analyse se fondera également sur les données disponibles par le carroyage. Ce sera le cas des Amarantes-Milan Sud et de Bargemont, ce dernier étant associé au quartier de Boudème.

-

2.2.1. Paradis Saint-Roch

Ménages en dessous du seuil de pauvreté : 29,9%

	Paradis St-Roch	Martigues	CAPM
Précarisation des ménages			
Population	1 903	47 544	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	1 098€	1 560€	1 543€
Ménages non imposés	51,2%	38,4%	40,6%
Taux de couverture CAF	52,8%	41,1%	41,2%
Minimas sociaux	34,8%	32,4%	33,8%
Aides au logement	74,8%	61,2%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	27,9%	27,0%	28,7%
Isolement des ménages			
Familles monoparentales	23,9%	16,4%	15,0%
Personnes seules	34,0%	32,4%	30,5%
Etrangers	6,7%	5,3%	6,1%
Immigrés	13,2%	9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi			
Taux d'emploi des 15-64 ans	52,2%	61,6%	58,4%
Indice de chômage (A)	16,5%	11,8%	13,2%*
Emplois à temps partiel	21,2%	19,0%	18,9%
Tissu économique			
Entreprises/établissements	8,9‰	60,8‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	34,5%	18,7%	18,4%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC 25-59 ans	11,0%	8,6%	9,3%
Médecins généralistes	0,53‰	1,11‰	1,02‰
Professionnels paramédicaux	2,63‰	4,21‰	4,12‰
Cadre de vie			
Logements collectifs	97,7%	57,9%	53,6%
Locataires HLM	67,2%	26,6%	28,4%
Vacance	3,9%	4,7%	5,3%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013

Situé à l'Ouest du centre ville, à proximité de l'Hôtel de Ville et de Ferrières, Paradis Saint-Roch se caractérise par un habitat collectif dense, dont les deux tiers sont gérés par les bailleurs sociaux SEMIVIM (dont une partie patrimoine ville) et LOGIREM. La morphologie urbaine du quartier offre peu d'ouverture sur les quartiers avoisinants, d'où une faible visibilité des commerces et services qui y sont implantés, et qui pourraient bénéficier de la proximité du centre ville.

Bien que bénéficiant d'une plus grande mixité sociale que les autres quartiers d'habitat social, le revenu médian mensuel par unité de consommation des près de 2 000 habitants s'élève à 1 098€. Ce revenu est ainsi supérieur de 15% (140€) au seuil des bas revenus

constaté à l'échelle de l'aire urbaine, mais reste toutefois inférieur de 30% (445€) à celui observé à l'échelle de la CAPM. En 2012, un ménage sur deux locataires du parc social déclarait en outre des revenus inférieurs à 60% des plafonds donnant accès au logement social.

Les prestations sociales et familiales de la CAF concernent plus d'un habitant contre 41% à l'échelle intercommunale, principalement au titre de l'aide au logement (75% contre 60% pour la CAPM). Un tiers des allocataires perçoivent les minimas sociaux (RSA, AAH) et 28% ont des revenus composés à plus de 50% de prestations sociales.11% des adultes âgés de 25 à 49 ans bénéficient de la CMUC.
Le quartier doit faire face en outre à une couverture médicale et paramédicale deux fois moins importante que sur le territoire de la CAPM.
On constate un renforcement du risque d'isolement des habitants, avec près de trois ménages sur cinq concernés. La monoparentalité touche ainsi 24% des ménages, et les personnes seules représentent 34% des ménages (contre respectivement 15% et 31% en moyenne sur la CAPM).

Un habitant sur cinq est d'origine étrangère ou immigrée. Ces publics sont plus concernés par les difficultés d'insertion sociales et économiques et d'accès aux droits et connaissent un emploi moins qualifié et plus exposé aux maladies professionnelles. Ils nécessitent ainsi une attention particulière.

Par ailleurs la situation de l'emploi est plus précaire que sur l'ensemble de l'agglomération. Seule une personne sur deux en âge de travailler est en emploi et 21% d'entre elles exerce une activité à temps partiel. Le taux de chômage est également supérieur de près de 5 points à celui de Martigues.

Quartier essentiellement résidentiel, son tissu économique est très peu développé avec moins de 10 entreprises pour 1 000 habitants, soit 6 fois moins que sur la CAPM. On note néanmoins un taux de création d'activités de 35%, ce qui représente en 2013 la création de 10 établissements.

Concernant l'amélioration du cadre de vie des habitants, des travaux ont été engagés sur l'ensemble du patrimoine locatif social, dans le cadre du programme local de l'habitat (PLH).

Patrimoine Ville	533 logements	Ascenseurs, loggias, pièces humides et façades	5 890 147€
SEMIVIM Le Canal	178 logements	Amélioration thermique et sécurité électrique	1 861 200€
		Les Cytises : réhabilitation parties communes et logements	975 000€
LOGIREM	367 logements	Intervention dans les logements et améliorations des bâtiments	615 807€

Source : bilan du PLH 2013

Paradis Saint-Roch présente de un potentiel d'évolution important, au regard de sa proximité avec la ZAC de l'Hôtel de Ville et la création des pôles judiciaire et famille. La réalisation de ces projets et équipements offrirait au quartier une ouverture vers l'Est et le Sud et

permettrait de créer une réelle continuité entre Paradis Saint Roch et le centre ancien en intégrant une fonction résidentielle forte.

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Paradis St-Roch	Martigues	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	9,0%	6,9%	7,0%
6-10 ans	5,2%	6,1%	6,0%
11-17 ans	9,8%	8,1%	8,2%
18-24 ans	8,2%	7,7%	7,7%
Indice de jeunesse	1,7	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	21,2%	27,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	9,4%	3,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	44,2%	44,0%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	26,9%	21,5%	23,0%
Bac +3 et plus	6,5%	10,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	22,8%	32,7%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	40,5%	30,1%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans	22,6%	16,6%	18,1%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Le quartier de Paradis Saint-Roch se caractérise par un rajeunissement de sa population, à l'inverse du reste du territoire. On dénombre ainsi 170 jeunes âgés de moins de 18 ans pour 100 personnes âgées de 65 ans ou plus. Ce sont les jeunes enfants et les adolescents qui contribuent le plus à ce rajeunissement.

Cette tendance positive s'accompagne néanmoins d'un renforcement de la monoparentalité, vecteur de fragilisation des familles.

Les enfants du quartier bénéficient d'une meilleure scolarisation qu'à l'échelle de la CAPM, tant en préélémentaire (21% des 2-5 ans non scolarisés contre 27%) et que dans le supérieur, la majorité des jeunes étant encore scolarisée entre 18 et 24 ans. Le décrochage scolaire dans l'enseignement secondaire est cependant deux fois supérieur à celui de l'agglomération.

Le niveau de qualification reste également plus faible avec près de 27% de non diplômés pour 23% sur la CAPM, seuls 7% des habitants ont un niveau de diplômes équivalent pou supérieur à Bac+3.

Cette situation n'est pas sans conséquence sur l'insertion professionnelle des 15-24 ans, parmi lesquels seul un sur cinq a un emploi et deux sur cinq est au chômage.
En matière de santé, près d'un mineur sur quatre est couvert par la CMUC, soit un taux supérieur de 5 points à la moyenne de l'agglomération (23% contre 18%).

L'examen de la population femmes/hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Paradis St-Roch		Martigues		CAPM	
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Poids démographique						
Population	46,7%	53,3%	48,9%	51,1%	48,6%	51,4%
0-17 ans	25,5%	22,7%	29,9%	20,3%	22,0%	20,7%
18-39 ans	30,0%	31,8%	26,9%	25,3%	26,2%	24,9%
40-64 ans	31,3%	30,4%	34,5%	34,3%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	13,2%	15,1%	16,7%	20,2%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	13,5%	86,5%	16,1%	83,9%	15,2%	84,8%
Personnes seules	41,7%	58,3%	41,4%	58,6%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	3,3%	1,2%	4,2%	1,5%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	66,3%	49,7%	67,3%	55,9%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	24,2%	21,8%	34,9%	30,3%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	80,6%	64,6%	85,7%	78,0%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	53,0%	30,2%	41,1%	31,4%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	43,7%	56,3%	44,5%	55,5%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	16,2%	21,8%	11,1%	15,7%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	43,4%	38,0%	30,0%	30,4%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	14,1%	18,1%	8,9%	14,6%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	10,5%	30,2%	6,1%	9,6%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	4,7%	39,0%	5,5%	34,5%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	22 ,6%	20,0%	28,3%	26,9%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	41;9%	46,5%	47,5%	42,1%	60,6%	58,5%
Non diplômés	30,7%	23,6%	22,3%	20,6%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	5,1%	7,7%	11,1%	10,3%	9,8%	9,3%
Accès aux soins et à la santé						
Taux de couverture CMUC	9,5%	13,3%	7,4%	9,7%	7,9%	10,5%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

La population du quartier est plus féminisée que sur le reste du territoire, en particulier parmi les jeunes adultes (18-39 ans) et les personnes âgées (65 ans et plus). A l'image de ce que l'on peut observer sur l'ensemble de la CAPM, les femmes sont davantage touchées par le risque d'isolement, notamment les mères célibataires.

Cette fragilisation s'accompagne d'une situation de l'emploi plus difficile par rapport à celles des hommes de leur quartier et des autres femmes du territoire.
Ainsi, au niveau du quartier, une femme sur deux est en emploi contre les deux tiers des hommes. Cet écart est plus élevé qu'à l'échelle de la CAPM. Par ailleurs, bien que le taux d'emploi des femmes du quartier soit similaire à celui de l'ensemble des habitantes du territoire, elle travaille davantage à temps partiel (39% contre 35%) et connaissent un taux

de chômage plus élevé (22% contre 17%). Ceci est particulièrement vrai pour les jeunes femmes (15-24 ans) et les séniores (55-64 ans).
Toutefois on constate que ces dernières sont plus actives que l'ensemble des séniores de la CAPM, ce qui peut expliquer qu'elles soient davantage confrontées au chômage (30% contre 12%).

En matière de formation, la situation est plus favorable avec une meilleure scolarisation des filles en préélémentaire en comparaison avec l'échelle intercommunale et avec les garçons du même âge habitant le quartier.
La scolarisation des femmes est en outre plus longue que sur le reste du territoire. Plus de la moitié des habitantes de Paradis Saint Roch âgées de 18 à 24 ans est encore scolarisée contre deux femmes de la même tranche d'âges sur cinq pour la CAPM. En revanche elles restent un peu moins diplômées avec notamment des études plus courtes.
Au sein du quartier, les femmes bénéficient d'un meilleur accès à la formation et à la qualification. Un quart d'entre elles n'a aucun diplôme contre près des deux tiers des hommes ; 8% des femmes ont un niveau de diplôme équivalent ou supérieur à Bac+3 contre 5% des hommes.

Les inégalités dans l'accès aux soins et à la santé persistent également.13% des habitantes du quartier bénéficient de la CMUC contre 10% des homologues masculins et des femmes de l'ensemble du territoire.

2.2.2. Boudème et Bargemont

(Nota : Approche à l'iris englobe le périmètre du quartier)

Ménages en dessous du seuil de pauvreté Boudème : 33,6%
Ménages en dessous du seuil de pauvreté Bargemont: 79,6%

	Boudème	Bargemont*	Martigues	CAPM
Précarisation des ménages				
Population	1 264	153	47 544	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	1 157€	823€*	1 560€	1 543€
Ménages non imposés	n.d.		38,4%	40,6%
Taux de couverture CAF	60,0%		41,1%	41,2%
Minimas sociaux	37,6%		32,4%	33,8%
Aides au logement	71,4%		61,2%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	31,7%		27,0%	28,7%
Isolement des ménages				
Familles monoparentales	18,6%		16,4%	15,0%
Personnes seules	32,6%	14,3%	32,4%	30,5%
Etrangers	6,9%		5,3%	6,1%
Immigrés	17,1%		9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi				
Taux d'emploi des 15-64 ans	57,3%		61,6%	58,4%
Taux de chômage (recensement)[13]	19,4%		13,3%	14,3%
Emplois à temps partiel	25,1%		19,0%	18,9%
Tissu économique				
Entreprises/établissements	22,9‰		60,8‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	34,5%		18,7%	18,4%
Accès aux soins et à la santé				
Taux de couverture CMUC 25-59 ans2013	16,6%		8,6%	9,3%
Médecins généralistes	0,00%		1,11‰	1,02‰
Professionnels paramédicaux	7,91‰		4,21‰	4,12‰
Cadre de vie				
Logements collectifs	90,0%	100%	57,9%	53,6%
Locataires HLM	72,9%	100%	26,6%	28,4%
Vacance	2,5%		4,7%	5,3%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013
* données disponibles par le carroyage

Quartier d'habitat social enclavé au Sud du centre ville de Martigues, Boudème se compose d'un habitat collectif dense construit au début des années 1970. Le quartier, situé en limite de l'A55, est ainsi isolé du reste de la ville et exposé à d'importantes nuisances sonores.

[13] Données Pôle emploi non disponibles (indice de chômage catégorie A)

Boudème compte environ 1 300 habitants dont le revenu est supérieur de 20% au seuil des bas revenus constaté à l'échelle de l'aire urbaine, mais néanmoins inférieur de 25% à celui observé à l'échelle de la CAPM. Un tiers d'entre eux ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. En outre, 60% de la population bénéficient d'une allocation CAF, principalement au titre de l'aide au logement (71%). En outre 38% des allocataires perçoivent les minimas sociaux (RSA, AAH) et 32% ont des revenus composés à plus de 50% de prestations sociale.

La très faible vacance dans les logements, deux moins élevée qu'à l'échelle de l'agglomération, témoigne par ailleurs d'une captivité des ménages plus importante.

Les conditions et la situation de l'emploi sont défavorables. Malgré un taux d'emploi dans la moyenne de l'agglomération (57,3%), un actif sur cinq est au chômage (au sens du recensement) et le temps partiel touche un quart des personnes en emploi.

La proportion des habitants d'origine immigrée est par ailleurs la plus élevée de l'ensemble des quartiers de veille active, la part des habitants d'origine étrangère étant pour sa part dans la moyenne de la CAPM. Ces publics nécessitent une attention renforcée du fait d'un risque d'exposition plus grand aux maladies professionnelles. Historiquement, les vagues d'immigration qu'a connu le territoire dans les années 1960/1970 sont liées à son industrialisation. Ces populations son également davantage confrontées aux difficultés d'insertion sociale et économique et d'accès aux droits et connaissent un emploi moins qualifié.

Concernant plus particulièrement l'accès aux soins et à la santé, 17% des 25-59 ans sont couverts par la CMUC et par conséquent plus d'un enfant sur quatre. Le réseau paramédical développé sur le quartier (huit professionnels paramédicaux pour 1 000 habitants, contre quatre en moyenne sur l'agglomération) offre une très relative une compensation à l'absence de médecins généralistes.

Le tissu économique du quartier est trois fois moins développé que sur l'ensemble du territoire intercommunal avec 23 entreprises pour 1 000 habitants. On note néanmoins un taux de création d'activités de 35%, ce qui représente en 2013 la création de 10 établissements.

La requalification engagée au début des années 2000 a permis la démolition et la réhabilitation de plusieurs bâtiments, l'amélioration du traitement des espaces extérieurs et la création d'une voie nouvelle. Plus récemment, dans le cadre du PLH 2010-2015, les investissements ont porté davantage sur l'étanchéité et l'amélioration dans les logements.
La question du désenclavement et de la protection phonique restent cependant toujours à traiter.

Concernant Bargemont, 79,6% des 153 habitants présentent un niveau de revenu inférieur au seuil de pauvreté constaté à l'échelle de l'unité urbaine, soit 823€ par mois en moyenne pour un individu.

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Boudème	Martigues	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	9,8%	6,9%	7,0%
6-10 ans	7,6%	6,1%	6,0%
11-17 ans	8,6%	8,1%	8,2%
18-24 ans	6,3%	7,7%	7,7%
Indice de jeunesse	1,9	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	15,8%	27,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	2,3%	3,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	60,7%	44,0%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	33,8%	21,5%	23,0%
Bac +3 et plus	6,7%	10,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	18,6%	32,7%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	46,9%	30,1%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans	27,0%	16,6%	18,1%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Le quartier de Boudème est confronté à un fort rajeunissement de sa population, dont les moins de 18 ans sont deux fois plus nombreux que les 65 ans et plus. Ce sont les moins de 11 ans qui contribuent le plus à ce phénomène. Ils représentent 17% de la population du quartier contre 13% sur l'ensemble de la CAPM.

Le rajeunissement est beaucoup plus important sur le secteur de Bargemont, qui se caractérise par un public familial. Ainsi on dénombre près de 6 jeunes de moins de 18 ans pour 1 adulte âgé d'au moins 65 ans. Ces chiffres sont néanmoins à rapporter au poids des habitants de ce secteur parmi la population totale du quartier.

Les habitants de Boudème bénéficient d'un niveau de scolarisation parmi les meilleurs du territoire. Seulement 16% des moins de 6 ans ne sont pas scolarisés et le décrochage scolaire est deux fois moins élevé (2% des 15-17 ans non scolarisés contre 5%).

Néanmoins, il est à observer que ce rajeunissement s'inscrit dans un contexte de renforcement de la monoparentalité et des problématiques sociales éducatives. Les associations observent en effet une augmentation des sollicitations des familles sur les questions de scolarité (rajeunissement du décrochage) et une forte demande d'accompagnement des jeunes, dans un contexte de ruptures de communication parents/enfants (risque de carence et de violences).

Par ailleurs le taux de jeunes adultes non scolarisés est élevé. Bien qu'il soit dans la moyenne intercommunale, il est supérieur de 17 points à celui de Martigues (61% contre 44%). Le retard de qualification de la population du quartier est ainsi persistant, avec un tiers de non diplômés et seulement 7% de diplômés bac +3 et plus..

L'emploi des jeunes en est également impacté. Moins d'un jeune sur cinq a un emploi et prés d'un sur deux est au chômage.

Enfin il est à noter une fragilité de cette population « jeunes » en matière de santé, en raison de la précarisation économique des leurs parents. 27% des enfants ou adolescents sont couverts par la CMUC.

L'examen de la population femmes hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une intervention en matière

	Boudème		Martigues		CAPM	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Poids démographique						
Population	45,6%	54,4%	48,9%	51,1%	48,6%	51,4%
0-17 ans	25,8%	26,0%	29,9%	20,3%	22,0%	20,7%
18-39 ans	28,2%	26,6%	26,9%	25,3%	26,2%	24,9%
40-64 ans	33,2%	32,7%	34,5%	34,3%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	12,9%	14,7%	16,7%	20,2%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	18,4%	81,6%	16,1%	83,9%	15,2%	84,8%
Personnes seules	28,9%	71,1%	41,4%	58,6%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	3,7%	2,2%	4,2%	1,5%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	62,5%	43,0%	67,3%	55,9%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	18,8%	18,3%	34,9%	30,3%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	80,3%	53,5%	85,7%	78,0%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	49,8%	34,8%	41,1%	31,4%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	47,7%	53,3%	44,5%	55,5%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	16,6%	22,6%	11,1%	15,7%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	49,9%	43,0%	30,0%	30,4%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	13,5%	18,9%	8,9%	14,6%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	13,7%	26,0%	6,1%	9,6%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	10,2%	42,7%	5,5%	34,5%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	20,0%	11,1%	28,3%	26,9%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	70,1%	51,4%	47,5%	42,1%	60,6%	58,5%
Non diplômés	30,0%	37,1%	22,3%	20,6%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	6,3%	7,1%	11,1%	10,3%	9,8%	9,3%
Accès aux soins et à la santé						
Taux de couverture CMUC	13,9%	17,0%	7,4%	9,7%	7,9%	10,5%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

d'égalité et d'accès aux droits.

La population du quartier est plus féminisée que sur le reste du territoire, en particulier parmi les moins de 18 ans et les jeunes adultes (18-39 ans). A l'image de ce que l'on peut observer sur l'ensemble de la CAPM, les femmes sont davantage touchées que les hommes par le risque d'isolement, mais dans des proportions différentes. Ainsi la part des mères célibataires parmi les familles monoparentales est moins élevée qu'à l'échelle de la CAPM (82% contre 85%). En revanche la part des femmes parmi les personnes seules est nettement supérieure (71% contre 59%).

Cette fragilisation s'accompagne de difficultés d'accès à l'emploi plus importantes que celles rencontrées par les hommes de leur quartier et des autres femmes du territoire.

Ainsi, 43% des habitantes de Boudème ont un emploi contre 63% des hommes. Cet écart entre le taux d'emploi des hommes et des femmes est nettement plus élevé qu'à l'échelle de la CAPM (20 points contre 14). Elles sont également plus nombreuses parmi la population des chômeurs, et sont plus souvent concernées par le temps partiel.
Comparativement aux autres femmes du territoire, les habitantes de Boudème travaillent moins (43% contre 51%) et sont plus touchées par le chômage (23% contre 17%), et ce quelque soit l'âge.

Par ailleurs, bien que le taux d'emploi des femmes du quartier soit similaire à celui de l'ensemble des habitantes du territoire, elle travaille davantage à temps partiel (39% contre 35%) et connaissent un taux de chômage plus élevé (22% contre 17%). Ceci est particulièrement vrai pour les jeunes femmes (15-24 ans) et les séniores (55-64 ans).
Toutefois on constate que ces dernières sont plus actives que l'ensemble des séniores de la CAPM, ce qui peut expliquer qu'elles soient davantage confrontées au chômage (30% contre 12%).

En matière de formation, la situation est plus favorable avec une meilleure scolarisation des filles en préélémentaire en comparaison avec l'échelle intercommunale et avec les garçons du même âge habitant le quartier.
Les habitantes de Boudème restent en outre scolarisées plus longtemps que les hommes de leur quartier et l'ensemble des femmes du territoire. Pour autant leur niveau de qualification restent inférieur. Les deux d'entre elles n'ont aucun diplôme contre 30% des hommes du quartier, et seules 7% ont un niveau de diplôme supérieur à bac+2 contre 9% pour l'ensemble des femmes de la CAPM.

Les inégalités dans l'accès aux soins et à la santé persistent également.17% des habitantes du quartier bénéficient de la CMUC contre 14% de leurs homologues masculins et 11% de l'ensemble des habitantes de la CAPM.

2.2.3. Centre ville de Martigues

Ménages en dessous du seuil de pauvreté : 27,6%

	Centre ville	Martigues	CAPM
Précarisation des ménages			
Population	7 681	47 544	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	1 343€	1 560€	1 543€
Ménages non imposés	45,7%	38,4%	40,6%
Taux de couverture CAF	50,4%	41,1%	41,2%
Minimas sociaux	37,1%	32,4%	33,8%
Aides au logement	73,6%	61,2%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	32,1%	27,0%	28,7%
Isolement des ménages			
Familles monoparentales	21,9%	16,4%	15,0%
Personnes seules	52,9%	32,4%	30,5%
Etrangers	6,6%	5,3%	6,1%
Immigrés	10,4%	9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi			
Taux d'emploi des 15-64 ans	63,7%	61,6%	58,4%
Indice de chômage (A)	15,9%	11,8%	13,2%*
Emplois à temps partiel	17,6%	19,0%	18,9%
Tissu économique			
Entreprises/établissements	162,9‰	60,8‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	15,5%	18,7%	18,4%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC 25-59 ans	12,2%	8,6%	9,3%
Médecins généralistes	4,53‰	1,11‰	1,02‰
Professionnels paramédicaux	11,66‰	4,21‰	4,12‰
Cadre de vie			
Logements collectifs	75,7%	57,9%	53,6%
Locataires HLM	16,3%	26,6%	28,4%
Vacance	11,3%	4,7%	5,3%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013

Le centre ville de Martigues est composé des trois noyaux villageois historiques de la ville (Ferrières, l'Ile et Jonquières), leur extension les plus anciennes le Grès, les Capucins, et concentre une part essentielle de l'animation urbaine.

Un habitant sur dix de la CAPM y réside, soit plus de 7 500 personnes, qui, malgré une situation de l'emploi un peu plus favorable et un revenu des ménages supérieur de 40% au seuil des bas revenus constaté à l'échelle de l'aire urbaine, présente néanmoins plusieurs signes de fragilité.

Le revenu des ménages reste en effet inférieur de 15% à celui observé à l'échelle de la CAPM. Le taux de chômage est supérieur de 4 points à celui de Martigues. 46% des ménages ne sont pas imposables et 50% d'entre eux perçoivent une allocation CAF,

principalement au titre de l'aide au logement (74%). 37% des allocataires bénéficient des minimas sociaux et un tiers d'entre eux dispose d'un revenu composé pour plus de la moitié de prestations sociales.

Le quartier présente en outre un risque important d'isolement des ménages. Un ménage sur deux est ainsi composé d'une personne seule, ce qui s'explique notamment par un vieillissement un peu plus rapide que sur le reste du territoire. La monoparentalité concerne par ailleurs un ménage sur quatre et s'accompagne d'un risque de fragilisation d'une partie de la jeunesse.

Enfin, le centre ancien concentre 10% de la population d'origine étrangère ou immigrée de la CAPM. Ces publics sont plus concernés par les difficultés d'insertion sociales et économiques et d'accès aux droits et connaissent un emploi moins qualifié et plus exposé aux maladies professionnelles. Ils nécessitent ainsi une attention particulière.

Le caractère central du quartier, à la fois en cœur de ville et au sein de la commune centre de l'agglomération, bénéficie au tissu économique qui y est deux fois et demi plus développé que sur l'ensemble de la CAPM. On compte ainsi 163 établissements pour 1 000 habitants. Néanmoins le risque de paupérisation des centres villes est une problématique majeure pour le territoire en raison de l'habitat ancien et de la difficulté à y maintenir un tissu commercial dynamique, face à la concurrence directe des grandes zones commerciales intra muros ainsi qu'avec les zones commerciales situées à moins de 30 minutes en voiture. Le taux de création d'activités était ainsi en 2013 en retard de 3 points par rapport à la moyenne intercommunale (15% contre 18%).

Le centre ville de Martigues fait ainsi l'objet d'une requalification urbaine engagée depuis près de 30 ans. Il présente en effet un bâti ancien, dont la vétusté nécessite des travaux de mise à niveau et une vacance qui reste deux fois supérieure à celle de la CAPM.
La Ville met en œuvre une politique d'éradication de l'habitat indigne (Martigues en couleur et acquisition foncière) et développe une offre de logements sociaux (PACT, SEMIMVIM). La Ville a signé en novembre 2012 une convention de lutte contre l'habitat indigne avec la Préfecture de région, l'ARS, l'ADIL 13 et la CAF 13, afin de renforcer et de développer sur l'ensemble du territoire l'action de lutte contre l'habitat indigne.

La relance récente de la promotion privée contribue à la rénovation du centre ancien par l'ouverture de certains îlots, l'amélioration des liaisons avec les quartiers d'habitat social environnants. La récente requalification des espaces publics sur Jonquières participe également de l'amélioration du cadre urbain.
Actuellement le principal potentiel de développement urbain concerne la ZAC de l'Hôtel de ville, dont l'impact attendu pour le quartier est important et doit participer à l'attractivité du centre de l'agglomération.

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Centre ville	Martigues	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	7,7%	6,9%	7,0%
6-10 ans	4,5%	6,1%	6,0%
11-17 ans	5,1%	8,1%	8,2%
18-24 ans	10,1%	7,7%	7,7%
Indice de jeunesse	0,9	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	28,9%	27,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	7,0%	3,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	77,3%	44,0%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	22,4%	21,5%	23,0%
Bac +3 et plus	14,0%	10,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	50,2%	32,7%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	25,5%	30,1%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans	25,2%	16,6%	18,1%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Le centre ville de Martigues se distingue par un vieillissement de ses habitants plus accentué qu'à l'échelle de la communauté. Malgré une part équivalente des jeunes enfants entre le quartier et le territoire de la CAPM, les moins de 18 ans ne représentent que 17% de la population du quartier contre 21%. En revanche la part des jeunes adultes est surreprésentée (10% contre 7%).

La situation de l'emploi des jeunes est plus favorable que dans d'autres zones du territoire. 50% d'entre eux ont un emploi et 26% sont au chômage contre respectivement 30% et 32% à l'échelle de l'agglomération. On constate par ailleurs un niveau de formation de la population meilleur que sur l'ensemble du territoire avec 22% de non diplômés et 14% de diplômés bac+3 et plus.

Toutefois, il est à craindre une dégradation significative de cette situation, en raison d'une scolarisation tardive des enfants (29% des 2-5 ans non scolarisés), d'une déscolarisation des 15-17 ans supérieure à la moyenne de l'agglomération (7% contre 5%) et d'une sortie du système scolaire plus rapide que sur le reste du territoire. Moins d'un quart des jeunes est encore scolarisé après 18 ans.
La fragilisation d'une partie de la jeunesse s'exprime également en termes de santé. Un quart des mineurs est couvert par la CMUC.

En outre, le Centre ville de Martigues fonctionne comme un lieu de rassemblement des jeunes. Il a vu ces dernières années augmenter sensiblement les trafics avec une installation durable des réseaux et une recrudescence des cas de dégradations.

L'examen de la population femmes hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une intervention en matière

	Centre ville		Martigues		CAPM	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Poids démographique						
Population	50,6%	49,4%	48,9%	51,1%	48,6%	51,4%
0-17 ans	18,8%	13,6%	29,9%	20,3%	22,0%	20,7%
18-39 ans	35,5%	34,5%	26,9%	25,3%	26,2%	24,9%
40-64 ans	29,7%	27,8%	34,5%	34,3%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	16,0%	24,1%	16,7%	20,2%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	23,2%	76,8%	16,1%	83,9%	15,2%	84,8%
Personnes seules	47,8%	52,2%	41,4%	58,6%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	6,4%	4,0%	4,2%	1,5%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	71,2%	58,8%	67,3%	55,9%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	52,2%	48,2%	34,9%	30,3%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	84,9%	69,4%	85,7%	78,0%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	40,5%	32,7%	41,1%	31,4%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	39,8 %	60,2%	44,5%	55,5%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	10,5%	18,6%	11,1%	15,7%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	21,5%	28,9%	30,0%	30,4%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	8,7%	17,1%	8,9%	14,6%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	4,3%	11,6%	6,1%	9,6%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	5,5%	30,2%	5,5%	34,5%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	36,9%	17,1%	28,3%	26,9%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	74,0%	80,6%	47,5%	42,1%	60,6%	58,5%
Non diplômés	18,6%	20,3%	22,3%	20,6%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	14,6%	13,4%	11,1%	10,3%	9,8%	9,3%
Accès aux soins et à la santé						
Taux de couverture CMUC	10,5%	13,1%	7,4%	9,7%	7,9%	10,5%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

d'égalité et d'accès aux droits.

Le Centre-ville de Martigues se distingue par une part moins importante de femmes que d'hommes. Ce déficit est notamment marqué chez les moins de 18 ans (14% contre 19%) tandis que l'on observe une surreprésentation des femmes dans la tranche d'âge des 65 ans et plus qui représente près d'un quart de la population féminine du quartier.
La tranche d'âge des 18-39 ans est la plus représentée avec plus d'un tiers de la population contre seulement un quart sur le reste du territoire.

Le risque d'isolement des femmes est moins prégnant que sur l'ensemble de la communauté avec une monoparentalité moins féminisée et une répartition des personnes seules plus équilibrée entre hommes et femmes. Au sein du quartier, les mères célibataires restent toutefois plus nombreuses que les pères célibataires (77% contre 23%).

Si les habitantes du centre-ville bénéficient d'un taux d'emploi plus élevé que celui de l'ensemble des femmes du territoire (59% contre 51%), elles connaissent davantage le chômage (19% contre 17%). Toutefois, l'inégalité face au chômage est beaucoup plus criante au sein même du quartier avec des écarts entre hommes et femmes plus forts qu'à l'échelle intercommunale. Ainsi 60% des chômeurs du quartier sont des femmes contre 55% au niveau de la CAPM.
Par ailleurs, les hommes habitant dans le centre ville de Martigues résistent mieux au chômage que l'ensemble de la population du territoire aussi bien féminine que masculine, quel que soit l'âge. Les femmes ne semblent pas pouvoir tirer profit de cette situation plus favorable aux hommes.

En matière de formation, les filles bénéficient d'une meilleure scolarisation en préélémentaire par rapport à l'échelle intercommunale et aux garçons du même âge habitant le quartier, avec lesquels, il est à noter que les écarts sont beaucoup plus élevés que sur l'ensemble de la CAPM.
Les femmes du quartier bénéficient également d'une meilleure qualification que l'ensemble de la population du territoire, mais qui reste néanmoins légèrement inférieure à celle des hommes de leur quartier. Toutefois, le taux de non scolarisation des 18-24 ans, femmes et hommes confondus, parmi les plus hauts du territoire, indique un accès à la formation nettement plus limité qu'ailleurs. Cette situation laisse craindre une dégradation du niveau de qualification des habitants du quartier, et notamment des femmes (81% d'entres elles âgées de 18 à 24 ans sont sorties du système scolaire contre 59% à l'échelle de la CAPM).

En matière d'accès aux soins et à la santé les inégalités sont toutefois plus prégnantes. 13% des habitantes du centre ville de Martigues bénéficient de la CMUC contre 11% de leurs homologues masculins et de l'ensemble des habitantes de la CAPM.

2.2.4. Les Amarantes – Milan Sud

Nota : Approche à l'iris englobe le périmètre du quartier

Ménages en dessous du seuil de pauvreté : 31,4%

	Amarantes-Milan Sud	Port-de-Bouc	CAPM
Précarisation des ménages			
Population	1 532*	17 216	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	1 156€*	1 193€	1 543€
Ménages non imposés	44,0%	51,4%	40,6%
Taux de couverture CAF	59,0%	56,8%	41,2%
Minimas sociaux	45,6%	38,0%	33,8%
Aides au logement	63,2%	62,7%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	41,7%	33,6%	28,7%
Isolement des ménages			
Familles monoparentales	15,9%	19,4%	15,0%
Personnes seules	22,3%*	32,4%	30,5%
Etrangers	6,5%	6,8%	6,1%
Immigrés	14,4%	9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi			
Taux d'emploi des 15-64 ans	46,1%	46,9%	58,4%
Indice de chômage (A)	16,4%	18,2%	13,2%*
Emplois à temps partiel	17,5%	19,0%	18,9%
Tissu économique			
Entreprises/établissements	17,0‰	56,9‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	30,8%	17,6%	18,4%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC 25-59 anS	16,0%	13,7%	9,3%
Médecins généralistes	0,39‰	0,76‰	1,02‰
Professionnels paramédicaux	1,96‰	3,89‰	4,12‰
Cadre de vie			
Logements collectifs	89,3%*	60,3%	53,6%
Locataires HLM	56,0%*	41,7%	28,4%
Vacance	4,1%	6,9%	5,3%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013
* données disponibles par le carroyage

Précédemment classé en zone urbaine sensible pour partie, les Amarantes-Milan Sud sont représentatifs des grands programmes d'habitats collectifs et sociaux des années 1970, à forte densité. Situé à 2 kms du centre-ville, le quartier souffre d'un sous-équipement en commerces et services de proximité. La RN 568 constitue à ce titre une barrière visuelle et physique indiscutable, qui génère par ailleurs de nombreuses nuisances.

Le quartier est composé d'une copropriété et de 240 logements locatifs sociaux gérés par Domicil et la Logirem. La situation critique de la copropriété et les difficultés sociales ont

conduit à la mise en place d'un plan de sauvegarde pour permettre la réalisation d'un programme global de requalification achevé à la fin des années 2000. Ce programme a permis la recomposition urbaine et la dédensification du quartier, par le biais d'opérations de démolitions et de réhabilitations du parc social. Il a également permis d'améliorer le traitement de l'espace public et collectif, de stabiliser la valeur du parc privé et de conforter la vie sociale du quartier.

La population reste toutefois vulnérable et nécessite de pérenniser les efforts réalisés par une vigilance renforcée. La délinquance et le développement de trafics nourrissent un sentiment d'insécurité ressenti autant par les habitants que par les bailleurs. Ainsi malgré les réhabilitations, le taux de rotation des ménages est plus élevé que dans d'autres quartiers.

Le quartier compte aujourd'hui plus de 1 500 habitants dont le revenu est supérieur d'environ 20% au seuil des bas revenus constaté à l'échelle de l'aire urbaine, mais reste toutefois inférieur de 25% à celui observé à l'échelle de la CAPM. Une partie importante de la population présente des signes de fragilité économique bien plus prégnante qu'ailleurs sur le territoire, avec notamment un taux de couverture CAF de 59%, mais surtout une explosion des minimas sociaux (RSA, AAH) qui concernent près de la moitié des allocataires. 42% d'entre eux ont en outre un revenu composé à plus de 50% de prestations sociales.
Concernant plus spécifiquement le parc locatif social, 3 ménages sur 5 ont des revenus inférieurs de 60% au plafond de revenus permettant d'accéder au logement social.

Par ailleurs la situation de l'emploi est plus précaire que sur l'ensemble de l'agglomération. Moins d'une personne sur deux en âge de travailler est en emploi et 18% d'entre elles exercent une activité à temps partiel. Dans le parc social, c'est à peine un tiers des habitants qui a un emploi. Le taux de chômage est également supérieur de 3 points à celui de l'intercommunalité.
Malgré un dynamisme dans la création d'activités (31% de création d'entreprises en 2013), le tissu économique du quartier reste peu développé avec 17 établissements pour 1 000 habitants sont 61‰ sur la CAPM.

Concernant plus particulièrement la santé, la couverture médicale est prés de deux fois et demi inférieure à la celle de l'intercommunalité. Les 25-59 ans sont en outre près de deux fois plus nombreux que sur le reste du territoire à bénéficier de la CMUC.

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Amarantes-Milan Sud	Port-de-Bouc	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	7,6%	7,5%	7,0%
6-10 ans	5,1%	5,8%	6,0%
11-17 ans	10,0%	8,8%	8,2%
18-24 ans	9,9%	8,2%	7,7%
Indice de jeunesse	2,4*	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	22,7%	25,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	0,0%	7,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	47,8%	57,8%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	27,1%	30,7%	23,0%
Bac+3 et plus	3,9%	4,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	19,2%	21,4%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	47,4%	44,0%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans	31,1%	25,7%	18,1%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Le quartier des Amarantes – Milan Sud est confronté à un très fort rajeunissement de sa population. On dénombre 24 jeunes de moins de 18 ans pour 10 personnes âgées de 65 ans et plus. Un tiers des habitants a ainsi moins de 25 ans.

Le quartier bénéficie d'une meilleure scolarisation que sur l'ensemble de l'agglomération, avec moins de retard dans la scolarisation des enfants en préélémentaire et un décrochage scolaire limité.
Néanmoins à peine plus d'un jeune sur deux poursuit ses études au-delà de 18 ans. Cette sortie précoce du système scolaire n'est pas synonyme pour autant d'emploi. Seul 19% parviennent à trouver un emploi, tandis que leur taux de chômage explose avec prés d'un jeune actif sur deux au chômage. L'insertion des jeunes sur le marché du travail se révèle ainsi beaucoup plus difficile qu'à l'échelle de l'agglomération

Le niveau de formation des habitants reste inférieur à celui de la population totale. 27% ne disposent d'aucun diplôme et les Bac+3 et plus sont deux fois moins nombreux qu'à l'échelle de la CAPM.
Enfin en matière de santé, il est à noter qu'un tiers de moins de 18 ans est couvert par la CMUC.

L'examen de la population femmes hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Amarantes-Milan Sud		Port-de-Bouc		CAPM	
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Poids démographique						
Population	48,7%	51,3%	48,2%	51,8%	48,6%	51,4%
0-17 ans	23,9%	20,7%	22,6%	20,7%	22,0%	20,7%
18-39 ans	27,7%	24,9%	24,8%	24,8%	26,2%	24,9%
40-64 ans	34,3%	34,4%	32,0%	34,7%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	14,1%	20,0%	20,6%	19,8%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	12,1%	87,9%	12,2%	87,8%	15,2%	84,8%
Personnes seules	43,6%	56,4%	39,9%	60,1%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	7,2%	1,1%	6,5%	1,0%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	58,6%	34,7%	57,8%	37,2%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	20,1%	18,5%	27,0%	16,0%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	83,9%	51,6%	78,1%	51,5%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	34,6%	12,6%	32,7%	21,1%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	46,1%	53,9%	46,2%	53,8%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	15,2%	24,5%	16,5%	24,6%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	56,4%	36,3%	42,2%	46,7%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	10,2%	22,2%	13,4%	22,7%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	5,2%	25,9%	6,8%	15,8%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	4,8%	36,7%	5,9%	37,3%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	38,7%	11,9%	32,9%	19,1%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	50,6%	45,7%	59,2%	56,5%	60,6%	58,5%
Non diplômés	25,0%	29,1%	30,5%	30,5%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	4,0%	3,7%	4,5%	5,0%	9,8%	9,3%
Accès aux soins et à la santé						
Taux de couverture CMUC	15,4%	19,3%	11,3%	15,5%	7,9%	10,5%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

La proportion de femmes plus élevée dans le quartier des Amarantes – Milan Sud est due à la sous représentation nette des hommes à partir de 65 ans (14% contre 18% à l'échelle de l'agglomération et 20% de femmes, quelle que soit l'échelle de territoire observée). En effet, si l'on considère les autres catégories d'âges, le quartier est plutôt masculinisé, en particulier parmi les moins de 18 ans et les jeunes adultes.
Cette situation distingue particulièrement le quartier au sein du territoire communal, où les hommes sont globalement plus nombreux que les femmes après 65 ans.

Les femmes n'en restent pas moins plus exposées que les hommes au risque d'isolement et de précarisation. L'isolement des femmes tient en particulier à la monoparentalité ; les mères célibataires représentent ainsi 88% des familles monoparentales. Elles sont également plus

nombreuses parmi les personnes seules. Toutefois l'écart avec les hommes est plus réduit, et ce, bien que le vieillissement du quartier concerne plus spécifiquement les femmes.

Cette fragilisation s'accompagne de difficultés d'accès à l'emploi bien plus importantes que celles rencontrées par les hommes de leur quartier et les autres femmes du territoire.
Seul un tiers des habitantes du quartier a un emploi, contre trois hommes du quartier sur cinq et une femme sur deux au niveau intercommunal. Elles sont également plus touchées par le chômage et le temps partiel. Un quart des femmes est ainsi au chômage, ce qui représente 54% de la population totale des chômeurs dans le quartier. 37% des femmes qui sont en emploi exercent leur activité à temps partiel.
En comparaison avec leurs homologues masculins comme l'ensemble des femmes de la CAPM, ce sont les séniores qui rencontrent le plus d'obstacles dans leur insertion professionnelle. 13% d'entre elles ont un emploi (contre 35% des hommes du quartier et 28% des femmes du territoire) et 26% sont au chômage (contre 5% des hommes du quartier et 12% des femmes du territoire).

En matière de formation, la situation est plus favorable avec une bien meilleure scolarisation des filles en préélémentaire en comparaison à l'échelle intercommunale et du quartier. Seule une fille sur dix n'est pas scolarisée maternelle contre une sur quatre en moyenne sur la CAPM. Le retard de scolarisation des garçons du quartier est en revanche beaucoup plus préoccupant. 39% des garçons âgés de 2 à 5 ans ne sont pas scolarisés, contre 30% en moyenne sur l'agglomération.

Bien que plus de la moitié des femmes âgées de 18 à 24 ans poursuive ses études, la population féminine reste néanmoins moins qualifiée. 29% n'ont aucun diplôme contre 25% des hommes du quartier et 23% des femmes du territoire. Par ailleurs, elles sont proportionnellement deux fois et demi moins nombreuses à disposer d'un niveau de diplôme équivalent ou supérieur à Bac+3 que la moyenne des femmes de la CAPM.

En matière d'accès aux soins et à la santé les habitantes du quartier sont deux fois plus nombreuses que l'ensemble des femmes du territoire à bénéficier de la CMUC (19% contre 10%). Cette inégalité territoriale est ainsi encore plus forte que celle observée entre hommes et femmes.

2.2.5. Centre ville de Port-de-Bouc

Ménages en dessous du seuil de pauvreté : 26,1%

	Centre-ville	Port-de-Bouc	CAPM
Précarisation des ménages			
Population	3 452	17 216	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	1 300€	1 193€	1 543€
Ménages non imposés	47,9%	51,4%	40,6%
Taux de couverture CAF2013	71,6%	56,8%	41,2%
Minimas sociaux	48,0%	38,0%	33,8%
Aides au logement	53,5%	62,7%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	45,4%	33,6%	28,7%
Isolement des ménages			
Familles monoparentales	16,9%	19,4%	15,0%
Personnes seules	40,8%	32,4%	30,5%
Etrangers	3,8%	6,8%	6,1%
Immigrés	9,9%	9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi			
Taux d'emploi des 15-64 ans	60,3%	46,9%	58,4%
Indice de chômage (A)	18,1%	18,2%	13,2%*
Emplois à temps partiel	14,1%	19,0%	18,9%
Tissu économique			
Entreprises/établissements	109,2‰	56,9‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	11,4%	17,6%	18,4%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC 25-59 ans[14]	15,2%	15,6%	10,5%*
Médecins généralistes	2,2‰	0,76‰	1,0‰
Professionnels paramédicaux	15,1‰	3,89‰	4,1‰
Cadre de vie			
Logements collectifs	80,7%	60,3%	53,6%
Locataires HLM	32,1%	41,7%	28,4%
Vacance	14,0%	6,9%	5,3%

*Hors Saint-Mitre-les-Remparts
Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / Répertoire SIRENE 2013

Le centre ville de Port-de-Bouc est circonscrit par la voie ferrée au Nord, les Aigues Douces au Sud et s'étend à l'Ouest jusqu'aux Combattants et à l'Est jusqu'à la cité SNCF. Il correspond en grande partie aux quartiers historiques de la ville.

Il compte près de 3 500 habitants, dont le revenu est inférieur en moyenne de 16% à celui de l'ensemble de la population. On observe une concentration de la pauvreté dans ce quartier où près d'un ménage sur deux n'est pas imposable et les trois quarts de la population bénéficient de prestations sociales. En outre un allocataire sur deux perçoit les minimas sociaux (RSA, AAH), contre seulement un tiers à l'échelle de la CAPM. Ce sont ainsi 45%

[14] Données CNAM 2013 non disponibles

des allocataires qui ont un revenu composé à plus de 50% de prestations sociales, ce qui représente la plus forte proportion au regard de l'ensemble du territoire.

Le vieillissement du quartier induit une proportion de personnes seules plus élevée que sur la CAPM (41% contre 31%), tandis que la monoparentalité y est un peu moins prégnante (17% contre 15%). Le risque d'isolement tient également à la présence de populations d'origine étrangère et immigrée dans des proportions similaires voire inférieures à la moyenne de l'agglomération, qui nécessitent néanmoins une attention particulière.

Les habitants du Centre ville bénéficient d'une situation de l'emploi plus favorable. 60% des habitants ont un emploi et le temps partiel concerne seulement 14% des salariés contre 19% à l'échelle de la communauté.
Le chômage reste cependant plus prégnant et touche 18% de la population active contre 13% en moyenne sur l'agglomération.

La situation géographique du quartier offre à ses habitants une bonne couverture médicale. La part des médecins généralistes est ainsi deux fois plus élevée que sur le reste de la communauté (2,2‰ contre 1,0‰), tandis que celle des professionnels paramédicaux est trois fois plus élevée (15,1‰ contre 4,1‰).

Constitué à 80% de collectifs, le parc de logements accueille un tiers de locataires du parc social. Ce patrimoine, géré par la Logirem et Unicil, se répartit entre trois ensembles : Anatole France, le Provence et Les Terrasses du Port.
Au début des années 1980, le centre ville de Port-de-Bouc, comme d'autres secteurs du territoire, a été confronté à une dégradation du bâti et des espaces extérieurs et a du faire face à une paupérisation de ses habitants (fuite de la population salariée, augmentation de la vacance, impayés de loyers, problèmes de cohabitation entre populations pluri-ethniques).

Le risque de paupérisation des centres villes reste une problématique majeure pour le territoire en raison de la présence d'un habitat ancien et de la difficulté à y maintenir un tissu commercial dynamique, face à la concurrence directe des grandes zones commerciales intra muros ainsi que des zones commerciales situées à moins de 30 minutes en voiture.

Aussi, il est conduit depuis plusieurs années une politique d'éradication de l'habitat indigne, qui a contribué à revitaliser le centre ville par une amélioration des logements du parc privé et une réduction de la vacance. Malgré les nombreuses interventions menées dans le cadre de cette politique, l'habitat privé en centre ville présente toujours des signes de dégradation. Une partie des propriétaires est dans l'incapacité financière de rénover des logements, qu'ils louent à des familles elles-mêmes inscrites dans un processus de précarisation économique et qui ne parviennent pas à être logé dans le parc locatif social en raison de la tension persistante du marché.

Sont menées par ailleurs des actions spécifiques pour l'embellissement des devantures commerciales et un programme FISAC a été mis en place, qui comprend le financement d'actions d'investissements, d'animation et de communication afin de valoriser la géographie commerciale et l'environnement commercial.

La vacance tant dans les logements que dans les locaux commerciaux reste néanmoins élevée. Il existe actuellement un potentiel de réhabilitations d'immeubles inoccupés, dotés pour certains de rez-de-chaussée commerciaux, en logements/commerces ou en activités tertiaires/commerce. Les espaces commerciaux centraux et en particulier « la Respelido », nécessitent de poursuivre les efforts engagés en termes de requalification. En outre, le cours

Landrivon constitue un lieu stratégique pour la municipalité qui souhaite le redynamiser et lui redonner un caractère festif et attractif.
Malgré les efforts déployés, le quartier souffre d'un manque de dynamisme économique, notamment au regard du centre ville de Martigues. Rapporté au nombre d'habitants, le nombre d'établissements économiques dans le centre ville de Port-de-Bouc représentent ainsi à peine les deux tiers des établissements recensés dans le centre ville de Martigues (109‰ contre 169‰). La création d'activités nouvelles reste faible, autour de 11% en 2013.

A moyen terme, le centre ville de Port-de-Bouc est concerné par plusieurs projets urbains situés à proximité qui impacteront son fonctionnement. Il s'agit de l'ANRU, de la requalification de la RN568 en boulevard urbain et de la requalification des friches industrielles de Caronte.

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Centre ville	Port-de-Bouc	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	6,3%	7,5%	7,0%
6-10 ans	5,1%	5,8%	6,0%
11-17 ans	7,2%	8,8%	8,2%
18-24 ans	7,3%	8,2%	7,7%
Indice de jeunesse	0,8	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	19,1%	25,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	6,5%	7,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	54,1%	57,8%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	26,3%	30,7%	23,0%
Bac+3 et plus	7,2%	4,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	32,0%	21,4%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	27,1%	44,0%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans[15]	32,5%	29,1%	20,0%*

Sources : INSEE RP 2010

Le centre ville de Port-de-Bouc se distingue par un vieillissement de ses habitants, plus accentué qu'à l'échelle de la communauté. On observe une sous-représentation des jeunes quelle que soit la catégorie d'âges. Les moins de 25 ans constituent ainsi 26% de la population du quartier contre 29% en moyenne sur l'agglomération.

La scolarisation des enfants est plus précoce. Seul un enfant sur cinq n'est pas scolarisé en maternelle. Le quartier reste cependant confronté à un décrochage scolaire des jeunes plus important que sur l'ensemble de l'agglomération, qui sont moins de la moitié à poursuivre leurs études après 18 ans. Plus du quart de la population reste ainsi sans diplôme et la proportion de hauts diplômés reste inférieure à la moyenne intercommunale.

Bien qu'un peu plus favorable par rapport au reste du territoire, la situation de l'emploi des jeunes du quartier n'en est pas moins préoccupante. 32% seulement ont un emploi et 27 % sont au chômage.

La fragilisation d'une partie de la jeunesse s'exprime également en termes de santé. Un tiers des mineurs est couvert par la CMUC.

[15] Données CNAM 2013 non disponibles

L'examen de la population femmes hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Centre ville		Port-de-Bouc		CAPM	
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Poids démographique						
Population	47,2%	52,8%	48,2%	51,8%	48,6%	51,4%
0-17 ans	20,3%	21,0%	22,6%	20,7%	22,0%	20,7%
18-39 ans	28,6%	23,4%	24,8%	24,8%	26,2%	24,9%
40-64 ans	31,4%	38,0%	32,0%	34,7%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	19,7%	17,7%	20,6%	19,8%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	10,0%	90,0%	12,2%	87,8%	15,2%	84,8%
Personnes seules	41,5%	58,5%	39,9%	60,1%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	7,1%	0,0%	6,5%	1,0%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	68,2%	52,7%	57,8%	37,2%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	40,1%	24,8%	27,0%	16,0%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	82,8%	65,9%	78,1%	51,5%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	46,4%	45,3%	32,7%	21,1%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	53,9%	46,1%	46,2%	53,8%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	14,3%	14,9%	16,5%	24,6%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	23,8%	31,4%	42,2%	46,7%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	13,0%	16,6%	13,4%	22,7%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	13,2%	0,0%	6,8%	15,8%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	2,6%	27,6%	5,9%	37,3%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	28,5%	11,8%	32,9%	19,1%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	57,9%	50,3%	59,2%	56,5%	60,6%	58,5%
Non diplômés	25,6%	26,9%	30,5%	30,5%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	5,9%	8,3%	4,5%	5,0%	9,8%	9,3%

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes parmi les habitants du Centre-ville de Port-de-Bouc, en particulier parmi les 40-64 ans, où elles sont nettement surreprésentées (38% contre 31% d'hommes). A l'image de la commune, à partir de 65 ans les proportions entre hommes et femmes s'inversent par rapport au reste de l'agglomération, avec une présence plus importante des hommes.

La question de la monoparentalité chez les femmes est encore plus prégnante dans ce quartier, avec 90% de femmes parmi les familles monoparentales, soit 5 points au dessus de la moyenne intercommunale. Elles sont également plus nombreuses parmi les personnes seules (59%) mais restent cette fois dans la moyenne de l'agglomération.

La situation de l'emploi des habitantes du quartier se révèle toutefois plus favorable que celle de l'ensemble des femmes du territoire. 53% d'entre elles ont un emploi.

En matière de formation, les filles bénéficient d'une bien meilleure scolarisation en préélémentaire par rapport à l'échelle intercommunale et aux garçons du même âge habitant le quartier, avec lesquels, il est à noter que les écarts sont beaucoup plus élevés que sur l'ensemble de la CAPM.

Tout comme pour le quartier des Amarantes-Milan Sud, on constate également une scolarisation plus importante qu'ailleurs des filles en préélémentaire. Cette scolarisation précoce des filles ne bénéficie pas davantage aux garçons dont le retard de scolarisation se situe dans la moyenne intercommunale.

Les femmes du quartier restent par ailleurs scolarisées plus longtemps que les hommes et que l'ensemble de la population intercommunale. Bien que les non diplômés soient plus représentés parmi les habitantes du quartier, elles ont tendance à prolonger davantage leurs études. Elles sont ainsi 8% à détenir un haut niveau de diplôme contre 6% des hommes pour respectivement sur la CAPM 9% et 10%).

2.3. Les quartiers réglementaires

2.3.1. Mas de Pouane

	Mas de Pouane	Martigues	CAPM
Précarisation des ménages			
Population	1 593	47 544	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	750€	1 560€	1 543€
Ménages non imposés	63,7%	38,4%	40,6%
Taux de couverture CAF	49,6%	41,1%	41,2%
Minimas sociaux	42,5%	32,4%	33,8%
Aides au logement	74,3%	61,2%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	32,7%	27,0%	28,7%
Isolement des ménages			
Familles monoparentales	22,4%	16,4%	15,0%
Personnes seules	25,3%	32,4%	30,5%
Etrangers	7,4%	5,3%	6,1%
Immigrés	15,1%	9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi			
Taux d'emploi des 15-64 ans	51,1%	61,6%	58,4%
Indice de chômage (A)	8,3%	11,8%	13,2%*
Emplois à temps partiel	29,1%	19,0%	18,9%
Tissu économique			
Entreprises/établissements	6,5‰	60,8‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	50,0%	18,7%	18,4%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC 25-59 ans	20,8%	8,6%	9,3%
Médecins généralistes	0,54‰	1,11‰	1,02‰
Professionnels paramédicaux	0,00‰	4,21‰	4,12‰
Cadre de vie			
Logements collectifs	93,4%	57,9%	53,6%
Locataires HLM	83,6%	26,6%	28,4%
Vacance	8,0%	4,7%	5,3%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013

Ce quartier d'habitat social est situé à mi-distance entre les centres villes de Martigues et de Port-de-Bouc. Malgré l'amélioration des transports urbains et en particulier de la desserte du collège, il reste éloigné des centres urbains, à l'origine d'un sentiment de non intégration à la commune par une partie des habitants, en particulier parmi les jeunes. Malgré un tissu commercial et de services de proximité implanté le long de la route de Port-de-Bouc, Mas de Pouane souffre d'un tissu économique quasi-inexistant, avec seulement 7 établissements pour 1 000 habitants. Il fait parti des quartiers réglementaires de la région PACA dont le taux d'entreprises rapporté à sa population est le plus faible, et ce malgré un taux de création d'entreprises en 2013 de 50% mais qui ne représente dans les faits que 6 entreprises.

La RN 568 qui le ceinture au Nord et la voie ferrée qui passe au Sud constituent en outre des coupures urbaines fortes et l'exposent à de nombreuses nuisances, auxquelles s'ajoutent la proximité des activités industrialo-portuaires.

Mas de Pouane compte près de 1 600 habitants dont le revenu est inférieur de 22% au seuil des bas revenus constaté à l'échelle d'Aix-Marseille. Il est deux fois moins élevé que le revenu médian observé sur la CAPM. Les deux tiers de la population ne sont pas imposés et la moitié des habitants est couvert par des prestations sociales, qui représentent pour un tiers d'entre eux plus de 50% de leurs revenus. Les trois quarts des allocataires perçoivent des aides au logement, deux allocataires sur trois bénéficient des minimas sociaux (RSA, AAH).
Un ménage sur deux présente en outre un risque d'isolement important, qu'ils soient composés de personnes seules ou de familles monoparentales.

Malgré un chômage moins élevé que sur le reste du territoire, seul un habitant sur deux en âge de travailler a un emploi, avec un temps partiel de 10 points supérieurs à la moyenne de l'agglomération (29% contre 19%).

Avec une couverture médicale quasi inexistante et un éloignement par rapport aux centres urbains, l'accès aux soins et à la santé constitue une réelle difficulté, pour une population fragilisée économiquement et dans la mesure où un adulte âgé de 25 à 59 ans sur cinq est bénéficiaire de la CMUC (contre 9% au niveau communautaire).

Le parc de logements géré par 13 Habitat et la SEMIVIM est constitué pour l'essentiel d'habitats collectifs datant des années 1960, qui présentent des signes de vieillissement et d'obsolescence. Dans le cadre du PLH, des travaux ont été réalisés :

SEMIVIM	160 logements	Amélioration du confort thermique des bâtiments	1 660 000€
		Réhabilitation totale des logements	1 131 000€
		Sécurité incendie	58 000€
13 Habitat	432 logements	Cages d'escaliers, modernisation chauffage, réfection des halls d'entrée, étanchéité et travaux dans les logements	808 253€

Source : bilan du PLH 2013

Une étude a été lancée par la Ville pour un projet d'aménagement du quartier, afin de le désenclaver, de poursuivre la résidentialiation des logements et d'améliorer les espaces publics.
Mas de Pouane est par ailleurs concernés par plusieurs projets d'aménagement, en premier lieu la requalification de la RN 568 en lien avec le contournement autoroutier. La création de la ligne de BHNS Aigues Douces – Figuerolles et la réalisation du pôle d'échange multimodal à Croix-Sainte contribueront au désenclavement du quartier et au développement de liaisons avec l'ensemble du territoire. La reconquête urbaine de la partie Nord du chenal de Caronte constitue également un potentiel d'évolution pour Mas de Pouane.

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Mas de Pouane	Martigues	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	11,0%	6,9%	7,0%
6-10 ans	12,8%	6,1%	6,0%
11-17 ans	11,9%	8,1%	8,2%
18-24 ans	7,6%	7,7%	7,7%
Indice de jeunesse	2,8	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	31,4%	27,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	11,3%	3,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	66,9%	44,0%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	41,3%	21,5%	23,0%
Bac +3 et plus	2,5%	10,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	28,9%	32,7%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	38,5%	30,1%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans	38,4%	16,6%	18,1%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Mas de Pouane connaît un rajeunissement important de sa population, avec près de trois habitants âgés de moins de 18 ans pour un habitant de plus de 64 ans. Ce sont les catégories d'âges les plus jeunes qui contribuent le plus à ce rajeunissement. Ainsi on compte proportionnellement deux fois plus d'enfants de moins de 11 ans dans le quartier qu'à l'échelle du territoire.

Face à ce phénomène, on constate un retard de scolarisation plus élevé des enfants en préélémentaire, puisque près d'un tiers des 2-5 ans ne sont pas scolarisés contre 27% au niveau communautaire.

Le quartier est également confronté à une problématique forte concernant la formation et la qualification, marquée par un décrochage scolaire des 15-17 ans parmi les plus élevés de la CAPM (11% contre 5%). Les jeunes du quartier poursuivent d'autant moins leurs études au-delà de 17 ans, avec seulement un tiers des 18-24 ans encore scolarisés.
Le niveau de qualification de la population reste ainsi nettement inférieur à celui observé sur le reste du territoire. Le taux de non diplômés dépasse en effet les 40% et moins de 3% de la population dispose d'un diplôme équivalent ou supérieur à Bac+3.

La situation globale de l'emploi, moins défavorable que sur d'autres secteurs du territoire, semble profiter 15-24 ans dont le taux d'emploi est similaire à la moyenne intercommunale (29% contre 30%). Toutefois, le taux de chômage n'en reste pas moins plus élevé de 6 points (38% contre 32%).

Enfin il est à noter une fragilité de cette population en matière de santé, en raison de la précarisation économique des leurs parents. Deux enfants ou adolescents de moins de 18 ans sur cinq sont couverts par la CMUC soit un taux deux fois plus élevé qu'à l'échelle de la CAPM (38% contre 18%).

L'examen de la population femmes hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Mas de Pouane		Martigues		CAPM	
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Poids démographique						
Population	48,1%	51,9%	48,9%	51,1%	48,6%	51,4%
0-17 ans	37,4%	34,0%	21,9%	20,3%	22,0%	20,7%
18-39 ans	23,9%	26,9%	26,9%	25,3%	26,2%	24,9%
40-64 ans	28,3%	24,4%	34,5%	34,3%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	10,4%	14,7%	16,7%	20,2%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	10,9%	89,1%	16,1%	83,9%	15,2%	84,8%
Personnes seules	32,2%	67,8%	41,4%	58,6%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	4,8%	1,5%	4,2%	1,5%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	58,4%	43,7%	67,3%	55,9%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	25,1%	35,1%	34,9%	30,3%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	77,0%	48,1%	85,7%	78,0%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	45,7%	32,2%	41,1%	31,4%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	44,8%	55,2%	44,5%	55,5%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	19,3%	23,6%	11,1%	15,7%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	48,9%	19,4%	30,0%	30,4%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	14,3%	32,8%	8,9%	14,6%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	0,0%	0,0%	6,1%	9,6%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	6,4%	59,6%	5,5%	34,5%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	28,4%	33,9%	28,3%	26,9%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	71,3%	61,6%	47,5%	42,1%	60,6%	58,5%
Non diplômés	39,8%	42,7%	22,3%	20,6%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	3,2%	1,9%	11,1%	10,3%	9,8%	9,3%
Accès aux soins et à la santé						
Taux de couverture CMUC	18,5%	28,2%	7,4%	9,7%	7,9%	10,5%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

La population du quartier est plus féminisée que sur le reste du territoire, en particulier parmi les jeunes adultes (18-39 ans) et les personnes âgées (65 ans et plus). Le phénomène d'isolement touche plus les habitantes de Mas de Pouane que les hommes ou que l'ensemble des femmes du territoire. En effet, près des deux tiers des ménages d'une

personne sont des femmes et la monoparentalité touche majoritairement les mères à 89% contre 85% sur le reste du territoire.

Cette fragilisation s'accompagne d'un accès à l'emploi plus contraint, à la fois par rapport aux hommes habitant leur quartier et par rapport à l'ensemble des femmes du territoire, en particulier parmi les 25-54 ans. Moins d'une femme sur deux de cette tranche d'âge et habitant à Mas de Pouane a un emploi contre les trois quarts des hommes de ce même quartier et les deux tiers des femmes de la CAPM.
A ces difficultés d'insertion sur le marché du travail, s'ajoute un temps partiel important parmi celles qui sont en emploi. 60% d'entre elles sont concernées contre 35% des femmes à l'échelle de la CAPM et 6% des hommes de leur quartier.
Toutefois, les jeunes femmes du quartier (15-24 ans) et les séniores (55-64 ans) bénéficient d'un meilleur accès à l'emploi que l'ensemble des femmes du même âge, avec un taux d'emploi supérieur et un taux de chômage moins élevé. Pour les 15-24 ans, il en va de même en comparaison avec leurs homologues masculins, parmi lesquels seul 1 sur 4 a un emploi, et 1 actif sur 2 est au chômage.

Contrairement à ce que l'on peut observer pour les autres quartiers de la politique de la ville, la scolarisation des filles est plus tardive que celles des autres enfants du territoire et que celle des garçons habitant à Mas de Pouane (34% des filles âgées de 2 à 5 ans ne sont pas scolarisées contre 28% des garçons du même âge).
On constate également, toujours en comparaison avec les autres quartiers, que les femmes à Mas de Pouane restent parmi les moins qualifiées du territoire (43% n'ont aucun diplôme contre 23% et 2% ont un niveau de diplôme supérieur à Bac+2 contre 9%), et même par rapport aux hommes du quartier.
Cependant l'accès des femmes à la formation semble s'améliorer avec un allongement de la durée de la scolarisation au-delà de 18 ans proche de ce que l'on observe à l'échelle intercommunale.

De même l'accès aux soins et à la santé des habitantes du quartier reste très inégalitaire à la fois par rapport aux hommes habitant également Mas de Pouane et à l'ensemble des femmes du territoire. Le taux de femmes bénéficiaires de la CMUC est de 10 points supérieurs à celui des hommes de leur quartier mais il est surtout trois fois plus élevé que celui de l'ensemble des femmes du territoire (28% contre 10%).

2.3.2. Canto-Perdrix

	Canto-Perdrix	Martigues	CAPM
Précarisation des ménages			
Population	1 860	47 544	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	950€	1 560€	1 543€
Ménages non imposés	57,2%	38,4%	40,6%
Taux de couverture CAF2013	67,0%	41,1%	41,2%
Minimas sociaux	43,0%	32,4%	33,8%
Aides au logement	77,0%	61,2%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	37,0%	27,0%	28,7%
Isolement des ménages			
Familles monoparentales	35,9%	16,4%	15,0%
Personnes seules	27,8%	32,4%	30,5%
Etrangers	9,3%	5,3%	6,1%
Immigrés	17,5%	9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi			
Taux d'emploi des 15-64 ans	52,6%	61,6%	58,4%
Indice de chômage (A)	15,9%	11,8%	13,2%*
Emplois à temps partiel	26,4%	19,0%	18,9%
Tissu économique			
Entreprises/établissements	8,9‰	60,8‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	50,0%	18,7%	18,4%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC 25-59 ans	18,5%	8,6%	9,3%
Médecins généralistes	0,00‰	1,11‰	1,02‰
Professionnels paramédicaux	0,50‰	4,21‰	4,12‰
Cadre de vie			
Logements collectifs	99,8%	57,9%	53,6%
Locataires HLM	79,3%	26,6%	28,4%
Vacance	1,3%	4,7%	5,3%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013

Canto-Perdrix est un quartier d'habitat social séparé du centre ville par la colline Notre-Dame des Marins. Cette impression d'isolement est renforcée par l'absence de liaisons douces avec le reste de la ville et le peu d'offre commerciale et de services au sein même du quartier. Il bénéficie néanmoins de la proximité du pôle commercial d'Auchan et d'équipements scolaires et sportifs proches. Composé d'opérations groupées et d'immeubles collectifs de grande hauteur, relativement anciens, le quartier jouxte des copropriétés et a récemment été conforté par de nouvelles opérations de logements locatifs.

Les quelques 1 800 habitants du quartier ont un revenu légèrement inférieur au seuil des bas revenus de référence, soit 38% de moins que le revenu médian de la CAPM. 57% des ménages ne sont pas imposés et 67% de la population bénéficient d'une allocation CAF, principalement au titre des aides au logement (77%). 43% des allocataires perçoivent

également les minimas sociaux (RSA, AAH) et 37% ont des revenus composés pour plus de la moitié de prestations sociales.
La situation de l'emploi reste défavorable, marquée par un chômage à 16%. Un habitant sur deux en âge de travailler a un emploi, dont un quart à temps partiel.

A la vulnérabilité économique des ménages, se superpose une fragilisation de la composition familiale. Une attention particulière doit être portée aux familles monoparentales qui représentent un ménage sur trois, d'autant plus que le quartier fait face à un important rajeunissement.

La part des habitants d'origine étrangère ou immigrée est parmi les plus élevée du territoire, ceux-ci exigeant une vigilance accrue, en raison des différentes problématiques d'insertion socio-économiques et d'accès aux droits auxquelles ils sont confrontés, évoquées précédemment.

La problématique de la santé est ici aussi très prégnante, avec un adulte sur cinq âgé de 25 à 59 ans couvert par la CMUC, et pâtit d'une absence de professionnels de santé.

Le secteur médico-social n'est pas le seul à manquer dans le quartier. L'ensemble du tissu économique du quartier est six fois moins développé que sur l'ensemble du territoire de la CAPM. On dénombre moins de 10 entreprises pour 1 000 habitants avec un taux de création d'entreprises certes très élevé en 2013 (50%) mais qui ne correspond dans les faits qu'à la création de 5 établissements.

Concernant l'évolution du quartier, d'importantes interventions sur le cadre bâti ont été opérées dans le cadre du PLH 2010-2015 :

NLP	531 logements	Etanchéité, interphonie, cages d'escaliers, sécurité	873 893€
LOGIREM	240 logements	Réhabilitation thermique du Colimaçon	5 270 000€
		Autres interventions sur les autres bâtiments	270 000€
SEMIVIM	245 logements	Réhabilitation totale des logements et isolation thermique	2 058 000€

Source : bilan du PLH 2013

Par ailleurs, la LOGIREM a vendu une partie de son patrimoine sur le Colimaçon.

Le quartier profite de sa proximité avec de nombreux projets d'aménagement en cours ou à venir, tels que le développement du pôle commercial d'Auchan, la ZAC de la Route Blanche, le contournement autoroutier et la connexion de la RD 50.

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Canto-Perdrix	Martigues	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	11,0%	6,9%	7,0%
6-10 ans	6,3%	6,1%	6,0%
11-17 ans	10,2%	8,1%	8,2%
18-24 ans	10,3%	7,7%	7,7%
Indice de jeunesse	3,5	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	24,2%	27,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	5,0%	3,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	63,8%	44,0%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	29,8%	21,5%	23,0%
Bac+3 et plus	3,5%	10,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	20,9%	32,7%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	48,9%	30,1%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans	33,7%	16,6%	18,1%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Canto-Perdrix fait face à un important rajeunissement. On compte ainsi trois habitants de moins de 18 ans pour un habitant âgé de plus de 64 ans. Ce sont les adolescents et les jeunes adultes qui contribuent le plus à ce phénomène. Mais on constate également un renouvellement de la population par les moins de 6 ans.

Les enfants du quartier bénéficient d'une meilleure scolarisation qu'à l'échelle de la CAPM (24% des 2-5 ans non scolarisés contre 27%). Moins touché par le décrochage scolaire des 15-17 ans, le quartier se caractérise néanmoins par un faible niveau de qualification. 30% de la population reste non diplômée et près des deux tiers des 18-24 ans sont déjà sortis du système scolaire. Par ailleurs, les hauts niveaux de diplômes sont proportionnellement trois fois moins nombreux que sur l'ensemble du territoire.

Cette situation n'est pas sans conséquence sur l'insertion professionnelle des 15-24 ans, parmi lesquels un seul sur cinq a un emploi et un sur deux est chômage. Une grande partie des jeunes sortis précocement du système scolaire se retrouvent ainsi sans solution d'emploi.
Les associations relèvent par ailleurs une augmentation des demandes d'accompagnement de la part des jeunes adultes.

En matière de santé également les jeunes sont plus vulnérables, du fait de la précarisation économique des familles. Un tiers des enfants ou adolescents de moins de 18 ans sont couverts par la CMUC contre 18% à l'échelle de la CAPM.

L'examen de la population femmes hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une réflexion en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Canto-Perdrix		Martigues		CAPM	
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Poids démographique						
Population	46,0%	54,0%	48,9%	51,1%	48,6%	51,4%
0-17 ans	30,0%	32,9%	29,9%	20,3%	22,0%	20,7%
18-39 ans	34,1%	35,1%	26,9%	25,3%	26,2%	24,9%
40-64 ans	29,3%	24,4%	34,5%	34,3%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	6,6%	8,4%	16,7%	20,2%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	6,8%	93,2%	16,1%	83,9%	15,2%	84,8%
Personnes seules	39,5%	60,5%	41,4%	58,6%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	9,6%	3,2%	4,2%	1,5%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	59,0%	47,6%	67,3%	55,9%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	20,6%	21,1%	34,9%	30,3%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	79,7%	61,8%	85,7%	78,0%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	33,5%	28,3%	41,1%	31,4%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	45,3%	54,7%	44,5%	55,5%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	19,6%	22,3%	11,1%	15,7%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	55,8%	42,3%	30,0%	30,4%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	15,5%	20,3%	8,9%	14,6%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	2,3%	10,4%	6,1%	9,6%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	9,9%	59,6%	5,5%	34,5%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	29,3%	19,1%	28,3%	26,9%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	78,3%	51,5%	47,5%	42,1%	60,6%	58,5%
Non diplômés	27,2%	31,9%	22,3%	20,6%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	1,7%	5,0%	11,1%	10,3%	9,8%	9,3%
Accès aux soins et à la santé						
Taux de couverture CMUC	17,2%	24,0%	7,4%	9,7%	7,9%	10,5%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

La surreprésentation des femmes (54%) parmi les habitants du quartier de Canto-Perdrix est plus importante que sur l'ensemble du territoire de la CAPM. En raison du fort rajeunissement du quartier, ce sont parmi les catégories d'âges les plus jeunes qu'elles sont les plus représentées. En lien également avec l'évolution de la structure par âge du quartier, le risque d'isolement des femmes tient particulièrement à la monoparentalité, à laquelle elles sont plus fortement exposées que les hommes de leur quartier (93% contre 7%) ou que l'ensemble des femmes du territoire (93% contre 85%).

Cette fragilisation s'accompagne de difficultés d'accès à l'emploi plus importantes que celles rencontrées par les hommes de leur quartier et l'ensemble des femmes du territoire. Ainsi,

48% des habitantes de Canto-Perdrix ont un emploi contre 59% des hommes. Elles sont également plus nombreuses parmi la population des chômeurs.
Bien que le taux d'emploi des femmes du quartier soit peu éloigné de celui de l'ensemble des habitantes du territoire (48% contre 51%), elles sont davantage concernées par le temps partiel (60% contre 35%) et connaissent un taux de chômage plus élevé (22% contre 17%). Ceci est particulièrement vrai pour les femmes jeunes dont le taux d'emploi est de 21% et le taux de chômage de 42% contre respectivement 26% et 33% à l'échelle intercommunale.

Concernant la scolarisation, la situation est plus favorable avec une scolarisation moins tardive des filles en préélémentaire en comparaison avec l'échelle intercommunale et avec les garçons du même âge habitant le quartier.
L'accès à la formation s'est également amélioré avec une prolongation de la scolarisation des femmes au-delà de 18 ans plus élevée que celle des hommes du quartier et que l'ensemble des femmes du territoire. Pour autant leur niveau de qualification reste inférieur. Un tiers d'entre elles n'a aucun diplôme contre un quart des hommes à l'échelle de Canto-Perdrix, et seules 5% ont un niveau de diplôme supérieur à bac+2 contre 9% pour l'ensemble des femmes de la CAPM.

Les inégalités en matière d'accès aux soins et à la santé persistent également. Un quart des habitantes de Canto-Perdrix est couvert par la CMUC, contre 17% des hommes habitant le quartier et 10% de l'ensemble des habitantes de la CAPM.

2.3.3. Notre Dame des Marins

	N-D. des Marins	Martigues	CAPM
Précarisation des ménages			
Population	1 779	47 544	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	833€	1 560€	1 543€
Ménages non imposés	57,2%	38,4%	40,6%
Taux de couverture CAF2013	37,9%	41,1%	41,2%
Minimas sociaux	36,1%	32,4%	33,8%
Aides au logement	68,3%	61,2%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	28,9%	27,0%	28,7%
Isolement des ménages			
Familles monoparentales	29,3%	16,4%	15,0%
Personnes seules	34,8%	32,4%	30,5%
Etrangers	8,8%	5,3%	6,1%
Immigrés	17,1%	9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi			
Taux d'emploi des 15-64 ans	48,8%	61,6%	58,4%
Indice de chômage (A)	17,0%	11,8%	13,2%*
Emplois à temps partiel	28,2%	19,0%	18,9%
Tissu économique			
Entreprises/établissements	14,5‰	60,8‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	54,1%	18,7%	18,4%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC 25-59 ans	18,3%	8,6%	9,3%
Médecins généralistes	0,78‰	1,11‰	1,02‰
Professionnels paramédicaux	2,74‰	4,21‰	4,12‰
Cadre de vie			
Logements collectifs	79,9%	57,9%	53,6%
Locataires HLM	75,5%	26,6%	28,4%
Vacance	3,2%	4,7%	5,3%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013

Situé au Nord du centre-ville de Martigues, dont il est séparé par l'avenue Francis Turcan, ce quartier d'habitat social construit au début des années 1970 est composé de collectifs denses. Notre Dame des Marins dispose de peu de commerces et services et souffre de l'absence de liaisons piétonne ou cycliste aménagées, permettant de le reconnecter avec le centre ville. La coupure physique représentée par le boulevard urbain qui le ceinture au Sud, est outre source de nuisances et de risques.

Notre-Dame des Marins compte environ 1 800 habitants dont le revenu médian est inférieur de 13% à celui de l'unité urbaine. Près de trois ménages sur cinq ne sont pas imposés ; toutefois la couverture CAF est moins élevé que la moyenne de l'agglomération. Néanmoins 68% des allocataires perçoivent une aide au logement, 36% bénéficient des minimas sociaux et 29% ont des revenus composés pour plus de la moitié par des prestations sociales.

La problématique de l'isolement des ménages se pose également dans ce quartier. Près de deux ménages sur trois sont composés d'une personne seule ou d'une famille monoparentale. De même les populations d'origine étrangère ou immigrée sont plus représentées que sur le reste du territoire.

La situation de l'emploi précaire renforce la fragilité sociale des ménages. Moins d'un habitant âgé de 15 à 64 ans exerce une activité professionnelle, dont une partie importante à temps partiel. Le chômage s'élève à 17% contre 13% à l'échelle de l'agglomération.

S'ajoute à cela une problématique de santé forte avec des taux de bénéficiaires CMUC parmi les plus importants, notamment chez les enfants. La couverture médicale, meilleure que dans d'autres quartiers de la politique de la ville reste près de deux fois moins importante qu'à l'échelle de la CAPM.

Le quartier pâtit également d'un tissu économique qui est peu développé, avec moins de 15 entreprises pour 1 000 habitants contre 60‰ à l'échelle de la CAPM. On observe toutefois en 2013 une redynamisation avec la création d'une quinzaine d'entreprises.

Notre-Dame des Marins a fait l'objet d'une première vague de réhabilitations à la fin des années 1990, qui a porté sur la réorganisation des dessertes d'immeubles, la résorption de la vacance sur les bâtiments JKL, et des travaux d'entretiens amélioration sur les autres bâtiments. Plus récemment, 13 Habitat a notamment renforcé son budget d'entretien de maintenance :

13 Habitat	708 logements	Budget renforcé GE/GR	2 206 554€
		Pose isolation thermique fenêtres PVC, volets roulants	3 015 974€
		Participation réhabilitation place centrale	310 780€

Source : bilan du PLH 2013

L'évolution de la qualité urbaine du quartier dans les prochaines années sera liée à la réduction du trafic et la requalification de l'avenue Turcan (A55-RD50).

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	N-D. des Marins	Martigues	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	7,2%	6,9%	7,0%
6-10 ans	7,4%	6,1%	6,0%
11-17 ans	11,7%	8,1%	8,2%
18-24 ans	7,4%	7,7%	7,7%
Indice de jeunesse	1,5	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	n.d.	27,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	2,3%	3,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	71,1%	44,0%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	28,2%	21,5%	23,0%
Bac+3 et plus	4,7%	10,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	14,9%	60,0%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	38,5%	30,1%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans	35,9%	16,6%	18,1%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Notre-Dame des Marins connaît un rajeunissement de sa population, toutefois moins rapide que dans d'autres quartiers réglementaires, et qui tend à ralentir ces dernières années. Ainsi le quartier compte 12% d'habitants âgés de 11 à 17 ans, contre 7% d'enfants de moins de 6 ans et 7% d'enfants âgés de 6 à 10 ans. La part des adolescents est ainsi surreprésentée de 4 points par rapport aux territoires de référence, tandis que la proportion des 0-5 ans et des 6-10 ans est proche de ce que l'on observe à l'échelon communautaire.

Malgré un décrochage scolaire des 15-17 ans plus limité que sur l'ensemble de la CAPM (2% contre 5%), le niveau de qualification des habitants reste en deçà de la moyenne intercommunale. Les non diplômés représentent 28% de la population, et 71% des 18-24 ans sont sortis du système scolaire. Par ailleurs, les hauts niveaux de diplômes sont proportionnellement deux fois moins nombreux que sur le reste de l'agglomération.

Cette situation n'est pas sans conséquence sur l'insertion professionnelle des 15-24 ans, parmi lesquels seulement 15% ont un emploi et deux sur cinq sont au chômage. Une grande partie des jeunes sortis précocement du système scolaire se retrouvent ainsi sans solution d'emploi.

En matière de santé également les jeunes sont plus vulnérables, du fait de la précarisation économique des familles. 36% des enfants ou adolescents de moins de 18 ans sont couverts par la CMUC contre 20% à l'échelle de la CAPM.

L'examen de la population femmes hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une réflexion en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	N-D des Marins		Martigues		CAPM	
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Poids démographique						
Population	43,5%	56,5%	48,9%	51,1%	48,6%	51,4%
0-17 ans	29,3%	24,1%	29,9%	20,3%	22,0%	20,7%
18-39 ans	22,7%	23,6%	26,9%	25,3%	26,2%	24,9%
40-64 ans	30,1%	34,0%	34,5%	34,3%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	17,9%	18,2%	16,7%	20,2%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	8,0%	92,0%	16,1%	83,9%	15,2%	84,8%
Personnes seules	31,7%	68,3%	41,4%	58,6%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	10,7%	1,3%	4,2%	1,5%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	56,0%	48,8%	67,3%	55,9%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	10,3%	19,7%	34,9%	30,3%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	77,3%	56,1%	85,7%	78,0%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	44,8%	28,9%	41,1%	31,4%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	44,0 %	56,0%	44,5%	55,5%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	22,4%	24,4%	11,1%	15,7%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	70,2%	50,5%	30,0%	30,4%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	17,6%	25,7%	8,9%	14,6%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	8,7%	8,9%	6,1%	9,6%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	9,1%	47,3%	5,5%	34,5%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	n.d.	n.d.	28,3%	26,9%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	71,3%	70,9%	47,5%	42,1%	60,6%	58,5%
Non diplômés	39,9%	43,4%	22,3%	20,6%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	5,9%	3,8%	11,1%	10,3%	9,8%	9,3%
Accès aux soins et à la santé						
Taux de couverture CMUC	17,1%	21,3%	7,4%	9,7%	7,9%	10,5%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Avec 57% de femmes, la population féminine de Notre Dame des Marins compte parmi les plus élevées du territoire, à l'exception des moins de 18 ans où les garçons sont plus nombreux. Les femmes sont particulièrement exposées au risque d'isolement. Les femmes vivant seules représentent plus des deux tiers des ménages d'une personne. Cette proportion est supérieure celle du territoire. Les familles monoparentales sont majoritairement composées de mères isolées (plus de 9 familles sur 10).

Les femmes du quartier rencontrent, comme ailleurs, des difficultés dans leur insertion professionnelle, mais les écarts entre hommes et femmes sont moins marqués qu'à l'échelle

de la CAPM. On constate ainsi pour le taux d'emploi un écart de 7 points entre hommes et femmes au niveau de Notre Dame des Marins contre 14 au niveau intercommunal ; pour le taux de chômage cet écart passe de 2 à 5 points.
L'emploi des femmes reste toutefois plus précaire avec un temps partiel important, soit près d'une femme en emploi sur deux, contre une sur trois sur l'ensemble du territoire.

Leur niveau de qualification reste par ailleurs inférieur. 43% des habitantes du quartier ne disposent d'aucun diplôme contre 23% de l'ensemble des femmes du territoire, et seules 4% d'entre elles ont un diplôme au moins équivalent à bac +3, contre 9% à l'échelle de la CAPM. Le niveau de qualification sur le quartier est globalement inférieur, mais les hommes s'en sortent mieux et les écarts avec les femmes sont plus marqués qu'au niveau intercommunal.

En outre, alors que dans la plupart des quartiers de la politique de la ville, les femmes sont plus nombreuses à poursuivre leurs études au-delà de 18 ans, les habitantes de Notre-Dame des Marins sortent beaucoup plus rapidement du système scolaire. Ainsi on constate la même proportion de femmes que d'hommes du quartier âgés de 18 à 24 ans à être déscolarisés, soit 70% d'entre eux.

Les inégalités en matière d'accès aux soins et à la santé persistent également, mais il s'agit davantage d'inégalités territoriales que d'inégalités entre hommes et femmes. Les habitantes de Notre Dame des Marins sont ainsi deux fois plus nombreuses à bénéficier de la CMUC qu'à l'échelle de l'agglomération.

2.3.4. Aigues-Douces

	Aigues Douces	Port-de-Bouc	CAPM
Précarisation des ménages			
Population	2 640	17 216	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	750€	1 193€	1 543€
Ménages non imposés	60,6%	51,4%	40,6%
Taux de couverture CAF	66,9%	56,8%	41,2%
Minimas sociaux	42,7%	38,0%	33,8%
Aides au logement	74,9%	62,7%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	39,1%	33,6%	28,7%
Isolement des ménages			
Familles monoparentales	25,3%	19,4%	15,0%
Personnes seules	52,9%	32,4%	30,5%
Etrangers	5,5%	6,8%	6,1%
Immigrés	13,1%	9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi			
Taux d'emploi des 15-64 ans	31,5%	46,9%	58,4%
Indice de chômage (A)	27,6%	18,2%	13,2%*
Emplois à temps partiel	22,5%	19,0%	18,9%
Tissu économique			
Entreprises/établissements	43,2‰	56,9‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	19,7%	17,6%	18,4%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC 25-59 ans	21,6%	13,7%	9,3%
Médecins généralistes	1,86‰	0,76‰	1,02‰
Professionnels paramédicaux	6,52‰	3,89‰	4,12‰
Cadre de vie			
Logements collectifs	76,3%	60,3%	53,6%
Locataires HLM	61,5%	41,7%	28,4%
Vacance	8,2%	6,9%	5,3%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013

Englobant presqu'entièrement la presqu'île de la Lèque, le quartier se situe ainsi à proximité immédiate du centre ville de Port-de-Bouc. Le secteur a connu depuis les années 1990 d'importantes évolutions favorisant une plus grande mixité urbaine et contribuant à sa revalorisation.
L'espace public a été requalifié permettant de structurer les domanialités et de désenclaver le quartier. Des équipements culturels, commerces et services ont été implantés et des locaux ont été créés pour l'accueil de petites entreprises. Le front de mer a par ailleurs fait l'objet d'un traitement paysager.

Toutefois, la situation socio-économique des habitants continue de se dégrader, en raison notamment de la politique de peuplement mise en œuvre depuis de nombreuses années.
Les Aigues Douces – La Lèque représente ainsi le quartier le plus pauvre de la CAPM.

Le revenu médian des habitants est inférieur de 30% au seuil des bas revenus de référence et de 58% à celui de la communauté. 61% des ménages ne sont pas imposés et 67% de la population perçoit une aide de la CAF, principalement au titre des aides au logement (75%). 43% des allocataires perçoivent les minimas sociaux (RSA, AAH) et 39% ont des revenus composés à plus de 50% de prestations sociales.

Le quartier présente la situation de l'emploi la plus préoccupante. Le taux de chômage est le plus élevé de l'intercommunalité (28%). Moins d'un habitant en âge de travailler sur trois a un emploi et le temps partiel touche plus d'un actif sur cinq.
Le quartier bénéficie de la proximité du centre ville et de son tissu économique. On compte ainsi 43 entreprises pour 1 000 habitants. Le tissu économique reste toutefois moins développé que dans la majorité des quartiers réglementaires de la région PACA qui comptent plus de 50 entreprises. Bien que trois fois moins élevé qu'à l'échelle de la CAPM, le taux de création d'entreprises est supérieur à celui observé sur le centre ville de Port-de-Bouc.
Ce renforcement des ruptures scolaires s'inscrit dans un contexte de fragilisation des familles, la monoparentalité touchant une famille sur deux (25% des ménages).
Le risque d'isolement, qui en résulte, concerne également les personnes seules qui représentent plus d'un ménage sur deux.

La situation géographique de la presqu'île, à proximité du centre ville, offre néanmoins une facilité d'accès aux soins et à la santé à une population particulièrement vulnérable, les taux de couverture de la CMUC étant parmi les plus élevés de la CAPM.

Concernant l'amélioration du cadre de vie, c'est sur le parc social des Aigues-Douces que les opérations de requalification ont été les plus prégnantes au cours des 25 dernières années, avec pour objectif la résorption de l'habitat le plus ancien. La démolition de deux bâtiments et l'écrêtement des tours, accompagné d'opérations de reconstruction et du remaniement des espaces extérieurs ont participé à une transformation profonde du quartier qu'il convient de poursuivre.
Des travaux d'améliorations ont été également réalisés sur la cité de la Lèque dans le cadre du plan de patrimoine de 13 Habitat.

Le quartier fait actuellement l'objet d'une étude dans le cadre du nouveau programme ANRU, qui doit contribuer au renforcement de la centralité et de la qualité urbaine par la reconquête et la valorisation du centre urbain et au redéploiement de l'activité économique, la mise en valeur patrimoine maritime.

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Aigues Douces	Port-de-Bouc	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	9,6%	7,5%	7,0%
6-10 ans	6,3%	5,8%	6,0%
11-17 ans	8,9%	8,8%	8,2%
18-24 ans	11,2%	8,2%	7,7%
Indice de jeunesse	1,2	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	28,9%	25,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	15,8%	7,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	74,7%	57,8%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	36,6%	30,7%	23,0%
Bac+3 et plus	1,9%	4,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	18,6%	21,4%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	63,6%	44,0%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans	42,0%	25,7%	18,1%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Le quartier des Aigues Douces/La Lèque est un quartier vieillissant à l'image du reste de la communauté. En témoigne son indice de jeunesse de 1,2 comparable à celui des territoires de référence.

On constate néanmoins l'amorce d'un renouvellement de la population, marquée par une proportion des enfants de moins de 6 ans de l'ordre de 10% contre 7% sur la CAPM. Cette situation favorable au quartier s'accompagne toutefois d'un défaut de scolarisation des enfants en préélémentaire plus élevé (29% des 2-5 ans non scolarisés).

Le quartier se caractérise également par une proportion de jeunes adultes supérieure à la moyenne intercommunale (11% contre 8%), qui nécessite une attention particulière, en raison de l'aggravation du décrochage scolaire.16% des 15-17 ans ne sont pas scolarisés contre 5% à l'échelle communautaire, et seul un quart des 18-24 ans poursuit ses études. Le niveau de qualification de la population reste ainsi parmi les plus bas du territoire, avec 37% de non diplômés et seulement 2% des habitants disposant d'un diplôme équivalent ou supérieur à Bac+3.

L'accès à l'emploi des jeunes en est d'autant plus difficile. Moins d'un habitant sur cinq âgés de 15 à 24 ans a un emploi, tandis que près des deux tiers d'entre eux sont au chômage. Une grande partie des jeunes sortis précocement du système scolaire se retrouvent ainsi sans solution d'emploi.

Cette précarisation de la jeunesse et de leurs familles s'accompagne d'une plus forte vulnérabilité en matière de santé. 42% des enfants ou adolescents de moins de 18 ans sont couverts par la CMUC contre 20% à l'échelle de la CAPM.

L'examen de la population femmes hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Aigues Douces		Port-de-Bouc		CAPM	
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Poids démographique						
Population	44,8%	55,2%	48,2%	51,8%	48,6%	51,4%
0-17 ans	26,0%	21,0%	22,6%	20,7%	22,0%	20,7%
18-39 ans	28,6%	23,4%	24,8%	24,8%	26,2%	24,9%
40-64 ans	23,6%	38,0%	32,0%	34,7%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	21,7%	17,7%	20,6%	19,8%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	6,3%	93,7%	12,2%	87,8%	15,2%	84,8%
Personnes seules	37,3%	62,7%	39,9%	60,1%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	5,6%	3,4%	6,5%	1,0%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	46,2%	20,9%	57,8%	37,2%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	27,9%	10,7%	27,0%	16,0%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	62,6%	32,2%	78,1%	51,5%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	25,2%	6,9%	32,7%	21,1%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	50,0%	50,0%	46,2%	53,8%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	34,2%	45,6%	16,5%	24,6%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	57,3%	72,4%	42,2%	46,7%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	27,2%	37,5%	13,4%	22,7%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	15,3%	29,7%	6,8%	15,8%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	8,7%	43,1%	5,9%	37,3%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	29,9%	27,7%	32,9%	19,1%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	76,5%	72,9%	59,2%	56,5%	60,6%	58,5%
Non diplômés	31,6%	40,5%	30,5%	30,5%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	2,3%	1,6%	4,5%	5,0%	9,8%	9,3%
Accès aux soins et à la santé						
Taux de couverture CMUC	18,5%	26,8%	11,3%	15,5%	7,9%	10,5%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013

Avec 55% de femmes, la population féminine du quartier des Aigues Douces / La Lèque compte également parmi les plus élevées du territoire, notamment parmi les 40-64 ans (38%).
Contrairement à ce que l'on constate sur le reste du territoire, à partir de 65 ans les femmes sont moins nombreuses que les hommes de leur quartier.

Le risque d'isolement, auquel les femmes sont globalement plus exposées que leurs homologues masculins, est encore plus prégnant au sein du quartier des Aigues Douces / La

Lèque, en particulier pour les mères célibataires. 94% des mono-parents sont des femmes contre 85% pour l'ensemble du territoire intercommunal.

Si l'accès à l'emploi est particulièrement difficile pour l'ensemble des habitants du quartier, il est encore plus dégradé pour les femmes. Seule une sur cinq a un emploi, contre une sur deux à l'échelle intercommunale, et leur taux de chômage est deux fois et demi plus élevé que pour l'ensemble des femmes de la CAPM (46% contre 17%). De même, elles sont davantage confrontées que ces dernières au temps partiel (43% contre 35%).
Cette précarisation de l'emploi n'épargne aucune catégorie d'âge, mais s'avère plus sévère pour les femmes jeunes (15-24 ans). Près des trois quarts d'entre elles qui sont actives sont au chômage contre un tiers sur le reste de la communauté. Ceci est à mettre en relation avec un faible niveau de qualification et un accès à la formation plus restreint.
Ainsi on compte 41% de femmes non diplômées contre 23% sur la CAPM, et près de six fois moins de femmes disposant d'un diplôme au-delà de Bac+3 par rapport au reste du territoire (2% contre 9%). Le taux de scolarisation particulièrement faible des femmes âgées de 18 à 24 ans ne présage pas d'une amélioration du niveau de qualification des femmes (73% des 18-24 ans non scolarisées).

Enfin la scolarisation des filles reste un peu plus tardive que sur l'ensemble du territoire (28% des filles âgées 2 à 5 ans non scolarisées contre 25%). Elle reste néanmoins meilleure que celle des garçons.

Enfin dans le domaine de la santé, les inégalités persistent également. 27% des habitantes des Aigues Douces sont couvertes par la CMUC, contre 19% des hommes habitant le quartier et 10% de l'ensemble des habitantes de la CAPM.

2.3.5. Les Comtes

	Les Comtes	Port-de-Bouc	CAPM
Précarisation des ménages			
Population	4 150	17 216	70 188
Revenu médian mensuel net par UC	958€	1 193€	1 543€
Ménages non imposés	76,5%	51,4%	40,6%
Taux de couverture CAF	51,6%	56,8%	41,2%
Minimas sociaux	40,1%	38,0%	33,8%
Aides au logement	68,7%	62,7%	60,1%
Revenus +50% prestations sociales	34,9%	33,6%	28,7%
Isolement des ménages			
Familles monoparentales	22,2%	19,4%	15,0%
Personnes seules	52,9%	32,4%	30,5%
Etrangers	8,9%	6,8%	6,1%
Immigrés	12,9%	9,4%	10,6%
Précarisation de l'emploi			
Taux d'emploi des 15-64 ans	43,1%	46,9%	58,4%
Taux de chômage (recensement)	21,5%	20,1%	14,3%
Emplois à temps partiel	24,4%	19,0%	18,9%
Tissu économique			
Entreprises/établissements	25,1‰	56,9‰	61,1‰
Créations d'activités économiques	32,2%	17,6%	18,4%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC 25-59 ans	15,8%	13,7%	9,3%
Médecins généralistes	0,00‰	0,76‰	1,02‰
Professionnels paramédicaux	0,58‰	3,89‰	4,12‰
Cadre de vie			
Logements collectifs	71,8%	60,3%	53,6%
Locataires HLM	82,8%	41,7%	28,4%
Vacance	5,3%	6,9%	5,3%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAF 2013 / CNAM 2013 / Répertoire SIRENE 2013

Situé en bordure de la RN 568, le quartier est constitué du parc de logements sociaux le plus ancien de Port-de-Bouc, ainsi que la cité des Comtes (LOGIREM) et le foyer Sonacotra.

Il compte plus de 4 000 habitants dont le revenu médian est légèrement inférieur à celui de l'unité urbaine. Seul un quart des ménages est imposé et le taux de couverture CAF est supérieur de près de 10 points à la moyenne intercommunale. 69% des allocataires perçoivent une aide au logement, 40% touchent les minimas sociaux (RSA, AAH) et 35% ont des revenus composés pour plus de la moitié par des prestations sociales.

Le quartier est soumis à un vieillissement de sa population, qui s'accompagne d'un renforcement des personnes seules (53%).

Concernant l'emploi, seuls deux habitants sur cinq en âge de travailler exercent une activité professionnelle, dont près d'un quart est concerné par le temps partiel. Un actif sur cinq est par ailleurs au chômage.
L'accès aux soins et à la santé pour cette population précarisée constitue également un handicap.

Le quartier bénéficie d'un tissu économique plus dynamique que dans les autres quartiers de la politique de la ville. Ce tissu s'appuie sur un réseau d'une centaine d'entreprises soit une moyenne de 25 entreprises pour 1 000 habitants, avec un taux de création de 32% en 2013.

Concernant l'amélioration du cadre de vie, des réhabilitations ont été engagées sur les Comtes depuis les années 1990 et achevées à la fin des années 2000. Plusieurs logements ont été démolis, les espaces extérieurs ont été requalifiés et un espace socioculturel de proximité a été ouvert. Le parc de logement situé à Tassy n'a fait l'objet en revanche que de réhabilitations partielles. De manière générale, le parc de logements nécessite des travaux d'adaptation afin d'accompagner le vieillissement de la population.

L'évolution urbaine du quartier dépend principalement de la requalification de la RN 568 dans le cadre de la réalisation du contournement autoroutier et de l'aménagement de la partie nord du chenal de Caronte, dont le projet doit participer à l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement urbain et à la stratégie de développement économique communautaire.

L'examen de la population jeune fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales qui nécessitent une intervention en matière d'égalité et d'accès aux droits.

	Les Comtes	Port-de-Bouc	CAPM
Poids démographique			
0-5 ans	7,9%	7,5%	7,0%
6-10 ans	6,8%	5,8%	6,0%
11-17 ans	9,6%	8,8%	8,2%
18-24 ans	7,1%	8,2%	7,7%
Indice de jeunesse	1,2	1,1	1,1
Scolarisation / formation			
2-5 ans non scolarisés	29,4%	25,6%	27,4%
15-17 ans non scolarisés	10,6%	7,8%	4,8%
18-24 ans non scolarisés	53,2%	57,8%	59,6%
Niveau de qualification			
Non diplômés	39,7%	30,7%	23,0%
Bac+3 et plus	3,7%	4,7%	9,5%
Accès à l'emploi			
Taux d'emploi des 15-24 ans	19,6%	21,4%	29,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	33,7%	44,0%	32,2%
Accès aux soins et à la santé			
Taux de couverture CMUC -18 ans	30,5%	25,7%	18,1%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

Le quartier des Comtes est un quartier plus vieillissant à l'image du reste de la Communauté.

En témoigne son indice de jeunesse de 1,2 comparable à celui des territoires de référence.

Les moins de 18 ans sont toutefois surreprésentés par rapport à la moyenne intercommunale et constitue ainsi près d'un quart de la population du quartier.

Bien que moins représentés par rapport à d'autres quartiers réglementaires, les jeunes n'en présentent pas moins les mêmes signes de fragilité, que ce soit à travers la structure familiale, le système éducatif, l'accès à la formation ou à la santé.

On observe notamment une scolarisation tardive des enfants, un taux de décrochage scolaire des 15-17 ans deux fois plus élevé que la moyenne intercommunale et un taux de couverture des moins de 18 ans par la CMUC de 31% contre 18% à l'échelle de la CAPM.

Le quartier se distingue cependant des autres quartiers réglementaires par une proportion de jeunes poursuivant leur scolarisation après 18 ans, d'environ un jeune sur deux, supérieure à celle observée sur l'ensemble du territoire. Le niveau de qualification de la population n'en reste pas moins plus faible avec 40% de non diplômés et 4% de titulaires d'un Bac +3 et plus.

L’accès à l’emploi des 15-24 ans est également plus contraint que pour les autres catégories d’âges. Mais contrairement aux autres quartiers de la politique de la ville, la faible proportion de jeunes en emploi (20%) s’explique par un taux d’activité plus faible du fait d’une scolarisation plus longue. Le taux de chômage des jeunes actifs (15-24 ans) est par ailleurs à peine plus élevé que celui de l’ensemble des jeunes de la CAPM (34% contre 32%)

L'examen de la population femmes hommes fait apparaître des caractéristiques démographiques et sociales comme des clivages qui appellent une intervention en matière

	Les Comtes		Port-de-Bouc		CAPM	
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Poids démographique						
Population	47,6%	52,4%	48,2%	51,8%	48,6%	51,4%
0-17 ans	24,6%	20,7%	22,6%	20,7%	22,0%	20,7%
18-39 ans	22,4%	24,7%	24,8%	24,8%	26,2%	24,9%
40-64 ans	32,2%	34,9%	32,0%	34,7%	34,0%	34,4%
65 ans et plus	20,8%	19,7%	20,6%	19,8%	17,8%	20,0%
Isolement des ménages						
Familles monoparentales	11,0%	89,0%	12,2%	87,8%	15,2%	84,8%
Personnes seules	40,7%	59,3%	39,9%	60,1%	40,7%	59,3%
Salariés étrangers	7,1%	0,2%	6,5%	1,0%	4,7%	1,6%
Accès à l'emploi						
Taux d'emploi des 15-64 ans	54,8%	34,2%	57,8%	37,2%	65,2%	51,2%
Taux d'emploi des 15-24 ans	28,8%	9,2%	27,0%	16,0%	33,4%	25,8%
Taux d'emploi des 25-54 ans	73,6%	48,2%	78,1%	51,5%	84,2%	66,5%
Taux d'emploi des 55-64 ans	32,9%	18,1%	32,7%	21,1%	38,2%	28,3%
Précarisation de l'emploi						
Population des chômeurs	40,0%	60,0%	46,2%	53,8%	44,6%	55,4%
Taux de chômage 15-64 ans	15,3%	28,1%	16,5%	24,6%	12,0%	17,2%
Taux de chômage 15-24 ans	23,9%	54,6%	42,2%	46,7%	31,5%	33,2%
Taux de chômage 25-54 ans	15,5%	27,0%	13,4%	22,7%	9,8%	15,9%
Taux de chômage 55-64 ans	6,1%	12,2%	6,8%	15,8%	6,3%	11,8%
Emplois à temps partiel	7,1%	45,3%	5,9%	37,3%	5,6%	34,7%
Accès à la formation						
2-5 ans non scolarisés	39,1%	21,9%	32,9%	19,1%	29,9%	24,9%
18-24 ans non scolarisés	52,6%	53,9%	59,2%	56,5%	60,6%	58,5%
Non diplômés	40,1%	35,6%	30,5%	30,5%	23,6%	22,5%
Bac+3 et plus	4,0%	3,3%	4,5%	5,0%	9,8%	9,3%
Accès aux soins et à la santé						
Taux de couverture CMUC	12,6%	16,8%	11,3%	15,5%	7,9%	10,5%

Sources : INSEE RP 2010 / CNAM 2013

d'égalité et d'accès aux droits.

Sur le quartier, la proportion de femmes est un peu plus élevée que sur le reste du territoire (52% contre 51%). A l'image de Port de Bouc, le quartier présente la particularité d'une représentation des hommes plus forte parmi les jeunes et au-delà de 64 ans.

Si la proportion de femmes seules est semblable à ce que l'on peut observer à l'échelle intercommunale, celle des mères isolées est en revanche plus élevée de 5 points.

La précarisation de l'emploi constatée sur le quartier, l'est encore davantage pour les femmes, parmi lesquelles un tiers seulement a un emploi, contre un homme du quartier sur deux et une femme sur deux à l'échelle intercommunale. En outre, lorsqu'elles sont en emploi, il s'agit pour près de la moitié d'entre elles d'un temps partiel.

Les écarts entre hommes et femmes s'accentuent encore en matière de chômage. Trois chômeurs sur cinq parmi les habitants du quartier sont des femmes et le taux de chômage des femmes est près de deux fois supérieur à celui des hommes (28% contre 15%).
Ces difficultés se rencontrent d'autant plus chez les femmes de moins de 25 ans. Seule une sur dix a un emploi contre un quart des femmes du même âge sur l'ensemble du territoire, et leur taux de chômage est supérieur de 22 points à celui constaté à l'échelle intercommunale.
On constate par ailleurs pour cette catégorie d'âge, une amélioration de la situation de l'emploi des hommes du quartier par rapport à la plupart des quartiers réglementaires du territoire, mais qui ne profite pas aux femmes.

En matière de formation, la scolarisation des filles de moins 6 ans est meilleure que celle de l'ensemble des enfants du territoire. En revanche la scolarisation tardive des garçons est plus préoccupante. 39% des garçons habitant le quartier et âgés de 2 à 5 ans ne sont pas scolarisés, contre 30% sur le reste du territoire.
Les jeunes du quartier sont proportionnellement plus nombreux à poursuivre leurs études après 18 ans (près d'un sur deux). Le niveau de qualification de la population reste néanmoins en deçà de celui observé sur la CAPM Les femmes s'en sortent un peu mieux que les hommes avec 36% de non diplômées contre 40%, mais restent encore moins nombreuses parmi les hauts diplômés (3% contre 4% des hommes du quartier).

Enfin comme ailleurs, les difficultés économiques impactent plus fortement l'accès aux soins et à la santé des femmes. 17% des habitantes du quartier bénéficient de la CMUC contre13% des hommes.

2.4. Les quartiers vécus

Dans le cadre de la réflexion globale du projet de territoire et du nouveau contrat de ville, une réflexion préalable a été menée sur les périmètres des quartiers vécus en cohérence avec les autres dispositifs. Une méthodologie a été proposée quant à la constitution des périmètres des quartiers vécus, en cohérence avec les autres dispositifs mis en œuvre dans le cadre de la politique de la ville. Cette méthodologie est une première approche contributive qui sera reprise selon les prescriptions de l'Etat.

Le quartier vécu correspond aux usages des habitants et aux lieux qu'ils fréquentent (écoles, équipements sportifs, zones d'activités etc.). Les quartiers vécus sont l'aire de vie dans laquelle les habitants du quartier règlementaire et de veille active évoluent selon leurs besoins quotidiens.

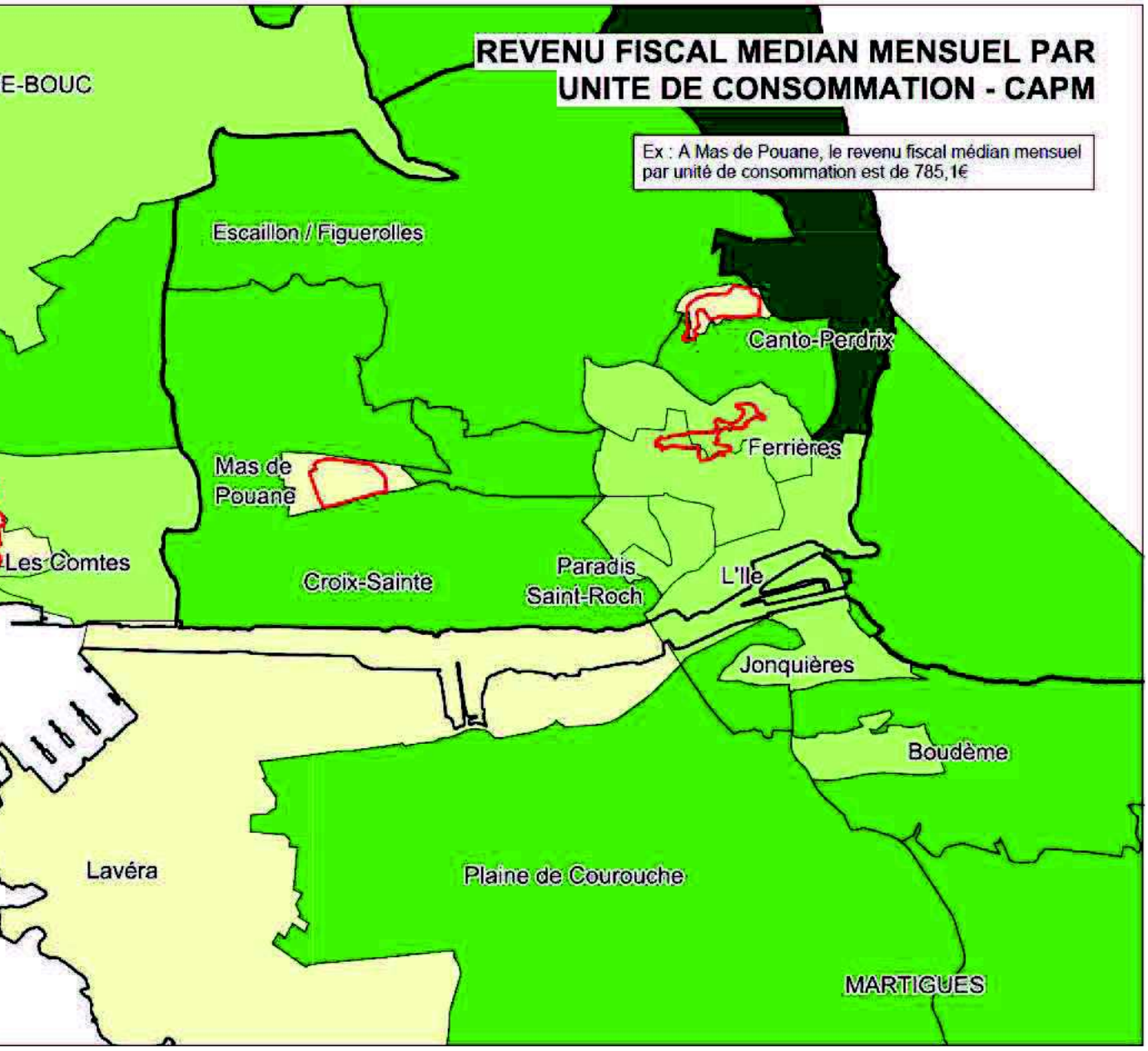
Identifier ce territoire vécu a conduit à repérer les institutions, les infrastructures, les équipements et plus largement les politiques publiques, dont les habitants des quartiers réglementaires, de veille active, est situé à proximité sont usagers. Ce quartier vécu est constitutif de mixité et de cohésion sociale sur le territoire.

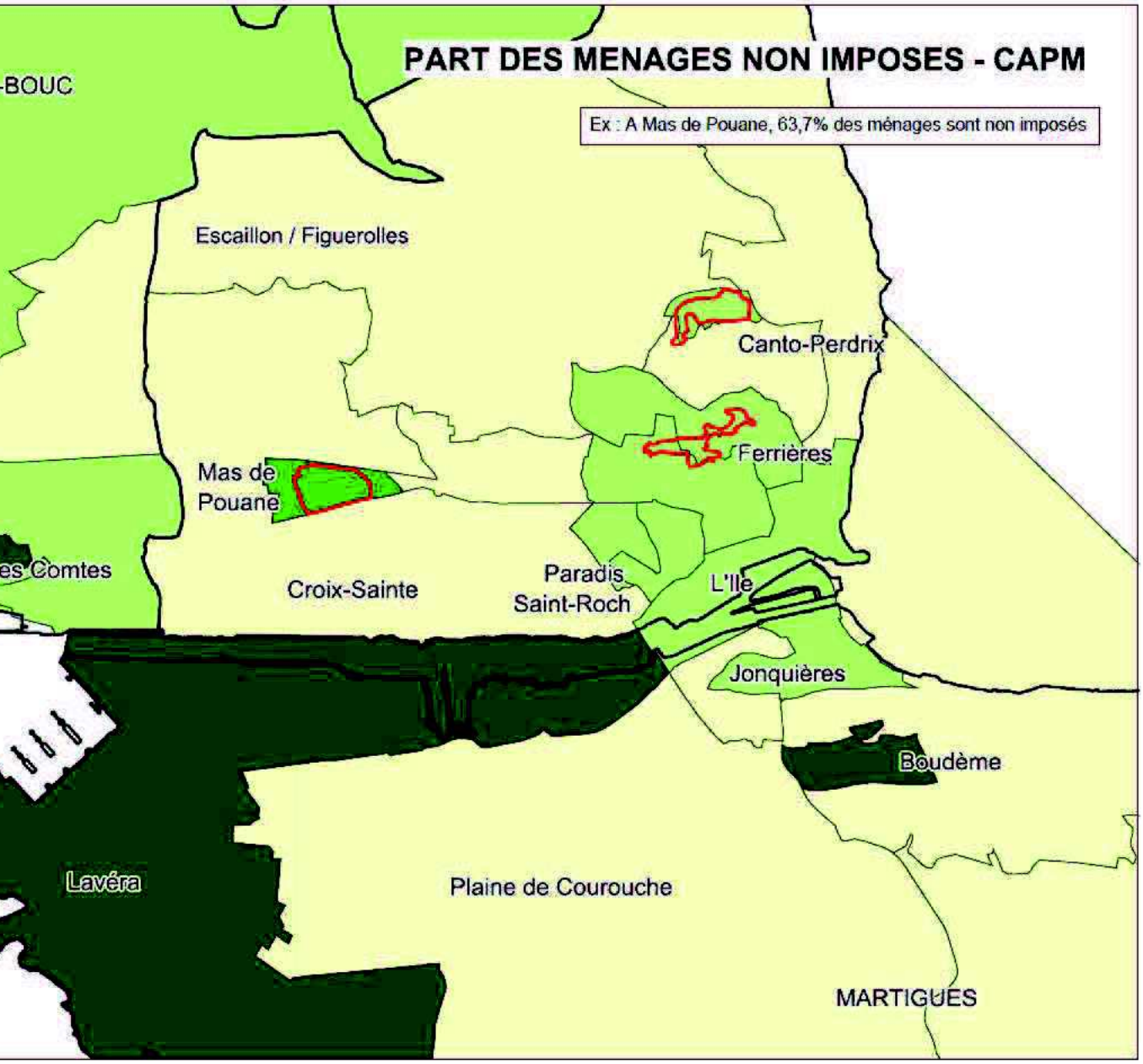
La notion de quartier vécu ne conduit donc pas à la délimitation d'un contour précis, car il s'agit de pouvoir déployer des moyens renforcés sur un périmètre élargi du quartier réglementaire ou de veille active. Le quartier vécu permet ainsi de compléter l'éligibilité aux crédits spécifiques liée au quartier réglementaire, par l'éligibilité liée à la population du quartier au bénéfice de laquelle des actions sont portées par les politiques publiques.

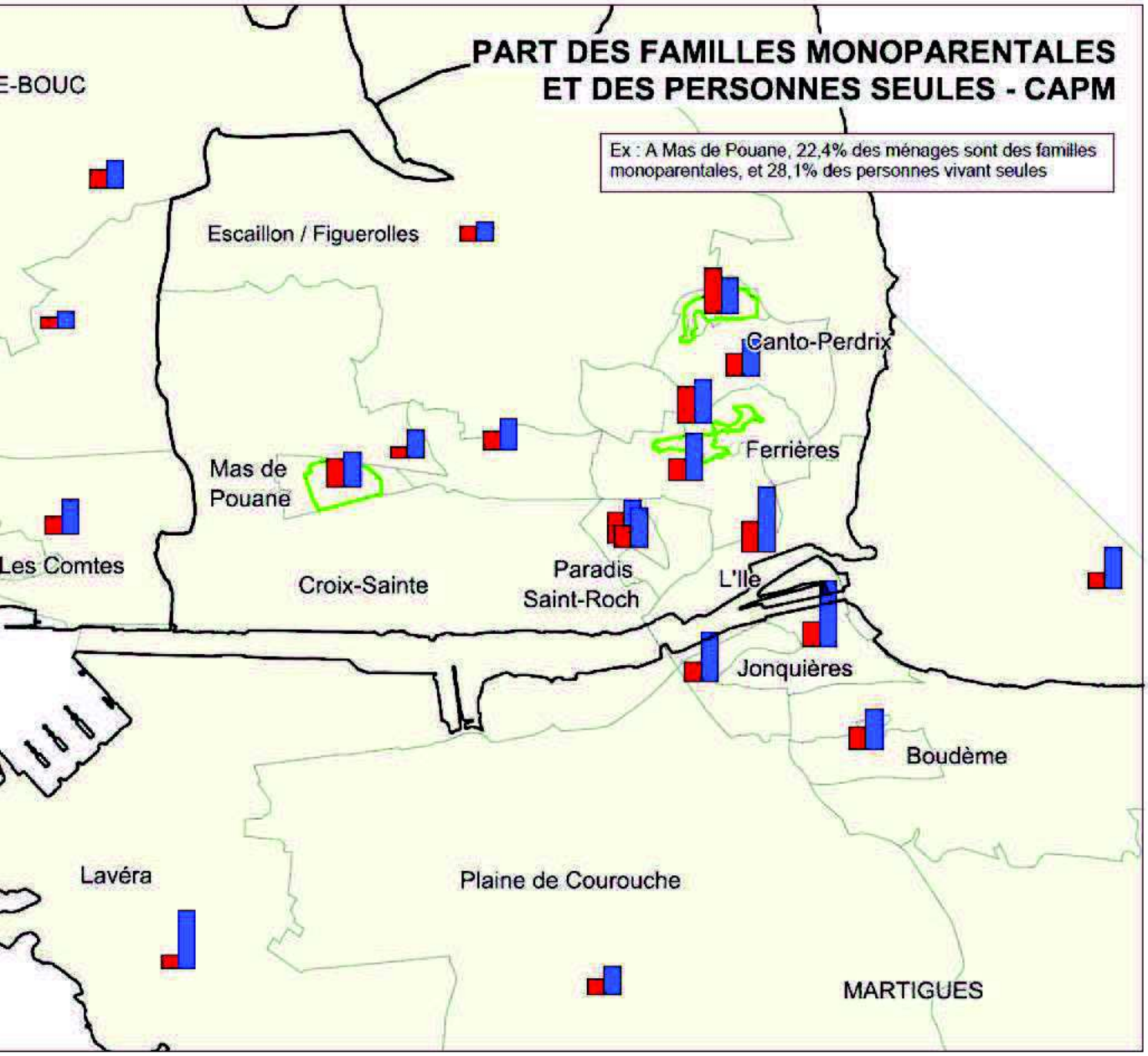
Les équipements, infrastructures et institutions pris en compte sont les suivants :

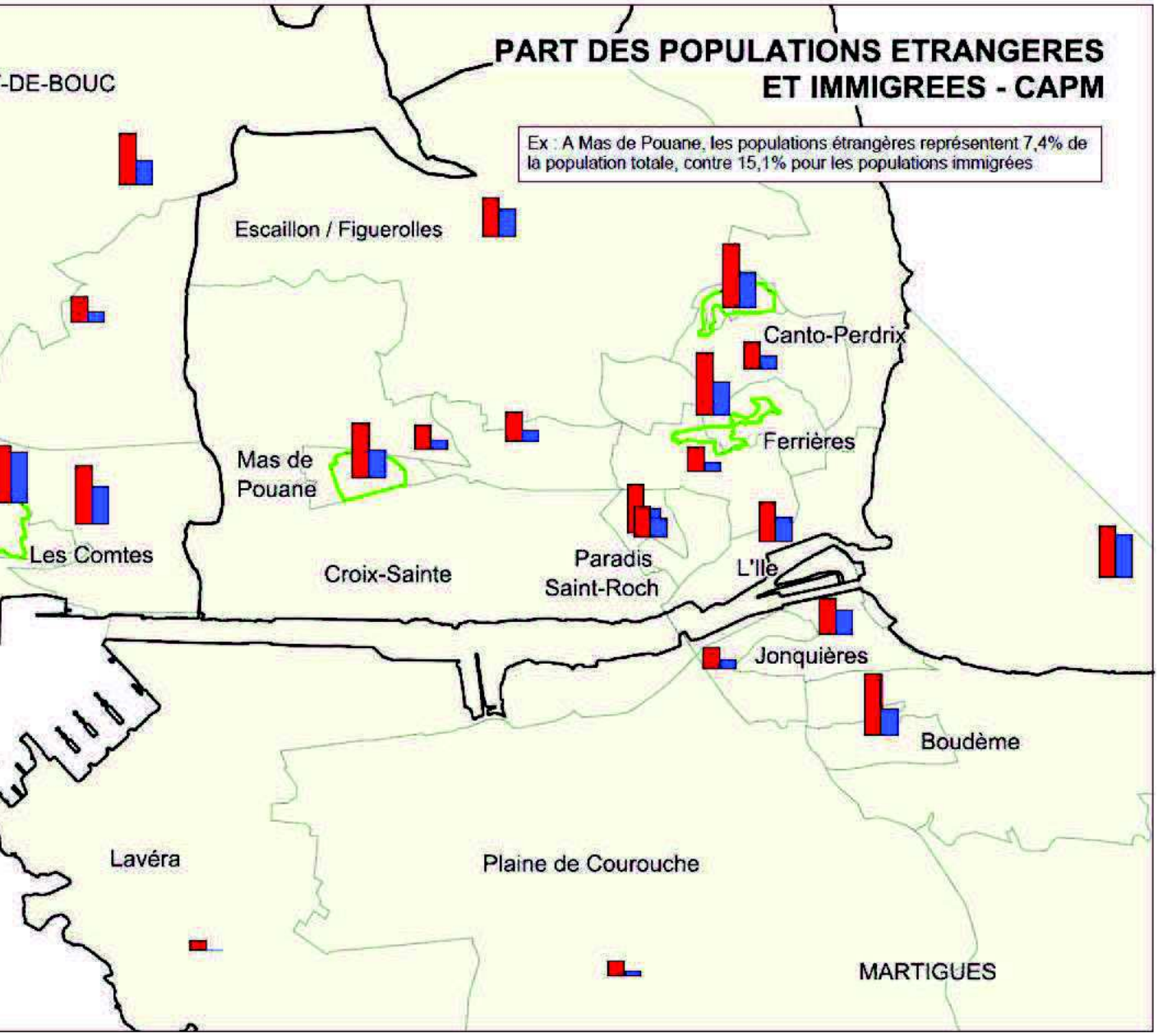
- Equipements scolaires ;
- Etablissements petite enfance ;
- Equipement de santé ;
- Equipements culturels ;
- Equipements sportifs ;
- Infrastructures de transports ;
- Services publics.

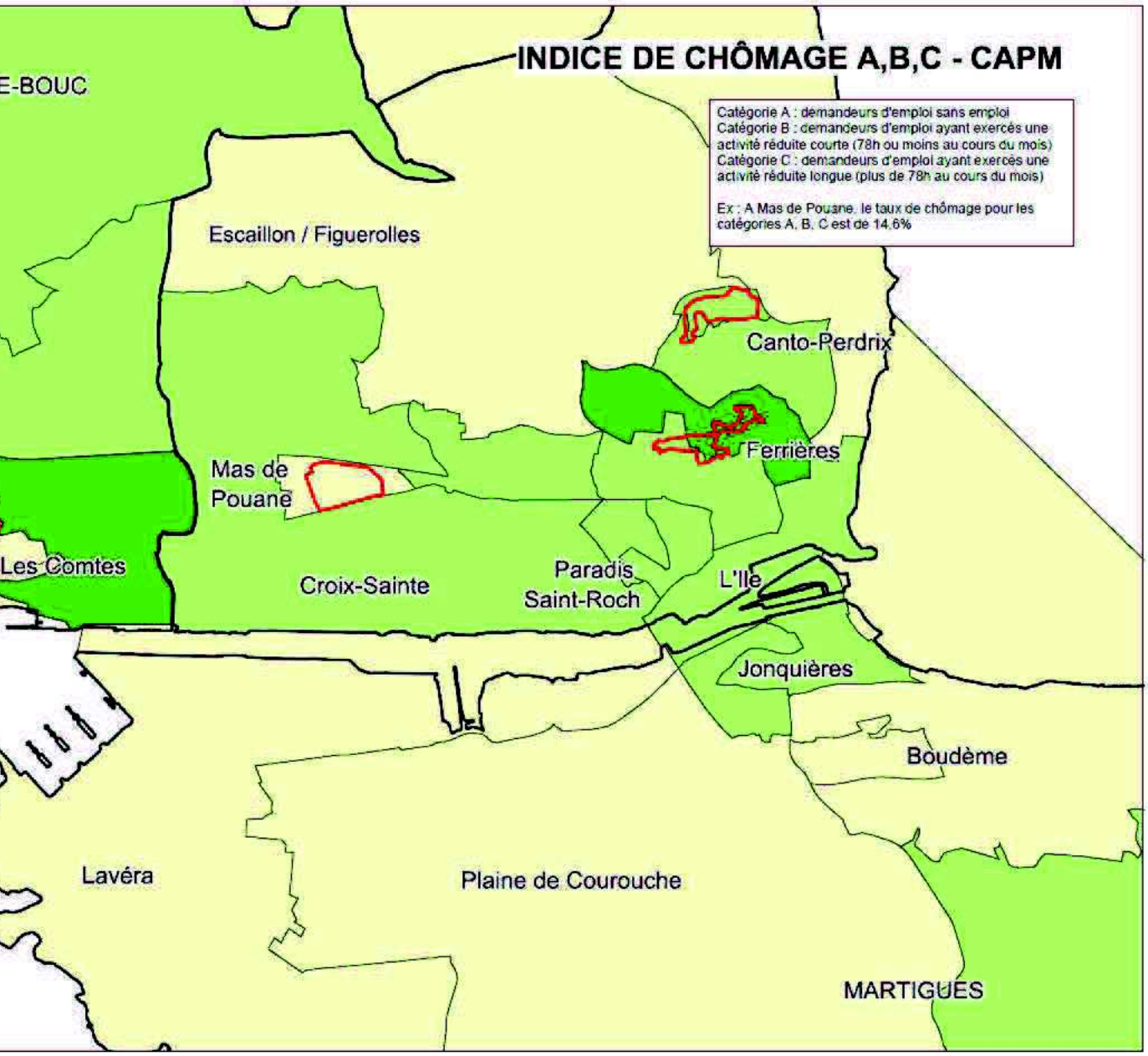
La détermination des quartiers vécus relève de la compétence et de l'initiative de l'Etat et par conséquent ils seront intégrés au contrat de ville communautaire dans sa version définitive.

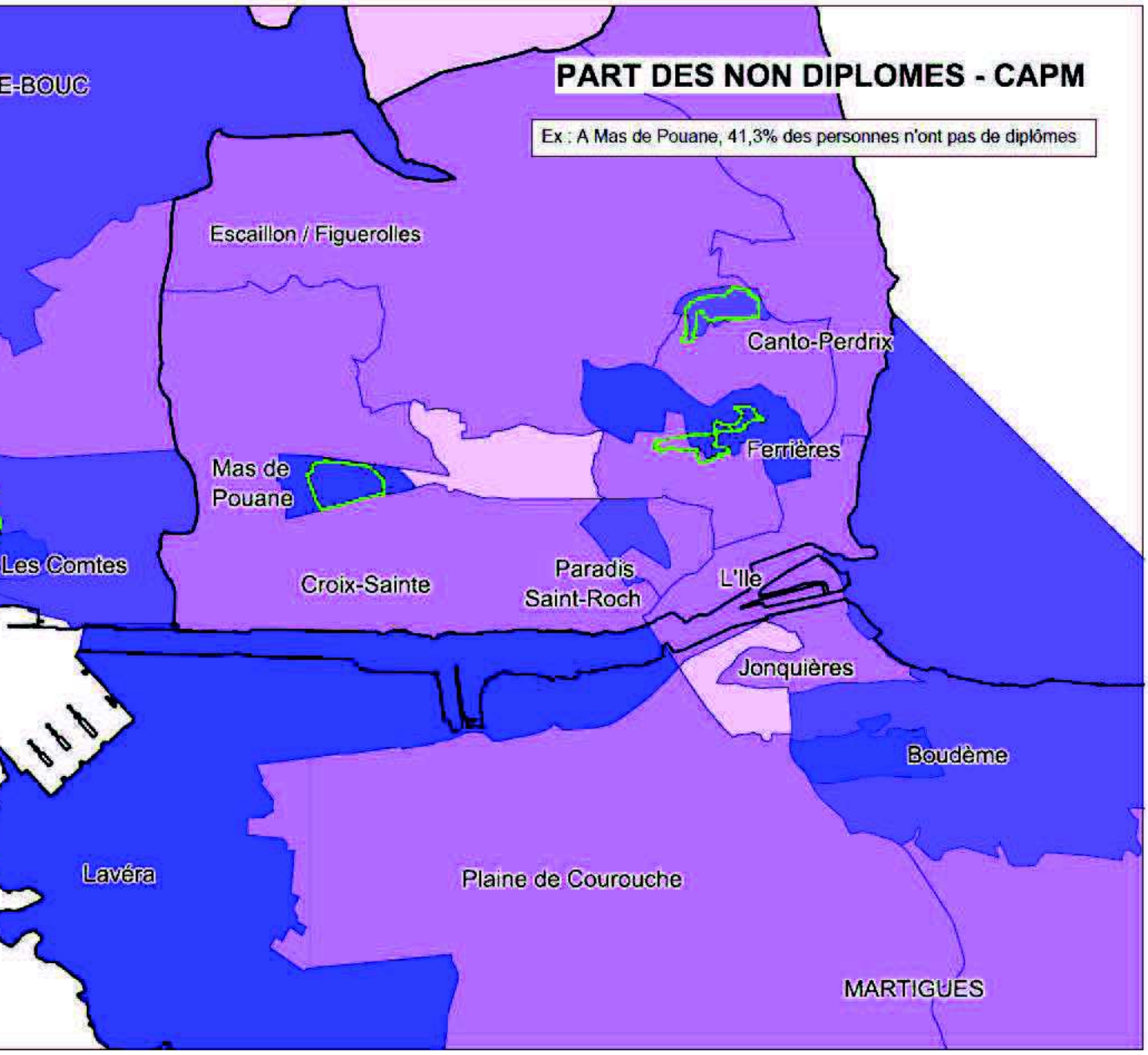

REVENU FISCAL MEDIAN MENSUEL PAR UNITE DE CONSOMMATION - CAPM
Ex : A Mas de Pouane, le revenu fiscal médian mensuel par unité de consommation est de 785,1€
E-BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de Pouane
Les Comtes
Croix-Sainte
Paradis Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES

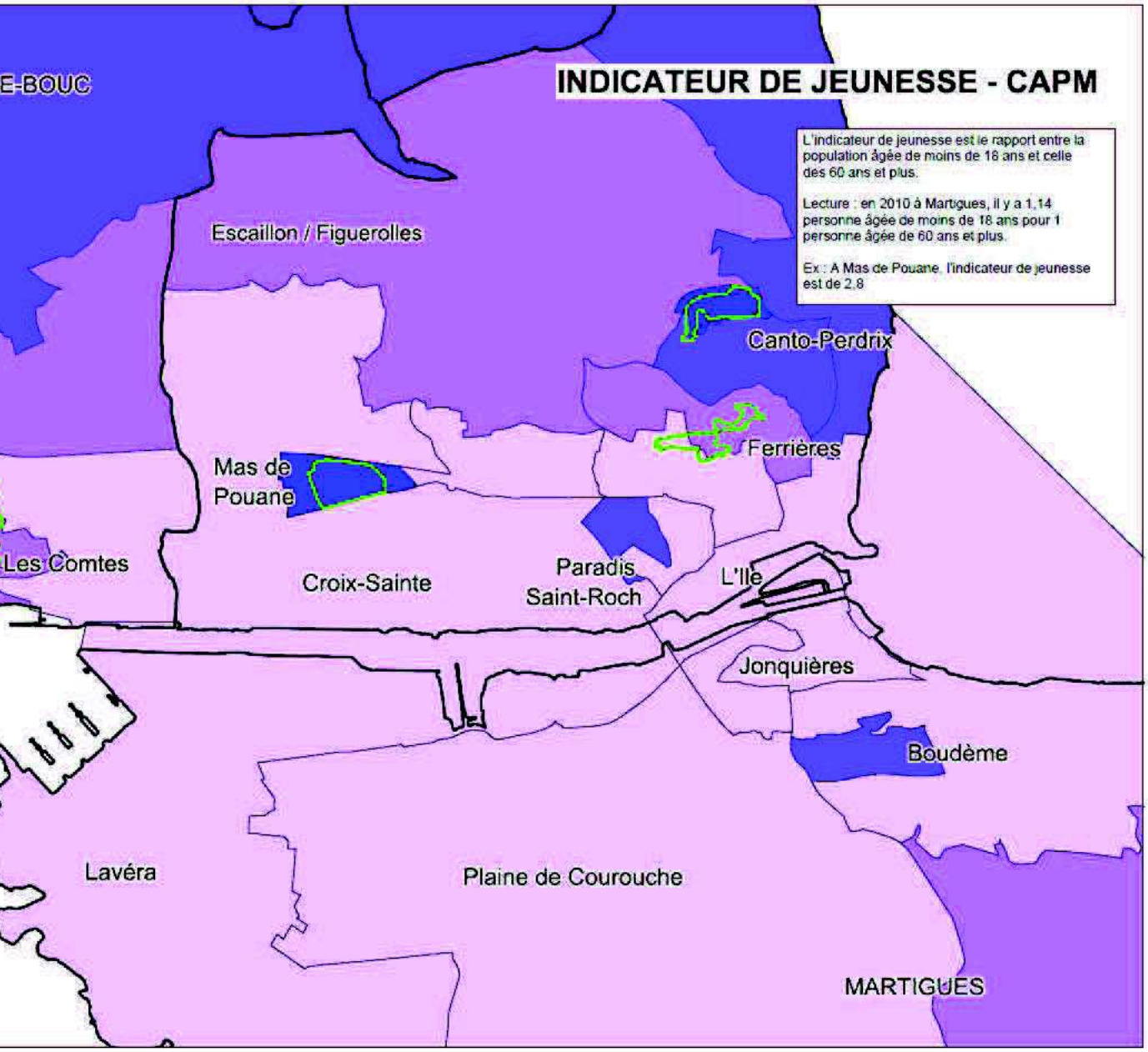

PART DES MENAGES NON IMPOSES - CAPM
Ex : A Mas de Pouane, 63,7% des ménages sont non imposés
-BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de
Pouane
es Comtes
Croix-Sainte
Paradis
Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES

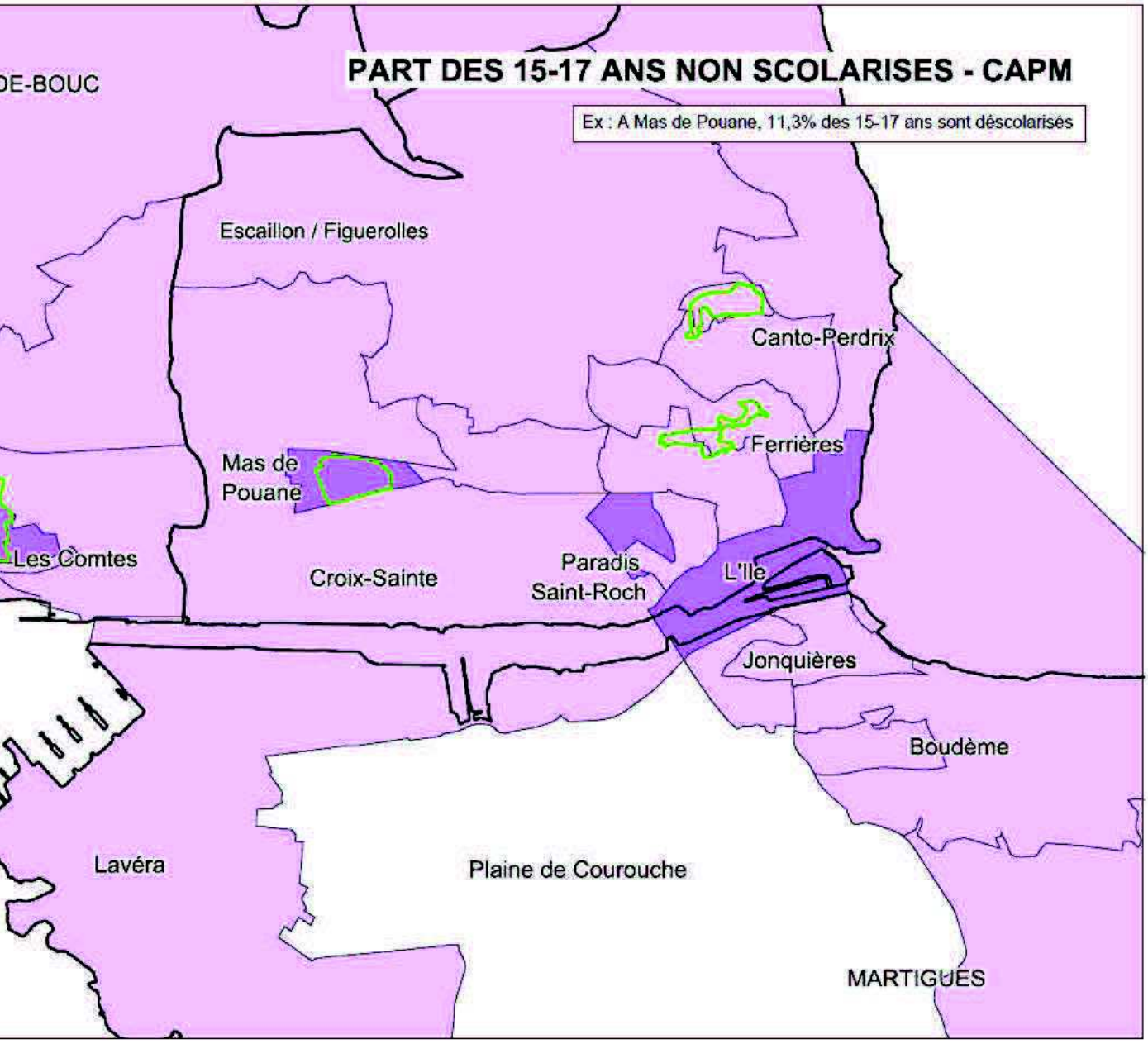

PART DES FAMILLES MONOPARENTALES
ET DES PERSONNES SEULES - CAPM
Ex : A Mas de Pouane, 22,4% des ménages sont des familles monoparentales, et 28,1% des personnes vivant seules
E-BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de
Pouane
Les Comtes
Croix-Sainte
Paradis
Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES

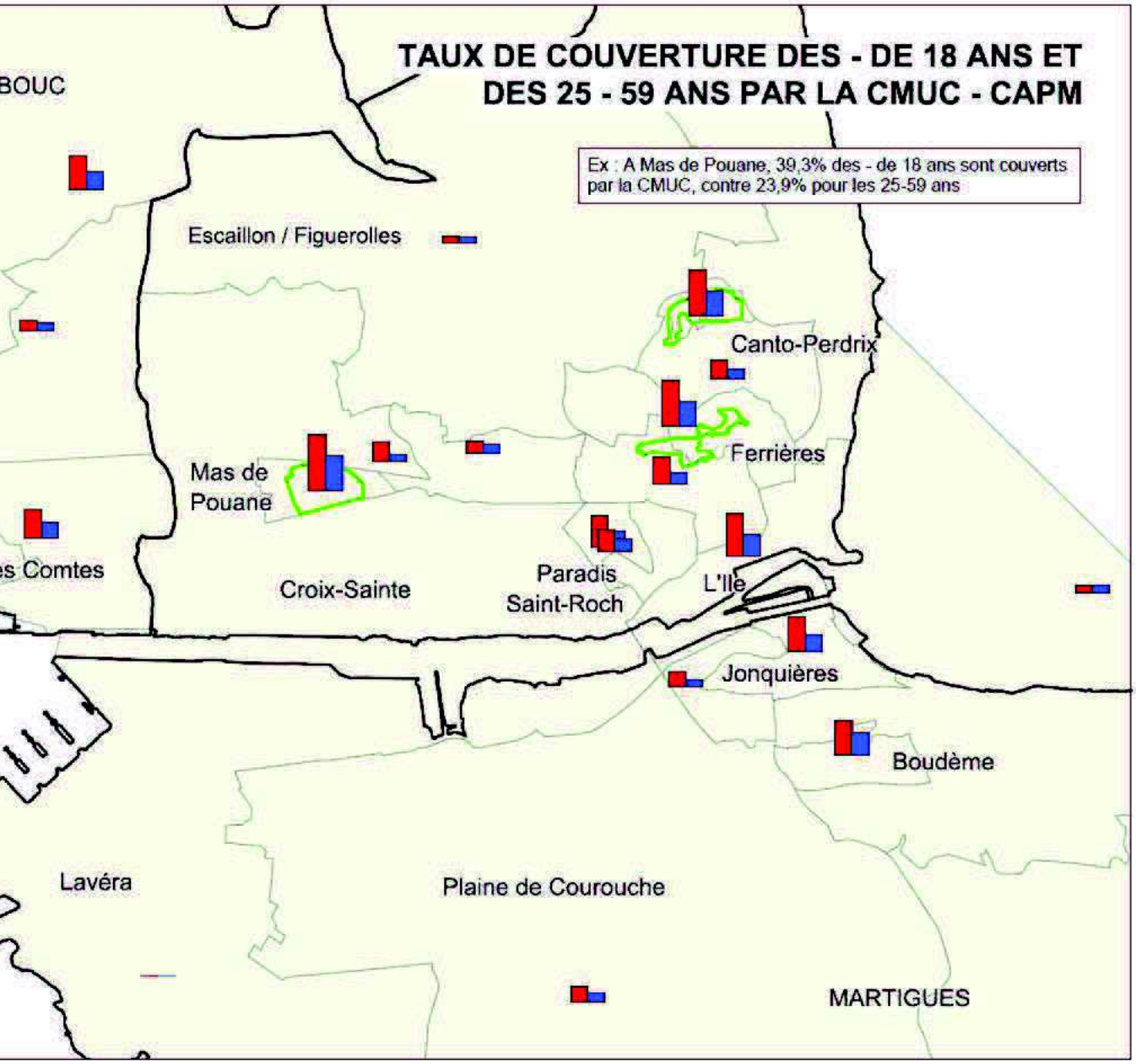

PART DES POPULATIONS ETRANGERES
ET IMMIGREES - CAPM
Ex : A Mas de Pouane, les populations étrangères représentent 7,4% de la population totale, contre 15,1% pour les populations immigrées
-DE-BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de
Pouane
Les Comtes
Croix-Sainte
Paradis
Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES

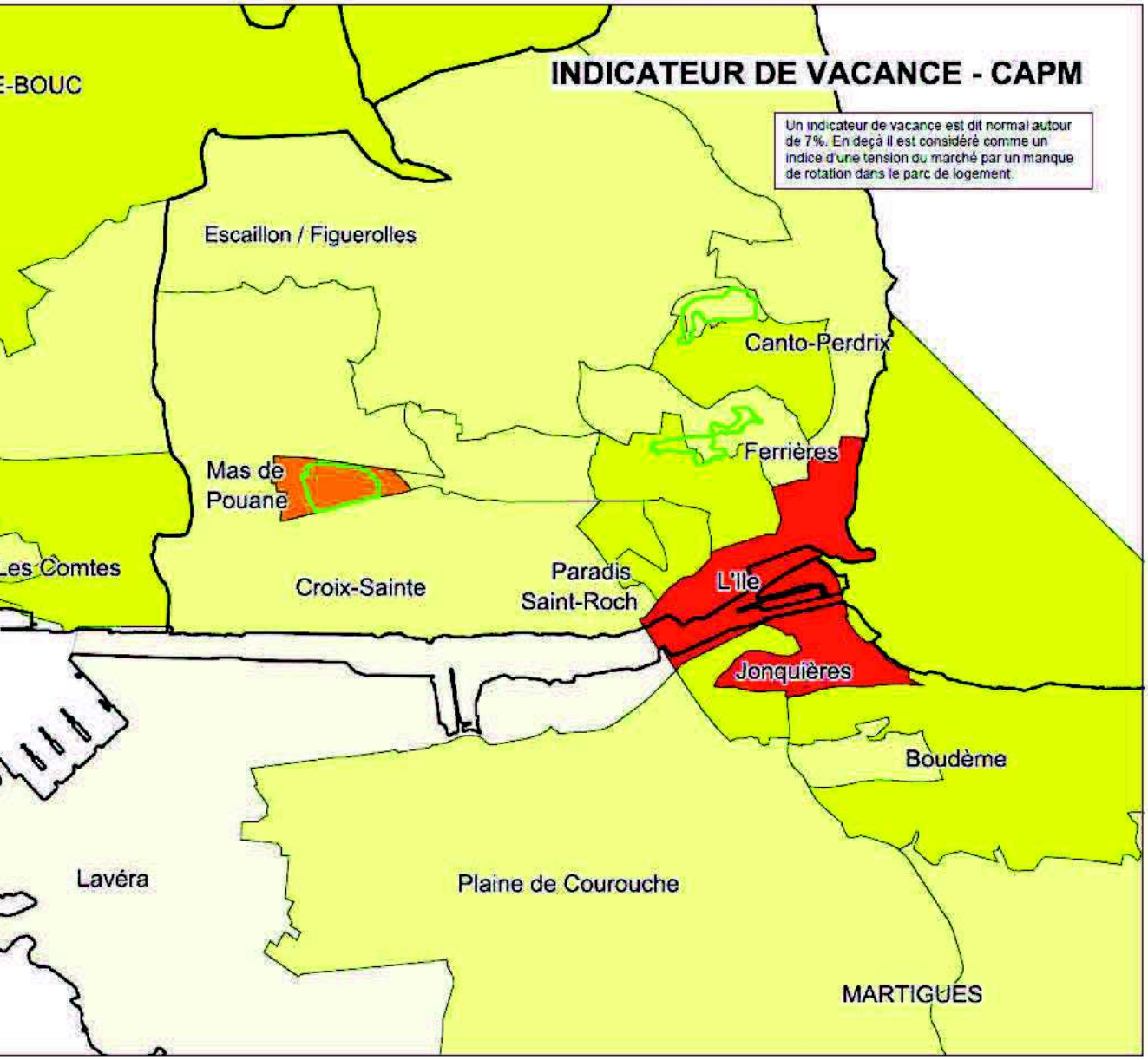

INDICE DE CHÔMAGE A,B,C - CAPM
Catégorie A : demandeurs d'emploi sans emploi
Catégorie B : demandeurs d'emploi ayant exercés une activité réduite courte (78h ou moins au cours du mois)
Catégorie C : demandeurs d'emploi ayant exercés une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois)
Ex : A Mas de Pouane, le taux de chômage pour les catégories A, B, C est de 14,6%
E-BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de Pouane
Les Comtes
Croix-Sainte
Paradis Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES


PART DES NON DIPLOMES - CAPM
Ex : A Mas de Pouane, 41,3% des personnes n'ont pas de diplômes
E-BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de Pouane
Les Comtes
Croix-Sainte
Paradis Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES


E-BOUC
INDICATEUR DE JEUNESSE - CAPM
L'indicateur de jeunesse est le rapport entre la population âgée de moins de 18 ans et celle des 60 ans et plus.
Lecture : en 2010 à Martigues, il y a 1,14 personne âgée de moins de 18 ans pour 1 personne âgée de 60 ans et plus.
Ex : A Mas de Pouane, l'indicateur de jeunesse est de 2,8
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de Pouane
Les Comtes
Croix-Sainte
Paradis Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES


PART DES 15-17 ANS NON SCOLARISES - CAPM
Ex : A Mas de Pouane, 11,3% des 15-17 ans sont déscolarisés
DE-BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de Pouane
Les Comtes
Croix-Sainte
Paradis Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES


TAUX DE COUVERTURE DES - DE 18 ANS ET
DES 25 - 59 ANS PAR LA CMUC - CAPM
Ex : A Mas de Pouane, 39,3% des - de 18 ans sont couverts par la CMUC, contre 23,9% pour les 25-59 ans
BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de Pouane
s Comtes
Croix-Sainte
Paradis Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES


INDICATEUR DE VACANCE - CAPM
Un indicateur de vacance est dit normal autour de 7%. En deçà il est considéré comme un indice d'une tension du marché par un manque de rotation dans le parc de logement
E-BOUC
Escaillon / Figuerolles
Canto-Perdrix
Ferrières
Mas de Pouane
Les Comtes
Croix-Sainte
Paradis Saint-Roch
L'Ile
Jonquières
Boudème
Lavéra
Plaine de Courouche
MARTIGUES

2.5. Géographie en matière de renouvellement urbain -

2.5.1. Démarche

La loi d'orientation et programmation pour la ville et la rénovation urbaine a lancé le NPNRU sur la période 2015-2020, dont l'objectif est la requalification des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le respect du cadre fixé par les contrats de ville.

Le NPNRU vise à offrir un environnement de qualité aux habitants mais aussi à identifier les potentiels de développements des quartiers, pour réussir leur intégration dans l'agglomération.

En cohérence avec la démarche générale de concentration des moyens de la politique de la ville, ce nouveau programme vise en priorité les quartiers présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants. Sur ces quartiers, les projets de renouvellement urbain constituent l'un des leviers pour répondre aux objectifs stratégiques du contrat de ville, en articulation avec les autres politiques communautaires.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale fixe 6 objectifs incontournables des projets NPNRU :

- Augmenter la diversité de l'habitat : construire des logements privés dans les quartiers, en particulier dans les territoires où l'offre est insuffisante
- Adapter la densité du quartier à son environnement et aux fonctions urbaines visées
- Favoriser la mixité fonctionnelle, le développement du commerce de proximité et consolider le potentiel de développement économique
- Renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants
- Viser l'efficacité énergétique et contribuer au respect de l'environnement
- Concevoir des aménagements urbains et des programmes immobiliers de qualité prenant en compte les usages, les enjeux de gestion et de sureté, et anticipant les évolutions et mutations futures

Le contrat de ville de la CAPM identifie les quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain et présente la stratégie d'intervention relative au devenir de ces quartiers qui oriente la définition des projets de renouvellement urbain.

Les quartiers présentés ci-dessous :

- Ont vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'ANRU sur le territoire de la CAPM
- Ou sont pressentis pour une contractualisation ultérieure au titre d'une convention d'intérêt local de renouvellement urbain.

Carte – les quartiers prioritaires de la politique de la ville sur le territoire de la CAPM



(source : SIG gouv.ville.fr)

Parmi les critères retenus de recevabilité des projets de renouvellement urbain l'ANRU évaluera :

- **La gouvernance des projets** : portage des projets par la CAPM, diversité des partenariat et mobilisation des acteurs privés, participation active des habitants à la conception et à la mise en œuvre du projet, définition de critères d'évaluation

- **Le périmètre des projets** : illustration des dysfonctionnements urbains les plus importants, démonstration du caractère indissociable et nécessaire à la requalification du quartier pour toutes demandes d'intervention en dehors du périmètre du quartier

- **La qualité du projet urbaine et la clause du territoire le plus favorisé** : approche multicritère pour la réalisation du diagnostic urbain et la conception du projet, recherche de l'excellence en particulier dans les domaines de la qualité environnementale, la ville connectée et la stimulation de l'activité économique et de l'emploi

- **L'accompagnement du projet** : stratégie de relogement et d'attributions, projet de gestion, contribution du projet à l'insertion par l'économique, valorisation de la mémoire des quartiers

- **Le pilotage opérationnel et la faisabilité du projet** : direction du projet et moyens mobilisés, organisation des maîtrises d'ouvrage, faisabilité et implication financières des partenaires locaux, le caractère opérationnel du projet et le réalisme de son calendrier de réalisation

2.5.2. Quartiers à enjeux sur le territoire de la CAPM

❖ Aigues Douces / La Léque

Diagnostic et dysfonctionnement

Le quartier Aigues Douces – La Léque est implanté sur le site la Presqu'île de Port-de-Bouc au Sud Est du port renaissance.

Construit respectivement en 1964 et 1973, les opérations de la Léque et des Aigues Douces sont propriétés de 13 Habitat.

La Léque, composée d'une barre unique et d'une tour construites en lieu et place de l'usine de Pétrole, abrite 166 logements. Implanté sur le site de l'usine de Saint Gobain, les Aigues Douces constituent un ensemble de 500 logements répartis en 14 immeubles de tours et de barres variant de 4 à 15 étages.

Entre les deux opérations se trouvent les anciens logements des Chantiers et Ateliers de Provence, de type coron, propriété de SAMOPOR puis de Logirem dont 270 ont été démolis entre 1988 et 1991 et 30 reconstruits pour un total de 60 logements actuels. Une maison de retraite de 60 lits complète l'ensemble qui constitue la trame orthogonale de la Presqu'île de Port de Bouc.

Le quartier des Aigues Douces a fait l'objet d'une réhabilitation importante dans le cadre du programme « Banlieue 89 ».

Le quartier est marqué par un certain nombre de dysfonctionnements :

- L'orientation des bâtiments conçue pour abriter les entrées d'immeubles des vents dominants referme la cité sur elle-même en la coupant du rivage et de la promenade du bord de mer : le quartier est fermé sur le littoral ;

- L'implantation des bâtiments a côté du plan orthogonal reliant la cité à la ville fait ressortir l'échelle des bâtiments et une forme urbaine qui se distingue de son environnement proche. Le quartier est ainsi marqué par une discrimination spatiale, liée à sa morphologie urbaine décousue qui crée un sentiment d'impasse. Le difficile franchissement du front bâti participe au renforcement d'un socle urbain peu attractif et isolé ;

- L'habitat est globalement dégradé. Le quartier est composé de bâtiments anciens, très sollicités par l'air marin et le vent, dont les performances énergétiques sont très médiocres. Les parties communes et les espaces publics sont très dégradés. Il existe également des problèmes de normes, de sécurité liée au chauffage, de fuites d'eau dans le socle. Le quartier connaît aussi des dysfonctionnements de stationnement (les espaces de stationnement proposés ne donnent pas accès aux halls d'entrés).

Enjeux du renouvellement urbain

Le renouvellement urbain du quartier Aigues Douces – La Lèque constitue pour la ville de Port de Bouc, un des éléments clés de la requalification de la Presqu'île dans une stratégie globale de développement de l'ensemble du territoire communal et de requalification du littoral.

- L'intégration du quartier au centre ville dont il constitue le prolongement naturel en

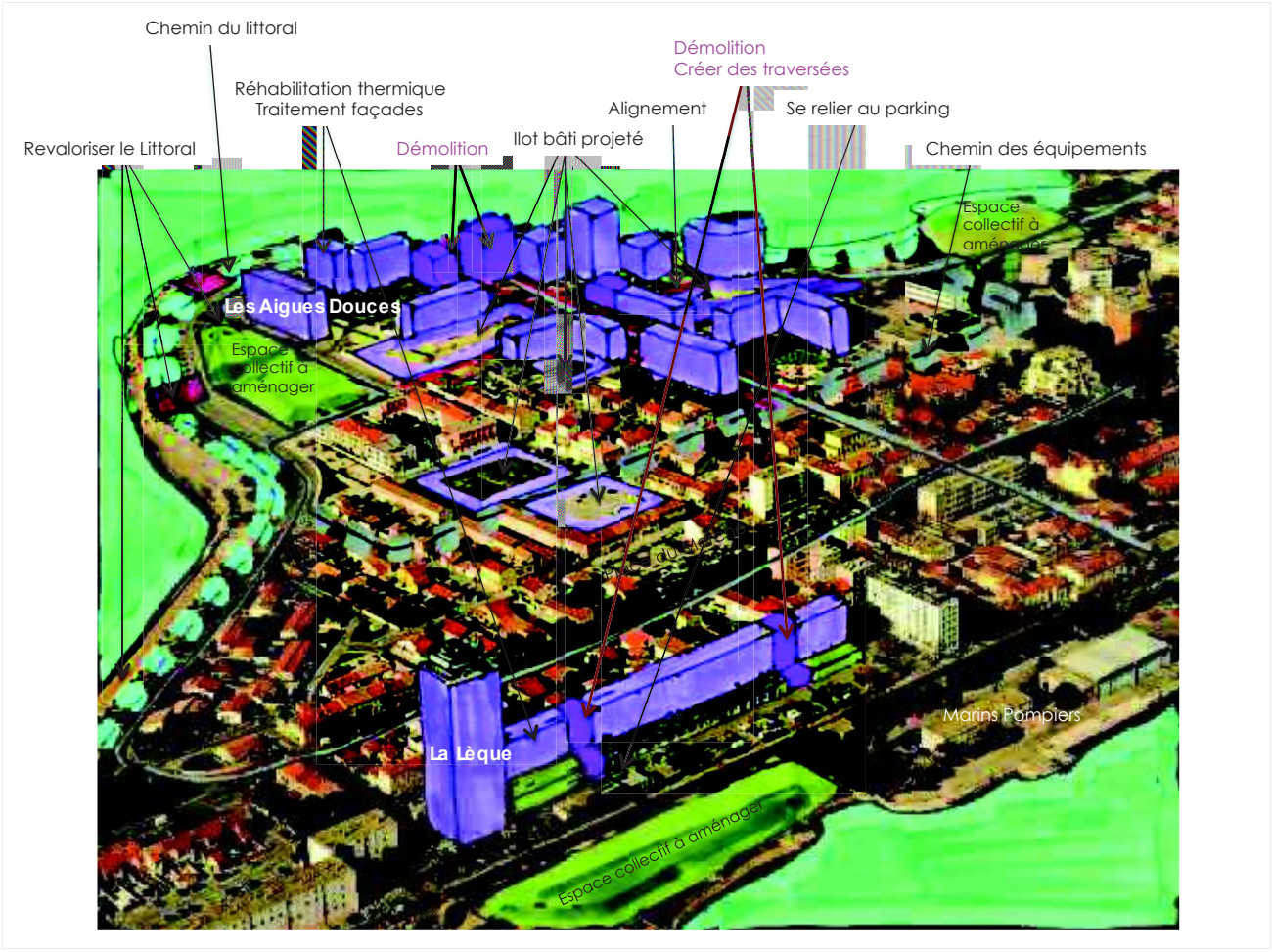
travaillant sur l'amélioration des franchissements et la continuité de la trame urbaine

- L'introduction, dans le renouvellement urbain, d'une dimension économique prenant appui sur les aouts du site et sa proximité avec le littoral, redynamiser et apporter de la mixité sur le quartier en valorisant son positionnement entre mer et cœur de ville

- L'amélioration du cadre de vie des habitants des Aigues Douces – La Lèque

- La mise en place d'une OPAH – énergétique

Carte – projet de NPNRU sur le secteur Aigues-Douces La Lèque



(source : ville de Port-de-Bouc)

Pour répondre à ces enjeux, le projet de renouvellement urbain du secteur Les Aigues-Douces La Lèque vise à :

- Travailler sur l'ouverture du quartier
    - Recomposition urbaine des Aigues Douces via un programme de démolition / construction d'îlot bâti pour permettre les alignements sur rue (Turenne, Rey, Renaud, Vauban) et réintégrer le quartier à la trame urbaine
    - Création de traversées de part et d'autre du bâtiment de la Léque pour faciliter le franchissement du front bâti, améliorer l'accès au parking et ouvrir le

quartier sur le littoral

- Création d'un signal en front de mer (tour énergétique, …)
- Réaménagement des espaces collectifs
- Développement des mobilités douces inter-quartier

- Poursuivre la valorisation du front de mer
  - Aménagement d'espaces collectifs sur la façade maritime
  - Prolongement du chemin du littoral
  - Déplacements des équipements de sécurité de Port pour faciliter l'accès à la mer

- Améliorer le parc social
  - Réhabilitation thermique des bâtiments, développement des énergies renouvelables et mise en place d'un réseau collectif de chauffage urbain
  - Traitement des façades
  - Requalification des espaces extérieurs
  - Amélioration de la gestion des parties communes extérieures

❖ Tassy / Les Comtes

Diagnostic et dysfonctionnement

Le quartier Tassy/Les Comtes est situé au Nord du centre ville de Port de Bouc et du port Renaissance.

La topographie du lieu contraint la trame viaire : le site est cerné au Sud par le réseau ferroviaire et au Nord par le Canal d'Arles à Port de Bouc. Il constitue une sorte d'îlot relié au centre ville par l'avenue Maurice Thorez, voie principale rejoignant le front de mer et la RN568.

Du fait de ses ruptures morphologiques, le quartier Tassy-Les Comtes se compose de plusieurs unités urbaines : Tassy Ouest, Tassy Est et les Comtes.

Le quartier Tassy s'est développé dans la période après guerre à proximité de la cité Saint-Gobain (anciennes maisons ouvrières), et par la suite de part et d'autre de l'Avenue Maurice Thorez avec la construction des logements locatifs sociaux. Le quartier des Comtes est composé de logements collectifs dans un ensemble de bâtiments allant de 2 à 10 étages, mis en location en 1970.

Les équipements sociaux et scolaires (crèche, maternelle, primaire, collèges et lycée) sont fortement présents dans ce secteur (6 établissements scolaires et 2 centres sociaux).
Le périmètre regroupe différents propriétaires fonciers :

- Les bailleurs sociaux : 13 Habitat sur les unités urbaines Tassy, Logirem et Adoma sur l'unité urbaine Les Comtes.
- La Ville de Port de Bouc sur Tassy,

- Des propriétaires privés soit de maisons individuelles bâties le long du canal, soit de logements en copropriété,
- Le Réseau Ferré de France, propriétaire de terrains non bâtis le long de la voie ferrée.

Le parc social représente un ensemble de 666 logements sur le quartier. Le quartier Les Comtes rassemble 501 logements initiés par les opérateurs sociaux et 165 chambres en foyer, bâtiment collectif composé de chambres meublées et d'espaces collectifs.

Le parc de logements est ancien, variant de 1933 à 1986. Les interventions se sont succédées au cours du temps sur le quartier des Comtes, et ont permis de traiter un certain nombre de problèmes liés à cette ancienneté des constructions par l'amélioration du confort des bâtiments, ou la rénovation des équipements (volets, cheminée, toiture, ...).

Cependant, certaines améliorations sont encore d'actualité pour certains bâtiments tandis que pour d'autres l'architecture et l'implantation des bâtiments sont des éléments amplificateurs de repli ou de stratégies de fermeture et de protection.

Ainsi, le quartier est marqué par un certain nombre de dysfonctionnements :

- Le quartier de Tassy est mal connecté au centre ville (2 ponts et 1 passage sous voie ferrée), la liaison aux espaces naturels est également difficile. La morphologie est bi-polaire, avec deux entités Est et Ouest où la répartition des équipements est inégale. De plus, la cité Bellevue située à l'Ouest est repliée sur elle-même et constitue un verrou aux mobilités. De manière générale le bâti est dégradé, ancien, inadapté et mal intégré à la trame urbaine. Les qualités énergétiques sont également médiocres ;

- Le quartier des Comtes a une entrée Ouest masquée, véhiculant une image négative. Il se compose de grands espaces collectifs et d'un cœur d'ilot enclavé. Les espaces communs manquent d'organisation (stationnement, circulation piétonne, jardin,…) et les activités intérieures de proximités sont en perte de dynamique. Les espaces immédiats sont détériorés (parc urbain, commerces défaillants, habitat dégradé). Parallèlement les accès au centre ville se font par des passages étroits et dissuasifs.

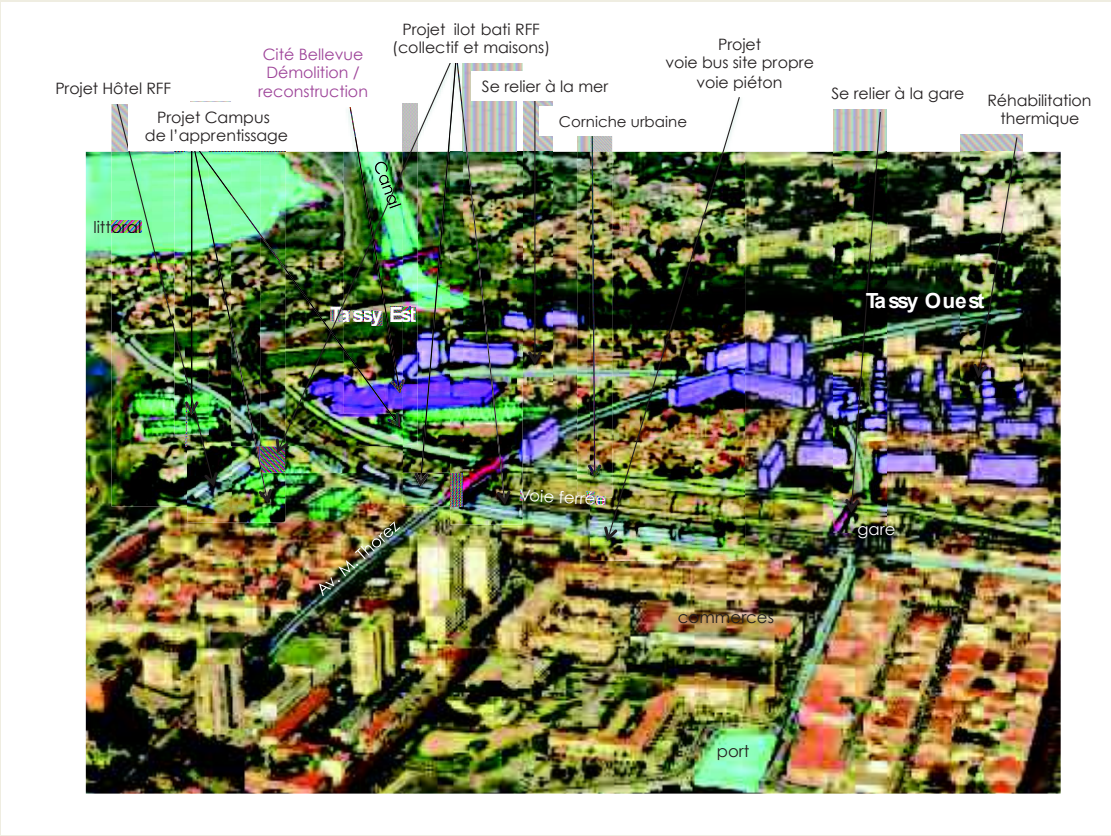
- Le secteur Tassy – Les Comtes est également fortement impacté par la présence de la RN568 et de la voie ferrée qui génèrent des nuisances sonores et olfactives.

Enjeux du renouvellement urbain

- Améliorer le cadre de vie des habitants : gestion des espaces verts, gestion et recyclage des déchets et encombrants
- Rénover le bâti :
    - Intervention lourde : il s'agit de démolir et/ou de reconstruire sur place ou ailleurs dans la ville ;
    - Intervention de requalification du bâti qui concerne trois domaines : le thermique, la sécurité et l'accessibilité des logements ou des bâtiments
    - Intervention urbaine qui vise à redonner une qualité à l'espace collectif au sein du projet urbain à l'échelle de la ville.
- Relier le quartier à la ville de Port de Bouc et son littoral, améliorer les circulations entre les quartiers, la ville de Port-de-Bouc et le littoral.
- Créer des dynamiques économiques et sociales, conforter et renforcer les commerces de proximité

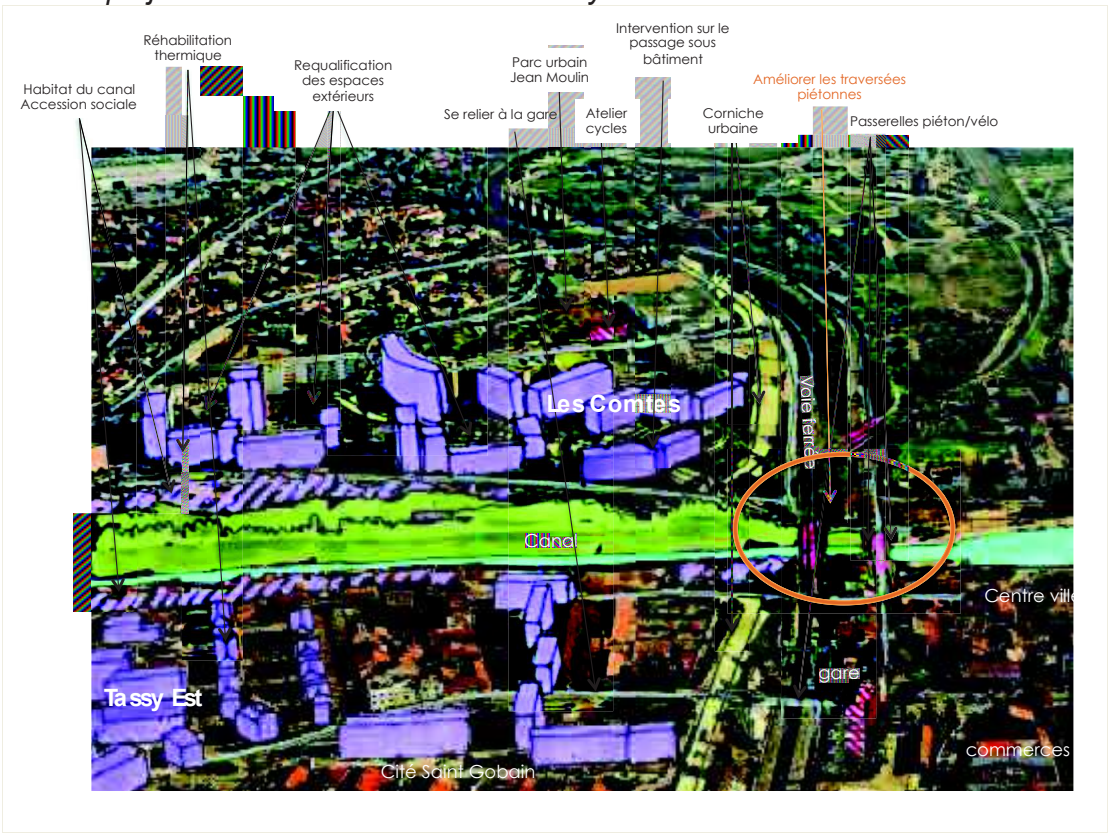
- Rendre le quartier attractif pour l'ensemble de la population : faciliter les traversées, favoriser l'ouverture d'équipements ouverts à tous
- Ouvrir les quartiers à l'ensemble de la population

Carte – projet de NPNRU sur le secteur Tassy Est et Tassy Ouest



(source : ville de Port-de-Bouc)

Carte – projet de NPNRU sur le secteur Tassy Est – Les Comtes



❖ Mas de Pouane

Diagnostic et dysfonctionnements

Situé entre la RN 568 et la route de Port-de-Bouc, Mas de Pouane est pour l'essentiel une cité HLM datant des années 60. Elle offre un habitat collectif longtemps obsolète qui a fait l'objet d'une remise à niveau importante, entre 1999 et 2012, tant du point de vue du bâti que des espaces extérieurs.

Aujourd'hui, Le quartier bénéficie d'une desserte satisfaisante en transport urbain qui pénètre le cœur du quartier. La proximité d'un arrêt SNCF sur la ligne reliant Lavéra/Port de Bouc et la proximité directe avec la RN 568 et la route de Port de Bouc pourraient constituer un avantage pour l'ensemble du quartier.

En revanche, ce quartier subit la forte circulation de la RN 568 et de la voie ferrée, en termes de nuisances sonores et olfactives, avec la circulation de trains lourds contenant les produits pétroliers et chimiques.

Le quartier bénéficie d'une activité commerciale de proximité intéressante de part et d'autre de la Route de Port-de-Bouc : une pharmacie, un bar/restaurant, une salle des fêtes et mariages.

La zone d'activité de Croix-Sainte, qui regroupe un centre commercial de moyenne importance, des hôtels et des commerces, est située en proximité immédiate du quartier malgré une position périphérique du centre historique de Martigues.

Le quartier bénéficie d'une présence de services publics importante :

- Maison de Quartier
- Crèche Multi-Accueil

- Foyer pour personnes âgées
- Ecoles maternelle, primaire et collège
- Services médicaux (médecin, dentiste, kinésithérapeute, infirmière).

Le parc de logements comprend 600 logements locatifs sociaux répartis sur 2 programmes :

- SEMIVIM : 160 logements - bâtiments A à G
- 13 HABITAT : 442 logements - bâtiments 1 à 50

Le quartier a bénéficié de la mise en œuvre de la troisième phase d'aménagement des espaces publics en front de quartier qui a participé au décloisonnement du quartier.

Ceci dit, le quartier est marqué par certains dysfonctionnements :

- Le quartier porte des traces d'aménagements partiels, sommaires, hétérogènes qui se sont accumulés pendant une vingtaine d'année sans logique ou stratégie d'intervention réelle. Les espaces extérieurs et la voirie sont mal définis, ils ont bénéficié de peu d'intervention publique ;
- La forme urbaine inadaptée, la faible qualité du bâti son vieillissement et son obsolescence, les difficultés de maillage et la mauvaise articulation des fonctions urbaines élémentaires sont autant de dysfonctionnements qui marquent le quartier ;

Enjeux du renouvellement urbain à l'échelle de Mas de Pouane

Le désenclavement du quartier et son ouverture sur la Ville constituent des enjeux urbains d'importance. Le travail sur l'aménagement des espaces publics et le projet de la requalification de la RN 568 contribueront à l'ouverture du quartier sur le tissu urbanisé environnemental.

La requalification du « cœur » de quartier est aujourd'hui un enjeu important tant pour continuer à décloisonner les espaces que pour travailler la cohérence d'ensemble du quartier, les aménagements réalisés ces dernières années jurant désormais avec les aspects très hétéroclites des traitements successifs des espaces centraux et la vétusté des voiries.

❖ **Notre Dame des Marins**

Diagnostic et dysfonctionnement

Ce quartier d'habitat social (immeubles de 13 HABITAT Sud construits au début des années 1970) situé au nord du Centre Ville est caractérisé par un habitat collectif dense. Le quartier est exposé plein sud et bénéficie de la proximité d'espaces naturels de qualité. Notre Dame des Marins est séparé du centre ville par l'Avenue Francis Turcan.

Dans les années 1990, les travaux de rénovation du quartier ont été engagés tant du point de vue du cadre de vie que de la valorisation des espaces publics. Un important travail de restructuration des bâtiments J, K et L a permis de mettre un terme a une situation de squat permanent de ces bâtiments vides à plus de 70 %.

A compter des années 2000, la rénovation du quartier s'est poursuivie, notamment par des interventions fortes sur les espaces extérieurs et le traitement du parvis de l'école. Elle intègre, aujourd'hui, la restructuration de l'entrée du quartier, l'aménagement de la place centrale et le désenclavement de la cité par la suppression du mur de clôture entre le quartier et l'avenue Francis Turcan.

Concomitamment à ces restructurations d'importance, le travail partenarial avec le bailleur a permis de remédier sensiblement aux divers dysfonctionnements de gestion au quotidien.

D'une manière générale, la population dispose de faibles revenus et la situation de certains ménages nécessite un accompagnement adapté.

Si globalement, les dysfonctionnements tendent à se réduire, améliorant l'image du quartier, celui-ci demeure sensible et l'équilibre social reste précaire.

Le parc de logements est principalement composé de logements en gestion : 725 dont 696 occupés et 29 chambres de célibataire vacantes depuis l'origine (logements célibataires et autres destinés aux associations).

Ainsi, le quartier est marqué par un certain nombre de dysfonctionnements :

- Concernant la mobilité et les déplacements, les liaisons piétonnes ou cyclistes sont mal empruntées. Le quartier n'offre pas de bonnes conditions de stationnement résidentiel, au vue de l'accroissement du nombre de voitures par ménage ;
- Les nuisances et risques générés par l'Avenue Francis Turcan (bruit, sécurité routière) accentuent sa mise à l'écart de la ville, malgré une bonne visibilité des immeubles dans le paysage et sa proximité au centre ancien ;
- Le bâti est vieillissant et présente des formes d'obsolescences malgré d'importantes réhabilitations (coursives dégradées, placards techniques vandalisés et dangereux, sécurité incendie, difficulté d'orientation,…). Les parties collectives des différents immeubles présentent des dysfonctionnements majeurs pour le quartier ;
- Les taux de rotation tendent à croître et de plus en plus de ménages souhaitent quitter le quartier. Le parc de logement perd de son attractivité.

Enjeux du renouvellement urbain
Désenclavement de la cité :

Notre Dame des Marins est bordée en front de quartier par le boulevard Francis Turcan. Rocade de deux fois deux voies et d'un flux journalier de 25 000 véhicules, ce boulevard constitue une césure urbaine importante.

Amélioration du bâti :

Le bâti est classé patrimoine du XX^{ème} siècle pour son architecture singulière et remarquable tout autant que la qualité reconnue des appartements. Cependant le vieillissement des façades nécessite une programmation d'envergure, ainsi que la modernisation des parties communes.

Gestion des espaces extérieurs et gestion des voiries internes et des réseaux enterrés.

- **Canto Perdrix**

Diagnostic et dysfonctionnements

Extrêmement vaste, le quartier comprend plusieurs ensembles : Les 4 Vents, les Trois Tours, le Colimaçon, Canto Perdrix et les Ombrées.

La création de la ZAC de Canto Perdrix a été décidée en 1973 ; les premiers immeubles ont vu le jour trois ans plus tard.

Il s'agissait de répondre aux besoins de logement et d'inscrire à long terme un développement harmonieux au Nord de la Ville. L'objectif était de proposer des logements diversifiés en location et acquisition, intégrant ainsi le principe de mixité sociale.

L'implantation a suivi le relief des collines et les espaces naturels ont été préservés et intégrés aux zones d'habitation.

Le quartier est aéré avec des voies internes, des espaces de stationnement en périphérie, des équipements (école, structure multi accueil, maison de quartier, terrains d'évolution, stade synthétique).

Des copropriétés sont présentes sur le quartier et le développement pavillonnaire qui caractérise les quartiers Nord de la commune se poursuit.

Aujourd'hui, compte tenu du développement urbain, le quartier est complètement intégré à la ville, à proximité, de nouveaux logements collectifs ont vu le jour et un établissement EHPAD est en cours de réalisation. Le pôle commercial continue de se développer.

Deux lignes de bus desservent le quartier avec des tarifications attractives.

Du point de vue de l'habitat social, le quartier regroupe 1 213 logements, avec une population qui dispose de revenus modestes voire précaires et un taux de population jeune (moins de 24 ans) qui avoisine les 40 %.

Le parc est composé de 1 772 logements répartir comme suit :

- **Le parc LOGIREM** comprend 437 logements sur 3 programmes
    - En 1976 : **Canto-Perdrix** : 204 logements immeubles habitat collectif
    - En 1983 : **Le Colimaçon** : 124 logements d'habitat collectif
    - En 1992/1996 : **Les Ombrées** : 109 logements anciennement SAMOPOR.

Ces deux derniers programmes sont, dans leur conception, moins denses et se situent à la périphérie du quartier.

- **Le parc NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (NLP)** 1977 comprend 532 logements d'habitat collectif.
- **Le parc SEMIVIM**
    - En 1974 : le bâtiment des 4 vents comprend 241 logements
    - 562 logements en copropriété :
        - 80 en diffus
        - 165 : les trois tours – 1972
        - 212 : Trident/Mistral (Zone 4 Vents) – 1974
        - 105 : La Pastorale (Zone Canto-Perdrix) – 1977

Ainsi, le quartier est marqué par un certain nombre de dysfonctionnements :

- En interne, la trame viaire reste à améliorer. Le parti pris, architectural et d'aménagement initial, était de localiser les espaces de stationnement en périphérie et de créer des voies de dessertes internes. Aujourd'hui la capacité de stationnement et l'éloignement des habitations sont jugés problématiques par les habitants ;
- Les deux entités principales, les 4 Vents et Canto Perdrix, construites à flanc de colline, présentent des déclivités importantes et des améliorations doivent être apportées en termes d'accessibilité et de circulation PMR. Des liaisons entre les différentes entités du quartier et vers le petit centre commercial au pied de la copropriété des Trois Tours existent, mais sont peu visibles. L'accessibilité aux immeubles est parfois limitée ;
- Une tendance à la dépréciation de l'image du site se confirme. La mobilité s'accroit sur ce parc. Le quartier connaît régulièrement des problèmes d'incivilité, de

dégradations et de squats de halls d'entrées (notamment sur le parc NLP et SEMIVIM) qui nécessitent de la part des acteurs un effort permanent de proximité et de réactivité.

Enjeux du renouvellement urbain

Sur le quartier Canto-Perdrix, les enjeux du renouvellement urbain sont les suivants :

- Revaloriser le parc social ;
- Rénovation du bâti ;
- Isolement thermique, étanchéité et performance énergétique des bâtiments ;
- Mise en sécurité ;
- Accession à la propriété ;
- Améliorer la trame viaire en portant une attention à la circulation piétonne et à l'accessibilité PMR des immeubles.

DEUXIEME PARTIE

ORIENTATIONS DU PROJET DE TERRITOIRE

3. IDENTIFICATION DES ENJEUX DE LA CAPM

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et sa circulaire du 30 juillet 2014 portant sur l'élaboration des contrats de ville ont proposé une nouvelle architecture de la politique de la ville pour la période de 2015 à 2020.

Les Contrats de Ville sont le cadre de la politique de la ville conduite par l'État, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif d'assurer « l'égalité des territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants ».

Visant à réduire l'inégalité des territoires et celle de ses habitants, la politique de la ville se propose de :

- Lutter contre les inégalités de tous ordres, les concentrations de pauvreté et les fractures économiques, sociales, numériques et territoriales ;

- Garantir aux habitants des quartiers défavorisés l'égalité réelle d'accès aux droits, à l'éducation, à la culture, aux services et aux équipements publics ;

- Agir pour le développement économique, la création d'entreprises et l'accès à l'emploi par les politiques de formation et d'insertion professionnelles ;

- Agir pour l'amélioration de l'habitat ;

- Développer la prévention, promouvoir l'éducation à la santé et favoriser l'accès aux soins ;

- Garantir la tranquillité des habitants par les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance ;

- Favoriser la pleine intégration des quartiers dans leur unité urbaine, en accentuant notamment leur accessibilité aux transports en commun, leur mixité fonctionnelle et urbaine et la mixité de leur composition sociale ; elle veille à ce titre à la revitalisation et la diversification de l'offre commerciale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

- Promouvoir le développement équilibré des territoires, la ville durable, le droit à un environnement saint et de qualité et la lutte contre la précarité énergétique ;

- Reconnaître et valoriser l'histoire, le patrimoine et la mémoire des quartiers ;

- Concourir à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la politique d'intégration et à la lutte contre les discriminations dont sont victimes les habitants des quartiers défavorisés, notamment celles liées au lieu de résidence et à l'origine réelle ou supposée.

3.1. Cohésion sociale

3.1.1. Social

Face à la précarisation économique croissante d'une partie de la population et de la fragilisation sociale des ménages et des familles, la CAPM doit répondre aux enjeux suivants :

- Lutter contre les mécanismes d'exclusion ;
- Viser une égalité des droits ;
- Permettre l'accès aux droits.

Les politiques sociales doivent être ainsi renforcées en direction des publics fragilisés notamment des femmes en situation de monoparentalité, des jeunes et des personnes âgées. Elles doivent permettre de :

- Conforter les politiques de droit commun mises en place dans le cadre de l'amélioration du lien social entre habitants dans le quartier et dans la ville.

Le logement, constituant souvent le dernier rempart contre l'exclusion sociale, il est également primordial de :

- Accompagner les habitants dans l'accès ou le maintien dans un logement adapté ;
- Prévenir les situations d'endettement locatif.

3.3.2. Santé

Le territoire fait face à plusieurs problématiques de santé spécifiques, qui s'expliquent par la structure socio-économique de sa population, par sa démographie et par son insertion dans un bassin d'emploi historiquement dominé par l'industrie. Les enjeux en matière d'accès à la santé et plus généralement aux soins sont multiples :

- Favoriser l'accès aux soins et aux droits de santé
- Penser autrement l'offre de soins de premier recours
- Agir sur les comportements individuels et collectifs (Hygiène de vie, IVG/Contraception, Prévention des addictions, Prévention VIH/IST, Santé des enfants et des adolescents)
- Soutenir les personnes en souffrance psychique et les victimes de maladies professionnelles

- Développer la connaissance, réduire les risques et prendre en charge les pathologies liées au travail et à la qualité de l'air

- Rattraper le retard et organiser l'offre de prise en charge des personnes âgées et en situation de handicap

- Améliorer la connaissance et le suivi des besoins et ressources en matière de santé

3.1.3. Action éducative, culturelle et sportive

L'enjeu de toute action éducative est de réduire des écarts en matière de réussite éducative des enfants et des jeunes, et de leur permettre un égal accès à la culture et à la pratique du sport.

Le volet Education du Contrat de Ville doit être mis en cohérence avec la refondation de l'éducation prioritaire sur le territoire. Il poursuit les objectifs suivants :

- Favoriser l'épanouissement des enfants et jeunes des quartiers

- Contribuer à la réussite scolaire.

Le sport et la culture sont des vecteurs importants d'inclusion sociale. Ces deux domaines participent à une plus grande mixité sociale et urbaine. Offrir aux populations des quartiers un accès égal aux équipements, aux manifestations et à la pratique en matière sportive et culturelle, c'est participer également à leur intégration ou réintégration dans la cité. Il s'agit ainsi de :

- Faciliter l'accès au sport et à la culture des habitants ;

- Réduire les inégalités tant en matière d'accès que de diversité des sports et d'actions culturelles.

3.1.4.Citoyenneté

Travailler sur la citoyenneté, c'est donner une place dans la cité aux populations des quartiers qui en sont souvent éloignés. L'accompagnement de ces publics vers le civisme permettra d'intégrer ces populations aux décisions publiques les intéressant.

Le volet Citoyenneté devra être en cohérence avec la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance nouvellement définie afin de :

- Favoriser la participation citoyenne des habitants ;

- Impliquer les habitants dans les actions intéressant leur vie quotidienne.

3.1.5. Prévention de la délinquance

La Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance constituera par ailleurs le volet Prévention de la Délinquance du Contrat de Ville. Cette thématique s'articulera autour de l'Accès aux Droits et de la Prévention de la Délinquance :

- Développer l'accès aux droits et l'aide aux victimes ;
- Développer la prévention de la récidive ;
- Poursuivre la lutte contre les conduites addictives ;
- Améliorer la tranquillité publique.

3.2. Cadre de vie et renouvellement urbain

3.2.1. Habitat, logement

La démarche du Contrat de Ville dans la Politique de la Ville s'inscrit dans la continuité des conventions de Gestion Urbaine de Proximité mises en œuvre entre 2009 et 2011 dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale. La ville de Martigues proposait aux partenaires des CUCS et aux bailleurs sociaux, le principe d'une reconduction des conventions de gestion urbaine de proximité, pour la période 2013-2016. Les conventions territoriales sur Port de Bouc sont valides jusqu'au 31 décembre 2016.

Cette thématique s'articulera également avec le Programme Local de l'Habitat autour des enjeux suivants :

- Permettre l'accès à tous à un logement et agir sur les politiques de peuplement ;
- Améliorer le cadre de vie et la qualité des logements, lutter contre l'habitat indigne ;
- Renouveler les modes de participation des habitants ;
- Améliorer ou mettre en place les modes de gestion adaptée.

3.2.2. Urbanisme

Le nouveau programme national de renouvellement urbain constitue le volet urbain du contrat de ville. Il s'agit de poursuivre les efforts en matière de rénovation urbaine afin de recomposer le tissu urbain, de rétablir les continuités au sein du territoire et de restituer un cadre de vie apaisé aux habitants.
L'articulation avec le volet humain est indispensable pour améliorer durablement les conditions d'existence des habitants des quartiers, permettre le développement des quartiers, favoriser l'ouverture et les connexions des quartiers avec le reste du territoire, poursuivre la restructuration urbaine et réinscrire les quartiers dans la ville.

À l'échelle de la CAPM, le renouvellement urbain s'inscrit dans une volonté d'organiser un développement équilibré et durable de l'ensemble du territoire. Son action vise ainsi à :

- Accompagner et maîtriser le développement urbain à l'œuvre sur la CAPM et notamment entre Martigues et Port-de-Bouc
- Favoriser et structurer l'accessibilité et les mobilités à l'intérieur des quartiers, entre les quartiers et entre les villes de Martigues et Port-de-Bouc
- Assurer la cohérence avec la desserte en transports publics

- Renforcer la qualité urbaine et la mixité sociale dans les quartiers prioritaires : réaménagement des quartiers engagés dans le projet urbain global, réhabilitation du parc locatif social, opérations de recomposition urbaine, lutte contre l'habitat indigne,

- Aménager les espaces extérieurs et améliorer l'offre en équipement

- Créer les conditions d'un redéploiement économique endogène et diversifié

- Révéler et valoriser la qualité des paysages et le cadre de vie

- Mettre en valeur le patrimoine

- Réinvestir les friches industrielles, agricoles, …

3.2.3Transports, déplacements

Le développement d'une offre de transports urbains et interurbains adaptée est indispensable à la réduction des discriminations sociales et économiques, afin de désenclaver les quartiers et renforcer l'accessibilité aux services publics, aux équipements, à l'emploi et à la formation :

- Améliorer la desserte des quartiers en transports urbains ;

- Poursuivre la connexion du territoire avec les pôles d'emplois et de formation métropolitains.

3.3. Développement économique, formation, insertion et emploi

3.3.1. Développement économique

Promouvoir les acteurs économiques, l'initiative privée et l'attractivité du territoire pour les entreprises conduiront à préparer le territoire dans sa transformation pour l'avenir. Les publics des quartiers prioritaires doivent également être bénéficiaires de toutes les actions visant cette thématique :

- Soutenir et favoriser le développement de l'activité économique et l'aide à la création d'entreprise dans les quartiers prioritaires ou par des publics des quartiers prioritaires.

3.3.2. Formation et insertion professionnelle

Dans un contexte de précarisation de l'emploi, d'inégalités persistantes dans l'accès à l'emploi et d'un niveau de formation insuffisant, améliorer la formation des habitants, c'est leur donner plus de chance de réussir leur intégration sociale. Faciliter l'accès à l'emploi par la levée des freins de tous ordres contribue à la remise à l'emploi des publics les plus en difficultés. Les enjeux pour le territoire sont multiples :

- Accompagner dans l'emploi les publics éligibles, par l'accès aux contrats aidés, aux emplois d'avenir, aux dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes, notamment le public non qualifié, les décrocheurs scolaires, par l'amélioration de l'offre d'insertion professionnelle sur le territoire ;

- Faciliter l'insertion dans l'emploi par la mobilisation des politiques de l'emploi en faveur des publics issus des quartiers réglementaires ;

- Créer les conditions de sécurisation des parcours ;

- Renforcer la politique d'accompagnement et d'accès à l'emploi et à la formation des personnes les plus en difficultés en prenant en compte leurs difficultés de mobilité et d'autres freins à l'emploi (garde d'enfants …).

4. AXES STRATEGIQUES (objectifs, principes d'action)

4.1. Cohésion sociale

4.1.1. Social

En matière d'accès aux droits

- Rétablir l'accès aux droits et au droit commun pour tous en décentralisant les permanences, en développant des accueils de proximité (CAF, CICAS, CARSAT, Trésor Public, MDPH, …)
- Améliorer l'accueil, l'information et l'orientation à partir des « guichets uniques » existants (charte d'accueil, conventions portant sur l'établissement de liaisons fonctionnelles plus denses et plus efficaces entre institutions, associations et organismes gestionnaires) et l'articulation des dispositifs sociaux
- Mutualiser l'accueil des personnes fragiles
- Améliorer l'accompagnement social des publics en grande précarité
- Favoriser l'insertion sociale des publics adultes par l'accès aux savoirs de base (prévention de l'illettrisme, alphabétisation, ateliers sociolinguistiques, en particulier pour une meilleure intégration des femmes)
- Mieux articuler insertion sociale et professionnelle
- Affiner l'analyse des besoins sociaux du territoire pour une plus grande pertinence des réponses apportées.
- Assurer une évaluation continue de l'action sociale à l'échelle communautaire
- Encourager l'élaboration de projets se déroulant dans les quartiers, leur co-construction et les démarches participatives conjuguant individuelles et collectives
- Développer des projets favorisant l'apprentissage des savoirs, savoir-faire, savoir-être, l'estime de soi, et les démarches participatives
- Promouvoir les actions conjuguant des modes d'interventions individuelles et collectives pour mieux accompagner les publics en difficulté
- Lutter contre les mécanismes de l'exclusion en encourageant les pratiques de solidarité : entre habitants, en direction des personnes en risque d'isolement, intergénérationnelles et parents/enfants pour renforcer le lien social

En matière d'insertion par le logement

- Prévenir les situations lourdes d'endettement, notamment par l'accompagnement éducatif budgétaire
- Renforcer la prise en compte des situations sociales lors de la demande de logement
- Développer des solutions d'hébergement d'urgence et créer les conditions de la coordination des acteurs agissant dans ce domaine (logements temporaires, baux glissants, résidences pour jeunes en insertion et étudiants, femmes victimes de violences et auteurs de violences….)
- Améliorer l'accès à l'information et aux droits en matière de logement
- Poursuivre les actions de prévention des impayés par une meilleure coordination des dispositifs existants en matière d'accès ou de maintien au logement

En matière d'insertion par l'emploi

- Mettre en place une structure d'insertion socioprofessionnelle amont qui assurerait le lien entre action sociale et aide à la formation et des référents de parcours
- Favoriser le « passage » de l'insertion sociale à l'insertion professionnelle vers l'accès à l'emploi pour éviter la rupture de parcours, en s'appuyant sur les acteurs sociaux du territoire
- Créer une instance politique intercommunale en mesure de poser les enjeux locaux, d'instaurer un dialogue avec les partenaires (Etat, Région, département…), et d'assurer une gestion commune en matière de formation et d'insertion professionnelle
- Aller vers les publics en difficultés dans les quartiers, en s'appuyant sur les structures de proximité
- Soutenir des démarches innovantes d'amélioration de l'offre IAE (insertion par l'activité économique) s'inscrivant dans un projet d'ensemble et impliquant des acteurs locaux

4.1.2. Santé

En matière d'accès à la santé et aux soins

- Réduire les inégalités sociales, économiques et territoriales en matière d'accès aux soins et d'offre de soins
- Améliorer l'accessibilité financière, géographique et culturelle aux soins
- Accompagner les publics en précarité des quartiers par une prise en charge globale en étroite collaboration avec les équipements ayant vocation à accueillir ces publics (par exemple services sociaux, centre de santé, centres sociaux, etc), dans un objectif d'équité territoriale et dans une démarche « d'aller vers »
- Conforter et développer l'éducation et la prévention en matière de santé en direction des publics fragilisés
- Développer l'offre de soins de santé publique
- Poursuivre le rattrapage de l'offre d'équipements de santé, notamment dans le secteur médico-social en matière d'accompagnement à la perte d'autonomie
- Maintenir et développer l'offre de santé de proximité et agir également sur les déterminants sociaux de la santé tels que les projets d'amélioration du cadre de vie dans les quartiers (parcours de santé, espaces verts, de jeux,..)
- Rendre plus attractif le territoire et être un territoire leader d'une médecine moderne
- Favoriser la coordination des acteurs de la santé et les partenariats
- Créer un centre de santé pluridisciplinaire pratiquant le tiers-payant afin de renouveler les professionnels de santé, de fournir une offre d'accueil moins sectorisée et d'améliorer la coordination entre les différentes spécialités médicales et acteurs de santé notamment sur Port-de-Bouc
- Lutter contre l'habitat indigne et informer sur les risques pour la santé liés à l'habitat
- Créer un Conseil Local de Santé Mentale autour des objectifs d'observation des besoins et ressources en santé mentale, d'amélioration de l'accès à la prévention et aux soins, d'inclusion sociale et de lutte contre l'exclusion par le logement, l'insertion professionnelle et la formation, de lutte contre la stigmatisation, d'éducation en santé mentale, d'aide à la résolution des situations psychosociales complexes.

En matière de prise en compte de la santé au travail

- Favoriser la traçabilité des métiers et des postes de travail à risques pour les salariés et conforter le travail déjà engagé

- Soutenir et développer les ressources locales, en faveur de l'accompagnement des victimes de maladies professionnelles et de leur information sur les risques et les droits
- Organiser une consultation au Centre hospitalier de Martigues
- Développer la connaissance, réduire les risques et prendre en charge les pathologies liées au travail et à la qualité de l'air en connaissant mieux pour mieux agir, en faisant connaître pour mieux prévenir, en adaptant l'offre de soins aux spécificités environnementales
- Animer une instance d'études locales organisées dans le cadre d'un Conseil Scientifique dans le domaine de l'air et de la santé
- Organiser des filières autour de quelques pathologies en lien avec l'environnement
- Faire remonter les préoccupations des citoyens en matière de pollution atmosphérique et santé.

<u>En matière de prise en compte de la souffrance psychique et mentale</u>

- Maintenir et mettre en relation les permanences d'accueil et d'écoute existantes avec les dispositifs d'accueil et d'insertion
- Développer une offre d'écoute et des actions culturelles et sociales favorisant le lien et l'estime de soi
- Assurer une approche intersectorielle et coordonnée de la prise en charge des publics en souffrance psychique et/ou psychosociale pour éviter la rupture de parcours
- Utiliser le « champ » socio-culturel pour renforcer les compétences psychosociales
- Améliorer l'articulation des actions du CIAS avec les organismes de tutelle
- Rapprocher les Services de Tutelles par la création de permanences ou d'antennes

<u>En matière de prise en charge de la perte d'autonomie</u>

- Anticiper le vieillissement de la population et adapter les politiques publiques en termes de logement, de santé, de transport et d'accès aux équipements et services
- Faire évoluer le nombre d'heures d'aides ménagères en fonction des besoins du public
- Poursuivre le rattrapage des équipements pour personnes âgées et des personnes souffrant de handicap

- Améliorer la prise en compte des personnes souffrant de handicap en favorisant leur mobilité, leur insertion professionnelle et leur participation dans la vie locale, tout en développant une offre de logements accessibles

- Favoriser le répit des familles en charge de personnes handicapées ou dépendantes

4.1.3. Action éducative, culturelle et sportive

En matière de réussite scolaire

- Intensifier les actions pour la réussite scolaire et éducative

- Prévenir les ruptures, déscolarisations et décrochages scolaires et lutter contre l'absentéisme à l'école

- Renforcer l'accompagnement scolaire

- Développer le soutien à la parentalité : poser un cadre d'écoute et de dialogue avec des professionnels tout en valorisant les compétences des parents et leur participation en tant qu'acteurs

- Améliorer la coordination avec le secteur de la santé, notamment sur les troubles de l'apprentissage et les troubles cognitifs

- Accompagner les projets de développement des établissements de formation professionnelle en créant les conditions d'accueil des étudiants

- Permettre un accès plus équilibré à l'enseignement général en développant ses filières et en incitant les élèves à s'y diriger

En matière d'accès à la culture

- Développer des actions socioéducatives

- Engager une réflexion sur le projet culturel de territoire intercommunal (pérennisation de certaines animations à la suite de MP2013)

- Améliorer l'inscription territoriale de l'offre culturelle en en favorisant l'accès aux populations des quartiers et en co-construisant des projets adaptés à leurs besoins

- Développer l'éducation artistique et culturelle, notamment dans le cadre des temps d'activités périscolaires TAPS

- Poursuivre l'inscription de la culture dans le développement du numérique et promouvoir les nouveaux outils et supports dans le champ culturel et artistique

- Connecter l'avenir industriel du territoire avec la mémoire du travail : question des monuments industriels et des friches à reconvertir

- Encourager et soutenir les pratiques amateurs et les cultures urbaines
- Renforcer le travail sur la mémoire collective, le patrimoine pour favoriser la construction d'une identité collective et solidaire
- Améliorer la prise en compte du public jeune (16-25 ans) qui reste en marge de l'offre culturelle et de la vie culturelle locale
- Développer le partenariat entre structures culturelles, sociales et éducatives dans des projets collectifs d'insertion, de sensibilisation à la santé, de cadre de vie et de lutte contre les discriminations, etc.
- Soutenir une meilleure maîtrise de la langue pour lutter contre l'échec scolaire et l'illettrisme
- Promouvoir les cultures vivantes de la population aux origines très diverses et de l'expression des habitants

En matière d'accès à la pratique sportive

- Pérenniser les actions fortement engagées et mutualiser les moyens des centres sociaux ou maisons de quartiers
- Poursuivre les actions engagées pour favoriser la pratique du sport, notamment dans une optique de découverte
- Cibler particulièrement les publics qui pour des raisons socioculturelles ou socio-économiques n'accèdent pas aux activités sportives et ceux en risque d'isolement ou de marginalisation
- Développer l'offre d'activités sportives pour les filles, favoriser la mixité, sur des temps élargis, adaptés au temps libre des publics
- Favoriser des temps de rencontre avec les familles, sur des temps de loisirs sportifs de leurs enfants
- Développer la cohérence et le partenariat entre acteurs (coordination d'actions, mutualisation de moyens, formations…).

4.1.4. Citoyenneté

En matière de démocratie participative et de médiation sociale

- Poursuivre le développement de la citoyenneté des jeunes et des adultes par des actions de prévention, d'éducation au droit et de médiation
- Faire évoluer les modalités d'association et de concertation avec les habitants
- Réfléchir à un engagement plus important des bailleurs sociaux notamment dans une démarche plus participative de concertation
- Valoriser le travail des bailleurs et les repositionner dans le dispositif en mutualisant les enjeux et les objectifs
- Interroger l'efficacité des actions menées par les communes
- Mobiliser les acteurs de l'habitat et du cadre de vie du quartier et les habitants dans des instances de concertation pour améliorer la gestion du patrimoine et des espaces extérieurs
- Impliquer les habitants dans des actions de médiation et de prévention de proximité, pour l'entretien des parties communes, l'amélioration des relations de voisinage, l'amélioration du cadre de vie, le renforcement du lien social (actions d'information et de sensibilisation, conception et réalisation de projets de proximité, développement d'animations sur les quartiers, sensibilisation au patrimoine en lien avec l'action culturelle et prise en compte du développement durable dans les projets)

En matière de citoyenneté des jeunes

- Poursuivre le développement de la citoyenneté par des actions de prévention et d'éducation au Droit
- Renouveler les projets des centres sociaux afin de leur permettre d'agir et de se positionner en fonction de ce public jeune (quel projet éducatif ? dans quel parcours de vie les accompagner ?)
- Engager une réflexion sur le rôle de l'Education nationale dans la lutte contre les ruptures et les leviers d'action à activer
- Réfléchir à la manière de conserver et pérenniser les effets positifs du salon des jeunes et du printemps des jeunes à l'échelle de la CAPM
- Prévenir les ruptures scolaires

- En partenariat avec les acteurs du territoire, favoriser l'autonomie, la démarche citoyenne et participative, l'expression de préadolescents, d'adolescents, de jeunes et de jeunes adultes dans des projets éducatifs et/ou d'intérêt général et qui permettent la mixité de genre et l'interculturel

4.1.5. Prévention de la délinquance

En matière d'accès au droit

- Poursuivre et développer les actions/pratiques pour l'accès au droit de tous
- Améliorer l'accès et l'offre de droit sur le Territoire
- Améliorer la place des victimes dans la chaine pénale et poursuite de l'accès au droit

En matière de prévention

- Améliorer la coordination autour de cellules de veille permettant d'anticiper et de prévenir les crises
- Diminuer les addictions
- Assurer la sécurisation des espaces publics et prévenir les conflits
- Améliorer la coordination autour de cellules de veille permettant d'anticiper et de prévenir les crises, à pérenniser
- Construire un observatoire et des outils permettant de réduire toutes les incivilités, notamment en matière de la prévention routière
- Développer les outils d'observation et d'analyse des informations en termes de prévention et de sécurité
- Expérimentation de la Justice de Proximité dans le cadre du futur Pôle judiciaire
- Développer des actions de médiation et de prévention par :
  . Des dispositifs de présence : collèges, animations pour les jeunes hors structures et sur des temps élargis
  . Le renforcement du partenariat pour la prévention, la régulation des tensions
- Développer les actions de prévention des addictions (toxicomanie, alcool,…) en direction des jeunes
- Poursuivre les actions de sensibilisation des professionnels

En matière de réinsertion sociale

- Prévenir la récidive

- Poursuivre l'accueil des mesures de réparation et de travaux d'intérêt général
- Accompagner les actions éducatives à destination du public récidiviste
- Favoriser les actions de réinsertion pour les personnes sous main de justice

4.2. Cadre de vie et renouvellement urbain

4.2.1. Habitat, logement

- Poursuivre le rattrapage de la production de logements
- Diversifier l'offre de logements afin de fluidifier les parcours résidentiels et de répondre aux différents besoins des populations présentes
- Intensifier les interventions sur le parc privé et poursuivre la requalification des centres-villes en prenant en en compte des problématiques des publics spécifiques (personnes à mobilité réduite, etc.) ;
- Favoriser l'implication des habitants dans les actions intéressant et valorisant leur cadre de vie
- Améliorer la connaissance sur le parc privé, en termes de besoins comme d'occupations
- Engager une réflexion sur les copropriétés en difficulté
- Poursuivre les dispositifs Eradication de l'Habitat Indigne et les mutualiser
- Elaborer la convention prévue sur l'attribution et les mutations de logements CAPM, Ville, Bailleurs
- Améliorer les modes de gestion de proximité (gestion locative et sociale)

4.2.2. Urbanisme

- Appuyer la réalisation du contournement autoroutier et la requalification de la RN568
- Recoudre le tissu urbain intercommunal et créer des connexions entre quartiers et avec les pôles de centralité
- Corriger les dysfonctionnements urbains (échelon inter-quartiers, quartiers … ANRU)
- Poursuivre la valorisation des centres-villes
- Favoriser l'urbanisation à proximité des pôles d'échanges

4.2.3. Transports, déplacements

- Poursuivre le renforcement l'offre de mobilité et de transports interne au territoire
- Consolider les connexions avec les principales AOT départementales et régionales
- Améliorer la desserte TC et/ou PDE des zones d'activités en adéquation avec les horaires des salariés
- Réaliser le contournement autoroutier de l'A55
- Requalification de la RN568
- Créer un pôle multimodal

4.3. Développement économique, formation, insertion et emploi

4.3.1. Développement économique

- Conforter les activités existantes dans les secteurs amont de la production
- Etendre les zones d'activités existantes
- Reconvertir les locaux industriels qui restent inoccupés
- Définir le positionnement économique des zones d'activités qui présentent un potentiel d'aménagement à proximité des accès maritimes et des nouveaux lieux d'échanges multimodaux (Ecopolis Croix-Sainte/Caronte, Technopolis)
- Développer et pérenniser les sites économiques dynamiques tels que le pôle commercial Auchan, la zone d'activités des Etangs, les zones d'activités de l'Escaillon et Figuerolles, de Caronte et la Grand Colle
- Engager la reconversion des friches industrielles
- Développer de nouvelles filières économiques : par exemple cinéma, cosmétologie, déconstruction navale

4.3.2. Formation et insertion professionnelle

- Compenser la perte de l'emploi dans l'industrie classique
- Conforter le développement des secteurs qui recrutent
- Redynamiser le commerce en centre-ville en répondant aux besoins des enseignes et du marché
- Désenclaver le territoire en améliorant la desserte locale et départementale
- Poursuivre l'amélioration du niveau de qualification de la population notamment en proximité dans les quartiers
- Développer le socle d'enseignement général et les nouvelles filières d'enseignement
- Adapter l'offre de formation aux besoins des entreprises actuelles et à venir
- Mettre en place un réseau d'échange entre les entreprises, les organismes de formation et les collectivités
- Améliorer la mobilité vers les pôles de formation sur le territoire intercommunal ou départemental
- Renforcer l'offre de formation générale post-3ème..

TROISIEME PARTIE MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

5. PILOTAGE

5.1. Comité de pilotage et d'évaluation

Le comité de pilotage et d'évaluation regroupe les représentants des signataires du Contrat de ville. Il est présidé par le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et le Préfet délégué à l'Egalité des Chances et se compose de :

- L'Etat ;
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;
- Des Villes de Martigues et Port-de-Bouc ;
- La Région Provence Alpes Côte d'Azur ;
- Du Département des Bouches du Rhône ;
- La Caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône ;
- La Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Pôle Emploi ;
- Des bailleurs sociaux ;
- Des représentants de Conseils citoyens.

Il assure le pilotage politique et la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de la démarche et a pour missions :

- D'orienter, mobiliser et organiser la mise en œuvre du Contrat de ville ;
- De veiller à la cohérence de la politique menée ;
- De contrôler le respect des objectifs et des engagements des partenaires.

Il se réunit au moins deux fois par an afin :

- De valider les bilans annuels et les évaluations ;
- D'arrêter le programme annuel d'actions ;
- De procéder aux arbitrages budgétaires.

La préparation des réunions du Comité de Pilotage est assurée conjointement par le Sous-préfet d'arrondissement et la direction de l'Equipe Opérationnelle.

5.2. Comité technique

Le Comité technique est composé de :

- La direction de projet ;

- Les représentants techniques des partenaires ;

En appui du Comité de pilotage et d'évaluation, le Comité technique est chargé de la maîtrise d'œuvre générale du Contrat de Ville, de son animation, de sa coordination et du suivi des actions. Il a pour mission de préparer les réunions du Comité de pilotage et d'évaluation et se réunit autant que de besoin. Il associe autant que nécessaire les référents de l'équipe opérationnelle.

5.3. Conseils citoyens

Les conseils citoyens sont encadrés par :

- La loi du 21 février 2014 : Loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine

- Le cadre de référence des Conseils Citoyens du Ministère des Droits des Femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports.

La législation prévoit :

Une mise en place obligatoire dans tous les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (Article 7 de la loi)

. Une participation active des habitants à :

- la mise en œuvre du pilotage des différentes instances des Contrats de Ville
- la participation aux opérations de renouvellement urbain.

. Dix principes : Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité, Neutralité, Pluralité, Parité, Proximité, Indépendance, Souplesse

. Un principe de mise en place : De manière pragmatique sur les bases des dispositifs participatifs existants

. Une composition plurielle : 2 collèges, habitants et représentants associatifs ou acteurs locaux

. Un principe de désignation des habitants : Tirage au sort ou volontariat

. Une mise en œuvre obligatoire d'un règlement intérieur du Conseil Citoyens

Les fonctions du Conseil Citoyens :

- Participer aux différentes instances de fonctionnement du Contrat de Ville

- Analyse des besoins exprimés par les habitants

- Point sur les différents projets intéressants le quartier

- Participation aux différents comités techniques et comités de pilotage du Contrat de Ville

- Accès à l'ensemble des documents de programmation du Contrat de Ville.

Sur le territoire de la CAPM, les Conseils citoyens s'inscrivent dans la pratique de démocratie participative que Martigues et Port de Bouc développent sur le territoire communautaire depuis de nombreuses années.

Cette politique de gestion urbaine de proximité, fondée sur la promotion de la démocratie participative et la citoyenneté sur l'ensemble des quartiers du territoire, favorise et encourage la participation des habitants à la vie de leur quartier et de leur ville qui contribue à établir dans un objectif de co-construction un diagnostic des dysfonctionnements et des priorités avec l'habitant.
La concertation avec les habitants s'est appuyée sur les conseils de quartiers à Martigues ou les collectifs d'environnement social à Port-de-Bouc qui réunissent régulièrement l'ensemble des partenaires pour communiquer avec les habitants sur les actions et projets développés sur le quartier. L'objectif y est d'impliquer, d'associer, de concerter et de prendre en compte les demandes et suggestions des habitants de manière transversale.
Les Conseils citoyens permettent dans les quartiers règlementaires de poursuivre cette pratique de démocratie participative à toutes les étapes de la démarche contractuelle et sur tous les volets du contrat de ville.

5.3.3. Mise en œuvre des conseils citoyens à Martigues

5.3.3.1.Principes de mise en œuvre

Sur la commune de Martigues, les politiques de démocratie participative sont vieilles de plus de 30 ans. Elles prônent dans le fonctionnement des différents services publics assurés par la Ville des principes de proximité entre élus, habitants et services.

Cette orientation politique forte repose sur :

- ❖ Des pratiques concrètes :

  - L'existence de Conseils de Quartier sur l'ensemble du territoire (19 Conseils)

  - La mise en œuvre particulière des Conseils de Quartier sur les 5 grands quartiers de logements sociaux

- La mise en œuvre d'une ingénierie particulière de gestion urbaine de proximité sur les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (Conventions de Gestion Urbaine de Proximité).

❖ Des procédures de développement social et urbaines particulières :

- La démarche des projets de quartier (initiée depuis 1999)
- Les contrats de ville successifs (depuis 1999).

❖ **Une structuration adéquate des services publics municipaux** en reflet de ces politiques de démocratie locale et participative

- Création de la Direction de l'Habitat et de la Démocratie Participative regroupant les services Logement, Centres Sociaux, Développement des Quartiers, Vie Associative et service Jeunesse

- Structuration du travail transversal entre le service Développement des Quartiers et les Maisons de Quartier

Il peut ainsi en être ainsi conclu partiellement à ce stade :

1. La mise en œuvre incontournable des Conseils Citoyens sur les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (Mas de Pouane, Notre Dame des Marins, Canto-Perdrix) ne pourra se faire qu'en tenant compte et en prolongation de cet existant ;

2. Que conformément à sa philosophie en la matière, la Ville de Martigues souhaite que le développement de dispositifs spécifiques de proximité ou de participation puisse rapidement devenir une modalité d'expression et de fonctionnement des services publics municipaux pour l'ensemble du territoire

3. Que la mise en œuvre des Conseils Citoyens ne pourra advenir qu'à l'issue d'une phase de co-construction nécessairement expérimentale. Il sera procédé à une mise en œuvre progressive en agglomérant autour du concept de Conseils Citoyens les pratiques, méthodes et partenariats déjà existants et qu'il convient de sauvegarder dès lors qu'ils ont fait preuve de leur efficacité.

5.3.3.2.Procédure de mise en œuvre

❖ **L'équipe opérationnelle**

Le DGA de la DHDP est intégré à l'équipe opérationnelle de mise en œuvre du Contrat de Ville Intercommunal en qualité de :

- Référent Habitat Social et Cadre de Vie pour le territoire de Martigues
- Référent de la mise en œuvre des Conseils Citoyens.

Les services Développement des Quartiers et Maisons de Quartier vont constituer les équipes opérationnelles de mise en œuvre de la participation des habitants et des Conseils Citoyens. En effet, ces services assurent ensemble déjà aujourd'hui :

- La mise en œuvre des principes de proximité avec les habitants
- La mise en œuvre des projets de quartier
- La mise en œuvre des Conseils de Quartier
- La mise en œuvre des conventions de Gestion Urbaine de Proximité
- La mise en œuvre des projets sociaux en direction des habitants des quartiers concernés.

Indépendamment des procédures Contrat de Ville et des termes de la loi du 21 février 2014, la Ville de Martigues avait souhaité dès 2013 et dans le cadre des Assises de la Démocratie Participative renforcer le fonctionnement des Conseils de Quartier par la mise en place d'un nouvel outil, d'une nouvelle instance : les « commissions de quartier », comme préfiguration des Conseils Citoyens.

❖ **Les Commissions de Quartier**

C'est un groupe stable de personnes, représentatif d'un quartier et associant habitants, associations concernées, techniciens et élus du quartier. Dans ce groupe stable, les habitants doivent être prioritaires.
Ces commissions ont pour objet :

- Participation aux réunions intéressant le quartier ;

- Participation aux réunions thématiques intéressant le quartier, plusieurs quartiers, l'ensemble des quartiers de la Ville ;

- Participation à l'ensemble des groupes de travail ou d'animation mis en œuvre dans le cadre de la GUP ;

- Participation aux RTP

- Participation aux préparations des Conseils de Quartier

- Participation aux Conseils de Quartier

- Participation aux temps forts du quartier (Carnaval, Fête de Quartier, Fête de Noël, Conseil de Maison du Centre Social...)

- Participation aux réunions techniques concernant les projets d'aménagement ou de réhabilitation afférents au quartier.

Ces commissions comprendront 15 à 20 personnes maximum, et seront composées d'un collège habitants (10 personnes) et d'un collège institutions (entre 6 et 10 personnes).

Collège habitants :

- Dans un cadre associatif (CNL, APE, autre) : 5
- Dans un cadre individuel (habitant relais, habitant engagé, Conseil de Maison, Conseil de Quartier) : 5

Collège institutions :
- Maison de Quartier : 1

- Service DQ : 1
- Institution scolaire : 2 à 3
- Bailleurs : 1 à 2
- Élus : 1 à 2

❖ **Conclusion partielle**

Ces Commissions de Quartier constitueront, à terme, une structure stable de représentation assez fine des 19 quartiers de la Ville soit environ 20 personnes x 19 Conseils de Quartier = 380 personnes.

En ce qui concerne les 3 quartiers en Politique de la Ville, c'est cette Commission de Quartier (20 personnes) qui constituera la structure embryonnaire du Conseil Citoyens à construire.

Soit, à moyen terme et pour les 3 quartiers, un groupe stable de 60 personnes représentatives des 3 quartiers en Politique de la Ville.

5.3.3.3. Modalités de mise en œuvre

❖ **Calendrier**

- Février 2015

Réunion de lancement de la méthode : DHDP

- 12 mars 2015

Réunion Maisons de Quartier - AACS/Développement des Quartiers :

. Présentation du cadre général
. Présentation des Commissions de Quartier
. Présentation des Conseils Citoyens dans le cadre des Contrats de Ville
. Présentation de la note méthodologique.

- Avril 2015

Organisation technique du Corpus préalable à la formation de la Commission de Quartier :
1 CDSU + 1 Directeur de Centre Social : Détermination collective du Corpus.

- Fin avril 2015

Pré-définition de 3 Conseils Citoyens pressentis.

Présentation de la méthode en Comité Technique et Pilotage du Contrat de Ville :

Présentation du lien structurel Commissions de Quartier et Conseils Citoyens.

Présentation de la méthode dans le cadre des Conseils de Quartier :

Information à l'ensemble des Conseils de Quartier sur la mise en œuvre des Commissions

de Quartier.

- Avril/Mai 2015

Organisation des temps forts et réunion du Conseil Citoyens : calendrier prévisionnel 2015/2016

Le calendrier prévisionnel s'élaborera à partir de :

. Réunions publiques propres au fonctionnement classique des Conseils de Quartier et des principes de la GUP

. Réunions propres au fonctionnement du Contrat de Ville et à la mise en œuvre des projets

. Réunions propres à la gouvernance du Contrat de Ville

. Réunions propres aux actions menées sur le quartier et regardant le Conseil Citoyens.

- Septembre/Octobre 2015

Démarrage du fonctionnement des Commissions de Quartier/Conseils Citoyens

1ère réunion : organisation des débats portant sur l'expression des besoins, la connaissance des dossiers intéressant le quartier, les souhaits exprimés par les habitants sur d'éventuelles actions à mener.

- Novembre/Décembre 2015

Réunion du Conseil Citoyens : préfiguration des programmes d'actions 2016 des Contrats de Ville et des projets de quartier en lien avec :

. L'équipe de la Maison de Quartier
. Les porteurs d'actions intervenant sur le quartier.

- Février/Mars 2016

Réunion Conseil Citoyens sur les différents dossiers ou projets fonctionnement/investissement intéressant le quartier (à voir avec le Comité Technique Contrat de Ville).

- Mars/Avril 2016

Participation des Conseils Citoyens aux Comités Techniques et de Pilotage du Contrat de Ville (à voir avec le Comité Technique Contrat de Ville).

❖ **Méthodologie**

La mise en forme et l'élaboration des Conseils Citoyens peuvent adopter des formes et des pratiques variées selon les territoires mais la méthode employée devra toutefois répondre à un certain nombre de critères :

. Coproduction obligatoire entre le Service Développement des Quartiers et la Maison de Quartiers

. Fonctionnement compatible avec le fonctionnement du Conseil de Quartiers

. Fonctionnement compatible avec le fonctionnement et la souveraineté du Conseil de Maison ou des Commissions Sociales quand elles existent

. Organisation commune d'un calendrier prévisionnel d'activités du Conseil Citoyens regroupant les actions ou les pratiques décrites dans les chapitres IV.3.1 et V.5.1.a.

On aura soin de solliciter le Conseil Citoyens sur les thèmes ou les actions où l'expression des habitants ou leur réflexion commune a véritablement capacité à modifier les pratiques ou la nature des projets à mettre en œuvre et intéressant le quartier ou sa population.

Enfin, l'autonomisation progressive du Conseil Citoyens nécessitera éventuellement une professionnalisation ou une formation de ses membres, la mise en œuvre de dispositifs de recherche/actions, l'intervention de spécialistes de développement social urbain ou d'autres prestataires de services.

Ces actions devront être imaginées dans le temps. Elles pourront et devront faire l'objet de montages de dossiers de financement recevables dans le cadre du Contrat de Ville.

5.3.4. Principe de mise en œuvre des conseils citoyens à Port-de-Bouc

5.3.4.1.Une démarche citoyenne

La mise en œuvre de la participation citoyenne dans les quartiers et à l'échelle de la ville.

- **Le nombre de professionnels ou la part de temps dédié à la participation des habitants et à leur investissement citoyen**

Renforcé régulièrement depuis 2011, le service citoyenneté se compose aujourd'hui de 3 agents. Structuré depuis 2012 un poste de Gestion urbaine et sociale de proximité travaille en articulation avec ce service. Une maison du citoyen a été ouverte récemment pour lui donner plus de visibilité et permettre un accueil et un échange continu avec la population.

Ce secteur est prolongé par des acteurs qui consacrent une large part de leur temps à la concertation et à la construction de divers projets de démocratie locale et de citoyenneté : Chargée de projet en politique de la ville, Urbaniste communale, Animateurs jeunesse, Acteurs culturels, Acteurs sociaux, Acteurs éducatifs …, soit une diversité des professionnels mobilisés sur cette question transversale à toutes les thématiques et actions municipales. Leurs missions sont plus larges que celles de la participation, mais toutes les actions y concourent.

- **Les missions des professionnels pour impulser et faciliter la participation**

Historiquement les centres sociaux ont joué un rôle essentiel à la participation citoyenne et reste un espace de travail primordial de mobilisation et d'action des habitants. Par la structuration du service citoyenneté/GUSP, de nouvelles passerelles se sont construites autour d'un vrai partenariat et sur toutes les thématiques. D'autre part le service citoyenneté renforce tous les projets structurants de la ville : organisations de temps d'informations, de débats, d'exposition, organisation de questionnaires, organisation d'animations, diagnostics en marchant réguliers …
La ville ayant eu par le passé une expérience de budget participatif à travers le FPH, il va pouvoir être réamorcé grâce à cette nouvelle organisation.

Coordination des dispositifs de démocratie participative : visites et réunions de quartiers, rencontres citoyennes pour la Ville, réunion de concertations sur les projets urbains, Projets GUSP, Commission extra municipale des associations, du sport, festivités citoyennes, Forum des jeunes, débats citoyens, suivi des travaux de proximité…

- **Les principales instances de participation et de concertation**

Elles veulent favoriser l'expression directe des habitants, la prise en compte des besoins des habitants et leur participation concrète à des projets et /ou ateliers.

Les visites de quartier :
30 visites annuelles, entre 25 et 50 personnes par rencontres.
Organisées chaque année sur un trimestre, celles ci vont s'étaler tout au long de l'année.

Les réunions de quartier :
Elles sont organisées chaque année afin d'étudier l'ensemble des projets de la ville et leur budget.

Les collectifs cadre de vie :
Organisés dans chaque centre social, ils sont ouverts à l'ensemble des habitants des quartiers, rassemblent les représentants élus des quartiers (via la cnl, les syndics, les copropriétaires, les associations de quartier) les techniciens du centre social, de la Ville, la coordinatrice GUSP, es bailleurs sociaux, la CAPM, l'ADDAP13.

Les Rencontres pour la Ville :
Organisées tous les deux ans ; elles présentent tous les projets de la Ville et ouvrent plusieurs espaces de réflexions et de construction de projets sur toutes les thématiques : Urbanisme, cadre de vie, santé, sports, loisirs, tourisme…
Les commissions extra municipales :
Commission des associations, commission des sports, conseils d'écoles…

- **Actions et Mobilisation à l'initiative de la commune**

Portées par la Ville de Port de Bouc (liste non exhaustive)
La mobilisation des habitants n'est pas de même ampleur selon le thème ou le lieu d'intervention.
Ainsi sur les deux dernières années, les concertations publiques concernant plusieurs sujets bien particuliers ont connu une mobilisation importante et assidue ainsi qu'une implication active des citoyens :

- La réalisation d'un parc paysager (environ 1000 personnes sur toute la phase de concertation)

- La mise en place de la réforme des rythmes scolaires.
- La création d'une commission extra municipale des associations, d'une charte des associations et de la journée des associations. (60 associations)
- Le contournement routier
- La réforme territoriale (600 personnes environ associations, personnel communal, habitants)
- Création de nouveaux quartiers (400 personnes à la salle Gagarine)
- Réhabilitation de la zone industrielle de la Grand Colle. (l'ensemble du monde économique du secteur concerné)
- Configuration du PLU et des projets urbains sociaux et économiques (à travers les réunions de quartiers et les Rencontres pour la Ville et l'enquête publique)

Plusieurs mobilisations ont été importantes, mais spécifiques à des aménagements de quartier et au cadre de vie de proximité

-Création du parking des Comtes (Ville GUSP) (30 personnes)
- Aménagement du terrain central de la Caravelle (120 personnes)
- Aménagement du square Danton (Ville GUSP) (30 personnes)
- Réaménagement du passage des Aigues douces. (15 personnes)
- Réaménagement des Berges du Canal (300 personnes)
- Réaménagement de la Respélido (80 personnes)

Avec le PAJ :
Passeport citoyen.
Forum des jeunes.

Avec la coordination culturelle :
Théâtre forum
Journées du patrimoine
Feminin'plurielles (avec Vie au féminin)

Avec la Médiathèque :

« Quartiers et histoires »
Paroles de femmes
"Écopolis" (trimestriel) animé par un économiste ou un politologue sur une question précise, document à l'appui.
"Les rencontres ciné-littérature" (annuel) pour rapprocher deux formes d'expression autour d'un thème, la découverte d'un peuple, d'un pays ou d'un continent, l'étude d'une question sociale, politique, philosophique.

''Sous le signe d'Averroès" (annuel) en préambule des Rencontre d'Averroès, organisées par l'Espace Culture Marseille pour penser la Méditerranée des deux rives.

"Histoire et patrimoine" (trimestriel), le rendez-vous des questions d'histoire contemporaine et de valorisation du patrimoine.

Avec le service de l'Education :
Conseils d'écoles
Journée annuelle de la Parentalité.

Avec le service citoyenneté :
« Mandela Mon frère »
« S'enrichir de fraternité » (à venir)
« Sur les chemins de l'école » (à venir)
« Sortir la place de l'ordinaire » (à venir)
« Histoire urbaine en devenir » (à venir)

Avec la GUSP :
Questionnaire pour l'amélioration du cadre de vie.
Premières assises de la GUSP avec avenants communs aux quartiers prioritaires et spécifiques à chacun d'entre eux.
Ateliers pour l'amélioration du cadre de vie, sur le développement durable
Diagnostics en marchant réguliers
Action « notre qualité est l'affaire de chacun »
Ateliers sur la propreté, le recyclage
Expos sur l'économie d'énergie

- **Actions et Mobilisation des structures partenaires**

Dans les centres sociaux :
Conseil d'administrations
Collectifs d'environnement social
Définition d'espaces partagés dans 4 quartiers.
Création de l'accueil jeunesse.

CS Tichadou :
Espace lien social et citoyenneté
Questionnaire sur le « chemin des écoliers »
Travail avec des jeunes des Comtes sur la réfection du terrain de proximité
Travail avec des habitants des Comtes La Tranchée sur le besoin de réaménagement du parc Jean-Jacques Rousseau.
Ateliers urbains aux comtes.
« Espace famille école quartier »

Cs Mandela
Action Habitat cadre de vie à Tassy.
Découverte des institutions locales, départementales, nationales, européennes.
« De l'all idée au Mandela Day » (à venir)
« Egalité des chances par l'ACSé à la culture » (à venir)
« Récréer du lien social par la mémoire » (à venir)

CS Menot
« Mon quartier, je l'aime, j'en prends soin » à la Lèque
Action Vivre ensemble, c'est possible » (à venir)
« Jeunesse plurielle »
« Presqu'île en action »
« La courte échelle « (à venir)

Avec l'Ajès :
Le continuum éducatif d'une conduite citoyenne
Atelier vélo participatif (à venir)

Avec le cinéma
Participation des usagers à la programmation du cinéma.
Ateliers de création et de montage vidéo citoyens

Les territoires de mobilisation (selon le service citoyenneté)

Les territoires de participation des habitants :
1/ Le quartier
2/ la ville
3/ la communauté d'agglomération.

Les domaines de mobilisation :
1/ l'aménagement urbain, le cadre de vie,
2/ l'environnement (propreté, civisme, respect)
3/ l'éducation
4/ L'étude de questions sociales et politique.

Les principaux modes d'informations à la mobilisation :
1/Le journal municipal
2/ les réseaux issus des Collectifs d'environnement sociaux, autres structures, bouche à oreille
3/ Réseaux sociaux
3/ affichages
4/ radio et canal Maritima.

5.3.4.2.Développer les outils pour une meilleure mobilisation des habitants

L'ensemble de ces outils et de ces actions permettent l'expression directe des habitants et des avancées significatives sur des aménagements de proximité en faveur de tous : création d'espaces de vie, embellissement, amélioration du civisme, réflexions citoyenne. Il apparaît que tous les outils sont pertinents pour la mobilisation des habitants, mais n'atteignent pas l'ampleur à la hauteur nécessaire à la Co-construction solidaire et respectueuse d'une ville.

Crise du bénévolat, crise de la citoyenneté, repli sur soi, individualisme restent des freins à cette prise en compte commune.

C'est pourquoi, le projet communal et citoyen de la ville veut amplifier ses actions et prolonger les dispositifs mis en place par des rencontres toujours plus en proximité avec la population et conformément aux orientations de la politique de la ville mettre en place des conseils citoyens.

5.3.4.3.Les atouts et leviers de la participation dans les quartiers en politique de la ville

Une participation renforcée des habitants des quartiers à la politique de la ville permettrait de :

- Ajuster leur connaissance des quartiers et des besoins de leur population ;

- Améliorer la prise en compte les besoins des citoyens pour construire avec eux des projets en adéquation avec les aspirations des habitants des quartiers ;

- Renforcer une dynamique utile à la cohésion sociale ;

- Réguler des tensions et éviter les incivilités ;

- Contribuer à l'amélioration de leur cadre de vie ;

- Elargir les sujets de débat ;

- Redonner confiance aux citoyens dans la « chose publique » et donner l'envie d'une implication plus grande et de prises de responsabilité citoyenne ;

- Renforcer leur pouvoir d'agir, d'être force de proposition et/ou de réaliser des actions qui répondent plus facilement aux besoins d'autres habitants du quartier ;

- Rendre l'action publique et les enjeux de la politique de la ville plus lisible ;

- Lutter contre le repli sur soi et créer davantage de lien social.

5.3.4.4. Sortir des murs institutionnels, aller vers les habitants, créer des conseils citoyens

Aller vers les habitants en conduisant des passerelles logiques entre citoyenneté, réflexion, animation et convivialité qui favorisent l'échange et la prise de paroles. A ce titre le service citoyenneté et festivités ne forment qu'un.

Les méthodes envisagées pour intensifier la démocratie participative et la mise en œuvre de conseils citoyens.

La ville vient de mettre en place des permanences d'élus dédiés à chaque quartier de la ville, un numéro vert. Elle vient d'ouvrir un espace citoyen en centre ville et va renforcer sa politique d'informations et de communications et s'attache à innover dans la dynamique en cours.

1/ Renforcer les visites de quartier en les étalant toutes l'année, afin de permettre des jours et des horaires plus adaptés à la disponibilité des habitants et afin de s'assurer d'une réponse plus rapide des demandes

2/ Rendre plus visible la visite de quartier : La tenir aux pieds des immeubles, les renforcer

de Kakimonos, poser des tables, des chaises, délimiter les espaces plus finement.

3/ Faire tourner l'équipe citoyenneté chaque semaine dans des lieux différents, avec « un espace citoyen mobile » qui appelle les habitants à participer et à intervenir dans la construction de projets et qui présente ceux en cours (petits et grands). Un espace citoyen, où l'ensemble des projets est soumis en permanence au contrôle des habitants. Un espace citoyen qui informe également sur les dispositifs et actions dans lesquelles ils peuvent trouver leur place.

4/ Créer une « Agora d'été » De Mai à Juin organiser une agora de plein air : « Parlons franchement », où chacun puisse s'exprimer, parler avec les élus, les techniciens, le mouvement associatif, les bailleurs, les centres sociaux… Conclure par un échange festif : Voisinades, théâtre en plein air, théâtre forum, ballet, exposition des talents de quartiers, des groupes de musiques du quartier…

5/ **Aller vers les conseils citoyens.**
Cette organisation veut fortifier la démarche communale et impulser une dynamique qui sollicite les habitants pour leur participation à des conseils citoyens dans les territoires concernés et qui leur démontre l'utilité de leur implication. La collectivité réfléchit à la mise en place de ces conseils, de leur articulation et de leur adaptation avec les collectifs d'environnement sociaux et les instances locales.
Animer, aller vers, rencontrer, proposer, construire…… cette impulsion doit favoriser et multiplier la participation des citoyens au service de l'intérêt général des habitants, du quartier, de la ville, de la vie et une adhésion volontaire au conseil citoyen. Les portes de la citoyenneté sont ouvertes à toutes et tous. En cas de participation trop importante pour l'organisation des conseils de quartier, un tirage au sort sera envisagé parmi les volontaires.

5.4. Equipe opérationnelle

Placée sous l'autorité de la Direction Générale des Services, l'équipe opérationnelle du Contrat de Ville se compose de :

- Responsable CAPM ;
- Responsables des finances et de l'administration ;
- Référent Territoire Martigues ;
- Référent Territoire Port-de-Bouc ;
- Référent Cohésion Sociale :
    - Référent Santé Référent Social
    - Référent Réussite éducative
    - Référent Sport-Culture-Socio-éducatif
    - Référent Stratégie territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
- Référent Cadre de Vie et Renouvellement Urbain :
    - Référent Cadre de Vie
    - Référents Accompagnement des habitants dans le logement
- Référent Développement Economique, Formation, Insertion et Emploi :
    - Référent Développement Economique
    - Référent Formation et Insertion

L'équipe opérationnelle a pour mission :

- La mise en œuvre des actions territoriales et thématiques développées sur le territoire ;
- La coordination régulière d'ensemble en assurant la relation au « terrain » ;
- Le montage des actions avec les partenaires concernés et les porteurs de projets ;
- La mise en œuvre de l'évaluation du Contrat de Ville ;
- Le secrétariat du comité de pilotage et d'évaluation et des comités techniques.

5.5. Moyens financiers

La mobilisation du droit commun constitue un axe majeur de la mise en œuvre des contrats de ville, comme le prévoient les articles 1 et 6 de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbain et le précise la circulaire ministérielle sur les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville du 15 octobre 2014

Encadrées par la circulaire du 30 novembre 2012, 12 conventions nationales d'objectifs interministérielles permettent de préciser les engagements pris au bénéfice des quartiers prioritaires par chaque pôle ministériel, en termes d'objectifs opérationnels, de moyens mobilisés, d'adaptation qualitative des actions conduites et de méthode. Les modalités de leur déclinaison territoriale et de leur suivi ont été précisées dans la circulaire du Premier ministre n°5706/SG du 26 mars 2014 qui s'est traduit par un important travail d'inventaire du droit commun sur les territoires.

La question de la déclinaison opérationnelle des conventions nationales au sein de chaque contrat de ville constitue le cœur du dispositif ; cette mobilisation du droit commun au plan local doit répondre aux enjeux qui ont été identifiés et validés dans le cadre du diagnostic territorial du contrat de ville de la CAPM.

De surcroit, dans un objectif de justice sociale et territoriale des crédits d'intervention du ministère en charge de la politique de la ville sont sanctuarisés (338 millions d'€/an) dans le budget triennal 2015-2017, dont 76 millions d'euros alloués pour la réussite éducative (PRE) et 74 millions d'euros pour les 4 200 postes d'adultes-relais ; l'essentiel étant au bénéfice des 7000 associations de la politique de la ville.

Les différentes collectivités territoriales et leurs groupements, les autres partenaires du contrat de ville formaliseront autant que possible leurs engagements de façon pluriannuelle.

Le 12 décembre 2014 le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a approuvé une délibération relative à l' « Engagement régional pour la Cohésion urbaine et l'égalité des territoires ».
Conformément à la loi du 21 février 2014 de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine, cette délibération précise les orientations et priorités de l'intervention régionale autour des 3 piliers- Cohésion sociale, Renouvellement Urbain-Cadre de Vie et Emploi-Développement Economique- qui structurent la nouvelle génération de Contrats de ville 2015-2020.
Au-delà des quartiers relevant de la géographie prioritaire définie par l'Etat, l'Institution régionale entend assurer la poursuite des politiques régionales d'égalité territoriale au bénéfice des quartiers qui sont sortis de la géographie prioritaire et des territoires péri-urbains et ruraux qui rencontrent des problématiques particulières en matière de cohésion sociale (cf délibération annexée).

Il est en outre prévu par exemple :

En soutien au logement

Une extension de la TVA à 5,5% pour l'accession sociale à la propriété aux 1 300 quartiers réglementaires de la politique de la ville et à la bande des 300 mètres alentour, ainsi que le

prévoit le PLF 2015 pour un coût de 110 millions d'euros en 2015. Pour mémoire, auparavant, cette mesure ne s'appliquait que dans les quartiers Anru.

Une extension aux 1300 nouveaux quartiers réglementaires en 2015, de l'abattement de taxe foncière des propriétés bâties (TFPB) de 30% pour les logements, dispositif qui auparavant ne concernait que les Zones Urbaines Sensibles (750 ZUS), "Cette mesure sera surtout inscrite dans les contrats de ville au service des habitants ; les bailleurs sociaux s'engageront en contrepartie sur des niveaux de service renforcés pour favoriser le mieux-vivre collectif".

Une mobilisation des crédits de droit commun de l'Etat des autres programmes ministériels (emplois d'avenir, déploiement de la garantie jeunes, postes d'enseignants, articulation avec les zonages éducation prioritaire et les zones de sécurité prioritaire, 75% du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD), 1/3 des 450 millions de crédits pour des projets de désenclavement des quartiers - 3ème appel à projet TCSP-,…)

Une mobilisation des crédits de droit commun des collectivités : 10% à minima des fonds européens FSE/FEDER gérés par les régions et les départements seront consacrés aux quartiers réglementaires, soit environ 1,5 Mds sur la période 2015-2020.

En soutien au développement économique

La Caisse des dépôts, l'ANRU et l'EPARECA sont prêts investir dans le développement d'une offre immobilière diversifiée et adaptée aux TPE et PME des quartiers. Ainsi, au-delà des 5 milliards d'euros de subventions qui seront accordées par l'ANRU dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU), plusieurs dispositifs de soutien à l'entreprenariat dans les quartiers sont prévus en partenariat avec la Caisse des dépôts et la Banque publique d'investissement (BPI). Ainsi, « L'Etat avec le programme des investissements d'avenir et la Caisse des dépôts consacreront sur 2015-2020 une enveloppe de 600 millions d'euros pour lever des investissements privés et co-investir dans des projets structurants, comme des pépinières d'entreprises ou des maisons de santé ».

Une refonte des Zones Franches Urbaines en « Territoires entrepreneurs » dans lesquels les entreprises y bénéficieront d'exonérations d'impôt sur les bénéfices jusqu'à un plafond de 50 000 €, majoré de 5 000 € par nouveau salarié embauché domicilié dans un quartier prioritaire (mesure PLFR). Ceci à condition que cela bénéficie à l'emploi local : clause d'embauche de 50% : 1 emploi sur 2 doit revenir à un habitant du quartier.

Un soutien aux commerces de proximité par une exonération d'impôts locaux – TPFB et cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – pour les commerces dans l'ensemble des 1 500 quartiers réglementaires (mesure PLFR).

En soutien au renouvellement urbain

Dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) qui constitue le volet renouvellement urbain du contrat de ville, un budget de 5 milliards d'euros (loi février 2014).

Un renforcement de la péréquation : + 180 millions d'euros DSU (PLF 2015), portant à 1,730 Milliards d'euros, la Dotation de Solidarité urbaine (DSU); mais aussi le Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) : + 210 millions d'euros

Un soutien à l'investissement local : 100 millions d'euros de dotation de développement urbain (DDU - PLF 2015)

Tableau de suivi financier annuel :

	CAPM	Ville	Etat	Région	Dépt	Autres
Investissement						
Droit commun						
Politique de la ville						
Fonctionnement						
Droit commun						
Politique de la ville						

6. EVALUATION

L'évaluation qui s'effectue en continue pendant toute la durée du Contrat de ville est un enjeu et un axe prioritaire du Contrat. Une série d'indicateurs de suivi – évaluation a été établie, qui pourra être amendée tout au long de la mise en œuvre du Contrat de ville. Ces indicateurs seront renseignés par les différents acteurs et centralisés par la direction de l'équipe opérationnelle.

Un bilan annuel fera état :

- de l'avancement par thématique de la mise en œuvre des actions, sur la base d'indicateurs de réalisation et de résultats ;

- de l'évolution du niveau de fragilité des ménages.

Thèmes - Indicateurs	Echelles de territoire		
	CAPM	Communes	Quartiers
Social			
Nombre d'allocataires CAF à bas revenus	X	X	
Nombre d'allocataires CAF fragiles	X	X	
Nombre de ménages isolés parmi les allocataires CAF	X	X	
Nombre d'allocataires RSA	X	X	
Nombre de droits ouverts au RSA	X	X	
Nombre de travailleurs sociaux intervenant sur le territoire et répartition par organisme	X	X	
Santé			
Nombre de médecins généralistes dont nouvellement installés	X	X	X
Nombre de médecins spécialistes dont nouvellement installés	X	X	X
Nombre de professionnels paramédicaux dont nouvellement installés	X	X	X
Nombre de places d'hébergement pour personnes âgées dont nouvellement créées	X	X	
Nombre de places d'hébergement pour personnes souffrant de handicap (adultes et enfants) dont nouvellement créées	X	X	

Réussite éducative			
Nombre d'enfants de moins de 3 ans scolarisés	X	X	X
Nombre de places créées pour l'accueil des enfants de moins de 3 ans en maternelle	X	X	X
Nombre d'élèves en retard à l'entrée en 6ème	X	X	X
Ecart de réussite au DNB[16] et taux de réussite des PCS[17] défavorisées	X	X	X
Répartition des élèves selon leur orientation à l'issue de la 3ème (CAP, 2nde Générale, technologique ou professionnelle)	X	X	X
Nombre d'élèves en retard à l'entrée à 2nde selon l'orientation	X	X	X
Taux de réussite au Bac selon les filières	X	X	X
Nombre d'élèves en situation de décrochage scolaire/déscolarisation ?	X	X	X
Nombre d'élèves bénéficiant d'actions d'accompagnement scolaire	X	X	X
Nombre de parents bénéficiant d'action d'accompagnement à la parentalité	X	X	X
Sport-Culture-Socio-éducatif			
Nombre d'élèves participant aux actions éducatives (selon l'âge et le sexe)	X	X	X
Nombre de personnes participant aux activités éducatives d'insertion (selon l'âge et le sexe)	X	X	X
Nombre de participants aux activités des maisons de quartier / centres sociaux (selon l'âge et le sexe)	X	X	X
Taux de fréquentation des équipements culturels (selon l'âge et le sexe)	X	X	
Nombre de licenciés des clubs de sports et associations sportives (selon l'âge et le sexe)	X	X	

[16] Diplôme national du brevet
[17] Professions et catégories socioprofessionnelles

Citoyenneté			
Nombre de participants aux conseils de quartiers/collectifs d'environnement social (selon l'âge et le sexe)	X	X	X
Nombre de participants aux actions de sensibilisation à la citoyenneté (selon l'âge et le sexe)	X	X	X
Nombre de participants aux manifestations de type printemps de jeunes / salon des jeunes	X	X	X
Taux de participation aux élections	X	X	X
Prévention de la délinquance			
Nombre de participants aux actions de prévention de la délinquance (selon l'âge et le sexe)	X	X	X
Taux de fréquentation de la Maison du Droit et de la Justice selon le type d'activités judiciaires ou d'information/orientation (dont consultation professionnels du droit et aide aux victimes)	X	X	
Nombre de plaintes et mains courantes déposées selon le type de délinquance	X	X	
Nombre de faits signalés par les bailleurs sociaux	X	X	X
Taux d'élucidation	X	X	
Effectifs de la police nationale et de la MDJ	X	X	
Cadre de vie et Renouvellement urbain			
Nombre de logements construits par type	X	X	X
Nombre de demandes de logements sociaux, dont extérieures au parc social) dont ménages isolés, emplois précaires, chômeurs	X	X	
Nombre d'attributions de logements sociaux et de demandes non satisfaites	X	X	
Nombre de création de places d'hébergement d'urgence ou de logements temporaire	X	X	X
Taux de couverture allocations logement selon le parc, la composition familiale et l'âge	X	X	

Nombre d'impayés de loyer	X	X	
Nombre de bénéficiaires du FSL	X	X	
Nombre de mesures ASELL	X	X	
Nombre de participants à des actions de prévention de l'endettement et des impayés de loyer	X	X	X
Nombre d'expulsions effectives	X	X	
Nombre d'immeubles et de logements ayant fait l'objet de travaux selon le parc public/privé, la nature et le montant des travaux	X	X	X
Nature et montant des travaux de proximité et de traitement des espaces extérieurs	X	X	X
Développement économique – Formation – Insertion – Emploi			
Indice de chômage par catégories (A, B et C)	X	X	
Taux d'activités des femmes avec enfants (CAF)	X	X	
Taux de fréquentation de la maison de l'emploi et de la formation	X	X	
Nombre de bénéficiaires des différents dispositifs d'accompagnement proposés par la Maison de l'emploi et de la formation (selon l'âge et le sexe)	X	X	
Nombre de bénéficiaires des dispositifs d'accompagnement à la création d'entreprises (selon l'âge et le sexe)	X	X	X
Nombre d'emplois et d'entreprises par secteurs dont nouvellement créés	X	X	
Nombre de locaux d'activités vacants	X	X	X
Nombre de bénéficiaires du FISAC et montant des subventions	X	X	

7. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Il a également été signé des conventions cadre avec l'Association des Maires de France, l'Assemblée des Communautés de France, l'Assemblée des Départements de France et l'Assemblée des Régions de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville.

L'Etat et la Caisse nationale d'allocation familiale ont signé une convention d'objectifs et de gestion 2013-2017, le 16 juillet 2013.

La Région a défini les principes et les finalités de son engagement dans le cadre de la nouvelle démarche de contractualisation en faveur des territoires urbains les plus en difficultés contrats de ville 2015-2020, et l'intégration de cet engagement au futur Contrat de Plan Etat Région (CPER) lors de la délibération du 12 décembre 2014.

Comme prévu par les dispositions de l'article 8 de la loi du 21 février 2014, une convention intercommunale sera signée entre monsieur le Préfet, la CAPM, les Villes de Martigues et de Port-de-Bouc, le Conseil général, les bailleurs sociaux, les réservataires et les associations de locataires. Cette convention s'appuiera sur le contrat de ville et fixera les objectifs partagés en termes d'attributions de logements, de mutations, d'accompagnement social, de localisation du relogement des publics prioritaires.

(Voir en annexe conventions et délibérations)

7.1. Cohésion sociale, accès au droit

La CAPM connait une précarisation croissante de ses habitants qui rencontrent de plus en plus de difficultés pour accéder aux services publics dans un contexte de désengagement de l'Etat sur le droit commun. A cela s'ajoute un renforcement des personnes seules et des familles monoparentales qui fait craindre une augmentation du risque de rupture du lien social.

L'accès à la santé reste inégalitaire socialement et géographiquement. Par ailleurs, le territoire se caractérise par un manque d'attractivité pour la médecine générale conjugué à un vieillissement des praticiens. Une sous représentation de certaines spécialités médicales et paramédicales en ville
Plusieurs problématiques lourdes de santé sont recensées, telles que la santé des jeunes en relation notamment avec la pauvreté infantile, la santé au travail en relation avec l'histoire industrielle du territoire, et l'accélération du vieillissement de la population.

- ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère des Affaires sociales et de la Santé et le ministère délégué à la ville – 19 mai 2013***

- Orientation n°1 : Lutter contre le non-recours aux droits sociaux en direction des personnes en situation de vulnérabilité dans les quartiers de la politique de la ville

Objectifs opérationnels :

- Réalisation d'un état des lieux de l'accès et du recours aux droits sanitaires et sociaux lors de la préparation des futurs contrats de ville ;

- **Mise en place par les CAF d'un « rendez-vous des droits » dans les quartiers de la politique de la ville** ;

- Déclinaison d'actions en faveur d'un meilleur recours aux droits dans les quartiers de la politique de la ville ;

- **Mise en place de partenariats entre les services accueillant des publics en difficulté, les CPAM et les structures de soins de premiers recours présentes dans les quartiers** ;

- **Positionnement d'un appui social intégré pour informer et aider à l'accès aux droits dans tous les lieux d'accueil et de proximité des quartiers**.

- Orientation n°2 : réduire les écarts de santé observés entre les quartiers prioritaires et les autres territoires

Objectifs opérationnels :

- Disposer d'un diagnostic partagé des problèmes de santé (accès à une couverture maladie et à une complémentaire, accès aux soins et à la prévention, état de santé, offre de soins,) des habitants des quartiers prioritaires ;

- **Améliorer l'accès aux soins de premier recours** ;

- **Renforcer les initiatives de prévention dans les quartiers** ;

- Adapter le partenariat local en santé (participation de l'ARS à l'élaboration du contrat de ville et signature, CLS volet santé du contrat de ville).

- Orientation n°3 : Renforcer la cohésion sociale

Objectifs opérationnels :

- **La territorialisation du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville** ;

- La territorialisation des dispositions de la convention d'objectifs et de gestion de la CNAF ;

- **Lutter contre l'isolement des personnes âgées**.

❖ ***Convention d'objectifs et de gestion 2013-2017 entre la Caisse nationale d'allocation familiale – 16 juillet 2013***

❑ Orientation n°1 : Développer les services aux familles, réduire les inégalités

Objectifs opérationnels :

- **Développer l'accueil des jeunes enfants pour toutes les familles et tous les territoires** ;
- **Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants**.

❑ Orientation n°2 : **Apporter une réponse globale aux allocataires, renforcer l'accès aux droits, simplifier les démarches**

❑ Orientation n°3 : Accroître la capacité de production des Caf, améliorer la qualité du traitement des dossiers

Objectifs opérationnels :

- Verser le juste droit et maîtriser les risques ;
- Poursuivre la lutte contre la fraude ;
- Renforcer l'efficience des processus de gestion.

❖ ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'association des maires de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville – 14 janvier 2014***

❑ Orientation n°3 : Mobiliser les politiques de droit commun au profit des services publics et notamment l'éducation et l'accès à la santé

Objectifs opérationnels :

- **Renforcer les modes d'exercice groupés tels que les maisons de santé pluridisciplinaire ou les centres de santé, afin d'attirer et de fidéliser les médecins et les professions médicales dans les quartiers** ;

- Développer les démarches de prévention, d'éducation à la santé permettant de faire des habitants des acteurs de leur propre santé.

❖ ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'assemblée des départements de France pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville – 11 octobre 2013***

❑ Orientation n°1 : Identifier dans toute politique départementale de planification les axes spécifiques relatifs aux quartiers prioritaires de la politique de la ville

❑ Orientation n°2 : Poursuivre des actions engagées dans le domaine de l'insertion et de l'emploi

Objectifs opérationnels :

- **Accroître les efforts dans les actions d'insertion, notamment pour les bénéficiaires du RSA** ;
- **Cibler leur participation à l'expérimentation Garantie Jeunes dans les quartiers de la politique de la ville** ;
- **Poursuivre le soutien aux missions locales** ;
- **Développer les actions pour favoriser l'accès aux droits et aux prestations sociales dans l'objectif de réduire le taux de non recours** ;
- **Mobiliser les contrats aidés** ;
- **Mobiliser les emplois d'avenir, selon les termes de l'engagement Elysée-ADF** ;
- Financer de l'IAE en direction des publics issus des quartiers prioritaires ;
- **Renforcer les clauses d'insertion au bénéfice de ces publics, et en particulier ceux qui bénéficient de minimas sociaux**.

❑ Orientation n°3 : Mobiliser les Fonds Structurels Européens et en particulier du Fonds Social Européen

- Consacrer, à l'échelle nationale, au minimum 10% de l'enveloppe globale FSE « Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté » au bénéfice des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- **Flécher les crédits européens relevant de la politique de la ville en direction des EPCI abritant des quartiers prioritaires** ;

- **Soutenir avec les crédits FSE consacrés à la politique de la ville les interventions en faveur de la cohésion sociale des quartiers à travers l'accompagnement renforcé de leurs habitants et le soutien des initiatives locales** ;

- Inscrire les crédits FSE relevant de la politique de la ville dans les engagements financiers des futurs contrats de ville ;

- Associer les préfets et les opérateurs de la ville dans Pactes territoriaux d'insertion et dans l'instance technique partenariale « FSE inclusion ».

  ❑ Orientation n°4 : Le travail social et le rôle des travailleurs sociaux devront occuper une place structurante dans le futur contrat de ville

- S'inscrire dans une réflexion menée par les Etats généraux du travail social ;

- **Améliorer la connaissance de l'intervention sociale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville afin de faciliter la territorialisation des outils de suivi des actions sociales** ;

- **Soutenir les programmes de renforcements du lien social et de lutte contre l'isolement des personnes âgées** ;

- **Renforcer la politique d'offre d'accompagnement social, destinées aux familles monoparentales** ;

- **Renforcer l'accompagnement des publics impactés par les projets de rénovation urbaine.**

  ❑ Orientation n°5 : Favoriser l'émergence de projets s'inscrivant dans la lutte contre les discriminations et en faire un axe fort de l'intervention conjointe des Conseils Généraux et de l'Etat dans le cadre des futurs contrats de ville

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère des Droits des femmes et le ministère délégué à la ville – mai 2013***

❑ Orientation n°1 : Mieux cibler les problématiques spécifiques des femmes des quartiers dans le cadre de la politique de la ville et évaluer son impact sur le public féminin

Objectifs opérationnels :

- Développer l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes pour favoriser une réelle mixité dans les quartiers prioritaires

❑ Orientation n°2 : S'assurer de l'accès des femmes des quartiers prioritaires aux actions d'information sur les droits des femmes mises en œuvre par le réseau des droits des femmes et les centres d'information sur les droits des femmes

Objectifs opérationnels :

- S’assurer de l’accès des femmes des quartiers prioritaires aux actions d’information sur les droits des femmes

7.2. Action éducative

La réussite éducative est, sur le territoire, l'une des problématiques transversales à l'ensemble du territoire. Se pose ainsi la question de l'échec scolaire, avec des difficultés importantes dès l'entrée en 6ème, qui se renforcent tout au long du parcours scolaire de l'élève, et un risque de décrochage scolaire de plus en plus précoce. L'offre de formation limitée sur le territoire conforte également une orientation rapide, voire par défaut, vers des filières courtes professionnalisantes.

Dans certains quartiers de la politique de la ville, on observe en outre une tendance des familles à retarder la scolarisation des enfants, ce qui n'est pas sans conséquence sur la suite de leur parcours scolaire. La déscolarisation rapide des filles et leur difficultés pour accéder aux études constitue un autre phénomène qui s'accentue ces dernières années.

La prévention des ruptures scolaires et la lutte contre l'échec scolaire, en travaillant notamment sur l'accompagnement scolaire et le soutien à la parentalité, constitue une priorité pour le territoire.

Parallèlement, malgré un développement et une démocratisation de l'offre culturelle et sportive, celle-ci reste encore insuffisamment construite avec les habitants et les difficultés à mobiliser le jeune public hors des temps scolaires persistent, d'autant que le partenariat noué avec l'éducation nationale autour de projets pédagogiques tend à s'altérer. La question de la mixité tant dans la participation des habitations aux activités culturelles que dans les pratiques et l'offre sportive demeure.

- ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le Ministère de l'Education nationale et le ministère délégué à la Réussite éducative et le ministère délégué à la Ville – 7 octobre 2013***

- Orientation n°1 : Réduire les écarts en matière de réussite éducative

Objectifs opérationnels :

- **Mettre en cohérence les géographies prioritaires (politique de la ville et éducation)** ;
- **Développer dans les quartiers de la politique de la ville la scolarisation des moins trois ans ;**
- **Diviser par deux le nombre de décrocheurs en mettant l'accent sur la prévention** ;
- **Mettre en place des parcours organisés d'éducation artistique et culturelle ;**

- **Soutenir l'implication des parents dans le parcours scolaire des enfants** ;

- Proposer l'excellence scolaire et éducative aux élèves en internat, qui seront accessibles en priorité aux élèves relevant de quartiers prioritaires de la politique de la ville.

❑ Orientation n°2 : Affectation en priorité des emplois du ministère de l'Education nationale dans les quartiers prioritaires au service d'une amélioration des résultats du système éducatif

Objectifs opérationnels :

- **Scolarisation des enfants de moins de trois ans** ;

- **Renforcement pendant cinq ans de l'encadrement permettant d'accompagner les organisations pédagogiques innovantes destinées à une amélioration significative des résultats scolaires (25% des créations de postes affectés aux écoles des quartiers prioritaires)** ;

- **Créations d'emplois d'ici cinq ans au profit des collèges en difficulté et des lycées professionnels pour lutter contre le décrochage** ;

- **Affectation en priorité des emplois médico-sociaux aux établissements relevant de l'éducation prioritaire ;**

- **Eligibilité prioritaire des étudiants boursiers sur critères sociaux au dispositif des emplois d'avenir professeur (18 000 emplois au total).**

❑ Orientation n°3 : Un soutien financier aux dispositifs concourant à la réussite éducative

Objectifs opérationnels :

- **Poursuite des programmes de réussite éducative avec pour priorité la prévention et la lutte contre le décrochage scolaire** ;

- **Engagement d'une réflexion commune sur le décrochage scolaire chez les 16-18 ans (bilan expérimentation PRE 16-18 ans)** ;

- **Soutien aux activités périscolaires mises en place dans les écoles des quartiers prioritaires, développées dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires ;**

- **Soutien à l'élaboration de parcours d'éducation artistique et culturelle en priorité pour les jeunes issus des quartiers prioritaires ;**

- Soutien à l'internat scolaire ;

- **Soutien aux activités de médiation dans les établissements scolarisant une majorité de jeunes issus des quartiers prioritaires ;**

- Soutien au dispositif des cordées de la réussite ;

- **Développement des capacités d'accueil des structures permettant d'accueillir en maternelle les enfants de moins de trois ans**.

❑ Orientation n°4 : Soutenir les acteurs de la politique de la Ville aux dispositifs de réussite éducative

Objectifs opérationnels :

- **Poursuite des engagements de la politique de la Ville au profit des plateformes de soutien et d'appui aux décrocheurs** ;

- Mise en place d'un dispositif d'appui aux principaux de collèges à l'échelle du quartier pour faciliter l'accueil des élèves de 3ème en stage d'observation ;

- Appui aux formations « prise de poste » et à la connaissance de l'environnement pour les personnels du ministère de l'éducation nationale nommés dans les quartiers de la politique de la Ville.

❖ ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'association des maires de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville – 14 janvier 2014***

❑ Orientation n°3 : Mobiliser les politiques de droit commun au profit des services publics et notamment l'Education, premier des services en tant que levier d'inclusion sociale et de réduction forte des inégalités

Objectifs opérationnels :

- **Favoriser le développement des modes de gardes des jeunes enfants (Caf, CG)** ;

- **Soutenir les actions permettant d'associer les parents au parcours scolaires de leurs enfants dans le temps scolaire et périscolaire et au fonctionnement des établissements scolaires** ;

- Mettre à disposition de lieux permettant au sein de l'école, la participation des parents et l'organisation d'échanges avec les acteurs de l'Education ;

- Instaurer un partenariat actif avec le milieu associatif acteur et relais indispensable de la réussite éducative.

❖ ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'assemblée des départements de France pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville – 11 octobre 2013***

❑ Orientation n°1 : Promouvoir un partenariat entre l'Education nationale et les Conseils généraux pour mieux adapter la sectorisation

❑ **Orientation n°2 : Faire converger la future géographie de la politique de la ville et celle de la réussite éducative avec une priorisation des moyens de droits commun de l'Education nationale dans les quartiers prioritaires**

❑ **Orientation n°3 : Systématiser et renforcer le programme de réussite éducative dans les quartiers prioritaires**

❖ ***Convention d'objectifs 2014-2016 entre le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère délégué à la ville – 5 mars 2014***

❑ Orientation n°1 : Faciliter l'accès à l'art et à la culture des habitants, notamment par une médiation adaptée et le développement de démarches de co-construction

Objectifs opérationnels :

- **Mobiliser les équipements culturels financés par l'Etat, via leur contrat d'objectifs, et encourager leur mise en réseau avec les structures culturelles et sociales de proximité** ;
- **Développer les pratiques artistiques et culturelles de la population et favoriser leur rencontre avec des équipes artistiques ou le partenariat avec les structures d'enseignement spécialisé ;**
- Développer les résidences d'artistes dans les quartiers de la politique de la ville.
- **Développer, notamment dans le cadre de la rénovation urbaine, les actions culturelles et artistiques et de médiation touchant au cadre de vie architectural et urbain, à la mémoire et à l'histoire des quartiers et des politiques publiques qui y sont déployées ;**
- **Développer la promotion des échanges entre les différentes expressions culturelles, la valorisation de leur croisement et la promotion du plurilinguisme dans un souci de dialogue interculturel ;**
- **Développer de nouvelles dynamiques pédagogiques et rapprocher le monde de la culture et celui de la formation linguistique afin d'intégrer l'action culturelle dans la politique de lutte contre l'illettrisme et de valoriser la richesse culturelle de la population.**

❑ Orientation n°2 : Une priorité à la jeunesse

Objectifs opérationnels :

- **Mise en œuvre du projet national d'éducation artistique et culturelle pour un accès de tous les jeunes à l'art et à la culture** ;

- **Développement, dans la complémentarité des temps scolaire, périscolaire et de loisirs, de parcours d'éducation artistique et culturelle à destination en priorité des jeunes des quartiers prioritaires ;**

- **Développer et accompagner les pratiques des jeunes, notamment dans la construction de leurs projets et leur valorisation** ;

- **Favoriser la prise en charge par les jeunes de lieux pour leurs pratiques artistiques et culturelles** ;

- Accroître le nombre d'élèves issus des quartiers de la politique de la ville dans les établissements d'enseignement supérieur artistiques et culturels placés sous la tutelle pédagogique du ministère de la culture.

❑ Orientation n°3 : Soutenir les médias de proximité afin de valoriser l'expression citoyenne et changer l'image des quartiers

❑ Crédits

- Ministère délégué à la ville : mobilisation du programme 147, de façon additionnelle et complémentaire aux crédits de croit commun ;
- Ministère de la Culture et de la communication : mobilisation des crédits de droit commun du programme 224, ainsi que ceux des autres programmes d'intervention du ministère131, 175 et 334 (Patrimoines, Création, Livre et Industries culturelles).

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative et le ministère délégué à la ville – 4 avril 2013***

❑ Orientation n°1 : Réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive, que ce soit en matière d'équipements sportifs, de diversité des sports proposés et d'accès aux clubs

Objectifs opérationnels :

- **Développement de diagnostics partagés de l'offre sportive (activités et équipements) dans les quartiers de la politique de la ville, en mettant à disposition des acteurs locaux son expertise et ses outils ;**

- **Mise en place en 2014 par le CNDS de nouveaux critères d'attribution de ses subventions d'équipement ou de fonctionnement permettant de concentrer les moyens vers les territoires sous dotés ou les publics connaissant le plus de difficultés pour accéder à la pratique sportive, tels que les territoires de la politique de la ville ;**

- **Favoriser l'implantation de fédérations omnisports et poursuivre le développement de la mixité les pratiques sportives dans les quartiers** ;

- **Valorisation des pratiques sportives issues des quartiers de la politique de la ville, ainsi que l'activité physique et sportive comme facteur de santé au sein de la politique de la ville**.

❑ Crédits

- Ministère délégué à la ville : mobilisation du programme 147, de façon additionnelle et complémentaire aux crédits de croit commun ;

- DRJSCS (sous l'autorité du préfet de région et en relation avec le SGAR) : prise en compte des quartiers de la politique de la ville dans l'allocation des moyens par une répartition des crédits des budgets opérationnels de programme et des opérateurs du ministère Jeunesse et Sport conformes aux objectifs de la convention.

7.3. Citoyenneté et prévention de la délinquance

En matière de sécurité, la CAPM connaît une réduction du nombre de faits de délinquance constatés et bénéficie de plusieurs équipements existants ou en projets (commissariats de police, Maison du Droit et de la Justice, Pôle judiciaire) et d'un Comité Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Néanmoins le territoire est confronté à une diminution des effectifs de la Police nationale et du personnel de la Maison du Droit et de la Justice. Par ailleurs les statistiques officielles ne permettent pas une appréhension globale de la réalité de la délinquance.

L'éducation à la citoyenneté et la médiation sociale développée depuis longtemps dans les quartiers permettent de prévenir de la délinquance. Le territoire bénéficie en outre d'une pratique ancienne et exercée de la démocratie participative et de la concertation avec les habitants des quartiers, notamment autour des projets de revalorisation du cadre de vie. Néanmoins le modèle actuel ne permet pas d'élargir les publics participants à la concertation et souffre d'un manque de mobilisation des bailleurs sociaux dans l'accompagnement social des quartiers.

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère de l'Intérieur et le ministère délégué à la ville – 27 septembre 2013***

❑ Orientation n°1 : Consolider les stratégies d'intervention dans les quartiers à l'aide des nouveaux outils de connaissance de la réalité des quartiers prioritaires, notamment en relation avec le ministère de la Justice

Objectifs opérationnels :

- Décliner la réforme de la statistique policière en prenant en compte la nouvelle géographique prioritaire
- **Améliorer la prise en compte des réalités des quartiers dans les indicateurs d'activité et de pilotage des services de police et de gendarmerie.**

❑ Orientation n°2 : Améliorer le lien entre la police et la population, notamment avec les jeunes

Objectifs opérationnels :

- **Doubler le nombre de délégués à la cohésion police-population et d'intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie, en les affectant en priorité dans les ZPS et les quartiers prioritaires de la politique de la ville** ;

- Développer l'accès des jeunes des quartiers prioritaires aux métiers de la sécurité intérieure ;

- Etendre le recours au service civique dans les services de police et de gendarmerie, ainsi que dans la sécurité civile ;

- **Développer les expérimentations locales favorisant le dialogue entre les jeunes et la police.**

❑ Orientation n°3 : Renforcer et adapter l'action des services de police et de gendarmerie dans les quartiers

Objectifs opérationnels :

- **Coordonner l'extension des zones de sécurité prioritaires avec la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville** ;

- **Développer les actions de formation, initiale et continue, sensibilisant les agents à leur environnement professionnel et à la sociologie des quartiers prioritaires ;**

- **Impliquer l'encadrement dans la définition d'une stratégie d'intervention au bénéfice des territoires prioritaires combinant une présence préventive et dissuasive et des dispositifs de travail judiciaire ;**

- **Inciter à l'affectation des policiers expérimentés dans les quartiers prioritaires.**

❑ Orientation n°4 : Renforcer l'effort de prévention dans le cadre des priorités fixées par le comité interministériel pour la prévention de la délinquance

Objectifs opérationnels :

- **S'appuyer sur la mobilisation du fonds interministériel pour la prévention de la délinquance dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale de prévention de la délinquance, qui mettra notamment l'accent sur la prévention de la récidive et prendra en compte la priorité territoriale à donner aux quartiers de la politique de la ville ;**

- Insérer la déclinaison de la stratégie nationale de prévention de la délinquance dans les contrats de ville 2014-2020.

- ❑ Orientation n°5 : Réduire les phénomènes de délinquance spécifiques dans les quartiers prioritaires (co-pilotage avec le ministère de la Justice)

Objectifs opérationnels :

- **Accroître la lutte contre la délinquance dans les ensembles d'habitat collectif et les transports publics, ainsi que, en lien avec le ministère de l'éducation nationale, aux abords et à l'intérieur des établissements scolaires les plus exposés ;**
- **Accroître la lutte contre le trafic de stupéfiants et s'attaquer résolument à l'économie souterraine dans ces quartiers.**

- ❑ Orientation n°6 : Développer un volet « sécurité et tranquillité publiques » dans les contrats de ville de nouvelle génération comprenant des engagements opérationnels et mesurables de services de police et de gendarmerie

- ❑ Orientation n°7 : Améliorer l'intégration de la population immigrée ou descendante d'immigrés

Objectifs opérationnels :

- **Participer à la refondation de la politique d'intégration ;**
- **Valoriser et développer les programmes de diversification des recrutements dans la police, la gendarmerie et l'administration territoriale.**

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère de la Justice et le ministère délégué à la ville – 11 juillet 2013***

- ❑ **Orientation n°1 : Mobiliser les moyens de droit commun de la Justice, en associant l'institution judiciaire à la préparation et la signature des contrats de ville 2014-2020**

- ❑ Orientation n°2 : Conforter la justice de proximité, et plus particulièrement l'accès au droit, ainsi que l'aide aux victimes

Objectifs opérationnels :

- Déployer les 100 nouveaux bureaux d'aides aux victimes prévus par la circulaire du 9 janvier 2013, en donnant la priorité aux implantations dans les tribunaux de grande instance dont les ressorts sont particulièrement concernés par la politique de la ville ;

- **Conforter l'accès aux droits dans les quartiers prioritaires en privilégiant l'implantation de MDJ dans ces quartiers ou en les pérennisant, notamment par le maintien des postes de greffiers dédiés à l'accueil et à l'orientation des publics.**

❑ Orientation n°3 : Mobiliser l'action pénale pour lutter contre les phénomènes de délinquance propres aux quartiers de la politique de la ville

Objectifs opérationnels :

- **Privilégier les quartiers prioritaires, notamment ceux correspondant à une zone de sécurité prioritaire, dans l'allocation des moyens dont dispose l'institution judiciaire (pénitentiaires et de protection judiciaire de la jeunesse)** ;

- Cibler plus particulièrement la répression des infractions suivantes :

  . le trafic de stupéfiants et l'économie souterraine,

  .les violences envers les personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public, ainsi qu'envers les professionnels intervenants dans les quartiers prioritaires.

❑ Orientation n°4 : Prévenir la récidive

Objectifs opérationnels :

- **Accompagner et orienter les mineurs et les jeunes majeurs suivis dans un cadre judiciaire résidant dans les quartiers prioritaires vers les dispositifs tels que les emplois d'avenir dédiés, les dispositifs de réussite éducative, les actions Ville-vie-Vacances, les Centres de Loisirs Jeunes de la Police nationale, les ateliers santé-ville** ;

- **Développer l'accessibilité de ces jeunes à l'ensemble des dispositifs de droit commun, publics et associatifs, d'éducation artistique, culturelle et sportive** ;

- **Généraliser dans chaque tribunal de grande instance, le principe de conventions entre les services de la justice et les bailleurs sociaux, afin de développer les actions favorisant la réparation rapide du préjudice subi ;**

- Pour diminuer le sentiment d'incompréhension et d'impunité ainsi que le risque de récidive des condamnés, les mesures doivent êtres exécutées et respectées, notamment celles d'interdiction de séjour dans les quartiers.

❑ Orientation n°5 : Favoriser l'accès des jeunes issus des quartiers prioritaires au programme de développement des classes préparatoires intégrées « égalité des chances » dans toutes les écoles nationales dépendant du ministère de la justice

- Orientation n°6 : Contribuer à la lutte contre les discriminations dans les quartiers prioritaires

Objectifs opérationnels :

- **Systématiser sur les territoires de la politique de la ville le partenariat entre l'institution judiciaire et le Défenseur des droits ;**

- **Agir pour la reconnaissance des discriminations territoriales comme critère de discrimination opposable ;**

- **Participation à l'élaboration d'un programme d'actions interministérielles de lutte contre les discriminations dans les quartiers prioritaires.**

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative et le ministère délégué à la ville – 4 avril 2013***

- Orientation n°1 : Territorialiser les politiques en faveur de la jeunesse et renforcer l'engagement des jeunes

Objectifs opérationnels :

- **Favoriser les quartiers de la politique de la ville dans les mesures adoptées par le comité interministériel pour la jeunesse ;**

- Augmenter le nombre de jeunes de quartiers de la politique de la ville effectuant une mobilité internationale ;

- **Augmenter la part des jeunes des quartiers de la politique de la ville parmi les volontaires du service civique** ;

- **Augmenter le nombre de missions proposées dans le cadre du service civique au profit des quartiers prioritaires** ;

- **Proposer des contrats aux jeunes décrocheurs et non diplômés des quartiers populaires**.

- Orientation n°2 : Donner toute leur place aux acteurs associatifs de proximité

Objectifs opérationnels :

- **Faciliter le travail des associations de quartiers en allégeant les procédures et en privilégiant un conventionnement pluriannuel** ;

- **Refondre la Charte d'engagements réciproques entre l'Etat et les associations regroupées au sein de la CPCA.**

❖ ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'association des maires de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville – 14 janvier 2014***

❑ Orientation n°1 : Mobiliser les politiques de droit commun au profit des services publics et notamment la sécurité et la prévention de la délinquance

Objectifs opérationnels :

- Etendre les partenariats opérationnels développés dans le cadre des zones de sécurité prioritaires à l'ensemble des sites en politique de la ville en veillant à y associer les maires et les présidents d'EPCI ;

- **Concentrer les efforts de prévention de la délinquance dans les territoires de la politique de la ville** ;

- **Améliorer la relation entre les forces de sécurité intérieure et la population**.

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère de la Défense et le ministère délégué à la ville – 15 juillet 2013***

❑ Orientation n°1 : Adapter le réseau des réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté (RLJC) à la nouvelle géographie prioritaire

Objectifs opérationnels :

- Renforcer l'esprit de Défense pour favoriser la cohésion sociale dans les quartiers ;

- **Renforcer les actions destinées à sensibiliser les jeunes au parcours de citoyenneté et ainsi concourir à une meilleure insertion sociale** ;

- Repérer les jeunes volontaires dans les quartiers difficiles, les informer sur les opportunités offertes par le ministère de la Défense, en particulier dans le cadre du plan d'égalité des chances et les guider dans les démarches à accomplir pour en bénéficier ;

- Mieux faire connaître les métiers de la Défense et informer sur les modalités pour accéder au recrutement dans les forces armées ou au sein de la réserve opérationnelle ou citoyenne.

- Orientation n°2 : Mobiliser les moyens et les services des organismes concernés

Objectifs opérationnels :

- Redéployer le réseau des RLJC en adéquation avec la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville ;

- Repérer les quartiers prioritaires qui ne bénéficient pas actuellement du réseau des RLJC et pour laquelle la présence de ces bénévoles réservistes sera identifiée comme particulièrement pertinente ;

- Renforcement du déploiement et du développement du réseau des RLJC par le Délégué ministériel à la jeunesse et à l'égalité des chances (DMJEC) afin de territorialiser son action ;

- Faciliter l'accès du DMJEC et des RLJC à l'ensemble des réseaux étatiques locaux œuvrant en faveur de la jeunesse et de l'égalité des chances.

- Orientation n°3 : Adapter les actions mémorielles au contexte des quartiers prioritaires

Objectifs opérationnels :

- Développer une action de sensibilisation spécifique dans les quartiers prioritaires ;

- **Favoriser l'accès des publics de la politique de la ville à des initiatives en particulier à finalité pédagogique dans le cadre des deux cycles mémoriels du 70ème anniversaire de la seconde guerre mondiale et du centenaire de la première guerre mondiale** ;

- **Favoriser l'accès des publics de la politique de la ville aux lieux de mémoire** ;

- Organiser une exposition sur l'engagement des soldats d'Afrique, qui sera diffusée dans les quartiers de la politique de la ville, afin de sensibiliser le public à ce volet de la mémoire nationale ;

- Favoriser l'histoire de la connaissance des « harkis et autres supplétifs » engagés pendant la guerre d'Algérie ;

- **Encourager le recueil de la mémoire des habitants et organiser la mise en réseau de ces initiatives dans un cadre national**.

❖ ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'assemblée des départements de France pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville – 11 octobre 2013***

❑ Orientation n°1 : Le travail social et le rôle des travailleurs sociaux devront occuper une place structurante dans le futur contrat de ville

- **Améliorer la mobilisation des équipes de prévention spécialisée sur le volet prévention de la délinquance et l'accompagnement éducatif des jeunes en difficultés des quartiers de la politique de la ville**.

❑ **Orientation n°2 : Promouvoir la participation des habitants et renforcer la démocratie locale**

7.4. Cadre de vie et renouvellement urbain

La reprise de la construction neuve ces dernières années ne suffit pas à débloquer les parcours résidentiels, notamment à la sortie du parc locatif social. Dans le même temps la demande locative sociale reste forte et constante et se caractérise par une fragilisation de plus en plus prégnante des ménages demandeurs.

La CAPM bénéficie pourtant d'un parc social important mais vieillissant, voire parfois obsolète, qui a fait l'objet d'une première vague de réhabilitations / restructurations. Par ailleurs le territoire est marqué par des coupures d'urbanisation fortes et souffre d'un manque de liaisons entre les quartiers Nord et Sud et avec les centres villes.

Le redéploiement récent du réseau de transports urbain a contribué à l'amélioration de la desserte de certains quartiers d'habitat social qui doit se renforcer dans les années à venir. Néanmoins l'usage de la voiture reste prépondérant et la fréquentation des TC en hausse encore insuffisante.

Les interventions sur le parc privé restent concentrées sur les centres anciens, qui ont fait l'objet d'opérations de rénovation et d'embellissement. Hors plusieurs copropriétés situées en dehors des périmètres d'intervention de l'action publique présentent des signes de fragilité, qu'il est à ce jour difficile d'appréhender en raison du manque de connaissances des besoins et de l'occupation.

- ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'association des maires de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville – 14 janvier 2014***

- Orientation n°3 : Mobiliser les politiques de droit commun au profit des services publics et notamment le logement et les transports

Objectifs opérationnels :

- **Veiller à ce que l'accroissement de l'offre de logements sociaux et la politique territorialisée de l'habitat à l'échelle intercommunale soient organisés et mis en œuvre de façon à répondre tant à la demande qu'à la nécessité d'une plus grande mixité sociale, notamment à travers la poursuite des opérations de rénovation urbaine** ;

- **Soutenir les maires dans la mise en œuvre d'une politique de peuplement à l'échelle de la commune et de l'agglomération respectueuse de l'équilibre social ;**

- **Contribuer à la mobilité des habitants des quartiers et leur égal accès aux différents services offerts par le reste du territoire en augmentant et adaptant l'offre de transports collectifs dans les quartiers et en participant à leur désenclavement.**

❖ ***Convention d'objectifs 2014-2016 entre le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère délégué à la ville – 5 mars 2014***

❑ Orientation n°4 : Favoriser l'appropriation du cadre de vie par les habitants en développant la qualité architecturale et la prise en compte du patrimoine du XXème siècle présents dans les quartiers de la politique de la ville, valoriser l'histoire et la mémoire des quartiers

Objectifs opérationnels :

- **Intégrer aux opérations de rénovation urbaine des objectifs de qualité et d'innovation urbaine, architecturale et paysagère** ;
- **Encourager le recours aux professionnels compétents et aux architectes dans le cadre des centres de ressources mis en place par l'ANRU** ;
- **Valoriser la patrimoine du XX^{ème} siècle auprès des décideurs , aménageurs et surtout du public contribuant ainsi au changement de l'image des quartiers et une meilleure appropriation du cadre de vie par les habitants** ;
- Renforcer l'association des services déconcentrés du ministère de la Culture aux projets de rénovation urbaine ;
- **Favoriser le dialogue avec les habitants sur ces thématiques** ;
- **Développer les actions « mémoire et histoire ».**

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère de la Justice et le ministère délégué à la ville – 11 juillet 2013***

❑ Orientation n°3 : Mobiliser l'action pénale pour lutter contre les phénomènes de délinquance propres aux quartiers de la politique de la ville

Objectifs opérationnels :

- Cibler plus particulièrement la répression des infractions en matière d'habitat indigne ou insalubre, préalable à la réussite des programmes de réhabilitations des copropriétés dégradées.

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère délégué aux Transports, à la mer et à la pêche et le ministère délégué à la ville – 7 juin 2013***

❑ Orientation n°1 : Améliorer la desserte par les transports collectifs des quartiers prioritaires de la politique de la ville

Objectifs opérationnels :

- Lancement du troisième appel à projets « transports collectifs et mobilité durable » hors Ile-de-France, dont une des priorités vise le désenclavement des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

- **Mise en synergie entre les projets de développement des transports collectifs et les actions de renouvellement urbain** ;

- **Améliorer la qualité de la desserte des quartiers prioritaires de la politique de la ville par les autorités organisatrices des transports urbains** ;

- Améliorer la connaissance des conditions de desserte des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

❑ Orientation n°2 : Développer les services à la mobilité au bénéfice des quartiers prioritaires de la politique de la ville

Objectifs opérationnels :

- Renforcer la mobilisation des autorités organisatrices des transports urbains pour les actions de développement des services à la mobilité soit par la prise en charge opérationnelle et financière de ces services, soit par l'apport de soutien et d'expertise aux structures associatives qui les mettent en œuvre ;

- Evaluer les différentes actions d'aide à la mobilité menées dans le cadre de l'appel à projets « Des quartiers vers l'emploi : une nouvelle mobilité » et les actions de mobilité financées par dans le cadre du programme d'intervention de l'Acsé.

❖ ***Convention d'objectifs 2014-2020 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et le ministère délégué à la ville – 18 juin 2014***

❑ Orientation n°1 : Accompagner le renouvellement urbain des quartiers prioritaires

Objectifs opérationnels :

- Poursuite du PNRU 1 : soutien à l'ingénierie des PRU et aux études d'opérations sur le développement économique / la transition écologique / les copropriétés en difficultés ;

- Concours au lancement du NPNRU et à l'ensemble des Contrats de ville (expertise et moyens financiers) :

    - Expertise et ingénierie des PRU nécessitant un accompagnement spécifique ;
    - Etudes préalables et pré-opérationnelles sur le développement économique / la transition écologique / les copropriétés en difficultés ;
    - Ingénierie, capitalisation, valorisation d'expériences d'éco-quartiers en quartiers prioritaires ;
    - Soutien aux missions d'assistance financière pour la soutenabilité des projets ;

- Soutien aux politiques publiques pour l'habitat privé dégradé ;

- Poursuite du PNRQAD et OPAH RU avec l'ANAH ;

- Participation aux études préalables et pré-opérationnelles pour le traitement des copropriétés dégradées.

❑ Orientation n°3 : Contribuer à la transition énergétique des quartiers : désenclavement, développement du numérique, rénovation énergétique

Objectifs opérationnels :

- Désenclaver les quartiers :

    - Accompagnement des Autorités Organisatrices de Transports dans l'élaboration des projets pour améliorer la desserte en transports collectifs dans les quartiers ;
    - Appui en ingénierie d'étude de préfaisabilité et contributions aux réflexions sur les nouveaux services de mobilité (transport de personnes et marchandises, plateforme de mobilité en faveur de l'insertion socioprofessionnelle des demandeurs d'emploi….) ;

- Développer le numérique dans les quartiers :

    - Accompagnement en ingénierie des collectivités souhaitant déployer de futurs réseaux d'initiative publique en très haut débit / Investissement pour le déploiement de certains réseaux de très haut débit ;
    - Sensibilisation par la CDC des collectivités sur les impacts positifs du télétravail et télé-centres (participation active à des études de faisabilité), financement d'ingénierie pour émergence de tiers-lieux numériques dans les quartiers prioritaires ;
    - Soutien à des expérimentations en matière d'emploi et de formation mobilisant les outils numériques ;

Appui à l'expertise et ingénierie pour un diagnostic et une qualification des besoins de rénovation énergétique du parc tertiaire et privé des quartiers, possible investissement en fonds propres dans des opérations de requalification énergétique (selon résultats des études de faisabilité).

7.5. Développement économique

Malgré un investissement important consenti par la CAPM et ses communes membres en matière d'insertion professionnelle et d'accès à la formation, la précarisation des publics s'accroît.
Bien que le territoire semble mieux résister au chômage que ses voisins, l'emploi reste précaire (temps partiels, CDD…) et les discriminations persistent notamment envers les femmes et les seniors dont le taux de chômage ne cesse de progresser et qui bénéficient de moins d'accompagnement.

Historiquement, le territoire s'inscrit dans un bassin d'emploi industriel (pétrochimie, sidérurgie) à faible niveau de qualification, qui rencontre actuellement des difficultés à recruter une main d'œuvre qualifiée car le secteur est moins attractif. L'évolution des filières de la pétrochimie et de la sidérurgie nécessite d'anticiper et accompagner les mutations économiques vers de nouvelles filières d'activités en devenir avec le développement d'emplois à plus haute valeur ajoutée.

L'amélioration du niveau de formation moins rapide que sur les territoires voisins constitue un handicap tant pour pourvoir les besoins d'emploi actuels qu'à venir. L'accessibilité aux pôles de formation régionaux reste encore trop limitée de même que l'offre de formation disponible sur le territoire (formations courtes et professionnalisantes ne correspondant pas toujours aux besoins des entreprises).

Concernant l'activité économique en centre-ville plusieurs obstacles à leur redynamisation ont été relevés, notamment une inadaptation des locaux commerciaux et un vieillissement des commerçants. Les deux centres-villes de Port-de-Bouc et Martigues sont couverts par un FISAC.

- ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère du Travail, l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social et le ministère délégué à la Ville – 25 avril 2013***

- Orientation n°1 : Réduire l'écart de chômage global pour l'ensemble des actifs, et en priorité pour les jeunes, et en rapprochant le taux d'activité féminine dans les quartiers prioritaires de celui des unités urbaines environnantes

Objectifs opérationnels :

- **Favoriser et accompagner les créations d'entreprises par des résidents des quartiers prioritaires (dispositif NACRE)** ;

- **Permettre l'élévation des niveaux de qualification dans les quartiers prioritaire, en visant particulièrement l'accès des jeunes à un premier niveau de qualification (développement de l'alternance / dispositifs dits de « Deuxième chance » / lutte contre l'illettrisme / parcours de formation dans les cadre des emplois d'avenir)** ;

- Assurer aux résidents des quartiers prioritaires, et en particulier aux jeunes, un accompagnement vers l'emploi qui compense les obstacles spécifiques à leur insertion professionnelle ;

- Garantir une mobilisation des leviers d'accès à l'emploi des résidents des quartiers prioritaires (emploi d'avenir, contrat unique d'insertion) ;

- Expérimenter un outil spécifique de lutte contre les discriminations.

❑ Orientation n°2 : Adapter les services publics de l'emploi aux besoins des quartiers prioritaires

Objectifs opérationnels :

- **Soutenir les missions locales situées dans les quartiers prioritaires ou à proximité, afin de leur permettre de renforcer l'accompagnement des résidents des quartiers prioritaires (en particulier des jeunes filles) et le financement d'actions spécifiques** ;

- **Implantation et délivrance physique des services de Pôle Emploi dans les quartiers prioritaires et à proximité, directement ou en s'appuyant sur des relais partenariaux** ;

- **Adaptation des interventions de Pôle emploi au regard des besoins des demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires**.

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère des Droits des femmes et le ministère délégué à la ville – mai 2013***

❑ Orientation n°1 : Mobiliser les politiques sectorielles de droit commun au bénéfice des habitantes des quartiers prioritaires

Objectifs opérationnels :

- Décliner dans les quartiers prioritaires les mesures du plan d'action interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes
- Soutenir le développement de l'activité économique des femmes des quartiers

❖ ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'association des maires de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville – 14 janvier 2014***

❑ Orientation n°3 : Mobiliser les politiques de droit commun au profit des services publics et notamment l'accès à l'emploi

Objectifs opérationnels :

- Développer la politique de l'emploi ciblée sur des publics spécifiques (emplois d'avenir, emplois aidés, emplois francs…) ;
- **Renforcer la présence dans les quartiers du service public de l'emploi, son efficience tout les synergies entre les différents acteurs concernés** ;
- **Renforcer l'implantation et l'implication des missions locales dans les quartiers**.

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère de l'Artisanat, du commerce et du tourisme et le ministère délégué à la ville – janvier 2014***

❑ Orientation n°1 : Promouvoir la formation et l'alternance auprès des jeunes résidents des quartiers prioritaires

Objectifs opérationnels :

- **Valoriser la mixité dans l'apprentissage par des campagnes d'information sur les métiers de l'artisanat auprès des jeunes issus de quartiers sensibles** ;
- **Sensibiliser les employeurs aux viviers de candidats à l'apprentissage que représentent les jeunes résidents dans les quartiers prioritaires** ;
- Fournir aux Chambres de métiers et de l'artisanat les outils nécessaires pour faire de leurs agents des promoteurs actifs de la mixité dans l'apprentissage.

❑ Orientation n°2 : Renforcer l'accompagnement des habitants des quartiers prioritaires à la création et au développement d'entreprise

Objectifs opérationnels :

- **Développer des actions de soutien à la création, à la reprise, à la transmission des entreprises, ainsi qu'à la compétitivité et à l'innovation dans les TPE implantées dans les quartiers prioritaires, en relation avec le réseau consulaire des métiers et de l'artisanat** ;
- **Offrir un accompagnement sous forme de tutorat ou de mentorat à des artisans des quartiers prioritaires afin de les aider au cours des premières années de leur activité** ;

- Mobiliser l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (Epareca) afin qu'il développe et renforce son offre de locaux artisanaux dans les quartiers prioritaires.

❑ **<u>Orientation n°3 :</u> Associer le réseau des chambres des métiers et de l'artisanat à l'action publique en faveur des quartiers prioritaires**

❑ **<u>Orientation n°4 :</u> Renforcer la mobilisation du FISAC, dont l'intervention sera priorisée sur les territoires les plus fragiles, et plus particulièrement en faveur des quartiers prioritaires**

❑ <u>Orientation n°5 :</u> Développer et renforcer l'action de l'Epareca

Objectifs opérationnels :

- Réalisation par l'Epareca d'un programme d'études approfondies sur l'appareil commercial des quartiers prioritaires qui auront vocation à bénéficier du nouveau programme de renouvellement urbain auquel l'établissement pourrait être appelé à contribuer ;

- Création d'une société foncière d'investissement entre la caisse des dépôts et l'Epareca, dédiée à l'acquisition et au portage d'opérations commerciales et artisanales, situées dans les quartiers prioritaires ;

- Poursuite des démarches de sensibilisation engagées auprès des acteurs de la distribution, afin de promouvoir l'installation d'enseignes dans les quartiers.

- Confier à l'Epareca une mission de centre de ressources au service des collectivités, y compris dans les quartiers où il n'intervient pas.

❑ <u>Orientation n°6 :</u> Mobiliser le réseau des chambres de commerce et d'industrie

Objectifs opérationnels :

- **Développement de l'activité commerciales dans les quartiers de la politique de la ville en lien l'Epareca et l'ANRU** ;

- Améliorer l'information des jeunes et de leurs familles sur la diversité des métiers et sur l'apprentissage.

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère délégué à l'Economie sociale et solidaire et à la consommation et le ministère délégué à la ville – 27 septembre 2013***

❑ Orientation n°1 : Améliorer la connaissance de l'économie sociale et solidaire pour agir plus efficacement

Objectifs opérationnels :

- Produire annuellement des informations sur la localisation des entreprises de l'ESS, sur leurs poids dans les quartiers prioritaires et leur impact en termes d'emploi dans ces territoires

❑ Orientation n°2 : Créer de l'activité dans les quartiers par un développement des structures d'insertion par l'activité économique et des clauses d'insertion

Objectifs opérationnels :

- Promouvoir le modèle coopératif sous forme de Sociétés coopératives et participatives, de Sociétés coopératives d'intérêt collectif et de Coopératives d'activité et d'emploi ;

- **Généraliser les clauses d'insertion à tous les marchés publics et notamment ceux mis en œuvre dans le cadre de l'appel à projet transports et mobilité durable hors Ile-de-France et de la nouvelle génération d'opérations de renouvellement urbain.**

❑ **Orientation n°3 : Soutenir l'accès des jeunes des quartiers aux emplois de l'ESS**

❑ Orientation n°4 : Développer l'entreprenariat social et de l'innovation sociale dans les quartiers

Objectifs opérationnels :

- **Favoriser, en lien avec la Caisse des dépôts et consignations et la mobilisation des Citéslab, la création d'entreprises sociales par les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville et/ou dans ces territoires** ;

- Mener une expérimentation sur les territoires prioritaires de la politique de la ville dans le cadre de l'appel à projet interministériel en préparation, qui vise à reconnaître et soutenir la consolidation et l'émergence de pôle territoriaux de coopération économique (PTCE).

Convention d'objectifs 2014-2020 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et le ministère délégué à la ville – 18 juin 2014

❑ Orientation n°2 : Contribuer au développement économique des quartiers par le soutien à la création d'entreprises, à l'ESS, à l'IAE, à l'implantation d'immobilier d'entreprise adapté….

Objectifs opérationnels :

- Soutenir le Très Petites Entreprises (TPE) :

    - Développer les dispositifs de détection et d'émergence des porteurs de projets CitéLab, (ex : objectifs 500 quartiers prioritaires couverts par un CitéLab en 2020), pour orienter vers les réseaux d'accompagnement ;
    - Renforcer l'appui et le déploiement des réseaux d'accompagnement à la création dans les quartiers (plusieurs dispositions spécifiques en faveur des porteurs de projets) ;
    - Actualisation du site internet sur l'offre d'accompagnement technique et financier à la création /reprise dans les quartiers ;
    - Promouvoir l'exemplarité de la création par le financement d'opérations médiatiques : (ex : Talents des Cités) et construire un réseau des lauréats ;

- Soutenir les structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) :

    - Soutenir la création, le développement et le financement des structures de l'ESS de toutes formes, et l'amélioration de la qualité de l'emploi dans les structures d'utilité sociale (renforcement du modèle économique) ;
    - Concourir au développement de « grappes d'entreprises » de l'ESS ou aux PTCE implantés dans les quartiers ;
    - Soutenir la création et le développement de SIAE dans les quartiers ;

- Soutenir en ingénierie le développement économique :

    - Mobilisation de l'expertise des directions régionales ou recours à des prestataires pour la réalisation d'études spécifiques pour le volet économique des contrats de ville ;
    - Construire et soutenir les initiatives renforçant l'attractivité économique des quartiers prioritaires (couveuses, centres d'affaires) ;
    - Assistance à la conduite de projets de développement économique urbain (intervention d'expert, participation technique/financière à l'ingénierie) ;
    - Poursuite et consolidation de la mission « développement économique urbain » avec le CGET et les centres de ressources ;

- Soutenir l'investissement immobilier :

    - Soutien de la CDC au développement de sociétés locales d'investissement avec actionnariat des collectivités locales pour supporter les investissements à rentabilité modérée ou de long terme (soutien en fonds propres, ingénierie financière, capitalisation d'expériences…) ;
    - Soutenir le petit immobilier d'activité dans les quartiers (couveuses...) via l'appel à projets centres d'affaires et des interventions en fonds propres ;
    - Faciliter le parcours résidentiel des entreprises par la réalisation d'opérations mixtes ;
    - Contribuer au développement d'une offre locale de services au public : espaces mutualisés de services publics dans les quartiers ;

- Co-investissement dans des opérations d'immobilier d'entreprise de qualité, des opérations d'immobilier commercial, pour des opérations telles que les maisons de santé pluridisciplinaire, les résidences services-séniors, pour étudiants…

7.6. La mise en œuvre des contrats de ville

❖ ***Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère de l'Intérieur et le ministère délégué à la ville – 27 septembre 2013***

❑ Orientation n°1 : L'administration territoriale de l'Etat

Objectifs opérationnels :

- Missionner le préfet de région pour piloter, dans le cadre du comité d'administration régionale, la déclinaison des conventions d'objectifs pour les quartiers prioritaires conclues entre les ministre chargé de la ville et les ministres concernés ;

- **Mobiliser l'administration territoriale de l'Etat autour du préfet de département pour la préparation et la mise en œuvre des contrats de ville de nouvelle génération ;**

- Accompagner et former les services de l'Etat à la préparation de future génération de contrats ;

- **S'appuyer sur les centres de ressources, les délégués du préfet et les autres ressources mobilisables localement.**

❖ ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'association des maires de France pour la mise en œuvre de la nouvelle étape de la politique de la ville – 14 janvier 2014***

❑ Orientation n°1 : Renforcer la gouvernance partenariale de la politique de la ville

Objectifs opérationnels :

- **L'exigence de proximité assurée par la couple EPCI/commune, en adossant le contrat de ville à un projet de territoire développé à l'échelle intercommunale et en coordonnant les interventions des acteurs selon le principe de subsidiarité ;**

- **Une mobilisation large dans un contrat construit depuis le territoire, en rassemblant l'ensemble des intervenants concernés par la politique de la ville, en recherchant une meilleure synergie de l'action publique et une mobilisation renforcée des politiques de droit commun ;**

- **Une mobilisation citoyenne selon le principe de co-construction du contrat de ville (création de conseils de quartier dans chaque quartier prioritaire et d'une maison du projet dans chaque projet de renouvellement urbain) soutien et valorisation des initiatives citoyennes notamment associatives.**

Engagements du ministère de la ville :

- Mobiliser l'administration territoriale de l'Etat autour du préfet

- Soutenir les acteurs locaux dans l'organisation et la structuration du contrat de ville ;

- Conforter le rôle des maires et du président de l'EPCI, chevilles ouvrières du contrat de ville ;

- Accompagner les territoires les moins bien dotés en matière d'ingénierie, d'observation et d'évaluation ;

- Suivre avec l'AMF la mise en place des contrats de ville et notamment l'articulation des rôles entre les communes et l'EPCI ;

Engagements de l'association des maires de France:

- Mobiliser les maires et les présidents de communautés pour qu'ils :

  . organisent, en lien avec le préfet, la concertation autour avec les habitants et fassent du contrat de ville un instrument global au service de la cohésion sociale et urbaine du territoire,

  . mobilisent leurs politiques, communales et intercommunales, de droit commun sur les quartiers prioritaires ;

- Sensibiliser l'ensemble des collectivités territoriales et des acteurs concernés sur l'intérêt que leurs interventions s'inscrivent dans le cadre unique du contrat de ville, dans un objectif de coordination et d'efficacité ;

- Diffuser les initiatives, les expériences innovantes et les bonnes pratiques dans l'exercice partagé des compétences et des responsabilités du bloc communal ;

- Participer à la mise en œuvre de la nouvelle politique de la ville : mise en place d'un groupe de travail « politique de la ville » au sein de sa commission des villes et des territoires urbains, organisation de journées, de rencontres, d'ateliers spécifiques et soutien à des séances de formation.

❑ Orientation n°2 : Une géographie partagée, gage d'efficacité

Objectifs opérationnels :

- Une géographie prioritaire objective, lisible et transparente qui concentre les moyens sur les quartiers les plus en difficultés

- Une géographie concertée avec les élus locaux : organisation d'un aller-retour avec les maires te présidents d'EPCI via les préfets avant toute publication définitive des quartiers prioritaires par décret ;

- Des territoires sortants placés en « veille active » mis en place par l'Etat et les collectivités territoriales afin de pérenniser les dynamiques enclenchées et de capitaliser les acquis.

Engagements du ministère de la ville :

- Impliquer les maires et présidents d'EPCI dans la définition des périmètres définitifs des futurs quartiers ;

- Mettre en place un dispositif de veille active pour les territoires sortant de la politique de la ville se traduisant par :

  . le même cadre unique et global des contrats de ville entre l'Etat, les collectivités et l'ensemble des autres acteurs concernés qui permettront de dresser un diagnostic partagé des fragilités qui nécessitent une vigilance particulière des acteurs locaux ;

  . une mobilisation renforcée de l'ensemble des politiques publiques de l'Etat et de collectivités pour les habitants de ces quartiers ;

  . le maintien jusqu'à leur terme des contrats des adultes-relais, quelque soit leur date de signature ;

  . une pérennisation du cadre des programmes de réussite éducative et un accompagnement global des enfants dans leurs parcours scolaire

Engagements de l'association des maires de France :

- Participer à un dispositif national de suivi des territoires placés en « veille active ».

❑ Orientation n°3 : Mobiliser les politiques de droit commun au profit des services publics

Objectifs opérationnels :

- Pilotage interministériel autour du représentant de l'Etat et organisation à l'échelle du bloc communal afin de constituer ou reconstituer des services et des équipements de proximité dans le périmètre des contrats de ville et plus particulièrement dans les quartiers ;

- Education comme premier des services en tant que levier d'inclusion sociale et de réduction forte des inégalités :

  . favoriser le développement des modes de gardes des jeunes enfants (Caf, CG) ;

  .Soutenir les actions permettant d'associer les parents au parcours scolaires de leurs enfants dans le temps scolaire et périscolaire et au fonctionnement des établissements scolaires ;

.Mise à disposition de lieux permettant au sein de l'école, la participation des parents et l'organisation d'échanges avec les acteurs de l'Education ;

- Instaurer un partenariat actif avec le milieu associatif acteur et relais indispensable de la réussite éducative.

Engagements du ministère de la ville :

- Mobiliser l'administration territoriale de l'Etat autour du préfet ;
- Soutenir les acteurs locaux dans l'organisation et la structuration du contrat de ville ;
- Conforter le rôle des maires et du président de l'EPCI, chevilles ouvrières du contrat de ville ;
- Accompagner les territoires les moins bien dotés en matière d'ingénierie, d'observation et d'évaluation ;
- Suivre avec l'AMF la mise en place des contrats de ville et notamment l'articulation des rôles entre les communes et l'EPCI.

❖ ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'assemblée des communautés de France pour la mise en œuvre de la nouvelle génération de contrats de ville – 27 mai 2013***

Engagements du ministère délégué à la Ville :

- Organiser la signature des futurs contrats de ville à l'échelon intercommunal
- Reconnaître le rôle fondamental de l'intercommunalité dans la coordination et l'animation du contrat, en articulation étroite avec les communes concernées
- Mobiliser l'ensemble des politiques de droit commun des ministères, et appeler par là-même à celles conjointes des autres collectivités, notamment les Régions et Départements
- Concentrer les crédits spécifiques de la politique de la ville sur les quartiers prioritaires
- Réformer la dotation de développement urbain en une véritable « dotation politique de la ville »
- Lancer de nouvelles opérations de renouvellement urbain sur les quartiers prioritaires présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants
- Flécher prioritairement les fonds structurels européens, FEDER et FSE, en direction des EPCI abritant les quartiers prioritaires
- Favoriser, avec les collectivités locales, l'articulation des futurs contrats de ville et leurs objectifs avec les autres schémas, plans et contrats.

- impliquer les EPCI et leurs communes membres dans la définition des périmètres définitifs des futurs quartiers, dans le souci de leur cohérence urbaine, économique et sociale.

- Renforcer le pilotage interministériel de la politique de la ville en assurant déclinaison territoriale dans chaque région des conventions d'objectifs signées avec les autres ministères et en mobilisant l'administration territoriale de l'Etat autour du préfet de département avec la mise en place d'équipes interministérielles associant tous les services de l'Etat.

- Accompagner les territoires les moins bien dotés en matière d'ingénierie d'observation et d'évaluation locales

Engagements des intercommunalités :

- Signer les futurs contrats de ville avec l'Etat et les communes membres concernées

- Renforcer l'intégration intercommunale par :

  . la mutualisation des services et moyens humains mobilisés
  . les projets structurants concourant à l'aménagement de son territoire
  . l'implication renforcée des politiques sectorielles structurantes
  . la mobilisation de crédits spécifiques
  . la mise en place de pactes financiers et fiscaux entre la communauté et ses communes membres

- Mettre en place des équipes-projet référentes

- Assurer la coordination du contrat de ville à l'échelle de l'agglomération en lien avec l'ensemble des parties prenantes

- Etablir un rapport annuel sur la mise en œuvre des engagements intercommunaux

Engagements de l'ADCF :

- Accompagner la montée en charge des EPCI dans le domaine de la cohésion sociale urbaine, comme un volet structurant du projet de territoire à l'échelle des agglomérations

- Concevoir et diffuser des outils pratiques de mise en œuvre des contrats de ville à l'échelle intercommunale, relevant notamment :

  . de la gouvernance et du pilotage des contrats ;
  . de la mise en œuvre des mécanismes de solidarités financières et fiscales internes aux agglomérations.

Engagement commun :

Renforcer les solidarités financières et fiscales au sein des agglomérations françaises d'ici 2020

- ***Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'assemblée des régions de France pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville – 13 février 2013***

- ❑ Orientation n°1 : cibler les fonds structurels européens sur les priorités thématiques et territoriales de la politique de la ville

Objectifs opérationnels :

- Les Régions seront autorités de gestion des fonds structurels européens dédiés aux quartiers prioritaires de la politique de la ville

- Les programmes opérationnels (PO) régionaux comprendront un axe urbain pluri-fonds (FEDER-FSE) ou une initiative territoriale intégrée (ITI), au titre du volet politique de la ville pour le développement urbain intégré

- Le volet politique de la ville des PO représentera au minimum 10 % de l'enveloppe globale des PO régionaux

- Les crédits européens du volet politique de la ville seront prioritairement fléchés en direction des EPCI abritant les quartiers prioritaires

- Les crédits FEDER et FSE du volet politique de la ville des PO viendront soutenir les interventions respectivement en faveur du développement urbain et de la cohésion, sociale dans les quartiers

- Les crédits FEDER et FSE du volet politique de la ville des PO seront inscrits dans les engagements financiers des futurs contrats de ville

- Les Régions associeront les préfets de région à la programmation, au pilotage et au suivi des volets politique de la ville des PO.

- ❑ Orientation n°2 : associer les Régions à la future contractualisation dans la définition et mise en œuvre des actions menées au titre de la politique de la ville

Objectifs opérationnels :

- Les Régions s'engageront dans la préparation des futurs contrats de ville en amont dès la phase de diagnostic et seront appelées à en être signataires.

- les Régions seront appelées à intervenir en complément des crédits européens pour soutenir les actions de cohésion sociale et de rénovation urbaine dans les quartiers prioritaires, les quartiers anciens et les copropriétés dégradés.

- Les Régions pourront territorialiser leurs interventions notamment dans les domaines du développement économique, des transports, de la formation des jeunes et de l'apprentissage,

- Régions pourront déployer leurs interventions et les moyens consacrés à la politique de la ville sur des quartiers qui nécessitent leur intervention au titre de la solidarité territoriale

Convention cadre entre le ministère délégué à la ville et l'assemblée des départements de France pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville – 11 octobre 2013.

Engagements des Conseils Généraux :

- Revisiter leurs outils de contractualisation avec les échelons infra-communaux et à les articuler avec les futurs contrats de ville.

Fait à Martigues, le

Le Préfet de la Région P.A.C.A. et des Bouches-du-Rhône

Michel CADOT

Le Président du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur

Michel VAUZELLE

La Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Martine VASSAL

Le Député Maire de la Ville de Martigues

Gaby CHARROUX

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues

Henri CAMBESSEDES

Le Maire de la Ville de Port-de-Bouc

Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

ANNEXES

Liste des annexes

- Principaux engagements pris dans le cadre des conventions interministérielles

- Convention triennale d'objectifs 2014-2016 avec le ministère de la Culture et de la communication - 5 mars 2014

- Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère de l'Education nationale, le ministère délégué à la Réussite éducative et le ministère délégué à la Ville – 7 octobre 2013

- Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère chargé de l'Economie sociale et solidaire et de la Consommation et le ministère délégué à la Ville – 27 septembre 2013

- Convention triennale d'objectifs 2013-2015 avec le ministère délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche - 7 juin 2013

- Convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires 2013-2015 avec le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social et le ministère délégué à la Ville – 25 avril 2013

- Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme et le ministère délégué à la Ville – janvier 2014

- Convention triennale d'objectifs 2013-2015 entre le ministère de l'Intérieur et le ministère délégué à la Ville – 27 septembre 2013

- Convention triennale d'objectifs 2013-2015 avec le ministère de la Défense (Anciens combattants) – 15 juillet 2013

- Convention triennale d'objectifs 2013-2015 avec le ministère de la Justice – 11 juillet 2013

- Convention triennale d'objectifs pour les quartiers populaires 2013-2015 entre le ministère du Droit des Femmes et le ministère délégué à la Ville – mai 2013

- Convention d'objectifs 2013-2015 entre le ministère des Affaires sociales et de la Santé et le ministère délégué à la Ville – 19 avril 2013

- Convention triennale d'objectifs 2013-2015 avec le ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative – 4 avril 2013

- Convention cadre avec l'Association des maires de France – 14 janvier 2014

- Convention cadre avec l'Assemblée des communautés de France – 27 mai 2013

- Convention cadre avec l'Assemblée des départements de France – 11 octobre 2013

- Convention cadre avec l'Association des régions de France - 13 février 2013

- Convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires entre l'Etat et la Caisse des dépôts 2014-2020

- Convention d'objectifs et de gestion 2013-2017 entre la Caisse nationale d'allocations familiales et l'Etat – 16 juillet 2013

- Convention intercommunale d'objectifs partagés en termes d'attributions de logements, de mutations, d'accompagnement social, de localisation du relogement des publics prioritaires.

- Délibération de la Région PACA du 12 décembre 2014 relative aux Contrats de Ville 2015-2020

- Contrat Local de Santé 2014-2016

- Stratégie Territoriale de Sécurité et Prévention de la Délinquance 2015-2017

- Kit méthodologique données sexuées - CGET

****

E VILLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE MARTIGUES
ENGAGEMENTS FINANCIERS

CREDITS DE DROIT COMMUN								
CAF	**Pôle Emploi**	**CDC**	**CAPM**	**MARTIGUES**	**PORT DE BOUC**	**Département**	**Région**	**AUTRES**
Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
				300	6 000		6 000	
			5 000	6 000	20 000	48 535	25 300	30 095
				150 359	4 500	26 560	2 900	35 517
1 943 840								
48 500					9 000	34 134		6 424
			1 500	8 600	7 426	3 200	1 421	23 986
				8 300	4 565	2 565	2 200	3 400
			12 000		3 799	11 500	3 000	32 734
646 910								

CREDITS DE DROIT COMMUN (SUITE)

CAF	Pôle Emploi	CDC	CAPM	MARTIGUES	PORT DE BOUC	Département	Région	AUTRES
Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
			25 963					
					8 430	5 000	13 000	18 071
					4 530			
				8 410		53 040	52 040	10 560
					2 000			
2 639 250			**44 463**	**181 969**	**70 250**	**184 534**	**105 861**	**160 787**

CREDITS SPECIFIQUES								
CAF	**Pôle Emploi**	**CDC**	**CAPM**	**MARTIGUES**	**PORT DE BOUC**	**Département**	**Région**	**AUTRES**
Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
127 272								
75 181								
			265 140			66 600	143 600	
					28 861			
						8 600		
						10 000	9 000	
			51 704					
				3 400		2 000	1 000	
			49 350			5 500	32 550	
			508376*					
			104 600			2 000	1 162	
			440000**					
			50 520					
202 453			**1 469 690**	**3 400**	**28 861**	**94 700**	**187 312**	
2 841 703			**1 514 153**	**185 369**	**99 111**	**279 234**	**293 173**	**160 787**

l'entretien des quartiers prioritaires / ** 440000 = prise en charge des services communaux oeuvrant pour la politique de la ville (cf tableau équipe opérationnelle)

CONTRAT DE VILLE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE MARTIGUES

PACTE FINANCIER ET FISCAL DE SOLIDARITE

Le Contrat de Ville nouvelle génération s'inscrit dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, qui indique que ces Contrats de Ville de nouvelle génération sont portés et pilotés par les EPCI en association avec les communes membres disposant de Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.

La compétence « Politique de la Ville » de la CAPM étant antérieure à la promulgation de la loi du 21 février 2014 relative aux Contrats de Ville de nouvelle génération, la CAPM a l'obligation d'élaborer un Pacte Financier et Fiscal de Solidarité fixant les objectifs de péréquation et de renforcement des solidarités financières et fiscales entre ses communes membres sur la durée du Contrat de Ville, visant à réduire les disparités de recettes et de charges entre les Communes membres de la CAPM et disposant de quartiers réglementaires.

Ce Pacte Financier et Fiscal de Solidarité **constitue une annexe obligatoire du Contrat de Ville** conformément à l'article 12 de la loi no 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, qui indique :

« Lorsqu'il s'agit d'une communauté urbaine, d'une métropole ou de la métropole de Lyon ou lorsque l'établissement public de coopération intercommunale est signataire d'un contrat de ville tel que défini à l'article 6 de la loi no 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, il définit les objectifs de péréquation et de renforcement des solidarités financière et fiscale entre ses communes membres sur la durée du contrat de ville. L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre s'engage, lors de la signature du contrat de ville, à élaborer, en concertation avec ses communes membres, un pacte financier et fiscal de solidarité visant à réduire les disparités de charges et de recettes entre ces dernières. Ce pacte tient compte des efforts de mutualisation des recettes et des charges déjà engagés ou envisagés à l'occasion des transferts de compétences, des règles d'évolution des attributions de compensation, des politiques communautaires poursuivies au moyen des fonds de concours ou de la dotation de solidarité communautaire ainsi que des critères retenus par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre pour répartir, le cas échéant, les prélèvements ou reversements au titre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales. A défaut d'avoir élaboré un tel pacte ou de s'engager à l'élaborer dans la première année de mise en œuvre du contrat de ville, l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est tenu d'instituer, dans le cadre d'un contrat de ville, une dotation de solidarité communautaire, dont le montant est réparti en fonction de critères de péréquation concourant à la réduction des disparités de ressources et de charges entre les communes. »

- La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, représentée par son Président en exercice,
- La Commune de Martigues, représentée par son Député-Maire en exercice,
- La Commune de Port-de-Bouc, représentée par son Maire en exercice,

Arrêtent ainsi qu'il suit les principes du Pacte Financier et Fiscal de Solidarité, annexé au Contrat de Ville, tels que visés ci-dessous sans impacter les dotations ou attributions versées aux différentes collectivités :

- 1 - La CAPM prend à sa charge les participations financières des communes au Contrat de Ville du Pays de Martigues soit **490 000 €** au titre de ses compétences en matière de Politique de la Ville, de Cohésion Sociale, de Cadre de Vie et Renouvellement Urbain, de Développement Économique et d'Emploi-Formation, de Sécurité-Prévention de la Délinquance et de Promotion de la Santé,

- 2 - La CAPM verse aux communes disposant de quartiers réglementaires de la Politique de la Ville, une dotation forfaitaire annuelle minimale se décomposant comme suit :

a) Un montant forfaitaire représentant 109€/an et par logement social desdits quartiers réglementaires, à savoir :

Quartiers	Nombre de Logements Sociaux
Mas de Pouane	591
Notre Dame des Marins	725
Canto Perdrix	1250
Total Commune de Martigues	**2566**
La Lèque-Aigues Douces	708
Tassy	789
Les Comtes	601
Total Commune de Port-de-Bouc	**2098**
Total Général	**4664**

Cette dotation forfaitaire porte sur 4664 logements situés en QPV, et est évaluée à **508 376 €** par an à minima**,** pour la durée du Contrat de Ville**.**
Cette dotation vise à aider à l'amélioration du cadre de vie des habitants des Quartiers Prioritaires.

b) Un montant forfaitaire représentatif de la part des charges des services communaux concourant à la mise en œuvre du Contrat de Ville et des opérations de Renouvellement Urbain. Ce montant est estimé à **440.000€** par an à minima, pour la durée du Contrat de Ville.

Le financement de cette dotation forfaitaire est pris en charge par la CAPM sans impacter les montants des Attributions de compensations versées à ces Collectivités.

Cette dotation forfaitaire pourra être actualisée en fonction de l'évaluation des actions du Contrat de Ville d'une part, et d'autre part, en tant que de besoin pour compenser les écarts de services rendus aux habitants des QPV, sans toutefois pouvoir être inférieure au montant minimal indiqué ci-dessus.

CONTRAT DE VILLE 2015/2020
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE MARTIGUES

EQUIPE OPERATIONNELLE POLITIQUE DE LA VILLE

Direction ou Service	Cadre d'emploi	Taux de participation CAPM	Dont ANRU
HABITAT ET DEMOCRATIE PARTICIPATIVE	Directeur Général Adjoint des Services	60 %	30 %
	Attaché Principal contractuel	50 %	25 %
	Adjoint Administratif principal de 2ème classe	30 %	15 %
CULTURE	Adjoint administratif 2ème classe contractuel	30 %	
SPORT	Attaché	20 %	
EDUCATION	Attaché principal	20 %	
DGST	Directeur Général des Services		10 %
	Ingénieur Principal		10 %
	Ingénieur		10 %
	Ingénieur en Chef		10 %
MARTIGUES			

Direction ou Service	Cadre d'emploi	Taux de participation CAPM	Dont ANRU
DIRECTION GENERALE DES SERVICES	Directeur Général des Services	20 %	10 %
	Directeur Général Adjoint des Services	40 %	20 %
	Attaché Principal	70 %	20 %
AMENAGEMENT	Ingénieur	100 %	100 %
CITOYENNETE	Attaché	30 %	15 %
CULTURE	Conservateur en chef	10 %	
POLITIQUE DE LA VILLE-CENTRES SOCIAUX	Conseiller socio-éducatif	90 %	
GUSP	Attaché	80 %	40 %
JEUNESSE / P.A.J	Éducateur APS Principal	30 %	
DGST	Ingénieur		10 %
	Technicien Territorial		10 %
PORT DE BOUC			

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

ÉGALITÉ ET CITOYENNETÉ : *la République en actes*

Réunion interministérielle du 6 mars 2015

Pour plus d'informations : www.gouvernement.fr

SOMMAIRE

Édito p.5

Présentation des mesures

Vivre dans la République p.7

Lieux et symboles de la République p.9

La laïcité, cœur battant de la République p.12

La langue de la République est le français p.15

La culture et le sport au service de la citoyenneté p.20

Les associations au cœur du vivre ensemble p.22

La République pour tous p.23

Poursuivre la lutte contre les inégalités entre femmes et hommes p.25

Combattre les discriminations, toutes les discriminations p.29

La République numérique prend ses quartiers p.32

La République au quotidien p.37

Habiter p.39

Vivre en sécurité dans l'espace public p.43

Étudier p.47

Travailler p.52

Se soigner p.57

Annexe p.59

Synthèse des mesures p.61

LA PASSION DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'ÉGALITÉ

La France fait face à un profond malaise social et démocratique. La France dans son ensemble, pas seulement quelques « quartiers en difficultés » comme on les appelle trop rapidement. Ce malaise a été maintes fois noté, commenté, analysé. Les événements de janvier en ont révélé plus encore l'intensité.

Pour une majorité de nos concitoyens, la République est devenue souvent une illusion.

Etre comme assigné à son lieu de résidence ; se sentir bloqué, entravé dans ses projets ; être condamné à la précarité des petits boulots ; voir l'échec scolaire de son enfant sans pouvoir l'aider ; se dire que son propre destin est joué d'avance : voilà ce que vivent des habitants, dans des quartiers, en périphérie des grandes villes, mais aussi dans les territoires ruraux ou dans les Outre-mer.

À ce malaise social s'ajoute un malaise démocratique : l'abstention toujours croissante, la crise de confiance entre les Français et leurs institutions, entre les Français et leurs élus. Il y a plus largement une crise de la représentation, qui touche tous les corps intermédiaires.

Ce malaise démocratique, c'est aussi une société qui se divise, des individus qui ont perdu le sens de la vie en collectivité, de la communauté nationale.

Nous avons tous des exemples en tête : les incivilités récurrentes dans l'espace public ; les petits défis quotidiens lancés à l'autorité des parents, des enseignants, des forces de l'ordre ; les trafics, la délinquance, l'économie souterraine, tous ces ordres qui voudraient se substituer à l'ordre républicain, pourtant le seul possible.

Il y a la violence, celle des actes, et celle des mots – qui ne doit jamais être sous-estimée. Le racisme, l'antisémitisme, les actes antimusulmans, antichrétiens, l'intolérance, la haine de l'autre ne cessent d'augmenter. Ce sont des signaux incontestables que quelque chose ne va plus, que des interdits tombent, que des repères se brouillent.

Il y a aussi ce sentiment terrible, ravageur du « deux poids, deux mesures ». Beaucoup pensent que les règles ne s'appliquent pas à tous de la même manière, que certains peuvent, par exemple, échapper à l'impôt sans être inquiétés. Beaucoup, à tort ou à raison, ont le sentiment que ce sont toujours les mêmes qui sont protégés et toujours les mêmes qui sont montrés du doigt, qui subissent sans rien pouvoir dire.

Il y a, enfin – surtout – ce principe fondamental, clef de voûte de notre cohésion, qui n'est pas toujours bien compris : la laïcité, que certains vivent comme une attaque à leur liberté religieuse, à leur liberté de croire ou de ne pas croire. Alors que la laïcité, justement, protège cette liberté et permet à chacun de trouver sa place dans notre Nation. Petit à petit, sous nos yeux, la laïcité est contestée. Et c'est alors, ne nous y trompons pas, tout le modèle républicain qui est menacé.

Face à ce constat, certains avancent leurs solutions dangereuses, car en rupture totale avec nos valeurs, notre modèle social. Notre héritage.

Bien sûr, il faut changer, repenser radicalement nos façons d'agir, nos politiques publiques. Repenser aussi l'organisation de l'État sur le terrain. Mais la solution, ce n'est pas de rompre avec ce que nous sommes. La réponse est là, évidente : la République. Une République ferme et bienveillante, forte et généreuse, qui ne doit pas être une somme de belles promesses, mais une série de réalisations concrètes.

La solution, c'est une République en actes, qui agit en repartant de l'essentiel :

- la citoyenneté, c'est l'appartenance à une communauté de destin, et l'adhésion à des valeurs partagées ;
- l'égalité, ce sont les mêmes opportunités données à chacun, et les mêmes règles qui s'imposent à tous.

Beaucoup a déjà été fait depuis 2012. En matière de sécurité, de logement, de laïcité, d'égalité femmes/hommes, de sécurisation des parcours professionnels, d'accès au marché du travail, notamment pour les jeunes. Nous avons également engagé la refondation de notre École, renforcé la transparence dans notre vie publique, une condition essentielle du retour de la confiance de nos concitoyens.

Et nous devons poursuivre ces efforts, les amplifier, aller encore plus loin, en sachant bien que ces actions impliquent des temps longs, demandent de la persévérance, de l'opiniâtreté. Il n'y a pas que les questions de moyens. Il y a aussi la question de la volonté.

Aller plus loin, c'est casser les logiques de la ségrégation avec une autre répartition de l'habitat. C'est agir pour l'éducation, pour la mixité à l'école, lutter contre les discriminations, agir pour la santé, la sécurité. En somme, promouvoir l'égalité.

Aller plus loin, c'est rappeler avec force ce qui fait notre socle commun, ce qui fonde la citoyenneté : la langue, la culture, le sport, la laïcité.

Aller plus loin, c'est encourager les initiatives, le mouvement, en nous appuyant sur les énergies associatives, citoyennes qu'il faut mieux soutenir, en renforçant le dynamisme économique, participatif, notamment grâce aux potentiels énormes du numérique.

Aller plus loin, faire vivre l'égalité, renforcer la citoyenneté, c'est chercher sans répit, sans fausses excuses, à nous hisser à la hauteur des exigences des Français. C'est porter toujours plus haut nos ambitions.

***

VIVRE DANS LA RÉPUBLIQUE

LIEUX ET SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

Contexte

L'épreuve des attentats de janvier 2015 a révélé l'urgence de se retrouver autour de la notion de République. Bien plus qu'une forme d'organisation du pouvoir, la République est, en France, un ensemble de principes, de valeurs, de lieux et de symboles qui renvoient à notre histoire contemporaine. Les faires connaître, les partager, les célébrer sont autant d'actes d'adhésion qu'il faut préparer dès l'école, afin que les futurs citoyens puissent devenir des acteurs engagés le moment venu, à travers le service civique, la réserve citoyenne ou le bénévolat associatif.

I. L'école

Contexte

L'École peine aujourd'hui à assurer les missions que la République lui a confiées, transmettre des connaissances et être un creuset de la citoyenneté et à susciter la confiance des élèves et des familles. Pour autant, l'École n'est ni seule responsable, ni en mesure de relever seule ces défis. Elle doit compter sur l'appui de tous les partenaires : parents d'élèves, collectivités territoriales, acteurs du monde associatif, d'éducation populaire et du monde économique. Le rôle et la place de l'École dans la République sont inséparables de sa capacité à faire vivre et à transmettre les valeurs de la République dont la laïcité et la citoyenneté.

Mesure : Le parcours citoyen de l'école élémentaire à la terminale

Enjeux

La ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a engagé à travers la « Grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République », une démarche globale pour mettre la laïcité et la transmission des valeurs républicaines au cœur de la mobilisation de l'école, pour développer la citoyenneté et la culture de l'engagement avec tous les partenaires de l'école et pour combattre les inégalités, sociales et territoriales et renforcer le sentiment d'appartenance à la République.

Mesure

Le parcours citoyen sera articulé autour d'un nouvel enseignement moral et civique dans toutes les classes de l'école élémentaire à la classe de terminale, et dans toutes les voies du lycée d'enseignement général et technologique et du lycée professionnel. Il sera accompagné par une éducation aux médias et à l'information prenant pleinement en compte les enjeux du numérique et de ses usages. Dans l'enseignement agricole, cette éducation aux médias et à l'information sera renforcée dans le cadre de l'éducation socioculturelle. Un média – radio, journal, blog ou plate-forme collaborative en ligne – sera mis en place dans chaque collège et dans chaque lycée. L'enseignement aux élèves du jugement, de l'argumentation et du débat dans les classes sera renforcé, dès l'école élémentaire.

Pour les élèves de l'enseignement professionnel et les apprentis, leurs parcours de formation intègreront des ateliers débats dans le cadre de l'enseignement moral et civique, des activités sociales et civiques dans l'entreprise où se déroulent les périodes de formation en milieu professionnel et les périodes d'alternance ; l'engagement associatif et l'implication dans les organisations associatives professionnelles. Les mesures seront effectives à la rentrée 2015. Le parcours citoyen sera évalué à la fin de la scolarité obligatoire selon des modalités qui seront définies au printemps 2015.

Ce parcours pourra se poursuivre au-delà du cadre scolaire dans une articulation avec la Journée de Défense Citoyenne, le Service Civique, la mise en œuvre des réserves citoyennes et le développement du bénévolat associatif.

II. L'engagement citoyen

Contexte

L'engagement citoyen se construit dans un parcours tout au long de la vie. Le 11 janvier a montré une grande volonté de mobilisation de toute la société française autour des valeurs qui nous rassemblent. Cette énergie, cette volonté d'engagement, de transmission, est un formidable réservoir de richesse pour le pays.

Mesure n°1 : Un droit universel au service civique

Enjeux

Les jeunes peuvent également être directement acteurs de leur citoyenneté, à travers l'engagement. Pour eux, le service civique est à la fois un engagement et une expérience de vie supplémentaire dans leur parcours citoyen. Aujourd'hui, toutes les demandes ne sont pas satisfaites. Il est donc nécessaire de lever ce frein, en déployant des missions de qualité permettant à ces jeunes de se mettre au service de l'intérêt général.

Mesure

Tout jeune qui le souhaite pourra accéder à une mission en service civique. La formation des jeunes en service civique sera renforcée en matière de citoyenneté, laïcité et lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Il s'agira également de simplifier, harmoniser et rendre accessible le volontariat à l'international.

Calendrier

À compter du 1er juin, toutes les demandes seront prises en compte et traitées. La montée en charge du dispositif devra être achevée en 2016.

Mesure n°2 : La réserve citoyenne

Enjeux

Il importe de renforcer la cohésion nationale et permettre à davantage de citoyens, de toutes générations, de s'engager activement au service de l'intérêt général.

Mesure

Une réserve citoyenne sera créée dans l'ensemble des champs de la vie publique, sur le modèle de ce qui existe au ministère de la Défense. La réserve citoyenne permettra aux citoyens de s'impliquer auprès des grands services publics pour davantage de cohésion, d'accessibilité, de solidarité. Le ministère de l'Éducation nationale a d'ores et déjà commencé la mise en place d'une réserve citoyenne d'appui aux écoles et aux établissements scolaires. Elle permettra aux enseignants de faire appel à des intervenants extérieurs dans leurs classes pour illustrer leur enseignement dans l'un des champs d'expertise définis par le ministère. La généralisation à l'ensemble des champs de la vie publique, de la santé à la justice, de l'emploi, à l'environnement et, au numérique, se fera avec la création de réserves citoyennes interministérielles d'ici la fin de l'année. Aujourd'hui, la France peut déjà compter sur des millions de bénévoles qui font la richesse de son tissu associatif.

Calendrier

Une préinscription en ligne est déjà possible sur www.lareservecitoyenne.fr (près de 3 000 préinscriptions déjà enregistrées).

III. Les rites républicains

Contexte

La possibilité de « se sentir appartenir », de se « sentir partie prenante », la fierté de faire partie d'une communauté de valeurs et de principes partagés, le sentiment d'être légitimement chez soi au sens républicain du terme, c'est-à-dire de ne fermer la porte à personne, sans exiger de chacun qu'il renonce à être lui-même, tout cela ne se décrète pas mais s'organise. Nous avons probablement trop délaissé cette dimension symbolique. Il est essentiel de faciliter la compréhension et la célébration des rites et symboles de la République (hymne national, drapeau, devise) par l'ensemble des Français.

Mesure : Soutenir et encourager l'organisation de cérémonies d'accueil dans la nationalité et la citoyenneté

Enjeux

L'accès à la nationalité française ou à la citoyenneté au moment de la majorité confère à une personne la plénitude des droits et des devoirs du citoyen, sans que cela ne soit toujours reconnu d'une manière particulière ni que les nouveaux citoyens soient symboliquement accueillis.

Mesure

Multiplier les cérémonies de naturalisation et les ouvrir au public (avec la participation, par exemple, des élèves des établissements d'enseignement secondaire) : inciter les communes à organiser des cérémonies d'accueil dans la majorité des jeunes de 18 ans, sur le même modèle des cérémonies de naturalisation. La carte électorale pourra être remise lors de cette cérémonie.

Calendrier

Dès 2015.

LA LAICÏTÉ, CŒUR BATTANT DE LA RÉPUBLIQUE

Contexte

La laïcité est un principe de liberté et de respect, qui se confond avec l'histoire de la République. Une République qui se fonde, non sur des bases culturelles ou ethniques, mais sur des fondements strictement politiques. Elle n'est pas une conviction que l'on respecterait selon son bon vouloir, ni un dogme qui imposerait à tous une même vision du monde. Au contraire, elle est un principe régulateur, qui transcende les convictions et les croyances de chacun, un cadre qui nous permet de vivre en bonne intelligence les uns avec les autres.
La laïcité est un principe juridique, qui régit l'organisation de l'État dans ses rapports avec les différents cultes. Si elle impose à l'État et à ses agents une obligation de neutralité dans l'exécution du service public, pour autant elle ne traduit pas une hostilité à l'égard du fait religieux. Surtout, la laïcité garantit à chacun la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, de même qu'elle garantit l'égalité des droits entre citoyens, quelles que soient leurs convictions ou leurs croyances. Tels étaient les objectifs de la loi de séparation des Églises et de l'État, adoptée en 1905. Nous devons aujourd'hui raffermir et promouvoir le principe de laïcité, qui nous protège de toutes les intolérances. Un travail de pédagogie de la laïcité est plus que jamais nécessaire.

Mesure n°1 : Mettre la laïcité et la transmission des valeurs républicaines au cœur de la mobilisation de l'école

Enjeux

Le rôle et la place de l'École dans la République sont inséparables de sa capacité à faire vivre et à transmettre la laïcité et les valeurs de la République. L'École doit être, et sera en première ligne, avec fermeté, discernement et pédagogie, pour répondre au défi républicain, parce que c'est son identité et sa mission profonde.

Mesure

Un plan exceptionnel de formation des enseignants et des personnels d'éducation sera mis en œuvre, en mobilisant les écoles supérieures du professorat et de l'éducation, pour les aider à aborder avec les élèves les questions relatives à la citoyenneté (française et européenne), à la laïcité, à la lutte contre les préjugés et discriminations. Ces thématiques feront l'objet d'une évaluation systématique dans les concours de recrutement. De nouvelles ressources pédagogiques seront mises à la disposition des équipes éducatives à cette fin. Dans le champ de l'enseignement agricole, l'école nationale de formation agronomique sera mobilisée pour la formation continue des enseignants.

Calendrier

Avant la fin de l'année scolaire.

Mesure n°2 : Réaffirmer la laïcité comme une valeur fondamentale de la fonction publique

Enjeux

Le principe de laïcité impose une stricte neutralité dans les services publics. Cette valeur fondamentale de la fonction publique suppose une rigueur particulière, qu'un fonctionnaire soit ou non en contact avec le public. Face aux incompréhensions qui subsistent, il est nécessaire de réaffirmer, dès l'entrée dans la fonction publique, le caractère universel et intangible de ce principe.

Mesure

Le principe de laïcité sera consacré dans le statut général comme valeur fondamentale de la fonction publique. Le projet de loi relatif à la déontologie des fonctionnaires sera amendé afin que le statut des fonctionnaires énonce clairement que la manifestation de ses croyances et convictions religieuses par un agent public dans le cadre du service public constitue un manquement à ses obligations. Le statut consacrera également le principe de neutralité, qui impose à tout agent public de traiter à égalité tous les usagers, quelles que soient leurs convictions ou croyances, dans le cadre des lois de la République.

À l'entrée dans la fonction publique, chaque agent public devra signer l'engagement de respecter ces valeurs. Une charte explicative adaptée aux missions de l'agent lui sera remise pour rappeler que tout manquement expose à une sanction. L'ensemble des agents publics recevra une formation générale et opérationnelle aux valeurs de laïcité dans le cadre de leur formation initiale ou par la formation continue.

À compter du 1er juillet 2015, dans chaque administration, au sein des services en contact avec le public, des « chartes de la laïcité dans le service » adaptées aux missions rappelleront les principes applicables aux usagers et les réflexes pratiques en cas de difficulté : pratiques de médiation, modalités de signalement, recours à une « cellule », à un déontologue.

Un appui opérationnel sera offert aux agents en relation avec les usagers pour les aider à régler les litiges liés à l'application du principe de laïcité, en lien avec le réseau des référents. L'observatoire de la laïcité sera chargé de rendre un avis et des préconisations opérationnelles pour traiter les cas récurrents.

Calendrier

Au cours de l'année 2015 par voie d'instructions ou de circulaires.

Mesure n°3 : Créer un réseau régional de référents de la laïcité

Enjeux

La laïcité est mal connue ; son sens réel et les règles qui en découlent ne sont pas toujours bien comprises. Bien souvent, les litiges qui peuvent naître de l'affirmation de ses croyances ou de ses préférences pourraient être réglés en rappelant ce que disent les textes et les adaptations qu'ils autorisent.

Mesure

Des « cellules de conseil et d'expertise » seront mises en place au niveau de chaque grande région. Elles travailleront en lien avec l'Observatoire de la laïcité, en s'appuyant sur les réseaux et les référents existants dans les différentes administrations et leurs membres recevront une formation approfondie en matière de laïcité.

Ces cellules pourront être saisies par les responsables publics souhaitant recevoir un appui, notamment afin de faciliter le recours à la médiation au sein de leur structure.

La mobilisation des acteurs locaux et en particulier des élus est au cœur de la mise en œuvre effective du principe de laïcité. Le Gouvernement s'appuiera notamment sur les travaux engagés par l'Association des maires de France.

Calendrier

D'ici à l'été 2015 par voie d'instructions ou de circulaires.

Mesure n°4 : Faire connaître la laïcité dans le monde de l'entreprise

Enjeux

La liberté de conscience, de croire ou de ne pas croire relève des libertés fondamentales de l'individu, qui sont également garanties dans l'entreprise. Pour autant l'expression de la liberté religieuse n'y est pas absolue. L'employeur peut, comme pour d'autres libertés individuelles, en restreindre l'exercice, par le biais du règlement intérieur ou du contrat de travail, si sa décision est justifiée par la nature des tâches à accomplir et proportionnée au but recherché : considérations de sécurité au travail (par exemple l'incompatibilité entre le port d'un signe et celui d'un équipement obligatoire de protection, risques mécaniques ou chimiques accrus par le port d'un signe), impératifs de santé ou d'hygiène sanitaire, par exemple. La Cour de cassation admet également qu'une clause du règlement intérieur impose la neutralité religieuse aux salariés au regard de l'activité spécifique de l'établissement (arrêt « Babyloup » du 25 juin 2014).

S'il n'est donc pas nécessaire de modifier la loi qui permet de répondre aux questions de principe posées par l'exercice de la liberté religieuse dans l'entreprise, les employeurs peuvent se trouver confrontés à des situations qui réclament une appréciation fine de ce qu'il est possible de faire ou non et l'application des critères définis par la jurisprudence n'est pas toujours simple pour les employeurs et les salariés.

Mesure

Afin de mieux outiller les employeurs, les salariés et leurs représentants, le ministère du Travail est chargé d'élaborer et de diffuser, en concertation avec les partenaires sociaux, un guide pratique sur la laïcité dans l'entreprise. Ce guide devra fournir des réponses précises et opérationnelles aux questions posées régulièrement par l'application du principe de laïcité dans l'entreprise.

Calendrier

Ce guide fera l'objet d'une refonte et d'une diffusion pour la rentrée 2015 et sera mis à la disposition des employeurs sur le site internet du ministère du Travail.

LA LANGUE DE LA RÉPUBLIQUE EST LE FRANÇAIS

Contexte

Langue maternelle pour les uns, du pays d'accueil pour d'autres, la langue française est l'un de nos biens communs les plus précieux, celui qui permet l'échange et la communication entre tous « Langue de la République » en vertu de la Constitution, elle est un élément fondamental de l'identité et du patrimoine de la France. Elle est la langue de l'enseignement, du travail, des échanges et des services publics. La vitalité artistique de notre pays, ses formes littéraires écrites et parlées, mais aussi l'art de la conversation, de la rhétorique, du débat d'idées, de l'argumentation, sont des composantes de notre culture commune et sont d'autant plus riches que notre langue, le français, est maîtrisée. Les inégalités face la maîtrise de la langue contribuent à creuser davantage les écarts dans les trajectoires individuelles, aux plans social, culturel et professionnel. Or l'analphabétisme comme l'illettrisme persistent dans notre pays. Les actions conduites à ce jour manquent de lisibilité et d'efficacité. Il est impératif de rebâtir une véritable politique linguistique cohérente et capable de prendre en compte la grande diversité des besoins.

I. À l'école d'abord

Mesure n°1 : Renforcer l'apprentissage en maternelle et à l'école primaire

Enjeux

C'est d'abord à l'école que tous les enfants de la République doivent se sentir pleinement chez eux dans la langue française ce qui implique d'améliorer l'efficacité des systèmes d'apprentissage et de transmission de la langue. Parmi les enseignements dispensés à l'école, le français n'est pas une discipline comme une autre : il fait partie du socle commun de connaissances, de compétences et de culture générale que tout Français est censé avoir acquis à l'issue de sa scolarité. Pourtant, on constate un recul des compétences acquises en langue française aux différentes étapes du parcours scolaire : 12% des élèves de CM2 ne maîtrisent pas les compétences de base attendues en français à cet âge ; 25% des élèves de 3e ne maîtrisent pas les compétences de base attendues en français.

Mesures

1/ La mise en place de nouveaux programmes

De nouveaux programmes pour la maternelle et l'école élémentaire permettront d'améliorer l'apprentissage de la langue. La maternelle sera organisée sur un cycle unique et portera deux ambitions essentielles : elle préparera progressivement les enfants aux apprentissages qui seront dispensés à l'école élémentaire, en respectant le rythme de chacun ; elle participera, dès le plus jeune âge, à la réduction des inégalités, en particulier en matière de langage.

Calendrier

Nouveaux programmes de maternelle (rentrée 2015) et d'école élémentaire (rentrée 2016).

2/ Une évaluation du niveau des élèves en français en début du CE2

Une évaluation du niveau des élèves en français permettra aux équipes pédagogiques d'identifier les difficultés et de mettre en place une réponse adaptée aux besoins de chaque enfant. À cette fin, des outils d'évaluation standardisés seront mis à disposition des équipes pédagogiques.

3/ Une meilleure exploitation des travaux des chercheurs

La recherche sera mise au service de l'amélioration de l'acquisition du langage dès la petite enfance afin de conduire tous les élèves à un premier niveau de maîtrise de la lecture et de l'écriture à la fin du CE2.

Calendrier

Rentrée 2015.

Mesure n°2 : Mieux accompagner la scolarité des enfants nouvellement arrivés en France

Enjeux

Tous les enfants nouvellement arrivés en France doivent accéder à la maîtrise du français pour réussir leur scolarité. Cela suppose d'améliorer leur prise en charge par l'école et de mieux impliquer les familles.

Mesure

Faciliter les apprentissages des élèves allophones nouvellement arrivés en France par un enseignement spécifique du français langue seconde et par la mise en place de dispositifs d'inclusion scolaire. Les moyens du dispositif « Ouvrir l'École aux Parents pour la réussite des enfants » seront renforcés pour donner aux parents étrangers allophones les moyens d'aider leurs enfants dans leur scolarité, par une meilleure connaissance de l'institution scolaire, des droits et des devoirs des élèves et des parents, un apprentissage de la langue française et une meilleure compréhension des principes, des valeurs et des usages de la société française, pour une meilleure intégration. Un cofinancement du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Intérieur sera prévu pour renforcer le dispositif.

Calendrier

2015.

Mesure n°3 : Valoriser la langue française comme composante de notre culture commune

Enjeux

La langue est partagée. Au-delà de l'instrument de communication qu'elle représente, elle propose un rapport à la fois singulier et collectif avec le monde. Ferment de la culture, ciment d'une société, d'autant plus dans notre pays où la construction de la nation s'est historiquement accompagnée d'une unification linguistique, le français est le véhicule du « Vivre ensemble à la française ».

Mesure

Lancer un appel à projet national, au 1er semestre 2015, en faveur de la démocratisation de l'accès à la culture en faveur des projets d'éducation artistique et culturelle autour de la langue française sous toutes ses formes : lectures publiques, contes, slam, création participative, etc.

Calendrier

Mai 2015.

Mesure n°4 : Renégocier les accords portant sur les enseignements de langue et culture d'origine ELCO

Enjeux

Introduits au départ comme « aide linguistique » au retour au pays des enfants de migrants, les enseignements de langue et culture d'origine (ELCO) connaissent, depuis, une évolution paradoxale et ne contribuent pas à l'intégration des enfants descendants de migrants dans la société française.

Mesure

Engager avec les pays concernés un réexamen des accords ELCO, sur la base d'un diagnostic objectif de leur impact, de leur valeur ajoutée et de leur contrôle afin de réinscrire l'enseignement des langues dans le cadre d'une valorisation des langues à forte diffusion internationale (l'arabe, le portugais, le chinois), dans le cadre d'une offre de langues accessible à tous, dans l'enseignement secondaire et supérieur.

Calendrier

2015.

II. À destination des immigrés primo-arrivants et des candidats à la naturalisation

Mesure n°1 : Renforcer les dispositifs de maîtrise de la langue française destinés aux immigrés adultes primo-arrivants (moins de 5 ans de présence en France)

Enjeux

Parce que la maîtrise du français est la condition de l'épanouissement personnel, de l'insertion sociale et professionnelle, de l'accès au savoir et à la culture, les politiques de l'immigration doivent faire de l'intégration linguistique des nouveaux immigrés une priorité : premier facteur d'incompréhension de la société française et des principes et valeurs qu'elle défend, la non maîtrise de la langue peut être aussi un facteur d'exclusion.

Mesure

Proposer un parcours de formation linguistique à chaque nouvel arrivant. Ce parcours doit aboutir :

- à un niveau d'initiation ou de découverte (niveau A1 du cadre européen de référence), au terme de la première année.
- à un niveau intermédiaire de capacité de conversation simple (niveau A2 du cadre européen de référence) au terme de cinq années.

Calendrier

Piloté par le ministère de l'Intérieur ce projet sera mis en œuvre en septembre 2015. Par ailleurs, le projet de loi « droit des étrangers en France » prochainement débattu au Parlement, prévoit que la délivrance de certains titres de séjour pluriannuels (titres de séjour, carte de résidant) soit conditionnée à une maîtrise renforcée de la langue française.

Mesure n°2 : Renforcer la formation linguistique des candidats à la naturalisation

Enjeux

L'accès à la nationalité suppose la maîtrise de la langue française à un niveau permettant d'être autonome et de s'exprimer avec clarté et aisance (niveau B1 du cadre de référence européen).

Mesure

Préparer les candidats à la naturalisation en organisant une formation linguistique adaptée et accessible.

Calendrier

Pilotée par le ministère de l'Intérieur (Direction générale des étrangers en France – Office français d'immigration et d'intégration), cette mesure est en cours.

III. À destination de tous les adultes, femmes et hommes, français ou immigrés installés en France depuis longue date

Mesure : Lancer une mission de préfiguration d'une agence de la langue française en France

Enjeux

Différentes formes de formation ou de maîtrise de la langue existent et visent souvent des publics spécifiques. Mais elles ne garantissent ni la capacité de toucher l'ensemble des personnes concernées, ni la continuité de l'apprentissage dans le temps, ni souvent l'évaluation de la qualité des formations proposées. Ces constats impliquent que des solutions nouvelles et globales pour lutter contre l'illettrisme et l'analphabétisme soient proposées par l'État en articulation avec les collectivités, les organismes collecteurs et les partenaires sociaux.

Mesure

À partir des dispositifs et programmes existants, il s'agira de recréer les conditions qui permettront de :

1/ Animer et coordonner la mise en place de plans territoriaux pour la langue française, entre les différents services publics de l'État, les collectivités locales (régions à titre principal mais aussi départements et communes compte tenu de leurs initiatives), afin de constituer le diagnostic territorial des offres existantes, la priorisation des efforts supplémentaires à engager ou des coordinations à mettre en œuvre et les évaluations nécessaires.

2/ Garantir la professionnalisation et s'assurer du financement des acteurs associatifs et opérateurs locaux œuvrant dans ce domaine (réseaux actuellement en responsabilité : Pôle emploi, employeurs, conseils régionaux).

3/ Veiller à la cohérence et la continuité des offres de formation et d'appropriation de la langue française pour le public adulte ou sorti du système scolaire : fonction ressources des offres de formation existantes et des acteurs concernés, référentiel de compétences ; méthode d'évaluation ; lieu de concertation entre les différents intervenants de l'État, des collectivités et de la société civile.

4/ Impulser, au sein de l'ensemble des actions en faveur de l'apprentissage et de la maîtrise du français, des programmes de valorisation de la langue française en articulation étroite avec le ministère de la Culture et l'ensemble des acteurs nationaux et locaux (collectivités, établissements culturels, associations…).

5/ Contribuer à l'évaluation de la politique nationale de maitrise et de valorisation de la langue française en France.

Calendrier

2015.

LA CULTURE ET LE SPORT AU SERVICE DE LA CITOYENNETÉ

Contexte

Les événements tragiques qui ont frappé la France en janvier appellent des réponses politiques fortes pour restaurer un socle commun de valeurs dans une société fragmentée. La culture et le sport peuvent contribuer à porter les valeurs qui doivent fonder notre société : respect, altérité, laïcité… et permettre de lutter contre les inégalités sociales, l'exclusion d'une partie de la population, l'idéologie de la haine, l'absence de reconnaissance. La culture permet de découvrir ses émotions, d'avoir accès au sensible, de vivre des expériences collectives, de débattre. Le sport est un formidable outil éducatif, un outil indéniable de mixité sociale, porteur de valeurs. En outre, les événements sportifs, dont les sportifs eux-mêmes sont les ambassadeurs, sont autant d'opportunités de mettre en valeur une identité commune autour de rassemblements populaires.

Mesure n°1 : Mobiliser les établissements culturels et audiovisuels pour aller à la rencontre des publics les plus éloignés de la culture

Enjeux

Les établissements culturels sont investis d'une responsabilité en matière de démocratisation et d'accès de tous les publics à la culture. La priorité gouvernementale en faveur de l'éducation artistique et culturelle portée depuis 2012 s'est traduite par une mobilisation renouvelée en faveur de cet impératif. L'enjeu est tout à la fois de généraliser l'ouverture de la culture à tous les publics et de concentrer les efforts sur les publics les plus éloignés ou les zones géographiques les moins couvertes.

Mesures

1/ Sous l'égide du ministère de la Culture est posé l'objectif « pas un contrat de ville sans un établissement culturel ou un acteur de l'audiovisuel ». Il consiste à prévoir l'action d'une structure culturelle ou d'une antenne de l'audiovisuel public (réseaux territoriaux de France Télévision ou de Radio France) dans chacun des territoires couvert par des contrats de ville.

Le développement de l'action territoriale des établissements culturels pourra s'appuyer sur le recours au service civique ou au bénévolat. La mission Vivre Ensemble, assurant la passerelle entre les établissements culturels et les acteurs du champ social ou de la politique de la ville, pourra être déclinée dans l'ensemble des régions.

2/ Des actions d'éducation artistique et culturelle portant sur les pratiques artistiques collectives seront développées en particulier au travers de la valorisation des pratiques collectives (chant, théâtre, musique, danse, etc.). Elles seront notamment ciblées sur les quartiers de la politique de la ville et les zones délaissées Ces actions seront sélectionnées par un appel à projet national, qui comprendra aussi la valorisation de la langue française par la culture.

3/ Le cinéma étant l'art le plus populaire, en particulier chez les jeunes, les droits de 10 films sélectionnés pour les valeurs et les qualités qu'ils expriment seront achetés et offerts aux écoles et collèges accompagnés d'un document pédagogique.

Calendrier

Courant 2015.

Mesure n°2 : Soutenir les médias de proximité

Enjeux

L'émergence de médias de proximité, quel que soit leur support est un enjeu de société et participe à la dynamisation des territoires. Ces médias de proximité sont plus à même de toucher les jeunes ; ils sont souvent fondés sur la participation et l'implication des habitants du territoire concerné. Ils se développent sur les supports numériques.

Mesures

1/ Le fonds de soutien à projets pour les médias de proximité (journaux de quartier, web tv associatives, radio associatives) sera activé et doté d'1M€ en 2015.

2/ Le fonds de soutien à l'expression radiophonique locale (FSER), qui accompagne déjà 600 radios existantes, sera orienté de manière à encourager les propositions éditoriales innovantes, citoyennes et participatives.

3/ Une partie des crédits affectés au soutien à l'innovation de la presse écrite sera utilisée pour le développement d'outils de médiation et d'éducation aux médias.

4/ Un fonds de soutien pérenne aux médias de proximité, quel que soit leur support et s'inspirant de la philosophie du FSER pour les radios associatives, sera mis à l'étude.

Calendrier

Courant 2015.

Mesure n°3 : Programme « citoyens du sport »

Enjeux

Il faut permettre l'accès des jeunes qui en sont le plus éloignés à la pratique sportive. L'objectif est de promouvoir l'activité physique et sportive régulière encadrée, au sein des clubs sportifs, dans une démarche éducative qui favorise la mixité sociale et de genre. Le programme fera l'objet d'une démarche concertée avec le mouvement sportif et les collectivités locales.

Mesures

1/ Soutenir l'offre d'équipements sportifs de proximité dans les territoires carencés. La réorientation des objectifs du CNDS sera présentée au Conseil d'administration de la semaine prochaine.

2/ Les fédérations sportives s'engagent : elles déclinent jusqu'au club local une politique de sport citoyen par une formation des acteurs du sport. Elles se mobilisent pour aller à la rencontre des jeunes, filles et garçons, dans les territoires pour qu'ils puissent pratiquer un sport.

3/ Le plan "apprendre à nager" sera déployé par des investissements prioritaires du CNDS sur les piscines et par la promotion de l'apprentissage du savoir nager

Calendrier

2015 - 2017.

LES ASSOCIATIONS AU CŒUR DU VIVRE ENSEMBLE

Enjeux

Depuis mi-janvier, les associations engagées auprès de la jeunesse et dans les champs politique de la ville, éducation populaire, sport, lutte contre le racisme et l'antisémitisme, ont été réunies au niveau national et dans chaque département par les préfets pour remobiliser autour des valeurs de la République et de la citoyenneté. Ces démarches convergeront dans une grande réunion nationale au printemps. Il s'agira de mettre en œuvre un «New Deal» avec le mouvement associatif.

Mesure : Une éducation populaire renouvelée pour des citoyens engagés

1/ Favoriser le déploiement d'actions d'éducation populaire dans les territoires prioritaires.

2/ Soutenir et généraliser la présence des mouvements et actions d'éducation populaire dans les territoires fragiles et assurer la présence des adultes dans l'espace public et auprès des jeunes, à travers le renforcement des adultes-relais, des animateurs, éducateurs, des médiateurs, ainsi que par une revalorisation des parcours professionnels et des formations.

3/ Transformer les lieux accueillants du public (centres sociaux, MJC, maison de quartiers…) en « fabriques » d'initiatives citoyennes impliquant les habitants (mutualisation, mise en réseau, échanges de pratiques) et développant l'engagement bénévole.

4/ Développer des réponses innovantes notamment à destination des adolescents sur l'éducation à la citoyenneté et aux médias et réseaux sociaux, les valeurs de la République, la mixité sociale… *via* le sport (garantir une pratique sportive encadrée « un club, des éducateurs, des valeurs »), les pratiques culturelles, les démarches d'éducation populaire.

5/ Proposer des colos « nouvelles génération » aux enfants et adolescents pour faire l'expérience de la mixité sociale.

6/ Faire bénéficier les associations du "choc de simplification" pour apporter visibilité sur leurs financements dans la durée et allégement des procédures, afin de consacrer plus de temps à l'action et moins aux démarches administratives. Soutenir la structuration des associations de proximité, la mise en relation avec des outils d'accompagnement et la mutualisation de leurs moyens d'action au niveau local.

Mobiliser 100 millions d'euros supplémentaires pour conforter les associations de proximité, de l'éducation populaire et du sport (crédits supprimés entre 2008-2012).

Calendrier

2015 - 2016.

LA RÉPUBLIQUE POUR TOUS

POURSUIVRE LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS ENTRE FEMMES ET HOMMES

Contexte

La lutte contre les inégalités femmes/hommes est un levier majeur pour construire une société fondée sur le respect et la solidarité et où les femmes se sentent pleinement citoyennes. Ce constat et cette exigence ont conduit dès 2012 à faire de ce sujet une dimension essentielle de nos politiques publiques. Cette action en faveur de l'égalité entre hommes et femmes a trouvé un premier aboutissement dans la loi du 4 août 2014. Il s'agit désormais de la mettre en œuvre.

Mesure n°1 : Lutter contre les stéréotypes sexistes

Enjeux

La lutte contre les inégalités entre les hommes et les femmes doit désormais se traduire par un refus ferme des stéréotypes sexistes. Ces visions caricaturales des femmes et des hommes les enferment dans des rôles sociaux prédéterminés, sources de tensions et de fractures sociales, personnelles et familiales.

Mesures

La lutte contre les stéréotypes est engagée sur plusieurs fronts.

1/ Dans l'éducation nationale : dès cette année, sera engagé un travail avec le syndicat national des éditeurs afin de définir des orientations communes pour éviter les stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires.

Dans le cadre de la « stratégie mathématique » annoncée le 4 décembre 2014, une politique de sensibilisation du Conseil supérieur des programmes et des éditeurs de manuels scolaires à l'égalité femmes/hommes en mathématiques est menée. La valorisation de travaux de mathématiciennes célèbres sera encouragée. Un effort particulier sera porté à l'identification des stéréotypes sexués dans l'écriture des exercices, des examens et concours.

2/ Dans les médias : en application de la loi du 4 aout 2014, le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient de définir les indicateurs de contrôle de la représentation équilibrée des sexes dans les médias. Le nombre de femmes présentes dans les médias, notamment en qualité d'expertes, devra être augmenté de 20% en deux ans.

3/ Dans le sport : favoriser le développement de la pratique sportive chez les jeunes filles et les jeunes garçons de manière à proposer des activités mixtes pour favoriser une plus grande cohésion sociale et une meilleure compréhension des attentes et capacités de chacun et chacune. Développer les propositions de découvertes sportives pour les jeunes filles notamment dans le cadre des programmes VVV de manière à favoriser de la mixité dans les espaces publics et privés (élargissement des horizons et des possibles).

Calendrier

En cours.

Mesure n°2 : Rendre réelle la parité dans les instances décisionnaires

Enjeux

Si les femmes sont plus de 50% de la population française, leur représentation est encore faible dans les diverses instances de décision.

Mesures

Les actions en faveur de la parité sont en cours de déclinaison dans l'ensemble des sphères de décision.

1/ Dans les entreprises et la fonction publique : la loi du 4 août 2014 accélère les obligations de nomination de femmes à des postes d'encadrement dans le secteur privé et public. À partir de 2017, les entreprises de plus de 500 salariés devront compter 40% de femmes dans les conseils d'administration et de surveillance. Et à compter de 2017, les nominations dans les postes de cadres dirigeants devront comprendre 40% de femmes dans la fonction publique.

2/ Dans les instances consultatives placées auprès du Premier ministre, des ministres et de la Banque de France, ainsi que dans les caisses de sécurité sociale, les chambres de commerce et d'industrie, les chambres d'agriculture ou les chambres des métiers et de l'artisanat, la présence de 40% de femmes devra être effective lors des prochains renouvellements.

3/ Dans la vie politique : dans quelques semaines, comme l'a voulu le Gouvernement, à l'issue des élections départementales de mars 2015, 50% des conseillers seront des femmes (contre 12% actuellement). À l'issue des élections municipales de mars 2014, on compte 40,3% de conseillères municipales et 16% de maires.

4/ Dans le champ du sport : les cadres dirigeants devront représenter 25% minimum de chaque sexe, si le sexe le moins représenté parmi les licenciés est inférieur à 25%, et 40% au-delà.

Calendrier

Mise en œuvre en cours de la loi du 4 aout 2014.

Mesure n°3 : Mieux partager l'espace public

Enjeux

La place des femmes doit aussi évoluer dans l'espace public. Du fait de comportements sexistes, mais aussi de l'aménagement urbain, les femmes ne trouvent pas toujours leur place dans un espace majoritairement conçu et occupé par les hommes.

Mesure

Un meilleur partage de l'espace public implique d'agir en priorité sur l'espace urbain. Des marches exploratoires de femmes sont expérimentées en partenariat avec 12 villes volontaires situées en quartier politique de la ville. Cette démarche permet d'impliquer les femmes dans l'amélioration de leur sécurité, et contribue à lutter plus efficacement contre les violences dans les espaces publics. Dans le cadre du groupe de travail sur les violences faites aux femmes dans les transports en commun qui réunit le ministère de l'Intérieur, le secrétariat d'État aux Transports, à la Mer et à la Pêche, le secrétariat d'État aux Droits des Femmes, la SNCF, la RATP, l'UTP (Union des Transporteurs Publics et Ferroviaires) et le GART (Groupement des autorités responsables de transport), un cycle de marches exploratoires de femmes sera lancé samedi 7 mars 2015. Ces démarches visent à renforcer la place des femmes dans la démocratie participative locale et à améliorer, par des changements concrets, l'environnement urbain des quartiers comme à lutter contre les facteurs d'insécurité.

Calendrier

Dès à présent et jusqu'en 2017.

Mesure n°4 : lutter contre les impayés de pensions alimentaires

Enjeux

Les pensions alimentaires représentent près de 20% des ressources des familles monoparentales. Pourtant, on estime qu'environ 40% des pensions alimentaires ne sont pas payés ou seulement partiellement payés, contribuant ainsi à accroître le taux de pauvreté des enfants vivant dans ces familles (41,6%) par rapport aux autres enfants (20,6%). Par ailleurs, les familles monoparentales, dont 85% sont composées d'une femme vivant seule avec son ou ses enfants, sont davantage confrontées à la précarité sous toutes ces formes que les autres familles. Lorsque l'ancien conjoint dispose de faibles revenus, la pension alimentaire est logiquement fixée à un faible niveau, parfois de l'ordre de 50€ par enfant, ne permettant pas au parent isolé de faire face aux dépenses d'éducation des enfants.

Mesure

Expérimenter une garantie contre les impayés de pensions alimentaires et instaurer une pension alimentaire minimale garantie.

Dans le cadre de l'expérimentation GIPA (garantie contre les impayés de pensions alimentaires) qui a démarré dans 20 départements le 1er octobre 2014, les freins qui limitent aujourd'hui la capacité des CAF à recouvrer les pensions alimentaires pour les familles monoparentales sont levés : le nombre de mois d'impayés de pensions alimentaires qui peuvent être recouvrés au titre de la procédure de paiement direct est porté de 6 à 24 mois ; l'allocation de soutien familial (ASF ; environ 100 euros par mois et par enfant) est versée dès le premier mois d'impayés (et non au bout de deux mois consécutifs, comme le dispose aujourd'hui la loi) ; les caisses expérimentatrices sont autorisées à transmettre au parent isolé les données dont elles disposent sur l'autre parent et qui sont indispensables pour faire fixer la pension (ressources et adresse).

De plus, dans ces département, est expérimentée la version d'une pension alimentaire minimale garantie de 100 euros par mois et par enfant : lorsque la pension alimentaire, même correctement payée par l'autre parent, est d'un montant inférieur, la CAF vient la compléter pour atteindre 100 euros.

Calendrier

Du 1er octobre 2014 au 1er avril 2016 (l'expérimentation dure 18 mois)

Mesure n°5 : Développer les crèches à vocation d'insertion professionnelle pour faciliter l'emploi des femmes dans les quartiers

Enjeux

Les difficultés pour concilier vie professionnelle et vie familiale pour les parents de jeunes enfants constituent souvent un frein pour accéder à l'emploi ou à la formation. Ce constat est particulièrement prégnant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, où la détérioration de la situation de l'emploi est l'une des manifestations principales des inégalités dont souffre la population. Parmi celle-ci, la situation des femmes, dont près de la moitié est en situation d'inactivité, et des familles monoparentales, dont un tiers vit en dessous du seuil de pauvreté, apparaît particulièrement critique. Lever les obstacles multiples auxquels les parents sont confrontés dans leurs parcours d'insertion professionnelle est donc une priorité.

Mesure

renforcer le financement par les Caf dans les quartiers prioritaires des crèches à vocation d'insertion professionnelle pour accompagner les femmes dans leur retour à l'emploi. Ce modèle de crèche est développé en Ile-de-France par une association, l'Institut d'Education et des Pratiques Citoyennes (IEPC). Elle gère six crèches atypiques à vocation d'insertion professionnelle[1][1]: qui accueillent 50% d'enfants issus de familles en insertion, orientées par les travailleurs sociaux de la Caf. L'enfant est accueilli pour une durée de 3 mois renouvelable une fois. La crèche adopte une démarche de contractualisation avec la famille qui accepte d'entrer dans une démarche active d'insertion professionnelle en échange d'une place en crèche. Tous les parents qui pendant cette période de contractualisation consolident leurs parcours d'insertion professionnelle voient l'accueil de leur enfant pérenniser jusqu'à l'entrée à l'école maternelle. Une professionnelle salariée de l'IEPC, disposant de compétences tant de le domaine de la petite enfance que dans l'insertion professionnelle est chargée de l'accompagnement vers l'emploi des familles bénéficiaires du RSA qui fréquentent la crèche. Des entretiens individuels réguliers sont organisés afin de faire un point sur l'avancée des démarches. En 2011, les six crèches ont reçu 320 familles, dont 217 en insertion : 186 ont retrouvé une activité.

Calendrier

Identification des projets avec les partenaires dès maintenant, soutien renforcé jusqu'en 2017.

[1][1] Les Lucioles, 7, rue de l'Abbé Fleury, 95 100 Argenteuil, Arc-en-Ciel : 27, rue du Pont Royal - 92220 Bagneux ;
Pirouette : 6, square des Alpas - 92190 Antony ; Mirabelle : 6, place Léon Blum - 92290 Châtenay-Malabry ;
Caramel : 123, rue de l'Agriculture - 95870 Bezons ; Comme à la Maison : 10bis, rue Victor Hugo - 95140 Garges-lès-Gonesse

COMBATTRE LES DISCRIMINATIONS, TOUTES LES DISCRIMINATIONS

Contexte

La prise de conscience des pratiques de discrimination au travail et dans l'accès aux fonctions publiques est réelle mais insuffisante pour faire changer les pratiques. Plusieurs facteurs expliquent cette difficulté de passer de la prise de conscience aux actes :

1/ L'impossibilité de sanctionner ces pratiques autrement que par des recours individuels. Or les salariés hésitent à poursuivre leur employeur ou ceux qui pourraient les embaucher de peur d'avoir à en subir les conséquences.

2/ La difficulté des entreprises et des employeurs publics à mesurer et objectiver leurs éventuelles pratiques discriminatoires.

3/ Certaines règles relatives au recrutement dans la fonction publique sont insuffisantes pour prévenir toutes les discriminations, notamment celles qui peuvent résulter implicitement de biais de sélection mal identifiés.

Mesure n°1 : Mieux lutter contre les discriminations à l'embauche et dans l'emploi

Contexte

Le Gouvernement a décidé la mise en place d'un groupe de dialogue sur la lutte contre les discriminations à l'embauche et dans l'emploi co-piloté par les ministres du Travail, de la Ville de la Jeunesse et des Sports. Ce groupe associe les partenaires sociaux, les associations et des personnalités qualifiées. Il achèvera ses travaux en avril prochain, mais il a d'ores et déjà permis de dégager 3 actions prioritaires.

Enjeux

Il est indispensable de créer les outils d'une lutte efficace contre les discriminations.

Mesures

1/ Promouvoir les méthodes de recrutement non discriminatoires

De nouvelles méthodes de recrutement non discriminatoires émergent progressivement : immersion, méthode de recrutement par simulation, CV vidéo… En s'appuyant sur les conclusions du groupe de dialogue présentées en avril, le gouvernement s'engage à promouvoir ces nouvelles méthodes et veillera à ce que Pôle emploi les propose largement dans son offre de service. L'État veillera par ailleurs à ce que les entreprises dans lesquelles il détient une participation contribuent à la diffusion de ces nouvelles méthodes de recrutement.

2/ Soutenir une campagne de testing dans les entreprises en France

Le Gouvernement lancera dès cet automne une campagne de testing à grande échelle pour objectiver d'éventuelles pratiques discriminatoires en matière de recrutement. Les ministres du Travail et de la Ville, de la Jeunesse et des Sports en s'appuyant sur les conclusions du groupe de dialogue mis en place, présenteront avant l'été les modalités concrètes de cette campagne.

3/ Créer un mode de recours contentieux collectif spécifique contre les discriminations au travail

Le Gouvernement proposera la mise en place d'un recours collectif (« action de groupe ») spécifique aux discriminations au travail. L'objectif de ce recours sera de faire cesser les pratiques discriminatoires dans l'entreprise. Les contours de cette action collective seront définis par le Gouvernement à partir des conclusions du groupe de travail. Ce mode de recours contentieux collectif concernera également les discriminations au sein des fonctions publiques.

Calendrier

Le groupe de dialogue co-piloté par les ministres du Travail et de la Ville, de la Jeunesse et des Sports rendra ses conclusions en avril. Sur la base de ces conclusions, le gouvernement créera par voie législative le recours contentieux collectif courant 2015 et lancera la campagne de testing cet automne. Les méthodes de recrutement non discriminatoires seront renforcées.

Mesure n°2 : Vérifier le caractère démocratique des voies d'accès à la fonction publique

Enjeux

La Constitution prévoit que tous les citoyens peuvent avoir le même accès aux emplois publics, financés par l'impôt, en fonction de leurs talents et de leurs mérites. Toutefois, les concours de la fonction publique ainsi que les voies de recrutement sans concours peuvent comporter des biais de sélection et conduire à une forme de reproduction sociale qui prive une partie de nos concitoyens de la possibilité réelle d'accéder à la fonction publique lorsqu'ils le souhaitent. S'assurer du caractère démocratique de l'accès et de la promotion dans la fonction publique, de manière transparente, en associant des personnalités et organismes extérieurs à l'administration est une exigence démocratique et républicaine.

Mesures

1/ Une mission sera confiée à une personnalité reconnue en matière de lutte contre les discriminations qui pilotera un exercice d'évaluation des voies de recrutement (sans concours, par contrat, par concours) et de promotion des employeurs publics des trois fonctions publiques (ministères, collectivités territoriales, hôpitaux publics, établissements publics employant des agents publics), au regard des risques de discrimination, avec le concours d'organismes extérieurs à l'administration (organisme de recherche, inspection, centre de gestion et centre national dans la FPT).

2/ L'État doit être exemplaire : tous les ministères devront obtenir une labellisation (label diversité certifié par l'AFNOR) garantissant la conformité de leurs processus de gestion des agents, en particulier de recrutement et de promotion, au regard du principe de non-discrimination. Les collectivités territoriales seront encouragées à obtenir cette labellisation.

Calendrier

D'ici la mi-2016, remise des conclusions de la mission après passage en revue de l'ensemble des voies de recrutement ; d'ici fin 2016, tous les ministères devront être labellisés après révision de leurs processus de gestion.

Mesure n°3 : Développer de nouvelles voies d'accès à la fonction publique pour accroître la mixité sociale des recrutements

Enjeux

Une action déterminée doit être conduite pour accélérer l'ouverture de la fonction publique sur la société et pour répondre à l'objectif de mixité sociale qui est le prolongement du principe d'égal accès de tout citoyen à l'emploi public.

Mesures

1/ L'État va accueillir dès la rentrée 2015, 4 000 nouveaux apprentis (et 10 000 à compter de la rentrée 2016), dans le cadre d'un dispositif en alternance (stages opérationnels dans les services et formation théorique). Cet effort s'ajoute à celui des collectivités locales. Il permettra aux jeunes d'entrer en contact avec les services publics et d'y acquérir une expérience professionnelle valorisante leur permettant de se présenter, aux concours ou d'être recrutés sur des emplois sans concours.

2/ La ministre de la Fonction publique proposera avant le 1er juillet 2015, après expertise juridique, la possibilité de créer une nouvelle procédure de pré-recrutement sur contrat, ouvert aux jeunes de moins de 28 ans et sur critères sociaux, donnant vocation à la formation, au tutorat et, dans des conditions à concerter, à l'accès aux catégories A, B et C de la fonction publique.

3/ Pour l'accès à la catégorie A, un nouveau dispositif de classe préparatoire pour l'accès à la fonction publique sera créé, dans les trois fonctions publiques adossé à toutes les écoles de service public, ce dispositif permettra à 1 000 jeunes diplômés de préparer les concours de catégorie A, sur la base de critères liés aux conditions de ressources de leur famille, ou à la situation de chômage du jeune.

Calendrier

Dès la rentrée 2015, formation de 4 000 jeunes en apprentissage par l'État ; d'ici l'été 2015, proposition d'une voie rénovée de pré-recrutement sur contrat qui sera insérée dans le projet de loi relatif à la déontologie des fonctionnaires ; dès la rentrée 2015, mise en place des nouvelles classes préparatoires à l'accès à la fonction publique.

Mesure n°4 : Généraliser la participation de personnes n'appartenant pas à la fonction publique aux jurys de recrutement sur concours

Enjeux

Compte tenu des biais de sélection ou de reproduction sociale qu'ils peuvent comporter, il est utile de faire entrer la société civile avec un regard extérieur dans les jurys de concours. Par ailleurs, les études conduites montrent que la sensibilisation des jurys aux biais de sélection est utile pour les objectiver et les prévenir.

Mesures

1/ Rénovation de la composition et du fonctionnement de tous les jurys et comités de sélection intervenant pour l'accès à la fonction publique. Ils comprendront désormais des personnalités extérieures à la fonction publique, disposant d'une compétence ou d'une qualification en lien avec le recrutement à effectuer.

2/ Tous les membres de ces instances seront formés à la prévention des discriminations et au recrutement sur la base des seuls talents et capacités. Cette obligation sera réaffirmée par la loi.

Calendrier

Au cours de l'année 2015, la composition des jurys sera adaptée et les dispositions législatives nécessaires seront intégrées au projet de loi relatif à la déontologie des fonctionnaires.

LA RÉPUBLIQUE NUMÉRIQUE PREND SES QUARTIERS

Contexte

Pratique quotidienne de la quasi-totalité des Français, secteur économique créateur d'emplois, nouveau moyen d'engagement et de participation citoyenne, domaine dans lequel des jeunes peuvent réussir et s'insérer sans nécessairement maîtriser tous les codes de leurs aînés : le numérique est une opportunité à saisir pour une société en mutation. Il est aussi un outil formidable pour créer et diffuser des messages et animer des communautés.

Mesure n°1 : Mettre en place une « grande école du numérique » pour favoriser l'insertion professionnelle dans des métiers en demande

Enjeux

Le numérique est un secteur porteur et les entreprises françaises ont un besoin toujours croissant de profils spécialisés et de personnes formées à ces technologies. Les dispositifs innovants de formation accélérée au numérique (de 3 à 24 mois) permettent, grâce à des formations intensives sans prérequis académique, de redonner un nouvel élan à des jeunes parfois sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification et, plus généralement, à des publics en reconversion.

Mesures

La « grande école du numérique » ne sera pas un établissement unique, mais un réseau d'initiatives sur le territoire, issues du monde académique, du monde associatif ou du monde de la formation professionnelle. L'objectif est de proposer un bouquet de formations innovantes au numérique, labellisées et fondées sur l'acquisition de compétences répondant aux besoins identifiés par les acteurs économiques. Seront visés prioritairement les publics les plus éloignés de l'emploi, pour qui le numérique peut constituer une véritable opportunité.

Pour déployer la « grande école du numérique », il a été décidé de :

1/ Créer un label national « Grande École du Numérique » regroupant des formations au numérique intensives, accélérées et innovantes.

2/ Créer une structure de pilotage de la « Grande École du Numérique » chargée d'octroyer le label, d'animer le réseau des structures partenaires et de constituer en parallèle une plateforme web de formation.

3/ Au sein de ce label « Grande École du Numérique », soutenir le développement et l'implantation des « Fabriques du numérique » regroupant des formations au numérique intensives, accélérées et innovantes qui accueilleraient tout type de publics, sans condition de diplôme.

Calendrier

Dès mars 2015, une mission de préfiguration sera désignée pour mener une concertation avec les acteurs, définir les critères de labellisation, construire les référentiels de certification, identifier les financements disponibles… Elle remettra ses conclusions en mai 2015 et la première vague de labellisations et de créations de formations sera conduite en octobre 2015.

Mesure n°2 : Favoriser la création d'activités économiques numériques dans les territoires

Enjeux

Plus qu'ailleurs, les entrepreneurs des territoires populaires ont besoin d'être détectés et accompagnés pour passer avec succès les différentes étapes de la création d'entreprise (provoquer le « pourquoi pas moi ? ») et de son développement. Il est nécessaire de donner un nouvel élan à ces envies d'entreprendre, et de faire en sorte que les écosystèmes numériques contribuent localement à la construction de territoires inclusifs et au développement des quartiers populaires.

Mesure

Des concours de création de start-up sur le modèle des start-up week-ends seront organisés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Les projets lauréats pourront bénéficier d'un accompagnement dédié de l'ensemble des partenaires publics et privés de la French Tech : incubateurs et accélérateurs, bourses, réseaux d'accompagnement, fonds d'investissement spécifiques, etc. Cette initiative visera notamment les jeunes diplômés des quartiers qui, s'ils disposent d'une formation académique et montrent une réelle volonté d'entreprendre, ne bénéficient que rarement des réseaux, des contacts ou de l'accompagnement à même de permettre la réalisation de leurs projets.

Le financement participatif pourrait constituer un levier de financement en amorçage essentiel pour la mise en œuvre de ces projets dans les quartiers par le biais de dons, de prêts ou d'investissement en capital. Les pouvoirs publics pourront s'appuyer sur des plateformes de financement existantes et reconnues pour donner de la visibilité aux projets. La future agence de développement économique des territoires pourra être associée à la mise en œuvre de ces initiatives.

Calendrier

Les premiers concours de création d'entreprise seront mis en place en juin 2015. La plateforme de référencement des projets en financement participatif sera ouverte en septembre 2015. L'objectif est d'atteindre au moins 100 projets de financement en amorçage à la fin de cette année.

Mesure n°3 : Accompagner les usages du numérique au cœur des territoires

Enjeux

Les lieux de la médiation numérique constituent autant de lieux physiques et de proximité capables de contribuer à une première sensibilisation aux innovations numériques, de (re)créer du lien social et de conférer au numérique un rôle émancipateur. Le développement des nouveaux usages du numérique (sensibilisation au code et à la production numérique *via* les fablabs notamment) est une opportunité pour repenser ces espaces de médiation sociale, leur professionnalisation et le rôle qu'ils peuvent jouer dans les premiers niveaux de sensibilisation et d'accompagnement au numérique.

Mesures

1/ Ces lieux seront renforcés, grâce à la création du réseau national de la médiation numérique annoncé par le Premier ministre lors de la présentation de la feuille de route du Plan Pauvreté le 3 mars dernier.

2/ Une plateforme de médiation sera mise en place, véritable boite à outils au service des structures de terrain et des médiateurs permettant de valoriser les bonnes pratiques et les projets.

3/ Un Fonds de Solidarité Numérique sera créé pour valoriser les projets innovants de médiation numérique, en cohérence avec les évolutions attendues du service universel des télécoms.

Afin de professionnaliser la médiation, une reconnaissance professionnelle du statut de médiateur numérique est à l'étude dans le cadre de la future loi numérique.

Par ailleurs, deux autres dispositifs seront particulièrement mobilisés pour les espaces de médiation : les emplois d'avenir numériques (dans le cadre du programme 2 000 Emplois d'Avenir dans les EPN lancé à l'automne 2013) et les services civiques pour le numérique (un objectif de 500 jeunes en service civique dédiés à ces thématiques est fixé).

Calendrier

Lancement du réseau national de la médiation numérique, de la plateforme de médiation, du fond de Solidarité Numérique et du dispositif services civiques numériques au second trimestre 2015.

Mesure n°4 : Impliquer les habitants dans la vie de leur quartier grâce aux nouvelles technologies

Enjeux

Le sentiment d'appartenance à la communauté peut être renforcé par une meilleure implication des habitants dans le signalement des problèmes et par un meilleur outillage de la sphère publique (municipalités, bailleurs sociaux, services de l'État).

Mesure

Des initiatives sur certains territoires, en France et à l'étranger, permettent déjà aux habitants de signaler facilement un problème grâce à une application sur téléphone et de suivre son traitement par les services concernés. Dans la même logique, les start-ups peuvent aussi être mises à contribution dans la phase de résolution de certains problèmes (identification et mise en œuvre de solutions innovantes).

Pour répondre à ces objectifs, il est proposé de :

1/ Mettre à disposition des communes une solution numérique simple pour le signalement (web ou smartphone) d'incidents et le suivi de leur résolution (back office). Les communes décidant de mettre en œuvre cette solution seront accompagnées et formées.

2/ Lancer un appel à projets « Fix-it des quartiers ». Financé dans le cadre du programme Investissements d'avenir, il permettra de mettre en place une plateforme de « crowdsourcing » (identification participative) dédiée aux problèmes rencontrés par les habitants et associations locales. Elle ouvrira, en réponse, des défis d'innovation à destination des startups. Le temps de la réponse au défi, la start-up intégrera un jeune dans son équipe. En fonction du sujet traité, le financement participatif pourra compléter le financement public.

Calendrier

L'appel à projets « Fix-it des quartiers » sera lancé dès juin 2015. La première version de la solution numérique de signalement d'incidents sera mise à disposition en septembre 2015 (objectif : 100 communes concernées avant la fin de l'année). Mi-2016, les solutions pouvant être généralisées seront identifiées.

Mesure n°5 : Gagner la bataille des idées sur internet

Enjeux

Le numérique est un formidable outil d'expression et de création. Mais les discours de haine ou les campagnes de désinformation portant atteinte aux valeurs de la République ne doivent pas se propager sans réaction appropriée.

Mesure

La sphère institutionnelle et citoyenne (associations, administrations, médias publics, créateurs) doit s'approprier les outils et les codes du numérique pour parler à tous, recréer un lien fort avec la population jeune, et faire porter, lorsque c'est nécessaire, un contre-discours qui puisse mettre fin à la désinformation.

Pour répondre à ces objectifs, il est proposé :

1/ De créer des incubateurs de nouveaux médias citoyens, notamment de médias gérés par et pour les jeunes, qui pourront bénéficier de soutien financier public et de l'appui de l'audiovisuel public, afin d'encourager l'émergence de nouvelles voix, de nouvelles paroles qui fassent partie de notre société et de notre vivre ensemble, de nouvelles créations qui donneront des clés de compréhension du monde contemporain.

2/ De rassembler l'ensemble des acteurs concernés (associations, grands acteurs du numérique, experts, chercheurs, psychologues, créateurs numériques) afin de prototyper un ensemble d'outils et de techniques que pourraient utiliser les associations pour repérer les conversations publiques les plus dérangeantes, identifier les influenceurs les plus pertinents, et générer facilement des contenus de réponse adoptant les codes du web (infographies, GIF animés, mèmes, etc.), afin qu'elles puissent influer le plus efficacement possible sur la conversation globale.

3/ De mobiliser à cet effet une partie de la communauté de volontaires (créateurs, développeurs, animateurs de communautés en ligne, graphistes…) qui seraient prêts à s'engager bénévolement par la création d'outils numériques au service des valeurs de la République.

Calendrier

Lancement des appels à volontariat pour constituer une première communauté de volontaires en mars 2015 ; premiers hackathons « Tous connectés contre la haine » et prototypage des outils qui pourraient être généralisés pour les associations en avril-mai 2015 ; ouverture des premiers incubateurs de nouveaux médias citoyens en septembre 2015 ; développement d'outils numériques pour les associations, formations et accompagnements à l'usage à l'automne 2015.

LA RÉPUBLIQUE AU QUOTIDIEN

HABITER

Contexte

Pour favoriser la mixité sur les territoires, il convient d'agir sur l'offre de nouveaux logements, en veillant à sa bonne répartition spatiale, sa diversité, et son adaptation aux besoins et aux revenus des ménages ; il convient également d'agir sur le parc social existant, en réformant les attributions des logements sociaux et les politiques de loyers pratiqués, afin qu'elles constituent de véritables leviers de mixité sociale à l'échelle des communes et des quartiers. L'action publique doit être mobilisée pour permettre, à la fois, aux quartiers « politique de la Ville » de gagner en attractivité et aux autres quartiers de s'ouvrir à l'accueil de nouvelles populations.

Mesure n°1 : Mieux répartir le parc social sur les territoires

Enjeux

Votée en 2000, la loi SRU oblige certaines communes à atteindre 25% de logements sociaux avant le 31 décembre 2025. Elle remplit ses objectifs et constitue un moteur de production de logements social efficace. Il faut la conforter et renforcer son application. Les communes déficitaires, au nombre de 1000 environ, rattrapent pour 2/3 d'entre elles le retard enregistré. Cependant, certaines communes continuent à ne pas respecter leur objectif. Face à l'urgence des besoins, il convient d'utiliser plusieurs leviers.

Mesures

1/ Construire des logements sociaux dans les communes défaillantes

Pour les communes qui ne remplissent pas leurs obligations légales, 216 recensées à ce jour, et dont la liste sera publiée chaque année, les préfets devront faire des propositions avant le mois de juin 2015 pour produire des logements sociaux en délivrant au nom de la commune des permis de construire dans certains secteurs identifiés au sein de ces communes et en préemptant du foncier, des logements ou des immeubles existants qui seront transformés en logements sociaux.

Un délégué interministériel, Thierry REPENTIN, sera nommé dans les prochains jours pour venir en appui aux préfets dans la mise en œuvre de ces mesures et la mobilisation des services déconcentrés de l'État en faveur de la construction de logements sociaux.

À l'inverse, des instructions seront données aux préfets pour limiter la construction de logements sociaux dans les 1 500 quartiers prioritaires de la politique de la ville dès lors que le taux de logement social y dépassera 50%.

2/ Reconstruire hors des quartiers

Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain, l'offre de logements sociaux démolis sera reconstituée en priorité en dehors des quartiers prioritaires politique de la ville. Le logement intermédiaire et l'accession à la propriété seront favorisés dans ces quartiers.

Calendrier

2e trimestre 2015.

Mesure n°2 : Revoir la politique des loyers dans le parc social pour diversifier l'occupation des immeubles

Enjeux

Aujourd'hui, les loyers du parc social sont fixés en fonction du financement d'origine du logement. Les populations dans chaque immeuble sont trop homogènes socialement. Il faut désormais donner davantage de souplesse à une politique de loyer aujourd'hui très rigide pour faire primer les objectifs de mixité sociale sur les questions techniques de financement des logements.

Mesure

Permettre de fixer le loyer d'un logement qui se libère à un niveau compatible avec les revenus d'un demandeur plus modeste. Cette possibilité permettra de minorer le loyer d'un logement dans une zone favorisée pour l'attribuer à un ménage à faible ressources. Afin de ne pas fragiliser son équilibre économique, le bailleur social sera autorisé, en compensation, à pratiquer un loyer plus élevé dans un autre secteur.

Calendrier

2015.

Mesure n°3 : Moderniser et piloter à la bonne échelle la politique d'attribution

Enjeux

Aujourd'hui les politiques d'attribution sont trop compartimentées entre les différents financeurs du parc social et elles ne se situent pas à la bonne échelle territoriale pour répondre aux enjeux de mixité. Les règles et le cadre des attributions conduisent de fait à concentrer les ménages les plus en difficulté dans les mêmes quartiers. Par ailleurs, le candidat locataire n'est pas acteur du processus d'attribution et il subit l'application de règles mal connues et complexes. Il convient de refonder en profondeur les pratiques en matière d'attribution.

Mesures

1/ Réorganiser le pilotage des attributions

Définir les politiques d'attribution, voire dans certains cas attribuer les logements sociaux, au niveau intercommunal, pour bénéficier d'une offre disponible plus importante et combattre la ghettoïsation (en particulier pour les ménages concernés par un relogement ANRU).

Mutualiser au niveau intercommunal l'offre disponible de logements entre les différents financeurs publics qui disposent de droits d'attribution sur les logements vacants (État, communes, intercommunalités et bailleurs sociaux).

Classer les immeubles au niveau intercommunal en fonction de leur occupation sociale sur la base de critères économiques objectifs.

2/ Améliorer la transparence des attributions

Généraliser les systèmes de classement des demandeurs de logement selon des critères de priorité transparents définis à l'échelle intercommunale (cotation de la demande).

Développer la mise en ligne sur internet des logements sociaux disponibles afin que le candidat locataire devienne acteur de sa demande et se porte candidat sur des logements identifiés.

3/ Mettre les attributions au service de la mixité

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville qui concentrent les difficultés économiques et sociales, ont été définis par rapport aux bas revenus de leurs habitants. Pour casser les phénomènes de relégation, il faut mobiliser les attributions au service de la mixité. Ainsi les personnes dont les ressources se situent au-dessous du seuil de bas revenus, notamment celles dont le logement relève des préfectures au titre du DALO (droit au logement opposable), ne devront plus être logées dans les 1 500 quartiers prioritaires de la politique de la Ville. Des solutions alternatives de logement devront être prioritairement trouvées hors de ces quartiers. Ces nouvelles pratiques d'attribution commenceront à se mettre en œuvre dès 2015.

Calendrier

Il sera précisé lors d'une prochaine communication des ministères du Logement et de la Ville.

Mesure n°4 : Accélérer la mise en œuvre du nouveau plan de renouvellement urbain

Enjeux

Le renouvellement urbain est un outil majeur de la transformation du cadre de vie des quartiers défavorisés. Le PNRU2, qui prévoit 5 milliards d'euros de subventions, permettra la réalisation de 80 milliards d'euros de travaux entre 2015 et 2025.

Mesure

Afin d'avancer de deux ans (dès 2015 et 2016) des démolitions-reconstructions prévues dans le cadre du programme de renouvellement urbain NPNRU, un préfinancement, de l'ordre de 1 milliard d'euros, aux opérations soutenues par l'ANRU sera mis en place avec l'appui de la Caisse des Dépôts.

Calendrier

Mise en œuvre immédiate.

Mesure n°5 : Accélérer le remembrement du patrimoine des organismes HLM trop nombreux sur certains territoires

Enjeux

On dénombre aujourd'hui environ 800 organismes HLM pour un parc de logements sociaux de 4,7 millions en 2012. Dans certaines communes plus de 20 organismes gèrent des immeubles. Cette multiplicité des acteurs constitue un obstacle à la conduite de politiques publiques sur le logement et à la bonne gestion locative des immeubles.

Mesure

Dans les cas extrêmes de dispersion, un remembrement des patrimoines est nécessaire. Il sera organisé en 2015, prioritairement sur trois sites : Évry-Courcouronnes, Noisy-le-Grand et Plaine Commune.

Calendrier

Il est demandé à l'Union sociale de l'habitat, en lien avec les organismes concernés, de faire des

propositions pour juin 2015.

Mesure n°6 : Mieux articuler renouvellement urbain et développement économique

Enjeux

La réhabilitation des immeubles ne suffit pas à créer des villes, équilibrées et revalorisées. Le développement économique, l'emploi, la participation des habitants, l'excellence environnementale etc…sont également indispensables.

Mesures

1/ Conditionner et moduler les aides de l'ANRU en fonction de la qualité et de l'ambition des projets. Seuls les projets qui visent une transformation du quartier grâce à un impact global, urbain économique, social et environnemental seront financés par l'ANRU et parmi ceux-ci, ceux qui s'inscriront dans une logique d'excellence sur le maximum de thématiques bénéficieront de financements plus importants.

2/ Renforcer le lien entre emploi et logement. Les clauses d'insertion dans les marchés publics passées par les collectivités locales qui conventionnent avec l'ANRU seront généralisées.

Calendrier

Dès l'adoption du nouveau règlement général des aides de l'ANRU en 2015.

VIVRE EN SÉCURITÉ DANS L'ESPACE PUBLIC

Contexte

Les phénomènes d'insécurité, de violence et de délinquance dans l'espace public sont des facteurs puissants de ségrégation spatiale et sociale. Ils peuvent également devenir des marqueurs d'inégalités. Le fait de pouvoir aller et venir en toute sécurité conditionne l'exercice au quotidien par les citoyens de beaucoup de leurs libertés. La sécurité est par ailleurs nécessaire au développement des transports collectifs et, plus largement, au développement des usages sociaux de la ville durable. La dégradation de l'espace public entraîne des phénomènes de regroupement et de migrations spatiales vers des quartiers ou zones résidentielles mieux sécurisés. La mixité sociale se réduit faute d'opportunités de rencontre. L'espace public disparaît.

Mesure n°1 : Prolonger le dispositif des ZSP

Enjeux

Afin d'améliorer la sécurité des Français, 80 zones de sécurité prioritaires ont été créées depuis 2012 dans des quartiers populaires, des centres-villes ou des zones péri-urbaines en situation de sécurité dégradée.

La méthode des ZSP est de concentrer les efforts sur un nombre réduit d'objectifs, ciblés et évolutifs, adaptés aux particularités des territoires concernés, afin d'obtenir des résultats concrets au bénéfice des conditions de vie de la population. Elle repose sur une action coordonnée des différents types d'unités de police mobilisables (des unités d'ilotage aux services d'investigation judiciaire ou de renseignement). Leur bilan est positif. En 2014, les vols à main armée y ont reculé de 26%, les incendies de véhicules de 11% et les cambriolages de 3,8%.

Mesure

Prolonger pour trois ans supplémentaires le déploiement des 80 zones de sécurité prioritaires avec le cas échéant des redéploiements territoriaux ou la désignation de nouvelles ZSP.

Calendrier

Année 2015.

Mesure n°2 : Poursuivre le recrutement de nouveaux policiers et gendarmes

Enjeux

La sécurité dans l'espace public suppose la présence des forces de sécurité sur la voie publique, donc un renforcement en effectif de la police et de la gendarmerie nationales.

Mesure

Poursuivre le recrutement de 500 policiers et gendarmes supplémentaires en 2015, 2016 et 2017. Ces effectifs permettront de renforcer la présence policière dans les quartiers où la délinquance et le sentiment d'insécurité sont les plus élevés.

Calendrier

Mesure étalée sur les trois prochaines années.

Mesure n°3 : Généraliser les caméras-piétons sur les équipes de patrouille

Enjeux

Afin de renforcer les liens entre les services de sécurité et l'ensemble de la population, il convient d'entretenir en permanence des dispositifs de proximité fondés sur le professionnalisme, la pédagogie et la communication. Plus particulièrement, il est important de prévenir les malentendus et tensions pouvant naître ou prospérer sur la base d'une perception d'action discriminatoire ou d'un manquement déontologique avéré à caractère discriminatoire.

D'importantes mesures ont été prises depuis 2012 : nouveau code de déontologie commun à la police et à la gendarmerie, identification individuelle de chaque policier et gendarme, saisine en ligne des inspections générales professionnelles de la police et de la gendarmerie… Parmi ces mesures, le port de «caméras piétons» sur les équipes de patrouille est de l'avis général un succès car, en raison de l'objectivation des situations et des responsabilités, l'enregistrement des interventions est un facteur d'apaisement des tensions.

Mesure

Généraliser en cinq ans le déploiement des caméras-piétons sur les équipes de patrouilles et d'intervention de la police et de la gendarmerie, sur la base du succès de l'expérimentation lancée en 2013. Parallèlement à l'extension de cet outil, il conviendra de lui donner un cadre légal et réglementaire définitif en 2015.

Calendrier

Courant 2015.

Mesure n°4 : Développer la mise en œuvre des mesures de travaux d'intérêt général et de réparation pénale

Enjeux

La prévention de la récidive des adolescents et jeunes adultes inscrits dans une trajectoire délinquante est une des priorités de la stratégie nationale de prévention de la délinquance (2013-2017), qui préconise notamment le recours plus important aux travaux d'intérêt général (TIG).

La loi du 15 août 2014 prévoit le recours aux TIG et actions d'insertion ou de réinsertion ou de prévention de la récidive pour individualiser davantage les peines, renforcer l'efficacité des sanctions pénales et faciliter la réinsertion.

Par ailleurs, pour que la réponse à des dégradations de biens (patrimoine des bailleurs, mobilier urbain…) soit responsabilisante, il convient de développer la mise en œuvre rapide de mesures de réparation pénale, notamment pour les mineurs primo-délinquants, avec le dispositif «Tu casses, Tu répares».

Mesure

Développer les partenariats avec les associations, les entreprises privées et publiques pour faciliter la mise en œuvre de mesures de TIG et de réparation pénale en concluant des accords nationaux avec des entreprises nationales publiques ou privées, en déclinant ces accords au niveau local. Seront prioritairement ciblées les personnes mineures condamnées à une peine de TIG ou devant exécuter une mesure de réparation pénale ordonnée par le procureur de la République ou par le juge des enfants, les personnes majeures condamnées à une peine de TIG ou devant exécuter une mesure de travail non rémunéré (TNR), et les personnes majeures détenues, dans le cadre d'un aménagement de peine.

Une attention particulière sera portée aux tribunaux de grande instance dont les ressorts comprennent une zone de sécurité prioritaire et plus généralement ceux qui concentrent des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Calendrier

Dès 2015, les contrats de ville déclineront ces objectifs : les plans annuels ajusteront les actions à développer pour les atteindre. Une instruction conjointe des ministres de la Justice, de l'Intérieur et de la Ville, de la Jeunesse et des Sports sera adressée sur ce sujet aux procureurs de la République et aux préfets.

Mesure n°5 : Généraliser dans les zones de sécurité prioritaire un dispositif de suivi renforcé de jeunes en voie d'exclusion, appelé « Pack 2e chance »

Contexte

Une fraction significative des publics éligibles aux dispositifs que les pouvoirs publics mettent en œuvre pour apporter des réponses aux difficultés qu'ils rencontrent en matière d'emploi, de formation, de logement, de transport leur échappe. Les causes sont multiples : effets de seuil, engorgement de certains services administratifs ou associatifs, défiance envers les institutions. Elles empêchent de développer sereinement une approche globale des problèmes à régler et aboutissent à élargir le fossé qui sépare ces populations des institutions, des services publics. Il en résulte en définitive une perte de confiance totale en son propre avenir ou, dans le pire des cas, l'engagement d'une trajectoire de violence ou de radicalisation. Ce phénomène est particulièrement sensible dans les zones de sécurité prioritaire, c'est-à-dire les quartiers populaires, les centres-villes ou les zones péri-urbaines en situation de sécurité dégradée.

Enjeux

Il s'agit, à commencer par les ZSP, de déployer de nouvelles actions volontaristes visant à renouer le contact avec les jeunes de 18 à 25 ans, sans emploi, diplôme ou formation, se trouvant en risque de basculement dans la délinquance. L'objectif est de remettre du cadre dans les parcours et d'apporter des solutions globales et adaptées à la situation de chacun.

Mesure

Création dans les ZSP de cellules restreintes chargées du suivi actif de jeunes (12 au maximum) et assurant pour chacun d'entre eux une fonction de « coaching ». Ces cellules, composées d'agents des administrations de l'État ou des collectivités territoriales dans un format qui devra s'adapter à chaque territoire (par exemple DIRECCTE, Pôle emploi, Mission locale, PJJ, délégué du préfet, conseil régional ou départemental), coordonnées par le préfet, seront chargées de proposer au jeune un parcours d'insertion vers l'emploi tout en accélérant l'entrée dans les autres dispositifs d'aide.

La cellule sollicite tous les dispositifs existants de repérage et de suivi des jeunes (plateformes de lutte contre le décrochage, réseaux FOQUALE, PLIE, chantiers d'insertion, SPIP, PJJ, etc.) et mobilisera également un réseau d'entreprises partenaires afin d'identifier les emplois susceptibles d'être occupés par ces jeunes.

Ce dispositif, expérimenté depuis 1 an dans les cinq ZSP de la métropole lyonnaise, s'appuie sur un principe d'engagement réciproque : la cellule se mobilise pleinement pour amener le jeune à l'emploi tandis que le jeune met tout en œuvre pour favoriser son insertion (ponctualité, se rendre aux entretiens avec son référent, etc.).

Calendrier

Dès 2015.

ÉTUDIER

I. Renforcer la mixité sociale

Contexte

Les fortes disparités sociales entre collèges sont dues, en premier lieu, à la ségrégation résidentielle. Si en 2007, une réforme et même la « disparition de la carte scolaire » ont été annoncées, en réalité, aucune disparition n'a eu lieu. C'est l'organisation des dérogations qui a été modifiée. À l'échelle de l'Europe, tous les pays cherchent un point d'équilibre entre l'exercice d'une préférence parentale et celle d'une régulation de cette préférence par les autorités scolaires afin d'éviter les déséquilibres sociaux ou scolaires des établissements.

Mesure n°1 : Créer des secteurs communs à plusieurs collèges pour favoriser la mixité sociale

Mesure

Pour veiller à la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements, le code de l'éducation prévoit dorénavant que «lorsque cela favorise la mixité sociale, un même secteur de recrutement peut être partagé par plusieurs collèges publics situés à l'intérieur d'un même périmètre de transports urbains». La définition de secteurs communs à plusieurs collèges, avec les collectivités territoriales volontaires, permettra une véritable avancée en globalisant la répartition d'un ensemble d'élèves entre plusieurs collèges.

Sur la base d'un diagnostic partagé, de nouveaux secteurs de recrutement des collèges seront définis, avec les conseils départementaux, pour regrouper plusieurs établissements et favoriser ainsi une meilleure mixité sociale. Une procédure d'affectation des élèves sera également mise en place pour renforcer la mixité sociale des établissements de ces nouveaux secteurs.

Calendrier

Un état des lieux en matière de mixité sociale au sein des collèges publics et privés sous contrat sera réalisé sur l'année 2015-2016 avec les départements. Le ministère de l'Éducation nationale livrera en 2015 un outil de mesure permettant aux acteurs de terrain de définir un « micro territoire » et de mesurer la ségrégation entre les collèges, tout en permettant d'effectuer des simulations.

Mesure n°2 : Introduire l'objectif de mixité sociale dans la définition des districts de recrutement des élèves pour les lycées

Mesure

Les différences de composition sociale des lycées sont très fortes mais elles dépendent avant tout de l'offre du lycée (professionnel ou général et technologique, séries offertes, enseignements d'exploration, options) et de la composition des districts. Pour autant, la mixité sociale doit également être un objectif. Dans le cadre de l'examen du projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République, un article adopté

précise dorénavant que les districts de recrutement des élèves pour les lycées de l'académie sont définis conjointement par l'éducation nationale et la région en tenant compte des critères d'équilibre démographique, économique et social et en veillant à la mixité sociale.

Calendrier

Pendant l'année scolaire 2015-2016.

Mesure n°3 : Prévenir le contournement de la carte scolaire en déployant une offre éducative accessible à tous

Mesure

Les enseignements ne constituant pas une continuité de scolarité entre le collège et le lycée ne doivent plus constituer un motif de dérogation pour l'affectation. Sur l'ensemble du territoire, tous les élèves auront accès aux ressources pédagogiques mises en place, depuis la rentrée 2014, par le Centre national d'enseignement à distance, grâce à une plate-forme en ligne et une application mobile sous la forme de contenus scolaires numérisés. Cette offre pourra être couplée à des activités en présentiel dans les établissements scolaires.

Calendrier

Une phase pilote sur quelques académies sera lancée en 2015.

Mesure n°4 : Conditionner l'accès des enseignants à un grade plus élevé à l'exercice en éducation prioritaire

Mesure

Dans le cadre des travaux conduits en 2014 sur les missions des personnels enseignants des premier et second degrés, un grade à accès fonctionnel pour les enseignants a été créé. Ce grade sera ouvert principalement aux enseignants ayant exercé au sein des établissements les plus difficiles de l'éducation prioritaire.

Calendrier

Rentrée 2016.

II. Lutter contre les inégalités

Contexte

Les élèves résidant dans les territoires défavorisés se trouvent dans une situation d'inégalité forte. Deux données illustrent ce constat : les élèves issus des milieux défavorisés ont une probabilité 1,5 fois plus forte de redoubler que ceux issus de milieux favorisés. La mise en œuvre de la refondation de l'éducation prioritaire et celle de la réforme de la politique de la ville répondent à la même volonté de lutter contre ces inégalités territoriales et sociales et s'inscrivent dans le même calendrier : c'est une chance et une occasion qu'il faut saisir pour faire mieux. La réforme du collège, annoncée dans les prochaines semaines, luttera aussi contre les inégalités en permettant enfin à tous les élèves d'acquérir les fondamentaux dans toutes les disciplines.

Mesure n°1 : Scolariser 50% des enfants de moins de 3 ans dans les réseaux d'éducation renforcé (REP+)

Enjeux

Le ministère de l'Éducation nationale déploie depuis 2013 des moyens supplémentaires pour permettre la pré-scolarisation des enfants de moins de 3 ans dans les territoires les plus défavorisés : c'est un moyen efficace et reconnu pour favoriser la réussite scolaire de tous et en particulier lorsque, pour des raisons sociales, culturelles et/ou linguistiques, les familles sont éloignées de la culture scolaire.

Mesure

Mobiliser des nouveaux emplois pour scolariser 50% des enfants de moins de 3 ans dans l'éducation prioritaire la plus difficile (REP+). Pour éviter que cet effort ne se heurte à des impossibilités pratiques tenant au défaut de locaux, dans les 400 quartiers qui vont bénéficier d'opérations de renouvellement urbain, la dotation politique de la ville, pourra être prioritairement orientée, en complément de la mobilisation du droit commun par les communes, vers le financement de travaux ou d'acquisitions permettant d'accueillir ces enfants. L'information et la sensibilisation des familles pour susciter une demande de scolarisation à partir de 2 ans seront renforcées et les familles seront orientées vers une inscription de leurs enfants dans les toutes petites sections de maternelle, associant les partenaires de l'éducation nationale (communes, PMI, autres ministères, CAF…).

Calendrier

Objectif de 50% des enfants de moins de 3 ans en REP + en 2017.

Mesure n°2 : Lutter contre le décrochage

Enjeux

Les jeunes en situation de décrochage sont dans une situation de souffrance et sont davantage confrontés au chômage, notamment de longue durée, ou occupent plus souvent des emplois précaires et peu qualifiés. L'école, qui ne parvient pas aujourd'hui à valoriser et motiver tous les élèves, est alors rejetée en tant qu'institution par ces jeunes qu'il est ensuite très difficile de faire revenir en formation. La lutte contre le décrochage contribue donc à la prévention de la pauvreté mais aussi à notre redressement économique, compte tenu des coûts sociaux associés au décrochage. Dans ce contexte, le Président de la République a fixé pour objectif de diviser par deux d'ici 2017 le nombre de jeunes sortant sans qualification du système éducatif.

Mesure

Les académies sont mobilisées pour décliner opérationnellement la «stratégie de lutte contre le décrochage» et pour être en première ligne avec les autres services de l'État et ceux de la région, pour mettre en œuvre le «droit au retour en formation». Il s'agit de faire accéder à la qualification – et donc à l'insertion professionnelle – les 620 000 jeunes sortis du système scolaire, aujourd'hui ni en emploi ni en formation, et les 140 000 jeunes qui chaque année quittent l'école sans qualification. Des moyens en crédits budgétaires et en ressources humaines seront déployés à cette fin. Une campagne de communication sera mise en place en direction des jeunes bénéficiaires des nouvelles dispositions du droit au retour en formation.

Calendrier

De 2015 à 2017.

Mesure n°3 : Étendre le programme de réussite éducative (PRE)

Enjeux

Le programme de réussite éducative (PRE) a pour but la prise en charge individualisée à partir de 2 ans d'enfants en «fragilité» repérés sur la base de critères multiples. Il s'étend de l'école maternelle au collège, voire au-delà dans certains cas. Le dispositif repose sur l'approche globale des difficultés rencontrées par les enfants ainsi que sur une double volonté de placer la famille au centre de l'action et d'amener les différents acteurs du champ éducatif à coopérer. Le développement des PRE dans les Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville qui n'en disposent pas est un autre enjeu important pour la prise en compte des enfants en fragilité et donc pour la prévention du décrochage scolaire.

Mesure

Dans chaque collège REP+ et dans les écoles associées, les PRE seront progressivement déployés là où ils sont absents et davantage mobilisés là où ils existent.

Calendrier

Dès la rentrée 2015.

Mesure n°4 : Mieux accompagner l'accès vers l'enseignement supérieur

Enjeux

La transition entre l'enseignement scolaire et l'enseignement supérieur se traduit actuellement par un accroissement des inégalités sociales d'accès au sein de l'ensemble des formations. Cet effet est amplifié en partie par la massification de la réussite au baccalauréat.

Mesure

Les établissements d'enseignement supérieur sont invités à proposer des dispositifs à destination des jeunes des établissements de l'enseignement scolaire pour mieux préparer leur insertion dans l'enseignement supérieur. Notamment ces dispositifs devront viser la réduction des inégalités sociales d'accès à l'enseignement supérieur, la lutte contre l'autocensure et les discriminations sociales ou sexuées.

Ces interventions privilégieront l'accompagnement individuel, par des enseignants et des étudiants, la mise à disposition de ressources accessibles à distance, les travaux en petits groupes, etc. Elles pourront s'inspirer des dispositifs existants tels que les cordées de la réussite, les séjours d'immersion dans l'enseignement supérieur, et le dispositif de programme d'études intégrées proposé par sept Instituts d'Études Politiques à l'initiative de l'IEP de Lille.

Ces dispositifs devront inclure un suivi post insertion dans l'enseignement supérieur. Ils cibleront particulièrement les lycées inscrits en politique de la ville, et seront portés soit par des réseaux nationaux d'établissements, soit dans le cadre des regroupements territoriaux d'établissements d'enseignement supérieur. La collaboration avec les associations œuvrant dans ces domaines sera encouragée.

Calendrier

Montée en puissance dès la rentrée 2015.

TRAVAILLER

Contexte

Les difficultés d'insertion sur le marché du travail sont particulièrement fortes pour les jeunes, dont le taux de chômage dépasse 20%, et atteint même 40% dans les territoires les plus fragiles. Là où le taux de chômage atteint des niveaux aussi extrêmes, plusieurs facteurs se cumulent, dont les principaux appellent des réponses qui relèvent de politiques spécifiques (éducation, logement, lutte contre les discriminations, etc…). Toutefois, la politique de l'emploi est évidemment essentielle, et un très grand nombre de mesures ont été successivement prises depuis des années, pour soutenir l'emploi des habitants des territoires les plus fragiles. Il s'agit donc d'accroître la lisibilité et la rationalité des dispositifs existants, d'imaginer des dispositifs innovants, qui s'appuient sur les initiatives locales, mais aussi de veiller à ce que les dispositifs de droit commun bénéficient suffisamment aux habitants de ces territoires.

Mesure n°1 : Créer une agence de développement économique des territoires

Enjeux

La France est un pays d'entrepreneurs. Le désir d'entreprendre est particulièrement fort dans les territoires populaires où le taux de création d'entreprise est deux fois supérieur à la moyenne nationale. Malgré, entre autres, le soutien de l'État, de ses opérateurs, des collectivités locales, et notamment des régions et des agglomérations, des associations ou des chambres consulaires, ces créateurs d'entreprise peinent à transformer leurs projets en succès économiques durables. Les défaillances y sont ainsi deux fois supérieures à la moyenne nationale.

Mesure

La création d'une agence, en s'appuyant sur les réseaux existant, permettra de soutenir l'initiative et le développement économique des territoires. Elle permettra d'évaluer les dispositifs existants, et proposera à tous les acteurs une approche nouvelle et partenariale. Elle garantira le repérage des projets de création d'entreprises, leur amorçage et leur développement afin de les solidifier dans la durée.

En partant d'une évaluation des besoins et en lien avec les acteurs locaux, la création de cette agence devra répondre à cinq objectifs principaux :

1/ lisibilité : l'agence devra notamment mettre en réseau et articuler l'action des différents acteurs.

2/ visibilité : l'agence devra se matérialiser sous une bannière unique dans les territoires.

3/ incarnation : l'initiative devra être portée par un responsable identifié et comptable des résultats économiques dans les territoires.

4/ simplicité : l'agence permettra aux porteurs de projets d'avoir un point d'entrée unique, en lien avec tous les acteurs locaux, pour tous les aspects de la vie de l'entreprise.

5/ proximité : l'agence devra favoriser la mise en place de réseaux de proximité en phase avec la réalité des territoires.

Les collectivités territoriales, en particulier les Régions et les agglomérations, ainsi que la Caisse des dépôts et l'ensemble du tissu associatif, seront étroitement associés à la création et aux missions de l'agence.

Calendrier

D'ici la mi-mars, une lettre de mission sera adressée par le Premier ministre à un/des préfigurateur(s). D'ici fin juin, le/les préfigurateur(s) remettront leur rapport. L'installation de l'agence est prévue pour janvier 2016.

Mesure n°2 : S'assurer de l'accès effectif des résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville aux principaux dispositifs de la politique de l'emploi

Enjeux

L'exclusion économique qui frappe les habitants des quartiers populaires s'est aggravée depuis la crise financière. Le taux de chômage dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) est près de deux fois et demie plus élevé que celui des agglomérations auxquelles elles appartiennent : 24% contre 10% en 2012. Cet écart s'est creusé d'environ 5 points depuis la crise. Le taux de chômage des jeunes y atteint 45%, et le taux de pauvreté y est trois fois supérieur à celui des unités urbaines dont elles relèvent. Or les habitants des quartiers prioritaires bénéficient moins que les autres de certains dispositifs de la politique de l'emploi.

Mesure

Compte tenu de ce diagnostic, le gouvernement s'engage à s'assurer de l'accès effectif des résidents des QPV aux mesures de la politique de l'emploi en se fixant, dispositif par dispositif, des objectifs chiffrés, en termes de ratio entre le nombre de bénéficiaires habitants dans les territoires populaires et le nombre total de bénéficiaires :

1/ Contrat initiative emploi : 13%.

2/ Contrat accompagnement dans l'emploi : 13%.

3/ Emplois d'avenir : 30%.

4/ Garantie jeunes : 21%.

5/ Autres dispositifs 2e chance : École de la 2e chance : 40% ; EPIDE : 50% ; Dispositif « réussite apprentissage » : 40% ; Formation 2e chance : 40%.

Compte tenu de l'importance des besoins d'accompagnement, Pôle emploi mobilisera 230 conseillers sur l'accompagnement intensif des jeunes de ces quartiers et mettra en place un pilotage de la performance comparée des agences actives sur ces territoires pour valoriser les démarches d'accompagnement innovantes. Par ailleurs, comme prévu par le plan de lutte contre le chômage de longue durée présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation et du Dialogue social le 9 février dernier, Pôle emploi accompagnera, en 2015, 8 000 demandeurs d'emploi dans le cadre d'une nouvelle prestation de suivi dans l'emploi. Une part importante de cette nouvelle prestation bénéficiera aux résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville. L'APEC développera également une offre de service d'accompagnement pour les jeunes diplômés issus des QPV.

Calendrier

Une circulaire sera adressée aux préfets de région en mars pour fixer des objectifs pour 2015. Le déploiement de l'offre Pôle emploi est d'ores et déjà en cours et celle de l'APEC est prévue à l'été 2015.

Mesure n°3 : Créer un contrat « starter » dans le secteur marchand à destination des jeunes décrocheurs

Enjeux

Les jeunes décrocheurs accèdent peu aux contrats aidés du secteur marchand, alors qu'il s'agit de dispositifs efficaces pour leur permettre d'occuper un premier emploi. Le taux d'aide auxquels le recrutement des jeunes donne droit n'est pas suffisamment incitatif par rapport au recrutement de publics ayant déjà une première expérience professionnelle. La convention signée entre le ministère de l'Emploi et le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports prévoit des objectifs sur la part des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) accédant aux dispositifs et mesures de droit commun de la politique de l'emploi. Or, ces objectifs peinent à être atteints, particulièrement en ce qui concerne les emplois aidés marchands.

Mesure

Créer un contrat aidé « starter » dans le secteur marchand ciblé sur les jeunes décrocheurs dont le taux de l'aide versée à l'employeur sera porté à 45%. L'objectif est de prescrire, dès 2015, 13 000 contrats «starter».

Calendrier

Ce nouveau contrat sera mis en œuvre dès le 2e trimestre 2015.

Mesure n°4 : Développer le recours au parrainage pour les jeunes en créant notamment une plateforme nationale du parrainage

Enjeux

Majoritairement prescrit par les missions locales, le parrainage s'avère efficace comme le démontre le taux de sorties positives de près de 65% des personnes parrainés (CDI, CDD de 6 mois et plus, alternance et formation de plus de 6 mois) alors que la moitié d'entre elles ont un faible niveau de formation (niveaux V à VI). Pour les jeunes diplômés Bac+3 suivis par « Nos Quartiers ont du Talent », ce taux s'élève à 72%. Il est particulièrement pertinent pour les jeunes des quartiers de la politique de la ville, mais il concerne un nombre encore limité de jeunes.

Mesures

1/ Développer le recours au parrainage : doubler le nombre de jeunes accompagnés dans le cadre du parrainage : passer ainsi de 30 000 à 60 000 jeunes accompagnés par an d'ici 2017.

2/ Créer une plateforme dématérialisée pour recenser tous les jeunes qui souhaitent avoir un référent au sein du monde du travail et tous les Français qui souhaitent devenir parrains. Cette plateforme sera également le lieu où seront tracées et animées les relations parrain/parrainé, et les échanges de pratiques et d'informations entre parrains ou entre parrainés. Les réseaux qui interviennent déjà sur le parrainage pourront se rattacher à la plateforme pour valider, former et appuyer les parrains.

Calendrier

L'installation de la plateforme est prévue d'ici fin juin 2015. Sa montée en puissance permettra d'accompagner 40 000 jeunes en 2015, 50 000 en 2016 et 60 000 en 2017.

Mesure n°5 : Développer les dispositifs de 2e chance pour accompagner les jeunes décrocheurs

Enjeux

Les difficultés d'insertion professionnelle des jeunes sortis du système scolaire sans qualification nécessitent qu'une réponse appropriée puisse leur être apportée. Cette réponse suppose de s'attaquer à l'ensemble des difficultés que rencontrent ces jeunes : difficultés sociales, difficultés d'insertion, absence de qualification…

Mesure

Orienter chaque année 132 000 jeunes vers des dispositifs de 2e chance (Garantie jeunes, école de la 2e chance, EPIDE, service militaire adapté, formation 2e chance et dispositif réussite apprentissage) dont 7 000 dans le cadre de dispositif comportant une offre d'hébergement.

L'ensemble des dispositifs contribuant à l'insertion et à la qualification des jeunes seront renforcés :

1/ Faire monter en puissance la Garantie jeunes : passer de 10 000 jeunes en 2014 à 50 000 en 2015 puis 100 000 en 2017.

2/ Accompagner 15 000 jeunes dans les écoles de la 2e chance dès 2015.

3/ Mettre en place, dès 2015, un dispositif « réussite apprentissage » au profit de 10 000 jeunes décrocheurs en difficultés d'insertion. Les bénéficiaires du dispositif seront accompagnés avant l'entrée en apprentissage et lors des premières semaines du contrat pour prévenir la rupture de leur contrat. La mise en œuvre de ce dispositif impliquera les CFA et sera réalisée sur prescription de Pôle emploi et des missions locales.

4/ Expérimenter sur certains territoires un dispositif d'apprentissage « zéro coût » pour l'employeur en faveur de jeunes décrocheurs âgés de moins de 18 ans pendant la 1ere année de leur contrat d'apprentissage.

5/ Créer un dispositif Formation 2e chance confié à l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) : il s'agit d'une nouvelle prestation d'accompagnement global à l'AFPA pour les jeunes en grande difficulté (hébergement, formation, appui social) au profit de 2 000 jeunes dès 2015.

6/ Augmenter de 1 000 chaque année le nombre de jeunes accueillis au sein d'EPIDE pour passer à 4000 jeunes.

7/ Expérimenter le service militaire adapté en métropole dans trois sites : au-delà des 6000 jeunes accompagnés outre-mer, 500 jeunes seront accompagnés dans ce cadre en métropole en 2015, puis 1 000 en 2016.

Calendrier

Ces mesures entreront progressivement en vigueur entre le printemps 2015 et le début 2016.

Mesure n°6 : Favoriser une première expérience à l'international pour les jeunes des quartiers populaires

Enjeux

Les négociations sur le cadre financier de l'Union européenne pour la période 2014-2020 ont permis une augmentation de 40% des moyens disponibles au titre du nouveau programme Erasmus+. Une part de cette enveloppe (17%) est spécifiquement dédiée aux jeunes en formation professionnelle. Pour que cette ouverture soit pleinement mise en œuvre, des actions de sensibilisation sont nécessaires.

Mesures

1/ Favoriser l'accès des jeunes des quartiers populaires à Erasmus+ et aux VIE, en faisant mieux connaître ces dispositifs, *via* les missions locales dans les QPV et les actions de parrainage.

2/ Inciter les Centres de formation d'apprentis (CFA) à promouvoir le programme Erasmus+.

Calendrier

Rentrée scolaire 2015.

SE SOIGNER

Contexte

Comparativement aux pays de même niveau de vie, l'état de santé en France apparaît globalement bon au regard de grands indicateurs comme la mortalité ou l'espérance de vie. Néanmoins, des disparités notables perdurent tant entre hommes et femmes qu'entre territoires ou catégories sociales. La stratégie nationale de santé fait de la lutte contre les inégalités sociales et territoriales une priorité qui trouve sa traduction dans le projet de loi relatif à la santé
Ainsi, dans les quartiers prioritaires, 1/3 des habitants se considèrent en mauvaise santé contre 27% dans les agglomérations environnantes. Les phénomènes d'obésité y sont plus fréquents et 1/3 des femmes déclarent souffrir de maladies chroniques.
Alors même que des conditions de vie plus difficiles génèrent des problèmes de santé plus nombreux, les habitants des quartiers de la politique de la ville souffrent également d'un déficit en matière d'équipements de santé en comparaison de ce qui est proposé dans leurs agglomérations. La densité des professionnels de santé par habitant y est également deux fois moins importante qu'ailleurs, en particulier pour les médecins spécialistes et les infirmiers.

Mesure n°1 : Assurer un suivi social et de santé renforcé dans les quartiers prioritaires

Enjeux

Il convient de réponde aux besoins d'accès aux services de santé de premier recours dans chaque quartier prioritaire et de développer une politique de prévention plus ambitieuse, notamment à destination des jeunes et des publics en fragilité psychologique.

Mesures

1/ Réaliser, dans chaque quartier prioritaire, un diagnostic précis des besoins de la population en matière de santé et de l'offre de soins de premier recours en tenant compte notamment de l'évolution de la démographie médicale à 5 ans.

2/ Soutenir les créations et le développement des structures de soins de premier recours (centre de santé, maisons pluridisciplinaires de santé). La Caisse des dépôts et consignations sera mobilisée, dans le cadre de la convention 2014-2020 signée avec le ministère de la Ville pour faciliter le financement des investissements immobiliers.

3/ Consolider les conseils locaux de santé mentale (CLSM) et les généraliser au titre du contrat de ville. Fin 2014, 110 CLSM étaient opérationnels et 80 sont prévus en 2015.

Calendrier

Engager le diagnostic des besoins de la population en matière de santé dès 2015.

Mesure n°2 : Assurer un suivi social et de santé renforcé pour les élèves scolarisés en REP + au cours de la scolarité obligatoire

Enjeux

Les différents rapports de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles soulignent les écarts importants dont souffrent les habitants des quartiers en matière d'état de santé. Notamment, les phénomènes de surpoids et d'obésité, de mauvaise santé bucco-dentaire y sont plus fréquents. Dans ce contexte, le suivi social et de santé des élèves constitue un enjeu majeur

Mesure

Dans chaque collège REP +, un poste d'infirmier/infirmière et un poste d'assistant social seront prévus. Ils permettront d'assurer un suivi des élèves du collège et des écoles rattachées de manière à garantir pour tous les élèves un suivi de santé et un suivi social pendant toute l'école obligatoire, répondant notamment aux signalements des enseignants, personnels d'encadrement et de vie scolaire et aux prescriptions des médecins. Le suivi social sera assuré en cohérence avec les services des collectivités compétentes (PMI, ASE, services communaux, etc..) dispositifs prévus au contrat de ville.

Calendrier

Montée en charge progressive entre les rentrées 2015 et 2017.

ANNEXE

SYNTHÈSE DES MESURES

VIVRE DANS LA RÉPUBLIQUE

Lieux et symboles de la République

1. L'école

Mesure : Le parcours citoyen de l'école élémentaire à la terminale

2. L'engagement citoyen

Mesure n°1 : Un droit universel au service civique

Mesure n°2 : La réserve citoyenne

3. Les rites républicains

Mesure : Soutenir et encourager l'organisation de cérémonies d'accueil dans la nationalité et la citoyenneté

La laïcité, cœur battant de la République

Mesure n°1 : Mettre la laïcité et la transmission des valeurs républicaines au cœur de la mobilisation de l'école

Mesure n°2 : Réaffirmer la laïcité comme une valeur fondamentale de la fonction publique

Mesure n°3 : Créer un réseau régional de référents de la laïcité

Mesure n°4 : Faire connaître la laïcité dans le monde de l'entreprise

La langue de la République est le français

1. À l'école d'abord

Mesure n°1 : Renforcer l'apprentissage en maternelle et à l'école primaire

Mesure n°2 : Mieux accompagner la scolarité des enfants nouvellement arrivés en France

Mesure n°3 : Valoriser la langue française comme composante de notre culture commune

Mesure n°4 : Renégocier les accords portants sur les enseignements de langue et culture d'origine ELCO

2. À destination des immigrés primo-arrivants et des candidats à la naturalisation

Mesure n°1 : Renforcer les dispositifs de maîtrise de la langue française destinés aux immigrés adultes primo-arrivants (moins de 5 ans de présence en France)

Mesure n°2 : Renforcer la formation linguistique des candidats à la naturalisation

3. À destination de tous les adultes, femmes et hommes, français ou immigrés installés en France depuis longue date

Mesure : Lancer une mission de préfiguration d'une agence de la langue française en France

La culture et le sport : au service de la citoyenneté

Mesure n°1 : Mobiliser les établissements culturels et audiovisuels pour aller à la rencontre des publics les plus éloignés de la culture

Mesure n°2 : Soutenir les médias de proximité

Mesure n°3 : Programme « citoyens du sport »

Les associations au cœur du vivre ensemble

Mesure : Une éducation populaire renouvelée pour des citoyens engagés

LA RÉPUBLIQUE POUR TOUS

Poursuivre la lutte contre les inégalités entre femmes et hommes

Mesure n°1 : Lutter contre les stéréotypes sexistes

Mesure n°2 : Rendre réelle la parité dans les instances décisionnaires

Mesure n°3 : Mieux partager l'espace public

Mesure n°4 : Lutter contre les impayés des pensions alimentaires

Mesure n°5 : Développer les crêches à vocation d'insertion professionnelle pour faciliter l'emploi des femmes dans les quartiers

Combattre les discriminations, toutes les discriminations

Mesure n°1 : Mieux lutter contre les discriminations à l'embauche et dans l'emploi

Mesure n°2 : Vérifier le caractère démocratique des voies d'accès à la fonction publique

Mesure n°3 : Développer de nouvelles voies d'accès à la fonction publique pour accroître la mixité sociale des recrutements

Mesure n°4 : Généraliser la participation de personnes n'appartenant pas à la fonction publique aux jurys de recrutement sur concours

La République numérique prend ses quartiers

Mesure n°1 : Mettre en place une « grande école du numérique » pour favoriser l'insertion professionnelle dans des métiers en demande

Mesure n°2 : Favoriser la création d'activités économiques numériques dans les territoires

Mesure n°3 : Accompagner les usages du numérique au cœur des territoires

Mesure n°4 : Impliquer les habitants dans la vie de leur quartier grâce aux nouvelles technologies

Mesure n°5 : Gagner la bataille des idées sur internet

LA RÉPUBLIQUE AU QUOTIDIEN

Habiter

Mesures n°1 : Mieux répartir le parc social sur les territoires

Mesures n°2 : Revoir la politique des loyers dans le parc social pour diversifier l'occupation des immeubles

Mesures n°3 : Moderniser et piloter à la bonne échelle la politique d'attribution

Mesure n°4 : Accélérer la mise en œuvre du nouveau plan de renouvellement urbain

Mesure n°5 : Accélérer le remembrement du patrimoine des organismes HLM trop nombreux sur certains territoires

Mesure n°6 : Mieux articuler renouvellement urbain et développement économique

Vivre en sécurité dans l'espace public

Mesure n°1 : Prolonger le dispositif des ZSP

Mesure n°2 : Poursuivre le recrutement de nouveaux policiers et gendarmes

Mesure n°3 : Généraliser les caméras-piétons sur les équipes de patrouille

Mesure n°4 : Développer la mise en œuvre des mesures de travaux d'intérêt général et de réparation pénale

Mesure n°5 : Généraliser dans les zones de sécurité prioritaire un dispositif de suivi renforcé de jeunes en voie d'exclusion, appelé « Pack 2e chance »

Étudier

1. Renforcer la mixité sociale

Mesure n°1 : Créer des secteurs communs à plusieurs collèges pour favoriser la mixité sociale

Mesure n°2 : Introduire l'objectif de mixité sociale dans la définition des districts de recrutement des élèves pour les lycées

Mesure n°3 : Prévenir le contournement de la carte scolaire en déployant une offre éducative accessible à tous

Mesure n°4 : Conditionner l'accès des enseignants à un grade plus élevé à l'exercice en éducation prioritaire

2. Lutter contre le inégalités

Mesure n°1 : Scolariser 50% des enfants de moins de 3 ans dans les réseaux d'éducation renforcé (REP+)

Mesure n°2 : lutter contre le décrochage

Mesure n°3 : Étendre le programme de réussite éducative (PRE)

Mesure n°4 : Mieux accompagner l'accès vers l'enseignement supérieur

Travailler

Mesure n°1 : Créer une agence de développement économique des territoires

Mesure n°2 : S'assurer de l'accès effectif des résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville aux principaux dispositifs de la politique de l'emploi

Mesure n°3 : Créer un contrat « starter » dans le secteur marchand à destination des jeunes décrocheurs

Mesure n°4 : Développer le recours au parrainage pour les jeunes en créant notamment une plateforme nationale du parrainage

Mesure n°5 : Développer les dispositifs de 2e chance pour accompagner les jeunes décrocheurs

Mesure n°6 : Favoriser une première expérience à l'international pour les jeunes des quartiers populaires

Se soigner

Mesure n°1 : Assurer un suivi social et de santé renforcé dans les quartiers prioritaires

Mesure n°2 : Assurer un suivi social et de santé renforcé pour les élèves scolarisés en REP + au cours de la scolarité obligatoire

Contact presse : 01 42 75 50 78/79 - communication@pm.gouv.fr

ÉGALITÉ ET CITOYENNETÉ :
la République en actes

RÉUNION INTERMINISTÉRIELLE DU 6 MARS 2015

REPUBLIQUE FRANCAISE

RAPPORT N°

CONSEIL DEPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU-RHONE

REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 17 Juillet 2015

SOUS LA PRESIDENCE DE MME MARTINE VASSAL

RAPPORTEUR(S) :

OBJET

Nouveau cadre d'intervention du Département
en matière de politique de la ville

Direction de la Vie Locale
Service de la Politique de la Ville et de l'Habitat
04 13 31 10 92

RAPPEL DES DECISIONS ANTERIEURES

Par délibération du 29 avril 2015, le Conseil Départemental a inscrit à son budget primitif, au chapitre 204, les crédits suivants pour accompagner son intervention en politique de la ville:

- 1 830 000 € pour le financement des actions des associations dans le cadre des appels à projets associés aux anciens Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS),
- 1 498 000 € pour le financement du fonctionnement général ou des actions spécifiques des associations dans le cadre du dispositif ASIU (Actions de Solidarité et d'Intégration Urbaine),
- 2 000 000 € pour le financement des projets d'investissement (acquisition de biens mobiliers, travaux de construction, d'aménagement, de rénovation...) des associations ou des organismes HLM, dans le cadre du dispositif ACSU (Aménagement pour la concertation et la Solidarité Urbaine).

PRESENTATION

Le présent rapport a pour objet de préciser les grandes orientations susceptibles d'être mises en œuvre dans le cadre de notre intervention en faveur de la politique de la ville.

Il vous est proposé :

1. **d'acter des critères d'éligibilité à l'octroi des aides relevant de la délégation à la politique de la ville et intéressant 3 domaines :**

- Education-prévention. Une priorité sera donnée aux actions en faveur de la jeunesse et son accès :
  * à l'éducation dans le domaine de l'aide à la parentalité, de la lutte contre le décrochage scolaire et d'accompagnement des exclusions temporaires (les actions en matière d'éducation devant se dérouler hors temps scolaire).
  * à la culture aux sports et aux loisirs.
- Création et développement d'actions innovantes en matière d'insertion sociale et professionnelle. Une attention particulière sera portée aux actions d'insertion des jeunes de 16 à 25 ans non bénéficiaires du RSA et aux projets innovants en faveur de l'aide à la mobilité.
- Amélioration de l'habitat et du cadre de vie. Un intérêt particulier sera porté aux initiatives de concertation avec les habitants, aux actions d'information et de formation de ces derniers sur leurs droits et obligations ainsi qu'à leur participation aux projets d'amélioration de leur habitat et de leur cadre de vie.

2. **de modifier la dénomination des dispositifs d'intervention** à savoir :

- L'ancien dispositif CUCS pourrait prendre l'appellation suivante : Aide départementale aux Contrats de Ville,
- Le dispositif ASIU pourrait être dénommé Aide départementale au Fonctionnement en Politique de la Ville,
- Le dispositif ACSU pourrait quant à lui prendre la dénomination Aide départementale à l'Investissement en Politique de la Ville.

Ces propositions de changement de dénomination ont pour objet d'introduire la distinction entre la politique contractualisée en référence aux contrats de ville et la politique ne relevant pas de cette contractualisation en référence aux anciens dispositifs ASIU et ACSU.

3. **de valider l'engagement départemental aux nouveaux contrats de ville**

En effet, en application de l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le Département est signataire des contrats de ville 2015-2020.

Ces contrats de ville, qui se substituent aux anciens CUCS, ont pour objectif de mobiliser, sur les périmètres de la nouvelle géographie prioritaire, le droit commun des partenaires en vue de mieux coordonner et adapter leurs actions respectives aux problématiques des territoires.

En outre, ils prévoient que ces partenaires puissent mobiliser à titre facultatif les crédits spécifiques de la politique de la ville et de la rénovation urbaine.

Le département des Bouches-du-Rhône est concerné par 8 contrats de ville intercommunaux intégrant 17 communes couvrant le territoire des EPCI concernés à l'exception de la communauté de communes de la Vallée des Baux et des Alpilles.

Trois communes sortent de la géographie prioritaire et sont placées en territoire de veille : La Ciotat, Port-Saint-Louis du Rhône et Saint Martin de Crau.

Trois nouvelles communes entrent dans le nouveau dispositif des contrats de ville : Châteaurenard, Gardanne, et Orgon.

Le Département des Bouches-du-Rhône est attendu sur trois niveaux d'intervention :

- la mobilisation de ses compétences de droit commun, notamment dans le champ de l'action sociale et médico-sociale, de l'insertion socioprofessionnelle et de la prévention spécialisée ;
- son engagement volontaire quant à l'aide apportée aux associations en territoire de la politique de la ville à travers les crédits inscrits au titre de l'ancien dispositif CUCS ;
- son soutien aux nouveaux programmes nationaux de rénovation urbaine (NPNRU).

La signature de ces contrats de ville s'échelonnera entre le 30 juin et le mois de septembre 2015.

4. **de valider la proposition de répartition des crédits politique de la ville telle que présentée ci-dessous :**

- Les crédits « Contrats de ville » seront dédiés aux associations intervenants sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville et répartis par communes au prorata du nombre d'habitants (étant précisé que pour les communes de moins de 100 000 habitants, le nombre d'habitants est majoré de 50%).
- Les crédits « Fonctionnement Politique de la ville » pour les associations structurantes dont l'action rayonne au-delà de leur implantation sur plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville et aux associations intervenant sur les quartiers prioritaires et sur les territoires récemment sortis des CUCS (territoires de veille).
- Les crédits « Investissement Politique de la ville » serviront au financement des projets d'investissement ciblés sur les territoires prioritaires ou de veille, en fonction des demandes répondant aux orientations de la Collectivité, telles que présentées ci-dessus.

INCIDENCE BUDGETAIRE

En matière de crédits spécifiques associés à la politique de la ville, l'engagement départemental s'effectuera dans le respect du montant des crédits inscrits annuellement à notre budget.

PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède et sur proposition de Mme la Déléguée à la politique de la ville, il vous est proposé :

- de donner votre accord au nouveau cadre d'intervention départemental en faveur de la politique de la ville;

- de valider la participation du Conseil Départemental aux Contrats de Ville;

- d'autoriser la Présidente du Conseil Départemental à signer les contrats de ville, conformément à la contribution écrite présentée en annexe du présent rapport formalisant cet engagement pour le Département.

Ces propositions ne comportent pas d'incidence budgétaire complémentaire.

Au bénéfice de ces précisions, je vous serais obligée de bien vouloir prendre la délibération ci-jointe.

La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL

PROPOSITION DE REDACTION
SUR LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT AUX CONTRATS DE VILLE

En tant que signataire des Contrats de Ville, conformément à l'article 6 de la Loi N°2014-173 du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et de la Cohésion Urbaine, le Département des Bouches-du-Rhône mobilisera ses compétences d'attribution en matière d'action sociale et médico-sociale, d'insertion sociale et professionnelle et de prévention spécialisée.

Cette mobilisation s'effectuera dans le respect :

- des grandes orientations présidant à la mise en œuvre de ces interventions axées sur la prévention sociale et médico-sociale, l'aide à l'autonomie et à l'insertion des personnes en difficultés et la prise en charge individuelle des personnes ayant perdu leur autonomie ou dépendantes,
- du règlement départemental d'aide sociale,
- de l'organisation territoriale et des moyens humains dédiés à celles-ci (Maisons Départementales de la Solidarité, Pôles d'insertion, ...),
- des moyens financiers y étant annuellement consacrés.

Le Département développe en outre une politique facultative visant à favoriser

1. la jeunesse et son accès à :
   - l'éducation dans le domaine de l'aide à la parentalité, de la lutte contre le décrochage et l'accompagnement scolaire, et de l'accompagnement à l'orientation professionnelle
   - la culture, aux sports et aux loisirs.
2. La création et le développement d'actions innovantes en matière d'insertion sociale et professionnelle
3. l'habitat et le cadre de vie en faveur des habitants des quartiers prioritaires en vue d'assurer leur formation au regard de leurs droits et obligations, leur accès au droit, et leur participation aux projets d'amélioration de leurs habitat et cadre de vie.

Cet engagement volontaire sera valorisé dans le cadre des nouveaux contrats de ville dans le respect des orientations présentées ci-dessus et sous réserve des crédits inscrits annuellement au Budget Départemental.

En matière de rénovation urbaine, le Département des Bouches-du-Rhône sera amené à déterminer le détail de sa participation aux différents projets par une délibération ultérieure, sur la base de la connaissance du détail des actions projetées, de leurs coûts respectifs et de l'engagement financier des autres partenaires.

N°

DEPARTEMENT
DES
BOUCHES-DU-RHONE
- - -
CONSEIL DEPARTEMENTAL

RAPPORTEUR(S) :

PROJET

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE
17 Juillet 2015

OBJET : **Nouveau cadre d'intervention du Département en matière de politique de la ville**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

- Vu la délibération du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en date du 16 avril 2015, donnant délégations de compétences à la Commission Permanente du Conseil Départemental,

La Commission Permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, réunie le 17 Juillet 2015 dans l'Hôtel du Département à Marseille, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

A décidé :

- de donner un accord au nouveau cadre d'intervention départemental en faveur de la politique de la ville;

- de valider la participation du Conseil Départemental aux Contrats de Ville ;

- d'autoriser la Présidente du Conseil Départemental à signer les contrats de ville, conformément à la contribution écrite présentée en annexe du présent rapport formalisant cet engagement pour le Département.

Ces propositions ne comportent pas d'incidence budgétaire complémentaire.

REPUBLIQUE FRANCAISE

RAPPORT N° 162

CONSEIL DEPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU-RHONE

REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 17 Juillet 2015

SOUS LA PRESIDENCE DE MME MARTINE VASSAL

RAPPORTEUR(S) :

OBJET

Nouveau cadre d'intervention du Département
en matière de politique de la ville

Direction de la Vie Locale
Service de la Politique de la Ville et de l'Habitat
04 13 31 10 92

RAPPEL DES DECISIONS ANTERIEURES

Par délibération du 29 avril 2015, le Conseil Départemental a inscrit à son budget primitif, au chapitre 204, les crédits suivants pour accompagner son intervention en politique de la ville:

- 1 830 000 € pour le financement des actions des associations dans le cadre des appels à projets associés aux anciens Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS),
- 1 498 000 € pour le financement du fonctionnement général ou des actions spécifiques des associations dans le cadre du dispositif ASIU (Actions de Solidarité et d'Intégration Urbaine),
- 2 000 000 € pour le financement des projets d'investissement (acquisition de biens mobiliers, travaux de construction, d'aménagement, de rénovation...) des associations ou des organismes HLM, dans le cadre du dispositif ACSU (Aménagement pour la concertation et la Solidarité Urbaine).

PRESENTATION

Le présent rapport a pour objet de préciser les grandes orientations susceptibles d'être mises en œuvre dans le cadre de notre intervention en faveur de la politique de la ville.

Il vous est proposé :

1. **d'acter des critères d'éligibilité à l'octroi des aides relevant de la délégation à la politique de la ville et intéressant 3 domaines :**

- Education-prévention. Une priorité sera donnée aux actions en faveur de la jeunesse et son accès :
  * à l'éducation dans le domaine de l'aide à la parentalité, de la lutte contre le décrochage scolaire et d'accompagnement des exclusions temporaires (les actions en matière d'éducation devant se dérouler hors temps scolaire).
  * à la culture aux sports et aux loisirs.
- Création et développement d'actions innovantes en matière d'insertion sociale et professionnelle. Une attention particulière sera portée aux actions d'insertion des jeunes de 16 à 25 ans non bénéficiaires du RSA et aux projets innovants en faveur de l'aide à la mobilité.
- Amélioration de l'habitat et du cadre de vie. Un intérêt particulier sera porté aux initiatives de concertation avec les habitants, aux actions d'information et de formation de ces derniers sur leurs droits et obligations ainsi qu'à leur participation aux projets d'amélioration de leur habitat et de leur cadre de vie.

2. **de modifier la dénomination des dispositifs d'intervention** à savoir :

- L'ancien dispositif CUCS pourrait prendre l'appellation suivante : Aide départementale aux Contrats de Ville,
- Le dispositif ASIU pourrait être dénommé Aide départementale au Fonctionnement en Politique de la Ville,
- Le dispositif ACSU pourrait quant à lui prendre la dénomination Aide départementale à l'Investissement en Politique de la Ville.

Ces propositions de changement de dénomination ont pour objet d'introduire la distinction entre la politique contractualisée en référence aux contrats de ville et la politique ne relevant pas de cette contractualisation en référence aux anciens dispositifs ASIU et ACSU.

3. **de valider l'engagement départemental aux nouveaux contrats de ville**

En effet, en application de l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le Département est signataire des contrats de ville 2015-2020.

Ces contrats de ville, qui se substituent aux anciens CUCS, ont pour objectif de mobiliser, sur les périmètres de la nouvelle géographie prioritaire, le droit commun des partenaires en vue de mieux coordonner et adapter leurs actions respectives aux problématiques des territoires.

En outre, ils prévoient que ces partenaires puissent mobiliser à titre facultatif les crédits spécifiques de la politique de la ville et de la rénovation urbaine.

Le département des Bouches-du-Rhône est concerné par 8 contrats de ville intercommunaux intégrant 17 communes couvrant le territoire des EPCI concernés à l'exception de la communauté de communes de la Vallée des Baux et des Alpilles.

Trois communes sortent de la géographie prioritaire et sont placées en territoire de veille : La Ciotat, Port-Saint-Louis du Rhône et Saint Martin de Crau.

Trois nouvelles communes entrent dans le nouveau dispositif des contrats de ville : Châteaurenard, Gardanne, et Orgon.

Le Département des Bouches-du-Rhône est attendu sur trois niveaux d'intervention :

- la mobilisation de ses compétences de droit commun, notamment dans le champ de l'action sociale et médico-sociale, de l'insertion socioprofessionnelle et de la prévention spécialisée ;
- son engagement volontaire quant à l'aide apportée aux associations en territoire de la politique de la ville à travers les crédits inscrits au titre de l'ancien dispositif CUCS ;
- son soutien aux nouveaux programmes nationaux de rénovation urbaine (NPNRU).

La signature de ces contrats de ville s'échelonnera entre le 30 juin et le mois de septembre 2015.

4. **de valider la proposition de répartition des crédits politique de la ville telle que présentée ci-dessous** :

- Les crédits « Contrats de ville » seront dédiés aux associations intervenants sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville et répartis par communes au prorata du nombre d'habitants (étant précisé que pour les communes de moins de 100 000 habitants, le nombre d'habitants est majoré de 50%).
- Les crédits « Fonctionnement Politique de la ville » pour les associations structurantes dont l'action rayonne au-delà de leur implantation sur plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville et aux associations intervenant sur les quartiers prioritaires et sur les territoires récemment sortis des CUCS (territoires de veille).
- Les crédits « Investissement Politique de la ville » serviront au financement des projets d'investissement ciblés sur les territoires prioritaires ou de veille, en fonction des demandes répondant aux orientations de la Collectivité, telles que présentées ci-dessus.

INCIDENCE BUDGETAIRE

En matière de crédits spécifiques associés à la politique de la ville, l'engagement départemental s'effectuera dans le respect du montant des crédits inscrits annuellement à notre budget.

PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède et sur proposition de Mme la Déléguée à la politique de la ville, il vous est proposé :

- de donner votre accord au nouveau cadre d'intervention départemental en faveur de la politique de la ville;

- de valider la participation du Conseil Départemental aux Contrats de Ville;

- d'autoriser la Présidente du Conseil Départemental à signer les contrats de ville, conformément à la contribution écrite présentée en annexe du présent rapport formalisant cet engagement pour le Département.

Ces propositions ne comportent pas d'incidence budgétaire complémentaire.

Au bénéfice de ces précisions, je vous serais obligée de bien vouloir prendre la délibération ci-jointe.

La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL

PROPOSITION DE REDACTION
SUR LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT AUX CONTRATS DE VILLE

En tant que signataire des Contrats de Ville, conformément à l'article 6 de la Loi N°2014-173 du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et de la Cohésion Urbaine, le Département des Bouches-du-Rhône mobilisera ses compétences d'attribution en matière d'action sociale et médico-sociale, d'insertion sociale et professionnelle et de prévention spécialisée.

Cette mobilisation s'effectuera dans le respect :

- des grandes orientations présidant à la mise en œuvre de ces interventions axées sur la prévention sociale et médico-sociale, l'aide à l'autonomie et à l'insertion des personnes en difficultés et la prise en charge individuelle des personnes ayant perdu leur autonomie ou dépendantes,
- du règlement départemental d'aide sociale,
- de l'organisation territoriale et des moyens humains dédiés à celles-ci (Maisons Départementales de la Solidarité, Pôles d'insertion, ...),
- des moyens financiers y étant annuellement consacrés.

Le Département développe en outre une politique facultative visant à favoriser

1. la jeunesse et son accès à :
   - l'éducation dans le domaine de l'aide à la parentalité, de la lutte contre le décrochage et l'accompagnement scolaire, et de l'accompagnement à l'orientation professionnelle
   - la culture, aux sports et aux loisirs.
2. La création et le développement d'actions innovantes en matière d'insertion sociale et professionnelle
3. l'habitat et le cadre de vie en faveur des habitants des quartiers prioritaires en vue d'assurer leur formation au regard de leurs droits et obligations, leur accès au droit, et leur participation aux projets d'amélioration de leurs habitat et cadre de vie.

Cet engagement volontaire sera valorisé dans le cadre des nouveaux contrats de ville dans le respect des orientations présentées ci-dessus et sous réserve des crédits inscrits annuellement au Budget Départemental.

En matière de rénovation urbaine, le Département des Bouches-du-Rhône sera amené à déterminer le détail de sa participation aux différents projets par une délibération ultérieure, sur la base de la connaissance du détail des actions projetées, de leurs coûts respectifs et de l'engagement financier dès autres partenaires.

N°

DEPARTEMENT
DES
BOUCHES-DU-RHONE
- - -
CONSEIL DEPARTEMENTAL

RAPPORTEUR(S) :

PROJET

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE
17 Juillet 2015

OBJET : Nouveau cadre d'intervention du Département en matière de politique de la ville

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

- Vu la délibération du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en date du 16 avril 2015, donnant délégations de compétences à la Commission Permanente du Conseil Départemental,

La Commission Permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, réunie le 17 Juillet 2015 dans l'Hôtel du Département à Marseille, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

A décidé :

- de donner un accord au nouveau cadre d'intervention départemental en faveur de la politique de la ville;

- de valider la participation du Conseil Départemental aux Contrats de Ville ;

- d'autoriser la Présidente du Conseil Départemental à signer les contrats de ville, conformément à la contribution écrite présentée en annexe du présent rapport formalisant cet engagement pour le Département.

Ces propositions ne comportent pas d'incidence budgétaire complémentaire.

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville est issue d'un processus auquel la branche famille a été associée.
Le Plan pluri-annuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale est une véritable feuille de route en matière de cohésion sociale.
La circulaire du 15 octobre 2014 (s'appuyant sur la convention interministérielle, du 19 avril 2013) précise l'intervention des caisses d'allocations familiales pour chacune des orientations de la politique de la ville .
Les éléments posés dans la circulaire rejoignent des objectifs énoncés dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion 2013-2017 de la branche famille signée en juillet 2013.

De fait, de par ses missions et ses champs d'interventions liés aux thématiques, aux territoires et aux publics concernés par les orientations de la politique de la ville, la CAF 13 s'engage à contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre des contrats de ville au titre du droit commun.

Dans les Bouches-du-Rhône, la politique de la ville concerne 8 intercommunalités, 17 communes.

1. Les thématiques et objectifs dans le cadre de la politique de la ville

Les objectifs qui structureront les contrats de ville se déclinent selon trois principales thématiques :
- ***Cohésion sociale*** : réduire la pauvreté, tisser le lien social et la solidarité, répondre aux besoins des familles monoparentales, des jeunes et personnes âgées, assurer l'accès aux droits et la citoyenneté.
- ***Cadre de Vie et renouvellement Urbain*** : améliorer la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires
- ***Développement Economique et Emploi*** : créer les conditions favorables afin de réduire de moitié l'écart de taux d'emploi entre les quartiers prioritaires et les autres territoires,

2. Des objectifs CAF 13 guidés par la COG et CPOG

Dans le cadre de la convention d'objectif et de gestion les objectifs principaux sont :

- **Le développement volontariste de services aux familles qui incarnent l'universalité de la politique familiale** (mission de service public, cohésion sociale, correction des inégalités territoriales et sociales) avec notamment **un volet petite enfance** (création de solutions d'accueil dans les territoires les plus déficitaires et en direction des familles les plus pauvres), **un volet parentalité** (maillage du territoire, répondre aux mutations familiales, la monoparentalité), **un volet enfance-jeunesse** avec une réponse adaptée aux besoins des familles (accompagnement de la réforme des rythmes éducatifs, développement e l'offre d'accueil).

- **Une politique de service aux allocataires répondant aux nouveaux besoins des familles et impliquant une meilleure utilisation des services** (une simplification accompagnée d'une

politique volontariste d'accès aux droits) avec notamment, **un volet choc de simplification et d'amélioration de la lisibilité de la CAF** (dématérialisation, réglementation simplifiée), un **volet détection du non recours et accès effectif aux droits** (Rdv des droits, accompagnement renforcé en cas de vulnérabilité, parcours généraux, comités d'usagers).

En outre, dans son contrat pluriannuel d'objectifs et de gestion, la CAF des Bouches du Rhône a décliné et réaffirmé les axes suivants notamment dans le **cadre du schéma des politiques familiales et sociales :**

- Amélioration de l'offre d'accueil du jeune enfant (collectif et individuel)
- Soutien à la fonction parentale
- Structuration d'une offre enfance jeunesse adaptée aux besoins des familles (contrats enfance jeunesse)
- Améliorer le parcours d'insertion des personnes et familles en situation de précarité
- Aider les familles confrontées à des événements ou difficultés fragilisant la vie familiale pour les thématiques liées au logement (impayés, décence), l'insertion, la parentalité.

Ces actions s'articulent notamment avec le **schéma départemental des services aux familles** signé le 19 décembre 2014 .
Ce Schéma se déclinera au sein de chaque contrat de ville signé.

Dans le cadre du plan d'accessibilité, la CPOG prévoit :

- La promotion des services dématérialisés au moyen d'un schéma directeur de dématérialisation
- D'organiser et piloter l'offre d'accueil notamment par la mise en œuvre de différents canaux d'accessibilité.

3. Des points de convergence

La CAF des Bouches-du-Rhône rejoint les objectifs généraux des contrats de ville à travers plusieurs axes de son action :

- ***En direction d'un même public*** : la famille, l'enfant, le jeune ;
- ***Au travers de préoccupations partagées*** : l'accès aux droits et aux services, la parentalité, la réussite éducative et la citoyenneté, l'habitat et le cadre de vie, l'accompagnement des publics les plus fragiles, la mobilisation des habitants aux actions entreprises en faveur de leur environnement, la mise en réseau des partenaires,
- ***En développant une approche préventive des besoins*** : par des offres de services, des accompagnements collectifs et individuels
- ***En initiant une réponse concertée et adaptée des acteurs compétents tout en s'appuyant sur les structures et services existants.***

De fait, l'engagement global de la CAF 13 au sein des contrats de ville se fera en :

- Renforçant la lisibilité et la compréhension de sa politique,
- En participant au diagnostic, à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des contrats de ville,
- En mobilisant et coordonnant les moyens disponibles en référence aux champs d'intervention et compétences de la CAF.

	CAF Droit Commun	Moyens supplémentaires mis en œuvre dans le cadre des contrats de ville	Partenariat engagé
a vie sociale	►**Convention cadre des centres sociaux** ►Financement associatif sur les thématiques de la solidarité, habitat, vie sociale, parentalité...(subvention de fonctionnement et investissement)	►**Le financement des centres sociaux** Dans les quartiers politique de la ville (quartiers ciblés et quartiers vécus) des financements sont bonifiés : 5763 euros pour les CS situés à Marseille et 4208 euros pour les CS hors Marseille. Les CS situés en quartier de veille verront leur financement spécifique décroître. Ces financements pourront être modulés en fonction de l'implantation et en réponse à des besoins spécifiques. Une subvention dégressive sur trois ans est par ailleurs octroyée à 5 centres sociaux qui sortent de la cartographie politique de la Ville.	Partenaires de la convention cadre
	►**Élaboration d'une cartographie** pour améliorer la connaissance et couverture	Réalisation de portraits de territoire des quartiers politique de la Ville.	Centres Sociaux, CCAS, Communes...
e à domicile	►**Diagnostic territorial partagé** de l'aide à domicile pour améliorer la connaissance et la couverture. Services aux familles liées à des faits générateurs	Offre de service spécifique pour des familles repérées selon les faits générateurs de droit commun vivant sur les quartiers prioritaires politique de la ville.	Associations d'aide à domicile conventionnées
e à domicile	►**Information auprès des prescripteurs** de l'aide à domicile ► **Travail en réseau**	►Information renforcée auprès des lieux d'animation de la vie sociale. ►Formation et accès des professionnels des associations conventionnées au caf.fr	
ts	►**Diversifier les canaux d'accès** ►**Financement d'équipements informatiques pour les centres sociaux porteurs d'un Point Information Famille**	►RDV des droits. Dans une logique d'accès aux droits, dans le cadre du Libre Service Accompagné (parcours généraliste), possibilité d'une écoute sociale (Secrétaires Médico-Sociales) dont peuvent bénéficier les habitants des quartiers prioritaires.	
on collective	►**Financement de projets collectifs** répondant à des besoins identifiés sur le territoire	Projets et actions renforcés en fonction des besoins identifiés et de la dynamique partenariale engagée localement. Financement défini au plus près du projet.	Associations locales
	►**Maintien dans le logement** Participation aux CCAPEX locales et	►Implication dans les CCAPEX dont l'aire d'action concernera les quartiers prioritaires.	Partenariat de la CCAPEX

	CAF Droit Commun	Moyens supplémentaires mis en œuvre dans le cadre des contrats de ville	Partenariat engagé
	Départementale dans une logique partenariale et d'accès aux droits	►Attention particulière portée aux territoires prioritaires et aux copropriétés identifiées notamment dans le cadre de l'accès aux droits, au traitement partenarial et global des situations.	
	►Commission Partenariale pour le Logement Décent **►Information aux locataires/bailleurs**	►Attention particulière portée sur les territoires prioritaires, notamment dans le cadre d'actions partenariales sur les copropriétés dégradées, centres anciens.	Ville, ARS, Etat, ADIL
	►Accueil extra scolaire et Accueil Péri scolaire 1- En soutenant la création et le fonctionnement d'établissements. 2 En soutenant des actions particulières en direction d'enfants porteurs de handicap. 3- En accompagnant la mise en œuvre de la réforme des rythmes éducatifs. 4- En accompagnement des communes d'un point de vue technique et financier. **5-En favorisant l'accessibilité des familles modestes tout en maintenant la mixité sociale (Loisirs Équitables et Accessibles, LEA).**	Majoration du soutien financier de projets afin de faciliter l'émergence d'Accueils de loisirs sans hébergement (subvention d'investissement). Instruction conjointe avec l'État de l'appel à projet jeunesse pour 2016 afin de développer la complémentarité entre le droit commun et les dispositifs politique de la Ville (Ville Vie Vacances, Association Nationale des centres de vacances).	
	►Schéma départemental de service aux familles	►Critères de répartition des enveloppes CLAS REAAP LEG afin d'augmenter le taux de recours dans les quartiers prioritaires. ►Attention particulière au développement des commissions locales parentalité, intégrant les délégués du préfet et les chefs de projet politique de la ville.	Instance partenariale du schéma
		►Développement et approche ciblée des réseaux locaux. ►Création de LAEP en priorisant les QPV. ►Formation action des référents de réseaux sur les spécificités des QPV.	CAF et partenariat associatif
	1 - Soutenir la création des EAJE (8ème plan crèche).	►Contribution aux diagnostics afin d'identifier le besoin tant du niveau de la capacité d'accueil des EAJE à créer	

	CAF Droit Commun	Moyens supplémentaires mis en œuvre dans le cadre des contrats de ville	Partenariat engagé
	2 - Soutenir le fonctionnement des EAJE par la PSU. 3 - Accompagner les communes d'un point de vue technique et financier (CEJ). 4 - Action du Schéma départemental de services aux familles.	que des conditions de réussite des projets (nature EAJE, actions parentalité, etc.). ►Sur financement des places d'accueil créées de 460 euros par an et par berceau (subvention de fonctionnement).	

Contrat de ville 2015 – 2020

Engagements de la CCIMP

Les inégalités observées aujourd'hui sur le territoire en matière de revenus, d'accès à l'emploi ou à la formation, posent des défis majeurs pour le développement économique de la Métropole Aix Marseille Provence. Agir sur développement économique des secteurs les plus fragiles en les incluant dans les dynamiques métropolitaines, contribuera à renforcer l'attractivité du territoire d'AMP dans son ensemble. C'est pourquoi, la CCIMP, représentant les milieux économiques et œuvrant pour le rayonnement économique du territoire, est un acteur essentiel de la mise en œuvre de la politique de la ville.

La CCIMP pourra mobiliser, au titre du présent contrat ses moyens engagés dans le cadre de ses dispositifs spécifiques, en direction des territoires prioritaires et des publics les plus fragiles. Notamment, la CCIMP s'engage à soutenir le confortement et le développement de l'action de rapprochement entre public et entreprises, ainsi que les actions visant au développement de l'activité économique.

Parmi les **dispositifs existants à amplifier sur les quartiers prioritaires,** la CCIMP pourra:

- Valoriser ses outils d'aide à la création d'entreprise auprès des relais locaux (Pass création, ateliers de la création…), ainsi que ses actions en faveur de l'accès/retour à l'emploi (accompagnement des bénéficiaires du RSA, organisation de rencontres entreprises/demandeurs d'emploi, promotion de l'apprentissage).
- Contribuer au renforcement du tissu commercial et à la professionnalisation des commerçants à travers un accompagnement individuel (aide à l'implantation, primo conseil) et collectif (rendez-vous du commerce).
- Etre un relai essentiel d'information sur les nouveaux dispositifs fiscaux et sociaux en faveur des entreprises (ZFU-TE, exonérations d'impôts locaux pour les commerces de proximité).

Des **actions innovantes et complémentaires** pourront également être engagées **en synergie avec les autres partenaires**. Elles pourraient consister à :

- Prendre en compte les enjeux d'accompagnement à l'emploi dans les grands projets économiques du territoire (French Tech, Henri Fabre…).
- Identifier les besoins en main d'œuvre des entreprises des secteurs prioritaires afin de favoriser une meilleure adéquation entre offre et demande de compétences, et le cas

échéant, préconiser des mesures d'adaptation des profils en termes de savoir-faire et savoir-être.

- Faciliter l'accès à la commande publique des entreprises situées dans les quartiers identifiés.
- Former les acteurs de la politique de la ville aux enjeux du développement économique dans un objectif de décloisonnement des « cultures professionnelles » et de mobilisation des nouveaux acteurs du droit commun.

La CCIMP s'engage par ailleurs à désigner les représentants nécessaires pour la tenue des différentes instances techniques, de pilotage et d'évaluation du présent contrat.

Direction Territoriale de Pôle emploi – Bouches du Rhône
Agence de Martigues

Elaboration du contrat de ville pays de Martigues
Contribution de Pôle emploi de Martigues

Dans le cadre du processus en cours d'élaboration du contrat de ville, il apparaît important de formaliser la contribution apportée par Pôle emploi, comme signataire du contrat, mais avant tout comme acteur de l'emploi et du développement économique sur le territoire. C'est l'objet du présent document.

Pour mémoire, le pilier développement de l'activité économique et de l'emploi reprend la thématique accès à l'emploi, formation, insertion professionnelle, développement économique, commerce.
L'objectif principal de ce pilier est de réduire les écarts de taux d'emploi entre les territoires prioritaires et l'agglomération, de soutenir la création d'activité et le développement du tissu économique des quartiers afin que leurs habitants bénéficient comme les autres des dynamiques de développement de leur agglomération.
3 enjeux ont été identifiés :
➢ appuyer le développement économique et l'aide à la création d'entreprise dans les QPV ou par des publics des quartiers prioritaires.
➢ renforcer l'attractivité économique du territoire en anticipant les pertes d'emploi dans l'industrie classique et en adaptant l'offre de formation aux besoins des entreprises actuelles et à venir.
➢ renforcer la politique d'accompagnement et d'accès à l'emploi et à la formation des personnes les plus en difficulté.

Pôle emploi à la conviction forte que cet objectif doit être poursuivi en développant le lien entre développement économique et emploi sur le territoire. A cette fin, Pôle emploi s'engage :

- A mobiliser les politiques publiques de l'emploi :
    - Contrats aidés (et particulièrement les contrats uniques d'insertion) au bénéfice des demandeurs d'emploi résidant dans les quartiers de la politique de la ville
    - Insertion par l'activité économique au travers de la prescription et la délivrance d'agrément validant l'entrée des résidents dans les QPV dans une SIAE

- A maintenir l'implantation de ses agences de proximité au plus près des quartiers de la politique de la ville
  Le réseau de Pôle emploi sur le territoire Pays de Martigues :
  2 sites sur Martigues : un pour l'accueil des demandeurs d'emploi (rue Julien Olive) et une base arrière pour l'accueil entre autre des entreprises (avenue Georges Braque)
  1 site point relai sur Port de Bouc au sein de la maison des services pour l'accueil des demandeurs d'emploi.

- A mobiliser son offre de service de façon appuyée en direction des quartiers de la politique de la ville :

- Accompagnement intensif des personnes en ayant le plus besoin au travers d'un accompagnement renforcé en agence. 7 conseillers à l'emploi réalisent actuellement ce type d'accompagnement.
- Accompagnement global (dispositif mis en œuvre à compter du 1er janvier 2015 en partenariat avec le Conseil Général des Bouches du Rhône). 1 conseiller à l'emploi assure un accompagnement intensif de demandeurs d'emploi conjointement avec les référents sociaux des Pôles d'insertion et la MDS
- Accompagnement Intensif des Jeunes – 1 conseillers assurent un accompagnement intensif des jeunes en difficulté d'accès à l'emploi durable
- Interventions spécialisées sur l'orientation professionnelle ou l'évaluation
- Animation du Club Ambition basé à Port de Bouc
- Actions de formation qualifiantes et professionnalisantes pour les demandeurs d'emplois
- Dispositifs favorisant la mobilité des publics (aides à la reprise et à la recherche d'emploi, aides aux permis de conduire…)

- A accompagner le développement économique sur le territoire

  - Favoriser le placement des résidents en QPV au travers de la mise en œuvre de la Méthode de Recrutement par Simulation dont l'objectif est d'évaluer et positionner des candidats uniquement au regard de leurs seuls compétences à l'exercice d'un emploi
  - Soutien à la création et reprise d'entreprise (Ouverture de notre offre de service Ateliers et prestations d'accompagnement spécifiques création auprès des résidents QPV)
  - Mise en place d'une équipe de 7 conseillers dédiés à la relation avec l'entreprise dans le but de prospecter et d'identifier des offres d'emploi accessibles aux résidants des QPV

- A renforcer ses relations avec les partenaires de l'emploi et structures de l'IAE présents sur le territoire

  - Renouvellement de la convention de coopération entre le Pôle emploi de Martigues et la Mission Locale Pays de Martigues côte-bleue
  - Renouvellement de la convention de coopération entre Pôle emploi Martigues et le PLIE du Pays de Martigues
  - Animation des comités techniques des structures insertion par l'activité économique du territoire

En vous assurant de la collaboration pleine et entière de Pôle emploi à concourir à l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre du contrat de ville.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DE LA RURALITÉ

Décret n° 2015-524 du 12 mai 2015 relatif au contenu, aux modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs

NOR : *ETLL1426218D*

Publics concernés : *établissements publics de coopération intercommunale, communes membres de ces établissements, organismes bailleurs, réservataires de logements sociaux, associations mentionnées à l'article L. 366-1 du code de la construction et de l'habitation et à l'article L. 121-3 du code de l'urbanisme, associations de locataires, demandeurs de logements sociaux.*

Objet : *le décret précise le contenu, les modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs élaboré par les établissements publics de coopération intercommunale, à titre obligatoire lorsqu'ils sont dotés d'un programme local de l'habitat approuvé, à titre facultatif dans le cas contraire.*

Entrée en vigueur : *le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication. Le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs doit être publié avant le 31 décembre 2015. Toutefois, en Ile-de-France et dans la métropole d'Aix-Marseille - Provence, cette échéance est reportée au 31 décembre 2016.*

Notice : *le décret énumère les différents éléments qui doivent obligatoirement figurer dans le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs, prévu par l'article L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation. Le texte précise également la procédure d'élaboration et de révision du plan ainsi que les cas et modalités de prorogation de celui-ci.*

Références : *les textes visés par ce décret peuvent être consultés sur le site Légifrance (http://www.legifrance.gouv.fr).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment l'article L. 441-2-8 ;

Vu l'avis du Comité national d'évaluation des normes du 4 décembre 2014 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. – Après l'article R. 441-2-9 du code de la construction et de l'habitation, il est inséré un article R. 441-2-10 ainsi rédigé :

« *Art. R. 441-2-10.* – Le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs prévu à l'article L. 441-2-8 fixe, pour chacune des actions permettant de mettre en œuvre les orientations mentionnées au même article, la liste des partenaires y contribuant.

« Il comporte notamment :

« 1° Les modalités locales d'enregistrement de la demande de logement social et la répartition territoriale des guichets d'enregistrement existants ou créés ultérieurement ;

« 2° Le délai maximal dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande de logement social et la détermination des responsables de cette réception ;

« 3° Dans le respect des dispositions de l'article R. 441-2-15, les fonctions assurées par le dispositif de gestion partagée de la demande de logement social, les modalités de son pilotage, ainsi que le calendrier de signature de la convention mentionnée au troisième alinéa de l'article L. 441-2-7 et de la mise en place effective du dispositif ;

« 4° Les modalités de la qualification de l'offre de logements sociaux du territoire, les indicateurs utilisés, l'échelle géographique à laquelle la qualification est réalisée et les moyens à mobiliser pour y parvenir ;

« 5° Les indicateurs permettant d'estimer le délai d'attente moyen par typologie de logement et par secteur géographique pour obtenir l'attribution d'un logement locatif social ;

« 6° Les règles communes relatives au contenu de l'information prévue à l'article R. 441-2-17 et aux modalités de délivrance de celle-ci aux demandeurs ;

« 7° La configuration et les conditions de création, d'organisation et de fonctionnement du service d'information et d'accueil du demandeur de logement social prévu à l'article L. 441-2-7 et les moyens mis en commun pour créer et gérer le ou les lieux d'accueil communs prévus au deuxième alinéa du I de l'article L. 441-2-8. Il définit :

« – la liste des organismes et services participant au service d'information et d'accueil des demandeurs de logement ;

« – la liste et la localisation des lieux d'accueil en précisant les missions minimales qu'ils doivent remplir et s'ils sont ou non guichets d'enregistrement des demandes de logement social ;

« – les missions particulières du ou des lieux d'accueil communs prévus au deuxième alinéa du I de l'article L. 441-2-8, en précisant s'ils sont ou non guichets d'enregistrement des demandes de logement social ;

« 8° La liste des situations des demandeurs de logements sociaux qui justifient un examen particulier et la composition et les conditions de fonctionnement de l'instance chargée de les examiner ;

« 9° Les moyens permettant de favoriser les mutations internes au sein du parc de logements locatifs sociaux ;

« 10° Les conditions de réalisation des diagnostics sociaux et de mobilisation des dispositifs d'accompagnement social favorisant l'accès et le maintien dans le logement en tenant compte des mesures arrêtées par le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées en application du IV de l'article 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;

« 11° Si l'établissement public de coopération intercommunale a initié ou souhaite initier un système de cotation de la demande, son principe, les modalités de sa mise en œuvre et de son évaluation, ainsi que les conditions dans lesquelles le demandeur est informé du délai d'attente prévisionnel de sa demande ;

« 12° Si l'établissement public de coopération intercommunale a initié ou souhaité, conformément à l'article L. 441-2-6, initier un système de location choisie, son principe, les modalités de sa mise en place et de son évaluation ;

« 13° Si l'établissement public de coopération intercommunale a souhaité la participation à titre expérimental de personnes morales soumises à la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, à la collecte et à la diffusion d'informations sur l'offre de logements disponibles, le principe, les modalités de cette participation et de son évaluation.

« Il précise celles des mesures qui nécessitent des conventions d'application mentionnées au III de l'article L. 441-2-8, dont au moins l'accord collectif intercommunal mentionné à l'article L. 441-1-1 et, le cas échéant, les modalités d'articulation du plan avec l'accord collectif mentionné à l'article L. 441-1-2. »

Art. 2. – Après l'article R. 441-2-10 du code de la construction et de l'habitation sont insérés quatre articles ainsi rédigés :

« *Art. R. 441-2-11.* – La procédure d'élaboration du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs est engagée par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale, qui fixe les modalités d'association des communes membres et des bailleurs sociaux présents sur le territoire concerné.

« Dans un délai de trois mois à compter de la transmission de cette délibération, le représentant de l'Etat porte à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale les objectifs à prendre en compte sur son territoire en matière de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs de logements sociaux.

« Le représentant des organismes mentionnés à l'article L. 411-2 associé à l'élaboration du plan est désigné par le président de l'établissement public de coopération intercommunale sur proposition des bailleurs sociaux présents sur le territoire concerné.

« Les bailleurs et les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale communiquent à l'établissement public les informations nécessaires à l'élaboration du plan et le cas échéant toute proposition sur le contenu.

« Le projet de plan est soumis à l'avis des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale et de la conférence intercommunale du logement mentionnée à l'article L. 441-1-5 ou, à défaut, de chacune des personnes morales mentionnées au premier alinéa de cet article. Si l'avis n'a pas été rendu dans un délai de deux mois, il est réputé favorable.

« L'établissement public de coopération intercommunale adopte le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs. Lorsque le représentant de l'Etat dans le département ou, en Ile-de-France, dans la région a demandé des modifications motivées conformément au II de l'article L. 441-2-8, l'établissement public de coopération intercommunale adopte le plan modifié pour tenir compte de ces demandes.

« *Art. R. 441-2-12.* – Après avis de la conférence intercommunale du logement mentionnée à l'article L. 441-1-5, si elle existe, le bilan de la mise en œuvre du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs et des conventions mentionnées au III de l'article L. 441-2-8 est soumis, une fois par an, à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

« *Art. R. 441-2-13.* – Le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs est d'une durée de six ans. Trois ans après son entrée en vigueur, un bilan triennal de sa mise en œuvre réalisé par l'établissement public de coopération intercommunale est adressé pour avis au représentant de l'Etat et à la conférence intercommunale mentionnée à l'article L. 441-1-5 si elle est créée. Ce bilan est rendu public.

« Au vu de ce bilan, le plan est révisé s'il y a lieu, dans les conditions prévues au II de l'article L. 441-2-8.

« Lorsque le bilan fait apparaître une insuffisance du plan ou des actions par lesquelles il est mis en œuvre au regard des objectifs fixés par le représentant de l'Etat dans le département et que la révision du plan n'a pas été engagée, celui-ci met en demeure l'établissement public de coopération intercommunale de lancer la révision du plan.

« *Art. R. 441-2-14.* – Six mois avant la fin du plan, une évaluation, à laquelle sont associés l'Etat, les personnes morales associées à l'élaboration du plan et, si elle existe, la conférence intercommunale du logement est conduite par l'établissement public de coopération intercommunale. Elle est transmise au représentant de l'Etat et rendue publique.

« Au terme du plan, un nouveau plan est élaboré en fonction des résultats de l'évaluation dans les conditions prévues à l'article R. 441-2-11. Le plan est prorogé jusqu'à l'adoption du nouveau plan et, au plus, pour une durée d'un an, par la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale engageant l'élaboration d'un nouveau plan. Cette durée est renouvelable une seule fois.

« En cas de fusion de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, les plans préexistants restent en vigueur jusqu'à l'approbation d'un plan couvrant le nouveau périmètre. Si, dans ce délai, les plans arrivent à échéance et si l'établissement public de coopération intercommunale a délibéré pour engager l'élaboration d'un nouveau plan, ils peuvent être prorogés pendant une durée maximale d'un an, après accord du représentant de l'Etat dans le département.

« En cas d'élargissement du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale par adhésion d'une ou plusieurs nouvelles communes, le plan est adapté dans un délai d'un an. Le plan initial reste exécutoire sur les communes couvertes initialement. »

Art. 3. – Le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs doit être publié avant le 31 décembre 2015. Toutefois, en Ile-de-France et dans la métropole d'Aix-Marseille - Provence, cette date est celle du 31 décembre 2016.

Art. 4. – La ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 12 mai 2015.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

La ministre du logement,
de l'égalité des territoires
et de la ruralité,
SYLVIA PINEL

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DE LA RURALITÉ

Décret n° 2015-522 du 12 mai 2015 portant diverses dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation en matière de demande de logement social

NOR : *ETLL1426209D*

Publics concernés : *établissements publics de coopération intercommunale dotés d'un programme local de l'habitat et communes membres de ces établissements, organismes bailleurs, réservataires de logements sociaux, demandeurs de logement social.*

Objet : *mesures réglementaires d'application des dispositions de l'article 97 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové réformant la gestion des demandes de logement social.*

Entrée en vigueur : *le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des articles 6, 7 et 14 pour la métropole (articles portant respectivement sur le « dossier unique » de pièces justificatives, la mise en cohérence de l'article R. 441-2-5 et la mise en conformité et la publicité des politiques d'attribution des organismes d'HLM) et des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 14 pour Mayotte qui entrent en vigueur le 31 décembre 2015.*

Notice : *le présent décret modifie et complète les dispositions réglementaires relatives aux demandes de logement social. En particulier, il traduit au niveau réglementaire l'élargissement, opéré par la loi, de la liste des services auprès desquels les demandes peuvent être déposées, prévoit la possibilité de dépôt des demandes en ligne, précise les modalités suivant lesquelles les pièces justificatives peuvent être transmises et sont enregistrées dans un dossier unique au sein du système national d'enregistrement. Le texte modifie également les dispositions réglementaires relatives à l'accès aux informations contenues dans la demande de logement social, à la durée de validité de cette demande, à ses modalités de renouvellement ainsi qu'aux modalités de radiation des demandeurs.*

Par ailleurs, le décret offre la possibilité aux réservataires de logements sociaux de gérer de manière directe ou déléguée leur contingent de logements réservés. Enfin, il modifie les dispositions de l'article R. 441-9 du code de la construction et de l'habitation afin que les politiques d'attribution des bailleurs sociaux soient conformes aux dispositions législatives ainsi qu'aux documents locaux relatifs aux attributions (orientations fixées par la conférence intercommunale mentionnée à l'article L. 441-1-5 et plan partenarial de gestion de la demande de logement social) qui devront, au même titre que le règlement des commissions d'attribution, être rendus publics.

Références : *les textes visés par ce décret peuvent être consultés sur le site Légifrance (http://www.legifrance.gouv.fr).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové, notamment l'article 97 ;

Vu l'avis du Comité national d'évaluation des normes du 4 décembre 2014 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. – Le 1° de l'article R. 441-1 du code de la construction et de l'habitation est complété par une phrase ainsi rédigée : « Pour apprécier ces plafonds, les dépenses engagées pour l'hébergement de l'un des conjoints ou partenaires en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes sont déduites des ressources du demandeur dans la limite du montant annuel donnant droit à réduction d'impôt défini à l'article 199 *quindecies* du code général des impôts ; ».

Art. 2. – L'article R. 441-2-1 est ainsi modifié :

I. – Au premier alinéa, le mot : « personnes » est remplacé par les mots : « personnes morales ».

II. – Le *d* est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le service de l'Etat désigné à cette fin par le préfet ; »

III. – Le *f* est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsqu'ils sont bénéficiaires de réservations de logements en application de l'article R. 441-5 et qu'ils ont conclu avec le préfet ou, en Ile-de-France, le préfet de région, la convention prévue au III de l'article R. 441-2-5, les employeurs, pour les demandes de leurs salariés et les organismes à caractère désintéressé. »

IV. – Après le *f* sont insérés deux paragraphes ainsi rédigés :

« *g)* Les collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction, pour les demandes des salariés des entreprises cotisant auprès d'eux ;

« *h)* Le service intégré d'accueil et d'orientation mentionné à l'article L. 345-2-4 du code de l'action sociale et des familles, si la personne morale qui le gère l'a décidé. »

V. – Le huitième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les personnes morales ou services qui enregistrent les demandes de logement social peuvent confier, par convention, à l'un ou l'autre d'entre eux, à un mandataire commun sur lequel ils ont autorité, qui peut être le lieu d'accueil commun mentionné au deuxième alinéa du I de l'article L. 441-2-8, ou au gestionnaire du système particulier de traitement automatisé mentionné au IV de l'article R. 441-2-5, la mission d'enregistrer les demandes pour leur compte. »

VI. – Au neuvième alinéa, les mots : « un service susceptible » sont remplacés par les mots : « une personne morale ou un service susceptible ».

VII. – Au dernier alinéa, les mots : « des services » sont remplacés par les mots : « des personnes morales ou services ».

Art. 3. – L'article R. 441-2-2 est ainsi rédigé :

« I. – Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« La demande de logement social s'effectue soit auprès de l'un des guichets enregistreurs relevant des personnes morales ou services mentionnées à l'article R. 441-2-1, du mandataire commun ou du système de traitement automatisé mentionné au IV de l'article R. 441-2-5 aux fins qu'il l'enregistre dans le système national d'enregistrement, soit par voie électronique dans le système national d'enregistrement ou dans le système de traitement automatisé. Dans le premier cas, elle est présentée au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par arrêté du ministre chargé du logement. »

« II. – Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« La demande de logement social comporte les rubriques suivantes : ».

« III. – Après le dernier alinéa est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« Lorsque la demande est présentée au nom d'une personne morale mentionnée aux articles L. 442-8-1 et L. 442-8-1-1, seules les rubriques *a, b* et *h* sont renseignées. »

Art. 4. – La première phrase du premier alinéa de l'article R. 441-2-3 est remplacée par les dispositions suivantes :

« Dès réception du formulaire renseigné, accompagné de la copie d'une pièce attestant l'identité du demandeur ou, pour les étrangers autres que les citoyens de l'Union européenne et que les ressortissants d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse qui remplissent les conditions exigées pour bénéficier d'un droit au séjour sur le fondement des articles L. 121-1 et L. 122-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, d'une pièce attestant la régularité de son séjour sur le territoire national, la demande de logement social fait l'objet d'un enregistrement dans les conditions prévues à l'article R. 441-2-5. »

Art. 5. – L'article R. 441-2-4 est ainsi modifié :

I. – La première phrase du premier alinéa est remplacée par les dispositions suivantes :

« Dans les conditions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 441-2-1, la personne morale ou le service qui enregistre les demandes de logement social ou, si la demande a été faite par voie électronique, le système national d'enregistrement ou le système particulier de traitement automatisé mentionné au IV de l'article R. 441-2-5 adresse au demandeur une attestation d'enregistrement de la demande. »

II. – Il est inséré avant le dernier alinéa un alinéa ainsi rédigé :

« *i)* Les modalités selon lesquelles il pourra obtenir ultérieurement de l'information sur l'état d'avancement de sa demande ».

III. – La dernière phrase du dernier alinéa est supprimée.

Art. 6. – Après l'article R. 441-2-4 est inséré un article R. 441-2-4-1 ainsi rédigé :

« *Art. R. 441-2-4-1.* – La liste limitative des pièces justificatives que le demandeur doit fournir et de celles qu'un service instructeur peut lui demander, notamment les documents qui permettent, en l'absence d'avis d'imposition, de s'assurer des ressources du demandeur et des personnes à loger, est fixée par l'arrêté prévu à l'article R. 441-2-2.

« Les pièces justificatives peuvent être déposées soit auprès de l'un des guichets enregistreurs relevant des personnes morales ou services mentionnés à l'article R. 441-2-1 ou du mandataire commun mentionné au dixième alinéa de l'article R. 441-2-1 aux fins qu'il les enregistre dans le système national d'enregistrement ou dans un système particulier de traitement automatisé mentionné au IV de l'article R. 441-2-5, soit par voie électronique dans le système national d'enregistrement ou dans un système particulier visé au IV de l'article R. 441-2-5.

« Si, dans un délai de quinze jours suivant le dépôt des pièces justificatives auprès d'un guichet enregistreur, le demandeur constate que celles-ci n'ont pas été enregistrées dans le système national d'enregistrement, il peut saisir le représentant de l'Etat, qui fait procéder à l'enregistrement de ces pièces par un tel guichet. »

Art. 7. – L'article R. 441-2-5 est ainsi modifié :

I. – Au I, après le mot : « ultérieures », sont ajoutés les mots : « et les pièces justificatives ».

II. – Le III est ainsi modifié :

a) A la première phrase, les mots : « les personnes mentionnées » sont remplacés par les mots : « les personnes ou services mentionnés » ;

b) La deuxième phrase est complétée par les mots : « , dont la liste et la localisation des guichets enregistreurs relevant de chacune de ces personnes ou services » ;

c) A la troisième phrase, les mots : « Lorsqu'une personne mentionnée au *a, b* ou *c* » sont remplacés par les mots : « Lorsqu'une personne ou un service mentionné au *a,* au *b,* au *c* ou au *g* ».

III. – Le IV est ainsi modifié :

a) La première phrase est remplacée par les dispositions suivantes :

« Par dérogation aux I à III ci-dessus, les demandes de logement social et les pièces justificatives peuvent être enregistrées dans un système particulier de traitement automatisé désigné par le préfet ou, en Ile-de-France, par le préfet de région, couvrant tout le territoire du département ou, en Ile-de-France, de la région. » ;

b) A la deuxième phrase, les mots : « les autres personnes mentionnées » sont remplacés par les mots : « les autres personnes ou services mentionnés ».

Art. 8. – L'article R. 441-2-6 est ainsi modifié :

I. – Au premier alinéa, les mots : « par un service d'enregistrement » sont supprimés.

II. – Au *b,* les mots : « Aux services de l'Etat mentionnés » sont remplacés par les mots : « Au service de l'Etat mentionné ».

III. – Au *f,* après les mots : « article R. 441-2-1 », sont ajoutés les mots : « ou au gestionnaire du système particulier de traitement automatisé mentionné au IV de l'article R. 441-2-5 ».

IV. – Au *g,* le signe de ponctuation : « . » est remplacé par : « ; ».

V. – Après le *g* est inséré un paragraphe ainsi rédigé :

« *h)* Le service intégré d'accueil et d'orientation mentionné à l'article L. 345-2-4 du code de l'action sociale et des familles, si la personne morale qui le gère a décidé d'enregistrer les demandes de logement locatif social. »

VI. – Au neuvième alinéa, après les mots : « plan départemental d'action pour le logement », sont insérés les mots : « et l'hébergement ».

Art. 9. – L'article R. 441-2-7 est ainsi modifié :

I. – A la première phrase du deuxième alinéa, après les mots : « la remise », sont insérés les mots : « ou par voie électronique lorsque le demandeur a enregistré ou renouvelé au moins une fois sa demande par cette voie, ».

L'avant-dernière phrase est supprimée.

II. – Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lors du renouvellement de la demande, le demandeur actualise les informations contenues dans sa demande initiale ou fournies lors du dernier renouvellement. Le renouvellement de la demande s'effectue soit auprès de l'un des guichets enregistreurs relevant des personnes ou services mentionnés à l'article R. 441-2-1 ou du système particulier de traitement automatisé mentionné au IV de l'article R. 441-2-5, soit par voie électronique dans le système national d'enregistrement ou dans le système particulier de traitement automatisé. »

Art. 10. – L'article R. 441-2-8 est ainsi modifié :

I. – Au *a,* les mots : « à l'article L. 451-2-1 » sont remplacés par les mots : « au *a* du 1° du I de l'article L. 342-14 ».

II. – Au *b,* les mots : « à l'un des services d'enregistrement » sont remplacés par les mots : « à une personne morale ou un service mentionné à l'article R. 441-2-1. »

III. – Au *d,* les mots : « Irrecevabilité de la demande » sont remplacés par les mots : « Rejet pour irrecevabilité de la demande ».

IV. – Au *e,* les mots : « lettre de notification » sont remplacés par le mot : « notification ».

Art. 11. – L'article R. 441-2-9 est ainsi modifié :

I. – Au premier alinéa, est insérée la phrase suivante :

« En cas de décision d'attribution mentionnée aux *a, b,* ou *c* de l'article R. 441-3, l'organisme qui a attribué le logement saisit l'identifiant du logement dans le répertoire des logements locatifs prévu aux articles L. 441-10 et R. 411-3. »

II. – Au deuxième alinéa, le mot : « Lorsque » est remplacé par les mots : « Jusqu'au 31 décembre 2015, lorsque ».

Art. 12. – Au premier alinéa de l'article R. 441-3, après les mots : « plan départemental d'action pour le logement », sont insérés les mots : « et l'hébergement ».

Art. 13. – L'article R. 441-5 est ainsi modifié :

I. – Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le réservataire peut confier au bailleur le soin de proposer des candidats pour son compte à la commission d'attribution. A défaut, les conventions comportent indication du délai dans lequel le réservataire propose des candidats à l'organisme, ainsi que les modalités d'affectation du logement à défaut de proposition au terme du délai. »

II. – Au septième alinéa, les mots : « de l'option retenue » sont remplacés par les mots : « des options retenues ».

III. – Au huitième alinéa, les mots : « à l'article L. 451-2-1, deuxième alinéa » sont remplacés par les mots : « au *a* du 1° du I de l'article L. 342-14 ».

Art. 14. – Le IV de l'article R. 441-9 est ainsi modifié :

I. – La première phrase est complétée par les mots : « dans le respect des dispositions de l'article L. 441-1, du II de l'article L. 441-2-3, du III de l'article 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, des orientations fixées par la conférence intercommunale mentionnée à l'article L. 441-1-5, si elle est créée, et du contenu du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs mentionné à l'article L. 441-2-8. »

II. – Après la première phrase est insérée une phrase ainsi rédigée :

« Ces orientations sont rendues publiques, selon des modalités incluant leur mise en ligne. »

III. – A la deuxième phrase, le mot : « Il » est remplacé par les mots : « Le conseil de d'administration ou de surveillance ».

IV. – A la dernière phrase, après les mots : « Ce règlement », sont insérés les mots : « est rendu public, selon des modalités incluant sa mise en ligne, et ».

Art. 15. – Au III de l'article R. 441-12, après les mots : « plan départemental d'action pour le logement », sont insérés les mots : « et l'hébergement ».

Art. 16. – A l'article R. 441-16-4, les mots : « lorsque ces personnes relèvent également d'un accord collectif intercommunal » sont supprimés.

Art. 17. – Les articles 6, 7 et 14 du présent décret entrent en vigueur le 31 décembre 2015.

Art. 18. – I. – Les articles L. 441-2-1 et L. 441-2-6 à L. 441-2-9 entrent en vigueur à Mayotte le 31 décembre 2015.

II. – Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 14 entrent en vigueur à Mayotte le 31 décembre 2015.

Art. 19. – La ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 12 mai 2015.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

La ministre du logement,
de l'égalité des territoires
et de la ruralité,
SYLVIA PINEL

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DE LA RURALITÉ

Décret n° 2015-523 du 12 mai 2015 relatif au dispositif de gestion partagée de la demande de logement social et à l'information du demandeur

NOR : *ETLL1426216D*

Publics concernés *: établissements publics de coopération intercommunale dotés d'un programme local de l'habitat approuvé, bailleurs de logements sociaux et réservataires de logements sociaux, organismes et services chargés de l'information des demandeurs de logement social ou de l'enregistrement des demandes de logement social.*

Objet : *le décret précise le contenu et le fonctionnement du dispositif de gestion partagée de la demande de logement social, qui doit faire l'objet d'une convention entre les acteurs précités, ainsi que les informations devant être mises à disposition du public et des demandeurs de logement social.*

Entrée en vigueur : *le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication à l'exception des dispositions des articles 2 et 3 (hormis celles figurant au troisième alinéa de ce dernier article), qui entreront en vigueur le 31 décembre 2015.*

Notice : *afin d'assurer un traitement plus efficace et transparent des demandes de logement social sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'un programme local de l'habitat approuvé, la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 prévoit la mise en place d'un dispositif de gestion partagée de la demande de logement social entre cet établissement, les réservataires, les bailleurs sociaux ainsi que les organismes ou services chargés de l'information des demandeurs ou de l'enregistrement des demandes. Le décret mentionne les informations obligatoirement partagées par les partenaires et les fonctionnalités minimales assurées par ce dispositif. Par ailleurs, afin de satisfaire le droit à l'information du public et du demandeur quant à l'évolution et au résultat de sa demande de logement social, le décret précise les informations devant être mises à disposition de ces personnes. Enfin, le décret définit les types de décision pouvant être pris par la commission d'attribution prévue à l'article L. 441-2.*

Références : *le décret est pris pour l'application de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ; les textes modifiés par le présent décret peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (http://www.legifrance.gouv.fr).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 441-2-7 ;

Vu l'avis du Comité national d'évaluation des normes du 4 décembre 2014 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. – Il est créé un article R. 441-2-15 du code de la construction et de l'habitation ainsi rédigé :

« *Art. R. 441-2-15.* – I. – Le dispositif de gestion partagée des dossiers prévu à l'article L. 441-2-7 contient les informations transmises par le demandeur de logement social lors de sa demande initiale et les modifications qu'il peut y apporter directement. En outre, il contient au moins les informations concernant les événements suivants et leurs dates de survenance :

– les rectifications éventuelles apportées à la demande par un intervenant habilité à cet effet dans les conditions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, en fonction des pièces justificatives fournies par le demandeur ;

– le cas échéant, la mention du caractère prioritaire de la demande, soit en application de l'article L. 441-2-3, soit au titre de l'accord collectif mentionné à l'article L. 441-1-1 ou à l'article L. 441-1-2, soit suite à une désignation prononcée par une instance partenariale créée par le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs, une instance locale du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ou une instance prévue par une convention prise en application de l'article L. 441-1-5 qui peut être l'accord collectif mentionné à l'article L. 441-1 ;

– le cas échéant, la mention du ou des contingents de réservation auxquels le demandeur est éligible ;
– les événements intervenus dans le processus de traitement de la demande, dont les demandes d'informations ou de pièces justificatives, la désignation par le bailleur ou par le réservataire du demandeur comme candidat à un logement déterminé en vue de la présentation de la demande à une commission d'attribution, l'inscription à l'ordre du jour d'une commission d'attribution et l'examen de la demande par cette commission ;
– le cas échéant, les visites de logements proposées et les visites de logements effectuées ;
– la décision de la commission d'attribution, le positionnement du demandeur en cas d'attribution sous réserve de refus du ou des candidats précédents et les motifs de la décision en cas d'attribution sous condition suspensive ou de refus ;
– le cas échéant, les motifs du refus du demandeur ;
– la signature du bail après attribution du logement concerné.

Toutes les informations mentionnées au présent article sont enregistrées par la personne morale qui est à l'origine de l'événement, dès la survenance de l'événement qu'elles concernent.

Le dispositif comporte la date à laquelle les informations ont été introduites, modifiées ou supprimées, ainsi que l'identification des personnes morales qui sont à l'origine de l'événement et ont introduit l'information sur sa survenance dans le dispositif de gestion partagée.

II. – Le traitement des informations figurant dans le dispositif de gestion partagée permet notamment :

– de déterminer, le cas échéant, le caractère prioritaire de la demande ;
– d'identifier les demandeurs dont l'attente a atteint ou dépassé le délai fixé par le préfet en application de l'article L. 441-1-4 ;
– d'identifier les demandeurs auxquels la commission d'attribution a attribué un logement sous réserve de refus du ou des candidats précédents et auxquels le logement n'a finalement pas été attribué, et les conditions de traitement de ces demandes pour l'attribution des prochains logements disponibles adaptés à leur situation.

III. – Le traitement mentionné au II permet également d'appliquer le barème de la cotation de la demande si l'établissement public de coopération intercommunale a décidé de mettre en place un tel système, ainsi que, dans ce cas, d'identifier les demandeurs dont le dossier n'a pas été présenté en commission d'attribution dans le délai fixé par le préfet en application de l'article L. 441-1-4 ou dont la situation présente des difficultés pour qu'une offre de logement leur soit transmise selon des critères définis par le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs et traduits dans le barème.

IV. – Le dispositif auquel l'établissement public de coopération intercommunale et ses partenaires peuvent adhérer afin de remplir leur obligation de création du dispositif mentionné au premier alinéa de l'article L. 441-2-7 en application du deuxième alinéa du même article peut être, soit la déclinaison départementale ou, en Ile-de-France, régionale du système national d'enregistrement, soit le système particulier de traitement automatisé désigné par le préfet ou, en Ile-de-France, par le préfet de région en application du IV de l'article R. 441-2-5, existant ou créé à cette occasion et répondant aux conditions fixées par le présent article. »

Art. 2. – Il est créé un article R. 441-2-16 du code de la construction et de l'habitation ainsi rédigé :

« *Art. R. 441-2-16.* – Le public et les demandeurs de logement social disposent, en sus des informations mentionnées au premier alinéa de l'article L. 441-2-6, d'informations concernant les règles générales d'accès au parc locatif social, les procédures applicables sur l'ensemble du territoire national, la liste des guichets d'enregistrement et le délai fixé par le préfet en application de l'article L. 441-1-4 dans chaque département.

Sur le territoire des établissements de coopération intercommunale mentionnés à l'article L. 441-2-8, le public et les demandeurs disposent également, dans les conditions prévues par le plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs, d'informations concernant les procédures applicables et les personnes morales intervenant dans le processus d'attribution des logements sur le territoire de l'établissement de coopération intercommunale, les critères de priorité applicables sur ce territoire dans le respect des articles L. 441-2-3, L. 441-1 et du II de l'article L. 301-1, les caractéristiques et la localisation du parc social, et les indicateurs permettant d'estimer le délai d'attente moyen selon les secteurs géographiques et les types de logement ainsi que la liste des lieux d'accueil.

Le service d'information et d'accueil prévu à l'article L. 441-2-8 met en œuvre les actions nécessaires à la mise à disposition des informations mentionnées à l'alinéa précédent. Ces informations sont fournies selon des modalités et, pour l'accueil physique, selon une répartition territoriale fixées par la convention d'application du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs. Si la convention prévoit une mise à disposition par voie électronique de tout ou partie des informations, cette fonction est réputée remplie lorsque le dispositif de niveau départemental ou régional, auquel ont adhéré l'établissement de coopération intercommunale et ses partenaires conformément au deuxième alinéa de l'article L. 441-2-7, y pourvoit. La nature et le contenu de l'information délivrée dans le cadre du service d'accueil et d'information sont harmonisés entre les lieux d'accueil, sans préjudice de la possibilité pour les bailleurs sociaux et les réservataires de logements sociaux de donner dans leurs lieux d'accueil propres des précisions concernant le patrimoine qu'ils gèrent ou faisant l'objet de réservations de leur part. »

Art. 3. – Il est créé un article R. 441-2-17 du code de la construction et de l'habitation ainsi rédigé :

« *Art. R. 441-2-17.* – Tout demandeur de logement social doit pouvoir avoir accès, à tout moment, directement ou sur demande selon son choix, aux informations contenues dans sa demande telles qu'elles ont été enregistrées

et, le cas échéant, modifiées par ses soins ou rectifiées par un intervenant habilité à cet effet au vu des pièces justificatives fournies par le demandeur.

Lors du dépôt de la demande, le demandeur reçoit les informations mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 441-2-6 et est informé des modalités selon lesquelles il pourra obtenir ultérieurement des informations sur l'état d'avancement de sa demande.

Postérieurement au dépôt de la demande, il a accès à des informations concernant :

– en cas de mise en place d'un système de cotation de la demande, le délai d'attente prévisionnel en fonction du type de logement sollicité dans les conditions définies par le plan partenarial de gestion partagée et d'information du demandeur ;
– la décision de la commission d'attribution, le rang du demandeur en cas d'attribution sous réserve de refus du ou des candidats précédents et les motifs de la décision en cas d'attribution sous condition suspensive et en cas de non-attribution ;
– en cas de décision d'attribution, la description précise du logement proposé et, le cas échéant, le fait que le logement lui est proposé au titre du droit opposable au logement ;
– les conséquences de son éventuel refus de l'offre de logement faite dans les conditions de l'article R. 441-10 à la suite d'une décision d'attribution prise par la commission d'attribution, notamment lorsque le logement a été proposé au titre du droit au logement opposable. »

Art. 4. – Le dernier alinéa de l'article R. 441-3 du code de la construction et de l'habitation est remplacé par six alinéas ainsi rédigés :

« Pour chaque candidat, la commission d'attribution prend l'une des décisions suivantes :

a) Attribution du logement proposé à un candidat ;

b) Attribution du logement proposé en classant les candidats par ordre de priorité, l'attribution du logement étant prononcée au profit du candidat suivant en cas de refus de l'offre faite dans les conditions de l'article R. 441-10 par le ou les candidats classés devant lui ;

c) Attribution du logement proposé à un candidat sous condition suspensive, lorsqu'une des conditions d'accès à un logement social prévues par le présent code n'est pas remplie par le candidat au moment de l'examen de la demande par la commission d'attribution ; ce type de décision emporte l'obligation pour le bailleur de signer un bail avec l'attributaire sur le logement objet de l'attribution si la condition est remplie dans le délai fixé par la décision d'attribution ;

d) Non-attribution au candidat du logement proposé ;

e) Décision mentionnée au *d* de l'article R. 441-2-8 notifiée dans les conditions prévues à l'article L. 441-2-2. »

Art. 5. – La convention mentionnée au troisième alinéa de l'article L. 441-2-7 du code de la construction et de l'habitation est signée au plus tard le 31 décembre 2015, sauf pour l'Ile-de-France et pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence, où la convention doit être signée au plus tard le 31 décembre 2016.

Art. 6. – L'article 2 et l'article 3, à l'exception de son troisième alinéa, entrent en vigueur le 31 décembre 2015.

Art. 7. – La ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 12 mai 2015.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

La ministre du logement,
de l'égalité des territoires
et de la ruralité,
SYLVIA PINEL

capm
Pays de Martigues
Martigues • Port-de-Bouc • Saint-Mitre-les-Remparts

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2010-2015

ADOPTION

- *Elaboration du PLH prescrite par délibération n° 2005-108 du 30 septembre 2005*
- *Projet arrêté par délibération n°2009-21Du 19 février 2009*
- *Transmis pour avis le 28 avril 2009 aux communes membres et à l'établissement public en charge de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale*
- *Prise en compte des avis rendus par délibération n° 2009-116 du 24 septembre 2009*
- *Projet transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône le 5 novembre 2009*
- *Séance du Comité Régional de l'Habitat du 21 décembre 2009*

ORGECO
Allée Charlie Chaplin
13500 MARTIGUES
☎ 04.42.13.01.90 - 🖷 04.42.13.01.96
orgeco.martigues@orgeco.fr

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION 1

2 DIAGNOSTIC 3

2.1 L'ORGANISATION DU TERRITOIRE DE LA CAPM 3
2.2 UNE ECONOMIE DYNAMIQUE ET CREATRICE D'EMPLOIS 7
2.3 DE FORTES CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES 8
2.4 UNE FAIBLE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE 9
2.5 UN PARC DE LOGEMENTS EQUILIBRE, EN LENTE EVOLUTION 11
2.6 LE MARCHE DE L'IMMOBILIER 16
2.7 LE PARC LOCATIF SOCIAL 21
2.8 PROBLEMES SPECIFIQUES EN ATTENTE DE REPONSES ADAPTEES 24
2.9 PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT 27

3 PRINCIPES D'ACTION - OBJECTIFS 34

4 PROGRAMME D'ACTIONS 36

4.1 PRODUIRE PLUS DE 400 LOGTS/AN (2 600 LOGTS EN 6 ANS) 36
4.2 PRODUIRE 800 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX EN 6 ANS 43
4.3 FACILITER L'ACCESSION SOCIALE A LA PROPRIETE 49
4.4 AMELIORER ET ADAPTER LE PARC LOCATIF SOCIAL EXISTANT 51
4.5 AMELIORER ET ADAPTER LE PARC PRIVE EXISTANT 53
4.6 GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE 56
4.7 LOGEMENT DES PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES 57
4.8 ADAPTATION DES FOYERS ET RESIDENCES SOCIALES 59
4.9 LOGEMENT DES JEUNES ET DES ETUDIANTS 60
4.10 ACCUEIL ET SEDENTARISATION DES GENS DU VOYAGE 61
4.11 AGIR EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE 62
4.12 MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DU PLH 63
4.13 DEVELOPPEMENT DES OUTILS 64

ANNEXES 65

ANNEXE 1 : CARTE DE TERRITORIALISATION DU PLH 66
ANNEXE 2 : DELIBERATION DU 11 JUILLET 2006 SUR L'INTERET COMMUNAUTAIRE 67
ANNEXE 3 : CARTE DU FONCIER COMMUNAL ET COMMUNAUTAIRE 69

1 INTRODUCTION

Le Conseil de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues a lancé le 30 septembre 2005 l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat.

Un cadre législatif et réglementaire développé depuis 1983

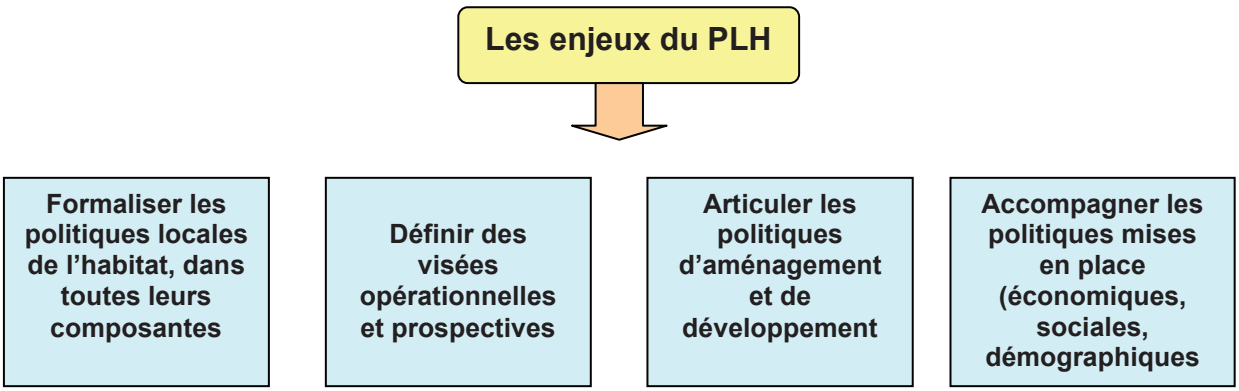
Le contexte législatif et réglementaire a largement évolué depuis l'instauration des premiers programmes locaux de l'habitat (PLH), avec l'accroissement progressif des responsabilités des collectivités locales en matière d'habitat.

Principaux textes de référence :

- Loi d'Orientation pour la Ville, *13 juillet 1991 ;*
- Loi relative à la mise en œuvre du Pacte de Relance pour la Ville, *14 novembre 1996 ;*
- Loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, *29 juillet 1998* ;
- Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, *13 décembre 2000* ;
- Loi Urbanisme et Habitat, *3 juillet 2003* ;
- Loi d'orientation pour la Ville et la Rénovation Urbaine, *1er août 2003* ;
- Loi de décentralisation Libertés et Responsabilités Locales, *13 août 2004 ;*
- Loi de programmation pour la Cohésion Sociale, *18 janvier 2005* ;
- Loi portant Engagement National pour le Logement, *13 juillet 2006 ;*
- Loi sur le Droit au Logement Opposable, *5 mars 2007.*
- Loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, *25 mars 2009*

Les enjeux et objectifs du PLH

Le PLH formalise pour 6 ans la politique locale de l'habitat.



Il poursuit trois objectifs majeurs :

- répondre aux besoins de la démographie locale, des entreprises, des plus démunis (isolés, familles en précarité, immigrés, gens du voyage…), des jeunes (actifs décohabitants, couples), des seniors (maintien à domicile, adaptation de l'habitat…), des personnes à mobilité réduite ;
- détendre le marché de l'immobilier et permettre des parcours résidentiels complets en locatif et en accession à la propriété ;
- articuler les politiques d'aménagement et de développement économique dans une perspective de développement durable, en limitant l'étalement urbain et en tenant compte des enjeux paysagers et environnementaux.

Le programme d'actions est détaillé pour l'ensemble du territoire et territorialisé par secteur géographique (bassin de vie, commune ou quartier selon les actions).

Le contexte local

Les politiques publiques développées sur la CAPM doivent s'articuler avec les orientations définies dans un cadre géographique élargi à l'Ouest de l'Etang de Berre, à l'aire métropolitaine marseillaise et au département des Bouches du Rhône.

- Une Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des Bouches du Rhône, approuvée par décret le 10 mai 2007, inscrit l'Ouest Etang de Berre dans des objectifs majeurs de développement, fonctionnement et préservation environnementale à l'échelle du département
- Un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Ouest Etang de Berre est en cours d'élaboration pour fixer les orientations stratégiques, sur un périmètre arrêté le 25 juin 2003 regroupant les territoires de la CAPM et du SAN Ouest Provence
- Le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) des Bouches du Rhône est en cours de révision
- Un Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage est signé entre l'Etat et le Département depuis le 1er mars 2002
- Deux Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) sont en cours sur Martigues et Port de Bouc (2007-2009), dans le prolongement d'un Contrat de Ville mis en œuvre sur 2000-2006
- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Martigues a été approuvé le 30 juin 2006, les Plans d'Occupation des Sols (POS) de Port de Bouc et Saint Mitre les Remparts sont toujours en vigueur, leur révision en PLU est en cours ou prévue.

Le déroulement de la démarche

- Le Conseil communautaire lance le 30 septembre 2005 la procédure d'élaboration du PLH
- une partie du territoire de la CAPM était couvert par un PLH élaboré par les communes de Martigues et Port de Bouc en 1996, depuis la création de la CAPM en 2001 « l'équilibre social de l'habitat » est une compétence communautaire
- Le Conseil communautaire précise le 11 juillet 2006 l'intérêt communautaire (cf. annexe)
- Un Comité de pilotage est le 26 octobre 2006 : présentation du diagnostic
- Des groupes de travail sont organisés des 6 et 8 décembre 2006 sur les thèmes suivants :
- le logement social - l'habitat et la gestion adaptés - le marché de l'immobilier
- Des séminaires des élus (1er mars / 22 juin 2007) permettent de préciser les orientations du PLH
- Le Bureau communautaire valide le 18 octobre 2007 les principes et objectifs du PLH

- En février 2008, l'Etat transmets un « porter à connaissance » commun aux PLH de la CAPM et du SAN Ouest Provence
- Des réunions sont organisées avec chaque commune, pour la territorialisation des actions
- La commission communautaire Equilibre Social de l'Habitat du 9 septembre 2008 examine et valide les grandes lignes du programme d'actions
- Un Comité de pilotage est réuni le 27 novembre 2008 : présentation et discussion du pré-projet

Personnes publiques et acteurs de l'habitat associés à la démarche :

- Etat (Sous préfecture d'Istres, DDE 13, DDASS 13)
- CG 13, SAN Ouest Provence, CU Marseille Provence Métropole
- ADIL 13, CAF 13, PACT ARIM 13
- OPAC Sud, Erilia, Logirem, Sud Habitat, ADOMA, ARRO HLM
- FNAIM, CNAB, Chambre des Notaires
- CNL…

2 DIAGNOSTIC

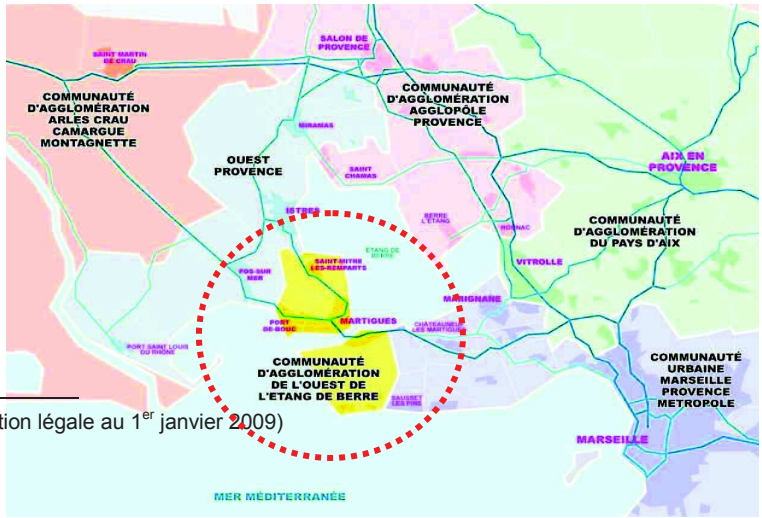
2.1 L'organisation du territoire de la CAPM

Créée le 29 décembre 2000, la Communauté d'Agglomération Du Pays de Martigues se compose des communes de Martigues, Port de Bouc et Saint Mitre les Remparts.

Ces trois communes se différencient par leur population et leur taille géographique.

	population 2006	Superficie (ha)
Martigues	47 056	7 144
Port de Bouc	17 716	1 146
St Mitre les Remparts	5 467	2 102

La CAPM s'étend sur 10 392 hectares et regroupe 70 239 habitants[1].



[1] Population totale 2006 (population légale au 1er janvier 2009)

Relativement petite par le nombre de communes, la superficie et la population regroupée, la CAPM doit, dans le contexte de l'aire métropolitaine marseillaise, affirmer son identité.

nom EPCI	Population 2006	Nbre de communes	Superficie (km²)
Cté Urbaine Marseille Provence Métropole	1 034 304	18	605
Cté d'Aggl. du Pays d'Aix-en-Provence	361 836	34	1 300
Cté d'Aggl. Salon-Etang de Berre-Durance	133 684	17	515
Cté d'Aggl. du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	101 253	12	245
SAN Ouest Provence	97 967	6	348
Cté d'Aggl. Arles-Crau-Camargues-Montagnette	79 965	5	1 071
Cté d'Aggl. Du Pays de Martigues	70 239	3	104
Cté de Communes Rhône Alpilles Durance	45 667	10	202
Cté de Communes de la Vallée des Baux	27 040	10	320

La CAPM occupe une position charnière sur le Chenal de Caronte, qui relie l'Etang de Berre à la Méditerranée, et participe au complexe industrialo-portuaire Fos-Lavéra. Elle est également sur l'axe Marseille-Montpellier, au cœur d'un puissant réseau d'infrastructures (autoroutes, aéroport…).

La CAPM est desservie par la voie ferrée Marseille-Miramas passant par la Côte Bleue : cinq gares ou arrêts pour voyageurs (Couronne, Lavéra, Ponteau, Croix Sainte, Port de Bouc), et une gare fret importante à Lavéra (produits chimiques et pétroliers).

A l'échelle de son bassin de vie, éclaté entre Fos-Istres et Marseille-Aix, les transports collectifs sont cependant insuffisants et l'usage de la voiture est largement dominant.

Sur le plan environnemental, la CAPM est concernée par quatre grands territoires, et présente des sites naturels remarquables:

- l'étang de Berre, avec un littoral remarquable de Saint Mitre à Figuerolles,
- la Chaîne de l'Estaque, avec les plaines agricoles de Saint Pierre et Saint Julien et le littoral de la Côte Bleue,
- le bassin versant Nord Ouest de Martigues, avec un ensemble remarquable d'étangs et une grande diversité de paysages,
- le Golfe de Fos, où l'étang de Berre se déverse via le chenal de Caronte.

Territoire de la CAPM



2.2 Une économie dynamique et créatrice d'emplois

Longtemps centré sur l'industrie pétrochimique, le tissu économique de la CAPM s'est largement diversifié et renforcé depuis une vingtaine d'années.

L'évolution modérée des emplois est la résultante de deux phénomènes :

- des réductions d'effectifs dans les grands établissements industriels de la pétrochimie,
- une croissance de l'emploi dans les commerces et services.

L'industrie reste un secteur fort de l'économie locale et représente plus de ***33% de l'emploi***. Il regroupe les donneurs d'ordre (que sont les opérateurs du raffinage, de la pétrochimie et de la chimie), les PME/PMI dans les différents secteurs de la sous-traitance (mécanique et travail des métaux) et de la construction.

L'activité commerciale (plus de ***16% de l'emploi)*** offre à la fois des commerces traditionnels de centre-ville, et du commerce spécialisé en grandes surfaces dans les zones commerciales :

- pôle Auchan à Martigues (galerie marchande de 44 commerces, grandes enseignes),
- zone Escaillon-Figuerolles (Décathlon, complexe cinématographique, Bowling…),
- pôle Carrefour à Port de Bouc (développement limité par des risques technologiques),
- zone des Etangs à Saint Mitre les Remparts (développée depuis une dizaine d'années).

Les services (aux personnes et aux entreprises) représentent aujourd'hui ***50% de l'emploi,*** avec une diversité en rapport avec la taille et le rayonnement de l'agglomération.

Une dizaine de zones d'activités structurent le tissu économique sur le territoire :

- ***Martigues*** : ***Lavéra*** (site pétrochimique de dimension européenne : Innovene, Total, EDF, Arkéma, Naphtachimie, Géogaz, Primagaz), ***Ecopolis Martigue-Sud***,
  Ecopolis Croix Sainte / Caronte, ***Rive Nord du Chenal de Caronte / Boulevard Maritime***,
  Centre commercial Auchan,

- ***Port de Bouc*** : zone de ***l'Anse Aubran***, zone industrielle de ***la Grand Colle***,
  Rive Nord du Chenal de Caronte / Boulevard Maritime,
  Centre commercial Carrefour,

- ***Saint Mitre les Remparts : zone des Etangs.***

Les nouvelles zones commerciales de Martigues (Escaillon-Figuerolles) et de Saint Mitre les Remparts (Etangs) ont récemment généré de nombreux emplois.

Le tourisme se développe également, activité reconnue cette année par le double classement de Martigues en « station balnéaire » et « station touristique ».

Plus largement, la CAPM s'inscrit aujourd'hui dans ***un contexte économique relativement dynamique***, en raison des grands chantiers annoncés sur les ports de Lavéra, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis du Rhône (FOS 2XL, entrepôts IKEA…) et du développement d'un pôle logistique (CLESUD) sur Grans et Miramas[2].

[2] A court et moyen terme, création de plusieurs milliers d'emplois

2.3 De fortes contraintes environnementales

Des risques technologiques

Les activités pétrochimiques sont sources de risques pouvant avoir des conséquences graves. Douze établissements sont soumis à la directive SEVESO, dix sur Martigues (Lavéra, La Mède), deux sur Port de Bouc. Trois types de risques sont à pris en compte : incendie (hydrocarbure liquide), explosion (gaz de pétrole liquéfié), émission de gaz toxique (chlore, ammoniac).

En complément des dispositions de protection civile, des zones de protection (périmètres SEVESO) sont en place pour limiter les possibilités de construction :

- zone Z1 : la plus proche, où le nombre de personnes exposées ne doit pas augmenter,
- Zone Z2 : où une augmentation limitée du nombre de personnes présentes peut être admise.

Sur l'ensemble de ces sites, des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) seront prescrits par l'Etat, et sont en cours d'étude. Ces plans auront pour effet de limiter à terme l'urbanisation et l'exposition des populations, et de réduire la « vulnérabilité » des territoires.

Le risque naturel d'inondation

L'atlas des zones inondables du département de 1996 (Projet d'Intérêt général du Préfet des Bouches du Rhône reconduit en 2001) identifie plusieurs secteurs à risque sur le territoire de la CAPM. Trois d'entre eux concernent des quartiers d'habitat pour lesquels, compte tenu des risques, toute nouvelle urbanisation sera interdite ou fera l'objet de prescriptions très strictes (vallon de l'Eurré à la Couronne, vallon du Pauvre Homme à Croix Sainte, Vallat Saint-Jean à Croix Sainte).

Des risques d'incendie

Les espaces naturels et les zones boisées représentent une part importante du territoire. Ils sont répartis sur les massifs de la Nerthe (Martigues) et des étangs (St Mitre, Port de Bouc et Martigues). Les risques de feux sont importants et les deux massifs forestiers font l'objet d'une gestion intercommunale (PIDAF[3] de la Côte Bleue et PIDAF des Etangs).

Des nuisances acoustiques

Des infrastructures routières traversent des quartiers d'habitation et constituent les principales sources de nuisance : A 55, RN 568, avenue F.Turcan, RD 5. Le projet de prolongement de l'A55 et de RD 50 constitue une des priorités de l'agglomération et doit permettre de réduire le trafic sur la RN 568, de la repositionner dans un rôle de desserte d'agglomération et d'engager une politique de recomposition urbaine de part et d'autre.

Une qualité de l'air sous surveillance

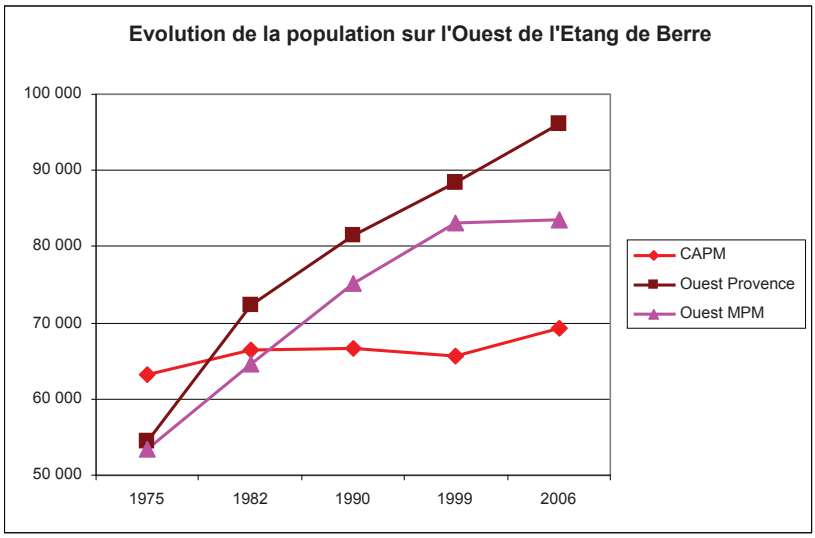
Un réseau de mesure de la qualité de l'air, en place sur le pourtour de l'Etang de Berre, permet de mesurer les principaux polluants atmosphériques et de prescrire des mesures limitant la pollution.

Les activités pétrochimiques et de raffinage induisent une pollution atmosphérique importante (dioxyde de soufre et composés organiques volatiles). Par ailleurs, les infrastructures de transport génèrent des émissions d'oxyde d'azote conséquentes.

[3] PIDAF : plan intercommunal de débroussaillement et d'aménagement forestier

2.4 Une faible croissance démographique

Pendant 25 ans, la population de la CAPM s'est à peine maintenue, notamment du fait d'un solde migratoire négatif sur Port de Bouc, contrastant avec le dynamisme démographique constaté sur les territoires environnants.



	1975	1982	1990	1999	2006
Martigues	38 373	42 039	42 678	43 493	46 618
Port de Bouc	21 424	20 106	18 786	16 686	17 529
St Mitre les Remparts	3 327	4 299	5 139	5 458	5 362
CAPM	**63 124**	**66 444**	**66 603**	**65 637**	**69 209**

Source : INSEE – population sans double compte / population municipale

Les enquêtes annuelles de l'INSEE indiquent un redressement de la démographie sur Port de Bouc et une croissance plus forte sur Martigues, les écarts tendraient donc à se réduire entre la CAPM, le SAN et l'Ouest MPM.

La taille des ménages diminue

La CAPM comptait 26 440 ménages en 1999, et l'estimation pour 2005 est de 28 500. La croissance du nombre de ménages (300 à 350 ménages par an) est donc beaucoup plus soutenue que la démographie et prolonge la tendance observée dans les années 1990.

Ce « desserrement » se traduit par une réduction de la taille moyenne des ménages. Il s'explique par des évolutions sociologiques majeures comme la diminution des familles nombreuses, l'allongement de la durée de vie ou encore les ruptures familiales (séparations, familles monoparentales…).

Nombre moyen de personnes par ménage

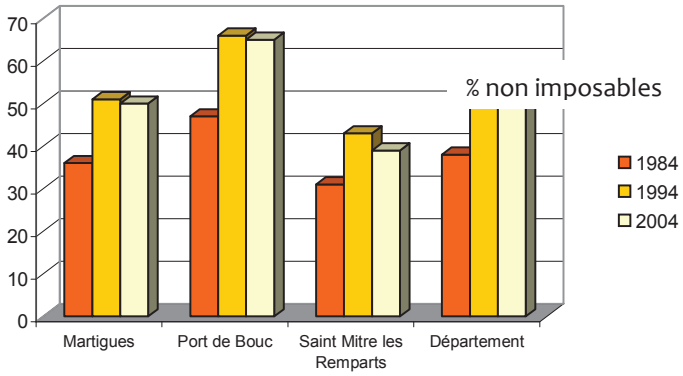
	1975	1982	1990	1999	2005(*)
Martigues	3,2	2,9	2,6	2,4	2,3
Port de Bouc	3,4	3,1	2,9	2,6	2,5
St Mitre les Remparts	3,4	3,0	2,9	2,6	2,5
CAPM	**3,3**	**3,0**	**2,7**	**2,4**	**2,3**

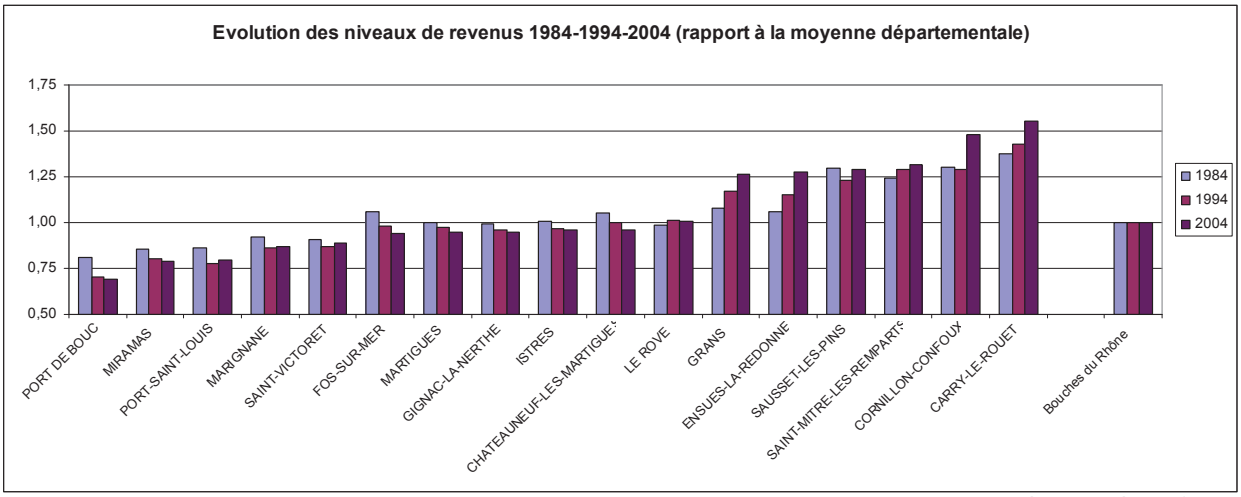
Source : INSEE (*) estimations

Des disparités sociales

L'évolution des niveaux de revenus depuis 1984 témoigne d'une tendance à la dégradation relative du niveau de vie sur Martigues et Port de Bouc, en comparaison de St Mitre et de la moyenne départementale.

Cette tendance s'illustre également par une augmentation de la part de ménages non imposables.





Source : INSEE - DGI

En matière de chômage, la situation s'est dégradée dans les années 1980 et 1990, avec 21% de chômeurs en 1999 (27,5 % à Port de Bouc).

La situation s'est sensiblement améliorée depuis.

Enjeux et objectifs

Sur la durée, les besoins en logements sur le territoire de la CAPM sont liés à l'augmentation tendancielle du nombre de ménages, sous l'effet de la décohabitation, du vieillissement de la population et de l'accueil de nouveaux actifs (développement des activités économiques à l'échelle du bassin de vie).

L'offre de logements doit donc concilier à la fois :

- **les besoins liés à la socio-démographie** (une taille des ménages qui oriente vers des logements plutôt petits ou de taille moyenne, renouvellement des générations et cohésion sociale du territoire, proximité des commerces et services),

- **les aspirations d'une part importante des ménages** pour des logements toujours plus grands (5 pièces et plus, plus faciles à réaliser en habitat individuel, en périphérie).

C'est donc la diversité de l'offre qui peut à la fois faciliter la mixité sociale des quartiers et le parcours résidentiel des ménages sur le territoire de la CAPM.

La réalisation de nouveaux programmes de logements devra toutefois prendre en compte les contraintes environnementales et économiser les espaces naturels et agricoles.

2.5 Un parc de logements équilibré, en lente évolution

En 2005, on estime que le parc de la CAPM **est de 32 100 logements**, avec une progression moyenne de + 0,9% par an (+ 261 logements).

	Nbre de logements			Rythme annuel			
	1990	1999	2005	1990-99		1999-05	
Martigues	18 593	20 718	22 100	+ 236	+ 1,2 %	+ 230	+ 1,0 %
Port de Bouc	7 300	7 233	7 350	- 7	- 0,1 %	+ 20	+ 0,2 %
St Mitre	2 046	2 335	2 650	+ 32	+ 1,5 %	+ 50	+ 2,2 %
CAPM	**27 939**	**30 286**	**32 100**	**+ 261**	**+ 0,9 %**	**+ 300**	**+ 1,0 %**

Sources : INSEE (Recensements) – DGI (FILOCOM)

L'augmentation du parc des logements renvoie au vieillissement de la population et à l'évolution générale des modes de vie et des critères de confort des ménages. Il faut souligner la situation particulière de Port de Bouc, qui n'a pas enregistré une augmentation « normale » de son parc de logement, à la différence de Martigues et Saint Mitre les Remparts.

Un parc relativement récent

Le parc de logements de la CAPM s'est, pour l'essentiel, constitué au cours des années 60 et 70, en lien avec la plate-forme industrialo-portuaire de Fos sur Mer. Sur le plan structurel, cela se traduisait encore en 2005 (source FILOCOM) par :

- **peu de logements très anciens**, soit 18% datant **d'avant 1949,**
- **46 % de logements d'après-guerre (1949-1974)**, période de mise en place des quartiers d'habitat collectif, où le parc locatif social est souvent prépondérant,
- **22% datant de 1975-89,** constructions plus récentes, où la maison individuelle en accession à la propriété a pris une part essentielle;

- **14% de constructions neuves (1990…).**

La comparaison avec les communes de l'Ouest de MPM et du SAN souligne une relative faiblesse de la construction sur la CAPM sur les périodes récentes :

	Constr. 1975-89		Constr. 1990…	
	Logts	%	Logts	%
Martigues	4 915	22%	3 475	16%
Port-de-Bouc	1 162	16%	606	8%
Saint-Mitre-les-Remparts	787	30%	488	18%
CAPM	**6 864**	**22 %**	**4 569**	**14%**
Ouest MPM	*11 169*	*29 %*	*7 477*	*19 %*
SAN	*13 688*	*34 %*	*8 133*	*20 %*

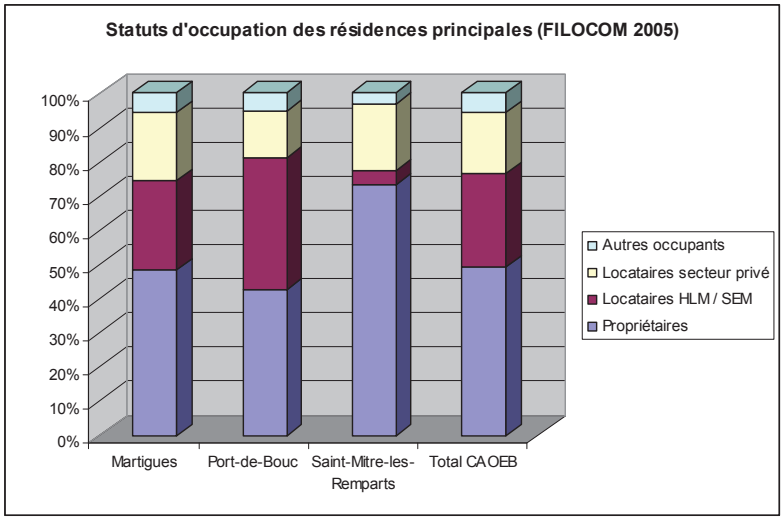
Diversité des statuts d'occupation

A l'échelle de la CAPM, **la diversité de l'offre de logements est réelle**, même si le parc locatif social a une importance particulière sur l'agglomération :

- 49% de propriétaires occupants,
- 27% de locataires HLM,
- 23% de locataires du secteur privé et occupants à titre gratuit

La situation est cependant différente selon les communes (et selon les quartiers) :

- 4 % de locataires HLM et 73 % de propriétaires à St Mitre les Remparts,
- 39 % de locataires HLM et 42 % de propriétaires à Port de Bouc,
- 26 % de locataires HLM et 48 % de propriétaires à Martigues.



En 2005, la majorité des ménages vivaient en habitat collectif, mais la proportion en maison individuelle est forte sur l'ensemble de la CAPM (41%), et exclusive sur Saint Mitre les Remparts :

- 44% sur Martigues,
- 40% sur Port de Bouc,
- 86% sur Saint Mitre les Remparts.

Sur Martigues et Port de Bouc, le parc collectif est concentré dans les quartiers centraux (Grès, Capucins, Notre Dame des Marins, Paradis St Roch, Boudème… Comtes, Lèque, Aigues Douces, Tassy-Bellevue), et sur des quartiers d'habitat social plus excentrés (Canto Perdrix, Mas de Pouane, Milan Sud, Amarantes).

Une réduction significative du nombre de logements sous-utilisés

Le nombre de logements vacants et de résidences secondaires permet de déterminer un taux de logements sous-utilisés. Entre 1990 et 2005, ce dernier est passé de 15 à 10% sur le territoire de la CAPM, reflet d'une tension croissante sur le marché immobilier et d'un effort important de requalification des quartiers en difficulté (restructurations, remises sur le marché, démolitions).

Des efforts engagés pour réduire la vacance

Depuis 1990, la vacance s'est fortement réduite, dans un premier temps sur Port de Bouc, ensuite sur Martigues. En 2005, elle ne représentait plus que 5,4 % du parc (1 738 logts).

	Nbre de logements vacants			% vacants	Evolution
	1990(*)	1999(*)	2005(**)	2005(**)	1990-2005
Martigues	1 281	1 618	1 135	5 %	- 11 %
Port de Bouc	975	575	463	6 %	- 53 %
St Mitre les Remparts	89	87	140	5 %	+ 57 %
CAPM	**2 315**	**2 280**	**1 738**	**5 %**	**- 25 %**

Sources : (*) INSEE-RP99 et (**) DGI-FILOCOM 2005

Sur Port de Bouc, les démolitions ont pris une ampleur particulière dans le parc social.

Sur Martigues, les opérations menées sur Boudème et Notre Dame des Marins ont eu un impact significatif, et le dispositif « Martigues en couleur » a permis de réhabiliter plus de 1 000 logements des quartiers anciens et de remettre sur le marché 400 logements vacants.

Plus largement, cette démarche, initiée par la ville de Martigues, a permis d'engager une véritable revitalisation du centre ancien par la mise aux normes des logements, la lutte contre l'habitat indigne, le ravalement des façades et la dynamisation du tissu commercial.

La remise à niveau du parc privé a également été engagée à Port de Bouc, d'abord dans le cadre de la rénovation/reconversion urbaine de la Lèque et du Port, et plus récemment dans le cadre de l'éradication de l'habitat indigne.

Diminution du nombre de résidences secondaires

Le parc de résidences secondaires (1 400 logts en 2005), principalement localisé sur des villages balnéaires de Carro et de la Couronne, tend également à se réduire.

	Nbre de résidences secondaires			% de résidences secondaires	Evolution
	1990(*)	1999(*)	2005(**)	2005(**)	1990-2005
Martigues	1 484	1 243	1 168	5 %	- 21 %
Port de Bouc	165	151	89	1 %	- 46 %
St Mitre les Remparts	262	172	150	6 %	- 43 %
CAPM	**1 911**	**1 566**	**1 407**	**4 %**	**- 26 %**

Source : INSEE-RP99 et DGI-FILOCOM 2005

Par rapport aux années 80, il s'agit d'un retournement de tendance, avec des transformations en résidences principales par des ménages actifs ou ayant atteint l'âge de la retraite, qui traduisent la forte pression du marché immobilier.

Un habitat indigne en diminution

Le bâti des quartiers anciens n'est pas toujours de bonne qualité. Constitué sur une trame parcellaire très étroite, il souffre souvent d'un entretien insuffisant.

La commune de Martigues a mis en œuvre une politique de réhabilitation et de lutte contre l'habitat indigne (sur 20 ans : 1 000 logements concernés, 400 logts remis sur le marché). La mise en œuvre d'une politique d'acquisition foncière a permis des réhabilitations et quelques démolitions ainsi que des aménagements d'espaces publics qui ont contribué à l'amélioration de la qualité résidentielle du centre ancien.

Des logements indignes persistent dans quelques îlots notamment sur le centre ancien (Jonquières, Ferrières, L'Ile), la Couronne et Carro. Des habitations isolées peuvent présenter des situations justifiant une intervention.

La commune de Port de Bouc s'est également engagée dans l'éradication de l'habitat indigne (en particulier au Canal et en Centre-Ville).

Sur Saint Mitre les Remparts, l'habitat ancien présente, à une échelle moindre, des situations que la commune souhaite résorber.

La MOUS RHI départementale a donné lieu à une centaine de signalements : 48 sur Martigues, 47 sur Port de Bouc, 3 sur St Mitre les Remparts.

Les communes s'organisent depuis pour relayer la MOUS RHI, dans le cadre de « Martigues en couleurs » et d'actions de valorisation du centre-ville de Port de Bouc et du centre de St Mitre.

Quelques copropriétés fragilisées

Plusieurs copropriétés des années 1960-1970 apparaissent fragilisées selon l'Observatoire des Copropriétés (PACT-ARIM – DDE) et peuvent faire l'objet d'une approche spécifique : les Gardians (copropriété traversée par l'autoroute A 55/RN 568) et le Trident (quartier des Quatre Vents).

L'expérience du plan de sauvegarde de la copropriété des Amarantes (Port de Bouc) a montré la lourdeur des interventions publiques en copropriété, quand un parc locatif social est imbriqué dans la copropriété et représente plus de la moitié des millièmes de copropriété.

Il faut noter des difficultés en lien avec l'environnement, plusieurs copropriétés étant directement concernées par les nuisances phoniques de l'A 55 et de la RN 568 :

- Les Ifs, Fontsarade, Moulin de France[4] et Gardians sur Martigues
- Amarantes, Milan Sud et Horizon de la Mer sur Port de Bouc

Sur Martigues, des mesures de protection phonique le long de l'A55 devraient améliorer la situation (résorption des « points noirs »), sauf pour les Gardians, dont l'avenir est davantage lié au prolongement de l'A55 (démolition au moins partielle).

Sur Port de Bouc, le prolongement de l'A 55 (contournement de Port de Bouc) se traduira par une réduction sensible des nuisances (réduction du trafic et de la vitesse, réaménagement en boulevard urbain). Il en sera de même pour les riverains du boulevard F.Turcan et de la RD5 sur Martigues.

[4] immeuble construit en 1968, labellisé « patrimoine du 20ème siècle »

2.6 Le marché de l'immobilier

Un rythme de construction modéré

Dans les années 1990 le rythme de construction sur le territoire de la CAPM était relativement faible (environ **250 logements par an).**

Ce rythme de construction ne permettait pas de répondre aux « besoins » d'une population de 66 000 habitants, environ 330 logements/an[5].

Si Martigues et Saint Mitre les Remparts présentaient des rythmes de construction modérés, c'est essentiellement sur Port de Bouc que la construction était très insuffisante (40 logts /an pour un besoin de 80 logts/an)

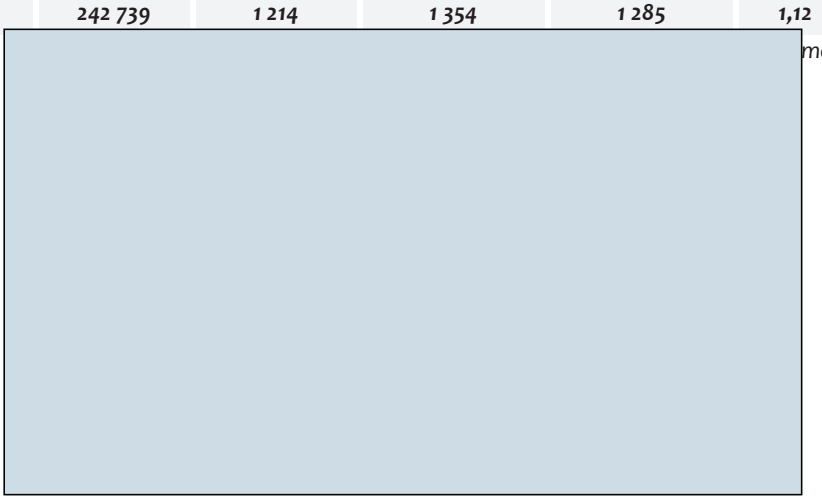
Cette situation, qui s'est prolongée jusqu'en 2003, contrastait avec la production de logements sur les communes du SAN Ouest Provence (plus de 500 logts/an) et de l'Ouest de MPM (450 logts/an).

Depuis 2004, la construction s'est développée sur Martigues et sur les communes du SAN, mais Port de Bouc et St Mitre, comme le secteur Ouest de MPM, n'ont pas vraiment profité de l'embellie conjoncturelle dont a bénéficié le reste du département des Bouches du Rhône.

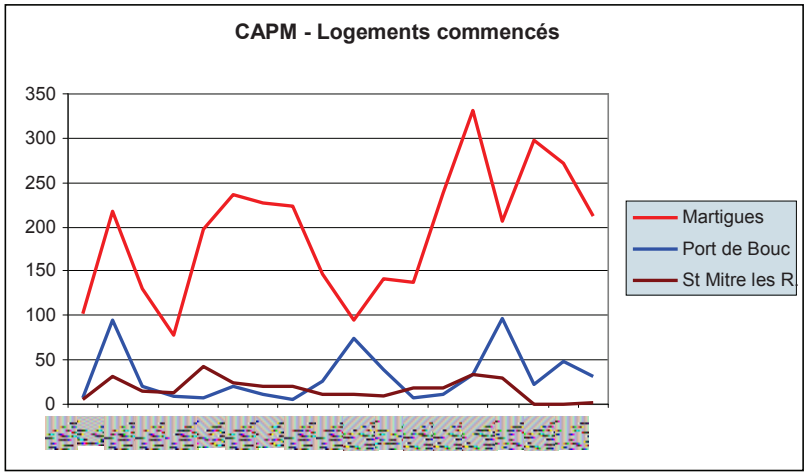
Le décompte des logements autorisés (permis de construire) reflète cette situation, même si le nombre de logements réellement construits et livrés est généralement moindre (environ - 20 %).

	Population 1999	Ratio 1 logt / 200 hab. (1)	Logts autorisés / an 1990-99 (2)	Logts autorisés / an 2000-07 (3)	Rapport (2) / (1)	Rapport (3) / (1)
Martigues	44 256	221	206	239	0,93	1,08
Port de Bouc	16 883	84	59	29	0,69	0,35
St Mitre les Remparts	5 557	28	22	14	0,80	0,49
CAPM	***66 696***	***333***	***287***	***281***	***0,86***	***0,84***
SAN Ouest Provence	***92 843***	***464***	***574***	***688***	***1,24***	***1,48***
Ouest MPM	***83 200***	***416***	***494***	***316***	***1,19***	***0,76***
Total Ouest Etg Berre	***242 739***	***1 214***	***1 354***	***1 285***	***1,12***	***1,06***

ments autorisés



[5] sur longue période, toutes choses égales par ailleurs, la livraison chaque année d'un logement pour 200 habitants permet de couvrir l'essentiel des besoins liés au desserrement et au renouvellement des ménages, et d'assurer le renouvellement d'une partie du parc de logement.



Source : Sitadel – logements autorisés

Depuis 2000, la production de logements s'est maintenue à un niveau relativement stable sur la CAPM, alors qu'elle s'est accrue sur le SAN et a diminué sur l'Ouest de MPM. Globalement, face à la pression de la demande, la construction neuve reste toutefois insuffisante sur la CAPM.

La relance de la construction en habitat collectif, en particulier dans les quartiers centraux de Martigues et Port de Bouc, est très sensible depuis 2004 :

- plus de 500 logements sur Martigues (Jardins d'Hestia, Terrasses Kennedy...),
- près d'une centaine de logements sur Port de Bouc (Terrasses du Port, Pointe des Pêcheurs…).

Evolution de la typologie des constructions

	2000/2003			2004/2007		
	Individuel	Collectif	Total	Individuel	Collectif	Total
Martigues	471	412	889 (*)	306	570	1 020 (**)
Port de Bouc	64	13	77	63	93	156
St Mitre-les-Remparts	76	29	105	4	-	4
CAPM	***611***	***454***	***1 071 (*)***	***373***	***663***	***1 180 (**)***

(*) dont 6 logements en résidence
(**) dont 144 logements en résidence

Source : DDE - Fichiers Sitadel – logements autorisés

La flambée des prix du foncier et de l'immobilier

Pendant quatre ans, les prix du foncier et de l'immobilier ont connu des hausses importantes (+ 30% à 40%) en raison de la conjugaison de plusieurs facteurs :

- des taux d'intérêt particulièrement bas,
- une « surchauffe » de la production (une demande en décalage avec une offre insuffisante),
- une raréfaction du foncier organisé (ZAC, lotissements),
- une hausse des coûts de construction et une concurrence accrue entre les opérateurs.

Budget moyen des transactions : maisons anciennes

	1 à 3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces et plus
Bouches du Rhône	**186 874**	**249 294**	**295 519**	**412 233**
Bassin de Berre	**164 214**	**223 345**	**247 934**	**301 578**
Martigues	177 616	224 048	228 520	309 569
Port de Bouc	165 014	186 199	209 198	251 661
Saint Mitre Les Remparts	155 049	198 535	255 482	351 982

Budget moyen des transactions : appartements anciens

	Studios	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces et +
Bouches du Rhône	**79 591**	**117 594**	**151 534**	**182 256**	**239 862**
Bassin de Berre	**86 346**	**115 901**	**144 527**	**151 045**	**173 580**
Martigues	101 442	126 460	152 426	157 313	198 410
Port de Bouc		92 200	114 116	106 819	112 772

Ce phénomène concerne tous les segments du marché (foncier, logement neuf, logement ancien, accession, location) et génère de réelles difficultés pour :

- les ménages à faibles ressources,
- les primo-accédants (bloqués dans leurs projets ou obligés de s'éloigner),
- les bailleurs sociaux, dont les occupants ne peuvent quitter leur logement (mobilité anormalement faible, disponibilité insuffisante des logements) et dont les projets subissent des coûts de réalisation prohibitifs (foncier, travaux de construction),
- les collectivités publiques, dont l'action foncière s'est développée au moment le moins propice, avec des budgets de soutien aux opérations très importants.

Les transactions dans le parc existant

On estime le nombre de transactions à 1 000 à 1 100 transactions par an sur le territoire de la CAPM, dont 500 à 600 maisons et 400 à 500 appartements.

Les prix des transactions enregistrées par la chambre des notaires sont nettement plus élevés que ceux constatés lors de l'élaboration du PLH précédent en 1996.

- de 100 à 150 000 € pour un T1/T2
- de 150 à 200 000 € pour un T3
- de 200 à 250 000 € pour un T4

A prix égal, les surfaces habitables sont plus importantes sur Port de Bouc.

En l'absence d'une accession sociale significative en neuf[6], les primo-accédants se tournent vers le logement d'occasion, surtout depuis 2005, année de l'ouverture du prêt à taux zéro (PTZ) dans l'ancien[7],

[6] une expérience est en cours de montage avec Urban Coop, pour 18 logements au Mazet du Puits (Martigues)
[7] ADIL 13 - accession sociale à la propriété dans les Bouches du Rhône en 2007 : 72 % des 5 000 bénéficiaires de PTZ ont acheté dans l'ancien (le coût moyen d'une opération est de 166 000 €, pour un prêt à taux zéro de 14 000 €)

même si cette observation est moins nette à l'échelle de la CAPM (160 PTZ en 2006, 190 en 2007 à prix moyen de 2 380 €/m²).

Les transactions dans le neuf

Avec la reprise du marché du neuf, en particulier sur Martigues, le nombre de transactions est estimé à 250 / 300 ventes par an. Le prix moyen du m² dans le neuf est compris entre 2 500 et 3 000 €.

Ces prix sont nettement plus élevés que ceux enregistrés dans le PLH de 1996. Le prix moyen au m² dans le neuf s'élevait alors à 1 250€.

Malgré le développement significatif du logement collectif, l'accession à la propriété dans le neuf repose encore largement sur la maison individuelle. Les prix pratiqués répondent à une clientèle de plus en plus aisée et ne permettent pas de satisfaire aux besoins des ménages primo-accédants.

Les investisseurs ont pris une place accrue sur le marché du neuf. Cette tendance, qui a le mérite d'approvisionner le marché locatif avec une offre nouvelle, a bénéficié des dispositifs défiscalisés Besson et De Robien. Elle est à la source de :

- la hausse des prix qui spécialise le marché dans des produits de « standing »,
- l'uniformisation de l'offre qui ne répond pas nécessairement à la diversité des demandes.

Depuis la survenue du phénomène de crise en octobre 2008, il est difficile d'apprécier l'impact à venir du retournement de la conjoncture immobilière, sur les projets prévus à court ou moyen terme. Compte tenu de la pression de la demande sur l'Ouest de l'Etang de Berre, il semble possible que les programmes en cours de commercialisation nécessitent quelques ajustements sur les prix.

Dans ce contexte le montage d'opérations en accession sociale prend évidemment tout son sens et s'inscrit comme une priorité pour les prochaines années.

Le marché locatif

Les loyers de marché (à la relocation) sur la CAPM se situent globalement au niveau de la moyenne départementale (12 € / m² habitable). Pour les petits logements, le loyer de marché est plutôt de l'ordre de 15 € / m² habitable.

		T1 – T2 < 50 m²	T3 60 à 70 m²	T4 et + 80 à 100 m²	Maison individuelle
Neuf	Loyer	450 € à 650€	750€ à 850€	1000 à 1200€	
Ancien	Loyer	T1 : 400€ à 520€ T2 : 450€ à 650€	700€ à 850€	800€ à 1100€	+ de 1000€
Clientèle		Jeunes décohabitants Célibataires Jeunes couples	Jeunes couples Famille ouvrières Professions intermédiaires	Familles, cadres supérieurs, mutations, personnes âgées	Cadres professions libérales, Entreprises pour leurs cadres, retraités
Niveau de revenus		Intermédiaire à faible	Intermédiaire	Supérieur + aides des entreprises	Supérieur + aide des entreprises
Revenus mensuels moyens		1000 à 1500€	1500 à 2000€	+ de 2500€	+ de 3000€
Budget moyen		300 à 500€	500 à 600€	800 à 900 €	1000€
Pression de la demande		+++	++++	++	+++

Le renchérissement des loyers dans le parc privé se traduit par une demande accrue pour des logements locatifs sociaux, de la part de publics qui parvenaient jusqu'alors à se loger dans le parc privé.

Enjeux et objectifs

Développer une offre plus « accessible », sociale ou intermédiaire :

- en location,
- en accession à la propriété.

Ceci implique une certaine maîtrise des prix de revient (foncier et coût de construction) et des financements adaptés (fonds gratuits, prêts de longue durée et à faible taux, déductions fiscales).

2.7 Le parc locatif social

Le parc locatif social de la CAPM, c'est près de 9 000 logements (28 % des logements) dont :

- près de 6 000 sur Martigues (27% du parc, y compris logts SEMIVIM non conventionnés),
- 3 000 sur Port de Bouc (40 % du parc de logements),
- une centaine de logements sur St Mitre les Remparts (moins de 5 % du parc).

Ces logements sociaux sont répartis entre 9 organismes, mais trois bailleurs gèrent 88% du parc :

OPAC Sud	3 600 logts	Domicil	240 logts
LOGIREM	2 100 logts	Erilia, ICF et Pact Arim	30 à 60 logts chacun
SEMIVIM	2 100 logts	Ville de Port de Bouc	près de 200 logts
Nouveau Logis Provençal	580 logts		

L'offre de logements sociaux est importante (très supérieure à 20% du parc), mais des disparités géographiques persistent, les logements étant localisés principalement au nord de Martigues et sur Port de Bouc, Saint Mitre les Remparts étant très déficitaire au regard de la loi SRU.

Caractéristiques du parc

Les 2/3 des logements sociaux ont plus de 30 ans (cf. industrialisation de Fos en 1970-76), et les grands ensembles d'habitat collectif vieillissent et nécessitent à la fois des investissements lourds et une gestion de proximité renforcée. Les projets de quartiers[8] ont intégré les espaces publics, les équipements et des activités, avec des effets sont positifs sur l'ensemble des quartiers (Boudème, Mas de Pouane, Canto Perdrix, ND des Marins, Paradis St Roch, Aigues Douces, Comtes, Amarantes).

Comme ailleurs, la typologie de l'offre est centrée sur les T3 et T4 et les loyers sont modulés de 3 à 7 € / m² (à la moitié des loyers de marché actuels) :

- inférieurs à 350 € pour les petits logements (1 ou 2 pièces),
- entre 250 et 500 € pour 3 ou 4 pièces,
- de 350 à 700 € pour les grands logements (5 pièces et plus).

Des loyers modérés n'excluent cependant pas des charges élevées (chauffage, ascenseur…).

L'occupation actuelle du parc social

La taille des ménages diminue mais reste contrastée :
Logirem 3,2 pers à Canto Perdrix OPAC Sud < 2 pers dans le parc ancien

Les ressources des ménages sont le plus souvent inférieures à 60 % du plafond HLM :

OPAC Sud	77 % à Martigues	85 % à Port de Bouc
Logirem	58 %	62 %

L'APL joue un rôle important pour réduire la charge logement (% de bénéficiaires) :

OPAC Sud	56 % à Martigues	57 % à Port de Bouc
Logirem	59 %	57 %

[8] Projets de quartier mis en œuvre dans le cadre du contrat de ville 2000-2006, et pour certains quartiers de Port de Bouc, les années 1980 (Aigues Douces) ou 1990 (Comtes).

Le vieillissement se traduit par une proportion croissante de ménages âgés de plus de 60 ans :
OPAC Sud 34 % à Martigues 39 % à Port de Bouc

La faible mobilité des ménages limite les possibilités de renouvellement, même si les attributions récentes semblent avoir permis l'arrivée de ménages plus jeunes.

Une disponibilité insuffisante

L'offre

L'offre effective de logements sociaux s'est considérablement réduite sur la période récente :
- en 1999 : chaque année, 800 logements étaient libérés dans le parc existant,
- en 2006 : il n'y en avait plus que 500 (mobilité annuelle de 5 à 6 %).

Sur la période 1998-2006 la production de nouveaux logements sociaux n'a pas atteint l'objectif initial du PLH Martigues-Port de Bouc (70 logts/an). En 9 ans le déficit s'est élevé à 400 logements (130 logts livrés, auxquels il faut ajouter 25 logts sur Saint Mitre en 2004). Un rééquilibrage s'amorce cependant ***sur la période 2007-2009***, avec ***la livraison de 200 logements sociaux***.

La demande

Chaque année, 1 300 à 1 400 demandes de logements sociaux sont enregistrées sur la CAPM :
- 1 000 demandes sur Martigues,
- 350 demandes sur Port de Bouc
- des demandes également sur St Mitre (à chaque nouveau programme)

Avec 550 attributions pour 1 350 demandes nouvelles par an, on enregistre sur le territoire de la CAPM un stock croissant de demandes non satisfaites : plus de 4 000 dont 3 500 sur Martigues et 500 sur Port de Bouc. Il en résulte un délai anormalement long d'obtention d'un logement social : plus de 18 mois en moyenne.

Cette demande se caractérise par :
- 30 % de demandeurs ont moins de 30 ans, moins de 15 % ont plus de 60 ans,
- 70 à 80 % des revenus sont inférieurs à 60 % du plafond HLM,
- un tiers de personnes isolées, des couples sans enfants
- des familles monoparentales
- 8 % de familles nombreuses (5 personnes et +)
- un tiers de mutations HLM sur Martigues, proportion moindre sur Port de Bouc

Une nécessaire évolution de l'offre

La diversité de la demande et le souci de mixité sociale des quartiers nécessitent une action concertée des partenaires (collectivités et bailleurs) pour adapter l'offre :

- à la taille des ménages (personnes isolées, couples, familles ayant besoin de grands logts),
- au vieillissement de la population, dans l'existant (accessibilité des logts, parties communes et abords) et les nouveaux programmes (accessibilité systématique, % de logts adaptés),
- aux attentes des ménages (rejet des grands ensembles, recherche de logements spacieux, besoin de loyers « modérés » et charges « maîtrisées », une qualité environnementale avérée).

Ces attentes rejoignent les objectifs généraux de la société pour préserver les ressources naturelles (énergies fossiles, eau…), réduire la production de gaz à effet de serre et s'inscrire dans une perspective de développement durable. Elles sont aujourd'hui mieux prises en compte sur les nouveaux programmes,

que ce soit en habitat individuel (dense mais avec des espaces extérieurs privatifs) ou dans les immeubles collectifs (ils dépassent rarement R+3).

La gestion urbaine de proximité

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS 2007-09), comme le Contrat de Ville 2000-06, accordent de l'importance à la gestion de proximité sur les quartiers d'habitat social.

Les communes et la CAPM s'impliquent fortement auprès des habitants et des gestionnaires (bailleurs sociaux, copropriétés) pour améliorer l'entretien-maintenance sur le bâti et les espaces collectifs, et mettre en place des mesures de prévention et d'accompagnement social.

2.8 Problèmes spécifiques en attente de réponses adaptées

Le PLH est l'occasion de dresser un bilan sur les conditions d'accueil offertes sur le territoire :

- aux personnes en difficulté, publics prioritaires identifiés dans le PDALPD[9],
- aux personnes handicapées et personnes âgées dont le nombre est croissant,
- aux jeunes, en formation et insertion sociale et professionnelle,
- aux gens du voyage.

L'hébergement temporaire

On comptabilise près de 1 200 places de logements temporaires (principalement en foyers de travailleurs[10] et résidences sociales) sur le territoire de la CAPM. Cette capacité est importante, mais la situation n'est pas satisfaisante, en particulier sur les foyers ADOMA qui enregistrent :

- de faibles taux de rotation, un fort vieillissement des résidents (majorité de plus de 60 ans),
- une occupation de l'ensemble des chambres (même de 7,5 m²),
- une évolution inachevée (des restructurations sont plus ou moins engagées).

L'offre est insuffisante pour l'accueil des actifs en déplacement et pour l'accueil d'urgence, notamment en période hivernale. Les difficultés de sortie du dispositif d'urgence et l'absence de suite au parcours résidentiel suggèrent, pour adapter l'offre à la demande et à l'évolution des besoins :

- de redonner de la fluidité au parc locatif social,
- de permettre aux structures d'urgence de jouer pleinement leur rôle,
- de retrouver une complémentarité entre différentes structures (résidences sociales, CHRS, hôtel social, places en ALT, maison relais…).

Les personnes âgées et handicapées

Maintien à domicile

Les communes ont développé des prestations favorisant le maintien à domicile (aide ménagère, portage de repas, télé alarme, soins infirmiers, petits travaux), Des alternatives aux établissements spécialisés sont également recherchées (petites résidences avec services, plus ou moins éclatées dans l'habitat existant, expériences de cohabitation intergénérationnelle avec le CLLAJ).

De récentes études menées sur Martigues et Port de Bouc ont mis en exergue l'inadaptation de nombreux logements et immeubles au vieillissement des occupants et aux handicaps, et justifié des efforts pour adapter le bâti existant, dans le parc privé comme dans le parc locatif social.

L'accessibilité des espaces publics, commerces, services et équipements publics est loin d'être assurée sur l'ensemble du territoire, mais la mise en œuvre de la loi du 11 février 2005 amène les collectivités à progresser rapidement dans ce domaine.

Etablissements pour personnes handicapées

L'accueil et l'hébergement de personnes handicapées sont abordés dans le cadre de schémas départementaux. Sur la CAPM, c'est le secteur associatif qui accueille enfants et handicapés, notamment La Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos, qui gère sur la CAPM[11] :

[9] sans logement, menacés d'expulsion, logés dans des taudis, habitations insalubres, précaires ou de fortune, hébergés ou logés temporairement, confrontés à un cumul de difficultés…
[10] Foyers de travailleurs migrants, foyers de jeunes travailleurs

- un Foyer d'hébergement à Martigues (L'Adret - 40 places)
- un Centre d'Aide par le Travail à Port-de-Bouc.

Etablissements pour personnes âgées

Le territoire de la CAPM était particulièrement déficitaire en établissement d'accueil pour personnes âgées (personnes valides et dépendantes), et l'offre s'est renforcée ces dernières années :

- Résidence J.Maunier (Martigues) : 20 logements
- Résidence l'Herminier (Martigues) : 50 logements
- EHPAD Jourde (Martigues) : 62 lits
- EHPAD Les Joncas (Martigues) : 70 lits
- EHPAD Val Soleil (Martigues) : 80 lits
- Bâtiment S – les Comtes (Port de Bouc) : 36 logts
- EHPAD Hospitalité – Presqu'île (Port de Bouc) : 66 places

La capacité d'accueil sur l'Ouest Etang de Berre est encore aujourd'hui insuffisante pour répondre à la demande, notamment pour les personnes à ressources modestes, pour lesquels l'accueil en maison de retraite privée est souvent financièrement impossible (plus de 2 000 € /mois).

Le schéma départemental établi par le Conseil Général permet d'envisager la création de nouvelles capacités sur l'Ouest Etang de Berre, et des projets sont en cours d'instruction sur la CAPM.

Le logement des jeunes

Le territoire dispose d'une centaine de places pour les jeunes, dans des structures d'accueil spécifiques à Martigues (les Cytises-SEMIVIM, Résidence de l'Ile..) et Port de Bouc.

L'accès à un logement autonome dans le parc privé se heurte cependant aux loyers trop élevés, et divers dispositifs sont développés sur la CAPM : conventionnements CLLAJ / bailleurs ou gestionnaires de foyers pour la mise en place de baux glissants, LOCAPASS...

Des projets intergénérationnels prennent également corps (cf. SEMIVIM Jourde).

L'accueil des gens du voyage

L'accueil des gens du voyage est organisé sur Martigues, avec une aire de 17 emplacements sur le site de Bargemont, qui offre également 39 logements adaptés (sédentarisation).

L'objectif du schéma départemental est de créer une capacité supplémentaire 30/50 places en aire d'accueil.

Enjeux et objectifs

Répondre aux obligations en matière d'hébergement d'urgence et d'accueil des gens du voyage

Développer les capacités d'accueil en EHPAD

Accélérer l'adaptation de logements dans l'ensemble du parc et développer une offre adaptée aux personnes âgées et handicapées (dans les programmes neufs et en résidences-services)

[11] cette association gère également des établissements sur le territoire du SAN (Foyer occupationnel à Entressen pour adultes handicapés, Maison d'accueil spécialisée à Fos-sur-Mer, Institut Médico-éducatif pour enfants

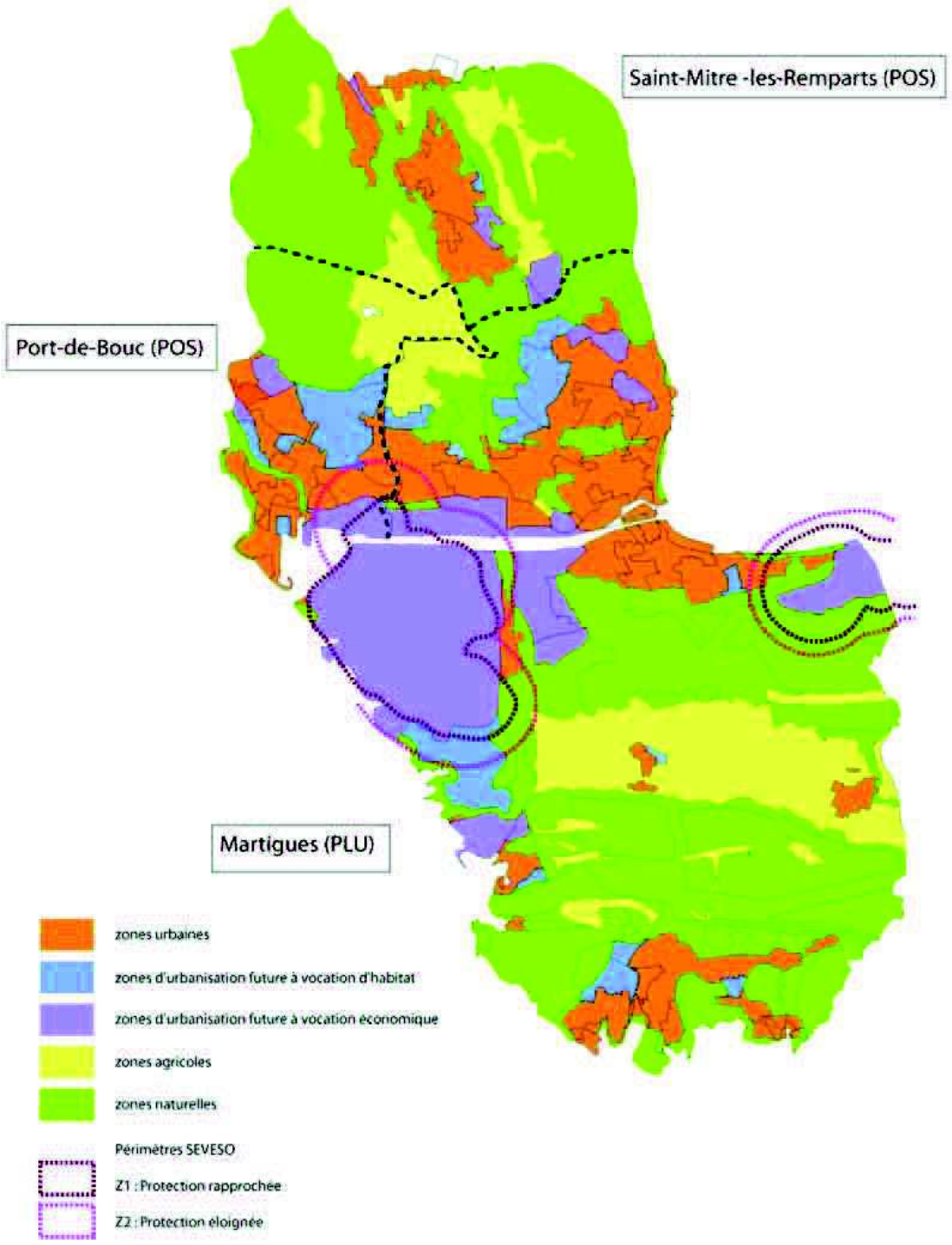
2.9 Perspectives de développement de l'habitat

L'adaptation des documents d'urbanisme

La commune de Martigues a récemment approuvé son Plan Local d'Urbanisme (30 juin 2006), et ainsi procédé à la redéfinition de ses zones d'urbanisation future (AU) ainsi qu'à l'arbitrage sur le devenir des zones NB (anciennes zones de campagne).Il en résulte des zones d'urbanisation future moins étendues que dans le POS mais qui représentent encore 240 ha à vocation d'habitat.

Les communes de Port de Bouc et de Saint Mitre les Remparts sont quant à elles dotées de Plans d'Occupation des Sols. La mise en révision (pour St Mitre) et la poursuite de la révision sur Port de Bouc (suspendue dans l'attente des conclusions des Plans de Prévision des Risques Technologiques) devraient permettre de dégager de la constructibilité dans le tissu existant et d'organiser un développement de l'urbanisation répondant aux critères de mixité sociale

En effet, la construction de logements au centre ville et en zone urbaine équipée permet de limiter l'étalement urbain sur les zones agricoles et naturelles et favorise un développement urbain plus équilibré.



Zonage des POS et PLU en vigueur

Des capacités sur les centres-ville et centre-villages

Sur la CAPM, les quartiers centraux ont des capacités de construction nouvelle et du foncier mobilisable en centre ville comme dans les pôles de quartiers ou les noyaux villageois (terrains équipés susceptibles d'accueillir du logement, par mutation ou densification).

Martigues

Il s'agit du centre ville, avec les trois noyaux historiques (Ile, Jonquières et Ferrières), et de sa périphérie immédiate (Hôtel de ville, Paradis Saint-Roch, Notre Dame des Marins, Boudème).

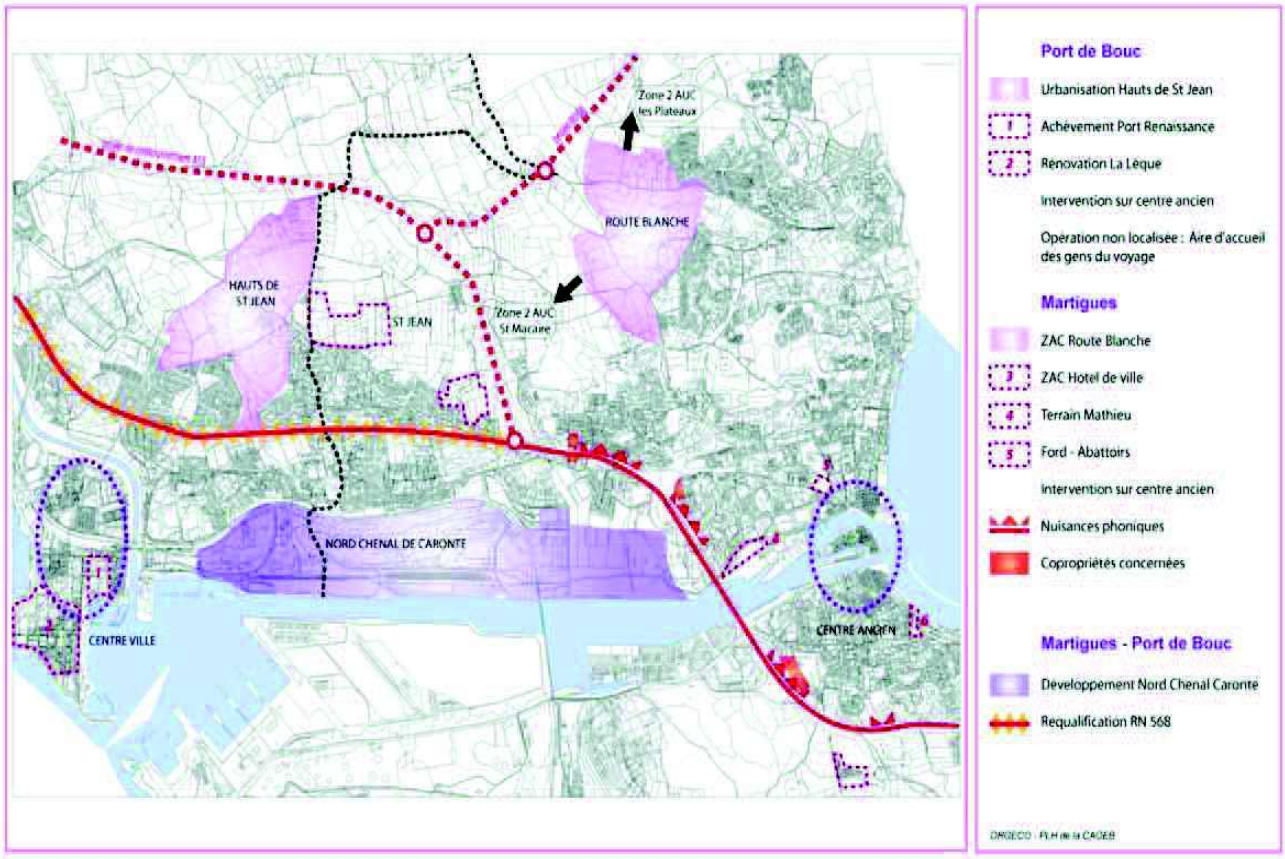
On y trouve près de la moitié du parc de logements de la ville, structurellement peu modifié ces dernières années, une diversification y est amorcée avec la réalisation des opérations privées et de la ZAC de l'Hôtel de Ville. Le développement d'une offre significative en location comme en accession, dans un habitat collectif diversifié et de qualité participera au renforcement et à la dynamique du centre ville, y compris du centre ancien.

La réalisation des équipements du quartier de l'hôtel de ville (commissariat de police, maison du tourisme, siège de la CAPM, pôles de la justice et de la famille…) donne au centre ville une dimension et une assise nouvelles, qui permettent d'envisager une réelle continuité urbaine entre Paradis Saint-Roch et le centre ancien, en intégrant une fonction résidentielle forte.

Port de Bouc

Le centre-ville de Port de Bouc se transforme depuis une quinzaine d'années. La réalisation du programme Port Renaissance, la réhabilitation des logements, façades et les aménagements urbains ont permis de maintenir celui-ci dans le parcours résidentiel des ménages et ont contribué à maintenir son attractivité. Il offre encore un potentiel d'évolution et de restructuration important.

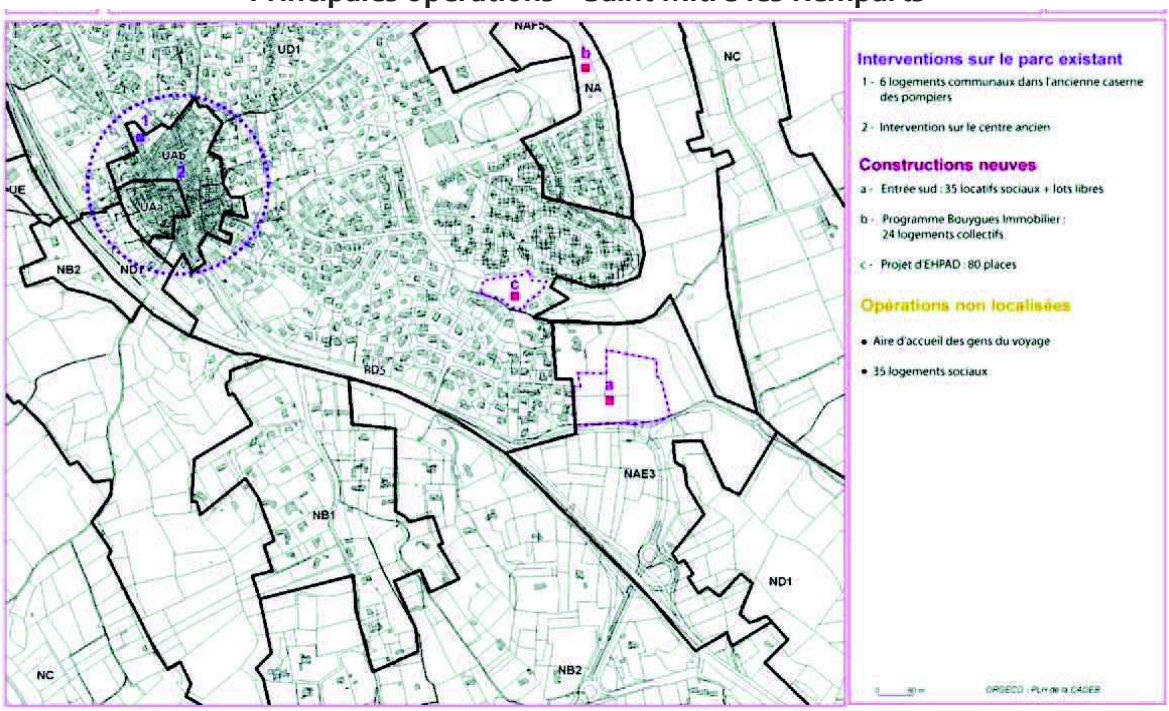
Principales opérations – Martigues et Port-de-Bouc



Saint Mitre Les Remparts

Si les lotissements construits dans les années 1970 et 1980 s'avèrent particulièrement attractifs en raison de la qualité de leur environnement, le centre village amorce également, en dépit d'une trame resserrée et d'un tissu bâti dense, une évolution depuis quelques années.

Principales opérations – Saint-Mitre-les-Remparts



L'urbanisation des secteurs Nord de Martigues et Port de Bouc

Ces quartiers vont bénéficier d'un repositionnement territorial à la faveur des projets d'infrastructures A 55 et RD 50. L'activité commerciale y est bien représentée (Carrefour, Auchan, Figuerolles et Etangs), de nombreux équipements sont à disposition de la population et l'enjeu d'habitat est lié au zones à urbaniser (zones AU) et aux projets de ZAC dont la production sera importante et diversifiée, avec comme objectif d'équilibrer et diversifier l'offre existante sur les deux communes.

Martigues

S'étendant sur 74 ha, la ***ZAC de la Route Blanche*** constitue la principale zone d'extension urbaine au Nord-Ouest de la commune. Ce secteur doit permettre la livraison à terme d'au moins 1 200 logements de différents types (individuel, groupé, collectif) et d'équipements, par phases successives, selon des formes urbaines diversifiées, prenant en compte les contraintes paysagères du site.

Ultérieurement, le secteur de ***Saint Macaire*** (30 ha), offrira un potentiel complémentaire de quelque 500 logements, dans un environnement à respecter (talwegs, coulées vertes et espaces protégés).

A l'Ouest, en lien avec la réalisation du prolongement de l'A 55, l'urbanisation des sites ***Pouane Nord*** (6ha) et ***Saint Jean*** (21 ha) permettra d'offrir au moins 300 logements.

Port de Bouc

Les ***Hauts de Saint Jean*** constituent la principale réserve foncière à vocation d'habitat (70 ha). Son urbanisation (1000 logts prévus à terme) est engagée dans un contexte de demande soutenue en logements et d'offre globalement insuffisante. Elle a pour objectif la diversification de l'habitat et le rééquilibrage du parc collectif et social avec des petits collectifs et des logements individuels groupés ou sur lots.

L'aménagement du secteur, enjeu important pour la commune, devra tenir compte de l'urbanisation existante et des contraintes de la topographie et des réseaux (assainissement, eaux pluviales…).

Un secteur en mutation au cœur de l'agglomération

La RN 568 constitue aujourd'hui une fracture très forte entre les quartiers de Port de Bouc et Martigues riverains (Croix Sainte, Saint Jean, Bergerie, Amarantes). Le traitement en boulevard urbain de la RN568 valorisera la qualité résidentielle de ces quartiers et permettra de rétablir le fonctionnement urbain des quartiers dans la ville (complément et continuité des liaisons Nord-Sud) et les conditions de vie des habitants (amélioration de la sécurité, réduction des nuisances phoniques).

La mobilisation des espaces libérés et actuels délaissés au droit de la RN 568 permettra également de développer un véritable « morceau de ville » de dimension intercommunale.

Dans un autre registre, la requalification et le réaménagement de la rive Nord du chenal de Caronte participeront également à l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement urbain. Ce secteur central de la CAPM, actuellement entre-deux dont la superficie est conséquente, n'a pas de statut ou de vocation définie. Il représente également un enjeu économique et urbain de premier plan.

Des potentiels au Sud de Martigues et à Saint Mitre

Si le potentiel de densification ses zones NB de Saint Mitre les Remparts est important, il devra faire l'objet d'un arbitrage politique dans le cadre de la révision du POS en PLU.

Au sud de Martigues, par contre, des potentiels d'urbanisation sont bien identifiés dans les villages et les hameaux de Laurons, Saint Pierre, Saint Julien, Carro-la Couronne, à l'échelle des quartiers concernés, et en prenant en compte leur qualité « à la campagne » ou « en bord de mer ».

Par ailleurs, les différentes formes d'hébergement touristique et de loisirs qui se développent sur ce secteur offrent quelque part un potentiel d'hébergement temporaire hors saison, loin d'être marginal.

Un foncier public permettant de répondre aux objectifs

L'action foncière menée depuis de nombreuses années par les collectivités permet de disposer des terrains nécessaires au développement de l'habitat, notamment sur Martigues et Port de Bouc (cf. annexe 3 : carte du foncier public communal et communautaire).

Sur Saint Mitre les Remparts, la production de logements sociaux justifiera des acquisitions foncières.

3 PRINCIPES D'ACTION - OBJECTIFS

Le diagnostic a fait ressortir la diversité des besoins, liés notamment à :

- la ***démographie locale,*** qui génère 250 à 300 ménages supplémentaires chaque année, en lien avec le vieillissement de la population et le desserrement des ménages,
- une ***économie dynamique et créatrice d'emplois,*** avec notamment, sur le bassin de vie, la création de plus de 5 000 emplois sur Fos,
- la ***solidarité*** sociale et intergénérationnelle, vis à vis des…
  - ***démunis*** (isolés, familles en précarité, immigrés, situations d'urgence et gens du voyage, avec également des obligations réglementaires…),
  - ***jeunes*** en décohabitation (insertion sociale et professionnelle…),
  - ***seniors*** en nombre croissant (maintien à domicile, adaptation de l'habitat, développement des capacités d'accueil en EHPAD…),
  - ***personnes handicapées*** (10 à 20 % de la population est concernée),
- ***l'entretien, la maintenance, l'adaptation du parc de logements.***

Le rôle important de la construction neuve dans la satisfaction des besoins est également confirmé par l'analyse du ***marché immobilier, de la structure actuelle du parc existant*** et des ***possibilités opérationnelles*** offertes sur le territoire de la CAPM.

Extrapolation démographique en lien avec la production de logements

Construire 350 à 400 logts/an, cela permet de :

- **mieux satisfaire les besoins**
- **détendre le marché immobilier**
- **renouveler une partie du parc**

	1999	2008(*)	2014(*)
Population	66 136	70 000	74 000
Ménages	26 440	29 000	31 500
Pers/ménage	2,46	2,38	2,32

La ***croissance démographique*** de la CAPM devrait se confirmer, à un rythme proche de 1% par an, mais ceci s'accompagnera de la poursuite du ***vieillissement de la population*** (en 2014, les personnes âgées de 60 ans ou plus seront plus nombreuses que les jeunes de moins de 20 ans).

Par ailleurs, ***les spécificités du territoire et de l'action locale*** s'inscrivent dans le contexte de l'aire métropolitaine marseillaise (cf. DTA, SCOT), et dans ***un cadre institutionnel complexe*** (Etat, Région, Département, Intercommunalité, Communes, Port de Marseille).

Les principes fondamentaux sur lesquels repose la politique locale de l'habitat développée sur la CAPM traduisent également le fait que le **logement est aujourd'hui un droit opposable.** Ils peuvent être formulés comme suit.

Principe 1 : développer l'offre de logements

Il s'agit de faciliter le parcours résidentiel de l'ensemble des ménages, fluidifier le marché locatif local et permettre l'accès de tous à un logement, avec un souci d'équilibre démographique et de mixité sociale. Ceci se traduit par des ***objectifs*** privilégiant :

- ***le développement de la construction neuve*** (plus de 400 logts/an),
- ***la diversité de l'offre et l'adéquation des produits*** *aux attentes* (100 à 150 logements locatifs sociaux par an, programmes en accession sociale à la propriété).

Principe 2 : améliorer les conditions de logement dans le parc existant

Il s'agit d'offrir à tous un habitat décent, équipé, accessible, confortable, salubre et protégé des nuisances et risques naturels et technologiques.

Les objectifs correspondants sont relatifs à :

- ***la requalification et l'adaptation du parc locatif social*** (5 000 logements),
- ***l'éradication de l'habitat indigne et l'adaptation du parc privé ancien,***
- ***la prévention des risques*** (inondation, incendie, risques technologiques)
- ***la qualité du cadre de vie*** et la protection aux nuisances (infrastructures).

Principe 3 : s'inscrire dans une perspective de développement durable

Ce principe, aujourd'hui essentiel, implique la recherche d'un équilibre entre les objectifs, par un développement maîtrisé et respectueux de l'environnement :

- ***volet environnement*** :
  - économies d'énergies, développement des énergies renouvelables, réduction de la production de gaz à effet de serre,
  - réduction des pollutions et nuisances, amélioration de la qualité du cadre de vie,
  - développement des modes doux de déplacement et des transports collectifs,
  - préservation des espaces agricoles et protection des milieux naturels (littoral, massifs, étang de Berre…), préservation du patrimoine architectural et paysager,

- ***dimension sociale*** :
  - relance des parcours résidentiels et fluidité du parc social,
  - mixité sociale des quartiers, politique concertée de peuplement du parc social,
  - maîtrise des charges, qualité de la gestion urbaine de proximité,
  - insertion par le logement et accompagnement des personnes défavorisés, prise en compte du vieillissement et des handicaps,
  - accueil des gens du voyage,
  - cohérence à l'échelle du quartier, des communes, de l'agglomération …

- ***aspects économiques*** :
  - accueil des salariés des entreprises, proximité résidentielle des emplois, des commerces des services,
  - rentabilité des investissements locatifs, accession à la propriété des ménages
  - implication financière des communes et de la CAPM.

4 PROGRAMME D'ACTIONS

4.1 Produire plus de 400 logts/an (2 600 logts en 6 ans)

Actuellement sur la CAPM : un rythme qui s'est accru sur la période récente et qu'il faut amplifier

- une production longtemps insuffisante au regard des besoins de la population locale et du dynamisme des territoires environnants, aujourd'hui en rattrapage (300 logts/an sur 2003-06)

- des freins liés aux contraintes du territoire et à l'histoire des trois communes (difficultés de Port de Bouc, développement « maîtrisé » sur Martigues et St Mître les Remparts)

- des retards opérationnels liés aux processus institutionnels d'étude, concertation et décision (PLU, ZAC…) risquent de freiner le développement de la production

Le vieillissement de la population, la diminution de la taille des ménages, l'arrivée de nouveaux actifs et la conjoncture immobilière justifient le maintien d'un rythme relativement soutenu de la construction, y compris en logements locatifs sociaux, sur la période 2009-14.

Types d'habitat et formes urbaines

La nécessité de limiter la consommation de terrains agricoles et naturels milite en faveur d'une certaine densité urbaine, en habitat collectif comme en habitat individuel, intégrant des formes variées d'habitat intermédiaire, sur chacune des trois communes.

Habitat collectif

- des petites résidences peuvent aisément s'implanter partout, y compris sur St Mitre les Remparts (R+1) et les quartiers sud de Martigues (R+2 ou R+3),
- des immeubles R+4 (ou R+5) peuvent s'intégrer dans les quartiers denses de Martigues et Port de Bouc.

Habitat individuel

- au-delà des pavillons en lotissement (lots libres), des opérations groupées (pavillons, maisons jumelées ou en bande… vente « clé en main ») peuvent offrir des prestations attrayantes, tant sur le bourg de St Mitre et que sur la plupart des quartiers de Martigues et Port de Bouc.

Habitat intermédiaire

- ces logements, souvent imbriqués et/ou superposés, gardent des accès indépendants et les espaces communs sont limités aux abords et dessertes ils s'intègrent aisément dans le tissu urbain.

Types de produits (à la location et à la vente)

- Les logements sociaux ***(environ 900 logts, soit 35 % de la construction neuve)***

Ces opérations, dont le coût doit être « maîtrisé », nécessitent le plus souvent une impulsion publique et le recours à des opérateurs sociaux (organismes HLM, SEM, société coopératives…)

Logements locatifs ***700 à 750 logts***

- production de 120 logts/an, dont 80 sont programmés sur Martigues
- du logement à vocation « très sociale » (PLAI) au produit à loyer « intermédiaire » (PLS)
- des logements familiaux, mais aussi des capacités d'hébergement collectif

Accession sociale à la propriété ***150 à 200 logts***

- production de 30 logts/an
- logements à la vente ou en location-accession (moins de 200 000 €, PSLA …)

- La promotion privée ***(environ 1 100 logts, soit 40 % de la construction neuve)***

Accession à prix abordable ***300 à 350 logts***

- son absence du marché depuis plusieurs années (sous l'effet de la hausse des prix immobiliers) bloque de nombreux ménages dans le parc locatif social
- il s'agit d'assurer la production régulière d'une offre plus accessible pour les ménages (plafonds de revenus alignés également sur les prêts à taux zéro)
- un prix inférieur à 2 400 € /m² permet d'avoir un logement de 85 m² pour 200 000 €.
- les grandes opérations, qu'elles soient d'initiative publique ou négociées avec des opérateurs privés, seront le lieu privilégié de production de ces logements, principalement sur Martigues et Port de Bouc (50 logst/an)

Investissements locatifs ***500 logts***

- ils représentent aujourd'hui une part importante de la construction (80 à 100 logts/an, principalement en habitat collectif), loués au prix du marché (De Robien) ou avec un loyer minoré (Borloo populaire), ils bénéficient d'une défiscalisation intéressante,

Autres logements libres ***250 à 300 logts***

- des produits vendus au prix du marché pour une occupation personnelle des acquéreurs (en résidence principale), en habitat individuel groupé ou collectif (40 à 50 logts/an),

- Construction individuelle (pour occupation personnelle) (600 logts, 25% de la constr.)

- environ 100 logst/an se réalisent de façon diffuse (au gré des opportunités foncières) ou dans le cadre de lotissements (lots libres)

Potentiels identifiés

Grandes opérations d'initiative publique

Martigues

Achèvement de la ZAC Hôtel de Ville	200 à 250 logts
Engagement ZAC Route Blanche	300 logts (+ 900 logts après 2015)
Terrain « Mathieu »	100 à 150 logts
Site des Abattoirs	logts + parking public

Port de Bouc

Hauts de St Jean (partie Ville+CAPM)	400 logts (+ 600 logts après 2015)
Centre ville (Port Renaissance)	60 logts
La Lèque – Aigues Douces	100 logts
Quai de la Liberté	50 logts

St Mitre les Remparts

Entrée Sud (modalités à préciser) 60 à 70 logts

Opérations d'initiative privée

Port de Bouc

Négociation avec les promoteurs/lotisseurs privés
Densité, formes urbaines, qualité environnementale, mixité sociale des programmes

Martigues

Site Ford à Jonquières	80 logts
Plusieurs autres sites sur Jonquières	200 logts

Mesures d'accompagnement à prévoir

Adaptation des règles d'urbanisme (révision des POS / PLU)

Martigues

Ajustement du PLU en fonction des objectifs du PLH (mixité des opérations…)
Les capacités constructives restent importantes dans le tissu urbain
Règles spécifiques en Périmètre PPRT

Port de Bouc

Ajustement du Projet d'Aménagement et Développement Durable adopté en 2003
Périmètre d'étude le long de la RN 568
Règles spécifiques en Périmètre PPRT
Qualité de l'habitat, densité et mixité urbaine

St Mitre les Remparts

Révision du POS en PLU
Définition du Projet d'Aménagement et Développement Durable
Adaptation du règlement en zone urbaine (implantation des bâtiments, densité)
- emplacements réservés pour logements sociaux (Entrée Sud, autre site ?)
- mixité sociale des opérations de plus de 20 Logts (% de logts locatifs sociaux)

Arbitrage sur l'évolution des zones NB (en zone N ou zone U)
Planification des ouvertures à l'urbanisation
Qualité de l'habitat, densité et mixité urbaine

Desserte voirie, équipement scolaire…

Deux nouveaux quartiers, en extension urbaine, justifient d'investissements particuliers en voirie et réseaux (y compris assainissement) et en équipements et services de proximité (enfance, scolarité) :

Hauts de St Jean à Port de Bouc (400 logts prévus d'ici 2015)
La ZAC de la Route Blanche à Martigues (300 logts prévus d'ici 2015)

Exercice du Droit de Préemption Urbain

Périmètres de DPU et DPU renforcé (en particulier dans les quartiers anciens)

Consultation de la CAPM (et bailleurs sociaux) sur les DIA (délégation au coup par coup)

Objectifs territorialisés sur 6 ans[12]

	Logts neufs	Collectif	Interméd.	Individuel	Locatifs sociaux	Accession sociale (*)	Libres
Martigues	**1 610**	**910**	**280**	**420**	**480**	**310**	**820**
Quartiers centraux	690	550	100	40	180	120	390
Quartiers Nord	200	140	20	40	120	20	60
Route Blanche	300	100	80	120	80	60	160
Croix Sainte	120	60	20	40	-	40	80
Quartiers Sud	300	60	60	180	100	70	130
Port de Bouc	**830**	**360**	**120**	**350**	**150**	**200**	**480**
Quartiers centraux	430	230	50	50	135	100	195
Hauts de St Jean	400	130	70	300	15	100	285
St Mitre les R.	**160**	**80**	**20**	**60**	**110(**)**	**0**	**50(**)**
Total CAPM	**2 600**	**1 350**	**420**	**830**	**740**	**510**	**1 350**
	100%	*52%*	*16%*	*32%*	*27%*	*20%*	*53%*

(*) accession sociale (sous plafond de ressource, prix inférieur à 200 000 € et/ou 2 500 €/m²)
(**) prise en compte des obligations de rattrapage SRU sur un objectif inchangé de 160 logts neufs (production de 114 logements locatifs sociaux, essentiellement en construction neuve)

Rôle des communes

Définir les conditions de réalisation des opérations (règles d'urbanisme, desserte voirie…)

Faciliter la production de foncier (action foncière, aménagements)

Préciser les éléments de programme avec les opérateurs

Garantir la bonne intégration urbaine et sociale des projets

Rôle de la CAPM

Concertation en amont des projets

- Associée aux révisions des POS/PLU
- Information de la commission communautaire de l'habitat (opérations 5 logts et plus)

Aide à l'action foncière des communes

- Opérations répondant aux objectifs du PLH (préciser les modalités et les critères)
- Exercice du DPU et acquisitions amiables par la CAPM au coup par coup

provision à préciser en fonction des projets (2 M€ ?)

[12] cf. annexe 1 : carte de territorialisation du PLH

Programmation des équipements de sa compétence

- schéma directeur d'assainissement, eau, collecte des déchets
- plan de déplacements urbains, transports urbains

4.2 Produire 800 logements locatifs sociaux en 6 ans

Actuellement sur la CAPM : une tendance problématique

- une offre importante mais vieillissante et inégalement répartie entre les trois communes
- une demande insatisfaite en augmentation
- une production qui a été récemment insuffisante, à mieux répartir sur le territoire

Une production prévue très diversifiée

- ***du logement très social (PLA-I, logts d'urgence)***
  - un objectif qui est ambitieux (15 à 20 % de la production)
  - plus d'une centaine de logements prévus, en bail à réhabilitation ou acquisition-amélioration dans l'ancien, mais aussi en construction neuve
  - des places en résidence sociale / hébergement d'urgence
  - des nouveaux logements créés dans le bâti HLM (ND des Marins…)

- ***des logements PLUS***
  - environ 400 logements

- ***des logements intermédiaires (PLS ou assimilés)***
  - environ 200 logements PLS
  - 200 à 300 lits en EHPAD
  - 30 logts ND des Marins (locaux inutilisés)

- ***des logements familiaux***
  - grands logements pour familles nombreuses (50 à 60 logts ?)
  - habitat adapté pour gens du voyage (10 à 20 logts)
  - habitat pour jeunes ménages et familles d'actifs

- ***des produits spécifiques***
  - logements d'urgence, logements relais, hôtel social, résid.sociales, centres d'hébergement… 20 PLAI
  - logements pour personnes âgées, EHPAD
  - logements pour handicapés
  - résidences services pour actifs en mobilité
  - pas de projets de logements étudiants pour l'instant

- *Martigues produire 600 logements locatifs sociaux*

- ***objectif de relancer la production pour mieux satisfaire la demande***

  il s'agit d'un objectif réaliste, dans le prolongement des programmes récemment livrés ou en cours de réalisation, et des projets identifiés pour les prochaines années

- ***livraisons de l'année 2008 : 156 logements locatifs sociaux***

  - SEMIVIM 93 logts répartis sur 3 programmes
  - LOGIREM 31 logts (Grès 13 logts PLUSaa, Boudème 18 logts)

- PACT ARIM 32 logts (bail réhab.PLAI Centre ville, 18 logts en 2006-07)

- ***des projets identifiés sur 2009-2011 : 200 logements locatifs sociaux***

  - SEMIVIM 98 logts répartis sur 2 programmes neufs
  - OPAC Sud 10 logts neufs prévus au Grès
  - ERILIA 73 logts neufs prévus route de la Vierge
  - PACT ARIM… 19 logts (poursuite réhab.centre ville)

Principales opérations		**2009-11**
Martigues	**Construction neuve**	**181**
Joliot Curie - SEMIVIM	PLUS	36
Le Grès - OPAC Sud	PLUS/PLAI	10
Eurée - SEMIVIM	PLUS	62
route de la Vierge - ERILIA	PLS/PLUS/PLAI	73
	Autres opérations	**19**
centre ville / PACT ARIM	bail à réhabilitation / PLAI	19

- ***des potentiels à concrétiser pour 2011-2015 : environ 300 logts sociaux***

  - ZAC Hôtel de Ville 30 à 60 logts locatifs sociaux
  - Autres opérations en centre ville à préciser
  - ZAC Route Blanche 60 à 90 logts locatifs sociaux
  - St Pierre (SEMIVIM) 40 logts PLUS
  - ND des Marins (OPAC Sud) 30 logts (locaux bât A)

- *St Mitre les Remparts 75 logements et 80 places d'EHPAD*

- ***obligation de rattrapage à partir du 1er janvier 2008***

  - objectif de 383 logements sociaux en 20 ans = 19 logts/an
  - au moins 114 logements sur la durée du PLH 2008-2013,
  - en lien avec un objectif global sur l'agglomération qui implique également les communes de Martigues et Port de Bouc

  Article L 302-8 du code de la construction et de l'habitation :
  « … Dans ces communes ou dans les EPCI dotés d'un PLH, le nombre de logements sociaux mis en chantier pour chaque période triennale ne peut être inférieur à 30 % de la totalité des logements commencés au cours de la période triennale écoulée… »

- ***des projets identifiés sur 2009-2011***

  - un EHPAD de 80 lits (40 PLS)
  - 6 logements communaux (gestion par un bailleur social)

- ***des potentiels à concrétiser pour 2011-2015***

  - Entrée Sud : 35 logts locatifs sociaux
  - Autre zone d'urbanisation future : 35 logts locatifs sociaux

Principales opérations		Total	dt 2009-11
Saint Mitre les remparts		**116**	
EHPAD 80 places	PLS	40	40
Entrée sud	logts locatifs sociaux	35	
Autre site	logts locatifs sociaux	35	
ex caserne pompiers	logts communaux (PLAI)	6	6

- ***Port de Bouc 120 logements et 90 places d'EHPAD***

  - ***diversification et renouvellement de l'offre locative (40 PLS/PLUS/PLAI)***

    - des opérations à concrétiser sur 2011-14
    - un programme locatif intermédiaire sur La Lèque (15 PLS)
    - un programme PLUS/PLAI quai de la Liberté (20 logts dt 5 PLAI)
    - déconstruction-reconstruction ICF (50 logts PLUS/PLAI)
    - déconstruction-reconstruction OPAC Sud Aigues Douces (à préciser)
    - logements et/ou places en hébergement d'urgence
    - un CANTOU de 20 places à confirmer
    - un EHPAD de 70 places

  - ***éradication de l'habitat indigne / vacance (centre ville 10/20 PLAI)***

    - locaux communaux (transformation / bail réhabilitation
    - acquisition-amélioration de logements anciens

  - ***mixité sociale des nouveaux quartiers (Hauts de St Jean)***

    - 15/20 logements locatifs sociaux PLUS/PLAI (+ accession sociale)

Principales opérations		**Total**	**dt 2009-11**
Port de Bouc		**160**	**15**
La Lèque - Logirem ?	PLS	15	
La Lèque - Samopor	CANTOU 20 places (PLS)	10	
Centre ville	EHPAD 70 places (PLS)	35	
ICF + Aigues Douces	PLUS/PLAI	50	
Quai de la Liberté	PLUS/PLAI	20	
Hauts de St Jean - Ville 1	PLUS/PLAI	15	
centre ville locaux communaux	transf./bail réhab?	10	10
centre ville action foncière	acqu.amélioration / PLAI	5	5

Objectifs territorialisés sur 6 ans

	Logts	Neufs	Autres (*)	PLS(**)	PLUS	PLAI	autres
Martigues	**600**	**480**	**120**	**160**	**300**	**90**	**50**
Quartiers centraux	300	180	120	80	100	70	50
Quartiers Nord	120	120	-	40	70	10	-
Route Blanche	80	80	-	40	40	-	-
Croix Sainte	-	-	-	-	-	-	-
Quartiers Sud	100	100	-		90	10	-
Port de Bouc	**165**	**150**	**15**	**60**	**75**	**30**	**-**
Quartiers centraux	50	35	15	15	15	20	-
Hauts de St Jean	115	115		45	60	10	-
St Mitre les Remparts	**116**	**110**	**6**	**40**	**60**	**16**	**-**
Total CAPM	**881**	**740**	**141**	**260**	**435**	**136**	**50**
	100%	*84%*	*16%*	*30%*	*49%*	*15%*	*6%*

(*) acquisition-amélioration + logts communaux à gestion déléguée + divers logts vacants
(**) …y compris équivalent logement correspondant à des établissements spécifiques (EHPAD…)

Typologie des logements sociaux

	Logts		PLS(**)		PLUS		PLAI…	
Martigues	**600**	100%	**160**	100%	**300**	100%	**140**	100%
1-2 pièces	251	42%	80	50%	120	40%	50	36%
3-4 pièces	307	51%	80	50%	150	50%	76	54%
5 pièces et +	54	9%	10	6%	30	10%	14	10%
Port de Bouc	**165**	100%	**60**	100%	**75**	100%	**30**	100%
1-2 pièces	81	49%	47	78%	25	33%	8	27%
3-4 pièces	71	43%	10	17%	42	56%	18	60%
5 pièces et +	15	9%	3	5%	8	11%	4	13%
St Mitre les Remparts	**116**	100%	**40**	100%	**60**	100%	**16**	100%
1-2 pièces	63	55%	40	100%	18	30%	4	25%
3-4 pièces	39	33%		0%	30	50%	8	50%
5 pièces et +	14	12%		0%	12	20%	2	13%
Total CAPM	**881**	100%	**260**	100%	**435**	100%	**196**	100%
1-2 pièces	**393**	**45%**	167	64%	163	37%	62	32%
3-4 pièces	**415**	**47%**	90	35%	222	51%	102	52%
5 pièces et +	**83**	**9%**	13	5%	50	11%	20	10%

(**) …y compris équivalent logement correspondant à des établissements spécifiques (EHPAD…)

Rôle des communes

Repérer les opportunités foncières

Garantir la bonne intégration urbaine et sociale (desserte en transports collectifs, commerces et services de proximité…)

Préciser les éléments de programme avec les opérateurs

Faciliter la réalisation des opérations (règles d'urbanisme, desserte voirie…)

Garanties d'emprunts, avec bénéfice de contingents réservataires

Rôle de la CAPM

Soutien à l'action foncière cf. supra

Subventions et garanties d'emprunts pour la production de PLAI

en lien avec les aides régionales et départementales
(cf. délibération communautaire du 11 Juillet 2006)
60 à 80 logts x 10 000 = 600 000 à 800 000 € pour 6 ans

Subventions à la production de logements neufs adaptés pour personnes âgées (et handicapées)

(cf. délibération communautaire du 11 Juillet 2006)
10% des logements locatifs sociaux neufs
70 logts x 2 000 € = 140 000 €

Desserte équipements (eau, assainissement, collecte des déchets…)

4.3 Faciliter l'accession sociale à la propriété

Actuellement sur la CAPM : l'offre à prix « abordable » est insuffisante

- les prix actuels rendent plus difficile l'accession à la propriété des jeunes ménages
- absence d'une offre nouvelle ciblée sur les primo-accédants
- des ventes HLM réalisées jusqu'en 2006 sur Port de Bouc (Amarantes, Milan Sud)
- des copropriétés sont fragilisées, mais bénéficient de la conjoncture favorable

Vers une production significative, 150 à 200 logements *(30 logts/an)*

- logements à la vente ou en location-accession (appartement T3 à moins de 150 000 €, maisons T4 à moins de 200 000 € (clause anti-spéculative…)
- pouvant être des appartements, des maisons individuelles ou de l'habitat intermédiaire
- accessibles sous plafonds de ressources (prêts à taux zéro, PAS, PSLA), ces logements visent de jeunes ménages primo-accédants

Prêts à Taux zéro - plafonds de ressources à compter du 01.04.2007 :

Nombre de personnes par foyer	*Revenus fiscaux de référence*
	Zones B C
1 personne	23 688 €
2 personnes	31 588 €
3 personnes	36 538 €
4 personnes	40 488 €
5 personnes et +	44 425 €

- réalisés par des opérateurs à vocation sociale (organismes HLM, SEMIVIM, Coopératives…), ils se localiseront principalement sur Martigues et Port de Bouc
- ils peuvent bénéficier d'une aide spécifique des communes (volet foncier),
- éventuellement, la réalisation en ZUS (quartiers prioritaires de la politique de la ville) ouvre la possibilité de financements majorés (y compris pour les prêts à taux zéro)

Des garde-fous sont mis en place avec les opérateurs et l'ADIL pour éviter que l'accession à la propriété ne mette en difficulté les ménages (une première expérience réalisée sur Martigues sur une vingtaine de logements individuels construits par Urban Coop au Mazet du Puits).

Port de Bouc 100 logts

- Les Comtes 20 logts
- La Lèque 20 logts
- Aigues Douces 30 logts
- Quai de la Liberté 30 logts (si possible au PPRT)

Martigues 100 logts

- Mazet du Puits 20 logts
- Autres opérations à préciser (Escaillon, Croix Sainte, St Pierre, Couronne)

Ventes HLM – gestion des copropriétés sociales

- ventes HLM ponctuelles dans le cadre d'opérations particulières de requalification

Port de Bouc

- possibilité de remettre en vente des logements locatifs (DOMICIL) sur les Amarantes, suite au Plan de Sauvegarde
- arrêt temporaire des ventes sur Milan Sud (LOGIREM)

Martigues

- dispositions à prendre sur les Guardians, dans le cadre du prolongement de l'A55 (démolition totale ou partielle ?)
- protection phonique des copropriétés le long de l'A55 (Moulin de France, Fontsarade, Ifs…)

Rôle des communes

Repérage des opportunités foncières, mise à disposition de terrains

Aménagement des dessertes…

Suivi et accompagnement des copropriétés fragilisées

Rôle de la CAPM

Possibilité de mise à disposition de terrain

pour des opérations d'accession à coûts maîtrisés

Information des primo-accédants

- Assistance aux accédants à la propriété, dossiers…
- Convention avec l'ADIL 13 à développer (Communes ou CAPM ?)

Action concertée avec l'Etat sur la protection des immeubles aux bruits

- Mise en œuvre d'un programme pour l'A55 et la RN568

4.4 Améliorer et adapter le parc locatif social existant

Actuellement sur la CAPM : le parc nécessite encore des investissements

- une offre importante, mais le bâti vieillit et ne répond pas aux exigences actuelles (confort, équipement, efficacité énergétique, maîtrise des charges…)
- des programmes ont fait l'objet d'une réhabilitation lourde, voire de restructurations dans le cadre des projets de quartiers (contrat de ville 2000-06)
- des programmes sont exposés à des nuisances fortes, voire des risques technologiques
- quelques opérations de grande ampleur sont engagées ou prévues (modernisation des parcs les plus anciens, prise en compte des nouvelles règlementations sur le logement)

Opérations de réhabilitation

Martigues

- LOGIREM Colimaçon	124 logts	projet à préciser
- OPAC Sud Lavéra	147 logts	4 M€ en 2008 + risques technologiques ?
- OPAC Sud Le Grès	440 logts	chauffage, sanitaires… 4 M€ en 2007-09
- OPAC Sud Deux Portes	95 logts	chauffage *(+ 2M€ en 2013 ?)*
- OPAC Sud Mas de Pouane	442 logts	6 M€ prévus en 2011
- OPAC Sud N.D. des Marins	743 logts	accord collectif 3 M€ en 2007 près de 9 M€ prévus en 2012
- NLP Canto Perdrix	532 logts	menuiseries extérieures 3 M€ halls d'entrée…
- SEMIVIM parc conventionné	800 logts	plan stratégique de patrimoine 8 M€

(Mas de Pouane, Quatre Vents, Canal, Pasteur Combes, Symphonides, Cytises…)

Parc public non conventionné503 logts

- Ville Martigues Paradis St Roch	433 logts	1ère tranche 7M€ en 2007-09 2ème tranche 9M€ en 2010-12
- SEMIVIM Capucins	200 logts	4,2 M€ restructuration progressive.

Port de Bouc

- OPAC Sud Tassy-Bellevue	700 logts	
- OPAC Sud La Lèque	*166 logts*	
et Aigues Douces	*496 logts*	*étude de requalification de la presqu'île La lèque - Aigues Douces*
- ICF (HLM Méditerranée)	36 logts	risques technol. (démolition)
	8 logts	vente / réhabilitaiton ?
- ADOMA Foyer St jean		protection risques technologiques

Remise sur le marché de logements vacants (30 logts)

- OPAC Sud ND Marins 30 logts projet à préciser (stationnement résidentiel à régler)

Adaptation au vieillissement, aux handicaps (50 logts/an)

(cf. délibération communautaire du 11 Juillet 2006)
expérimentation d'une approche globale avec les principaux bailleurs,
en lien avec les communes
coût moyen par logement (3 000 € hors parties communes)
possibilité de 8 000 € / logt avec les parties communes (ascenseur…)

Maîtrise des charges, économies d'énergies, énergies renouvelables…

Objectif proposé : traiter chaque année 200 logts, soit 1 200 logts en 6 ans
répartis entre les trois principaux bailleurs (OPAC Sud, LOGIREM, SEMIVIM)
dans le cadre des opérations les plus emblématiques
par exemple : Colimaçon, Paradis St Roch, Capucins et ND des Marins

Rôle des communes

Mise en œuvre des projets de quartiers

Concertation et coordination de la mise en œuvre des projets (y compris redéfinition des domanialités et des responsabilités de gestion des espaces extérieurs)

Martigues

Canto Perdrix : abords de l'école + placettes
Quatre vents : ouverture de l'îlot + stationnement résidentiel
ND Marins : espace central, abords des bâtiments, stationnement résidentiel
Mas de Pouane : abords de l'école + front de quartier
Paradis St Roch : espace central, stationnement, liaisons avec le centre ville

Port de Bouc

Tassy – Bellevue
Les Comtes
Milan Sud
Centre Ville
La Lèque - Aigues Douces : étude de requalification de la presqu'île

Adaptation au vieillissement et handicaps

Recensement des logements adaptés, plan d'action

Rôle de la CAPM

Participation à la mise en œuvre des projets de quartiers

Adaptation au vieillissement et handicaps – 50 logts/an

Mise en place de la ***commission intercommunale d'accessibilité***
(cf. délibération communautaire du 24 octobre 2008)
Partenariat avec les bailleurs
Soutien aux approches communales
recensement des logements adaptés (études)
opération globale, un dispositif sur 2 ans… 100 000 € (50 000 € x 2)
approche particulière des modalités d'attributions des logts ((cf. associations)
aide au montage de dossiers, ingénierie :
expérimentation d'une approche globale avec plusieurs bailleurs

Maîtrise des charges, économies d'énergies, énergies renouvelables

Prime à l'innovation pour économie d'énergie et énergies renouvelables
(cf. délibération communautaire du 11 Juillet 2006)

4.5 Améliorer et adapter le parc privé existant

Actuellement sur la CAPM : une action très localisée, en voie de diffusion

- le parc ancien est relativement peu important, sauf les noyaux historiques et hameaux
- action ancienne sur le centre ville de Martigues (aides aux propriétaires dans le cadre de "Martigues en couleur", politique d'acquisition-réhabilitation)
- renforcement récent des interventions sur Port de Bouc et Martigues dans le cadre de l'éradication de l'habitat indigne
- encore des situations à traiter, sur les centres et hameaux anciens des trois communes

Eradication de l'habitat indigne, lutte contre la vacance…

- ***réhabilitation lourde***
  logements conventionnés ou à loyer maîtrisé
- ***remise sur le marché de logements vacants*** ***100 logts***
- ***adaptation de logements au vieillissement, aux handicaps*** ***50 logts/an***
  recensement des logements adaptés
  diagnostics techniques, aide au montage de dossiers
- ***éradication de l'habitat indigne, RHI, …*** ***50 à 100 logts***
  diagnostics techniques, préconisations
  rencontre des propriétaires et occupants
  relogements temporaires (logts relais)
- ***maîtrise des charges, économies d'énergies, énergies renouvelables…***
  prime aux particuliers, aux promoteurs

Rôle des communes

Développement des dispositifs communaux

Repérage et signalement des situations
Rappel des obligations réglementaires, pouvoirs de police du Maire
Actions sur le mal logement, le savoir vivre dans son logement
Plans de ravalement des façades (appui de la CAPM ?)
Requalification des espaces publics centraux

Animation

information, sensibilisation,
diagnostics, aide au montage des dossiers

équipe d'animation renforcée par un prestataire extérieur
financement de l'équipe…

Port de Bouc : mise en œuvre d'une convention RHI

Partenariat : Ville, Etat, OPAC Sud, ADIL
Objectif : 30 logements

Martigues : « Martigues en couleurs »

Aides municipales aux travaux

- résorption de l'habitat insalubre
- adaptation des logements au vieillissement et au handicap
- économies d'énergie

Sous conditions de ressources pour les PO
Sous conditions de loyer conventionné ou maîtrisé pour les logements locatifs

5 % de 10 à 20 M€ = 500 000 à 1 M€… environ 100 000 €/an

Conseil technique aux particuliers (questions d'insalubrité et de péril)

- information
- qualification des états des lieux : insalubrité, péril, indécence
- diagnostic technique : bilan financier, proposition du programme de travaux (budget)
- orientation
- vérification des travaux : sortie des désordres et sorties d'insalubrité

Cette mission confiée à un opérateur extérieur s'organisera en partenariat avec : les services de la Ville (CMRA – DAU), les services de l'Etat (DDASS - ANAH), les services ou institutions financières, le Conseil Général, le Conseil Régional.

Saint Mitre les Remparts : dispositif à préciser

Principe : mutualisation des compétences et des moyens

Possibilité d'une convention avec Martigues ou Port de Bouc

Rôle de la CAPM

Aide aux actions communales

Aide aux travaux d'économie d'énergie et énergies renouvelables

Aide à la sortie d'insalubrité

4.6 Gestion urbaine et sociale de proximité

Actuellement sur la CAPM : des expériences sur Martigues et Port de Bouc

- des quartiers d'habitat social relevant de la politique de la ville ont bénéficié d'investissements importants, avec un effort d'accompagnement et de gestion impliquant les communes de Port de Bouc et Martigues et leurs partenaires publics (Etat, Région, Département, bailleurs sociaux…)
- les Contrats Urbains de Cohésion Sociale prolongent l'action de proximité (2007-09)

Quartiers d'habitat social (cf. CUCS…)

actualisation du partenariat avec les bailleurs sociaux
concertation et coordination sur le terrain (avec les associations)

adaptation des dispositifs d'accompagnement social
(parcours résidentiel des ménages en difficulté, sécurisation des bailleurs)
gestion adaptée, prévention des impayés, baux glissants
entretien, gardiennage, prévention de la délinquance
chartes de qualité (LOGIREM…)

remise à plat des domanialités et modalités de gestion des espaces extérieurs
(cf. projets de quartiers Martigues et Port de Bouc)
maîtrise des charges dans les opérations de requalification (énergie, eau)

Principes d'attribution des logements sociaux
Mise en place d'une politique concertée du peuplement dans le parc social

Rôle des communes

Politique de la ville (mise en œuvre des ***CUCS***…)

Conventions de GUSP en cours d'élaboration sur Martigues et Port de Bouc

Préparation et participation aux ***commissions d'attribution***

Rôle de la CAPM

Développement et adaptation des services urbains

transports urbains à l'échelle CAPM + SAN Ouest Provence (PDU)
eau
collecte des déchets (ordures ménagères, tri sélectif…)

Participation à l'animation des GUSP

Logement des personnes âgées et handicapées

Actuellement sur la CAPM : un effort pour s'adapter au vieillissement de la population

- l'offre d'hébergement en établissements spécialisés est restée longtemps insuffisante (cf. schéma gérontologique départemental)
- le rattrapage est en cours (EHPAD), principalement avec des établissements privés
- l'adaptation du parc de logements au vieillissement et aux handicaps est à l'ordre du jour, de récentes études ont montré la nécessité d'accélérer le processus (lien avec l'accessibilité)

Intégration de logements adaptés dans les programmes neufs

10% de l'offre locative sociale nouvelle 70 logts (hors EHPAD) ?
privilégier les quartiers centraux de Martigues et Port de Bouc (contexte urbain)
réalisation de projets intergénérationnels de la SEMIVIM (Jourde…)

Adaptation du parc existant

parc locatif social	300 logts (50 logts/an)	cf. objectif 4
parc privé	300 logts (50 logts/an)	cf. objectif 4

Projets d'EHPAD

Martigues	restructuration-extension MR Joncas 90 places (60 places actuelles + 30) Maisonnées de France projet EHPAD 90 places + FPA 40 places
Saint Mitre	projet EHPAD 80 places
Port de Bouc	CANTOU 20 places EHPAD 70 places (dont places ADOMA pour immigrés)

Rôle des communes

Dispositifs de maintien à domicile (développement aides ménagères, repas, soins …)

Recensement des logements adaptés

Des études récentes ont permis de préciser les besoins et potentiels d'adaptation
Prévoir une gestion centralisée des logements adaptés

Rôle de la CAPM

(cf. délibération communautaire du 11 Juillet 2006)

Aide aux communes pour le recensement des logements adaptés
(études, diagnostics)

Aide à l'adaptation du parc locatif social

expérience avec plusieurs bailleurs sociaux : diagnostics techniques
aide au montage de dossiers + aides aux travaux… environ 50 logts/an

Aide à l'adaptation du parc privé existant

aide au montage + aides aux travaux… environ 50 logts/an

Soutien à la production de logements adaptés neufs environ 70 logts

4.7 Adaptation des foyers et résidences sociales

Actuellement sur la CAPM : une situation historique, en cours d'évolution

- une offre importante (près de 1 200 places), initialement avec une forte proportion de foyers de travailleurs migrants
- une évolution inachevée des bâtiments et des publics accueillis (résidences sociales…)

Adaptation des Foyers ADOMA

Les foyers de Port de Bouc (Comtes et St Jean) ont déjà fait l'objet d'une transformation en résidences sociales

Boudème : projet de restructuration et transformation en résidence sociale

La Coudoulière : projet à confirmer

Comtes et Saint Jean : restructuration à poursuivre, adaptation personnes âgés, PPRT

Création de structures spécifiques

Une possibilité ouverte (lien avec les interventions sur les centres anciens)

Hébergement d'urgence : répondre aux obligations (offrir une soixantaine de places)

Martigues : obligation de 43 places, 6 places identifiées par la DDASS
prise en compte des 60 places d'urgence DPM (ADOMA Coudoulière)
Port de Bouc : 11 places manquantes (sur obligation de 16 places)
Saint Mitre les Remparts : 2 places à prévoir

Rôle des communes

Partenariat entre services sociaux et équipe sociale des foyers

Soutien à l'accès au logement de droit commun, pour les publics en foyer-résidence

Rôle de la CAPM

(cf. délibération communautaire du 11 Juillet 2006)
Participation au financement du fonctionnement des nouvelles structures spécifiques éventuelles

- hébergements d'urgence
- logements relais (cf. éradication de l'habitat indigne / sorties d'insalubrité)
- hôtel social
- résidence sociale

4.8 Logement des jeunes et des étudiants

Actuellement sur la CAPM : une offre qui semble répondre aux besoins

- une centaine de places dans des structures d'accueil spécifiques (Résidence de l'Ile -Appart, Foyer des Cytises…)
- un CLLAJ qui mobilise les dispositifs en faveur des jeunes (Locapass, baux glissants…) et facilite le montage de projets intergénérationnels
- l'accès au parc de logements privés est cependant difficile (loyers élevés)

Mobilisation des capacités disponibles en structures d'hébergement (foyers…)

Poursuite des dispositifs en faveur des jeunes (Locapass, baux glissants…)

Expériences intergénérationnelles (CLLAJ et bailleurs sociaux)

Rôle des communes

Soutien à l'accès au logement de droit commun, pour les publics en foyer-résidence

Rôle de la CAPM

(Lien avec la formation et l'emploi)

Participation au financement du fonctionnement des structures d'hébergement

- Cytises
- Appart
- Résidence à Port de Bouc (jeunes travailleurs, apprentis)

4.9 Accueil et sédentarisation des gens du voyage

Actuellement sur la CAPM : des expériences intéressantes, à développer

- une aire d'accueil et 39 logements adaptés sur Bargemont (Martigues)
- des 62 logements adaptés sur Bellevue (Port de Bouc)
- nécessité de mettre le territoire en conformité avec le schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage

Principe : mise en conformité avec l'obligation légale et avec le schéma départemental

Rappel : requalification de l'aire d'accueil Bargemont (Martigues) en 2007 500 000 €

Création d'une capacité d'accueil de 30 à 50 places

- investissement et gestion CAPM, qui préfèrerait gérer une seule aire d'accueil, en s'appuyant sur l'existant (Bargemont)
- localisation(s) : à préciser (St Mitre les Remparts, Port de Bouc)
- coût : 500 000 € à 1 M€

Compléter l'offre en habitat adapté

Martigues 12 logts PLAI

Port de Bouc 5 logts PLAI

Rôle des communes

Gestion adaptée des cités Bargemont (39 logts) et Bellevue (60 logts)

Repérage des opportunités

Adaptation éventuelle des règles d'urbanisme

Rôle de la CAPM

Aménagement et gestion des nouvelles aires provision 1 M€

Subvention à la production de logements adaptés (PLAI) cf. supra

4.10 Agir en faveur du développement durable

Actuellement sur la CAPM : un enjeu environnemental très important

- une qualité du cadre de vie qui souffre des nuisances et risques générés par les industries et les grandes infrastructures locales (ports, autoroutes, voies ferrées)
- une pression de l'habitat pavillonnaire qui reste forte, avec un patrimoine naturel et paysager fragile dont il faut assurer la préservation
- de nombreux déplacements en voitures particulières liés à la configuration urbaine, à une offre insuffisante en transports collectifs et à une faible pratique des modes doux
- un bâti dont l'efficacité énergétique et le confort thermique sont insuffisants

Rechercher la proximité de l'habitat avec les services, les emplois

- ***renforcement des pôles existants***
  - centres villes Martigues et Port de Bouc
  - centres de quartiers (Croix Sainte, Escaillon, Canto Perdrix…)
  - bourg de Saint Mitre les Remparts
  - noyaux villageois (St Pierre, Carro / Couronne…)

- ***création de nouveaux pôles***
  - Route Blanche (Martigues) : commerces, services, collège
  - Hauts de St Jean (Port de Bouc) : projet lié à la requalification de la RN568

Améliorer la qualité de vie, faciliter les modes doux de déplacement

- espaces publics
- espaces verts
- voirie, chemins piétons, pistes cyclables (PDU, accessibilité)

Développer les transports collectifs

- transports urbains
- transports interurbains (à l'échelle du bassin de vie)
- transports ferroviaires (TER)

Améliorer la qualité architecturale, l'efficacité énergétique des bâtiments

- maisons de ville plutôt que lots libres
- obligations réglementaires pour les nouvelles constructions
- mise à niveau progressive du bâti existant

Rôle des communes

Elaboration/ajustement des ***PADD et PLU***
Traitement des bâtiments communaux et espaces publics en ***opérations de référence***

Rôle de la CAPM

(cf. délibération communautaire du 11 Juillet 2006)

Primes à l'efficacité énergétique du parc existant et aux ***énergies renouvelables*** (en complément des financements du département, de la région et de l'ANAH)
Etudes de requalification de la RN568

4.11 Mise en œuvre et suivi du PLH

Actuellement sur la CAPM : une action principalement de niveau communal

- le PLH précédent n'a pas fait l'objet de suivi ou évaluation intercommunale
- la mise en place de la communauté d'agglomération est récente et la définition de l'intérêt communautaire ne s'est précisée qu'au cours de l'année 2006
- les services en charge de l'habitat sont essentiellement communaux

Développer et pérenniser une politique cohérente sur la CAPM

- ***Un comité de pilotage***

- ***Un comité technique***
  - représentants des services CAPM, Communes, Etat

- ***une commission communautaire de l'habitat***
  - information en amont sur les projets de 5 logts et plus

- ***les conseils municipaux, le conseil communautaire***
  - délibération annuelle (bilan, programmation)

- ***évaluation en continu…***

Il n'est pas proposé de demander la délégation des aides publiques à la pierre (Etat, ANAH).

4.12 Développement des outils

Actuellement sur la CAPM : les outils sont à créer ou doivent évoluer

- le PLH précédent n'a pas permis de mettre en place un observatoire intercommunal de l'habitat
- les initiatives sont restées pour la plupart de niveau communal
- une SEM locale assure des fonctions d'aménageur, constructeur et gestionnaire de logements sociaux

Observatoire de l'habitat

Un partenariat CAPM – Communes

- ***observatoire du foncier (CAPM)***
  - transactions, marché immobilier (PERVAL)
- ***observatoire de l'habitat (Communes)***
  - recensement de l'offre
  - suivi des mouvements de locataires
  - analyse de la demande

Animation en interne à la CAPM ou recours à un prestataire
Partenariat avec l'ADIL, partage de l'information…
Coût annuel d'un prestataire = 20 000 €/an ?

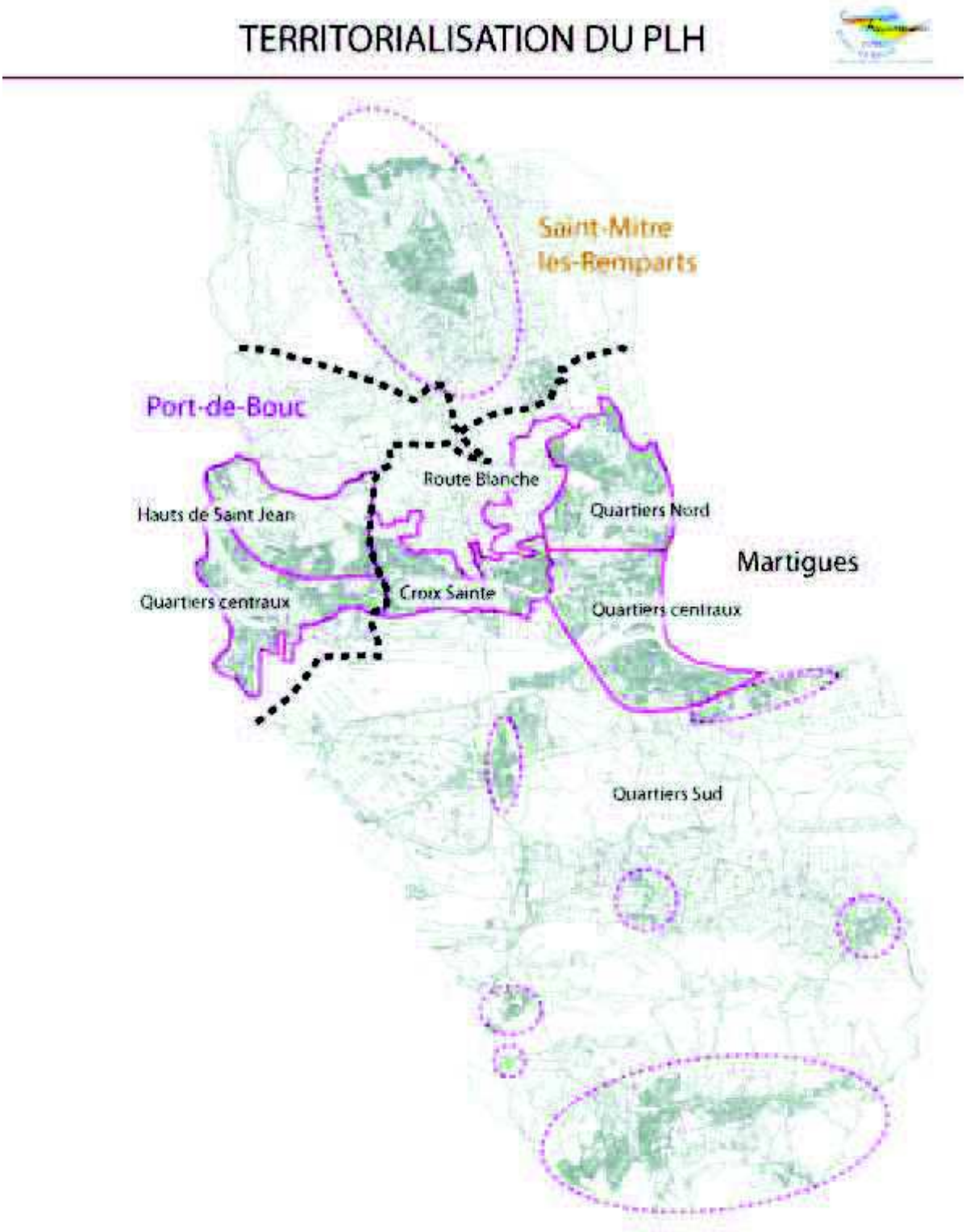
Outils opérationnels

Quelle évolution pour la SEMIVIM ?

- Création d'un nouvel outil d'aménagement, séparé de la gestion de logements locatifs sociaux… ?

ANNEXES

ANNEXE 1 : Carte de territorialisation du PLH



ANNEXE 2 : Délibération du 11 juillet 2006 sur l'intérêt communautaire

N° 2006-091

COMPÉTENCES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - ÉQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT - DÉCLARATION D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

Vu l'article L 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2001-07 du Conseil Communautaire du 23 février 2001,

Vu la délibération n°2003-132 du Conseil Communautaire du 5 décembre 2003,

Vu la délibération n° 2006-007 du Conseil Communautaire du 3 février 2006,

Par délibération n°2001-07 du 24 janvier 2001, le conseil communautaire avait déterminé, pour chacune des compétences de la Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre, les opérations d'intérêt communautaire.

La délibération précisait d'une part que « peuvent être déclarées communautaires, les actions qui tendent à assurer une solidarité et un équilibre du territoire de l'agglomération prise dans son ensemble », et d'autre part que « lorsque l'action touche tout le territoire de la communauté, l'intérêt communautaire est manifeste ».

Puis en 2003, en matière de « Politique de la Ville », avait été reconnu comme d'intérêt communautaire le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance.

En Février dernier, le Conseil Communautaire a délibéré pour définir l'intérêt communautaire en matière de développement économique et de politique de la ville.

Il est aujourd'hui nécessaire de compléter les précédentes délibérations pour définir l'intérêt communautaire relatif à la compétence «équilibre social de l'habitat ».

Conformément à l'article L 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette compétence recouvre les champs suivants :

- *Programme local de l'habitat ;*
- *Politique du logement d'intérêt communautaire ;*
- *Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;*
- *Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;*
- *Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;*
- *Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.*

La reconnaissance de l'intérêt communautaire doit être effectuée à la majorité des 2/3 du Conseil de la Communauté d'Agglomération.

La politique du logement d'intérêt communautaire organise et soutient les actions et dispositifs de solidarité entre les communes dans la mise en œuvre des programmes de production et d'entretien du parc de logement. La finalité de cette politique du logement poursuit l'objectif d'une réponse nouvelle et mieux appropriée aux besoins spécifiques et nouveaux en matière d'accès au logement.

La politique du logement d'intérêt communautaire facilite l'élaboration et la réalisation des axes stratégiques de développement de l'habitat suivi par les communes membres et qui seront définis notamment dans le cadre du Programme Local de l'Habitat en cours d'élaboration.

Ceci exposé,

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire,

Le Conseil Communautaire est invité :

- A reconnaître l'intérêt communautaire des compétences suivantes :

Politique du logement :

- *Mise en place d'outils de connaissance et de suivi du marché du logement et de l'habitat (observatoire, tableaux de bord)*
- *Etudes générales et thématiques concourant à la définition, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique du logement à l'échelle de l'agglomération*

Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire :

- *Participation au surcoût foncier et/ou aux garanties d'emprunt :*
  - *des logements sociaux financés avec des prêts type PLAI*
  - *des opérations de logements sociaux destinés aux personnes vieillissantes et/ou handicapées*

Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées :

- *Création, aménagement, entretien et gestion des nouvelles aires d'accueil et de passage des gens du voyage*
- *Participation au financement et au fonctionnement du Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.)*
- *Participation au financement et au fonctionnement des dispositifs locaux d'accompagnement social visant l'accès au logement, le maintien dans le logement et la prévention des expulsions*
- *Participation au financement de structures d'accueil et d'hébergement spécifiques : résidences sociales, hôtels relais, foyers pour handicapés, programmes sociaux destinés aux personnes vieillissantes, logements d'urgence, dispositif d'hébergement d'urgence*

Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat :

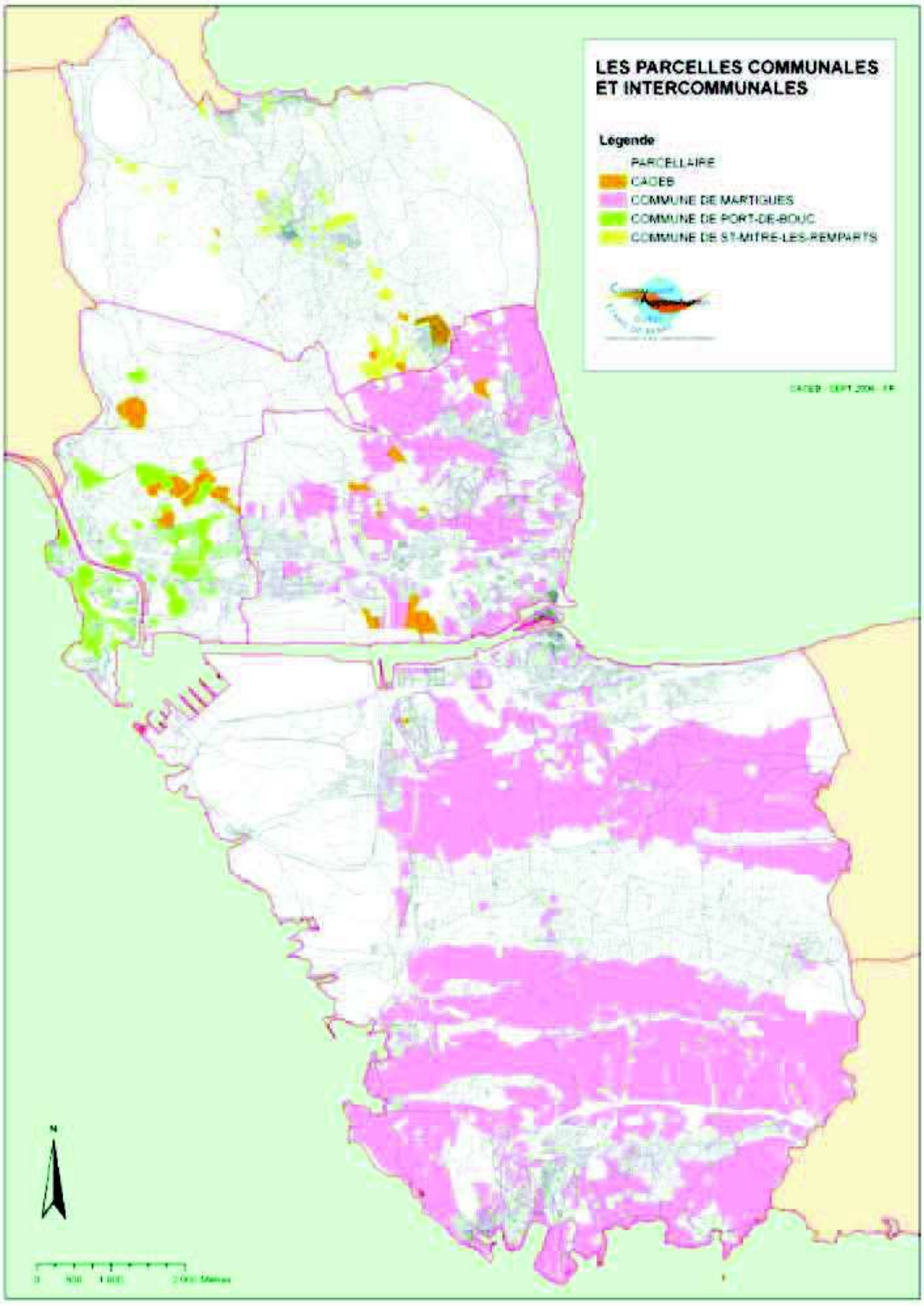
- *Acquisitions foncières et immobilières destinées d'une part à mettre en œuvre la politique communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées et du logement social, telle que précisée ci-dessus et d'autre part, à mettre en œuvre le programme d'actions du P.L.H. pour ce qui concerne la production d'offre nouvelle de logements sociaux*

Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire :

- *Participation à des financements publics ou privés d'opérations de réhabilitation du parc social et privé pour les travaux portant sur :*
  - *l'accessibilité des logements et immeubles aux personnes handicapées ou à mobilité réduite,*
  - *les dispositifs collectifs ou individuels d'économie d'énergie ou de production d'énergie à partir de ressources renouvelables,*
  - *la protection phonique des logements contre les nuisances sonores extérieures*
  - *la sortie d'insalubrité.*

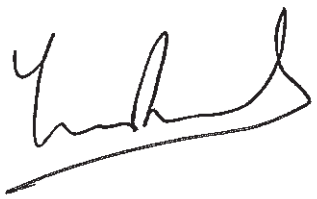
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

ANNEXE 3 : Carte du foncier communal et communautaire

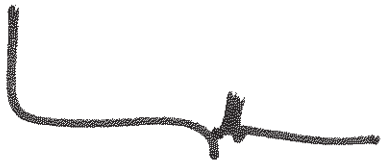


Fait à Martigues, le

Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet des Bouches-du- Rhône



Le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur



La Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône



Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues



Le Maire de la Ville de Martigues



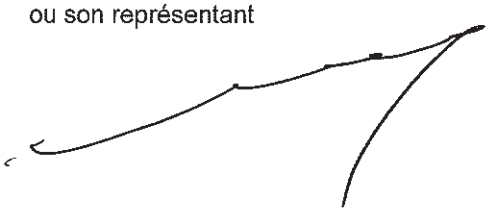
Le Maire de la Ville de Port-de-Bouc



Le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale des Bouches-du-Rhône



Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur
ou son représentant

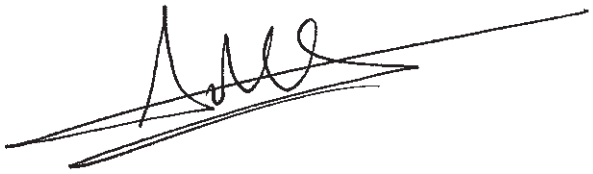


La Directrice Interrégionale Méditerranée de la Caisse des Dépôts et Consignations
ou son représentant



Le Directeur Territorial de Pôle Emploi Bouches-du-Rhône
ou son représentant

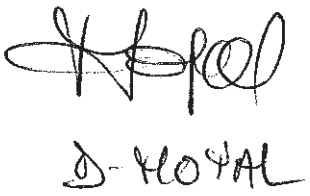
P.O.



L'Administrateur Provisoire de la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône



Le Procureur de la République



D. MOYAL

Le Président du Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains Ouest Étang-de-Berre

Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence
ou son représentant

Le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône
ou son représentant

Le Président de l'Association Régionale HLM P.A.C.A et Corse
ou son représentant

Pour le Président
Par délégation
Philippe OLIVIERO
Directeur

Le Président de LOGIREM
ou son représentant

Le Président de 13 Habitat
ou son représentant

Le Directeur de la Société d'Économie Mixte Immobilière de la Ville de Martigues

Le Directeur Général du Nouveau Logis Provençal

Le Directeur de la S.A HLM DOMICIL
ou son représentant

Le Directeur d'Établissement Méditerranée ADOMA

Le Président du Directoire d'ICF Habitat Sud-Est Méditerranée

P/

Le Président du Théâtre des Salins